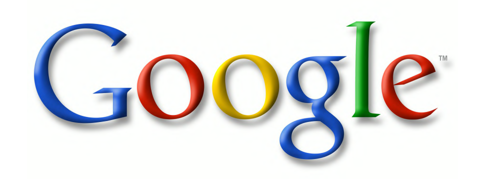
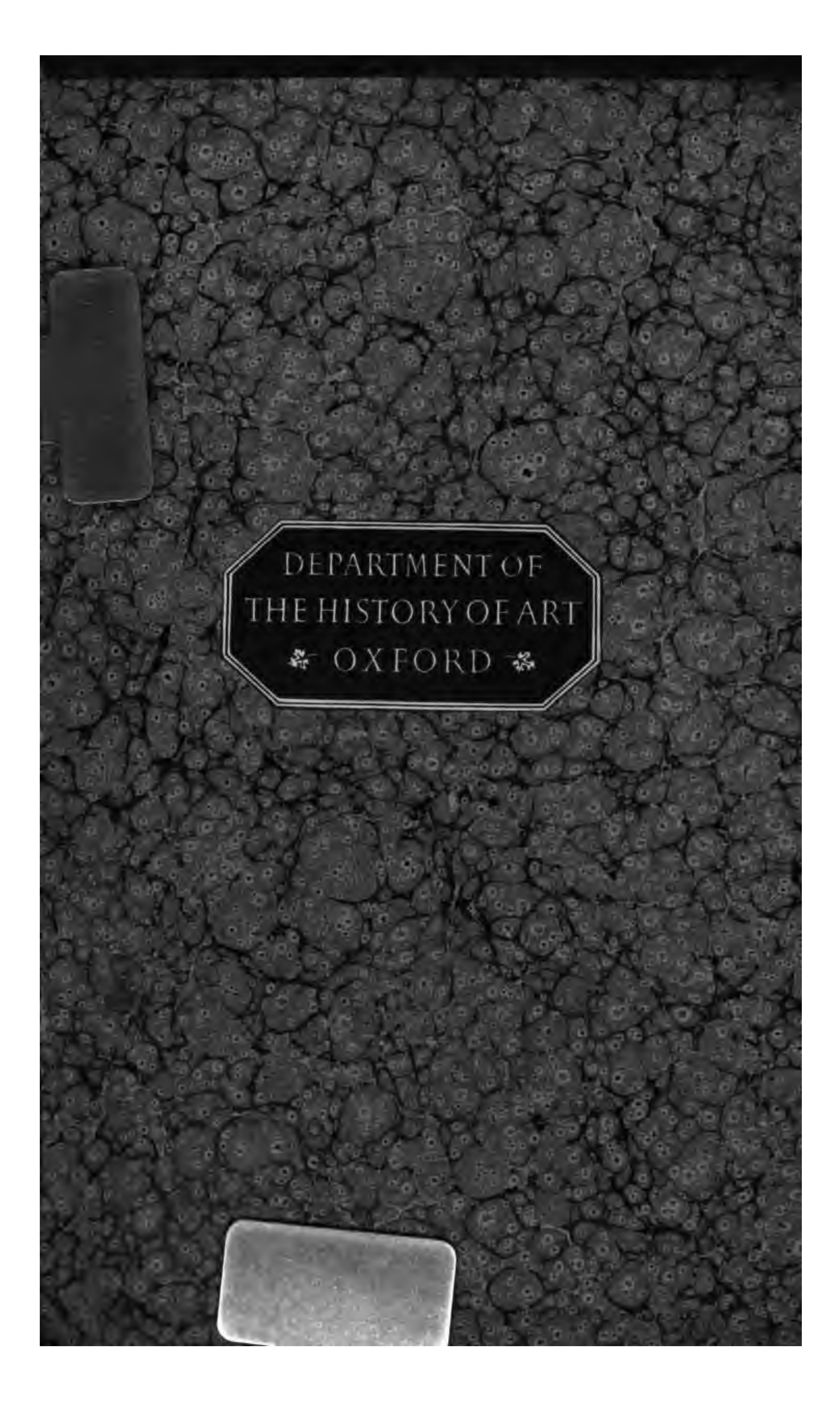





DEPARTMENT OF
THE HISTORY OF ART
OXFORD



HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE.

TOME V.

Imprimerie d'Amédée GRATIOT et Cᵉ, rue de la Monnaie, 11.



Rouargue del et sc.

NAPLES.

(Vue generale.)

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE

PAR

J. C. L. SIMONDE DE SISMONDI.

NOUVELLE ÉDITION.

TOME CINQUIÈME.

Paris

FURNE ET Ce, LIBRAIRES-ÉDITEURS

55, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARCS;

TREUTTEL ET WURTZ, LIBRAIRES

17, RUE DE LILLE.

1840

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE.

CHAPITRE I.

Affaires de l'Orient. — Guerre des Génois en Chypre. — Quatrième guerre de Venise et de Gênes ; prise et reprise de Chiozza. Paix de Turin.

1372-1381.

La même année qui avait été signalée par la naissance du grand schisme d'Occident et par la sanglante révolution des Ciompi à Florence, vit éclater aussi la guerre meurtrière de Chiozza, la quatrième des guerres maritimes entre Venise et Gênes, et celle qui exposa ces deux puissantes républiques aux plus extrêmes dangers. C'est loin de l'Italie et des intérêts dont nous venons de nous occuper qu'il faut aller chercher la cause de cette guerre acharnée.

Toute l'existence des républiques maritimes est peu liée à l'histoire du reste de l'Italie. Les seigneuries de Venise et de

Gênes semblaient le plus souvent indifférentes aux révolutions des provinces limitrophes, tandis que toute leur attention était fixée sur les régions du Levant. Leur commerce et leurs colonies dans la Turquie et la Grèce étaient la source principale des richesses du peuple et de la puissance de l'état; et les passions publiques et privées ne paraissaient excitées que par les intérêts et les révolutions de ces contrées lointaines.

La situation des républiques maritimes les isolait et leur permettait de se considérer comme absolument détachées du continent italien. Les montagnes qui entourent la Ligurie séparaient cette province de la Lombardie, comme les lagunes en séparent Venise. Dans un temps où la cavalerie pesante faisait toute la force des armées, il était presque impossible de conquérir un pays où les chevaux ne pouvaient manœuvrer. L'attention que les deux républiques donnaient aux affaires du Levant n'était donc point distraite par le soin de leur sûreté. La région d'où elles tiraient leur subsistance et leurs richesses était toujours le siége du commerce du monde. La barbarie des Turcs n'avait point eu sur les provinces de leur domination une influence aussi funeste que l'a eue depuis leur nonchalance. Leurs états étaient encore enrichis par quelques manufactures et par le commerce de l'Inde; les Arabes et les Grecs, qui leur étaient soumis, n'avaient point encore renoncé ni au luxe, qui a besoin du commerce, ni à l'industrie qui l'alimente.

Les Turcs étaient désormais les vrais dominateurs de l'Orient, et l'on appelait déjà mers de Turquie les parages nommés auparavant mers de la Grèce. La décadence de l'empire d'Orient avait été singulièrement rapide. Dans les premières années du XIV[e] siècle, Andronic l'ancien avait perdu toute l'Asie mineure et toutes les positions des Grecs au-delà du Bosphore et de l'Hellespont. Au milieu du même siècle, Canta-

cuzène introduisit les Turcs en Europe pour les employer comme auxiliaires dans ses guerres civiles; et son successeur Paléologue, qui avait été son pupille et son rival, perdit pendant la durée de son règne, de 1355 à 1391, toutes les provinces de l'Empire en Europe. Elles passèrent toutes au pouvoir d'Amurath 1er. « Ferme les portes de ta ville pour « régner dans l'enceinte de ses murs, faisait dire le successeur « d'Amurath au fils de Jean Paléologue : car tout ce qui est « en dehors de cette enceinte est à moi [1]. »

Constantinople même n'était guère moins dépendante des Turcs que les campagnes que ceux-ci avaient soumises. Jean Paléologue, perdu dans la débauche, cherchait par de lâches plaisirs à s'étourdir sur la ruine de son empire [2]. Tributaire et vassal du sultan, il s'était engagé à servir sous ses ordres ou à se faire remplacer dans le camp par un de ses fils. Tandis que, de concert avec Amurath, il combattait contre les Hongrois, Andronic, son fils aîné, entra dans un complot avec un fils d'Amurath. Le projet de ces jeunes ambitieux paraît avoir été de détrôner en même temps le sultan et l'empereur; mais leurs menées furent découvertes par Amurath : il punit de mort son fils, et il ordonna au monarque grec de punir aussi le sien. Jean Paléologue n'était pas convaincu du crime du prince; mais sa lâcheté lui fit faire ce que la colère ou la soif de la vengeance ne lui suggérait point : il fit ôter la vue à son fils et à son petit-fils, dont le dernier était un enfant en bas âge, et il désigna, pour succéder à la couronne, Manuel, le second de ses enfants [3].

Pendant que l'empire grec comprenait encore plusieurs milliers de lieues carrées, nous avons pu nous étonner de l'audace et de la puissance de la colonie génoise établie à Ga-

[1] *Historia Bysantina Nepotis Michaelis Ducæ*. T. XIX, *Scr. Byz.* c. 13, p. 20.—[2] *Ibid.*, c. 12, p. 17. — [3] *Phranza Protovestiarius*. L. I, c. 16, p. 18. *Scr. Byz.* T. XXIII. — *Ducas Michaelis Nepos*, c. 12, p. 17. — *Raphain Caresino, Cancellarius Venetus, Chron, Rer. It.* T. XII, p. 443.

lata; mais à présent qu'il était presque réduit à une seule ville, que son chef ne se refusait à aucune bassesse, à aucun acte dénaturé, lorsque le sultan commandait, on ne doit plus s'étonner de voir les Génois de Galata balancer toutes les forces de l'empereur, et leur affection ou leur haine occasionner de fréquentes révolutions à Constantinople. La part qu'ils prirent aux intrigues de la cour grecque fut la cause première de la guerre de Chiozza.

Paléologue avait enfermé son fils et son petit-fils dans la tour d'Anéma, près de Galata. Les Génois eurent pitié de ces deux malheureux princes et les firent évader, après deux ans de captivité. Le supplice des Paléologue n'avait été exécuté qu'à demi, et les médecins italiens réussirent à faire recouvrer l'un de ses yeux à Andronic, et à rendre à son fils Jean une vue louche et faible [1]. Lorsque ces deux princes ne furent plus dans l'absolue dépendance où les mettait leur cécité, les Génois les déclarèrent capables de régner, et leur offrirent de les placer sur le trône, pourvu qu'en récompense Andronic leur cédât l'île de Ténédos : cette île, située presque à l'embouchure de l'Hellespont, commande cet important passage, et ouvre ou ferme l'entrée de la Propontide et de la mer Noire. Le traité fut signé au mois d'août 1376. Les Génois attaquèrent alors Constantinople; ils furent secondés par les ennemis de l'empereur régnant : avec leur aide, ils mirent l'aveugle Andronic sur le trône, tandis que Jean et ses deux fils furent renfermés dans la même prison d'où Andronic avait été tiré [2].

Après cette révolution, les Génois envoyèrent deux galères pour prendre possession de Ténédos. Ils étaient munis à cet effet des ordres qu'Andronic adressait au gouverneur de l'île. Mais celui-ci, attaché ainsi que les habitants à l'empereur dé-

[1] *Ducas Michaelis Nepos*, c. 12, p. 18.—[2] *Daniele Chinazzo, Della guerra di Chiozza.* T. XV. *Rer. Ital.* p. 711. — *Raphain Caresino, Chronic.* T. XII, p. 443.

trôné, refusa de reconnaître les deux monarques aveugles : il ferma son port aux Génois, et, voyant bientôt qu'il ne pourrait se défendre contre eux par ses seules forces, il implora le secours de Donato Trono, amiral de la flotte vénitienne, qui revenait de la mer Noire, et il lui consigna Ténédos avec ses forteresses. Le sénat de Venise, qui connaissait toute l'importance de cette île, y envoya aussitôt deux provéditeurs, avec une forte garnison et les sommes nécessaires pour mettre les châteaux en état de défense. Les Génois, irrités, engagèrent Andronic à faire arrêter le bayle avec tous les Vénitiens établis à Constantinople, et ils prêtèrent à l'empereur douze galères pour entreprendre le siége de Ténédos. Cependant ils ne déclarèrent point eux-mêmes la guerre aux Vénitiens, et ils ne se mêlèrent au combat que comme auxiliaires des Grecs [1].

Dans un autre royaume du Levant, les Génois soutenaient une guerre à laquelle les Vénitiens devaient, à leur tour, prendre part. Pierre de Lusignan, roi de Chypre, avait été tué en 1372, par ses propres frères, à Nicosie, sa capitale; son fils, encore enfant, nommé Pierre comme lui, avait été désigné pour lui succéder. Les Vénitiens et les Génois, qui avaient en Chypre de puissants établissements, prétendaient les uns et les autres occuper la place d'honneur à la cérémonie du couronnement. Les oncles du jeune roi décidèrent la contestation de ces deux peuples en faveur des Vénitiens [2]; mais les Génois ne voulurent point se soumettre à leur jugement, et ils se rendirent au palais avec des armes sous leurs manteaux, pour s'emparer de force du poste qu'ils croyaient leur être dû. Les oncles du roi en furent instruits, et les firent arrêter : les armes qu'on trouva sur eux furent données en preuve d'un complot contre le roi lui-même, dont on les

[1] *Daniele Chinazzo, Guerra di Chiozza*, 711. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia*, p. 680. — [2] *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia*, p. 679.

accusa ; et sans instruire autrement leur procès, on les précipita tous du haut d'une tour. La fureur des Cypriotes ne se borna pas à faire mourir les Génois qui s'étaient rendus au palais, elle s'étendit à tous leurs compatriotes dans toutes les parties de l'île : tous furent massacrés, et les biens de tous furent livrés au pillage ; et le seul Génois qui échappa, pour porter dans sa patrie la nouvelle de cet horrible massacre, avait été grièvement blessé au visage, et laissé pour mort sur le carreau[1].

Les Génois, impatients de tirer vengeance d'un tel outrage, tandis qu'ils armaient une flotte formidable, envoyèrent immédiatement Damiano Catani dans les mers de Chypre, avec sept galères, pour faire ressentir aux Cypriotes les premiers effets de leur courroux. Catani remporta des avantages fort supérieurs à ce qu'on devait attendre d'une aussi faible escadre. Par des attaques rapides et imprévues, il s'empara de Nicosie le 16 juin 1373, et de Paphos le 23 du même mois[2]. Soixante et dix jeunes femmes de cette île, autrefois consacrée à Vénus, tombèrent en son pouvoir dans une surprise ; mais, malgré les murmures de ses matelots, il renvoya ces beautés grecques à leurs pères ou à leurs maris, sans permettre qu'il leur fût fait aucun outrage. « Ce n'est pas pour « enlever de tels captifs que notre patrie nous a envoyés ici », répondit-il à ceux qui lui reprochaient de ne pas savoir user de la victoire.

Tandis que, par cette conduite, Damiano Catani inspirait aux Cypriotes la plus haute idée de sa modération et de sa vertu, il excitait, par ses victoires et ses négociations, une défiance réciproque entre les membres du conseil de régence. On soupçonnait qu'il avait des intelligences parmi les grands, et on n'osait prendre contre lui aucune mesure vigoureuse.

[1] *Uberti Folietæ Hist. Genuensis.* L. VIII, p. 459. — [2] *Georgius Stella*, *Annales Genuenses*, p. 1104.

Sur ces entrefaites, Pierre de Campo Frégoso, frère du doge de Gênes, arriva devant Famagosta, le 3 octobre 1373, avec trente-six galères et quatorze mille hommes de débarquement. Dès le 10 du même mois, Famagosta fut prise ; le jeune roi, avec ses oncles et son conseil, tombèrent au pouvoir des vainqueurs, et l'île entière fut soumise. Cependant les Génois punirent avec modération l'offense qui leur avait fait prendre les armes ; ils ne livrèrent au dernier supplice que trois des gentilshommes qui avaient dirigé le massacre de leurs compatriotes : ils envoyèrent à Gênes un des oncles du roi, et les fils de l'autre, qui portaient le titre de princes d'Antioche, avec soixante otages de la première noblesse ; ils laissèrent enfin une garnison à Famagosta, pour tenir par elle le reste de l'île dans la soumission : mais ils rendirent à Pierre de Lusignan son royaume, sous l'obligation de payer à la république un tribut annuel de quarante mille florins [1].

Le roi de Chypre et son peuple, réduits à la discrétion du conquérant, auraient pu s'attendre, après une aussi mortelle offense, à un traitement bien plus rigoureux. Mais Pierre de Lusignan ne pouvait pardonner aux Génois ni le danger qu'il avait couru, ni la dépendance où il était resté. Dès qu'il apprit que la dispute pour la possession de Ténédos pouvait allumer la guerre entre les Vénitiens et les Génois, il sollicita l'alliance des premiers, et il chercha, de concert avec eux, les moyens de chasser les troupes étrangères qui occupaient Famagosta [2].

En même temps, le roi de Chypre épousa Violante, fille de Bernabos Visconti, seigneur de Milan, et il profita de cette alliance pour susciter aux Génois de nouveaux ennemis. Il demanda que les cent mille florins que Bernabos donnait pour

[1] *Georgius Stella, Annales Genuenses*. T. XVII, p. 1105. — [2] *Ubertus Folieta, Histor. Genuensis*. L. VIII, p. 462. — *Marin Sanuto, Storia de' Duchi di Venezia*, p. 681.

dot à sa fille fussent employés par ce seigneur à faire la guerre en Ligurie [1]. En effet, à la sollicitation de Visconti, les marquis de Carréto se révoltèrent, et enlevèrent à la république Castel-Franco, Noli et Albenga [2].

Les Génois attribuaient à la haine et à la jalousie des Vénitiens toutes les guerres où ils se trouvaient engagés en Grèce, en Chypre et dans les montagnes de la Ligurie. De leur côté, ils cherchèrent à réveiller le courage ou à aiguiser la haine des ennemis de Venise, pour opposer à la ligue formée contre eux une ligue de forces égales.

Ils s'adressèrent d'abord à François de Carrare, seigneur de Padoue, dont l'inimitié contre les Vénitiens avait commencé en 1356, avec la guerre des Hongrois. Ce prince avait fourni des vivres au roi Louis lorsqu'il attaquait la république, et celle-ci n'avait jamais pardonné ce mauvais office à François de Carrare. Le seigneur de Padoue, sans cesse en butte au ressentiment des Vénitiens, essaya d'acquérir, par un attentat audacieux, une influence sur les conseils de la république, qui modérât leur haine. Ses espions l'instruisaient chaque matin de ce qui s'était fait la veille au sénat; Padoue est à peine à vingt milles de Venise, et le territoire du seigneur de Carrare s'étendait jusqu'au bord des lagunes. Une nuit, ce seigneur fit enlever par ses gondoliers, dans leurs maisons, tous les sénateurs vénitiens qui avaient parlé contre lui avec le plus de véhémence. Il les fit conduire à Padoue, dans son palais; et leur rappelant les discours offensants qu'ils avaient tenus contre lui, il les menaça de les faire tous mourir. Cependant il s'adoucit ensuite, et il leur accorda la vie et la liberté, pourvu qu'ils fissent serment de couvrir cette aventure d'un profond silence, et d'apporter à l'avenir plus de bienveillance pour lui dans leurs délibérations. Carrare les avertit,

[1] *Bernard. Corio, Storie Milanesi.* P. III, p. 250. — [2] *Georgii Stellæ Ann. Genuens.* p. 1108.

en les congédiant, qu'il lui serait plus facile de les faire punir d'un parjure par un coup de poignard, qu'il ne l'avait été de les enlever du sein de leur famille et de leur patrie. Il les fit ensuite reporter de nuit sur le rivage de Venise.

La religion du serment ou la crainte engagèrent les sénateurs vénitiens à garder le secret qu'ils avaient promis d'observer : ce ne fut qu'après plusieurs années que cet attentat fut révélé par les bandits eux-mêmes qui avaient été employés par le seigneur de Padoue. Les Vénitiens pourvurent par une garde plus vigilante à la sûreté de leur ville, et ils résolurent de se venger de l'effroi que François de Carrare avait inspiré à plusieurs d'entre eux [1].

Ils attaquèrent l'état de Padoue au mois d'octobre 1372. Le roi de Hongrie, qui n'avait point oublié les bons offices de François de Carrare, envoya Étienne Laczk, vayvode de Transylvanie, au secours de ce seigneur. Mais le vayvode fut fait prisonnier dans une bataille qu'il livra aux Vénitiens le 1er juillet 1373, et ses soldats refusèrent de combattre jusqu'à ce que leur général eût été racheté. François de Carrare fut ainsi forcé, par ses alliés mêmes, à signer, le 23 septembre 1373, une paix humiliante. Son fils vint à Venise demander, à genoux, pardon au doge de l'avoir attaqué injustement, et il promit de payer en dix ans, à la seigneurie, trois cent cinquante mille florins pour les frais de la guerre [2].

Cette dernière humiliation avait redoublé la haine du seigneur de Carrare : l'alliance que lui offraient les Génois lui parut une occasion de se venger ; il l'accepta avec empressement. Avant d'annoncer ses intentions, il fit à Venise même d'immenses approvisionnements de sel et d'épiceries, afin que ses sujets pussent se passer pendant cinq ans de tout commerce maritime. En même temps il entra en négociation avec tous les

[1] *Daniele Chinazzo, Storia di Chiozza*, p. 702. — [2] *Daniele Chinazzo, Guerra di Chiozza*, p. 707.

princes jaloux des richesses de Venise, ou offensés de son orgueil. Ce peuple, leur disait-il, joint à une politique éclairée et persévérante, tant de courage et tant de richesses, que, s'il gagne une fois un établissement en terre-ferme, il ne tardera pas à dominer sur l'Italie avec autant d'orgueil qu'il domine déjà sur les mers. Le roi de Hongrie, le patriarche d'Aquilée, seigneur de Friuli, les frères de la Scala, seigneurs de Vérone, la communauté d'Ancône, le duc d'Autriche et la reine de Naples, déterminés par les sollicitations de François de Carrare, acceptèrent l'alliance des Génois, et se disposèrent à combattre les Vénitiens[1].

1378. — La guerre préparée par toutes ces négociations éclata en effet, en 1378, d'une extrémité à l'autre de la Lombardie. Bernabos Visconti, qui avait à sa solde les principaux capitaines aventuriers, envoya la compagnie française de l'étoile dans la Ligurie. Cette armée traversa la rivière de Ponent, dévasta la Polsévéra, et pénétra jusqu'à Saint-Pierre d'Aréna. Elle se retira ensuite, moyennant une grosse somme d'argent que le doge de Gênes envoya à ses chefs[2]. Jean Hawkwood et le comte Lucio Lando avaient en même temps conduit une autre armée de Bernabos dans l'état de Vérone[3], tandis que Jean Obizzi, général de François de Carrare, faisait des incursions dans l'état vénitien, et que le vayvode de Transylvanie dévastait le territoire de Trévise[4]. De toutes parts on combattait, de toutes parts les campagnes étaient abandonnées au pillage, et cependant il ne se portait sur le continent aucun coup décisif.

Les armées de terre n'étaient composées que de mercenaires indifférents à la querelle qu'ils soutenaient ; mais sur les flottes des deux républiques les citoyens de Gênes et de

[1] *Daniele Chinazzo, Guerra di Chiozza*, p. 712. — *Raphain Caresino, Chron. Venetum*, p. 444.— [2] *Ubertus Folieta, Genuens. Hist.* L. VIII, p. 465.— [3] *Daniele Chinazzo, Guerra di Chiozza*, p. 712. — [4] *Daniele Chinazzo*, p. 717.

Venise combattaient en personne, et la haine qu'ils se portaient redoublait leur acharnement. Néanmoins, dans la première année, les matelots, dispersés par le commerce sur toutes les mers, n'avaient pu être rappelés au service de leur patrie ; on armait moins de galères, et elles étaient disséminées à de plus grandes distances. Aaron Stroppa commandait dix vaisseaux génois dans les mers de Constantinople ; il attaqua Lemnos ou Stalymène qui appartenait aux Vénitiens, et s'en empara : il forma aussi le siége de Ténédos ; mais la garnison vénitienne rendit toutes ses tentatives infructueuses[1].

Une autre flotte de dix galères devait, sous le commandement de Louis de Fiesque, protéger la navigation des Génois sur la mer de Toscane. Les Vénitiens envoyèrent dans la même mer Vettor Pisani, le plus illustre et le plus habile de leurs amiraux, avec quatorze galères. Les deux escadres se rencontrèrent au mois de juillet, proche du rivage d'Antium ou capo d'Anzo. Une tempête soulevait des vagues énormes, et les brisait contre le promontoire de Neptune. Les galères, penchées sur le côté, et sans cesse en danger d'échouer sur le rivage, ralentissaient leur manœuvre pour se combattre avec acharnement ; la fureur des hommes surpassait celle des éléments : mais les Génois, moins nombreux, succombèrent enfin ; une de leurs galères vint se briser contre la côte, cinq furent prises par Pisani, et quatre réussirent à s'échapper[2].

La jeune épouse du roi de Chypre, fille de Bernabos Visconti, fut conduite dans son île par six galères vénitiennes ; celles-ci, à leur arrivée, se réunirent à cinq galères catalanes que Pierre de Lusignan avait prises à sa solde : ensemble elles formèrent le siége de Famagosta, tandis que le roi de Chypre les secondait avec une armée de dix mille hommes. Après un combat acharné, les Vénitiens pénétrèrent dans le port, et y

[1] *Ubertus Folieta, Genuens. Hist.* L. VIII, p. 463. — [2] *Daniele Chinazzo, Guerra di Chiozza*, p. 114.— *Laugier, Hist. de Venise*, L. XV, T. IV, p. 270.

brûlèrent quelques vaisseaux génois ; mais lorsqu'ils voulurent ensuite donner l'assaut aux murs de la ville, ils en furent repoussés avec tant de perte, qu'ils abandonnèrent et le port dont ils s'étaient rendus maîtres, et même les mers de Chypre[1].

Les deux peuples se portaient mutuellement des coups plus dangereux encore dans le golfe de Venise. Lucien Doria, grand-amiral des Génois, y avait conduit vingt-deux galères, et il avait trouvé à Zara des secours de tout genre, que le roi de Hongrie avait fait préparer pour ses alliés. D'autre part, Vettor Pisani, rappelé par le sénat vénitien, avait ramené dans le golfe une flotte de vingt-cinq galères, pour protéger le commerce de sa patrie et les convois de vivres qu'elle tirait de la Pouille. Pisani reprit au roi de Hongrie les villes de Cattaro, de Sébénigo et d'Arbo, qu'on lui avait cédées à la fin de la guerre précédente[2]. Dans le même temps, Lucien Doria prenait Rovigno dans l'Istrie, pillait et brûlait Grado et Caorlo, et répandait l'alarme jusque dans le port de Venise[3].

Vettor Pisani, qui tenait la mer depuis fort longtemps, fit, au mois de janvier 1379, demander à la seigneurie la permission de ramener sa flotte à Venise, pour reposer sa chiourme. Le sénat craignit que Doria, maître en quelque sorte du golfe, ne bloquât la flotte vénitienne dans le port. Il refusa de recevoir son amiral, et Pisani fut obligé de passer l'hiver à manœuvrer sur la côte d'Istrie. La maladie se manifesta dans ses équipages, et des milliers de matelots, qui toujours en face de Pola soupiraient après le repos sur ce rivage hospitalier, moururent dans leurs prisons flottantes, et trouvèrent leur sépulture dans les flots[4]. Pisani était enfin entré dans le port

[1] *Ubertus Folieta, Genuens. Histor.* L. VIII, p. 464.—*Daniele Chinazzo, della Guerra di Chiozza*, p. 715.— [2] *Daniele Chinazzo*, p. 718. — [3] *Ibid.*, p. 720. — [4] *Daniele Chinazzo, Guerra di Chiozza*, p. 719. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 683.—*Laugier, Hist. de Venise*, L. XV, T. IV, p. 292.

de cette ville, après avoir fait un nouveau voyage dans la Pouille, lorsque Lucien Doria parut avec sa flotte de vingt-deux galères, le 29 mai 1379, à trois milles de distance. Les marins vénitiens, impatients de terminer leur longue captivité, forcèrent leur amiral à sortir du port avec ses vingt-quatre galères pour demander le combat[1]. On remplaça comme on put les matelots que la maladie avait enlevés, en faisant monter des habitants de Pola sur la flotte avec quelques troupes de débarquement[2]. Pisani tenta vainement de suppléer par sa valeur à la faiblesse de ses équipages. Il attaqua avec fureur les Génois, dont l'amiral Lucien Doria fut tué au commencement du combat; mais Ambroise Doria, son frère, prit aussitôt le commandement de la flotte: les Génois, animés par le désir de venger leur amiral, redoublèrent leurs efforts; en une heure et demie la bataille fut décidée; quinze galères vénitiennes furent prises: dix-neuf cents prisonniers, parmi lesquels on comptait vingt-quatre membres du grand conseil, demeurèrent au pouvoir des vainqueurs, et Vettor Pisani, qui s'était réfugié à Venise avec sept vaisseaux seulement, fut jeté en prison à son arrivée, comme si sa mauvaise fortune avait été la conséquence de ses fautes[3].

La flotte victorieuse des Génois fut bientôt augmentée jusqu'au nombre de quarante-sept galères, par Pierre Doria, que la seigneurie envoya dans le golfe pour succéder à Lucien. Le nouvel amiral s'avança jusqu'à Saint-Nicolas in Lido, une des ouvertures de la lagune, pour concerter ses mesures avec le seigneur de Padoue; ensuite il parut, le 6 août, devant le port de Chiozza, avec la flotte qu'il commandait[4].

La lagune qui sépare Venise du continent, et qui, à la

[1] *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia*, p. 684.— *Naugerio, Storia Veneziana*, p. 1058.— [2] *Ubertus Folieta, Histor. Genuens.* L. VIII, p. 466. — [3] *Daniele Chinazzo*, p. 720.—*Marin Sanuto, Storia de' Duchi di Venezia*, p. 685.—*Raphain Caresino, Chron. Venetum*, p. 446.—[4] *Georgio Stella, Annales Genuenses*, p. 1111.—*Daniele Chinazzo*, p. 723.

chute de l'empire romain, sauva les îles qu'elle renferme de l'invasion des Barbares, est aussi pourvue, du côté de la mer, d'une fortification naturelle. Un cordon d'îles longues et étroites forme comme un boulevard contre la haute mer. Nulle part il n'a plus de mille pas de largeur, tandis que sa longueur est de trente-cinq milles. On le nomme l'*Aggere*, et sur lui reposent les murailles fameuses nommées *Muracci*. Six ouvertures, qui de la haute mer communiquent à la lagune, ont coupé l'*Aggere* en autant d'îles allongées; chacune de ces ouvertures est considérée comme un port [1]. Quelques canaux plus étroits coupent aussi les grandes îles; et, plus au midi, les ouvertures de Brondolo et de Fossone, qui servent d'embouchure à la Brenta et à l'Adige, communiquent de même avec la lagune.

Le sénat de Venise, après la défaite de Pola, s'était hâté de fermer toutes les ouvertures de la lagune. Une triple chaîne fut tendue au travers de chaque port : de place en place elle était défendue par des *sandoni*, grands vaisseaux immobiles chargés de machines de guerre et de soldats. Dans quelques endroits, les Vénitiens ajoutèrent à ces chaînes une espèce de fortification flottante, composée de poutres énormes artistement liées ensemble, et qui semblaient rendre toute approche impossible [2].

Pierre Doria, après avoir parcouru toute la longueur de l'*Aggere*, résolut d'attaquer de préférence l'ouverture de Chiozza, à vingt-cinq milles au midi de Venise. François de Carrare, instruit de son dessein, avait préparé à Padoue cent barques armées : il les fit descendre vers Chiozza par les canaux de la Brenta; et cette flottille attaqua par derrière la chaîne qui fermait le port et ses fortifications mouvantes,

[1] Les six ouvertures du levant au couchant sont nommées *Treporti*, *Lido grande*, *Sant'-Erasmo*, *Due Castelli* ou *San-Niccolò*, *Malamocco*, et *Chiozza*. — [2] *Ubertus Folieta*, *Hist. Genuens.* L. VIII, p. 470.

tandis que Pierre Doria l'attaquait de face. Le sandone, ou vaisseau immobile, qui était placé entre ces deux ennemis, ne put pas faire une longue résistance : les soldats qui le gardaient s'enfuirent le 12 août 1379, après y avoir mis le feu [1].

Ayant ainsi conquis l'entrée de la lagune, les Génois mirent le siége devant la ville de Chiozza, pour s'assurer la possession de son port. François de Carrare fit passer une moitié de son armée dans l'île de Brondolo, sur le côté intérieur de laquelle Chiozza est bâtie : les Génois débarquèrent une partie de leurs troupes pour le seconder ; et l'armée des assiégeants, en comptant les forces de terre et de mer, se trouva forte de vingt-quatre mille hommes. Les Vénitiens avaient fait entrer trois mille soldats dans la ville, dont tous les habitants faisaient aussi le service militaire. Un faubourg, nommé *Chiozza-Piccola*, fut bientôt emporté par les assiégeants. Il communiquait à la ville par un pont d'un quart de mille de longueur, qui traversait des bas-fonds et des lagunes. Les Vénitiens occupaient encore ce pont le 16 août, lorsqu'un marin génois parvint à conduire dessous un bateau incendiaire. Les flammes et la fumée qu'on vit s'élever tout à coup firent croire aux Vénitiens que le pont qui les portait était en feu. Ils s'enfuirent, saisis d'une terreur panique ; et ils furent poursuivis si rapidement, qu'ils n'eurent pas le temps de lever après eux les ponts-levis. Les Génois et les Padouans entrèrent avec eux dans Chiozza, et se rendirent maîtres de la ville. Huit cent soixante Vénitiens avaient péri en la défendant. Trois mille huit cents prisonniers demeurèrent entre les mains des vainqueurs [2].

Les Génois prirent possession de Chiozza au nom de François de Carrare, et déclarèrent que cette ville demeurerait

[1] *Daniele Chinazzo*, p. 725. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia*, p. 689. — [2] *Daniele Chinazzo, Guerra di Chiozza*, p. 726.

soumise au seigneur de Padoue. C'était une des conditions du traité qu'ils avaient fait avec lui. Cependant leur conquête assurait désormais leur communication avec les ennemis des Vénitiens sur le continent : elle leur ouvrait non seulement la lagune, mais la ville même de Venise [1], dont Chiozza était en quelque sorte un bastion avancé. Aussi la consternation que cette nouvelle répandit parmi les Vénitiens fut-elle extrême. Le peuple se rassemblait autour du palais de Saint-Marc en poussant des gémissements ; il suppliait la seigneurie de négocier la paix, de la faire à tout prix, et de sauver ainsi la république de sa ruine dernière [2]. Les vertus républicaines et la constance dans le danger semblaient, à Venise, appartenir exclusivement à la noblesse, qui seule gouvernait l'état. Le doge André Contarini opposait son courage et sa fermeté à l'abattement de cette multitude désolée; mais lui-même il connaissait tout le danger que courait sa patrie, et il envoya trois ambassadeurs à Chiozza, pour demander la paix aux Génois.

Le conseil de guerre où ces députés furent introduits était présidé par Pierre Doria et François de Carrare. Les Vénitiens reconnurent leur défaite, et ils invitèrent leurs rivaux à ne pas abuser de la victoire. « Le doge nous a remis cette feuille « blanche, dirent-ils en présentant un papier à François de « Carrare, pour que vous y fassiez écrire vous-même les con- « ditions qu'il vous plaira de dicter; il les accepte toutes d'a- « vance, et il ne s'est réservé qu'une chose, c'est que la liberté « vénitienne demeure intacte. » Le seigneur de Padoue parut empressé de concluré une paix dont les conditions devaient être si avantageuses : mais Pierre Doria voulait détruire sans retour une puissance rivale de sa patrie; il détermina ses alliés à refuser de traiter, et, se chargeant de répondre lui-même

[1] *Raphain Caresino, Chron. Venet.* p. 447. — [2] *Andrea Naugerio, Storia Veneziana,* p. 1060.

aux ambassadeurs, il leur dit : « De par Dieu, seigneurs vé« nitiens, vous n'aurez jamais la paix avec le seigneur de « Padoue, ou notre république, qu'auparavant nous n'ayons « nous-mêmes mis une bride aux chevaux de bronze qui sont « sur votre place de Saint-Marc. Quand nous les aurons bridés « de notre main, nous les ferons bien tenir tranquilles [1]. »

Lorsqu'on rapporta à Venise cette réponse insultante, le peuple entier ne songea plus qu'à se défendre contre des ennemis qui ne laissaient attendre aucun quartier. Cependant on recevait successivement la nouvelle que Torre-Nova, Cavarzéré et Mont-Albano, forteresses situées aux bouches de l'Adige, ou aux confins du Padouan, s'étaient rendues sans combat, dans l'effroi qu'avait causé la déroute de Chiozza; que Lorédo et Torre delle Bébé avaient été prises peu de jours après; enfin, que le château des Salines était bloqué : ce dernier cependant fut défendu avec courage jusqu'à la fin de la guerre [2].

Le 24 août, on vit paraître vingt-deux galères génoises et quarante barques armées du côté de *Lido*; la ville même de Venise était menacée d'un débarquement : mais, au moment où les Génois voulurent prendre terre, ils furent repoussés avec une vigueur inattendue, et après leur retraite les Vénitiens songèrent à fortifier les canaux par lesquels leurs ennemis étaient arrivés jusqu'à la vue de la capitale [3].

Un homme seul possédait toute la confiance des matelots et du peuple de Venise. Issu d'une famille où les trophées maritimes semblaient héréditaires, Vettor Pisani était réputé le digne successeur de Nicolo Pisani, qui dans la précédente guerre avait combattu les Génois au Bosphore et les avait vaincus en Sardaigne. Mais cet amiral, rendu responsable par le sénat de l'insubordination de ses équipages et des caprices

[1] *Daniele Chinazzo, Guerra di Chiozza*, p. 727. — [2] *Marin Sanuto, Vite de' Duch* p. 691. — [3] *Daniele Chinazzo, Guerra di Chiozza*, p. 728.

de la fortune, avait été jeté en prison après sa défaite à Pola. Il était enfermé sous les voûtes qui supportent le palais de Saint-Marc du côté du port. Tout à coup il entend le peuple ameuté qui invoque la seigneurie et entoure le palais en s'écriant : « Si vous voulez que nous combattions, rendez-nous « Vettor Pisani, notre amiral ; vive Vettor Pisani ! » Le marin, chargé de fers, se traîne alors vers une des grilles de sa prison : « Arrêtez, s'écrie-t-il, Vénitiens, vous ne devez ja- « mais crier que vive Saint-Marc[1] ! » Cependant la seigneurie fit sortir Pisani de sa prison et le nomma capitaine de la mer. Plusieurs citoyens s'offrirent aussitôt à armer des galères à leurs frais pour servir sous lui, et tout le peuple se mit en devoir d'équiper la nouvelle flotte. En attendant qu'elle pût combattre, Pisani fit fortifier tous les canaux qui mènent à Venise, aussi bien que l'*Aggere* de Malamocco ; il fit fermer de pieux et d'antennes flottantes le grand canal et celui de la Giudecca ; il établit des barques de garde tout autour de Venise, et il mit en station, au débouché des principaux canaux, des coques ou grands vaisseaux ronds chargés d'artillerie. Les armes à feu étaient enfin devenues d'un usage commun, et, pour la première fois dans les guerres d'Italie, on les vit employées dans tous les combats[2].

Le roi de Hongrie, instruit du succès de ses alliés, avait envoyé Charles de Duraz avec dix mille hommes pour attaquer le territoire de Trévise. Mais Duraz, invité par Urbain VI à conquérir le royaume de Naples, désirait terminer la guerre de Venise. Il entra donc en négociation avec le doge et lui permit d'approvisionner Trévise ; en sorte que, pendant toute cette année, il ne se porta point de coups importants sur le continent[3].

Au milieu de leurs désastres, les Vénitiens reçurent quel-

[1] *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 691. — *Naugerio, Storia Veneziana*, p. 1061. — *Daniele Chinazzo*, p. 729. — [3] *Ibid*, p. 730.

que consolation par les nouvelles qui leur arrivèrent du Levant. A la fin de la précédente année, ils avaient envoyé en course Carlo Zéno, un de leurs plus habiles officiers, qui auparavant avait commandé avec distinction les troupes de terre dans le district de Trévise[1]. Zéno, sorti de Venise avec huit galères, avait passé au milieu de la flotte génoise sans être arrêté. Il avait enlevé aux Génois plusieurs bâtiments marchands dans les mers de Sicile, et négocié avec succès auprès de Jeanne de Naples dont il voulait assurer l'alliance à sa patrie. Il avait ensuite fait voile vers la Ligurie, afin que les Génois tremblassent pour eux-mêmes, au moment où la victoire de Pola leur inspirait plus d'arrogance : il chassa quelques galères ennemies du golfe de la Spézia, et il livra au pillage Porto Vénéré, Panigalia, et une foule de riches villages situés le long de la rivière du Levant[2]. Après avoir inspiré une profonde terreur à tous les habitants de ces campagnes, Zéno avait fait voile vers la Grèce. La république lui avait déjà envoyé une galère qui l'avait joint à Livourne; il en trouva six autres à Modon; celles-ci avaient aidé Jean Paléologue à remonter sur le trône impérial; elles avaient chassé de Constantinople son fils et son petit-fils, et ces deux princes aveugles régnaient à présent à Sélymbrie[3]. Enfin, quatre autres galères vénitiennes étaient en station à Ténédos, et elles se rangèrent aussi sous les ordres de Carlo Zéno. Cet amiral, avec une flotte devenue formidable, alla chercher à Béryte des marchandises que les Vénitiens avaient accumulées dans ce port de Syrie pour la valeur de cinq cent mille florins, et qu'ils n'osaient point faire venir en Europe. Comme il était dans les mers de Chypre, il reçut la nouvelle de la prise de Chiozza et l'ordre de ramener sa flotte dans le golfe pour défendre sa patrie[4].

[1] *Vita Caroli Zeni a Jacobo Zeno ejus nepote.* T. XIX, p. 219.— [2] *Vita Caroli Zeni.* T. XIX, p. 225. — *Daniele Chinazzo, Guerra di Chiozza*, p. 747. — [3] *Vita Caroli Zeni*, p. 226.—*Daniele Chinazzo*, p. 749.—*Ducas Michael Nepos*, c. 12, p. 18.—[4] *Vita Caroli Zeni a Jacobo Zeno scripta*, p. 227. — Laugier, Histoire de Venise. L. XV, p. 305.

Les Vénitiens mettaient tout leur espoir dans la flotte que Zéno avait rassemblée. Déjà ils commençaient à manquer de vivres : les Génois fermaient la route de la mer, François de Carrare celle de la terre, et ce n'était qu'à travers mille dangers qu'on faisait encore venir quelques munitions de Trévise[1]. Le peuple, désespéré, demanda qu'on le menât au combat, plutôt que de l'exposer à mourir de faim. Quelques galères désarmées se trouvaient encore dans le port de l'arsenal; d'autres, en construction dans les chantiers, étaient presque terminées : mais le trésor était vide, et pour armer une flotte nouvelle il fallut recourir au patriotisme du peuple. La seigneurie promit d'inscrire dans le rôle de la noblesse les trente premiers plébéiens qui auraient montré le plus de zèle, et d'accorder à ceux qui viendraient ensuite des exemptions et des priviléges qu'ils transmettraient à leurs héritiers. Le doge André Contarini, qui était âgé de soixante et douze ans, descendit sur la place de Saint-Marc, portant entre ses mains le gonfalon ducal; il déclara qu'il monterait lui-même sur les galères qu'il faisait armer : il invita le peuple à défendre avec lui la juste cause de la patrie et de la liberté publique[2]; et malgré la ruine du commerce et la pauvreté universelle, on vit arriver en foule au palais des porte-faix chargés d'argent qu'ils déposèrent aux pieds de la seigneurie. A l'aide de ces contributions volontaires, une flotte de trente-quatre galères fut complétement armée avant la fin d'octobre[3].

Mais Vettor Pisani n'avait garde de conduire immédiatement contre les Génois les vaisseaux qu'on venait de mettre en mer. Leur chiourmé était composée d'artisans qui, quoique nés au milieu des eaux, connaissaient à peine la navigation. L'amiral

[1] *Daniele Chinazzo, Guerra di Chiozza*, p. 732. — [2] *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 694. — [3] *Daniele Chinazzo*, p. 739. — *Raphain Caresino, Chron. Venetum*, p. 449. — *Marin Sanuto*, p. 701. — *Naugerio, Storia Veneziana*, p. 1062. — *Ubertus Folieta, Hist. Genuensis*. L. VIII, p. 477. — Laugier, Hist. de Venise. L. XV, p. 340, T. IV.

les exerça donc dans les canaux de la Giudecca et de Saint-Nicolas du Lido, en attendant l'arrivée de Charles Zéno, sur lequel reposait toute la fortune de l'état[1].

Les Génois ne laissèrent pas de ressentir quelque inquiétude lorsqu'ils virent une flotte nouvelle manœuvrer dans les lagunes. Ils concentrèrent leurs forces pour n'être pas ou surpris ou coupés ; ils retirèrent de Malamocco et de Povéglia les troupes qu'ils y avaient placées ; ils diminuèrent le circuit de Chiozza, en même temps qu'ils ajoutèrent aux fortifications de cette ville ; enfin ils désarmèrent vingt galères, pour procurer pendant l'hiver quelque repos aux équipages. Ils placèrent ensuite trois vaisseaux à la garde du port, et ils en envoyèrent vingt-quatre en Friuli, pour y chercher un approvisionnement de vivres ; car on manquait de blé à Chiozza aussi bien qu'à Venise : ces deux villes, situées au milieu de la même lagune, s'affamaient mutuellement, et les convois leur arrivaient avec une égale difficulté.

Le doge Contarini, après deux mois de manœuvres, crut enfin pouvoir mener au combat ses nouveaux matelots : il s'avança vers Chiozza, dans la nuit du 23 décembre 1379, avec trente-quatre galères, deux grandes coques, soixante barques armées, et plus de quatre cents bateaux[2]. La flotte génoise envoyée sur les côtes de Friuli pour chercher des vivres était déjà rentrée dans le port de Chiozza ; on déchargeait à terre les munitions qu'elle avait rapportées : les quarante-sept galères que Doria commandait étaient toutes renfermées dans un même bassin ; et les Génois, sans défiance, ne pouvaient croire que des ennemis auxquels ils avaient refusé une paix honteuse formassent le projet de les attaquer[3].

Le doge avait débarqué huit cents soldats étrangers et

[1] *Daniele Chinazzo*, p. 739.— *Marin Sanuto*, p. 696. — [2] *Daniele Chinazzo*, p. 740. — [3] *Raphain Caresino*, *Chron. Venet.* p. 451.

quatre mille Vénitiens devant Chiozza-Piccola; mais ces troupes furent repoussées avec perte. En même temps il avait poussé une de ses coques dans le canal qui forme la communication entre la haute mer et la lagune, et qu'on nomme le port de Chiozza; il avait dessein de la fixer sur place et de la fortifier pour fermer l'entrée du port. Cette coque fut attaquée avec vigueur par les Génois; sept galères l'entourèrent pour la combattre et la prirent après une très longue résistance. Mais les Génois, dans la fureur du combat, eurent l'imprudence d'y mettre le feu : la coque brûla jusqu'à fleur d'eau et coula ensuite à fond à l'entrée même du canal. Les Vénitiens firent aussitôt arriver des bateaux chargés de pierres qu'ils coulèrent à fond sur la même place; et, profitant d'un accident qui les avait mieux servis que leurs propres efforts, ils achevèrent en peu d'heures de fermer le canal ou port de Chiozza; c'était celui qui devait naturellement donner issue à la flotte de leurs ennemis. Ils descendirent ensuite sur la pointe de terre nommée la *Lova*, à laquelle les Génois ne pouvaient plus aborder, et ils y élevèrent une redoute pour défendre les travaux qu'ils avaient faits à la bouche du port[1].

La ville de Chiozza, bâtie comme celle de Venise au milieu des eaux, est séparée de la haute mer par l'île longue, ou l'*Aggere* de Brondolo. Le canal qui termine cette île au nord est celui qu'on nomme port de Chiozza; un autre canal termine la même île au midi et se nomme port de Brondolo. La lagune, moins large auprès de Chiozza qu'auprès de Venise, est aussi coupée par moins de canaux. Les Génois, en suivant le canal de Lombardie, pouvaient se présenter devant Venise ou sortir par quelqu'une des ouvertures septentrionales de la lagune; ils pouvaient aussi sortir au midi par le port de Brondolo et regagner ainsi la haute mer: toute autre issue leur

[1] *Daniele Chinazzo*, p. 741. — *Marin Sanuto*, *Vite de' Duchi di Venezia*, p. 700. — *Georgii Stellæ Annales Genuens.*, p. 1114.

était fermée. Vettor Pisani, qui s'était avancé lui-même par le canal de Lombardie, et qui l'occupait avec sa flotte, eut soin d'y couler à fond plusieurs barques pour le fermer aux ennemis. Il sortit ensuite de la lagune et vint se placer à l'entrée du canal de Brondolo pour ôter aux Génois cette dernière issue.

Le sort de la guerre était attaché à l'entreprise de Vettor Pisani : avec des matelots sans expérience et découragés par les revers de leurs compatriotes, il entreprenait de bloquer une flotte victorieuse et supérieure en nombre. Il profitait, il est vrai, de ce que les Génois ne pouvaient manœuvrer dans le canal ou se présenter en ligne de bataille; mais, d'autre part, il était forcé de demeurer à l'embouchure du port, sous le feu de l'artillerie que les Génois avaient placée au couvent de Brondolo. Si un coup de vent, un orage ou le feu ennemi l'écartaient quelques heures de cette position, la flotte génoise sortait en pleine mer, et sa grande supériorité lui assurait la victoire la plus complète. Le doge André Contarini, pour inspirer son courage aux soldats, jura en leur présence qu'il ne rentrerait point à Venise avant d'avoir pris Chiozza, et Pisani plaça deux de ses galères dans le canal même de Brondolo : en même temps il essaya d'élever une redoute de l'autre côté de ce canal, sur la pointe de Fossone, en face du couvent qu'occupaient les Génois. Mais ses travailleurs à Fossone étaient à demi-portée des bombardes de Brondolo, et perdaient beaucoup de monde; les vivres manquaient à son armée; ses soldats étaient sans cesse sous les armes : les deux galères, qui se relevaient pour garder l'entrée du canal, étaient à chaque instant exposées à couler à fond sous le feu ennemi; les autres, qui manœuvraient à peu de distance du rivage, couraient risque d'échouer au premier coup de vent. Les soldats et les matelots, également découragés, demandaient avec instance qu'on les ramenât à Venise; longtemps on les avait flattés de la prochaine arrivée de Carlo Zéno

avec la flotte qui avait remporté tant d'avantages dans le Levant : mais ils ne voulaient, ils ne pouvaient plus l'attendre dans une situation si dangereuse; et le doge se vit obligé de leur promettre que si le 1er janvier 1380 ce secours longtemps attendu n'arrivait pas, il lèverait le siége de Chiozza. Venise alors aurait été assiégée à son tour par les Génois; et déjà l'on mettait en délibération si l'on n'abandonnerait point la capitale, et si l'on ne transporterait point en Crète le siége de la république[1].

Le jour même fixé pour prendre cette funeste détermination fut celui qui apporta le salut de la république. 1380. — Le matin du 1er janvier 1380, on vit paraître devant le port de Venise Carlo Zéno, avec quatorze galères chargées de provisions de guerre et de bouche et de richesses de tout genre [2]. Dans les jours qui suivirent, quatre galères d'Arbo et de Candie vinrent encore se joindre à la flotte vénitienne et la portèrent au nombre de cinquante-deux voiles.

Dans un même jour l'abondance fut rétablie sur les marchés de Venise, le trésor de l'état fut rempli, le courage fut rendu aux matelots et aux soldats, et la supériorité de forces assurée sur mer aux Vénitiens; de sorte que les Génois, s'ils avaient pu sortir de Chiozza, au lieu de triompher aisément de leurs ennemis, n'auraient probablement point échappé à une défaite. Vettor Pisani cependant reprit avec ardeur le projet d'enfermer les Génois dans Chiozza : il les battit sur terre le 6 janvier à la pointe de la Lova[3], et peu de jours après il achevait la redoute qu'il construisait à l'extrémité de Fossone. Là, il plaça deux pièces de grosse artillerie, dont l'une lançait des pierres du poids de cent quatre-vingt-quinze livres, et l'autre de cent quarante. On chargeait pendant

[1] *Marin Sanuto*, p. 700. — *Naugerio*, *Storia Veneziana*, p. 1063. — [2] *Daniele Chinazzo*, p. 744. — *Marin Sanuto*, p. 701. — *Raphain Caresino*, p. 452. — *Caroli Zen. Vita*. L. III, p. 230. — [3] *Daniele Chinazzo*, p. 744.

la nuit ces instruments meurtriers, qu'on désignait alors par le nom de bombardes, et on les tirait le matin. Il ne paraît pas qu'on fît plus d'une décharge en vingt-quatre heures; et les pierres, lancées probablement vers le ciel comme nos bombes, décrivaient une parabole : aussi manquaient-elles très souvent le but; mais lorsqu'elles l'atteignaient, elles causaient un ravage prodigieux. Les forteresses n'avaient ni bastions ni terre-plains qui pussent amortir les coups; jusqu'alors des murs de couvent ou d'église, des tours ou des clochers avaient soutenu de longs siéges : mais tout à coup on vit des pans entiers de muraille renversés par un seul coup de bombarde, et leurs défenseurs écrasés sous les ruines. Pierre Doria, l'amiral génois, était venu à Brondolo pour assurer la défense de ce poste important. Un coup de bombarde renversa sur lui, le 22 janvier, un pan du mur du couvent, et le tua avec son neveu; le lendemain, un autre pan de muraille du même couvent écrasa vingt-deux soldats [1]. Napoléon Grimaldi succéda à Doria dans le commandement des Génois enfermés à Chiozza. Les Vénitiens, protégés par l'artillerie de Fossone, avaient coulé à fond deux galères dans le canal de Brondolo, et les liant ensemble par de grosses chaînes, ils avaient fermé entièrement cette issue aux assiégés. Grimaldi entreprit de s'ouvrir une communication nouvelle avec la haute mer; il creusa derrière le couvent de Brondolo un canal qui devait couper l'*Aggere*, et tenir lieu des deux ports que les Vénitiens avaient fermés.

Le doge, pour empêcher l'accomplissement de ce travail, résolut de tenter une descente dans l'île de Brondolo : il avait pris dernièrement à sa solde deux compagnies de mercenaires formant en tout cinq mille hommes, et il comptait en donner le commandement à Jean Hawkwood, qui avait

1 *Daniele Chinazzo*, p. 753. — *Marin Sanuto*, p. 704.

été appelé à la solde de la république. Mais cet aventurier fameux n'arrivant point, Charles Zéno fut mis à la tête des troupes de terre, tandis que Vettor Pisani se chargea d'attaquer, avec trente-six galères, le couvent de Brondolo.

Zéno débarqua, le 19 février, six mille hommes à Chiozza-Piccola, et attaqua aussitôt la tête du pont qui unit ce faubourg à la ville. Les Génois s'avancèrent au nombre de huit mille environ sur ce pont pour défendre leur redoute, tandis qu'ils avaient fait sortir quinze cents hommes de la garnison de Brondolo pour prendre les Vénitiens par derrière. Zéno se jeta avec tant de rapidité sur ce dernier corps, que non seulement il le mit en déroute, mais qu'il lui coupa la retraite sur Brondolo. Les fuyards se précipitèrent alors sur le pont de Chiozza, où ils rencontrèrent la colonne génoise qui marchait en avant; ils lui communiquèrent leur effroi; la tête recula, tandis que les derniers avançaient toujours; et ces deux mouvements opposés accumulèrent tellement la foule au milieu du pont, qu'il ne put plus soutenir un si grand poids, et se rompit. Beaucoup de Génois se noyèrent dans le canal; beaucoup d'autres, restés entre la brèche et l'ennemi, furent tués ou faits prisonniers. Bientôt leur perte fut suivie de celle du couvent de Brondolo, demeuré presque sans défenseurs, et de celle de dix galères que Pisani enleva aux Génois devant les moulins de Chiozza [1].

Dès lors les Génois se trouvèrent assiégés, non plus dans l'île de Brondolo, mais dans la ville même de Chiozza; les vivres commençaient à leur manquer, et dès le lendemain ils distribuèrent les rations avec plus d'économie : ils firent aussi sortir de Chiozza les femmes et les enfants, qui furent reçus par les Vénitiens avec humanité.

[1] *Daniele Chinazzo*, p. 757. — *Marin Sanuto*, p. 704. — *Georgii Stellæ Annales Genuenses*, p. 1115. — *Raphain Caresino*, p. 452. — *Naugerio, Stor. Venez.*, p. 1064.— *Caroli Zeni Vita*. L. III, p. 239.

La seigneurie de Gênes, informée du danger que couraient à Chiozza sa flotte et son armée, envoya par terre Gaspard Spinola, pour prendre le commandement de la ville[1], tandis que Mattéo Maruffo partit le 18 janvier avec treize galères pour le golfe Adriatique[2]. Maruffo prit en chemin sept galères vénitiennes qu'il trouva, chargées de vivres, à Manfrédonia. Dans le même temps, François de Carrare fit entrer dans Chiozza quarante barques chargées de même; une crue subite d'eau lui avait ouvert des passages qui jusqu'alors avaient été fermés[3]. Autour de Chiozza, on combattait sans cesse, et la bravoure des Génois ne se démentait point dans les revers; mais les communications devenaient chaque jour plus difficiles, les vivres s'épuisaient, et les Vénitiens, se croyant sûrs de la victoire, refusèrent la reddition de Chiozza, au prix de laquelle Spinola voulait sauver sa flotte[4].

Autant les Vénitiens attendaient avec impatience, cinq mois auparavant, la flotte de Carlo Zéno, autant les Génois assiégés à Chiozza soupiraient après l'arrivée de Mattéo Maruffo. Celui-ci avait appelé sous son pavillon les vaisseaux génois épars dans la Méditerranée, et, après s'être ravitaillé à Zara, il parut le 6 juin devant le port de Chiozza. Mais les Vénitiens étaient résolus à ne point exposer aux chances d'une bataille un avantage déjà assuré. Ils ne conserverent que vingt-cinq galères armées, et ils les retinrent dans l'enceinte des lagunes, dont ils fortifièrent toutes les ouvertures : le reste de leurs matelots et de leurs soldats de marine fut distribué sur des barques aux confins de l'état de Padoue. Toute communication était ainsi interdite aux Génois de Chiozza soit avec la terre, soit avec la mer; et tandis que Maruffo cherchait, par des insultes de tout genre, à éveiller le ressentiment des

[1] *Georgii Stellæ Annales Genuens.* p. 1115.—[2] *Ubertus Folieta*, *Histor. Genuensis.* L. VIII, p. 481.—[3] *Daniele Chinazzo*, p. 760.—[4] *Ibid.*, p. 762.

Vénitiens, pour les engager au combat, ceux-ci ne lui opposèrent que le silence et le repos[1].

Mattéo Maruffo conduisit alors sa flotte à Fossone, et il s'empara du passage par lequel les Vénitiens tiraient de Ferrare leurs convois de vivres. Vettor Pisani sortit aussitôt du port de Venise, pour ouvrir de nouveau cette communication importante; il offrit à son tour le combat à Maruffo, et l'attira dans la haute mer. Mais, lorsqu'en l'éloignant de Fossone il eut donné moyen à un convoi de barques qu'il attendait de passer de Ferrare à Venise, il manœuvra si adroitement, qu'il évita le combat, et qu'il rentra dans la lagune sans que son ennemi eût pu l'atteindre[2].

Durant les six mois qu'avait duré le siége, les Génois avaient perdu successivement toutes leurs barques; mais ces marins industrieux en firent de nouvelles avec les planches et les meubles divers qu'ils trouvèrent dans la ville. Ils s'efforcèrent, le 15 juin, de franchir dans ces barques les palissades des Vénitiens, pour gagner les vaisseaux de leurs compatriotes, auxquels ils avaient donné rendez-vous à peu de distance de l'*Aggere*. Mais ils étaient surveillés par les assiégeants; ils furent attaqués dans le moment le plus critique, comme ils traversaient les pilotis; et, malgré leur résistance, les bateaux qu'ils avaient construits avec un art infini, en employant des bois si peu propres à cet usage, ces bateaux sur lesquels reposait toute leur espérance, furent tous brûlés comme ils sortaient du port[3].

Après cette tentative malheureuse, les assiégés, pressés par la famine, demandèrent de nouveau à capituler. Toutes leurs propositions ayant été rejetées, ils se virent enfin contraints, le 21 juin, de se rendre à discrétion. De quarante-huit galères

[1] *Ubertus Folieta*, *Genuens. Histor.* L. VIII, p. 481. — *Raphain Caresino*, *Chron. Venet.* p. 456. — [2] *Daniele Chinazzo*, p. 764. — *Marin Sanuto*, p. 709. — [3] *Marin Sanuto*, p. 710.

qui s'étaient enfermées dans Chiozza, il n'en restait plus que dix-neuf en bon état; la garnison, qui avait monté à plus de quatorze mille hommes, n'était pas moins réduite; et comme les Vénitiens renvoyèrent sans rançon tous les soldats d'aventure qui étaient à la solde des Génois, ils ne conduisirent à Venise que quatre mille prisonniers, et ils abandonnèrent aux soldats vainqueurs tout le butin qu'ils trouvèrent dans la ville [1].

La soumission de Chiozza sauvait l'existence de la république, mais elle ne mettait point fin à la guerre : Maruffo avait reçu de toutes parts des renforts, et il commandait dans le golfe Adriatique une flotte génoise de trente-neuf galères, avec laquelle il menaçait toutes les villes maritimes des Vénitiens. Le trésor de Saint-Marc était épuisé, ses revenus étaient presque tous saisis par les ennemis; les particuliers avaient fait, pour la défense de la patrie, des efforts prodigieux qu'ils ne pouvaient pas soutenir longtemps : on avait dégarni toutes les villes de province pour fortifier la capitale, et François de Carrare en avait profité pour presser avec les Hongrois le siége de Trévise, et réduire cette ville à de grandes extrémités. Mattéo Maruffo conquit successivement Trieste le 26 juin, Capo d'Istrie le 1er juillet, et Arbo le 8 août. Enfin les Vénitiens perdirent, dans le même temps, un homme qu'ils estimaient plus que leurs plus fortes villes. L'amiral Vettor Pisani mourut le 15 août, à Manfrédonia, où il était allé chercher des vivres. Pisani, l'idole des marins et le héros du peuple, n'avait jamais paru plus grand que dans le malheur, plus modeste et plus humain qu'après la victoire. Jamais la mort d'un homme n'avait causé à Venise une plus profonde douleur : il restait cependant à la république un

[1] *Daniele Chinazzo*, p. 767. — *Marin Sanuto*, p. 712. — *Georgii Stellæ Ann. Gen.* p. 1117.—*Raphain Caresino, Chr. Venet.* p. 459.—*Vita Caroli Zeni.* L. IV, p. 255. — *Laugier*, *Hist. de Venise.* L. XV, p. 422.

autre soutien, un grand homme non moins cher au peuple; c'était Charles Zéno, qui fut nommé, en effet, pour succéder à Pisani[1].

1381. — Pendant l'hiver, les alliés ligués contre Venise prêtèrent l'oreille à des propositions de paix; un congrès s'ouvrit à Cittadella; le roi de Hongrie, les Génois, François de Carrare, et le patriarche d'Aquilée, exposèrent leurs demandes; la république de Venise paraissait disposée à faire les plus grands sacrifices, elle accepta presque toutes les propositions de ses ennemis; mais, au lieu de leur inspirer, par sa modération, des dispositions plus pacifiques, elle s'aperçut que chacune de ses concessions faisait naître une nouvelle demande. La seigneurie donna donc, le 20 avril 1381, ordre à ses ambassadeurs de se retirer, et les hostilités recommencèrent[2].

Les Vénitiens, désespérant de sauver la ville de Trévise, que François de Carrare assiégeait avec les Hongrois dès le commencement de la guerre, la cédèrent gratuitement, le 2 mai, à Léopold, duc d'Autriche, qui jusqu'alors avait paru faire cause commune avec leurs ennemis, mais qui, à cette occasion, se brouilla avec François de Carrare, auquel il enlevait une conquête que le seigneur de Padoue ambitionnait depuis longtemps[3]. Les Vénitiens, abandonnant ainsi leur dernière possession sur le continent, se délivrèrent de toute inquiétude pour les affaires de terre-ferme, et purent diriger uniquement leurs efforts vers la guerre maritime. Charles Zéno avait été expédié de Venise avec treize galères, et il en avait trouvé seize autres dans les mers de Grèce qui se rangèrent sous son pavillon : d'autre part, Gaspard Spinola commandait une flotte de trente-une galères génoises. Les

[1] *Daniele Chinazzo*, p. 772.—*Marin Sanuto*, p. 714.—*Naugerio, Stor. Venez.* p. 1066. — *Laugier, Hist. de Venise*. L. XVI, p. 435. — [2] *Daniele Chinazzo*, p. 778. — [3] *Ibid.*, p. 793.

deux amiraux, divisant et réunissant de nouveau leurs forces, se poursuivirent à plusieurs reprises sans s'atteindre; le Génois menaça les côtes de la mer Adriatique, le Vénitien celles de la Ligurie, et la plus grande partie de l'été se passa sans qu'il y eût aucun fait d'armes important [1].

Ainsi la guerre était presque réduite à des expéditions de corsaires, et aux dommages qu'éprouvaient chaque jour les vaisseaux marchands. La haine impétueuse qui avait armé l'un contre l'autre les deux peuples maritimes paraissait épuisée : chacun soupirait pour la paix; et le comte Amédée de Savoie, s'étant offert pour en être le médiateur, trouva toutes les puissances belligérantes également disposées à négocier. Des ambassadeurs lui furent envoyés à Turin, et le traité de pacification fut enfin conclu le 6 août 1381 [2]. Les Vénitiens évacuèrent Ténédos et en rasèrent les fortifications; François de Carrare fut relevé de toutes les obligations qui lui avaient été imposées par le traité de 1372, et rétabli dans ses anciennes limites; le roi de Hongrie fut maintenu en possession de toute la Dalmatie, seulement il s'engagea à n'y point souffrir de corsaires; enfin les prisonniers furent, de part et d'autre, libérés sans rançon. Ainsi finit cette guerre acharnée, après avoir enlevé aux Vénitiens toutes leurs possessions continentales et une grande partie de leurs richesses, et après avoir fait perdre aux Génois leur plus belle flotte et la fleur de leurs matelots [3].

[1] *Daniele Chinazzo*, p. 790. — [2] *Marin Sanuto*, p. 720. — *Raphain Caresino*, p. 464. — [3] *Daniele Chinazzo*, p. 797. — *Ubertus Folieta.* L. VIII, p. 484. — *Marin Sanuto*, p. 721. — *Andrea Naugerio*, p. 1067. — *Georgio Stella*, *Ann. Gen.* p. 1119. — Laugier, Hist. de Venise. L. XVII, T. V, p. 31. — *Vita Caroli Zeni.* L. VI, p. 297.—*Joh. Lucii de regno Dalmatiæ et Croatiæ.* L. V, c. 1, T. III. *Rer. Hungar.*, p. 398.

CHAPITRE II.

Révolutions de Gênes, de Naples, du royaume de Hongrie. — Conquêtes des Vénitiens en Orient. — Puissance de Jean Galéaz Visconti. — Ruine des maisons de la Scala et de Carrare.

1382-1388.

Les Génois n'avaient jamais mieux déployé toute leur puissance et toutes les ressources de leur république que dans la guerre de Chiozza. Ils avaient répandu la terreur de leurs armes dans l'empire grec et le royaume de Chypre. Ils avaient gouverné les conseils du roi de Hongrie, du patriarche d'Aquilée et du seigneur de Padoue, de manière à ce que toutes les opérations des alliés se rapportassent constamment au bien commun de la ligue. Ils avaient fait trembler pour son existence la république de Venise leur rivale; ils avaient franchi les boulevards que lui a donnés la nature, et partagé avec elle la domination des lagunes; et lorsque leur témérité leur eut fait perdre la plus belle flotte et la plus belle armée qu'ils eussent jamais envoyées contre leurs ennemis, ils s'étaient encore trouvés en état de se faire redouter des Vénitiens, dans le golfe même auquel ceux-ci donnent leur nom, et de leur dicter les conditions d'une paix glorieuse pour Gênes et avantageuse à tous ses alliés. Après tant de succès, on aurait pu s'attendre à voir cette république acquérir sur l'Italie entière

une influence à laquelle elle n'avait point encore prétendu, et s'assurer pendant la paix la prééminence que ses armes lui avaient procurée sur sa rivale. L'événement fut loin de vérifier ces pronostics. Venise recouvra en peu d'années, par sa prudence, son courage et son activité, toutes les provinces qu'elle avait perdues, et un crédit supérieur encore à sa puissance : ses défaites à Chiozza semblèrent avoir été pour elle le signal d'une nouvelle carrière de succès. Gênes, au contraire, ne s'est jamais relevée de l'épuisement où ses victoires mêmes avaient jeté ses finances et sa population. Une période de désastres et de ruines commence pour les Génois à la guerre de Chiozza, et ne se termine qu'après de longues années de servitude sous des maîtres étrangers. Tant il est vrai qu'il importe moins à un peuple de vaincre que de ne pas abuser de ses forces, et tant on peut marcher à la ruine et à l'esclavage par une route couverte d'arcs de triomphe.

Les guerres civiles achevèrent d'épuiser un peuple qui languissait déjà accablé de ses propres efforts. Au reste, il est naturel que des hommes dont tous les talents et toute l'énergie se sont développés dans les camps, ou sur les vaisseaux d'une république, ne sachent point rentrer dans le repos et la nullité, et ne se plient point à l'obéissance civile, après avoir commandé eux-mêmes. Souvent on peut prédire à un peuple qui répand l'effroi chez tous ses voisins, que ses propres généraux le feront un jour trembler à son tour, et le puniront de ses victoires.

Vers le milieu du siècle, Simone Boccanégra, le premier doge de Gênes, avait écarté du gouvernement les anciennes familles nobles : dès lors des citoyens qui se faisaient nommer *hommes du peuple* avaient succédé aux gentilshommes, non seulement dans les emplois, mais aussi dans la considération publique. De rares talents, une grande richesse ou un grand courage en avaient signalé quelques-uns, et la multitude

obéissait avec confiance à une nouvelle aristocratie qui s'élevait déjà sur les ruines de l'ancienne.

Parmi ces idoles du peuple on distinguait Léonard de Montalto, jurisconsulte et ami de Simone Boccanégra. Lorsque ce doge mourut en 1363, Léonard de Montalto hérita de l'influence qu'il avait exercée, et demeura le chef des Gibelins [1]. A beaucoup de modération il joignait un grand courage, et, quoiqu'à la tête d'une faction, il n'avait pour but que le maintien de l'ordre et de la liberté. Mais, dans sa lutte contre des adversaires moins scrupuleux, il dut bientôt succomber. Gabriel Adorno, riche marchand, d'une famille nouvelle, avait été nommé doge en 1363 par la faveur du parti guelfe, et deux ans après Montalto avait été forcé de se réfugier à Pise avec les principaux Gibelins [2].

Dominique de Campo Frégoso, autre marchand du parti gibelin, rassembla autour de lui les restes épars de cette faction. Ainsi commença la rivalité des Adorni et des Frégosi, familles également inconnues auparavant, et qui devaient trouver leur illustration dans leur haine mutuelle, et dans le sang qu'elles feraient verser à leur patrie. Gabriel Adorno fut doge de 1363 à 1370, et Dominique de Campo Frégoso occupa la même place de 1370 à 1378 [3]. Tous les deux gouvernèrent l'état avec des talents et une fermeté dignes de leur ambition ; tous les deux furent chassés du trône ducal par une émeute populaire.

Nicolas de Guarco fut, en 1378, donné pour successeur à Frégose ; c'est lui qui soutint si glorieusement la guerre de Chiozza contre les Vénitiens [4]. Pour augmenter les forces de sa patrie, il rappela aux places de confiance les nobles qu'on avait écartés pendant les administrations précédentes. Des

[1] *Georgio Stella, Annal. Genuens.* p. 1095. — [2] *Georgii Stellæ Annales,* p. 1098. — [3] *Georgii Stellæ Annal. Genuens.* p. 1100. — *Uberti Folietæ Historia Genuens.* L. VIII, p. 164. — [4] *Georgii Stellæ Annal. Genuens.* p. 1109.

Doria, des Spinola, des Fieschi et des Grimaldi commandèrent les armées et les flottes de la république ; ils justifièrent par de brillants succès les choix du doge et la confiance du peuple.

Lorsque la paix fut affermie au dehors et que la démolition du fort de Ténédos eut calmé les inquiétudes qu'on avait conservées sur la fidèle exécution du traité de Turin, la jalousie des plébéiens contre les nobles se renouvela, et le 19 mars 1383 les bouchers excitèrent une sédition dans Gênes. Quoiqu'on fût alors dans un des jours de la semaine sainte où l'Église interdit l'usage des cloches, les révoltés sonnèrent le tocsin pour appeler à eux les habitants de la Polsévéra et de Voltaggio [1]. Le peuple, irrité de l'augmentation des impôts, résultat de la dernière guerre, se rassembla en maudissant les gabelles, et menaçant le gouvernement qu'il accusait de les avoir inventées.

1383. — Léonard de Montalto, qui était de retour à Gênes, et Antoniotto Adorno, qui avait succédé dans le parti guelfe au crédit de Gabriel, son père, savaient bien que les plaintes de la populace sur les impôts étaient peu fondées ; mais ils espéraient profiter de son mécontentement pour restreindre l'autorité du doge, pour écarter les nobles de l'administration, et peut-être pour s'élever eux-mêmes aux premiers emplois. Ils se présentèrent comme médiateurs entre le peuple et le gouvernement, et ils obtinrent du doge une loi qui excluait tous les gentilshommes des conseils de la république, qui licenciait une garde établie au palais ducal, qui abolissait quelques impositions nouvelles, qui supprimait un tribunal accusé d'être arbitraire, et qui rappelait les exilés [2].

Les concessions de Nicolas de Guarco calmèrent pour un

[1] *Georgii Stellæ Annal. Genuens.* p. 1120. — *Uberti Folietæ Hist. Genuens.* L. IX, p. 486. — [2] *Georgii Stellæ Ann. Genuens.* p. 1121. — *Uberti Folietæ Histor. Genuens.* L. IX, p. 487.

peu de temps la fureur de la populace; mais le retour d'Antoniotto Adorno et de Pierre de Campo Frégoso, qui étaient exilés, opposait au doge des ennemis plus ardents que ceux qu'il avait déjà combattus. Ces deux chefs de parti, oubliant leurs anciennes divisions, se réunirent à Montalto pour attaquer le doge dans son palais. Tous trois s'étaient aperçus avec défiance que Nicolas de Guarco s'entourait de gens armés, et méditait de recouvrer à force ouverte l'autorité que la violence lui avait arrachée. Les soldats assemblés au palais public excitèrent le courroux du peuple sans être assez forts pour le braver. Ils furent attaqués le 5 avril par tous les partis, et le 6 Nicolas de Guarco, perdant l'espérance de résister plus longtemps, s'enfuit avec sa famille sous un déguisement [1].

La populace voulait élever Adorno au trône ducal; les bons citoyens préféraient Montalto; et peu s'en fallut que la querelle entre les deux alliés devenus rivaux ne fût décidée par les armes. Montalto, cependant, l'emporta: mais comme au bout d'une année il mourut de maladie, Antoniotto fut élevé à sa place par les suffrages unanimes de ses concitoyens [2].

Les républiques n'étaient pas seules en proie aux dissensions intestines et aux guerres civiles : la même époque ne fut pas moins funeste au repos des monarchies, et l'on vit dans le midi de l'Italie les peuples combattre pour le choix de leurs maîtres comme ils combattaient plus au nord pour étendre leurs droits et leurs priviléges. Mais Gênes, Venise et Florence s'épuisaient par l'abus de leurs forces : le royaume de Naples, au contraire, perdait obscurément ses ressources dans la mollesse et le vice, sans qu'on pût comprendre l'emploi qu'il faisait de ses richesses et de sa population. Char-

[1] *Georgii Stellæ Annal. Genuens.* p. 1123. — *Ubertus Folieta Genuens. Hist.* L. IX, p. 489.—[2] *Georgii Stellæ Annal. Genuens.* p. 1124.—*Ubertus Folieta Genuens. Histor.* L. IX, p. 490.

les III avait conquis ce royaume sur Jeanne de Naples sans livrer de bataille, et déjà il chancelait sur un trône toujours plus facile à conquérir qu'à défendre. Jeanne avait adopté, par lettres-patentes du 29 juin 1380[1], Louis, duc d'Anjou, fils de Jean, roi de France, frère de Charles V, qui mourut cette même année, et régent de France au commencement du règne de Charles VI. Louis d'Anjou, qui n'avait pu sauver Jeanne, se préparait à la venger, ou plutôt à conquérir son royaume et à recueillir son héritage. Il descendit en Italie, en 1382, avec une armée que les calculs les plus modérés portent à quinze mille chevaux[2]. Le comte de Genève, frère du pape Clément, le comte de Savoie et plusieurs seigneurs français de la première distinction l'accompagnaient; et lorsqu'il entra dans les Abruzzes, le 17 juillet 1382, son armée fut encore grossie par un grand nombre de seigneurs napolitains qui désiraient venger la mort de Jeanne et secouer le joug de Charles III. Les comtés de Provence et de Forcalquier avaient déjà reconnu Louis pour légitime successeur de la reine, et une flotte provençale se montra sur les côtes de Naples, pour offrir des secours à ceux qui embrasseraient le parti d'Anjou. La noblesse, qui seule dans le royaume était consultée par le monarque, n'était jamais satisfaite de ses libéralités : toujours quelque jalousie de famille, quelque fief retenu ou accordé injustement, aigrissait le ressentiment de ces barons orgueilleux. Les San-Sévérini, les comtes de Tricarico, de Matéra, de Conversano et de Caserte, avec plusieurs autres, levèrent les étendards pour Louis[3]. Ainsi commença la faction des Angevins, qui devait, par sa rivalité avec la faction de Duraz, coûter tant de sang au royaume de Naples.

[1] *Raynaldi Annal. eccles.* 1380, § 11, T. XVII, p. 73. — *Giannone Istoria civile del Reg. di Nap.* L. XXIII, c. 5, T. III, p. 334. — [2] *Chronicon Estense.* T. XV, p. 508. — [3] *Giannone, Istoria civile.* L. XXIV, c. 1, T. III, p.352.—*Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1046.

La guerre ne s'ouvrit point cependant par des actions éclatantes; Charles III, se voyant abandonné par une partie de ses barons, n'essaya pas de tenir la campagne : il renferma ses troupes dans les places fortes, et il attendit que les Français, rebutés par le défaut de subsistances, la chaleur du climat et les maladies, eussent perdu leur première ardeur. Pendant qu'il temporisait, les Angevins soumirent presque toutes les provinces qui sont le long de la mer Adriatique; mais leurs forces se consumèrent dans une suite de petits combats et de siéges. Sur ces entrefaites, le duc d'Anjou mourut de maladie à Biséglio, dans la terre de Bari, le 10 octobre 1384, et l'armée qu'il commandait se dissipa d'elle-même [1].

Cependant la mort de Louis ne rendit point la tranquillité au royaume, ou la paix à Charles de Duraz. Les barons mécontents et tout le parti angevin persistaient dans leur disposition à la révolte; et Urbain VI, qui avait donné la couronne à Charles, menaçait sans cesse de la lui ravir de nouveau. Ce pontife orgueilleux et emporté avait quitté Rome pour venir à Naples gouverner le royaume et régenter le roi. Il demandait pour son neveu Butillo l'investiture des principautés et des fiefs de Capoue, d'Amalfi, de Nocéra et de Scafa [2], et il autorisait ce neveu dans la conduite la plus scandaleuse [3]. Tant que Louis d'Anjou vécut, Charles garda les plus grands ménagements envers Urbain. Il lui donna cependant une garde d'honneur qui le surveillait dans les châteaux d'Averse ou de Naples. Mais le roi ayant conduit son armée dans la Pouille contre son concurrent, Urbain en profita pour s'établir avec

[1] *Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1051. — [2] *Theodoricus a Niem, Hist. Schismatis.* L. I, c. 28-32, p. 24.—*Raynald., Annales ecclesiast.* 1383, § 3, T. XVII, p. 112. — [3] Butillo, qui était alors âgé de plus de quarante ans, entra de force dans un couvent, et viola une religieuse que sa naissance et sa vertu distinguaient entre toutes les autres autant que sa beauté. Quand on en porta des plaintes au pape, il répondit : *Bon ! ce n'est qu'un feu de jeunesse.* — *Costanzo, Istor. di Napoli.* L. VIII.—*Giannone, Istor. civile.* L. XXIV, c. 1, p. 353.

ses cardinaux et toute sa cour dans le château de Nocéra, qui avait été cédé à son neveu. Alors il s'attribua une autorité supérieure à celle du monarque; il contrôla tous les actes de son administration, et il manifesta à son égard ce même caractère insolent, emporté et inconséquent, qui l'avait déjà brouillé avec tous ses cardinaux, et qui avait été la cause première du schisme.

Charles, délivré de l'inquiétude que lui donnait Louis, revint à Naples le 10 novembre, et fit inviter le pontife à se rendre auprès de lui. « Ce n'est point l'usage des papes, ré« pondit Urbain, de fréquenter les cours des rois, mais bien « celui des rois de se ranger à genoux aux pieds des papes. « Que Charles supprime toutes les nouvelles gabelles qu'il a « établies, et alors je pourrai encore l'accueillir auprès de « moi avec bonté. » Le monarque, irrité, jura qu'il gouvernerait par ses propres conseils un royaume qu'il avait conquis par sa seule épée [1], et bientôt il donna ordre au grand connétable de former le siége de Nocéra. Trois machines pour lancer des pierres furent placées aux trois angles du château, et l'attaque fut commencée sous les ordres d'Albéric de Barbiano, valeureux capitaine d'aventuriers que Charles avait nommé grand connétable du royaume. De son côté, le pape se présentait trois ou quatre fois par jour aux fenêtres du château de Nocéra, avec un cierge et une clochette à la main, pour maudire et excommunier l'armée du roi [2].

On n'employait point encore l'artillerie dans le royaume de Naples, et le château de Nocéra ne pouvait être pris par les moyens alors en usage. Pendant les huit mois que dura le siége, Urbain chercha des alliés au dehors qui vinssent le délivrer. Antoniotto Adorno, doge de Gênes, saisit avec em-

[1] *Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1052. — *Gazata, Chron. Regiense*. T. XVIII, p. 91. —*Annales Miniatenses Bonincontrii*. T. XXI, p. 46. — [2] *Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1052.

pressement une occasion d'étendre sa protection sur le chef de la chrétienté. La générosité chevaleresque de son caractère était, dans cette occasion, secondée par son orgueil. Il arma dix galères sous les ordres de Clément Fazio, qu'il envoya sur les côtes de Naples pour recueillir le pontife au moment où il parviendrait à s'échapper[1]. 1385. — De leur côté, Ramondello Orsini et Thomas de San-Sévérino, deux barons du parti d'Anjou, qui avaient adopté dans le schisme la cause de Clément VII, offrirent leur secours à Urbain, et celui-ci ne dédaigna point d'être sauvé par les schismatiques : ils firent lever le siége de Nocéra par une attaque subite avec trois mille chevaux ; et ils conduisirent le pape à l'embouchure du Séle, au sud-est de Salerne, où la flotte génoise l'attendait[2].

Urbain VI traînait avec lui, sur les galères de Gênes, ces mêmes cardinaux qu'il avait décorés de la pourpre romaine après que tout le sacré collége l'avait abandonné pour élire un anti-pape. Mais ces prélats ne pouvaient pas s'accoutumer mieux que leurs prédécesseurs aux extravagances du pontife. Ils avaient erré avec lui de château en château ; engagés dans des guerres sans sujet, ils s'étaient vus exposés à tous les dangers d'un siége. Pendant qu'ils étaient enfermés à Nocéra, ils avaient consulté entre eux sur les moyens de contenir un chef de l'Église qui faisait le déshonneur de la chrétienté, et qui, après avoir déjà causé un schisme, semblait vouloir en préparer un second parmi ceux qui lui étaient restés fidèles. L'écrit d'un jurisconsulte de Plaisance, qui proposait de donner un curateur au pape, paraissait surtout faire sur eux une vive impression[3]. Mais Urbain prévint leur résolution pendant qu'il était encore à Nocéra : il fit saisir six

[1] *Ubertus Folieta, Genuens. Histor:* L. IX, p. 491. — [2] *Sozomeni Pistoriensis Hist.* T. XVI, p. 1128. — *Giannone.* L. XXIV, c. 1, T. III, p. 357.— [3] *Theodoricus a Niem. Histor. Schismatis.* L. I, c. 42, p. 34. — *Raynaldus, Annal. ecclesiast.* 1385, § 1, T. XVII, p. 120.

cardinaux le 12 janvier 1385; il les accusa d'avoir voulu l'assassiner; il les fit mettre à la torture, et il arracha la confession de ce crime à quelques-uns d'entre eux par d'affreux tourments auxquels il assistait en récitant son bréviaire [1]. Urbain retint ensuite ces cardinaux en prison dans une citerne; et quand il fut arrivé à Gênes avec ces malheureux, il en fit périr cinq, qui furent étranglés en prison ou jetés dans la mer enfermés dans des sacs. Le cardinal d'Angleterre était le sixième; il obtint grâce de la vie par les sollicitations de son souverain, le roi Richard II. Deux autres cardinaux, effrayés de tant de cruautés, abandonnèrent la cour d'Urbain pour se réfugier à celle d'Avignon et embrasser le parti de l'antipape. Clément VII les accueillit avec joie et les confirma dans la jouissance des dignités qu'ils avaient reçues de son rival [2].

La mort de Louis d'Anjou et la fuite d'Urbain avaient délivré Charles de Duraz de ses plus dangereux adversaires; mais à peine commençait-il à s'affermir sur son trône, qu'un nouvel objet d'ambition l'entraîna dans de nouveaux dangers et ralluma la guerre civile dans le midi de l'Italie. Le roi Louis de Hongrie, le protecteur et le père adoptif de Charles de Duraz, était mort le 11 septembre 1382, après un règne glorieux de plus de quarante ans [3]. Malgré les coutumes de Hongrie, qui excluent les femmes de la succession au trône, la noblesse avait consenti à ce que Marie, fille aînée de Louis, portât la couronne à Sigismond, marquis de Brandebourg, second fils de l'empereur Charles IV, à qui elle avait été fiancée en bas âge. La gloire et les vertus de Louis, qui mourait

[1] *Theodoricus a Niem. Hist. Schism.* L. I, c. 45, p. 38; et c. 51, p. 42. Cet historien fut chargé lui-même par le pape de recevoir les dépositions du cardinal de Sangro et de quelques autres, pendant qu'ils étaient sur le chevalet à la torture. — [2] *Annales Miniatenses Bonincontrii*, p. 48.—*Raynaldi Annal. ecclesiast.* 1386, § 10, p. 126.—[3] *Joh. de Thwrocz seu Joh. a Kikullew. Chronic. Hungaror.* P. III, c. 55, T. I, *Rer. Hung.* p. 198.

sans descendance masculine, avaient mérité qu'on accordât cette faveur à sa fille. Marie fut couronnée avec le titre de ROI [1]. En attendant que son mariage fût accompli, sa mère Elisabeth prit le gouvernement du royaume, et elle le partagea avec Nicolas Gara, palatin de Hongrie, son favori, que Louis avait comblé de richesses et d'honneurs [2]. Mais le gouvernement des deux femmes et celui de leur favori devinrent bientôt également odieux à la nation. Les nobles mécontents résolurent d'appeler à la couronne Charles de Duraz, le dernier héritier mâle des rois de Hongrie, du sang français. Charles avait été élevé à la cour de Louis; il avait adopté les mœurs du peuple guerrier auquel il devait sa grandeur; il avait commandé les armées hongroises dans plusieurs occasions, et surtout au siége de Trévise; il paraissait enfin plus digne qu'une femme de gouverner des chevaliers. Paul, évêque de Sagabrie, le plus zélé de ses partisans, fut envoyé à Naples auprès de lui, pour lui offrir une couronne; et Charles, malgré les sollicitations de Marguerite, sa femme, qu'il laissa régente du royaume de Naples, s'embarqua le 4 septembre 1385 pour Signa en Esclavonie, d'où il se rendit à Sagabrie [3].

Charles ne s'annonça point aux deux reines comme venant leur disputer la couronne les armes à la main; il déclara, au contraire, qu'il venait pour être le pacificateur du royaume, et il laissa à la noblesse le soin de demander pour lui la dignité royale. Les deux reines, après l'avoir admis volontairement à Bude, furent en effet contraintes d'offrir leur abdication [4]; et dans une diète à Albe-Royale, Charles fut proclamé roi par la noblesse, d'une voix unanime [5]. Mais les deux reines avaient opposé à la dissimulation une égale fausseté.

[1] *Jo. Lucii de Regno Dalmatiæ et Croatiæ.* L. V, c. 2. — *Rer. Hung.* T. III, p. 401. — [2] *Joh. de Thwrocz ad Steph. de Haserhag. Hist. Caroli Parvi. Scr. Rer. Hung.* T. I, c. 1, p. 200. — [3] *Joh. de Thwrocz, Hist. Caroli Parvi.* c. 3 et 4, p. 204. — *Giornali Napoletani,* p. 1053. — *Andrea Gataro, Storia Padovana.* T. XVII, p. 521. — [4] *Joh. de Thwrocz*, c. 6, p. 208. — [5] *Ibid.* c. 7, p. 209.

1386. — Nicolas Gara rassemblait pour elles ses satellites, sous prétexte de célébrer les noces d'une de ses filles ; et un jour de fête solennelle, au mois de février 1386, les reines firent inviter le roi dans leur appartement ; le palatin s'y trouvait aussi avec des assassins qu'il avait apostés, il donna le signal du meurtre : Charles fut renversé d'un coup de sabre sur la tête, et tous ses partisans furent massacrés. Le roi ne mourut cependant point de ses blessures ; mais, enfermé à Visgrade, le poison acheva, le 3 juin 1386, ce que le fer avait commencé[1].

L'assassinat de Charles livra ses deux royaumes de Naples et de Hongrie à l'anarchie la plus ruineuse. Marguerite, sa femme, demeura régente du premier pendant la minorité de Ladislas, son fils, âgé seulement de dix ans. Mais la noblesse de Naples avait créé une magistrature indépendante de la couronne, sous le nom des Huit du bon gouvernement, magistrature qui bientôt disputa à la reine son autorité. Le parti d'Anjou, rassemblé par Thomas de San-Sévérino et Othon de Brunswick, mari de la dernière reine, avait proclamé pour roi Louis II d'Anjou, sous la tutelle de sa mère Marie. San-Sévérino, qui prenait le titre de vice-roi, força Marguerite et le parti de Duraz à évacuer Naples pour s'enfermer à Gaëte. L'ingratitude des Provençaux leur fit perdre les fruits de leur victoire ; ils mécontentèrent San-Sévérino et le duc de Brunswick, et ils forcèrent le dernier à abandonner leur cause pour se jeter dans le parti de Duraz[2]. Cependant la confusion était universelle ; deux rois encore enfants, sous la tutelle de deux femmes plus intrigantes qu'habiles, luttaient en même temps l'un contre l'autre, et ensemble contre leurs sujets. Deux papes qui s'excommuniaient mutuellement cherchaient également à oppri-

[1] *Joh. de Thwrocz*, c. 8, p. 210-212. — *Andrea Gataro, Storia Padovana*, p. 523. —
[2] *Giannone, Istoria civile del Reg. di Nap.* L. XXIV, c. 3, T. III, p. 373. — *Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1057.

mer le prince leur adversaire, et à dépouiller le roi leur pupille de son autorité légitime, pour y substituer celle du Saint-Siége. Tous les barons étaient en armes; et, sous prétexte de la guerre civile, ils rançonnaient les bourgeois et les paysans de leur parti, et ils livraient au pillage et à l'incendie les propriétés de leurs ennemis. Et au milieu de ce désordre effrayant, aucun grand caractère ne se développait, aucun homme d'un talent distingué ne fixait les yeux de la nation et ne lui donnait l'espérance d'un avenir plus heureux.

Dans le royaume de Hongrie, le sort des deux reines avait excité la pitié lorsqu'elles étaient dépouillées de leurs droits : mais une indignation générale avait succédé à ce sentiment, lorsqu'on les avait vues recouvrer la royauté par une atroce perfidie. Jean de Horwath, ban de Croatie, les ayant surprises et ayant massacré leurs gardes, fit trancher la tête en leur présence à Nicolas Gara, et jeter dans la rivière la reine mère Élisabeth : toutes les demoiselles de la jeune reine Marie furent abandonnées aux insultes des Croates, tandis que cette princesse, qui seule, dit-on, ne fut pas violée, fut enfermée au château de Brupa[1].

Sigismond, marquis de Brandebourg, arrivait en Hongrie à cette époque même pour y célébrer son mariage avec sa jeune épouse. Une partie de la noblesse hongroise se joignit à lui, mais le parti qui avait appelé et ensuite vengé Charles III se prépara à se défendre. Jean de Horwath fit passer la reine Marie, sa prisonnière, au château de Novigrad : il avait dessein de l'envoyer dans le royaume de Naples à la veuve de Charles III ; mais les Vénitiens y mirent obstacle. 1387. — onsultant plutôt leur intérêt actuel que leur ressentiment pour les injures qu'ils avaient reçues du roi Louis, ils firent alliance avec Sigismond et Marie; ils envoyèrent au premier,

[1] *Joh. de Thwrocz, Chron. Hung.* P. IV, c. 1, p. 214.

comme ambassadeurs, leurs négociateurs les plus habiles, afin de rétablir la paix en Hongrie, et d'y faire reconnaître le nouveau roi ; ils chargèrent Jean Barbadigo, un de leurs amiraux, de veiller sur les côtes de Croatie, pour que la reine ne fût point transférée à Naples malgré elle, et ils contraignirent enfin par leurs armes Jean de Horwath et le prieur d'Aurania, son frère, à rendre à Marie sa liberté : elle fut relâchée le 4 juin 1387, et un mois après elle fut mariée à Sigismond [1].

Ainsi la république de Venise, si longtemps alarmée par la puissance et l'ambition du roi de Hongrie, vit un allié qu'elle avait comblé de bienfaits succéder à son ancien rival. Lors même que Sigismond aurait pu oublier la reconnaissance qu'il devait aux Vénitiens, il ne disposait plus des forces auxquelles Louis avait commandé : sa vengeance implacable, en poursuivant les ennemis de Marie, excitait dans ses états des rébellions toujours nouvelles ; presque tous les vieux conseillers et les généraux de Louis périrent par le glaive ou sur l'échafaud [2]. Des provinces autrefois dépendantes de la couronne de Hongrie s'en séparèrent ; et Sigismond fut obligé de reconnaître parmi ses sujets un nouveau roi de Rascie et de Bosnie, auquel Zara, Traù, Lébénigo, Spalatro, et toutes les villes enlevées aux Vénitiens le long de la côte de Dalmatie, demeurèrent soumises [3]. Ainsi la république n'eut plus lieu de craindre qu'une marine formée sous la protection du roi de Hongrie lui disputât un jour l'empire de l'Adriatique.

Il se passa vingt ans encore avant que les Vénitiens tentassent

[1] *Joh. Lucii de Reg. Dalmatiæ et Croatiæ.* L. V, c. 11, T. III, *Rer. Hung.* p. 409. — *Raphain Caresino, Chron. Venet.* T. XII, p. 476. — Jean de Thwrocz fait quelque erreur sur les dates, et ne parle pas de l'assistance des Vénitiens. *Chron. Hung.* P. IV, c. 2 et 3, p. 215. — [2] *Joh. de Thwrocz.* P. IV, c. 4 et 7, p. 216, 219.—*Thomæ Ebendorffert de Haselbach, Chronic. Austriacum*, p. 821. *In Pez. Scrip. Rer. Austriacar.* T. II. — [3] Thwartkus, ban de Bosnie, ayant conquis la Rascie ou Servie orientale, prit le titre de roi en 1386 ; et de 1387 à 1390, il conquit les villes maritimes que les Vénitiens avaient possédées. *Jo. Lucii de Regno Dalmatiæ et Croatiæ.* L. V, c. 3, p. 412.

de recouvrer les possessions qu'ils avaient perdues sur la côte de l'Esclavonie. Mais les révolutions de Naples et de Hongrie leur donnèrent lieu de faire une acquisition importante à l'entrée même du golfe Adriatique. L'île de Corfou ou Corcyre se donna volontairement à eux. Cette île, demeurée aux empereurs latins de Constantinople après la perte de leur capitale, avait été réunie à la couronne de Naples. Pendant les guerres civiles de la Pouille, les Corfiotes secouèrent le joug des Napolitains ; et après s'être gouvernés quelque temps en république, ils implorèrent la protection des Vénitiens, et se soumirent à eux le 9 juin 1386, moyennant l'assurance que tous leurs priviléges leur seraient conservés[1]. Durazzo, ville importante sur les côtes d'Albanie, que Charles d'Anjou l'ancien avait conquise sur les Grecs, et qui avait passé, avec le titre de duché, dans une branche de sa famille jusqu'à Charles III, roi de Naples et de Hongrie, fut vers le même temps conquise par les Vénitiens; et l'année d'après, les deux villes d'Argos et de Napoli de Romanie furent réunies au domaine de la république par la cession des feudataires qui les gouvernaient[2]. Si les Vénitiens ne poussèrent pas plus loin leurs conquêtes sur les Hongrois, les Grecs ou les Napolitains, au moment où aucun de ces peuples n'était plus en état de leur résister, c'est que le désir de se venger de François de Carrare dirigeait vers le même temps toutes leurs forces et toute leur ambition vers le continent de Lombardie.

François de Carrare, seigneur de Padoue, avait racheté de l'archiduc Léopold d'Autriche la ville de Trévise et son territoire[3], que les Vénitiens avaient vendus au dernier. Les états

[1] Cette négociation, avec toutes les pièces officielles, se trouve dans l'*Istoria di Corfù di Andrea Marmora, Nobile Corcyrese*. L. V, p. 228. 1 vol. in-4°. Venezia, 1672. — Voyez aussi *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 751. — *Raphain Caresino, Chron. Venetum*. T. XII, p. 472.—[2] *Vettor Sandi, Storia civile Veneziana*. L. V, P. II, c. 12, p. 190. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia*, p. 760. — [3] *Chronicon Estense*, T. XV, p. 508.

de Carrare bordaient ainsi la lagune dans toute sa longueur, et coupaient aux Vénitiens toute communication avec le continent. Un voisin si proche, de tout temps allié de tous les ennemis de la république, et qui joignait l'habileté et le pouvoir au désir de nuire, inspirait une défiance extrême au sénat. Les Vénitiens, encore affaiblis par la dernière guerre, voulaient susciter des ennemis à Carrare, plutôt que de l'attaquer eux-mêmes. Ils excitèrent secrètement le ressentiment d'Antonio de la Scala, seigneur de Vérone; ils l'engagèrent ainsi à se charger de leur querelle, et à combattre leur ennemi.

Antonio de la Scala était fils naturel de Can signore de la Scala, auquel il avait succédé en 1374, conjointement avec son frère Barthélemi[1]. Pour régner seul, il avait fait assassiner ce frère en 1381, et il avait fait mourir la maîtresse de Barthélemi et toute sa famille dans d'horribles tourments, les accusant du crime que lui-même venait de commettre. François de Carrare témoigna publiquement l'horreur que lui inspirait tant de perfidie et de cruauté[2]; et le bâtard de la Scala crut, en déclarant la guerre au seigneur de Padoue, démentir une accusation dont il rougissait, et effacer les traces de son forfait. Il conclut, en 1385, un traité de subsides aves les Vénitiens. Il s'engagea, moyennant vingt-cinq mille florins qui devaient lui être payés chaque mois tant que durerait la guerre, à dépouiller la maison de Carrare de tous ses états, et à céder Trévise et son territoire à la république[3].

En vain François de Carrare s'efforça de faire comprendre à son voisin irrité que leurs états n'avaient jusqu'alors conservé leur indépendance que par l'ancienne alliance de leurs deux familles, et que celui qui aiderait à dépouiller l'autre serait bientôt dépouillé à son tour par ceux mêmes qui auraient combattu avec lui. 1386. — Antonio de la Scala, sourd à ces

[1] *Chronicon Veronense, in fine.* T. VIII, p. 659. — [2] *Andrea Gataro, Storia Padovana*, p. 446. — [3] *Ibid*, p. 508.

représentations, rassemblait des gens de guerre; et le 5 avril 1386, il les envoya sur le territoire de Padone, sous la conduite de Cortésia de Sarégo. Les deux seigneurs se tenaient également loin des périls de la guerre, et Carrare prit à sa solde Giovanni d'Azzo des Ubaldini, qu'il chargea de repousser ses ennemis. Une bataille fut livrée, le 25 juin 1386, au lieu nommé les Brentelles; Sarégo fut fait prisonnier avec huit mille soldats ou miliciens de Vérone; huit cents hommes avaient été tués dans le combat[1].

Mais l'usage s'était introduit de renvoyer les prisonniers sans rançon, après les avoir dépouillés de leurs chevaux et de leurs armes, en sorte que la perte d'une bataille n'était qu'une perte d'argent. La seigneurie de Venise fit un présent de soixante mille florins à Antonio de la Scala, pour le dédommager de l'échec qu'il venait d'éprouver : un astrologue le flattait qu'il serait bientôt maître de Padoue, et il rejeta toutes les offres de conciliation que Carrare s'était empressé de lui faire[2].

1387. — Au commencement de la campagne suivante, les armées furent portées, de part et d'autre, jusqu'à six ou huit mille hommes de cavalerie, et jusqu'à quinze mille fantassins. Francesco Novello de Carrare, fils du seigneur de Padoue, combattait dans celle de son père, sous les ordres de Giovanni d'Azzo et de Jean Hawkwood. Après avoir ravagé le territoire de Vérone, l'armée padouane fut obligée de se retirer devant les forces supérieures que commandaient les deux généraux d'Antonio de la Scala; savoir : Jean des Ordélaffi et Ostasio de Polenta, seigneur de Ravenne. Mais arrivée à Castagnaro, près de Castelbaldo, elle se fortifia derrière un canal, et attendit l'attaque des ennemis. Une grande bataille fut livrée le 11 mars 1387, et l'armée de Vérone fut de nouveau

[1] *Andrea Gataro, Storia Padovana*, p. 528. — [2] *Gataro, Storia Padovana*, p. 526-538. — *Redusius de Quero, Chronic. Tarvisinum*. T. XIX, p. 788.

mise en déroute : ses deux généraux furent faits prisonniers avec quatre mille six cent vingt hommes d'armes, et Hawkwood put porter sans obstacle la désolation jusqu'aux portes de Vérone et de Vicence[1].

Cependant François de Carrare écrivit encore une fois au seigneur de la Scala pour lui demander la paix ; mais, dans le même temps, la seigneurie de Venise lui faisait passer cent mille florins pour lever une nouvelle armée, et Jean Galéaz Visconti de Milan, voisin plus dangereux encore, observait l'affaiblissement des deux seigneurs de la Marche Trévisane, pour en tirer avantage : il offrait à tous deux des secours, et attendait le moment favorable pour dépouiller l'un et l'autre. Antonio de la Scala, prêtant l'oreille à ses perfides suggestions, renvoya, sans y répondre, la lettre de Carrare[2].

Jean Galéaz, qui prenait le titre de comte de Vertus, avait succédé, en 1378, à son père Galéaz[3], dans le gouvernement de la moitié de la Lombardie. Il résidait à Pavie, tandis que son oncle Bernabos demeurait à Milan. Ce dernier avait partagé entre ses nombreux enfants les villes qui dépendaient de lui[4] ; il aurait désiré accroître leur portion en y joignant l'héritage de son neveu, et il avait donné les mains à plusieurs complots contre la personne ou les provinces de Jean Galéaz. Le comte de Vertus s'était dérobé à ces intrigues, sans laisser connaître qu'il les eût découvertes. Tout à coup il s'était jeté dans la dévotion ; on ne le voyait plus entouré que de religieux et de prêtres ; un rosaire à la main, il visitait les églises, et il y demeurait en prières devant les images des saints. Bernabos attribuait ce changement à la pusillanimité de son neveu, et il était confirmé dans son jugement par les précautions

[1] *Andrea Gataro, Storia Padovana*, p. 568. — *Chronic. Estense*, p. 514. — [2] *Andrea Gataro, Storia Padovana*, p. 583.—[3] Galéaz mourut le 4 août 1378, à l'âge de cinquante-neuf ans. Il laissa à son fils les villes de Pavie, Asti, Verceil, Novare, Plaisance, Alexandrie, Bobbio, Alba, Como, Casal, Saint-Evasio, Valence et Vigevano. — [4] Savoir : Lodi, Crémone, Parme, Borgo San-Donnino, Crème, Bergame et Brescia.

qu'il voyait prendre à Jean Galéaz pour sa sûreté : car ce prince avait doublé ses gardes; il en était sans cesse entouré, et il témoignait son effroi au moindre mouvement imprévu. Enfin, au commencement de mai 1385, le comte de Vertus annonça qu'il voulait aller en pèlerinage au temple de la sainte Vierge, au-dessus de Varèse, près du lac Majeur, et il se mit en route avec une garde nombreuse qui ne s'écartait pas de lui. Comme il approchait de Milan, le 6 mai au matin, Bernabos vint à sa rencontre avec ses deux fils aînés. Jean Galéaz, après avoir embrassé son oncle avec tendresse, se retourna vers deux capitaines qui devinrent fameux à son service, Jacques del Verme et Antonio Porro, et il leur donna en langue allemande, qui était alors la langue militaire de toute l'Europe, l'ordre d'arrêter Bernabos. Aussitôt les soldats arrachèrent à ce seigneur la bride de sa mule; ils coupèrent le ceinturon de son épée, et l'entraînèrent loin des siens, tandis que Bernabos appelait vainement son neveu à son aide, et le suppliait de n'être pas traître à son propre sang. La ville de Milan ouvrit aussitôt ses portes à Jean Galéaz; et ce fut dans un de ses châteaux que son seigneur déposé fut retenu prisonnier avec ses deux fils. A trois reprises il fut empoisonné pendant les sept mois que dura sa détention. Il mourut enfin le 18 décembre 1385 [1]. Ses cruautés et ses exactions l'avaient rendu si odieux aux peuples, qu'aucun de ses sujets n'essaya de le défendre. Ses alliés l'abandonnèrent avec la même indifférence, et Jean Galéaz, seul maître de la Lombardie, déposa le masque religieux qu'il avait porté longtemps, et tourna contre ses voisins les forces qu'il avait enlevées à son oncle.

[1] *Andrea Gataro, Storia Padovana.* T. XVII, p. 498. — *Corio, Istorie Milanesi.* P. III, p. 258. — *Annales Mediolanenses.* T. XVI, c. 147, p. 784. — *Poggii Bracciolini Historia Florent.* L. III, p. 245. — *Andreas Redusius de Quero, Chron. Tarvisin.* T. XIX, p. 785.

Jean Galéaz avait offert à plusieurs reprises son alliance soit à la Scala, soit à Carrare ; mais tous deux avaient longtemps refusé de s'associer à un prince dont ils connaissaient la mauvaise foi. Cependant Antonio de la Scala, après sa défaite à Castagnaro, prêta enfin l'oreille aux propositions de Jean Galéaz, et un traité allait être conclu entre eux par l'entremise des Vénitiens, lorsque François de Carrare se résolut à les prévenir, et accepta l'alliance qu'il avait toujours rejetée[1]. Elle fut signée le 19 avril 1387. La conquête de Vérone fut assurée à Visconti, celle de Vicence à Carrare, et le dernier céda au premier deux de ses meilleurs capitaines, Giovanni d'Azzo et Ugolotto Biancardo, que l'épuisement de ses finances ne lui permettait plus de garder à sa solde[2].

Les princes alliés envahirent, en effet, l'un le territoire de Vérone, et l'autre celui de Vicence. Les citoyens de cette dernière ville représentèrent alors à François de Carrare qu'il ne devait pas chercher à ruiner un pays sur lequel il comptait régner ; que Vicence, fidèle à la maison de la Scala, était prête cependant à faire dépendre son sort de celui de Vérone, et qu'ils ouvriraient leurs portes à Carrare dès qu'ils apprendraient que celles de Vérone étaient ouvertes à Jean Galéaz. Dans le même temps les habitants d'Udine, à la sollicitation des Vénitiens, attaquèrent Carrare du côté de Trévise, et le forcèrent à accepter la proposition des Vicentins[3].

Cette diversion ne suffisait point pour sauver la Scala : sa capitale était entourée par les armées de Visconti ; les Vénitiens lui avaient fourni des subsides et non des soldats, et l'empereur Wenceslas, auquel il avait eu recours, lui avait envoyé un ambassadeur pour faire montre de son autorité en Italie plutôt que pour l'assister. Ugolotto Biancardo, qui

[1] *Andrea Gataro, Storia Padovana*, p. 583.—*Annales Mediolanenses*. T. XVI, p. 779. — [2] *Andrea Gataro*, p. 592. — *Chron. Tarvisinum Redusii de Quero*, p. 788.—[3] *Andrea Gataro, Storia Padovana*, p. 608.

commandait l'armée milanaise, joignit la séduction à la force: des traîtres lui ouvrirent la porte de Saint-Maxime pendant la nuit du 18 octobre, et Antonio de la Scala, après avoir consigné sa forteresse à l'ambassadeur impérial, s'enfuit par l'Adige à Venise avec tous ses trésors[1].

L'ambassadeur de Wenceslas, demeuré maître de la forteresse de Vérone, et des signaux de commandement convenus avec les gouverneurs de Vicence et des châteaux forts[2], les vendit au meilleur prix possible à Jean Galéaz, et se retira en Bohême avec l'argent qu'il avait amassé d'une manière peu honorable. Toutes les forteresses furent alors ouvertes à Giovanni d'Azzo et à Ugolotto Biancardo : le dernier prit aussi possession de Vicence pour le comte de Vertus, et la maison de la Scala, qui avait régné cent vingt-huit ans à Vérone, et qui deux fois avait aspiré à la couronne d'Italie, fut dépouillée de toutes ses possessions.

D'après le traité conclu entre Carrare et Jean Galéaz, Vicence aurait dû être immédiatement remise au premier; mais le seigneur de Padoue connaissait son allié et ne comptait pas sur sa bonne foi. Il garda le silence lorsqu'il sut que Jean Galéaz élevait des prétentions sur Vicence comme formant l'héritage de sa femme[3], et il songea seulement à se défendre contre les habitants d'Udine, auxquels les Vénitiens donnaient ouvertement des secours. Udine, capitale du patriarcat d'Aquilée, n'avait pas voulu reconnaître Philippe d'Alençon, patriarche consacré par Urbain VI, tandis que Carrare avait pris ce prélat sous sa protection[4]. Mais lorsque le seigneur de

[1] *Andrea Gataro*, p. 618. — *Raphain Caresino*, *Chronic. Venetum*, p. 474. — [2] En consignant une forteresse à un commandant, on convenait avec lui qu'il ne la rendrait qu'à celui qui lui présenterait un gage symbolique, que le prince gardait entre ses mains. Ce gage était nommé *contra segno*. — [3] Jean Galéaz avait épousé, en secondes noces, Catherine, fille de la Scala. S'il tenait de celle-ci quelque droit à l'héritage de la Scala, ce n'était qu'après tous les mâles de cette maison et tous les enfants de Bernabos. — [4] *Vitæ Patriarcarum Aquileiensium*, T. XVI, p. 60.

Padoue vit l'orage conjuré contre lui par la république vénitienne, il sollicita vainement celle-ci de lui accorder la paix, et il demanda avec instance la médiation du marquis d'Este, qui fut rejetée[1]. A cette époque même, Jean Galéaz envoyait à Venise deux ambassadeurs pour négocier avec la république une alliance contre le seigneur de Padoue. 1388. — François de Carrare, à cette nouvelle, ne put plus contenir son indignation ; il écrivit à l'empereur, au pape et à tous les souverains de la chrétienté des lettres circulaires, pour dénoncer la perfidie du comte de Vertus, et demander justice de ses trahisons. Il s'adressa aux Vénitiens eux-mêmes, espérant que leur prudence accoutumée l'emporterait sur leur animosité : la trahison dont lui-même était victime pouvait servir de leçon au sénat de Venise, car si la conquête de Vérone avait ouvert à Jean Galéaz le chemin de Padoue, la conquête de Padoue pouvait tout aussi bien lui ouvrir le chemin de Venise. Mais le sénat, écoutant seulement sa haine implacable et son ambition, signa, le 29 mars 1388, un traité de partage avec Jean Galéaz. Il fut convenu que Trévise, Cénéda, et les forteresses de Coran et de Saint-Életto appartiendraient à la république, et que Padoue, avec son territoire, passerait au seigneur de Milan[2]. Sur la demande des Vénitiens, Albert, marquis d'Este, François de Gonzague, seigneur de Mantoue, et la communauté d'Udine, furent admis dans cette alliance[3].

François de Carrare, seul et sans alliés au milieu d'ennemis dont le moindre, pris séparément, lui était égal en forces, se trouvait encore avoir à craindre son propre peuple autant que ses voisins. Depuis vingt-quatre ans la principauté de Padoue était engagée dans des guerres continuelles,

[1] *Andrea Gataro, Storia Padovana*, p. 628. — [2] *Andrea Gataro, Istoria Padovana*, p. 630. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 758. — [3] *Raphain Caresino, Chron. Venetum*, p. 478.

et l'épuisement des finances avait forcé d'augmenter chaque année les impôts. Les places publiques retentissaient de clameurs et de menaces. Dans les conseils, le découragement et l'impatience se manifestaient ouvertement. Tous ceux que Carrare appelait à délibérer avec lui étaient ses ennemis secrets [1]; les uns étaient vendus à Jean Galéaz, d'autres à la seigneurie de Venise; d'autres encore, sans avoir un but déterminé, désiraient seulement une révolution.

Le seigneur de Padoue implora l'assistance du duc de Bavière, avec lequel il avait quelque parenté, et du duc d'Autriche, dont l'amitié lui était assurée par d'anciens traités; tous deux répondirent qu'ils marcheraient à sa délivrance, pourvu que Carrare leur fournît d'avance tout l'argent nécessaire à leur armement : mais dans l'état d'épuisement auquel ce prince était réduit, ne lui accorder des secours qu'à cette condition, c'était les refuser.

Quelques conseillers de François de Carrare lui proposèrent d'abdiquer la seigneurie en faveur de son fils. Ils lui dirent que Venise lui faisait la guerre d'après une haine personnelle qui ne s'étendrait point à ce jeune homme; que ce dernier était chéri du peuple, et qu'il trouverait dans son dévouement des ressources inattendues. Lorsqu'ils virent qu'ils ne pouvaient le persuader, ils conseillèrent à Francesco Novello de saisir son père par surprise, et de le jeter en prison, pour traiter ensuite avec les ennemis. Les mœurs des tyrans d'Italie étaient telles, que le jeune prince parut mériter de grands éloges pour avoir repoussé une aussi odieuse insinuation [2].

Après de longues délibérations, qui redoublaient chaque jour l'anxiété des seigneurs de Carrare, et qui leur faisaient sentir toujours plus l'impossibilité de se défendre, le père résolut enfin de suivre le conseil qu'il avait d'abord rejeté, de

[1] *Andrea Gataro, Storia Padov.* p. 632. — [2] *Andrea Gataro*, p. 638-640.

transmettre la seigneurie à son fils, et de se retirer à Trévise. Il fit assembler dans le palais public le conseil du peuple, comme au temps de la république de Padoue; il fit nommer quatre Anziani, un gonfalonnier et un syndic de la communauté; et il résigna, sans conditions, entre leurs mains, la seigneurie qu'il avait héritée de ses ancêtres. Mais le peuple de Padoue, avili par soixante et dix ans de servitude, n'avait conservé aucun sentiment généreux : incapable de vivre libre, il ne se sentait ni le courage ni le désir d'exercer le pouvoir qu'on lui rendait. Il assista à l'abdication du vieux François de Carrare comme à une vaine cérémonie : un docteur de droit, syndic de la communauté, répondit par une harangue ampoulée à la lecture faite par le procureur du seigneur, de son acte de renonciation. Le gonfalonnier et les Anziani, sans délibération comme sans conditions, investirent ensuite Francesco Novello de Carrare de la seigneurie que son père venait de déposer. Ainsi Padoue changea de maître le 29 juin 1388; et le lendemain le vieux Carrare partit pour Trévise, dont il s'était réservé la souveraineté [1].

Ce jour-là même, Jean Galéaz Visconti fit porter à Francesco Novello un défi et une déclaration de guerre; il ne rougit point, dans ce manifeste, d'en appeler à la justice de sa cause et à la protection divine; il accusa son adversaire d'avoir été l'agresseur et de l'avoir provoqué par ses trahisons [2]. Jean Galéaz multipliait avec ostentation les pièces officielles; et il paraît s'être flatté de voiler ses iniquités aux yeux de la postérité sous le langage de la vertu, tandis qu'au contraire l'opposition entre ses discours et sa conduite n'a servi qu'à nous révéler toute sa duplicité. Cependant les troupes

[1] *Galeazzo Gataro, Storia Padovana*, p. 643. Cet historien lui-même était un des Anziani du peuple. Son fils André, que nous citons plus souvent, a donné une nouvelle forme à sa chronique. — *Redusii de Quero Chron. Tarv.* p. 789. — [2] *Gataro*, *Storia Padovana*, p. 648. — *Chron. Placentinum Joh. de Mussis*, p. 550. — *Annales Mediolanenses*, c. 150, p. 804.

qu'il avait rassemblées à Vérone et à Vicence entrèrent dans l'état de Padoue : les Vénitiens y pénétrèrent en même temps par la Brenta et l'Adige; et comme les uns et les autres traitèrent les campagnes avec un extrême ménagement, ils engagèrent les paysans à se révolter contre Carrare, et à prendre parti avec eux [1].

Un frère naturel du seigneur de Padoue, le comte de Carrare, commandait ses troupes, et, profitant avec habileté des canaux qui coupent toute la Marche Trévisane, il arrêtait les progrès de Jacques del Verme, général de Jean Galéaz. Mais le découragement et la trahison étaient répandus dans la ville, dans les camps et dans les forteresses du seigneur de Padoue; les soldats étaient souvent frappés de terreurs paniques, les commandants abandonnaient souvent sans combat les places et les châteaux qui leur étaient confiés, et le peuple menaçait d'ouvrir les portes de Padoue si on ne lui donnait pas la paix [2]. Les conseillers qu'assemblait Francesco Novello déclaraient à leur prince qu'ils ne voulaient pas voir leurs possessions dévastées plus longtemps pour des querelles qui leur étaient étrangères; qu'ils ne voulaient pas exposer plus longtemps leur ville à être prise et traitée avec la dernière rigueur par une soldatesque effrénée; en même temps ils lui rappelaient tout ce qu'il avait à craindre de la vengeance des Vénitiens, et ils l'exhortaient à implorer plutôt la générosité de Jean Galéaz en se soumettant à lui [3].

Francesco Novello, n'ayant plus aucun moyen de se défendre, et ne trouvant plus parmi ses parents ou ses amis personne à qui il pût se confier, céda enfin aux sollicitations de tout son peuple et à la force des circonstances. Il fit demander un sauf-conduit à Jacques del Verme, pour se rendre à Pavie, auprès du comte de Vertus; et, le 23 novembre 1388,

[1] *Andrea Gataro*, p. 650. — [2] *Ibid.* p. 658. — [3] *Ibid.* p. 662.

il ouvrit à ce général sa capitale et toutes ses forteresses. Auparavant il avait chargé sur des barques ses effets les plus précieux, et il les avait fait partir pour Ferrare avec sa femme et ses enfants : lui-même il prit la route de Vérone ; et comme il abandonnait la ville où ses ancêtres avaient dominé pendant soixante et dix ans, et qu'il traversait son propre territoire, il eut la douleur d'être témoin des fêtes et des réjouissances par lesquelles ses sujets célébraient l'inauguration de leur nouveau souverain [1].

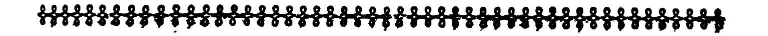
Des négociateurs, qui prétendaient être envoyés par Francesco Novello, se rendirent immédiatement auprès de son père, à Trévise, pour l'inviter à se confier aussi à la générosité de Jean Galéaz. Ils lui offrirent un sauf-conduit de Jacques del Verme pour aller à Pavie, et ils le pressèrent d'ouvrir sa forteresse à ce général. Le vieux Carrare était dans une situation encore plus dangereuse que celle de son fils. Il était pressé en même temps par les armes des Vénitiens, des Visconti et des Trévisans révoltés contre lui. Il s'était retiré dans la forteresse, et il n'avait plus à attendre qu'une mort cruelle s'il tombait entre les mains de ses ennemis. Il appela donc Jacques del Verme ; il introduisit ses soldats dans la citadelle de Trévise, et il s'achemina vers Pavie pour implorer la générosité du vainqueur.

Mais les sauf-conduits qui avaient été accordés aux deux seigneurs de Carrare ne furent point respectés. Jean Galéaz craignait de les voir, et de leur annoncer lui-même qu'il voulait fausser ses promesses. Il fit arrêter le fils à Milan et le père à Vérone, sans leur permettre d'avancer davantage. Cependant la couleuvre des Visconti fut arborée sur les bords de la mer Adriatique, et les étendards de ce prince redoutable flottèrent en face des clochers de Venise. Déjà Jean Galéaz projetait de

[1] *Andrea Gataro*, p. 676. — *Raphain Caresino*, *Chron. Venetum*, p. 481. — *Chron. Placentinum Joh. de Mussis*, p. 551.

faire sentir sa puissance à cette superbe république ; et lorsque les députés de Padoue furent admis en sa présence pour lui rendre hommage, il leur dit que, si Dieu lui accordait seulement cinq ans de vie, il rendrait les Vénitiens leurs égaux, et mettrait un terme à la jalousie qu'une ville à demi submergée avait longtemps causée à Padoue[1].

[1] *Andrea Gataro, Storia Padovana*, p. 701.



CHAPITRE III.

Révolutions dans les républiques toscanes; intrigues de Jean Galéaz. — François de Carrare lui échappe, et s'enfuit à Florence; il détermine cette république à faire la guerre à Visconti. Il conduit en Italie une armée allemande, et recouvre la seigneurie de Padoue.

1388-1390.

La conduite de Venise, en favorisant les conquêtes de Jean Galéaz Visconti, n'avait point répondu à la haute prudence qui si longtemps avait distingué les conseils de cette république. Les deux maisons de la Scala et de Carrare, assez fortes pour se défendre, assez faibles pour ne pas inspirer de crainte, pouvaient servir aux Vénitiens de boulevard contre les entreprises des Visconti. La supériorité de forces et de richesses de la république lui donnait mille moyens pour tenir les seigneurs de Vérone et de Padoue dans une espèce de vasselage. C'était une grande faute aux Vénitiens d'avoir excité la Scala à la guerre, et de l'avoir laissé périr ensuite, en ne lui donnant pas des secours assez puissants : c'en était une plus grande d'avoir sacrifié Carrare à leur ressentiment, et d'avoir enrichi de ses dépouilles le tyran le plus puissant, le plus ambitieux et le plus perfide de l'Italie. La vue des drapeaux milanais qui flottaient au bord de l'Adriatique fit faire au sénat véni-

tien de douloureuses réflexions sur sa conduite : bientôt les discours menaçants de Jean Galéaz, qui lui furent rapportés, augmentèrent son inquiétude.

Aucune puissance en Italie ne paraissait assez forte pour se mesurer avec le seigneur de Milan et pour arrêter ses conquêtes. L'Église avait longtemps combattu son père et son oncle ; mais ses forces étaient anéanties par le schisme, et plus encore par la conduite imprudente d'Urbain VI. Ce pontife, qui devait la liberté et peut-être la vie au doge Antoniotto Adorno, se brouilla avec son libérateur, et partit de Gênes précipitamment, le 16 décembre 1386, pour se rendre à Lucques [1]. Dans cette dernière ville, il prêcha la croisade contre le royaume de Naples, qu'il voulait conquérir. Mais ses exhortations ni ses bulles n'armèrent pas un soldat pour sa cause [2]. Il déclara ensuite la guerre tout ensemble aux Turcs et aux Grecs ; guerre peu sanglante, dont il confia le soin à l'archevêque de Patras [3]. Puis, se rendant à Pérouse, il y fit des levées de soldats mercenaires, à la tête desquels il voulait s'emparer du royaume de Naples, lorsqu'une sédition élevée parmi eux l'effraya et le détermina à s'enfuir à Rome [4]. C'est là qu'il mourut, le 13 octobre 1389, après avoir donné plus de scandale à la chrétienté par son emportement, son impudence et sa cruauté, que les pontifes les plus décriés du xe siècle. Pierre Tommacelli, cardinal de Naples, qui prit le nom de Boniface IX, fut élevé à la chaire de saint Pierre par les cardinaux de l'obédience d'Urbain VI, le 9 novembre 1389 [5].

De toutes les maisons souveraines qui avaient existé entre les Alpes et les Apennins depuis la chute des républiques, il n'en restait plus que quatre qui n'eussent pas été asservies ou

[1] *Georgii Stellæ Annales Genuenses*, T. XVII, p. 1128. — *Uberti Folietæ Genuensium Historiæ*. L. IX, p. 491. — [2] *Raynaldus, Annal. eccles.* 1387, §. 2, T. XVII, p. 128. — [3] *Raynaldus*, 1387, § 8, p. 130. — [4] *Ibid*. 1388, § 8, p. 137. — [5] *Raynaldus, Annal. eccles.* 1389, § 12, p. 142.

dépouillées par les Visconti; savoir : les maisons de Savoie, de Montferrat, de Gonzague et d'Este. Amé VII, dit le Rouge, comte de Savoie, uniquement occupé des intrigues et des guerres de la France, évita toute brouillerie avec le comte de Vertus[1]. Théodore II, marquis de Montferrat, auquel Jean Galéaz avait enlevé Asti et d'autres places importantes, fut lui-même prisonnier en quelque sorte à la cour du seigneur de Milan, depuis sa plus tendre enfance jusqu'en l'année 1400[2]. François de Gonzague gouvernait Mantoue depuis l'année 1382, mais il ne se maintenait dans cette principauté que par sa déférence absolue à toutes les volontés de Jean Galéaz. Il était entré dans toutes ses alliances, il avait pris part à toutes ses guerres, sans en attendre d'autre avantage que celui de retarder ainsi le moment où lui-même serait dépouillé[3]. Dans la famille d'Este, le marquis Albert avait succédé, le 26 mars 1388, à son frère Nicolas, au préjudice d'Obizzo, fils d'un frère aîné mort avant lui[4]. Albert, d'après les suggestions de Jean Galéaz, auquel il avait rendu visite à Milan, fit trancher la tête à Obizzo et à sa mère, qu'il accusa d'avoir tramé une conjuration contre lui : il fit brûler la femme de ce malheureux, pendre un de ses oncles, et tenailler ou écarteler plusieurs de leurs confidents[5]. Après ces atrocités, le marquis de Ferrare, en haine aux peuples et aux princes, ne pouvait plus se fier à d'autres qu'à Jean Galéaz qui les lui avait fait commettre, et il ne se conduisait plus que d'après ses conseils ou ses ordres.

Les autres familles autrefois souveraines avaient toutes été dépouillées de leurs états par les Visconti; les Correggio, les Rossi, les Scotti, les Pélavicini, les Ponzoni, les Cavalcabò, les Benzoni, les Beccaria, les Languschi, les Rusca, les Bru-

[1] Guichenon, Histoire généalogique de Savoie, c. 24, T. II, p. 5, ann. 1383-1391. — [2] *Benvenuto de S. Georgio*, *Hist. Montisferrati*. T. XXIII, p. 611. — [3] *Platina Histor. Mantuana*. L. III, p. 752. *Rer. It.* T. XX. — [4] *Chronicon Estense*, T. XV, p. 516. — [5] *Cronica di Piero Minerbetti, anno* 1388, c. 1, p. 156. — *Scriptores Etruriæ*. T. II. — *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 530.

sati, ou n'existaient plus, ou n'avaient plus d'autorité dans les villes autrefois soumises à leurs ancêtres. La maison Visconti avait seule succédé à toute leur puissance, aussi bien qu'à celle de la Scala et de Carrare.

Les communes de Toscane, si elles avaient été réunies par le sentiment de leurs dangers, auraient pu soutenir avec égalité la lutte contre le comte de Vertus ; mais Florence seule savait embrasser de ses regards la politique de l'Italie et de l'Europe entière. Les autres villes, au lieu de se tenir en garde contre l'ennemi de toute liberté, n'étaient jalouses que de Florence, et leurs passions imprudentes favorisaient les projets du tyran qui voulait les asservir.

Les états d'Italie, exposés à être envahis par Jean Galéaz, n'avaient point de secours à attendre du reste de l'Europe. L'empire était tombé entre les mains du plus faible et du plus méprisable des princes, Wenceslas, fils indigne de Charles IV, qui lui-même avait tant dégénéré de ses glorieux ancêtres. La France, pendant la minorité et la démence de Charles VI, était livrée à une anarchie dans laquelle on vit bientôt naître les factions funestes des ducs de Bourgogne et d'Orléans. L'Angleterre avait pour roi le faible Richard II, et sous son règne elle vit commencer les factions des deux roses. La Hongrie perdait, par ses guerres civiles, toute l'influence que son grand roi Louis avait acquise sur l'Italie et le reste de l'Europe. L'Aragon, pendant la longue administration de Pierre IV, dit le Cérémonieux, avait tenu un rang distingué parmi les puissances maritimes : mais ce roi était mort le 4 janvier 1387[1], et le faible Jean, qui lui avait succédé, sommeillait dans la lâcheté et dans la paresse, abandonnant à sa femme tout le soin des affaires publiques[2]. Ainsi, d'un bout de l'Europe à l'autre, tous les royaumes étaient épuisés par

[1] *Mariana, Historia de las Espanas*. L. XVIII, c. 11. — [2] *Indices Rer. ab Aragon. regibus gestarum, Zurita*. L. III, p. 259.

un vice intérieur ; tous les rois semblaient frappés en même temps d'aveuglement, de lâcheté ou de démence, tandis que le seigneur de la Lombardie entretenait constamment à sa solde plus de troupes qu'aucun monarque d'Europe, qu'il disposait d'un revenu immense, qu'il gouvernait ses états en maître absolu, et qu'il formait des projets de conquête plus grands encore que son pouvoir. Jean Galéaz avait un courage d'entreprise qui contrastait étrangement avec sa lâcheté personnelle. Le même homme qui ne se montra jamais à la tête d'une armée, qui se dérobait à tous les yeux dans le palais fortifié de Pavie, qui s'entourait de triples gardes, et qui se mettait encore en défense contre elles dans son appartement, comme s'il était sûr de leur trahison, cet homme n'hésitait jamais un instant dans ses déterminations ; jamais il n'était troublé par le danger ou découragé par le mauvais succès. Supérieur à tous par la profondeur de sa politique, incapable de remords pour le crime ou de honte pour la mauvaise foi, il tendait, avec ses vastes moyens, à soumettre toute l'Italie; et s'il en avait achevé la conquête, il aurait trouvé peu d'obstacles à étendre sa domination sur les contrées voisines. Mais la liberté italienne fut sauvée quelque temps encore, parce que, dans la carrière de son ambition, Jean Galéaz eut à combattre la vertu, le courage et la magnanimité de la république florentine, et la haine implacable de François de Carrare qu'il avait dépouillé.

Plusieurs causes avaient contribué à exciter l'animosité des diverses communautés libres de Toscane contre Florence ; en sorte que, malgré l'alliance contractée entre elles, nous verrons successivement Pise, Sienne, Lucques, Pérouse et Bologne se joindre à l'ennemi des Florentins et de la liberté.

Plusieurs compagnies d'aventuriers étaient entrées successivement en Toscane, pour y vivre de pillage; toutes avaient accablé de contributions les villes les plus faibles, tandis que

la puissance des Florentins les tenait à une distance respectueuse. Les peuples opprimés, au lieu de s'accuser eux-mêmes de leur faiblesse, soupçonnaient les Florentins d'être en secret d'accord avec ces bandes de brigands[1]. Les Tarlati, de la famille de Piétro Saccone, seigneur de Piétra Mala, s'étaient, en 1384, donnés ou recommandés à la république de Sienne, avec soixante-neuf châteaux et un grand nombre de bourgades[2]. De tout temps ils avaient été ennemis des Florentins, et ils avaient associé les Siennais à leur ancienne animosité. La même année, Enguerrand de Coucy avait conduit en Italie une armée française de plus de douze mille chevaux, qu'il menait dans le royaume de Naples au secours de Louis, duc d'Anjou[3]. Un lieutenant de Charles III occupait alors Arezzo, tandis qu'une foule d'émigrés arétins avaient été se joindre aux Tarlati.

Ceux-ci offrirent à Enguerrand de Coucy de l'introduire dans Arezzo à l'aide des intelligences qu'ils y avaient conservées, et en effet ils lui ouvrirent les portes de cette ville la nuit du 29 septembre 1384. Mais la mort du duc d'Anjou, qui fut annoncée à Florence cette nuit même[4], détermina Enguerrand de Coucy à renoncer à son expédition. Il essaya d'abord de se rendre maître du château d'Arezzo, où le lieutenant de Charles III s'était retiré avec les Guelfes : mais voyant qu'après cinquante jours de siége il n'avait fait aucun progrès, et que les assiégés avaient vendu leur forteresse aux Florentins, il traita de son côté avec cette république, et, moyennant une somme d'argent, il ouvrit, le 17 novembre 1384, les portes d'Arezzo à des commissaires de Florence[5]. Les Siennais, dans le même temps, avaient été en

[1] *Annali Sanesi anonimi.* T. XIX, p. 388, 390. — [2] *Malavolti, Storia di Siena.* P. II, L. VIII, fol. 150. — [3] *Scipione Ammirato, Storia Fior.* L. XV, p. 767. — [4] *Leon. Aretino, Istor. Fior,* L. IX. — *Marchione de' Stefani, Stor. Fior.* L. XII, R. 962, p. 49. — *Scipione Ammirato.* L. XV, p. 768. — [5] *Memorie storiche di Ser Naddo da Montecatini, Delizie degli erud,* T. XVIII, p. 73. — *Scipione Ammirato*, L. XV, p. 770.

marché avec lui; ils lui avaient fourni des secours, et ils conçurent un dépit extrême de ce qu'une acquisition sur laquelle ils avaient compté leur était enlevée par leurs rivaux[1].

La république de Sienne éprouva cependant des révolutions qui l'affaiblissaient toujours plus; elle était gouvernée par les artisans de la plus basse classe, réunis sous le nom de Mont des réformateurs. Les nobles étaient ouvertement en guerre avec eux, et tout le reste de la nation gémissait dans l'oppression. Mais le 24 mars 1385, les ordres des Neuf et des Douze, qui tenaient un rang supérieur dans la bourgeoisie, se réunirent aux nobles pour attaquer l'oligarchie roturière des réformateurs. Après un combat acharné, ils chassèrent ces artisans du palais, et ensuite de la ville : quatre mille d'entre eux s'enfuirent ou furent envoyés en exil[2]; et, dans la dernière classe de la nation, l'on créa un ordre nouveau, sous le nom de Mont du peuple, pour le séparer absolument des réformateurs qu'on voulait proscrire. Le gouvernement fut partagé entre les Neuf, les Douze et le peuple; la noblesse demeura exclue des emplois[3].

Cette révolution réconcilia pour un peu de temps les Siennais aux Florentins, parce que les derniers avaient donné des secours à la bourgeoisie de Sienne. Ils étendaient aux réformateurs le ressentiment que leurs Ciompi leur avaient inspiré; et, à peine affranchis eux-mêmes du joug de la populace, ils voulaient le briser chez leurs voisins. Mais bientôt une dispute de juridiction réveilla entre les deux républiques une animosité mal assoupie.

1388. — La communauté de Montépulciano était depuis longtemps sous la protection de la république de Sienne, avec des conditions et sous des réserves que les Siennais

[1] *Orlando Malavolti, Storia di Siena.* P. II, Lib. VIII, fol. 152.— [2] *Malavolti, Storia di Siena.* L. VIII, p. 153. — [3] *Marchione de' Stefani.* L. XII, R. 977, T. XVII, p. 63. — *Scipione Ammirato.* L. XV, p. 771. — *Malavolti, Stor. di Siena.* P. II, L. IX, p. 154.

avaient mal observées[1]. Mais cette bourgade, qui, plus anciennement, avait été sous la protection des Florentins, les invoqua comme garants de ses priviléges. La famille de Pécora gouvernait alors Montépulciano, avec une autorité presque absolue. Ces petits seigneurs s'étaient divisés; Jean de Pécora avait chassé son parent Gérard : l'exilé, avec le petit nombre de ses adhérents, était demeuré attaché aux Siennais; le peuple et le chef de son choix avaient eu recours aux Florentins[2].

Ces derniers, auxquels Jean de Pécora offrait la souveraineté de Montépulciano, ne voulurent point l'accepter; ils cherchèrent, au contraire, à réconcilier ce seigneur avec les Siennais : ils chargèrent leurs ambassadeurs de renouveler, pour le terme de cinquante ans, le traité qui existait entre les deux peuples; mais ils envoyèrent aussi quelques compagnies d'hommes d'armes à Montépulciano, pour que cette commune ne fût point attaquée pendant que durerait la négociation[3].

Les Siennais, qui passaient pour les plus vindicatifs des Toscans, irrités de ce que les Florentins se mêlaient de leur querelle avec leurs sujets, se dévouèrent eux-mêmes à la servitude pour y entraîner leurs rivaux. Ils envoyèrent secrètement des ambassadeurs au comte de Vertus, et lui offrirent de se donner à lui. Mais, à cette époque, Jean Galéaz était occupé de sa guerre avec François de Carrare : il craignait de donner un prétexte à la république florentine pour secourir ce prince;

[1] *Cronica di Piero Minerbetti, Scr. Etr.* T. II, an. 1388, c. 9, p. 164. — *Scipione Ammirato*, L. XV, p. 790. — [2] *Malavolti, Storia di Siena.* P. II, L. IX, p. 159. — [3] *Poggio Bracciolini, Hist. Fior.* L III, p. 249. — *Piero Minerbetti, Istoria Fior.* an. 1388, c. 9, p. 164. — Nous ferons désormais un usage fréquent de cet historien florentin, qui, pendant vingt-deux ans, a suivi à peu près le plan des Villani, auxquels il est cependant fort inférieur. Il paraît avoir eu dessein de continuer la chronique de Marchionne de Stéfani, qui finit en 1386. Chaque année de son histoire, qui, suivant l'usage florentin, commence au 25 mars, forme un livre à part, divisé en plusieurs chapitres. Il est imprimé T. II des Écrivains étrusques, in-folio.

et il envoya immédiatement des députés à la seigneurie, pour protester que, loin de vouloir troubler la paix de la Toscane, il venait de rejeter les offres des Siennais, et que, lors même que ce peuple se donnerait librement à lui, il ne l'accepterait point[1].

Jean Galéaz n'avait eu garde cependant de rebuter les Siennais, comme il le disait; leur proposition s'accordait avec ses projets de conquête en Toscane et ses plus chères espérances: il engagea seulement cette république à négocier avec les Florentins jusqu'à ce qu'il eût soumis François de Carrare; alors il fit rompre subitement les conférences, au moment même où ses ambassadeurs protestaient à Florence qu'il ne désirait que la paix[2].

Pendant la même année, Jean Galéaz avait fait une tentative pour s'emparer de Pise. Pierre Gambacorti, allié des Florentins, gouvernait cette république. Tout à coup il fut attaqué par une compagnie d'aventuriers; et, avant d'avoir pu demander du secours à ses alliés, il vit arriver de Sarzane quatre mille chevaux que Visconti envoyait, disait-il, à son secours. Ces auxiliaires inattendus demandaient avec instance qu'on les reçût dans la ville : mais Pierre Gambacorti redoutait plus encore de tels défenseurs que ses ennemis; il leur fit fermer les portes de Pise, tandis qu'il admit sans scrupule dans la ville les renforts que les Florentins lui avaient envoyés[3].

1389. — Une année entière se passa cependant encore sans que la guerre éclatât; mais chaque jour voyait naître de nouvelles intrigues, et donnait lieu à de nouvelles négociations pour apaiser le ressentiment qu'elles excitaient. Le comte de Vertus avait tour à tour dirigé ses projets sur chacune des villes de la ligue guelfe; Bologne était surtout expo-

[1] *Piero Minerbetti*. 1387, c. 45, p. 150. — *Scipione Ammirato*. L. XV, p. 791. — [2] *Piero Minerbetti*. 1388, c. 11, p. 167. — [3] *Ibid.*, c. 5, p. 158.

sée à ses menées, parce que les Visconti, qui autrefois y avaient dominé, y conservaient des partisans. La peste et une grande cherté de vivres affligeaient en même temps cette ville; un mécontentement secret se répandait parmi ses habitants; les créatures de Jean Galéaz l'excitaient, et elles engagèrent plusieurs Bolonais dans un complot contre la liberté. Un heureux hasard fit découvrir cette conspiration, et ses chefs perdirent la tête sur l'échafaud[1]. Le comte de Vertus parut d'abord vouloir les venger, il donna ordre aux Florentins et aux Bolonais établis dans ses états d'en sortir avant huit jours[2]; il fit passer deux cents lances à Sienne, et la guerre parut inévitable. Cependant Pierre Gambacorti, qui redoutait d'y être entraîné lui-même, se donna tant de mouvement, qu'il réussit à renouer les négociations. Les Florentins avaient déjà presque achevé leurs préparatifs, et ils s'étaient assuré de puissantes alliances en Allemagne, lorsque Gambacorti les engagea, au mois d'octobre 1389, à signer un traité de paix et d'alliance avec le comte de Vertus, par lequel ils s'engageaient réciproquement, les Florentins à ne point se mêler des affaires de Lombardie, le comte à ne prendre aucune part à celles de Toscane[3].

Mais Jean Galéaz était d'autant plus empressé à signer des traités, qu'il était plus résolu à n'en observer aucun. Il envoya à Sienne celui de tous ses généraux qui haïssait le plus les Florentins; c'était Giovanni d'Azzo des Ubaldini, l'héritier d'une des grandes familles gibelines des Apennins: par son entremise, Jean Galéaz corrompit quelques citoyens de San-Miniato qui vivaient familièrement avec le gouverneur de ce château important. Les conjurés promirent de tuer ce gouverneur, et d'ouvrir San-Miniato aux troupes de Visconti, qui

[1] *Cronica Miscella di Bologna*, p. 534. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 8, p. 185. — *Scipione Ammirato*, L. XV, p. 797. — [3] *Piero Minerbetti*, c. 14, p. 188. — *Poggio Bracciolini*, *Hist. Florent.* L. III, p. 251. — *Scipione Ammirato*, L. XV. p. 798.

se serait ainsi trouvé maître d'interdire aux Florentins la navigation de l'Arno : mais les conspirateurs, en cherchant des complices, s'adressèrent à quelques hommes qui révélèrent leur complot[1].

Giovanni d'Azzo, ayant échoué à San-Miniato, ne renonça point aux intrigues dont il était chargé. Il était parent du seigneur de Cortone, et il fit de vains efforts pour l'attirer dans l'alliance de Jean Galéaz. Il essaya aussi de séduire les Pérousins ; mais ceux-ci, agités alors par une révolution, parurent vouloir demeurer neutres. Au mois de septembre de cette année, les nobles s'étaient réunis au bas peuple de Pérouse ; ils avaient remporté sur la bourgeoisie une victoire complète, et ils l'avaient exclue du gouvernement. Plus de cinq cents citoyens étaient en fuite : la ville avait été en partie pillée ; et Pandolfe Baglioni, chef de la noblesse, avait fait, par cette révolution, un premier pas vers le pouvoir suprême auquel il aspirait [2].

L'agent du seigneur de Milan eut plus de succès à Pise. Ce n'est pas qu'il réussit à détacher des Florentins Pierre Gambacorti, l'ami fidèle de cette république ; mais ce citoyen vertueux, qui avait longtemps gouverné sa patrie sans attenter à sa liberté, et sans abuser d'un pouvoir qu'il devait à la confiance de ses compatriotes, commençait à perdre de son crédit. Déjà ses neveux, fils de Gérard, son frère, se conduisaient avec l'arrogance de nouveaux seigneurs : l'un d'eux venait d'être nommé archevêque de Pise, un autre chevalier du Saint-Sépulcre, et un troisième chanoine ; ils oubliaient que les citoyens de Pise étaient leurs égaux, et ils se permettaient quelquefois des violences dont les tribunaux n'osaient point les punir [3]. Un négociateur de Jean Galéaz aigrit le

[1] *Piero Minerbetti*, c. 21, p. 193. — [2] *Ibid.*, c. 14, p. 188.— *Pompeo Pellini, Ist. di Perugia*. P. I, L. IX, p. 1375. — *Ibid.* P. II, L. X, p. 11. — [3] *Bern. Marangoni, Cronica di Pisa*, p. 804.

mécontentement qu'il remarqua parmi le peuple; en même temps il séduisit à prix d'argent Jacques d'Appiano, chancelier de la communauté, que Gambacorti avait rendu puissant et en qui il mettait toute sa confiance.

Les Florentins, pendant le même temps, avaient aussi cherché à se fortifier par des alliances. Mais le seul ami sur lequel ils pussent vraiment compter était un homme qui, sans troupes et sans états, était venu se réfugier dans les murs de Florence. Au lieu de forteresses et de soldats, il offrit à la république ses talents, son courage, l'énergie de son caractère, et surtout la haine irréconciliable qu'il portait à Visconti. Cet homme était François Novello de Carrare, ci-devant seigneur de Padoue.

Jean Galéaz, après avoir retenu longtemps François Novello, ou le jeune, à Milan, voulut enfin exécuter, du moins en apparence, la convention moyennant laquelle Padoue lui avait été livrée. Il avait d'abord fait entendre à François qu'il lui accorderait, en dédommagement de Padoue, la seigneurie de Lodi : mais il n'avait jamais voulu lui permettre de venir à Pavie; et ses agents diminuaient chaque jour leurs offres, en même temps qu'ils faisaient naître sans cesse de nouvelles difficultés. Enfin, ils lui accordèrent, au nom du comte de Vertus, la seigneurie de Cortazon, près d'Asti. C'était un vieux château à moitié ruiné, avec quelques vassaux, pour la plupart voleurs de grands chemins, mais Gibelins passionnés et pleins de préventions et de haine contre la maison guelfe de Carrare [1].

François de Carrare conduisit sa femme, Taddée d'Este, et toute sa famille, d'abord à Asti, et ensuite à Cortazon. Là, il s'occupa en simple gentilhomme à faire rebâtir son château [2]. La ville d'Asti était alors sous la domination du duc d'Orléans,

[1] *Andrea Gataro, Storia Padovana*, p. 718. — [2] *Ibid.* p. 720.

à qui Jean Galéaz l'avait donnée comme dot de sa fille Valentine [1]. Le lieutenant du duc se prit d'affection pour François de Carrare, et un jour il l'avertit que Jean Galéaz avait aposté des hommes pour le tuer lorsqu'il reviendrait de Cortazon à Asti. Il lui conseilla donc de se mettre en sûreté par une prompte fuite [2].

Carrare, au mois de mars 1389, partit subitement d'Asti, avec sa femme et quelques domestiques, annonçant qu'il voulait faire un pèlerinage à Saint-Antoine de Vienne, en Dauphiné. Le gouverneur d'Asti lui donna une escorte pour le conduire aux frontières de Montferrat, et il se chargea en même temps de faire passer à Florence les enfants de Carrare, ses frères naturels et les effets précieux qu'il avait apportés avec lui de Padoue [3].

François accomplit en effet son pèlerinage à Saint-Antoine; de là il se rendit à Avignon pour y demander des conseils et des secours au pape français. Il vint ensuite s'embarquer à Marseille avec sa femme. Sa felouque devait côtoyer les deux rivières de la Ligurie et le transporter à Pise; mais il fut assailli en route par les orages de l'équinoxe; Taddée était fort avancée dans sa grossesse, la mer la faisait cruellement souffrir : elle supplia son mari de lui épargner la torture qu'elle éprouvait sur le vaisseau; préférant, dit-elle, faire la route tout entière à pied plutôt que de souffrir davantage ce martyre. Carrare savait fort bien que les souffrances de la mer étaient sans danger, tandis que la route de terre était hérissée d'obstacles; il céda cependant aux désirs de sa femme, et se fit débarquer sur la côte, ordonnant

[1] Jean Galéaz avait marié Valentine, fille de sa première femme, Isabelle de France, à Louis, duc d'Orléans, frère de Charles VI de France; il lui avait donné pour dot le comté de Vertus et la ville d'Asti. De ce mariage naquirent Charles, duc d'Orléans, père de Louis XII, et Jean, comte d'Angoulême, grand-père de François Ier. De là les prétentions de ces deux rois aux états des Visconti. — [2] *Andrea Gataro*, *Storia Padovana*, p. 724. — [3] *Ibid.* p. 726.

seulement à ses matelots de tenir toujours la felouque à sa portée.

Quelques châteaux de la rivière du Ponent appartenaient à des Gibelins, ennemis héréditaires de la famille des Carrare; d'autres étaient possédés par des créatures du comte de Vertus; dans les déserts et parmi les rochers, des émissaires de ce seigneur étaient aux aguets pour surprendre les fugitifs : partout les voyageurs étaient entourés de danger, et François de Carrare, après avoir marché tout le jour dans les chemins tortueux qui sillonnent ces âpres montagnes, soutenant de son bras sa femme au bord des précipices, n'osait point le soir entrer dans une maison pour s'y reposer. Près de Monaco, ils passèrent la nuit dans une église à moitié démolie : à Vintimiglia, le podestat les fit poursuivre par ses archers, contre lesquels ils soutinrent un combat avant d'être reconnus. Là, ils s'embarquèrent de nouveau; mais la tempête et les souffrances de Taddée les forcèrent bientôt à relâcher au milieu du fief des marquis de Carréto, Gibelins dévoués au comte de Vertus. Ils en traversèrent une partie à pied, dans une défiance continuelle. S'étant arrêtés sous des arbres pour manger un chevreau que l'un d'eux avait acheté d'un berger, ils se relevèrent tour à tour pour faire la garde, pendant qu'une moitié d'entre eux prenait quelque nourriture [1].

Tout à coup ils furent joints dans ce lieu même par un messager de Pacino Donati, agent florentin de Carrare et d'Antonio Adorno, doge de Gênes : le dernier promettait sa protection au seigneur fugitif de Padoue; il lui envoyait un brigantin pour le conduire à Gènes sous un nom supposé, et il lui donnait une sauvegarde pour traverser les états de la république. Carrare s'embarqua avec toute sa famille sur le brigantin génois; mais la tempête, acharnée à le poursuivre, le força bientôt à débarquer à Savone. Là, Pacino Donati et

[1] *Andrea Gataro, Storia Padovana*, p. 732.

d'autres amis les attendaient, un souper leur était préparé, et ils se mettaient à table, lorsqu'un second messager du doge entra avec précipitation dans leur chambre et leur ordonna de se rembarquer à l'instant. Jean Galéaz avait sommé la république de Gênes de les arrêter partout où ils se présenteraient, la menaçant de tout son courroux si elle leur donnait un asile, et Adorno n'osait point se brouiller pour eux avec le puissant seigneur de toute la Lombardie. Les Carrare repartirent donc sans manger : ils naviguèrent toute la nuit, et le matin suivant le besoin de se procurer quelque nourriture les força de mouiller dans le port de Gênes. Ils s'étaient déguisés en ermites allemands, et ils entrèrent ainsi sans être reconnus dans une hôtellerie[1].

Après quelques heures de repos ils se remirent en mer, et, parcourant la rivière de Levant avec presque autant de difficulté, ils débarquèrent enfin à Motrone, petit port du territoire de Pise, où ils espéraient trouver la sûreté et le repos. Après avoir congédié leurs matelots, ils se mirent immédiatement, et à pied, en route pour Pise, envoyant devant eux un messager pour prévenir Gambacorti de leur arrivée.

François de Carrare, en soutenant sa femme qui succombait à la fatigue, cherchait à lui rendre de l'espérance et du courage. « C'est à Pise, lui disait-il, que bientôt nous reposerons nos membres fatigués; je suis sûr de l'accueil de « messire Pierre Gambacorti; lui aussi a été une fois chassé « de sa patrie, comme moi il a erré de place en place « pour demander du secours. Alors le seigneur mon père « le reçut à sa cour, avec sa femme et ses fils; il le combla d'honneurs; il maria une de ses filles au marquis « Spinéta; il lui donna de l'argent et des soldats pour le rétablir à Pise; et si Gambacorti est heureux et tranquille

[1] *Andrea Gataro*, p. 784.

« aujourd'hui, il n'oubliera pas que c'est à nous qu'il le « doit. » Comme ces fugitifs cherchaient par ces souvenirs à remonter leur courage, le messager qu'ils avaient envoyé revint à eux leur dire que Pierre Gambacorti n'osait pas leur donner asile dans sa patrie, parce que Galéazzo Porro, l'un des généraux de Jean Galéaz, venait d'y arriver avec un parti de cavalerie, et avait déjà demandé à la seigneurie de les faire arrêter[1].

Taddée, quand elle entendit ce message, tomba évanouie : son mari, après lui avoir fait reprendre ses esprits, entra déguisé à Pise, et s'y procura un cheval pour sa femme, et des vivres dont ils avaient un pressant besoin. Il revint ensuite joindre sa petite troupe, et la conduisit par un chemin détourné à Cascina, sur la route de Florence. Là ils logèrent dans une hôtellerie si misérable, qu'ils furent obligés de s'établir tous dans l'écurie. Comme ils y étaient étendus sur la paille, ils furent éveillés par un messager de Gambacorti. Celui-ci leur envoyait en présent dix chevaux, des confitures et des bougies, et il ordonnait à tous les châtelains de l'état pisan de bien traiter ces illustres voyageurs. L'hôte céda alors son propre lit à François de Carrare et à sa femme. Depuis qu'ils étaient partis d'Asti, c'était la première fois qu'ils ne couchaient pas sur la terre nue ou sur la paille[2].

Les princes fugitifs ne trouvèrent pas même à Florence tout l'accueil qu'ils avaient espéré y recevoir. C'était le temps où Jean Galéaz donnait des assurances les plus fortes de son désir de maintenir la paix, et où la république, qui souffrait d'une grande cherté de vivres, cherchait de son côté à ne point exciter le courroux du puissant seigneur de Lombardie. Les magistrats évitèrent donc pendant quelque temps toute relation ministérielle avec François de Carrare : ils ne le con-

[1] *Andrea Gataro*, p. 736. — [2] *Ibid.* p. 740.

sidérèrent que comme un particulier qui voulait jouir de la protection que leurs lois accordaient à tous les malheureux. Cependant les enfants de Carrare et les bagages que le gouverneur d'Asti s'était chargé de faire parvenir à Florence y étaient arrivés aussi. Le seigneur fugitif de Padoue se trouvait encore avoir un trésor de quatre-vingt mille florins en argent, et de soixante mille en joyaux et pierreries [1]. Pour donner une existence indépendante à son frère naturel, le comte de Carrare, il le fit entrer comme commandant de cent lances dans la compagnie de Jean Hawkwood; après cela il laissa sa femme et ses enfants à Florence, et il recommença seul ses voyages pour susciter des ennemis à Jean Galéaz.

Il se rendit d'abord à Bologne, et la seigneurie de cette ville lui parut dans de bonnes dispositions à son égard ; mais avant de se déterminer, elle voulait attendre l'exemple que lui donnerait la république florentine. Il s'embarqua ensuite à Ancône, dans le dessein de traverser le golfe et de se rendre en Croatie, auprès du comte de Ségna, qui avait épousé sa sœur. Un orage le poussa vers les lagunes, où il fut reconnu, et ce fut contre toute espérance qu'il évita d'être pris par les Vénitiens [2].

Débarqué à Ravenne, François de Carrare ne pouvait plus se hasarder à traverser une mer dont les Vénitiens étaient maîtres, et où leurs vaisseaux faisaient la garde pour l'arrêter. Il revint donc à Florence, et il y fut mieux accueilli que la première fois : de nouvelles injures de Jean Galéaz avaient mieux fait connaître ses intentions hostiles, et la seigneurie proposa à Carrare de passer en Allemagne, d'offrir un subside au duc de Bavière, et de le déterminer ainsi à attaquer Visconti par le Frioul. Vers le même temps, Carrare avait reçu un dernier message de son père, qui était enfermé étroi-

[1] *Andrea Gataro*, p. 744. — [2] *Ibid.* p. 766.

tement au château de Saint-Colomban. Le vieux seigneur de Padoue ordonnait à son fils de songer plutôt à le venger qu'à apaiser son ennemi par de lâches complaisances. « Désormais, « disait-il, je connais Jean Galéaz ; ni l'honneur, ni la com- « passion, ni la foi jurée ne le détermineront jamais à une « action généreuse : s'il fait le bien, c'est l'intérêt qui l'y « porte, car le sentiment lui est inconnu ; et la vertu, comme « la haine et la colère, est pour lui soumise au calcul. »

François de Carrare, assuré de l'approbation de son père, accepta la commission de la république florentine, et partit pour l'Allemagne. Ne pouvant passer par les états de Visconti ni des Vénitiens, il prit un long détour qui garantissait sa sûreté. Il traversa le golfe de Gênes, la Provence, le Dauphiné et la Savoie[1]. De Genève, il prit son chemin par la Suisse, et parvint à Munich, auprès du duc Étienne de Bavière. Ce duc était gendre de Bernabos Visconti, que Jean Galéaz avait fait mourir en prison. Carrare, le pénétrant de toute la haine dont il était lui-même animé, lui fit sentir ce qu'il devait aux mânes de son beau-père, ainsi qu'aux frères de sa femme, dont le comte de Vertus avait ravi l'héritage, et qu'il poursuivait ensuite dans l'exil par le fer et le poison. Il lui offrit quatre-vingt mille florins, de la part des Florentins, pour commencer son armement, s'engageant à ce que Florence et Bologne défrayassent ensuite son armée ; et il lui fit promettre qu'au printemps suivant il se mettrait en marche pour l'Italie avec douze mille chevaux[2].

En quittant la cour de Bavière, François de Carrare prit la route de la Dalmatie. Une sœur qu'il chérissait était mariée au comte de Ségna et de Modrus, puissant seigneur de Croatie, dont les fiefs s'étendaient le long du canal des Morlachs. Carrare passa quelque temps auprès de son beau-frère et de sa

[1] *Andrea Gataro*, p. 758. — [2] *Ibid.* p. 760.

sœur, qui lui prodiguèrent des marques d'attachement et des promesses de secours. C'est là qu'il attendit une réponse des Florentins sur la négociation qu'il avait entamée en Bavière. Son messager arriva enfin, et lui porta les remercîments de la seigneurie pour la peine qu'il s'était donnée, lui déclarant que sa négociation n'aurait cependant aucune suite, parce que, dans l'intervalle, Florence et les communes de Toscane venaient de conclure, par l'entremise de Pierre Gambacorti, au mois d'octobre 1389, une ligue offensive et défensive avec Jean Galéaz Visconti[1].

François de Carrare, déchu tout à coup de ses plus chères espérances, faillit en mourir de douleur : la tendresse de son beau-frère et celle de sa sœur le relevèrent enfin de son abattement. Le premier lui promit d'employer tout ce qu'il avait de forces à le rétablir dans sa souveraineté. Il l'assura qu'à l'aide de ses alliances avec des seigneurs hongrois il pourrait assembler trois mille chevaux et les maintenir à son service pendant toute une année; mais il lui conseilla d'aller demander des secours au ban de Bosnie, qui prenait le titre de roi de Rascie, et qui avait éprouvé quelque perfidie de la part de Jean Galéaz dans la guerre qu'il faisait aux Turcs[2].

Comme François de Carrare se mettait en route pour ce pays demi-barbare, il fut atteint par Pierre Guazzalotti, ambassadeur des Florentins, qui venait lui demander de renouer ses négociations avec le duc de Bavière. La tentative de Jean Galéaz sur San-Miniato, et ses intrigues à Pérouse et à Pise, avaient déterminé les républiques à la guerre. Carrare conduisit l'ambassadeur florentin auprès du duc de Bavière : il alla ensuite en Carinthie demander des conseils et des secours au comte d'Ottemburg, qui avait épousé une de ses tantes[3]. De là il entra en négociations avec quelques seigneurs du

[1] *Andrea Gataro*, 762. — [2] *Ibid.* p. 763. — [3] *Ibid.* p. 766.

Friuli, qui lui promirent de lui donner passage par leurs fiefs, et de le seconder.

1390. — L'hiver s'était passé dans ces négociations, et à l'ouverture du printemps de 1390 Carrare apprit que la guerre était enfin déclarée. Les Malatesti et les seigneurs d'Urbino, alliés de Jean Galéaz, avaient attaqué et mis en déroute une troupe à la solde des Bolonais; après quoi le comte de Vertus, le marquis d'Este et le seigneur de Mantoue envoyèrent leurs hérauts d'armes porter de leur part un défi aux républiques de Florence et de Bologne [1]. Mais en même temps François de Carrare apprit que son frère naturel, le comte de Carrare, avait été fait prisonnier par Charles Malatesti de Rimini, allié du comte de Vertus; et que son beau-frère Étienne, comte de Ségna, venait de mourir en laissant sa veuve assiégée dans le château de Modrus [2]. Carrare aurait succombé à la douleur, sans les secours que lui donna le comte d'Ottemburg. Bientôt cependant il reprit courage, et retourna en Bavière pour hâter les préparatifs du duc.

Les Florentins avaient imploré, de leur côté, la protection de Charles VI, roi de France, et ils reçurent sa réponse au moment où la guerre éclatait. Le roi leur offrait de puissants secours, mais sous deux conditions : l'une, que la république reconnût pour pape légitime Clément VII, qui siégeait à Avignon; l'autre, qu'elle payât au roi un tribut annuel, quelque faible qu'il fût, en signe de soumission. Ces conditions furent hautement rejetées comme contraires l'une à la conscience, l'autre à la liberté; et la république, plutôt que d'acheter des alliés à un tel prix, aima mieux être réduite à ses seules forces pour combattre son puissant ennemi [3].

Les dix de la guerre assemblèrent ce qu'on nommait un conseil de *richiesti*, c'est-à-dire une assemblée de tous les

[1] *Cronica Miscella di Bologna.* T. XVIII, p. 539.—[2] *Andrea Gataro*, p. 767.—[3] *Leonard. Aretino, Storia Florent.* L. IX.—*Scipione Ammirato.* L. XV, p. 801.

citoyens considérés dans la république; ils leur exposèrent l'état des affaires, et leur demandèrent de manifester la volonté du peuple. Le zèle de tous les Florentins pour la défense de la liberté et l'honneur de leur patrie se manifesta hautement dans ce conseil. Les bourses des particuliers furent ouvertes au gouvernement [1]; et les décemvirs, se voyant en état de pousser vivement la guerre, déférèrent le commandement de leurs troupes à Jean Hawkwood, qui était alors au service de la reine Marguerite de Duraz, mais qui nourrissait contre Jean Galéaz une haine personnelle. Hawkwood fut mis à la tête d'une armée de deux mille lances, ou six mille hommes de cavalerie; les Bolonais, de leur côté, armèrent mille lances sous les ordres de Jean de Barbiano [2].

Jean Galéaz avait attiré à son service les plus habiles généraux de son temps, et il n'avait rien épargné pour assurer à ses armées la supériorité du nombre sur celle des Florentins. En même temps il avait étendu ses alliances tout autour de la Toscane. Sienne et Pérouse avaient embrassé son parti, tandis que les émigrés de cette dernière ville recevaient des secours des Florentins [3]. Antoine de Montéfeltro, seigneur d'Urbino; Astor Manfrédi, seigneur de Faenza; les Malatesti, seigneurs de Rimini, et les seigneurs de Forli et d'Imola, étaient tous dévoués au comte de Vertus. Celui-ci, au lieu de réunir son armée en un seul corps, la distribua sur le territoire de ces divers alliés. Tandis que Jacques del Verme s'avançait contre Bologne par le Modénais avec douze cents lances et cinq mille fantassins [4], Giovanni d'Azzo des Ubaldini commandait mille lances à Sienne [5], Paolo Savell iétait à Pérouse à la tête d'un autre corps de troupes, et Ugolotto Biancardo, Galéazzo Porro et Facino Cane s'étaient réunis en Romagne

[1] *Piero Minerbetti*, 1389, c. 24, p. 196.—*Poggio Bracciolini.* L. III, p. 252.—[2] *Piero Minerbetti*, 1389, c. 26, p. 199. — [3] *Ibid.* 1390, c. 5, p. 203; et c. 24, p. 218. — [4] *Piero Minerbetti.* c. 14, p. 210. — [5] *Ibid.* c. 4, p. 203. — *Scipione Ammirato.* L. XV, p. 803.

aux soldats des seigneurs de cette contrée. En tout, Jean Galéaz avait envoyé contre Florence et Bologne quinze mille chevaux et six mille fantassins [1].

Mais, quelle que fût la supériorité de forces de Jean Galéaz, ses troupes, dispersées sur une trop longue ligne, ne livrèrent aucune grande bataille : la guerre s'était réduite à quelques surprises de châteaux, à quelques incursions de fourrageurs et à quelques escarmouches, lorsque tout à coup l'attention des deux partis fut attirée sur la Marche Trévisane par l'entrée de François de Carrare dans cette province.

Les Vénitiens, qui commençaient à s'alarmer de la grandeur croissante de Jean Galéaz, avaient promis aux républiques de Florence et de Bologne qu'ils observeraient une exacte neutralité, et qu'ils donneraient passage aux armées des deux partis par le territoire de Trévise [2]. François de Carrare avait profité de cette concession pour se mettre en marche, sans attendre le duc de Bavière, dont les préparatifs n'étaient pas achevés. Il avait trouvé à Cividale de Friuli environ trois cents lances, que Michel de Rabatta, son ami de cœur, et d'autres gentilshommes de cette province, avaient assemblées à sa solde; et il s'était avancé jusqu'à la frontière des états de ses pères, en faisant porter devant lui trois drapeaux, celui de la communauté de Padoue, celui du char, armoirie des Carrare, et celui de la Scala. Les Florentins l'avaient engagé à prendre sous sa protection Can Francesco de la Scala, fils de cet Antonio auquel il avait lui-même fait la guerre, mais que Jean Galéaz avait fait empoisonner depuis qu'il l'avait dépouillé.

A la vue des drapeaux de Carrare, tous les habitants du territoire de Padoue prirent les armes : les peuples se trouvaient accablés de plus d'impôts encore sous le gouvernement

[1] *Andrea Gataro, Storia Padovana*, p. 769. — [2] *Andrea Gataro*, p. 772.

des Visconti qu'ils ne l'avaient été sous leurs anciens princes, et aucun sentiment d'affection pour cette race nouvelle, aucune habitude dans le passé, aucun espoir dans l'avenir, ne les aidaient à supporter le fardeau qui pesait sur eux. La capitale était réduite au rang d'une ville de province, et tout orgueil national était humilié. Dans chaque village où François de Carrare se présentait, il trouvait les habitants sous les armes, on l'accueillait avec des cris de joie, et son armée se grossissait d'heure en heure. Le 18 juin, il envoya porter un défi à ceux qui commandaient à Padoue pour le comte de Vertus. On chargea son trompette de lui dire, pour toute réponse, que bien fou était celui qui, après être sorti par la porte, se figurait pouvoir rentrer par-dessus les murs [1].

Mais François de Carrare savait déjà par où il rentrerait dans sa capitale ; il savait qu'au-dessous du pont de la Brenta on ne trouvait d'eau dans le fleuve que jusqu'à la hauteur du genou, et que dans cet endroit l'entrée de la ville était fermée par une simple palissade de bois. Au milieu de la nuit suivante, il descendit le premier dans le lit de la Brenta, avec douze hommes qui portaient des haches, et quarante lanciers. Il commença aussitôt à abattre la palissade, et lorsque le bruit qu'il faisait eut attiré l'attention de la garde, il fit pousser de grands cris de tous côtés aux paysans qui formaient son armée, de manière à distraire l'attention de la garnison. Celle-ci s'était divisée pour garder tous les postes à la fois, et on ne lui opposa qu'une cinquantaine d'hommes. Bientôt il se fraya un passage au milieu d'eux, et il pénétra jusqu'au cimetière de Saint-Jacques, où il fut suivi par deux cents des siens [2]. Alors les cris de *carro! carro!* répétés par le peuple [3], l'étendard de Carrare déployé dans les rues, les fanfares qui se firent entendre de tous côtés, remplirent de terreur la garni-

[1] *Andrea Gataro*, p. 777. — [2] *Ibid.* p. 782. — [3] *Le char! le char!* les armoiries de Carrare, un char de gueules en champ d'argent.

son milanaise, et décidèrent les Padouans à se déclarer pour leur ancien seigneur. Bientôt il fut maître de toutes les portes, et les soldats de Jean Galéaz se retirèrent dans les deux forteresses avec quelques citoyens qui s'étaient montrés ennemis de la maison de Carrare[1].

Dans la nuit suivante, l'une des forteresses fut livrée à François de Carrare par quelques Padouans qui avaient leurs maisons dans son enceinte[2]. Les avenues de l'autre furent fortifiées de manière que les soldats qui l'occupaient ne pussent plus rentrer dans la ville; et le matin, on apporta au seigneur la nouvelle que Castelbaldo, Montagnana, Este et Monsélice s'étaient donnés à lui, et que bientôt après Piévé di Sacco, Bovolenta, Castel-Carro, San-Martino, Cittadella, Liména et Campo San-Piéro avaient suivi cet exemple. En recevant ces heureuses nouvelles sur la place de Padoue, François de Carrare se jeta à genoux au milieu de son peuple, et remercia Dieu à haute voix de tant de grâces dont il se reconnaissait indigne[3].

Les Véronais, avertis de la révolution de Padoue, et de l'arrivée à Venise de Can Francesco de la Scala, fils, âgé de six ans, de leur dernier seigneur, prirent les armes, le 25 juin, en proclamant le nom de la Scala, et ils s'emparèrent des murs et des portes de leur ville ; mais ils ne purent se rendre maîtres du château, et ils n'eurent point la prudence de couper toute communication entre ce château et la ville. Cependant quelque dissension se manifesta presque aussitôt entre eux; la bourgeoisie désirait profiter de cette révolution pour rétablir la république : la populace, au contraire, voulait se soumettre, sans conditions, au jeune enfant héritier de la maison de la Scala[4]. Pendant qu'ils disputaient, Ugolotto Biancardo, que Jean Galéaz envoyait en toute hâte avec cinq

[1] *Andrea Gataro*, p. 784. — [2] *Ibid.* p. 761. — [3] *Ibid.* p. 793. — [4] *Piero Minerbetti*, 1390, c. 26, p. 221.

cents lances pour défendre Padoue, entra dans le château de Vérone, d'où il fondit à l'improviste sur la ville; il la livra au pillage, après avoir fait un horrible massacre de ses habitants[1]. Il continua ensuite sa route vers Padoue, espérant y obtenir un égal succès: mais François de Carrare ne se laissa point surprendre, et le général milanais s'enferma dans le château, qui n'avait déjà plus de communication avec la ville.

Le 27 juin, six cents chevaux du duc de Bavière arrivèrent à Padoue; et le premier juillet, ils furent suivis par le duc Étienne, qui amenait seulement six mille chevaux, au lieu des douze mille qu'il s'était engagé à conduire[2]. Le 5 août, deux mille hommes d'armes envoyés par les Florentins firent aussi leur entrée à Padoue; la ville, qui avait été surprise avec une poignée de monde, se trouva dès lors défendue par une armée nombreuse: le château, assiégé par ces forces réunies, se rendit enfin le 27 août; et François de Carrare se trouva de nouveau rétabli sur le trône de ses pères, où son activité, sa persévérance et son courage l'avaient fait remonter[3].

[1] *Andrea Gataro*, p. 795. — [2] *Ibid.* p. 798. — [3] *Ibid.* p. 802. — *Piero Minerbetti.* 1390, c. 25, p. 219; c. 30, p. 224. — *Poggio Bracciolini Hist. Flor.* L. III, p. 258. — *Cronica Miscella di Bologna.* T. XVIII, p. 545.

CHAPITRE IV.

Défaite du comte d'Armagnac, allié des Florentins. — Belle retraitè de Jean Hawkwood; paix de Gênes. — Massacre des Gambacorti à Pise. — Protection accordée par les Florentins à François de Gonzague et à Nicolas III d'Este. — L'empereur Wenceslas donne à Jean Galéaz Visconti le titre de duc de Milan.

1390-1395.

La lutte des Florentins avec Jean Galéaz Visconti avait commencé par un succès éclatant. Le fugitif auquel ils avaient donné asile dans leur ville était de nouveau reconnu pour chef par un peuple fidèle; les tributs d'une riche province étaient enlevés à l'ennemi commun; tous les châteaux forts d'une frontière importante étaient recouvrés, et la communication était ouverte avec l'Allemagne d'une part, avec Venise de l'autre. Les Vénitiens avaient fourni secrètement des secours d'armes et d'argent à Carrare, et la crainte de Jean Galéaz les engageait à favoriser le fils d'un homme qu'ils avaient persécuté avec un long acharnement. Tous ces avantages avaient été obtenus avant l'arrivée du duc Étienne de Bavière en Italie, et l'on devait s'attendre qu'une armée puissante et valeureuse, abondamment pourvue d'argent et de vivres, et conduite par un prince que des ressentiments personnels devaient animer, poursuivrait d'une manière écla-

tante des avantages déjà obtenus sans elle. Mais on put bientôt remarquer que la force de caractère contribue bien plus au succès que la puissance, la bravoure ou même les talents. Parmi les alliés de François de Carrare, personne n'était entré en campagne avec moins de moyens que lui ; tous les autres ne répondirent point à l'attente qu'on pouvait fonder sur eux : lui seul la dépassa de beaucoup, parce qu'il apportait dans son entreprise une ferme résolution de vaincre, un courage et une persévérance que rien ne rebutait.

Le duc Étienne de Bavière avait déjà manqué à ses engagements envers les républiques de Florence et de Bologne, en n'amenant avec lui que six mille cavaliers au lieu de douze mille. Cependant son armée était encore redoutable, et on le pressait d'entrer dans le Milanais pour battre en détail les généraux de Jean Galéaz, avant qu'ils fussent tous revenus des frontières de Toscane, et pour encourager à la révolte ses ennemis secrets. Mais Jean Galéaz avait glacé l'activité du Bavarois par de riches présents. Le duc avait placé son camp derrière des canaux nommés les Brentelles ; il refusait obstinément d'avancer au-delà de ces fortifications naturelles, et cependant il s'offrait pour être médiateur entre les alliés et son cousin le seigneur de Milan, en qui il ne voyait plus le meurtrier de Bernabos, son beau-père : il demandait de nouveaux subsides, et il arrêtait toutes les opérations militaires [1]. Son refroidissement excita enfin tant de soupçons, que les alliés eux-mêmes consentirent à sa retraite : il retourna en Allemagne avec beaucoup d'argent gagné aux dépens de sa gloire.

La diversion opérée dans la Marche Trévisane avait cependant délivré les Florentins d'une partie des ennemis qu'ils

[1] *Piero Minerbetti.* 1390, c. 30, p. 224. — *Poggio Bracciolini Hist. Fior.* L. III, p 258. — *Annales Bonincontrii Miniatensis.* T. XXI. p. 56. — *Ghirardacci Storia di Bologna.* L. XXVI, T. II, p. 443. — *Scipione Ammirato Stor. Fior.* L. XV, p. 809.

avaient à combattre. Jean Galéaz avait rappelé ses gendarmes de Sienne [1], où Giovanni d'Azzo des Ubaldini, leur capitaine, venait de mourir le 24 de juin [2]. Jacques del Verme s'était retiré du territoire bolonais, où il avait auparavant conduit une autre armée; et Jean Hawkwood, général des Florentins, avait profité de leur éloignement pour pénétrer jusqu'à Parme avec dix-huit cents lances [3]. François de Carrare, de son côté, ravagea le Polésine de Rovigo, et il força ainsi le marquis d'Este à renoncer à l'alliance de Jean Galéaz. Le traité de paix de ce seigneur avec les alliés fut signé le 30 octobre : le marquis promit de leur ouvrir le passage au travers de ses états pour attaquer le comte de Vertus, et à ce prix il recouvra tout ce que Carrare lui avait enlevé [4].

Vers le temps où le comte de Vertus avait retiré ses troupes de Sienne, la peste s'était manifestée dans cette ville, et elle y avait causé de grands ravages. Les anciens chefs du parti guelfe, les Toloméi et les Malavolti, voyaient avec douleur que leur patrie, accablée par ce fléau, s'engageait encore dans une guerre où tout le danger était de son côté, et où la victoire même serait funeste. Les Florentins faisaient, par la médiation de ces gentilshommes, des propositions de paix avantageuses : mais l'alliance du comte de Vertus avait donné une grande influence dans la république au parti gibelin et à ses chefs, les Salimbéni; et ceux-ci étaient tellement aveuglés par la haine qu'ils portaient aux Guelfes, que, pour leur nuire, ils étaient prêts à sacrifier jusqu'à la liberté et à l'indépendance de leur patrie [5].

A la fin de l'année, André Cavalcabò, conseiller intime de

[1] *Orlando Malavolti Storia di Siena*. P. II, L. IX, p. 170. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 27, p. 222. — [3] *Ibid.* c. 31, p. 225.—[4] *Ibid.* c. 34, p. 228.—*Cherubino Ghirardacci Storia di Bologna*. L. XXVI, p. 447.—[5] *Orlando Malavolti Storia di Siena*. L. IX, p. 170.—*Piero Minerbetti*. 1390, c. 38, p. 232. — *Scipione Ammirato Storia Fiorent*. L. XV, p. 810.

Jean Galéaz, fut appelé à Sienne pour y exercer les fonctions de sénateur [1]. Ce nouveau magistrat demanda à la seigneurie, au nom du comte de Vertus, que la ville de Sienne reconnût sa souveraineté pour le commun avantage du parti gibelin, et pour que Jean Galéaz, chef de ce parti, pût diriger ses attaques contre les ennemis communs avec plus d'activité et d'ensemble. Les Salimbéni présentèrent alors au conseil-général un projet de décret qui portait que le peuple de Sienne suppliait Jean Galéaz d'accepter la ville et son territoire, pour les gouverner selon son bon plaisir, et avec un pouvoir non moins absolu que celui qu'il exerçait sur Milan, Pavie, ou quelqu'une des villes qui lui étaient soumises. La lecture de cette honteuse proposition excita les réclamations les plus vives de la part de tous les amis de la liberté : mais les Gibelins étaient secondés par les troupes que Jean Galéaz avait laissées dans Sienne sous les ordres de Jean Tédesco des Tarlati. Ils attaquèrent les Malavolti et les amis de la liberté; ils en tuèrent vingt qui ne s'étaient point encore mis en défense, ils en arrêtèrent beaucoup d'autres, et parmi ceux-ci ils firent trancher la tête à Nicolo Malavolti et à plusieurs de ceux qui l'avaient secondé [2]. Ils mirent le feu aux maisons de plusieurs républicains, qui périrent au milieu des flammes [3]. Ils désarmèrent tous les citoyens, et firent une liste de quatre cents des plus distingués, auxquels ils donnèrent l'ordre de sortir de la ville avant que la cloche qu'on avait mise en branle eût fini de sonner. Ces citoyens, poursuivis par leurs ennemis et par les troupes mercenaires de Tédesco Tarlati, sortirent en effet de la ville en versant des larmes; leurs femmes et leurs enfants les suivaient, et poussaient des cris de douleur : mais loin que leurs oppresseurs en ressentissent

[1] Le sénateur de Sienne, comme celui de Rome, était un juge suprême ou podestat. — [2] *Orlando Malavolti Storia di Siena.* P. II, L. IX, p. 171.—[3] *Piero Minerbetti Stor. Fior.* c. 38, p. 232.

quelque pitié, ils firent fermer la porte après eux, et les déclarèrent bannis à perpétuité [1].

1391. — Mais lorsque les Salimbéni eurent remporté cette victoire sur leurs adversaires, et que, pour asservir Sienne, ils l'eurent privée de ses citoyens les plus recommandables, un reste de honte ou un remords tardif les arrêta dans l'accomplissement de leurs criminels projets. Le décret pour soumettre Sienne à Jean Galéaz passa bien au conseil-général le 15 mars 1391, néanmoins ils surent faire naître des obstacles pour en retarder l'exécution : ils les multiplièrent avec adresse jusqu'à la conclusion de la paix ; et ce ne fut que dans la guerre suivante, huit ans plus tard, que Sienne fut enfin remise en toute souveraineté à Jean Galéaz [2]. Dès longtemps il était maître des forteresses du territoire ; il avait des troupes dans la ville ; il disposait des soldats et des revenus de l'état ; et les émigrés guelfes de Sienne, ne reconnaissant plus leur patrie asservie, cherchèrent un refuge à Florence, et ouvrirent aux Florentins les châteaux dont ils étaient encore maîtres [3].

Les deux tiers des frais de la guerre contre Jean Galéaz devaient être supportés par les Florentins, et l'autre tiers seulement par les Bolonais : cependant les derniers, moins riches et moins persévérants, étaient déjà découragés par l'énormité des dépenses qu'ils avaient faites dans la première campagne [4] ; et la seigneurie de Florence eut quelque peine à les engager à redoubler d'efforts pour amener la guerre à une issue honorable. Elle-même avait fait les plus grands préparatifs ; et sans se laisser décourager par le peu de succès de l'expédition du duc de Bavière, elle résolut de faire attaquer Jean Galéaz par celle de ses frontières qui était le plus éloignée de la Toscane.

[1] *Piero Minerbetti Stor. Fior.* c. 41, p. 235.— [2] Le 6 novembre 1399. *Malavolti.* P. II, L. IX, p. 185.— [3] *Malavolti.* L. IX. p. 171.— [4] *Leonardo Aretino Storia Fiorent.* L. X. — *Poggio Bracciolini. Hist. Flor.* L. III, p. 261.

Le comte Jean III d'Armagnac jouissait alors en France d'une grande considération ; sa sœur Béatrix avait épousé Charles Visconti, fils de Bernabos ; et ce dernier, qui cherchait tous les moyens de venger la mort de son père et de recouvrer son héritage, avait sollicité le comte d'Armagnac de lever une armée en France pour attaquer Jean Galéaz. Deux ambassadeurs florentins, Rinaldo Gian - Figliazzi et Giovanni de Ricci, portèrent cinquante mille florins en présent au comte, avec la promesse de lui payer la solde de quinze mille chevaux, qu'il s'engageait à conduire en Lombardie. En vain Jean Galéaz, pour détourner cet orage, envoya des présents considérables au comte d'Armagnac; ils furent tous refusés, et ce seigneur continua son armement qui ne fut achevé qu'au mois de juillet[1].

Jean Hawkwood cependant avait conduit par le Ferrarais l'armée florentine à Padoue : à quatorze cents lances qu'il commandait, il en avait joint six cents de Bologne et deux cents de Padoue ; en tout il comptait sous ses drapeaux six mille six cents cuirassiers, avec douze cents arbalétriers et un gros corps d'infanterie : avec cette armée il se mit en marche, le 15 mai, vers Milan[2]; il traversa les territoires de Vicence et de Vérone, et il entra sur celui de Brescia. Derrière lui il avait laissé le Mincio et l'Oglio ; l'Adda seul le séparait de Milan, dont il n'était plus qu'à quinze milles. Trois ambassadeurs florentins, qui suivaient l'armée, firent célébrer, le 24 juin, sur les bords de ce fleuve et en présence des ennemis, des jeux et des courses pour la fête de saint Jean, protecteur de Florence[3].

Sur ces entrefaites, le comte d'Armagnac entra en Lombardie au commencement de juillet, après avoir résisté aux

[1] *Piero Minerbetti.* 1390, c. 46, p. 238.—*Scipione Ammirato.* L. XV, p. 816.—[2] *Piero Minerbetti.* 1391, c. 8, p. 247.— *Poggio Bracciolini Hist. Flor.* L. III, p. 260.—[3] *Leonard. Aretin. Hist.* L. X.

sollicitations de Clément VII et des ducs de Bourgogne et de Berry, qui favorisaient Jean Galéaz. Les ambassadeurs florentins qui suivaient le comte avaient ordre de le conduire sur la rive droite du Pô jusqu'au-dessous de Pavie, de lui faire traverser le Pô seulement après son confluent avec le Tésin, et de rejoindre ainsi, en évitant tout combat jusqu'après cette réunion, l'armée de Hawkwood qui l'attendait dans l'état de Brescia.

Jean Galéaz avait opposé au comte d'Armagnac Jacques del Verme avec deux mille lances et quatre mille fantassins. Cette troupe cependant se tenait enfermée dans Alexandrie, et sans la présomption du comte d'Armagnac, le plan de campagne tracé par les dix de la guerre de Florence aurait eu probablement un heureux succès[1]. Mais ce seigneur, qui à l'âge de vingt-huit ans avait déjà remporté plusieurs grandes victoires, méprisait souverainement les troupes italiennes qui lui étaient opposées. Quand il vit que Jacques del Verme s'enfermait dans Alexandrie, il proposa à ses chevaliers de venir avec lui rompre leurs lances contre les portes de cette ville; et pour que leur nombre ne fournît point d'excuse à la lâcheté des troupes de Visconti, il ne prit avec lui que l'élite de sa cavalerie, et il s'avança ainsi, le 25 juillet, jusqu'au pied des murs. Sur sa route, il repoussa deux corps de cavalerie qui vinrent l'attaquer l'un après l'autre ; mais lorsque del Verme se fut assuré que derrière la troupe qu'il voyait il n'y en avait point d'autre en embuscade, et que le gros de l'armée était éloigné de plus de quatre milles, il fit sortir par une autre porte trois cents lances auxquelles il donna l'ordre de tourner l'ennemi et de le prendre par derrière, tandis qu'avec tout le reste de sa cavalerie il vint l'attaquer de front.

Il était près de midi, et la chaleur était excessive : les Fran-

[1] *Piero Minerbetti Istor. Fior.* c. 18, p. 260.

çais, qui avaient combattu dans deux escarmouches, étaient accablés de fatigue ; leurs chevaux paraissaient plus abattus encore. Le comte d'Armagnac, lorsqu'il vit Jacques del Verme sortir de la ville, fit mettre pied à terre à ses chevaliers, et il en forma une phalange serrée qu'il fit avancer la lance basse contre la cavalerie italienne. Le général de celle-ci évita le premier choc de cette phalange ; et caracolant autour d'elle, il l'attira à sa suite, et l'éloigna du lieu où les Français avaient laissé leurs chevaux. Le poids d'une armure qui n'était point faite pour le combat à pied, l'ardeur du soleil, la poussière, accablaient les chevaliers du comte, qui poursuivaient leur ennemi sans pouvoir l'atteindre et le combattre. Tout à coup ils se virent tournés par les trois cents lances qui étaient sorties d'Alexandrie par une autre porte ; et tous leurs chevaux, dont ils s'étaient imprudemment séparés, leur furent enlevés. Cette gendarmerie les chargea ensuite à dos, tandis que Jacques del Verme les attaquait de front. Les chevaliers français, dont la valeur était éprouvée, soutinrent pendant deux heures un combat obstiné contre les ennemis qui les entouraient de toutes parts. Mais la plupart de ces guerriers, déjà vaincus par leur propre imprudence, par la soif, la fatigue et l'ardeur du soleil, furent taillés en pièces ; tout le reste fut fait prisonnier. Le comte d'Armagnac fut conduit blessé à Alexandrie, et il y mourut peu de temps après : on accusa Jean Galéaz de l'avoir fait empoisonner.

Le camp français, qui était resté à quelque distance, fut attaqué au même instant par Jacques del Verme. Les soldats, privés de leur général et de leurs meilleurs officiers, s'abandonnèrent à une terreur panique ; les paysans s'armaient contre eux de toutes parts et gardaient tous les passages ; les fuyards qui tombaient entre leurs mains étaient massacrés sans pitié. Tout le reste de l'armée mit bas les armes. Les soldats furent dépouillés et renvoyés en France, en mendiant leur pain sur

leur route ; les officiers furent gardés prisonniers, ainsi que les deux ambassadeurs florentins. Jean Galéaz ne relâcha ceux-ci que longtemps après, et pour une forte rançon [1].

Jean Hawkwood, qui s'était avancé jusque dans la Ghiara d'Adda, se trouvait, après la défaite du comte d'Armagnac, dans un danger imminent : deux grands fleuves derrière lui coupaient sa retraite, et Jacques del Verme s'avançait avec ses troupes victorieuses pour le combattre. Hawkwood, dès la première nouvelle de la défaite des Français, porta son camp en arrière jusqu'au bourg de Paterno, dans le Crémonais ; mais là il fut atteint par les ennemis, qui placèrent leur quartier-général à un mille et demi du sien, de l'autre côté d'un petit ruisseau.

L'armée florentine devait, dans sa retraite, traverser plusieurs grandes rivières en présence des ennemis. Hawkwood comprit qu'il ne pourrait assurer son passage qu'autant qu'il aurait auparavant obtenu quelque avantage sur l'armée qui le poursuivait. Il s'enferma dans son camp, avec toutes les apparences de la crainte ; il laissa approcher jusque sous ses retranchements les gendarmes de Jacques del Verme, qui venaient l'insulter : pendant quatre jours il tint la même conduite, et augmenta ainsi l'audace des ennemis. Le cinquième, au moment où les troupes de Visconti s'étaient avancées en plus grand nombre et paraissaient vouloir forcer ses lignes, il tomba tout à coup sur elles avec tant d'impétuosité qu'il les mit en déroute, et leur prit plus de douze cents chevaux [2].

Dès que Hawkwood eut obtenu cet avantage, il se remit en

[1] *Piero Minerbetti.* 1391, c. 18, p. 260. — *Leonardi Aret. Stor. Fior.* L. X. — *Poggio Bracciolini Histor. Flor.* L. III, p. 262. — *Annales Bonincontrii Miniatensis.* T. XXI, p. 57. — *Sozomeni Pistoriensis. Historia.* T. XVI, p. 1146. — *Memorie Storiche di Ser Naddo. Del. Erud.* T. XVIII, p. 125. — *Bernard. Corio Storie Milanesi.* P. III, p. 271. — *Scipione Ammirato.* L. XV, p. 819. — [2] *Leonardo Aretino.* L. X. — *Annales Bonincontrii Miniatensis,* p. 58. — *Scipione Ammirato.* L. XV, p. 818.

route, et passa l'Oglio sans empêchement : ses ennemis, qui le suivaient avec plus de précaution, n'osèrent pas l'attaquer. Il gagna même une marche sur eux, et passa encore le Mincio sans qu'aucun soldat de Jean Galéaz se présentât sur ses bords : mais il lui restait l'Adige à traverser, et la difficulté était bien plus grande, soit à cause de l'impétuosité de ce fleuve, soit parce que ses ennemis s'étaient déjà fortifiés sur les digues qui le contiennent. Les plaines de la Lombardie sont presque toutes au-dessous du niveau des fleuves qui les traversent ; les eaux sont retenues dans leur lit artificiel par des digues qui les soutiennent assez haut pour qu'elles puissent se verser dans la mer. Mai s lorsque ces digues sont rompues, les fleuves inondent la campagne, eq y forment des lacs et des marais qu'on ne peut dessécher ensuite que par un immense travail. La plaine où Hawkwood s'était engagé entre le Pô au midi, l'Adige au nord, et le Polésine de Rovigo au levant, fut tout à coup inondée par Jacques del Verme, qui avait rompu la digue de l'Adige. Ce fleuve, abandonnant son lit, se précipitait dans la vallée Véronaise ; car c'est ainsi qu'on appelle cette plaine basse qu'entourent les digues plus élevées des fleuves. Un lac se formait autour du camp florentin ; il s'élevait chaque heure davantage, et l'on ne découvrait plus que des eaux à perte de vue : ces eaux s'avançaient, et menaçaient de couvrir bientôt le terrain même qu'occupait l'armée. Les vivres commençaient à manquer ; et Jacques del Verme, ayant enfin réuni toutes ses troupes, fermait la seule issue qui parût rester aux Florentins. Il était si persuadé que Hawkwood n'avait d'autre ressource que de poser les armes, qu'il fit demander à Jean Galéaz dans quel état il voulait que ses ennemis lui fussent livrés [1]. Il envoya par un trompette, à Jean Hawkwood, un renard dans une cage. l'Anglais, en recevant ce présent sym-

[1] *Piero Minerbetti*, c. 16, p. 257.

bolique, chargea le messager de dire au général milanais que son renard ne paraissait point triste, et que sans doute il savait par quelle porte il sortirait de sa cage[1].

Aucun autre général que Hawkwood n'aurait connu ou osé tenter cette sortie : mais ce vieux guerrier, qui joignait une grande prudence à un grand courage, avait inspiré une telle confiance à ses soldats, que ceux-ci n'hésitaient jamais à le suivre, par quelque chemin qu'il les conduisît. Hawkwood laissa ses tentes dressées et ses drapeaux plantés sur le tertre où il avait tracé son camp ; et, avant le point du jour, il entra hardiment dans la plaine inondée, s'avançant, à la tête de son armée, du côté des digues de l'Adige, sept ou huit milles plus bas que Lignago. Il marcha ainsi tout le jour et une partie de la nuit suivante, ses chevaux ayant de l'eau jusqu'au ventre. Sa marche était ralentie par le limon, dans lequel ses soldats s'enfonçaient souvent, et par les canaux, dont il ne pouvait plus distinguer les bords sous les eaux qui les couvraient. Il traversa ainsi toute la vallée Véronaise, et parvint vis-à-vis de Castel-Baldo, sur la digue de l'Adige, dont le lit était demeuré à sec. Dans ce château, qui appartenait au seigneur de Padoue, il rétablit ses troupes de leurs fatigues et de leurs souffrances. Les chevaux les plus faibles et une partie de l'infanterie avaient péri dans une marche si fatigante et si dangereuse, mais l'armée de la ligue était sauvée, et Jacques del Verme n'eut garde de s'engager au travers des eaux pour la poursuivre[2].

Les Florentins n'avaient pas osé espérer que leur général sortît du piége où il s'était laissé engager, et ils croyaient avoir perdu coup sur coup les deux plus belles armées que la république eût encore mises sur pied. Ils ne s'abandonnèrent

[1] *Poggio Bracciolini, Hist. Florent.* L. III, p. 264. — [2] *Piero Minerbetti.* 1391, c. 16, p. 257. — *Leonardo Aretino.* L. X. — *Poggio Bracciolini, Hist. Flor.* L. III, p. 264. — *Chronicon Estense.* T. XV, p. 523.

point cependant au découragement; ils rappelèrent une troisième armée, qui, sous les ordres de Louis de Capoue, fils du comte d'Altavilla, ravageait alors le territoire de Sienne, et qui avait détruit presque toutes les récoltes de cette province. Louis de Capoue revint à Florence avec quatre mille chevaux[1]. Bientôt après, Hawkwood s'y rendit aussi, après avoir laissé à Padoue douze cents chevaux pour protéger François de Carrare.

Jacques del Verme, voyant que Hawkwood lui avait échappé, essaya du moins de pénétrer en Toscane avant lui. Il traversa le Pô et le territoire de Plaisance; il passa les Apennins, descendit la Magra, et entra par Sarzane sur le territoire florentin. Il parcourut le Lucquois, le Pisan et le Volterran, et s'avança jusqu'à Sienne; mais Jean Hawkwood, auquel Jean de Barbiano, général des Bolonais, était venu se joindre, suivait de près Jacques del Verme, pour arrêter ses ravages. Pendant les mois de septembre et d'octobre, les deux armées s'observèrent et se menacèrent sans livrer de bataille. Jacques del Verme, revenant sur ses pas, traversa tout le val d'Elsa; il passa l'Arno, parcourut une partie du Pistoiais; mais Hawkwood était toujours sur ses traces, et empêchait ses soldats de s'écarter pour ruiner le pays. Le général milanais, parvenu à Montécarlo, dans le val de Niévole, craignit à son tour d'être enfermé par les forces supérieures des Toscans; il abandonna son camp au milieu de la nuit, et s'enfuit au travers des Apennins, après avoir perdu une partie de son infanterie[2].

Les puissances belligérantes commençaient alors à se trouver également fatiguées de la guerre; ni l'une ni l'autre n'en avait recueilli les avantages qu'elle en attendait: plusieurs

[1] *Piero Minerbetti*, c. 5, p. 245; et c. 12, p. 252.—*Scipione Ammirato*. L. XV, p. 823. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 24 et 25, p. 268. — *Annali Sanesi anonimi*. T. XIX, p. 396. — *Scipione Ammirato*, L. XV, p. 825.

puissances amies avaient offert leur médiation; et Antoniotto Adorno, qui cette année même avait reconquis par les armes le trône ducal, engagea le seigneur de Milan et les Florentins à envoyer leurs ambassadeurs à Gênes. Ceux de Bologne et de François de Carrare y arrivèrent aussi avec de pleins pouvoirs; et Richard Caraccioli, grand-maître de Rhodes, fut chargé par le pape de présider leur congrès.

Les bases d'un traité de pacification furent arrêtées par ces ambassadeurs; mais ils convinrent ensuite de prendre pour arbitres le doge de Gênes et le grand-maître de Rhodes, afin de décider les points qui restaient encore en litige. 1392. — Adorno était gibelin, et par conséquent partial pour Jean Galéaz; tandis que le peuple de Gênes était favorable aux Florentins[1]. Les arbitres, après d'assez longues discussions, dictèrent enfin les conditions de la paix, le 28 janvier, sous la forme d'une sentence arbitrale. Ils conservèrent à François Novello de Carrare Padoue avec son territoire, à l'exception de Bassano et de deux autres châteaux; mais ils lui imposèrent un tribut de dix mille florins, que lui et ses successeurs devraient payer pendant cinquante ans au seigneur de Milan. Les Bolonais et le marquis d'Este furent compris dans la pacification avec le seigneur de Padoue, comme alliés des Florentins; le seigneur de Mantoue, les Siennais et les Pérousins, comme alliés de Jean Galéaz. Enfin les arbitres interdirent aux Florentins de prendre aucune part aux affaires de Lombardie, et à Jean Galéaz de se mêler des affaires de Toscane, excepté pour protéger ces alliés reconnus de part et d'autre[2].

Mais comme la partialité d'Antonio Adorno, l'un des arbitres, s'était manifestée de plusieurs manières, la seigneurie de Florence, avant de connaître la sentence qu'il prononcerait,

[1] *Piero Minerbetti*, c. 39, p. 382. — [2] *Leonard. Aretino*. L. X in fine. — *Poggio Bracciolini*. L. III, p. 269. — *Chronicon Estense*. T. XV, p. 525. — *Scipione Ammirato*. L. XV, p. 829.

résolut de ne point s'y soumettre. A cette nouvelle, plusieurs ambassadeurs se retirèrent du congrès; et les arbitres ne prononcèrent point sur quelques articles qui étaient encore contestés, tels que la mise en liberté du vieux François de Carrare que Jean Galéaz retenait toujours prisonnier, la possession du château de Lucignano, et d'autres objets moins importants. Cependant, lorsque la sentence des arbitres fut connue à Florence, la seigneurie consentit à l'accepter telle qu'elle était, pour mettre un terme aux calamités de la guerre, et elle la fit publier le 18 février 1392. Au congrès de Gênes, un des arbitres avait demandé que chaque partie donnât des garants pour l'observation de la paix; Guido Néri, l'un des ambassadeurs florentins, répondit: « Notre garant sera l'épée; « car Jean Galéaz a fait l'expérience de nos forces, et nous « avons éprouvé les siennes [1].

La garantie que les républicains florentins trouvaient dans leur propre courage ne pouvait suffire à François de Carrare. Ce prince, éloigné de ses alliés, et trop faible pour se défendre seul, avait plus à craindre de Jean Galéaz pendant la paix que pendant la guerre. L'amitié des Vénitiens pouvait seule lui servir de sauvegarde; aussi n'épargna-t-il rien pour se la concilier. Après plusieurs autres démarches, il se rendit enfin lui-même à Venise, le 5 mars 1393; il obtint du doge Antonio Vénièri une audience publique; il demanda que la république voulût bien oublier ou pardonner les torts qu'avait eus son père : il promit que désormais il se conduirait envers la seigneurie comme un fils obéissant et respectueux; et il demanda la protection de Venise pour lui-même et toute sa famille. Après cette réconciliation solennelle, il retourna dans sa capitale, comblé d'honneurs par les Vénitiens [2]. D'autre part il négociait avec Jean Galéaz pour obtenir, par

[1] *Leonard. Aretin.* L. X. — *Annales Bonincontrii Miniatensis,* p. 62. — *Scipione Ammirato.* L. XV, p. 830. — [2] *Andrea Gataro,* p. 811.

une rançon considérable, la liberté de son père. Mais avant qu'ils fussent demeurés d'accord, le vieux Carrare mourut dans sa prison, le 6 octobre 1393. Le comte de Vertus renvoya le corps de ce malheureux prince à Padoue, où son fils lui fit de magnifiques obsèques [1].

Le traité de Gênes, en rendant la paix à la république florentine et à la Toscane, n'assura pas leur tranquillité. Jean Galéaz s'efforçait d'achever par ses intrigues une conquête qu'il n'avait pu faire à force ouverte. De même que les Florentins, il avait licencié la plus grande partie de ses troupes : mais les soldats congédiés de part et d'autre se réunirent en compagnies d'aventuriers, sur lesquelles Visconti conservait une secrète influence. Il les poussa à plusieurs reprises en Toscane; et autant de fois les Florentins, par une bonne contenance, les écartèrent de leurs frontières [2].

Vers ce temps-là François de Gonzague, seigneur de Mantoue, passa par Bologne et Florence, se rendant à Rome, sous prétexte d'un pèlerinage. Dans ce voyage il ne s'occupait qu'à former une ligue puissante, pour mettre un obstacle désormais aux projets d'envahissement de Jean Galéaz. Il avait entretenu jusqu'alors avec ce prince les liaisons les plus intimes, mais une haine implacable et un ardent désir de vengeance avaient succédé à leur ancienne amitié. Gonzague avait eu pour femme une fille de Bernabos Visconti, cousine en même temps et belle-sœur de Jean Galéaz. Ce dernier craignait cependant qu'au lieu de respecter ce double lien, elle ne songeât à venger son père Bernabos, qu'il avait empoisonné, et son frère Charles Visconti, qu'il avait dépouillé de son héritage. Il résolut donc de la perdre dans l'esprit de son mari, croyant ainsi s'assurer mieux de l'attachement de Gonzague. L'ambassadeur de Visconti avertit le seigneur de Man-

[1] *Andrea Gataro*, p. 814.—[2] *Piero Minerbetti*. 1391, c. 47, p. 290; 1392, c. 1, p. 293; c. 9, p. 299.

toue que sa femme le trahissait, et il assura que ce prince en trouverait la preuve dans une correspondance criminelle qu'il pourrait saisir dans son appartement. Lui-même il avait, en effet, caché dans le lieu qu'il indiquait des lettres supposées. Elles y furent surprises : le secrétaire de la princesse, mis à la torture, avoua tout ce qu'on voulut ; et Gonzague, dans un accès de fureur, fit couper la tête à sa femme, dont il avait déjà eu quatre enfants, et fit pendre son secrétaire [1]. Mais cette intrigue infernale fut enfin découverte, et Gonzague, tourmenté par ses remords, ne respira plus que vengeance contre celui qui avait conduit son épouse sur l'échafaud. Jean Galéaz, ne pouvant plus le retenir dans son alliance, se hâta de l'accuser le premier. Il porta plainte à toutes les cours du supplice infligé à la princesse de Mantoue, sa cousine et sa belle-sœur [2].

Gonzague cependant, à son retour de Rome, assembla un congrès à Mantoue, pour traiter d'une alliance avec les Guelfes ; et, le 8 septembre 1392, une ligue fut signée entre les républiques de Florence et de Bologne et les seigneurs de Padoue, Ferrare, Mantoue, Ravenne, Faenza et Imola. Les confédérés s'engageaient à maintenir de tout leur pouvoir l'équilibre et la paix de l'Italie, et à se défendre mutuellement si l'un d'eux était attaqué [3].

Mais dans le même temps Jean Galéaz entraînait dans son parti la république de Pise, et cette alliance était également avantageuse pour lui et dangereuse pour les Florentins. Cette république avait été gouvernée par Pierre Gambacorti, depuis qu'en 1366 cet exilé était rentré dans sa patrie avec l'assistance des Florentins. Chaque année il avait été confirmé dans

[1] *Piero Minerbetti*, 1390, c. 49, p. 240. — *Sozomeni Pistoriensis Historia*. T. XVI, p. 1145. — *Scipione Ammirato*. L. XV, p. 813. — [2] *Platina*, *Histor. Mantuana*. T. XX, L. III, p. 756. — [3] *Piero Minerbetti*, 1392, c. 2, p. 293. — *Poggio Bracciolini*. L. III, p. 270. — *Sozomeni Pistoriensis Histor*. T. XVI, p. 1150. — *Scipione Ammirato*. L. XVI p. 834.

l'emploi de capitaine-général ; et quoiqu'il eût conservé lui-même beaucoup de modération et de modestie, toutes les places importantes avaient été accordées à sa famille, et ses neveux faisaient souvent sentir au peuple, par leur faste et leur insolence, qu'il était sur le point de perdre sa liberté. Le désintéressement de Pierre Gambacorti, son affabilité et ses mœurs républicaines arrêtaient néanmoins encore les progrès du mécontentement. Il était attaché aux Florentins par la reconnaissance et par une affection héréditaire ; il était aussi allié de Jean Galéaz : et, tandis qu'il s'était efforcé d'être médiateur entre eux, il avait maintenu sa patrie dans une paix constante. Les Pisans, malgré leur ancienne haine pour les Florentins, sentaient le prix de la prospérité dont ils jouissaient ; et Pierre aurait sans doute conservé jusqu'à la fin de sa vie son crédit sur ses concitoyens, s'il n'avait pas eu le malheur d'accorder sa confiance à un traître.

Gambacorti avait nommé chancelier perpétuel de la république Jacob d'Appiano, dont il avait fait son conseiller intime. Le père de ce dernier était né dans une condition obscure, sur le territoire de Florence. Il s'était attaché aux Gambacorti ; et lorsque Charles IV avait sévi avec tant de rigueur contre cette famille, il avait eu la tête tranchée en 1348 avec ses protecteurs. Pierre Gambacorti, par reconnaissance, avait appelé auprès de lui Jacob d'Appiano, qui était de son âge, et auquel il se fiait uniquement [1].

Appiano, avec beaucoup de talents et d'adresse, avait attiré à lui les principales affaires : il s'était fait beaucoup de créatures, et son crédit était désormais indépendant de celui de son protecteur [2]. Il s'était déclaré partisan zélé de Jean Galéaz ; il avait envoyé son fils au service du seigneur de Milan, et ce fils ayant été fait prisonnier par les Florentins

[1] *Scipione Ammirato*. L. XV, p. 794 ; et L. XVI, p. 835. — [2] *Bernardo Marangoni*. *Cron. di Pisa*, p. 810.

lorsque Jacques del Verme s'enfuit de Montécarlo, Visconti, pour obtenir sa liberté, l'avait échangé contre un des ambassadeurs florentins pris avec le comte d'Armagnac. Cette faveur singulière de Jean Galéaz avait donné lieu de croire que le dévouement d'Appiano était lié à un plan plus étendu. Les Florentins, qui voyaient cet homme rassembler des satellites et profiter de la haine des Pisans contre Florence pour fortifier son parti, avertirent à plusieurs reprises Pierre Gambacorti de se tenir en garde contre lui [1]. Mais Pierre, incapable lui-même d'une trahison, ne pouvait la soupçonner dans un autre : surtout il ne pouvait pas croire qu'un vieillard de soixante et dix ans, élevé dans sa famille dès sa première enfance, qui lui devait toute sa grandeur, qui avait tenu un de ses fils sur les fonts du baptême [2], voulût, à la fin de sa vie, trahir son vieux bienfaiteur.

Jacob d'Appiano était ennemi déclaré de Jean de Lanfranchi, et il assurait que s'il avait rassemblé quelques soldats c'était pour se défendre contre ce gentilhomme [3]. Pierre Gambacorti voulut réconcilier ces deux citoyens : il appela chez lui Lanfranchi, et comme celui-ci sortait de sa maison, le 21 octobre, il fut attaqué par les satellites de Jacob d'Appiano, et tué dans la rue avec son fils qui avait voulu le défendre [4]. Les assassins se réfugièrent dans la maison d'Appiano; Pierre les fit redemander, et Appiano les refusa. La ville cependant était en tumulte, les citoyens prenaient les armes, et les Bergolini, anciens partisans de la maison de Gambacorti, venaient offrir leur aide à Pierre. Celui-ci répondit que l'affaire devait être terminée par les voies ordinaires de la justice, sans causer d'émeute dans la ville, et il se contenta de faire armer la garde, dont l envoya une partie occuper le pont Vieux, sous la conduite

[1] *Poggio Bracciolini.* L. III, p. 270. — [2] *Memorie storiche di Ser Naddo da Montecatini. Del. Erud.* T. XVIII, p. 133. — [3] *Marangoni, Cronica di Pisa,* p. 811. — [4] *Piero Minerbetti,* 1392, c. 18, p. 305.

de son fils. Jacob d'Appiano n'avait point la même modération ; il avait appelé de Lucques des fantassins, ou *masnadieri*, qu'il y avait fait rassembler ; en même temps il s'entourait de tous les Raspanti et de tous les Gibelins forcenés. Lorsqu'il se sentit assez fort, il envoya son fils attaquer le pont Vieux. Lorenzo, fils de Pierre, fut blessé en le défendant. Il se retira alors avec sa troupe devant la maison de Gambacorti. Jacob d'Appiano arriva bientôt sur la même place pour l'attaquer. Le combat aurait été long, et l'issue en était douteuse ; mais Pierre, voyant de la fenêtre son vieux ami qui s'avançait, défendit de tirer sur lui. Dès la première invitation de Jacob, il descendit pour traiter, et consentit à s'éloigner de la foule, seul avec lui. Appiano, l'appelant son compère, lui tendit la main : c'était le signal convenu avec les assassins, qui l'entourèrent aussitôt, et le massacrèrent comme il montait à cheval. Ses amis se dispersèrent à l'instant, sa maison fut pillée, et Jacob d'Appiano marcha vers la place des Anziani, où un autre fils de Gambacorti était demeuré à la tête du reste de la garde. Après une courte résistance, Appiano mit ses soldats en fuite, et le fit lui-même prisonnier. Les fils de Pierre, tous deux blessés, moururent empoisonnés dans leur prison avant le septième jour[1].

Des fantassins à la solde de Jacob d'Appiano arrivaient en grand nombre dans la ville, ainsi que des campagnards et des bandits ; on leur abandonna le pillage des maisons des principaux Bergolini et des plus riches marchands florentins. Appiano, profitant de la terreur qu'il inspirait au peuple, se fit nommer capitaine et défenseur de Pise, le 25 octobre. Deux jours après, il se fit armer chevalier, et dès lors il commença à gouverner sa patrie comme un maître, et non plus

[1] *Piero Minerbetti*, 1392, c. 20, p. 308. — *Chronicon Estense*. T. XV, p. 528. — *Sozomeni Pistoriensis Historia*. T. XVI, p. 1152. — *Memorie storiche di Ser Naddo*, p. 132. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 836. — *Paolo Tronci Annali Pisani*, p. 472.

comme le premier des citoyens. Jean Galéaz, qui par ses insinuations et ses promesses avait été le premier auteur du complot de Jacob d'Appiano, en retira aussi les principaux fruits. Il se hâta d'envoyer des troupes à Pise, sous prétexte de secourir sa créature, et le nouveau tyran n'osa plus désormais se conduire que par les volontés du seigneur de Milan [1].

1393. — Au commencement de l'année suivante, les Florentins essayèrent d'apaiser des révolutions non moins dangereuses qui éclataient à Pérouse. Dans cette république, qui avait dû toute sa grandeur au parti guelfe, la guerre générale contre le pape, en 1377, avait rendu quelque crédit aux Gibelins et à l'ancienne noblesse. La famille Baglioni, la plus illustre de ce parti, en avait profité pour s'emparer du gouvernement. Les Guelfes de l'ancienne bourgeoisie, après plusieurs tentatives pour recouvrer leur précédente influence, avaient été exilés. Pandolfe Baglioni s'était mis, en 1390, sous la protection de Jean Galéaz, avec la ville de Pérouse; les émigrés de cette ville s'étaient attachés aux Florentins. Les deux partis avaient continué à se combattre après la paix de Gênes, et le territoire de Pérouse était dévasté par une guerre civile. Les Florentins, qui redoutaient de voir allumer dans cette province un nouvel incendie, engagèrent les Pérousins à se soumettre à l'autorité du pape, et, d'autre part, ils déterminèrent Boniface IX à fixer sa résidence à Pérouse. Par sa médiation, un traité de pacification fut signé entre les deux partis le 7 mai 1393 [2]. Mais des ennemis acharnés, qui se croyaient obligés à venger leurs propres offenses et celles qu'avaient reçues leurs ancêtres, ne purent pas vivre longtemps en paix dans l'enceinte des mêmes murs. Au mois de

[1] *Leonard. Aretin.* L. XI. — [2] *Piero Minerbetti,* 1393, c. 3, p. 314. — *Pompeo Pellini, Storia di Perugia.* P. II, L. X, p. 35. — *Raynaldus, Annal. eccles.* 1392, § 6, T. XVII, p. 72. — *Scipione Ammirato.* L. XVI, p, 834.

juillet, un des émigrés rentrés fut assassiné dans les rues, et Pandolfe Baglioni, le chef de la noblesse, prit la défense des assassins contre le podestat qui voulait les punir. Les autres émigrés se concertèrent pour se venger. Le 30 juillet, ils assaillirent Pandolfe, comme il revenait du palais de justice avec une vingtaine de ses compagnons : ils le tuèrent ainsi que tous les siens, et, poursuivant tous ceux de la même famille et du même parti, ils tuèrent encore cinq Baglioni, plus de quatre-vingts gentilshommes ou citoyens gibelins, et plus de cent plébéiens qui, sous le nom de *Beccarini*, s'étaient dévoués à la noblesse. Après cette boucherie, plus de trois cents Gibelins furent encore envoyés en exil. Le pape, témoin de ce massacre qu'il ne pouvait arrêter, s'enfuit la nuit même à Assise [1]. La ville de Pérouse retourna de cette manière au parti guelfe et à l'alliance des Florentins; mais elle y retourna affaiblie, menacée de nouveaux troubles, et incapable de donner du secours à ses alliés.

Florence elle-même ne fut pas exempte de troubles intérieurs. Au commencement d'octobre, on dénonça aux prieurs un complot du parti populaire contre l'aristocratie régnante. Les plébéiens, voyant qu'on allait sévir de nouveau contre eux, se portèrent en foule devant la maison de Viéri et Michel de Médici, chefs de cette famille depuis la mort de Salvestro; ils les supplièrent de prendre le gonfalon du peuple et de les protéger contre leurs oppresseurs. Les Médici firent au contraire usage de tout leur crédit pour calmer la populace; et les Albizzi, qui dominaient alors, prirent occasion de ce mouvement pour exclure du gouvernement toute la famille des Alberti, qu'ils haïssaient, et pour envoyer en exil deux de ses principaux chefs [2]. Ainsi l'aristocratie des Albizzi s'affermit toujours plus, mais aucune faction n'avait été distinguée par plus de talents

[1] *Piero Minerbetti*, c. 17, p. 322.—*Vita Bracchii Perusini a J. Ant. Campano*. T. XIX, *Rer. It.* L. I, p. 444. — *Pompeo Pellini, Storia di Perugia*. L. X, P. II, p. 47. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 21-24, p. 325. — *Poggio Bracciolini*. L. III, p. 271. — *Sozomeni Hist.* p. 1156. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 840.

et un plus grand caractère. Il ne fallait pas d'autres chefs à la république, au milieu des dangers auxquels l'exposait l'ambition de Jean Galéaz.

Celui-ci n'attaquait point encore les Florentins, mais il ne laissait échapper aucune occasion de leur nuire, et surtout il cherchait à opprimer leur nouvel allié, le seigneur de Mantoue. Il entreprit, en détournant le Mincio, de détruire la capitale de Gonzague, sans violer ouvertement la paix et sans donner aux républiques alliées l'occasion de se déclarer contre lui.

Le Mincio, en sortant du lac de Garde, traverse une partie du Véronais, qui appartenait alors à Jean Galéaz; il entre ensuite dans la plaine, où il remplit deux bassins qu'on nomme les lacs supérieur et inférieur de Mantoue: c'est entre eux que la ville est située. Ces lacs, qui ont chacun près d'un mille de largeur, remplacent les fossés des fortifications ordinaires; ils sont trop profonds pour être traversés à gué; leurs bords sont trop fangeux et trop couverts de roseaux pour que les barques puissent s'y avancer. Mais un ingénieur avait proposé à Jean Galéaz de détourner le Mincio, et de le faire couler dans les plaines de Vérone: de cette manière, il aurait privé Mantoue de tous ses avantages et des fortifications que la nature lui a données. Pendant six mois, Jean Galéaz fit travailler au-dessus de Vallegio à élever une digue d'une force extraordinaire, pour couper le cours du fleuve; en même temps, il fit percer une montagne à sa gauche pour lui ouvrir une issue dans le Véronais. François de Gonzague croyait déjà voir les deux lacs de Mantoue changés en marais pestilentiels, et les fortifications de sa capitale détruites, avec la salubrité de l'air et l'espérance de la population. Il adressa ses plaintes aux Bolonais et aux Florentins, et il les supplia de venir à son aide [1].

[1] *Platina, Hist. Mantuæ.* L. III, p. 759.

Ces deux républiques ne voulaient point abandonner leur allié; mais elles ne croyaient pas non plus avoir un motif suffisant pour recommencer la guerre, parce que chaque partie contractante s'était réservé, par le traité de Gênes, le droit de faire sur son propre territoire les ouvrages et les fortifications qui lui paraîtraient convenables. Les Florentins envoyèrent cependant à Mantoue des commissaires pour examiner la nature des lieux : à leur retour, les prieurs firent appeler les ambassadeurs de Gonzague. « Annoncez à votre maître, leur « dirent-ils, que sans l'aide de ses alliés, et sans tirer l'épée, « il sera délivré de la calamité qu'il redoute : un despote, qui « voit les hommes se plier à sa volonté, s'imagine souvent « pouvoir aussi commander à la nature; mais elle se rit de « ses vains efforts, et signale bientôt son indépendance. » Les ambassadeurs mantouans retournaient tristement dans leur patrie, avec des consolations aussi vagues; mais en route ils apprirent que le Mincio, gonflé par les pluies, avait entraîné toutes les digues de Jean Galéaz, et avait détruit en une nuit l'ouvrage auquel des milliers d'ouvriers avaient travaillé pendant plusieurs mois [1].

D'autres causes de guerre se préparaient en même temps dans l'état de Ferrare. Le marquis Albert d'Este était mort le 31 juillet 1393, après avoir désigné pour son successeur son fils naturel Nicolas III, âgé seulement de dix ans. il l'avait légitimé en épousant sa mère à l'article de la mort [2]. Mais le plus proche parent d'Albert, Azzo d'Este, disputait les droits du fils d'une maîtresse, et réclamait pour lui-même un héritage que son parent n'avait point songé à lui enlever jusqu'au moment où l'approche de la mort avait affaibli ses esprits [3]. Le peuple de Ferrare reconnut cependant Nicolas III : on

[1] *Platina, Hist. Mantuæ.* L. III, p. 760. — *Chronicon Estense.* T. XV, p. 529. — [2] *Chronicon Estense.* T. XV, p. 531. — [3] *Gio. Batt. Pigna, Histor. de' Principi d'Este*, L. V, p. 411.

était accoutumé en Italie à voir les fils naturels succéder à leurs pères. 1394.—Azzo recourut alors à l'assistance de Jean Galéaz : il s'unit étroitement à Jean de Barbiano, capitaine romagnol qui avait acquis une grande réputation militaire ; et, avec son aide, il attaqua l'état de Ferrare. Les Florentins, de leur côté, se déclarèrent pour Nicolas et lui envoyèrent trois cents lances. Ainsi les troupes de Milan recommencèrent à combattre contre les troupes de Florence, sans que la guerre fût déclarée entre les deux états [1].

A l'époque même où ce commencement d'hostilités pouvait rendre un grand capitaine plus précieux à la république florentine, elle perdit celui auquel elle avait dû ses succès dans la guerre précédente. Jean Hawkwood mourut de maladie, le 16 mars 1394, dans une terre qu'il avait achetée près de Florence. La seigneurie le fit ensevelir dans la cathédrale avec de grands honneurs, et son tombeau s'y voit encore, surmonté d'une statue équestre [2].

Tandis que la guerre de Ferrare se poursuivait avec lenteur, les seigneurs de cette ville donnèrent à l'Italie un spectacle atroce et ridicule en même temps. Les conseillers de Nicolas III avaient résolu de se défaire par un assassinat d'Azzo d'Este, son rival. Ils proposèrent ce crime à son ami et son principal appui, le comte Jean de Barbiano, et ils lui offrirent pour récompense les châteaux de Lugo et de Consélice, situés en Romagne, près de celui de Barbiano. Le comte accepta les offres qui lui étaient faites; mais il en avertit en même temps Azzo, son ami. Ensemble ils firent choix d'un de leurs domestiques qui était de la même taille qu'Azzo, et ils le firent attendre dans une salle éloignée. L'ambassadeur de Nicolas III

[1] *Leonard. Aretino*. L. XI. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 846. — [2] *Piero Minerbetti*, 1393, c. 28, p. 331. — *Priorato del Ridolfi. Del. Erudit. Tosc*. T. XVIII, p. 141. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 844. — *Vita di Gio. Acuto. di Dom. Maria Manni Script. Etr*. T. II.

fut introduit à une conférence avec Azzo et le comte, dans le château de Barbiano ; car il avait caché sa mission perfide sous le voile d'une négociation avec tous deux. Ils sortirent ensuite et passèrent dans la chambre où leur domestique les attendait. Azzo changea d'habit avec lui et se retira ; et aussitôt Jean de Barbiano fit massacrer le malheureux domestique qui ne savait point le motif de son déguisement. On eut soin de défigurer son visage par plusieurs coups de poignard. Après quoi Barbiano appela l'ambassadeur du marquis d'Este, et lui montra ce cadavre encore palpitant. « Voilà, lui dit-il, « l'ami qui s'était fié à moi, et que, pour servir votre maître, j'ai « consenti à faire périr. Que votre cour tienne à présent ses « engagements, j'ai rempli les miens. » L'ambassadeur écrivit en effet à Ferrare qu'il avait vu le meurtre accompli sous ses yeux, et les deux châteaux promis pour récompense furent immédiatement livrés au comte de Barbiano. Mais aussitôt qu'il en eut pris possession, il fit reparaître Azzo d'Este, et recommença ses hostilités contre Ferrare [1].

Sur ces entrefaites, Wenceslas envoya des ambassadeurs en Italie, pour en tirer, comme avait fait Charles IV, son père, de l'argent par de vaines promesses de protection. Wenceslas portait alors les titres d'empereur élu et de roi des Romains : mais, plongé dans la débauche et dans l'ivrognerie, il gouvernait à peine, et d'une main mal assurée, son royaume de Bohême, tandis que l'Allemagne retournait à une indépendance absolue. Les seigneurs de Padoue et de Mantoue prêtèrent l'oreille aux propositions de ses ambassadeurs, et ils projetaient déjà de l'attirer en Lombardie pour le faire combattre contre Visconti ; mais les Florentins, mieux instruits du caractère de Wenceslas, et se souvenant de la conduite de son père en Toscane, rejetèrent toutes ses propositions. Ils lui ré-

[1] *Gio. Batt. Pigna, Hist. de' Principi d'Este.* L. V. p. 418. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 562.

pondirent qu'ils étaient en paix avec le seigneur de Milan, et qu'ils espéraient que cette paix ne serait point troublée par les querelles insignifiantes des seigneurs de Ferrare[1].

Wenceslas, voyant que personne ne se souciait de le payer pour détruire la puissance de Jean Galéaz, entra, l'année suivante, en traité avec ce dernier, pour l'élever à de nouvelles dignités. Il lui vendit, pour le prix de cent mille florins, le titre de duc de Milan; et le 1er mai 1395, il érigea en duché et en fief impérial la ville de Milan avec son diocèse[2]. Jean Galéaz célébra par les fêtes les plus magnifiques l'acquisition de cette dignité nouvelle. Il invita les ambassadeurs de tous les états d'Italie à être témoins de l'investiture qu'il reçut le 5 septembre. Les Florentins et tous les peuples de leur ligue y envoyèrent des députés[3]. Les deux fils de la maison de Carrare, Francesco Terzo et Giacomo, y assistèrent en personne; et le nouveau duc, par reconnaissance, délivra le seigneur de Padoue du tribut auquel le traité de Gênes l'avait soumis[4].

Wenceslas, par un nouveau diplôme, réunit, l'année suivante, sous le titre de duché de Milan, tous les états sur lesquels dominait Jean Galéaz, à la réserve de Pavie et de son territoire, qu'il érigea en comté. 1395. — Les villes accordées en fief par l'empereur à la maison Visconti étaient à peu près les mêmes[5] qui avaient formé la ligue lombarde, dont la valeur et les exploits nous ont occupé au commencement de cet ouvrage. Depuis cent trente ans environ, toutes ces villes avaient perdu leur liberté; mais l'autorité de leur seigneur

[1] *Leonard. Aretin.* L. XI.—[2] *Annales Mediolanenses.* T. XVI, c. 157, p. 824.—[3] *Poggio Bracciolini, Histor. Fior.* L. III, p. 272. — *Scipione Ammirato.* L. XVI, p. 849. — [4] *Andrea Gataro, Storia Padovana*, p. 820. — [5] Brescia, Bergame, Verceil, Como, Novare, Alexandrie, Tortone, Bobbio, Plaisance, Reggio, Parme, Crémone, Lodi, Crème, Soncino, Bormio, Borgo San-Donnino, Pontrémoli, Vérone, Vicence, Feltre, Bellune, Bassano, Sarzane et d'autres lieux moins importants. *Annales Mediolanenses*, c. 158, p. 827.

pour déterminer sa sœur à faire sa volonté ; et lorsqu'Angélique eût promis de donner, pour la reconnaissance de son frère, ce qu'elle avait de plus précieux au monde, elle l'avertit aussi qu'elle songerait ensuite à sa propre gloire, et qu'elle ne vivrait pas dans le vice ou le déshonneur.

Deux heures après le coucher du soleil, le frère et la sœur se rendirent à la maison d'Anselme Salimbéni : Charles demanda à parler sans témoins à ce chevalier ; et ayant été introduit auprès de lui avec sa sœur, il lui dit : « C'est à vous, seigneur, que je dois « la vie malheureuse qui me reste ; c'est à vous que ma sœur doit son frère et son hon- « neur. Si la fortune n'avait pas persécuté ma famille avec tant d'acharnement, nous « aurions eu l'un et l'autre quelque moyen de manifester, au moins en partie, notre « reconnaissance. Mais il ne nous reste plus que nos corps et nos âmes ; vous les avez « sauvés, qu'ils vous appartiennent aussi ; nous les remettons à votre générosité et à « votre pitié, pour que vous en usiez comme de choses qui sont à vous. »

Ayant ainsi parlé, il sortit brusquement, et laissa sa sœur seule avec Salimbéni. Celui-ci allait lui adresser la parole : mais, frappé de sa pâleur mortelle, et du désespoir qui paraissait sur son visage, il sortit lui-même à l'instant ; il fit appeler les dames du voisinage, et les pria d'aller tenir compagnie à la noble demoiselle qu'elles trouveraient chez lui. Comme elles entraient et voyaient dans cet appartement Angélique Montanini, leur étonnement était extrême ; la modestie et la réserve de cette jeune personne repoussaient les soupçons qui se seraient élevés sur elle : mais l'inimitié des deux familles rendait inexplicable son apparition dans cette maison. Toutes gardaient le silence, et se perdaient dans leurs conjectures. Anselme, cependant, avait fait assembler ses parents ; et quand il en eut un grand nombre auprès de lui, il fit inviter Angélique et les dames qui étaient avec elle à se joindre à eux. Il pria tous ses amis, les larmes aux yeux, de vouloir bien l'accompagner ; et, sans leur donner aucune explication, il se rendit à la maison de Montanini avec tout ce cortége, qu'un grand nombre de torches précédaient.

« Vous avez voulu me parler sans témoins, dit-il à Charles, et moi je vous demande d'en- « tendre ma réponse en présence de cette honorable compagnie. Il y a longtemps que « j'avais été frappé de la beauté, de la modestie, de toutes les vertus de votre sœur Angéli- « que ; j'avais senti que personne ne méritait plus qu'elle d'être l'objet d'une noble affection. « J'avais toujours néanmoins tenu caché ce sentiment, et personne ne l'avait découvert « avant vous. Le malheur qui vous est arrivé, et le service que je vous ai rendu, vous « ont donné occasion de deviner ma pensée. Ne pouvant supporter l'idée de laisser une « courtoisie sans récompense, vous vous êtes donné avec votre sœur entre mes mains, « et vous avez laissé à ma disposition votre vie, votre honneur, toute votre existence. « J'accepte ce don précieux ; mais il serait indigne de moi de le posséder par un titre « illégitime. Si vous y consentez donc, je prends, en présence de cette honorable assem- « blée, Angélique Montanini pour mon épouse chérie ; j'accepte son frère Charles pour « mon beau-frère, et je désire que, dès ce moment, tous mes biens soient communs « entre eux et moi. » Les noces furent en effet célébrées sur-le-champ, et de la manière la plus somptueuse. La réconciliation des Montanini avec les Salimbéni attira l'attention du gouvernement ; on revit le procès de Charles ; on reconnut l'injustice dont il avait failli être victime ; et, en lui rendant l'amende qui avait été payée, on le rétablit dans tous les droits de cité.—*Annali Sanesi d'un anonimo vivente dal* 1385 *al* 1422. T. XIX, *Rer. It.* p. 397-411.

CHAPITRE V.

Les Génois se donnent au roi de France. — Tentative de Jean Galéaz sur San-Miniato ; la guerre se renouvelle. — Défaite des Milanais à Governolo ; trêve. — Gérard d'Appiano vend Pise à Jean Galéaz. Sienne et Pérouse se donnent aussi à lui.

1396-1399.

L'épuisement causé par la guerre de Chiozza avait ôté aux Génois toute influence sur le reste de l'Italie : dans un espace de quatorze années, depuis que cette guerre s'était terminée, nous n'avons eu que deux fois occasion de parler d'eux, lorsqu'ils tirèrent de captivité le pape Urbain VI assiégé à Nocéra, et lorsqu'ils se firent médiateurs de la paix entre Jean Galéaz et la république florentine. Cependant ces quatorze années avaient été pour eux une période d'agitations et d'orages continuels. Les factions avaient redoublé de violence, et les guerres civiles qu'elles occasionnaient ne laissaient aux Génois aucun crédit sur les pays voisins. Les révolutions devinrent enfin si fréquentes, que les citoyens, ne trouvant plus de garantie dans les lois qu'ils avaient portées, ou de protection de la part des magistrats qu'ils avaient nommés eux-mêmes, se soumirent volontairement à un monarque étranger, pour que son joug pesât autant sur leurs oppresseurs que sur eux-mêmes.

Dans aucune autre république on n'avait compté en même temps un aussi grand nombre de partis qu'on en voyait à Gênes. Aussi, de tous les peuples de l'Italie, les Génois passaient pour les plus inconstants et les plus impatients. Les factions des Guelfes et des Gibelins n'étaient point éteintes, quoiqu'elles fussent depuis longtemps sans objet. De vieilles haines subsistaient encore entre les familles qui s'étaient combattues autrefois, et elles se transmettaient des pères aux enfants comme une partie de l'héritage. De temps en temps ces haines éclataient de nouveau, et chaque combat était presque toujours suivi par une révolution dans l'état. Une autre rivalité séparait les nobles d'avec les citoyens. Les nobles étaient exclus de l'administration : les quatre puissantes familles des Doria, des Spinola, des Grimaldi et des Fieschi, s'étaient retirées dans leurs fiefs, et elles faisaient la guerre à la république, sans être en paix les unes avec les autres. En vain on leur refusait toute part au gouvernement, leurs vassaux et leurs forteresses leur assuraient toujours un rang distingué dans l'état; les montagnes et les fortifications naturelles de toutes les vallées leur facilitaient la défense de leurs fiefs : les nobles bravaient dans leurs châteaux la haine de la multitude et la vengeance de leurs concitoyens irrités; et, en dépit des lois, ils transmettaient de siècle en siècle leur prééminence à leurs descendants.

Parmi les familles de citoyens qui leur avaient succédé dans l'administration de l'état, il y en avait quatre qui s'élevaient au-dessus de la bourgeoisie, comme quatre familles nobles s'étaient élevées auparavant au-dessus de la noblesse; chacune était secondée par un parti auquel elle avait donné son nom. Les chefs de ces quatre familles étaient Antoniotto Adorno, Piétro Frégoso, Antonio de Montalto, et Lodovico Guarco; chacun d'eux prétendait à la dignité de doge de la république, et chacun à son tour obtint cet honneur à l'aide de ses partisans. De l'année 1390 à la fin de l'année 1394, dix révo-

lutions à Gênes changèrent dix fois le premier magistrat de la république ; et l'on vit le trône ducal occupé tour à tour par les chefs des familles nouvelles, ou par des citoyens qui appartenaient à un parti de la bourgeoisie nommé le moyen État. Durant ces mêmes années, bien d'autres troubles éclatèrent, car les partis vaincus firent plusieurs tentatives infructueuses pour recouvrer la supériorité [1].

De même que dans les guerres civiles du siècle précédent les familles nobles avaient eu des vassaux qui leur étaient dévoués, les familles bourgeoises avaient aussi des clients toujours prêts à verser leur sang et à exposer leurs biens pour le triomphe personnel du chef de leur faction. Le but de toutes les guerres civiles paraissait être uniquement d'élever à la dignité ducale l'idole de l'un ou de l'autre parti. Mais le pouvoir des nobles et celui des grands citoyens ne tenaient pas aux mêmes causes : les premiers commandaient à des paysans nés dans leurs fiefs et vivant sur leurs terres, les seconds à des marins et à des ouvriers qu'ils faisaient travailler. Les Génois exerçaient le commerce de mer avec l'activité d'un peuple libre ; les négociants n'attendaient pas dans leurs comptoirs les résultats de leurs spéculations, ils parcouraient les mers sur des vaisseaux destinés au combat aussi bien qu'au commerce : ils vivaient entourés de matelots, qu'ils nourrissaient à leur solde, et qu'ils accoutumaient à l'obéissance et au respect, en même temps qu'ils gagnaient leur affection. Souvent chaque fils d'une maison nombreuse commandait un vaisseau : des milliers d'hommes vivaient ainsi de la paie d'une seule

[1] Voici dans quel ordre ces doges éphémères succédèrent à Antoniotto Adorno, qui, en 1390, régnait pour la seconde fois.

1390. Jacob Frégose.
1391. Antoniotto Adorno III.
1392. Antonio de Montalto.
1393. Piétro Frégoso, Clémente Promontorio, Francesco Giustiniani.
1394. Ant. de Montalto II, Nicolò Zoalio, Antonio Guarco, Antoniotto Adorno IV.
Uberti Folietæ Histor. Genuensis. L. IX, p. 495.

famille; l'habitude, la reconnaissance et l'amour assuraient leur obéissance.

De plus, les chefs des différents partis étaient des hommes éminemment distingués. Antoine de Montalto, qui était fort jeune, joignait à une bravoure brillante une modération et une clémence rares. Antoniotto Adorno, à qui une ambition insatiable ne permettait point de repos, était doué d'un génie vaste et profond; ses manières étaient grandes et nobles, son cœur généreux, son nom respecté par tous les princes de l'Europe, et sa gloire était rehaussée par la puissante expédition qu'en 1388 il avait conduite en Barbarie pour punir les pirateries des Maures. Il avait assiégé le roi de Tunis dans sa capitale; il l'avait forcé à remettre en liberté tous les esclaves chrétiens, à payer une somme d'argent pour les frais de la guerre, et à promettre qu'à l'avenir ses sujets s'abstiendraient du brigandage [1]. Quatre fois Antoniotto Adorno avait réussi à s'asseoir sur le trône ducal; et il aurait mérité une place distinguée parmi les grands hommes, si son ambition démesurée ne lui avait pas fait, à plusieurs reprises, tourner ses rares talents contre sa patrie.

La famille des Adorni était attachée au parti gibelin, et Antoniotto avait cultivé l'amitié de Jean Galéaz Visconti; il l'avait favorisé dans le traité de paix dont il avait été le médiateur entre ce prince et la république florentine. A son tour il avait obtenu, dans son exil, l'assistance de Visconti, lorsqu'il avait essayé de reconquérir par les armes la dignité dont il se voyait dépouiller. Mais les secours de Jean Galéaz étaient toujours intéressés : il se mêlait aux troubles de Gênes dans l'espérance de recouvrer sur cette ville l'autorité dont avait joui l'archevêque de Milan, son grand-oncle; et les révolutions multipliées des années 1393 et 1394 semblaient

[1] *Ubertus Folieta, Genuens. Histor.* L. IX, p. 491.

l'acheminer vers ce but. Pendant ces deux années, il donna de puissants secours à Antoniotto Adorno, alors exilé; mais dès qu'il le vit rétabli sur le trône ducal par la révolution du 3 septembre 1394, il s'occupa de le renverser, et il s'attacha les partis de Montalto et de Guarco, pour lui faire la guerre.

Cette déloyauté, que rien n'avait provoquée, ouvrit enfin les yeux à Antoniotto Adorno; il vit qu'un ennemi secret envenimait toutes les factions de sa patrie, et s'avançait vers l'accomplissement de ses odieux projets, en causant l'affaiblissement rapide de la république; il vit que l'autorité d'aucun doge ne pourrait s'affermir tant que Jean Galéaz serait toujours prêt à secourir tous les rebelles et tous les ennemis de l'ordre; il vit enfin que Gênes n'était point assez forte pour résister seule à un voisin aussi ambitieux.

1396. — A cette époque, Charles VI était roi de France; et déjà ce monarque était atteint par ces accès de folie qui souvent le rendaient incapable de gouverner, et qui livrèrent le royaume aux factions rivales de Bourgogne et d'Orléans. Une nation qui aurait voulu se soumettre complétement au pouvoir monarchique n'aurait pas été tentée de se donner à un souverain qui ne pouvait ni se faire obéir de ses propres sujets, ni les préserver des guerres civiles et étrangères. Mais si les Génois se déterminaient à reconnaître un roi, ils ne voulaient point qu'il fût assez habile ou assez ambitieux pour usurper tous les pouvoirs de l'état, et affermir à jamais sa domination. La faiblesse réelle et la force apparente de Charles VI étaient peut-être ce qui leur convenait le mieux. Son nom seul pouvait les défendre contre les attaques de Jean Galéaz, et intimider les factions rivales; mais c'était par l'amour, non par la crainte, qu'il devait gouverner un pays éloigné, et que de hautes montagnes séparaient de ses états. Antoniotto Adorno, pour rendre la paix à sa patrie,

et plus encore pour déjouer les projets de Jean Galéaz, entra en négociation avec les ministres de Charles VI, sous la protection duquel il offrit de mettre la république de Gênes.

Le traité fut enfin signé le 25 octobre 1396, après de longs débats soit avec les ministres de Charles, soit entre les divers partis génois. Le roi promit d'envoyer un vicaire français qui gouvernerait Gênes, avec l'autorité qu'avait eue le doge, et d'après les mêmes lois. Le conseil de la république devait être composé, par égales parts, de Guelfes et de Gibelins, de citoyens et de nobles; mais son président devait toujours être Gibelin. Le vicaire du roi devait avoir deux voix dans ce conseil, où tout se décidait à la pluralité des suffrages. Charles ne pouvait ni établir de nouveaux impôts, ni prendre aucune part aux finances de la république. Il n'avait point non plus le commandement des forteresses, à la réserve de dix châteaux, qui lui furent remis pour sa sûreté. Enfin les Génois se réservèrent leur alliance particulière avec l'empereur des Grecs et le roi de Chypre, le choix entre les partis qui, dans le schisme, divisaient l'Église, et l'intégrité de leur territoire. Le roi de France promit de ne jamais transmettre à d'autres souverains une autorité accordée à sa seule personne [1].

Sous de telles conditions, si elles avaient été observées, la république de Gênes aurait conservé toute sa libérté, et la protection du roi de France aurait ajouté à sa sûreté sans nuire à son indépendance. Mais le peuple était échauffé par trop de passions pour demeurer soumis à une autorité si douce; et les vicaires royaux étaient trop étrangers à une constitution libre, pour se renfermer dans les limites qui leur étaient fixées. Antoniotto Adorno mourut cependant de la peste en 1397, dans la condition privée où il était rentré volontairement,

[1] *Ubertus Folieta Genuens. Hist.* L. IX, p. 510. — *Georgio Stella, Annal. Genuens.* L. III, p. 1151.

avant que les passions du peuple, calmées par ce traité, eussent éclaté de nouveau. Mais, dans l'année 1398, la guerre civile, réveillée par les partis de Montalto et de Guarco, et poursuivie ensuite par les Gibelins contre les Guelfes, éclata avec tant de fureur, que le vicaire royal s'enfuit à Savone, et que, du 12 août au 1er septembre, cinq grandes batailles furent livrées dans la ville. Trente des plus somptueux palais furent brûlés, un grand nombre d'édifices publics et privés furent démolis, et les pertes supportées par la république s'élevèrent à plus d'un million de florins. L'épuisement universel força enfin les deux partis à faire la paix; et Colard de Calleville, vicaire royal nommé par Charles VI, rentra dans Gènes pour gouverner la république avec un plus grand pouvoir qu'auparavant[1].

Le duc de Milan avait pris part à cette dernière guerre civile comme aux précédentes; il avait fourni des troupes et des secours d'argent à Antoine de Guarco et Antoine de Montalto, mais il l'avait fait avec beaucoup de réserve et de secret, pour ne pas provoquer le courroux de la France: aussi la crainte de se compromettre l'avait-elle empêché de jouir du fruit de ses intrigues. Jean Galéaz réunissait une grande timidité à une ambition démesurée. Quoiqu'il fît sans cesse la guerre, il ne paraissait jamais dans ses armées; il s'enfermait dans son château fort de Pavie, dont il ne sortait presque pas, et il s'y entourait d'une garde nombreuse. Parmi ses généraux il comptait des hommes non moins distingués par leur bravoure que par leurs talents, mais la guerre qu'il faisait par leur entremise avait le même caractère de timidité. Il n'attaquait jamais sans être assuré d'une grande supériorité de forces; et dès qu'on lui opposait une armée égale à la sienne, il donnait ordre d'éviter toute bataille générale: il renfermait

[1] *Ubertus Folieta, Hist. Genuens.* L. IX, p. 514.

ses troupes dans les villes; il abandonnait ses campagnes au pillage, et il attendait que le temps ou ses intrigues eussent affaibli ses ennemis. Par cette pusillanimité il laissa souvent échapper des avantages presque assurés, et il ne retira jamais de sa situation ou de ses forces tout le parti qu'il en pouvait attendre.

Mais ses négociations lui réussissaient mieux que les armes. Il avait l'art de diviser et de dissoudre les ligues qui se formaient contre lui, et il endormait par de fausses promesses ou de vaines assurances d'amitié ceux qu'il voulait attaquer. Très peu susceptible de colère ou de ressentiment, ce n'était jamais pour se venger qu'il entreprenait la guerre; mais aussi jamais l'amitié, jamais la reconnaissance pour des services passés ne l'arrêtait quand il avait dessein de nuire. Il ne rougissait d'aucune perfidie, il ne ménageait aucun mensonge, et il ne consultait que son ambition modifiée par sa timidité. Il semble que ses paroles auraient dû n'inspirer aucune confiance, et qu'à force de mentir il aurait dû ne plus pouvoir tromper; mais les hommes, surtout lorsqu'ils sont faibles, ne se désabusent jamais entièrement de l'illusion de la parole. Il faut trop de courage pour chercher une vérité fâcheuse qu'un ennemi puissant veut bien nous voiler, trop de résolution pour considérer toujours en face un danger imminent dont on peut détourner les yeux; enfin l'exclusion de toute vérité dans les rapports entre les hommes occasionne une trop désolante confusion pour qu'on puisse la supporter. Un imposteur n'est jamais assez décrié pour que sa parole ne fasse plus de dupes.

Les Florentins avaient seuls en Italie le courage de juger Jean Galéaz; et malgré ses caresses, malgré ses serments, ils le surveillaient toujours comme un ennemi prêt à fondre sur eux, tandis que les petits princes et les petits peuples étaient tous, l'un après l'autre, dupes de ses artifices. Boniface IX et la république de Venise partageaient cet aveuglement : ils

n'osaient pas soupçonner la fidélité du duc de Milan, ou douter seulement s'il observerait les traités qui le liaient ; et ils ne prenaient point de mesures pour défendre l'un l'état de l'Église, l'autre le domaine de Saint-Marc, si Jean Galéaz prenait un jour la résolution de les attaquer.

A la tête du gouvernement de Florence se trouvait toujours la faction des Albizzi, qui avait repris la direction des affaires depuis l'expulsion des Ciompi, en 1381. Ce parti, composé des anciens Guelfes et des citoyens que leur richesse et leur naissance rapprochaient le plus de la noblesse, avait toujours eu à sa tête les meilleurs politiques de l'Italie ; des hommes qui embrassaient d'un coup d'œil l'avenir avec le présent, et tous les intérêts de tous les princes de l'Europe ; des hommes qui avaient su appeler, des extrémités de la France et de l'Allemagne, des alliés à la république florentine ; des hommes, enfin, qu'aucune calamité ne décourageait, qu'aucun changement de circonstances ne faisait renoncer à la foi qu'ils avaient promise, à la protection des libertés de l'Italie, qu'ils regardaient comme leur devoir. Maso des Albizzi, le chef de ce parti, excitait, il est vrai, la jalousie de plusieurs de ses concitoyens ; les Alberti et les Médici faisaient de temps en temps quelques efforts pour se relever. Donato Acciaiuoli, qui était après Albizzi le plus grand citoyen de Florence, et qui jusqu'alors était demeuré d'accord avec lui, essaya lui-même, au mois de janvier 1396, de faire rappeler les exilés, et de rétablir quelque égalité entre les deux partis : mais il fut prévenu et confiné à Barlette, ainsi que plusieurs de ceux qu'il avait initiés dans sa conjuration[1] ; et Maso des Albizzi, mieux affermi au dedans par l'exil d'Acciaiuoli, put tourner toute son attention sur les intrigues du duc de Milan.

[1] *Piero Minerbetti*, 1395, c. 14, p. 354. — *Mem. storiche di ser Naddo*, p. 153. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 849.

Jean Galéaz avait traité avec presque tous les capitaines qui avaient formé en Italie des compagnies d'aventure. Il leur assurait une demi-paie constante, moyennant laquelle ces aventuriers s'engageaient à retourner à son service avec leur petite armée, au moment où il en aurait besoin. Tant qu'ils demeuraient à demi-paie, ils faisaient la guerre pour leur compte, et vivaient de pillage au milieu des pays que le duc ne protégeait pas contre eux. De cette manière, Jean Galéaz affaiblissait en temps de paix ceux qu'il voulait attaquer ensuite. Quand on se réconciliait avec lui, on n'était point délivré de ses armées, car celles-ci continuaient alors les hostilités en leur propre nom. Lorsque le duc voulait en pleine paix surprendre quelque place forte, il cassait une des compagnies qu'il tenait à sa solde, et lui donnait ostensiblement son congé, tandis qu'il la chargeait en secret d'exécuter son projet. S'il échouait, il la désavouait pour ne pas être responsable de sa conduite; si la surprise réussissait, il en recueillait seul tout le fruit. Les Florentins, toujours sur leurs gardes, ne laissèrent presque jamais ces compagnies pénétrer sur leur territoire, mais ils ne purent empêcher qu'elles ne ravageassent souvent celui de leurs alliés. Après d'inutiles réclamations, ils résolurent enfin d'adopter le même droit des gens, d'user de représailles sur les alliés du duc de Milan, et de leur faire sentir au sein de la paix les vexations des gens de guerre, dont eux-mêmes s'étaient plaints si longtemps. Ils prirent à leur solde Barthélemi Boccanégra de Prato, avec une compagnie de deux mille chevaux et mille fantassins; quelque temps après ils lui donnèrent publiquement son congé, tandis qu'ils l'engagèrent sous main à entrer dans l'état de Pise.

Barthélemi s'achemina vers cette ville, au mois de juin 1396, avec les Gambacorti et le comte Nicolas de Monte Scudaio; mais ils s'avancèrent jusqu'au pied des murs, sans qu'aucun mouvement éclatât comme ils l'avaient espéré dans

la ville[1]. Jean Galéaz envoya six mille chevaux en Toscane, pour la défense du seigneur de Pise, et les Florentins ne recueillirent que regret et que honte de leur entreprise, comme il arrive toujours aux gens probes lorsqu'ils veulent faire usage des armes de ceux qui ne le sont pas. Ils prirent cependant de nouvelles troupes à leur solde, sous les ordres d'un gentilhomme gascon nommé Bernard de Serres[2]; ils entamèrent en même temps des négociations pour réconcilier le seigneur de Pise et la république de Lucques, entre lesquels il y avait eu quelques hostilités.

Maso des Albizzi, d'autre part, s'était rendu en France comme ambassadeur des Florentins, pour assurer à la république les secours de cette puissance au cas où la guerre éclaterait de nouveau avec Jean Galéaz. La maison de France avait désormais des intérêts plus immédiats en Italie depuis que la seigneurie de Gênes avait été donnée au roi, et que celle d'Asti avait passé au duc d'Orléans comme dot de Valentine Visconti. Charles VI consentit donc à signer, le 29 septembre 1396, une alliance défensive par laquelle le roi et la république se garantissaient mutuellement l'intégrité de leurs états. Les Florentins promettaient au roi, s'il était attaqué en Italie, une armée auxiliaire de trois mille chevaux; le roi, en retour, promettait d'envoyer à leur aide, en cas de besoin, une armée digne de porter ses étendards et d'être commandée par un prince du sang. Si les alliés étaient attaqués, et si en se défendant ils faisaient quelques conquêtes, celles de Lombardie devaient appartenir à la France, et celles de Toscane à la république[3].

Cette alliance releva le courage des Florentins et de leurs

[1] *Piero Minerbetti*, 1396, c. 3, p. 359. — [2] Les historiens florentins le nomment *Bernadone*. — *Piero Minerbetti*, c. 4, p. 361. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 854. — [3] *Piero Minerbetti*, c. 7, p. 363. — *Sozomeni Pistoriensis Hist.* T. XVI, p. 1162. — *Memorie storiche di Ser Naddo da Montecatini*, p. 158. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 853.

confédérés d'Italie, qui furent admis à y prendre part. Elle ne leur procura cependant aucune assistance. Un événement survenu vers le même temps à l'autre extrémité de l'Europe priva tout à coup les Français d'hommes et d'argent, et les dégoûta pour quelque temps des entreprises lointaines. Un millier de chevaliers français, la fleur de la noblesse du royaume, avaient passé en Hongrie, sous la conduite de Jean, comte de Nevers, fils du duc de Bourgogne, pour défendre Sigismond contre le redoutable Bajazet Ilderim, qui semblait marcher à la conquête de toute la chrétienté. Leur présomption causa la défaite du roi de Hongrie à Nicopolis, le 28 septembre ; mais leur valeur rendit longtemps indécise une bataille où l'on prétendit que cent mille morts restèrent sur la poussière. Tous les chevaliers français périrent dans le combat ou furent massacrés après la victoire, à la réserve de vingt-quatre seigneurs qui, avec le comte de Nevers, furent admis à se racheter ; la seule rançon du dernier fut fixée à deux cent mille florins ; celle des autres chevaliers, parmi lesquels on distinguait Enguerrand de Coucy, le maréchal Boucicault et le comte d'Eu, épuisa d'argent le royaume[1].

Cependant la république florentine ne s'était point reposée uniquement sur l'assistance du roi de France. Les dix de la guerre avaient eu soin d'augmenter les milices de l'état. 1397. — Ils avaient envoyé Bernard de Serres avec toutes leurs troupes à Pescia, au commencement de l'année 1397, pour défendre l'entrée de leur territoire. Albéric de Barbiano, de son côté, avait conduit six mille cavaliers dans l'état de Lucques. Ce général aventurier, auquel Charles III avait donné le titre de grand connétable du royaume de Naples, avait sous ses ordres les plus vaillants capitaines de l'Italie. La

[1] *Piero Minerbetti*, c. 8, p. 364. — *Jo. de Thwrockz, Chronica Hungar*. L. IV, c. 8, p. 221. — *Gibbon, Decline and fall of the Rom. Emp*. c. 64, T. XI, p. 242.—Chroniques de Froissart. L. IV, ch. 79 et suiv., p. 230.

compagnie de Saint-George, qu'il avait formée vingt ans auparavant, leur avait servi d'école; Paul Orsini et Paul Savelli de Rome, Otto Bon Terzo de Parme, Ceccolino des Michélotti de Pérouse, Broglio de Chiéri en Piémont, et Lucas de Canale[1], étaient ses principaux lieutenants; ils relevaient l'honneur de la milice italienne, et ranimaient l'esprit guerrier de cette nation. Le comte Albéric de Barbiano recevait une solde de Jean Galéaz, et c'était par ses ordres qu'il était venu à Lucques; mais il prétendait cependant être entré en Toscane comme condottière, non comme général du duc de Milan. Barbiano vit avec plaisir l'armée florentine s'établir à Pescia; car il n'avait point l'intention d'attaquer le val de Niévole, mais d'attendre l'effet d'une conspiration tramée à San-Miniato.

San-Miniato, à moitié chemin entre Florence et Pise, est un château fort situé sur un monticule assez élevé, d'où l'on découvre une vaste étendue de plaines. L'Arno en baigne le pied, les deux rivières d'Elsa et d'Éra coulent à sa droite et à sa gauche. Cette bourgade, qu'on appelle aujourd'hui une cité, contenait environ six mille habitants. Ils s'étaient longtemps maintenus libres; mais la division entre les deux familles des Mangiadori et des Ciccioni les avait fait tomber enfin sous la dépendance des Florentins[2].

Benoît Mangiadori avait recouru à Jean Galéaz, pour secouer avec son aide ce joug étranger. Il s'était établi à Pise; mais, le 17 mars, il se présenta devant San-Miniato, une heure avant la nuit, avec dix-sept compagnons d'armes. Il prétendit avoir des choses importantes à communiquer à Antonio Davanzati, le vicaire florentin, et il entra sur-le-champ avec sa suite dans la cour du palais public, où il fut reçu sans défiance. Dans toutes les villes, le palais du gouverneur était fortifié; celui-ci était adossé au mur et avait deux issues,

[1] *Annales Bonincontrii Miniatensis*. T. XXI, p. 69. — [2] *Ibid*. p. 70.

l'une dans l'intérieur de la place, l'autre sur la campagne. Mangiadori, admis à l'audience du vicaire, tira son épée, s'élança sur lui et le tua; le corps de ce gouverneur, percé de vingt-huit coups d'épée, et celui d'un de ses officiers, furent jetés sur la place par les conjurés, qui se trouvèrent maîtres du palais : ils délivrèrent les prisonniers qu'ils y trouvèrent; ils appelèrent aux armes et à la liberté les habitants de San-Miniato; en même temps ils allumèrent des feux pour donner à Pise le signal convenu, et demander ainsi du secours [1].

Les habitants de San-Miniato prirent en effet les armes avec inquiétude, et ils restèrent quelque temps indécis sur ce qu'ils devaient faire; cependant leur attachement pour les Florentins l'emporta, ils attaquèrent le palais, que Mangiadori et les siens défendirent avec vaillance; mais les secours que les conjurés attendaient de Pise n'arrivaient point. Le hasard avait voulu que le capitaine de Jean Galéaz, qui s'avançait pour soutenir Mangiadori, rencontrât un parti de Florentins qui poursuivaient quelques bandits. Il ne douta pas, en les voyant, que l'entreprise sur San-Miniato n'eût échoué, et il se retira. Mangiadori, après avoir résisté longtemps, s'échappa au travers des précipices au-dessus desquels les murs de la ville s'élèvent. Quelques-uns de ses compagnons le suivirent; les autres furent pris ou tués [2].

On avait déjà annoncé à Florence la mort du vicaire de San-Miniato et la perte de cette forteresse, et cette nouvelle avait répandu dans le peuple la plus grande consternation. Si Jean Galéaz demeurait maître d'une si forte place au centre de la Toscane, il lui devenait facile d'étendre chaque jour ses ravages jusqu'aux portes de Florence, et de ruiner la république par une guerre lente, sans qu'on pût l'attirer à une ba-

[1] *Annales Bonincontrii Miniatensis*, p. 71. — *Marangoni, Cronica di Pisa*, p. 815. — *Piero Minerbetti*, c. 12, p. 368. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 856. — [2] *Sozomeni Pistoriensis*. T. XVI, p. 1163. — *Leonardo Aretino*. L. XI.

taille, ou le forcer à reculer. Mais lorsqu'on apprit ensuite que la ville était sauvée, et que le palais du vicaire avait été repris par les citoyens, l'anxiété fit place au désir de la vengeance. Les prieurs assemblèrent, à l'heure même, un conseil de six cents citoyens *requis* : ils leur firent le tableau des intrigues du duc de Milan, des infractions nombreuses qu'il avait faites au traité de paix; et ils leur demandèrent s'il ne valait pas mieux s'exposer à une guerre ouverte, que de se reposer plus longtemps sur les serments d'un ennemi perfide qui ne respectait aucun de ses engagements. D'un commun accord, les citoyens demandèrent la guerre, et pressèrent la seigneurie de la pousser avec vigueur [1].

Le comte Albéric de Barbiano, n'ayant pas réussi dans sa tentative sur San-Miniato, traversa le territoire de Pise et vint se réunir, près de Sienne, à d'autres troupes de Jean Galéaz. Il porta ainsi son armée à dix mille chevaux, avec un corps considérable d'infanterie [2]. Tandis qu'il faisait par dehors le tour des frontières florentines, Bernard de Serres, avec l'armée de la république, suivait en dedans le pourtour des mêmes frontières pour en défendre l'entrée. Mais ce général se laissa enfin tromper par une ruse de l'ennemi, qui menaçait l'état d'Arezzo. Bernard s'efforçait de lui fermer cette province, lorsque Barbiano pénétra par Chianti dans le val de Grève; il s'avança jusqu'aux portes de Florence, ravagea le val d'Arno inférieur, et enleva dans toutes les campages un immense butin, parce que, la guerre n'étant pas déclarée, les paysans n'avaient point songé à mettre en sûreté leur bétail et leurs meubles[3].

Cependant, après dix jours de pillage, l'armée milanaise retourna dans l'état de Sienne, et les Florentins trouvèrent bientôt moyen de l'affaiblir, en attirant à leur solde Paul Or-

[1] *Piero Minerbetti*, c. 13, p. 370. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 857. — [2] *Leon. Aretino*. L. XI. — [3] *Piero Minerbetti*, c. 14, p. 370. — *Memorie storiche di Ser Naddo da Montecatini*, p. 159. — *Annales Bonincontrii Miniatens*. T. XXI, p. 72. — *Marangoni, Cron. di Pisa*, p. 816.

sino, Biordo de Michélotti et Ceccolino, son frère, qui leur amenèrent une partie de la cavalerie du duc. Jean de Barbiano, frère d'Albéric, le quitta aussi pour passer en Romagne au service des Bolonais; et les Florentins, au lieu de craindre pour eux-mêmes, se trouvèrent bientôt en état d'envoyer des secours considérables à François de Gonzague, attaqué en même temps qu'eux [1].

C'était également sans déclaration de guerre que, le 31 mars, Jean Galéaz avait fait entrer deux armées dans l'état de Mantoue : Ugolotto Biancardo, gouverneur de Vérone, conduisait la première; il avait fait transporter des bateaux avec lui, afin de traverser le lac ou le Mincio à Guarolda [2]. Jacob del Verme, avec l'autre armée, s'avançait au midi du Pô, et son intention était de passer ce fleuve à Borgo-Forte. Tous deux voulaient pénétrer dans la partie du territoire mantouan qui est située entre le lac, le Pô, le Mincio et l'Oglio. Cette petite province, qu'on nommait le *Serraglio*, ou le clos de Mantoue, était d'autant plus riche, qu'aucune guerre ne l'avait atteinte dans ses ravages; mais, pendant trois mois et demi, toutes les tentatives des généraux milanais pour jeter des ponts sur le Pô ou le Mincio demeurèrent infructueuses, et pendant tout aussi longtemps la guerre se borna à quelques incursions rapides et quelques siéges de châteaux.

Les Mantouans avaient à Borgo-Forte un pont sur le Pô, dont la tête était fortifiée : par là, ils empêchaient leurs ennemis de naviguer sur ce fleuve. Jacob del Verme avait rassemblé une flotte de grands bateaux dans la partie supérieure du Pô; mais arrêté au pont de Borgo-Forte, il ne pouvait parvenir jusqu'au Serraglio. Enfin, le 14 juillet, un vent violent secondant le courant des eaux, il lança des vaisseaux

[1] *Leon. Aretin.* L. XI. — *Annal. Bonincont.* p. 78. — *Scipione Ammirato*, L. XVI, p. 858. — [2] *Platina*, *Historia antuana.* L. IV, p. 763.

incendiaires contre le pont qui lui fermait le passage, et il le brûla, malgré la courageuse résistance de François de Gonzague. Les campagnes, longtemps respectées, du clos de Mantoue, furent alors abandonnées aux ravages des soldats[1].

Dès que les Florentins furent informés de cet événement désastreux, ils détachèrent de leur armée Charles Malatesta, Paul Orsini et Philippe de Pise, avec trois mille chevaux, pour secourir François de Gonzague. En même temps qu'ils assistaient un allié, ils apaisaient ainsi une sédition prête à éclater dans leur camp. Leur général, Bernard de Serres, sous prétexte de rétablir la discipline, avait fait trancher la tête, dans un transport de colère et de jalousie, à Barthélemi Boccanégra de Prato, l'un des capitaines qui servaient sous lui. Mais les condottieri étaient loin de connaître l'obéissance aveugle qu'on exige aujourd'hui des troupes; ils ne croyaient point que leur général eût le droit d'ordonner leur supplice, et ils demandaient à grands cris vengeance contre Bernard de Serres, pour avoir fait périr un de leurs compagnons d'armes[2].

Tandis que l'armée auxiliaire des Florentins s'avançait par Ferrare vers Mantoue, sur la rive droite du Pô, une flotte, que le seigneur de Padoue avait formée, remontait ce fleuve. Elle était composée de sept galères vénitiennes que François de Carrare avait prises à sa solde. La république de Venise, sans vouloir se déclarer contre Jean Galéaz, secondait secrètement les efforts que ses ennemis faisaient pour lui résister; elle avait facilité l'armement du seigneur de Padoue, et elle avait permis à Francesco Bembo, noble vénitien, d'en prendre le commandement. Trois cents barques ou bateaux, fournis par François de Carrare et le marquis d'Este, accompa-

[1] *Platina, Histor. Mantuana.* L. IV, p. 778. — *Jacobi de Delayto Annales Estenses*, p. 942. — [2] *Leonard. Aretino, Hist. Flor.* L. XI. — *Scipione Ammirato.* L. XVI, p. 860.

gnaient les sept galères. Des deux armées milanaises, celle d'Ugolotto Biancardo était dans le clos de Mantoue; elle assiégeait le château de Governolo, au confluent du Pô et du Mincio; celle de Jacob del Verme était campée vis-à-vis de ce même château, au midi du Pô; un pont de bateaux devant Governolo assurait leur communication [1]. Toutes ces positions furent attaquées en même temps, le 28 août 1397. Le pont de bateaux fut rompu et brûlé par Francesco Bembo; et cent soixante-dix barques milanaises, qui étaient à l'ancre au-dessus de ce pont, tombèrent au pouvoir du vainqueur. Malatesta, avec les Florentins et leurs alliés, attaqua Jacob del Verme. François de Gonzague, secondé par une sortie de la garnison de Governolo, vint fondre sur Ugolotto Biancardo; les Milanais furent défaits sur tous les points. Six mille hommes et deux mille chevaux furent tués ou pris; et d'immenses richesses, trouvées dans les deux camps, furent livrées au pillage [2].

Après cette victoire signalée, la guerre fut ralentie par des négociations que termina une nouvelle trêve. Les Vénitiens, qui s'étaient compromis avec Jean Galéaz, et qui ne voulaient cependant pas se déclarer ouvertement contre lui, cherchaient à rétablir la paix en Lombardie; ils redoutaient la décision qu'ils devaient bientôt prendre, et ils ne songeaient qu'à gagner du temps. Ils offrirent leur médiation aux puissances belligérantes, et elle fut acceptée. Après huit mois de négociations, ils sentirent enfin la difficulté de concilier des intérêts lésés par une suite de perfidies. On peut fonder des traités sur la force et le droit de conquête, mais il est plus difficile de négocier sur des bases établies par la fraude et la

[1] *Andrea Gataro, Storia Padovana*, p. 826. — *Annales Estenses Jacobi de Delayto*. T. XVIII, p. 925. — [2] *Andrea Gataro*, p. 830. — *Jacobi de Delayto Annales Estenses*, p. 927. — *Memorie storiche di Ser Naddo da Montecatini*. T. XVIII, p. 169. Ce chroniqueur termine son récit à cet événement. — *Sozomeni Pistoriensis Historia*, p. 1164. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia*, p. 763. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 863.

mauvaise foi. Le parjure, plus que l'outrage ou la cruauté, rend la paix impossible. Enfin, les Vénitiens proposèrent de maintenir chacun des contractants dans l'état où il se trouvait, et de conclure seulement une trêve de dix années, sans statuer sur le droit. Elle fut signée le 11 mai 1398, sous la garantie de la république de Venise [1].

Avant que la victoire remportée à Governolo eût calmé l'inquiétude des Florentins, une sédition pensa renverser le gouvernement qui faisait la force et la sûreté de la république. Le 4 août, huit jeunes gens des familles illustres des Médici, Ricci, Spini et Cavicciuoli, parurent armés dans les rues, et appelèrent le peuple à renverser ce qu'ils appelaient la tyrannie des Albizzi. Ils traversèrent Florence entourés d'une foule qui les considérait avec étonnement, et qui les suivait sans répondre à leurs cris. Leurs espions leur avaient annoncé qu'ils trouveraient Maso des Albizzi sur la place de San-Piéro Maggiore; mais ils le manquèrent de peu de minutes : ils tuèrent cependant deux de ses clients, espérant émouvoir le peuple par la vue du sang versé. Ils s'arrêtèrent enfin sur le portique de la cathédrale, et recommencèrent à inviter leurs concitoyens à prendre les armes pour la liberté. Mais dans la foule qui les entourait il régnait un morne silence. Les archers s'avançaient pour les arrêter; l'effroi les saisit enfin, ils se réfugièrent dans l'intérieur de l'église; on les y poursuivit pour les charger de fers. Ils confessèrent devant le podestat et le capitaine du peuple que leur intention avait été de tuer Maso des Albizzi, et de renverser le gouvernement. Ils eurent ensuite la tête tranchée sur la place du palais [2].

[1] *Piero Minerbetti*, c. 24, p. 385. — *Sozomeni Pistoriensis Histor.* p. 1165. — *Jacob i de Delayto Annales Estenses*, p. 930. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 12, p. 378. — *Memorie di Ser Naddo da Montecatini*, p. 167. — *Sozomeni Pistoriensis Hist.* p. 1164. — *Benincont. Miniatensis Annales*, p. 74. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 861.

Pendant que les négociations pour la paix se continuaient à Venise, Jean Galéaz en entretenait de plus secrètes dans chaque ville pour augmenter son pouvoir. C'est à Pise qu'on vit éclater le premier des complots qu'il avait formés. Jacob d'Appiano, qui avait usurpé la tyrannie dans cette ville, était alors âgé de soixante-quinze ans [1]. Vanni, son fils aîné, que sa liaison avec le duc de Milan et sa querelle avec Lanfranchi avaient armé contre Gambacorti, était mort au mois d'octobre; ses frères paraissaient manquer de talents et d'énergie. Le seigneur de Pise, inquiet du sort de sa famille, envoya demander des secours à Jean Galéaz pour maintenir son autorité. Le duc fit, en effet, passer à Pise Paul Savelli, avec trois cents lances, et il chargea trois ambassadeurs d'assurer Appiano de sa protection et de son affection. 1398. — Mais, le 2 janvier, ces ambassadeurs se firent ouvrir au milieu de la nuit la maison du vieux seigneur de Pise, et ils lui demandèrent au nom de leur maître les clefs des citadelles de Pise, de Livourne, de Piombino et de Cascina. Jacob d'Appiano leur répondit que sa personne et son bien appartenaient au duc de Milan, mais qu'il ne pouvait livrer les forteresses de l'état sans le consentement des Anziani de la république. Il promit de les assembler le lendemain matin, et par cette assurance il détermina, non sans peine, les ambassadeurs du duc à se retirer. Aussitôt qu'ils furent sortis de chez lui, il se mit en devoir de défendre la seigneurie qu'on voulait lui enlever. Il assembla ses soldats; il fit prendre les armes au peuple déjà irrité contre le duc par les vexations des gens de guerre, et, au point du jour, il fit attaquer Paul Savelli dans sa maison. Ce capitaine fut fait prisonnier avec les ambassadeurs; ses cavaliers furent ou tués, ou dépouillés de leurs armes et chassés de la ville. Un secrétaire de Savelli révéla devant les tri-

[1] *Piero Minerbetti*, c. 20, p. 384.

bunaux tout le plan des intrigues de son maître, et les Pisans qui avaient conspiré avec lui furent punis avec sévérité[1].

Les Florentins envoyèrent aussitôt à Pise pour féliciter le seigneur et le peuple de ce qu'ils avaient échappé au piége tendu par le duc de Milan, et pour leur offrir de les défendre, si Jean Galéaz employait la force contre eux. Les ambassadeurs des Florentins furent accueillis avec joie par les Pisans, et une alliance paraissait prête à se conclure entre les deux peuples; mais Jean Galéaz, maître de toutes ses affections, savait demeurer calme quand on s'attendait le plus à sa colère. Il approuva hautement la conduite des Pisans; il déclara que toutes les fois que ses commissaires abusaient de leurs pouvoirs, ou ses soldats de leurs armes, pour vexer les princes ou les peuples, il les voyait punir avec plaisir. Il abandonna les prisonniers au courroux du seigneur de Pise, et il réussit à faire douter celui-ci qu'il eût eu part au complot[2]. Jacob d'Appiano fit alors naître de nouvelles difficultés pour retarder son traité avec les Florentins; il refusa ensuite de conclure une paix séparée, et il demanda seulement d'être compris dans la trêve générale qui, pendant ce temps même, se traitait à Venise, et qui fut publiée pour dix ans dans toutes les villes le 29 mai 1398.

Peu de mois après la publication de cette trêve, Jacob d'Appiano mourut le 5 septembre 1398. Il avait eu soin de faire reconnaître Gérard, son fils, pour capitaine du peuple, et de lui faire prêter serment par les gens de guerre[3]. Aussi la mort de Jacob n'excita-t-elle aucune révolution. Mais son fils, occupant après lui la seigneurie, s'y sentait mal affermi; il rechercha des appuis au dehors, et l'on assure qu'il offrit aux Florentins d'entrer dans leur alliance, si ceux-ci voulaient

[1] *Piero Minerbetti*, c. 25, p. 387. — *Sozomeni Pistoriensis Historia*, p. 1165. — *Bonincont. Miniatensis Annal.* p. 75.—*Marangoni*, *Croniche di Pisa*, p. 817. — *Scipione Amirato*. L. XVI, p. 865. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 26, p. 389. — *Leon. Aretino*, L. XI. — *Corio*, *Istorie Milanesi*. P. IV, p. 279. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 866. — [3] *Piero Minerbetti*. 1398, c. 6, p. 396. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 869.

entretenir à Pise, à leurs frais, six cents chevaux et deux cents fantassins, pour le défendre contre les révoltes de ses sujets. Les Florentins refusèrent de se rendre garants d'une tyrannie[1] : ils désiraient plutôt voir les Pisans rentrer en jouissance de leur liberté, et les Gambacorti rétablis dans leur patrie. Jean Galéaz, moins scrupuleux, offrit à Gérard d'Appiano d'acheter la souveraineté de Pise à un prix fort élevé : il lui promit deux cent mille florins avec la seigneurie de l'île d'Elbe et de Piombino. 1399. — Gérard renvoya les ambassadeurs florentins, dangereux observateurs de ses actions ; il fit entrer quatre mille hommes de troupes milanaises dans la ville ; il les mit en possession de tous les lieux forts, et il publia ensuite le traité qu'il venait de conclure avec le duc de Milan[2].

Les Pisans n'étaient plus à temps pour prendre les armes lorsqu'ils apprirent qu'ils étaient indignement vendus à un maître étranger. Ils essayèrent du moins d'ébranler Gérard d'Appiano par leurs prières. « Puisque vous voulez renoncer « à la seigneurie, lui dirent-ils, rendez à votre patrie son « ancienne liberté. Nous sommes prêts à la racheter, cette « liberté, au prix qui vous est offert par le duc de Milan, à « un prix plus élevé encore si vous l'exigez. Ne vous chargez « pas de l'opprobre de vendre comme esclaves vos concitoyens, « de vendre des hommes dont la liberté remonte à une plus « haute antiquité que celle d'aucun autre peuple de Toscane. « Est-ce nous, Pisans, qui pourrions nous plier à la volonté « arbitraire d'un prince ? Pouvons-nous supporter que la « passion l'emporte sur la raison, et la force sur la justice ? « Nous avions, il est vrai, confié volontairement à votre père « une autorité souveraine, nous sommes prêts à reconnaître « cette même autorité dans son fils ; mais nous vous avons

[1] *Leon. Aretino* L. XI. — *Annal. Boninc. Miniatensis*, p. 76. — *Marangoni*, *Chron. di Pisa*, p. 819. — Tronci révoque cette négociation en doute. *Annali Pisani*, p. 487. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 13, p. 398. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 870.

« considéré comme notre concitoyen bien plus que comme « notre maître, et si vous vous refusez au travail du gouver- « nement, votre patrie vous redemande une liberté et des « droits qu'elle avait aliénés par confiance en vous. Avec la « liberté elle recouvrera son ancienne splendeur ; mais, sous le « pouvoir d'un maître étranger, nous lui verrons perdre bientôt « sa nombreuse population, son antique éclat et ses richesses[1]. »

Gérard d'Appiano ne se laissa point ébranler par les supplications de ses concitoyens ; sa parole était donnée, et peut-être ne dépendait-il plus de lui de la retirer. Au mois de février 1399, il livra la ville et les forteresses de Pise au commissaire du duc de Milan chargé d'en prendre possession, et il se retira dans le château de Piombino. La seigneurie qu'il s'était réservée s'étendait sur l'île d'Elbe et les châteaux de Populonia, Suvéréto et Scarlino. Ainsi commença la principauté de Piombino, qui s'est conservée deux siècles dans la maison d'Appiano, et qui a été ensuite réunie à la couronne de Naples[2].

Le duc de Milan envoya à Pise un gouverneur, qui se hâta de déclarer aux Florentins que l'intention de son maître était d'observer scrupuleusement la trêve conclue à Venise, et de se conduire en bon voisin[3]. Mais, en même temps, les émissaires de Jean Galéaz avaient engagé le comte de Poppi, dont le fief était situé dans le Casentin, et tous les Ubertini, à se donner au duc de Milan. Ces gentilshommes montagnards, en rompant leurs traités avec la république, s'efforçaient de provoquer une nouvelle guerre par leurs brigandages[4]. D'autres agents du duc intriguaient à Pérouse pour engager cette république à se soumettre à lui.

Depuis qu'en 1393 les plébéiens et les Guelfes rentrés à

[1] *Poggio Bracciolini*. L. III, p. 279. — *Sozomeni Pistoriensis*, p. 1166. — *Piero Minerbetti*, c. 15, p. 399. — [2] *Annales Bonincontrii Miniatensis*, p. 77. — *Marangoni, Croniche di Pisa*, p. 820. — Un autre fils de Jacob d'Appiano vivait en Ligurie, dans la pauvreté, du temps de Sozomène. *Histor*. p. 1152. — [3] *Piero Minerbetti*, c. 16, p. 400. — [4] *Piero Minerbetti*, 1399, c. 1, p. 402. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 871.

Pérouse s'étaient emparés de l'autorité, qu'ils avaient massacré Pandolfe Baglioni et forcé leurs ennemis à la fuite, cette république, tour à tour en proie à des guerres civiles ou étrangères, n'avait pas joui d'un instant de repos. Plusieurs gentilshommes de la Marche d'Ancône, du duché de Spolète et du patrimoine de saint Pierre, faisaient le métier de *condottieri*. Ils possédaient dans ces provinces des châteaux forts où ils se retiraient lorsqu'ils n'étaient engagés à aucun service, et pendant ces intervalles de repos ils pillaient leurs voisins pour tenir leurs soldats en haleine, et ils étendaient souvent leurs incursions jusqu'aux portes de Pérouse [1]. Parmi les nobles et les citoyens de cette république, quelques-uns faisaient aussi le même métier : alors ils prenaient une part bien plus active aux troubles de leur patrie, et la compagnie d'aventuriers qu'ils formaient au service de quelque prince étranger était souvent employée ensuite à causer des révolutions dans leur république, ou à lui faire la guerre. Braccio de Montone, l'un des plus célèbres généraux italiens du XV[e] siècle, était seigneur du château de Montone, près de Pérouse. Attaché au parti des nobles et des Baglioni, il avait été fait prisonnier peu après la dernière révolution, et il n'avait été relâché qu'en livrant à ses ennemis le château qu'il tenait de ses ancêtres [2]. Biordo des Michélotti, autre condottière, était chef de la faction du peuple à Pérouse. Sa compagnie avait plus d'une fois ravagé le territoire de Pise et de Sienne, et avait attiré de sévères représailles sur les Pérousins [3]. Biordo s'était emparé, en 1395, de Todi, et ensuite d'Orviéto; il s'était fait déclarer seigneur de ces deux villes enlevées aux Malatesti, et il avait offensé ainsi le pape Boniface IX de qui elles relevaient [4]. Il avait ensuite forcé ce pontife à le

[1] *Piero Minerbetti*, 1393, c. 30, p. 333. — [2] *Vita Brachii Perusini*. T. XIX, L. I, p. 444. — [3] *Piero Minerbetti*, 1394, c. 7, p. 331. — [4] *Ibid*. 1395, c. 5, p. 348.

nommer son vicaire dans les villes qu'il avait conquises[1].

Il ne devait pas être facile de contenir dans l'égalité républicaine un homme qui, citoyen à Pérouse, était prince dans quelques villes voisines, et qui commandait sans partage à une armée soldée : aussi Biordo des Michélotti était-il en quelque sorte seigneur de Pérouse. Son crédit, dont il n'avait cependant point abusé encore, inspira de la jalousie à quelques citoyens ; le zèle de la liberté, ou l'ambition peut-être de s'élever sur les ruines d'un homme puissant, les engagea dans une conspiration. L'abbé de Saint-Pierre de Pérouse, qui était de la maison Guidalotti, liée aux Michélotti par l'amitié et l'attachement au même parti, entra, le 10 mars 1398, avec son frère et quelques amis, dans la maison de Biordo : il demanda à lui parler sans témoins, et quand Biordo eut fait sortir ses gens, l'abbé lui mit la main sur l'épaule, et lui dit : « Biordo, Biordo, le peuple de Pérouse ne veut point de tyrans. » C'était le signal convenu entre lui et les conjurés ; ceux-ci tirèrent leurs poignards, et tuèrent Biordo sur la place[2]. Aucun bruit ne fut entendu par les gens de la maison, qui n'avaient point conçu de défiance. Les conjurés ressortirent sans obstacle, et se rendirent à l'église pour y haranguer le peuple ; mais, loin de le trouver disposé à les récompenser, ils n'entendirent proférer autour d'eux que des menaces et des cris de vengeance. Cependant ils eurent encore le temps de s'enfuir sur des chevaux qu'on tenait prêts pour eux ; leurs maisons furent pillées ensuite, et plusieurs de leurs parents furent massacrés[3].

Le pape Boniface IX était probablement le premier moteur de cette conspiration ; il avait fait avancer Malatesta des Ma-

[1] *Piero Minerbetti*, 1395, c. 16, p. 358.—En 1397, Biordo des Michélotti était seigneur en même temps de Todi, Orviéto, Assise, Nocéra et plusieurs châteaux. *Pompeo Pellini, Ist. di Perugia.* P. II, L. X, p. 89.—[2] Biordo était alors âgé de quarante-six ans. *Pompeo Pellini.* L. X, p. 97. — [3] *Piero Minerbetti*, 1397, c. 27, p. 390. — *Pompeo Pellini, Ist. di Perugia*, T. II, L. X, p. 94.

latesti, l'un des seigneurs de Rimini, avec une armée, jusqu'à trois milles de Pérouse, pour seconder les conjurés. Mais le peuple s'étant trouvé bien plus attaché à Biordo que le pape ou l'abbé de Saint-Pierre ne s'y étaient attendus, la mort de ce capitaine ne causa point la ruine de son parti, et Malatesta fut forcé de se retirer sans recueillir aucun fruit de la conspiration qu'il avait favorisée [1].

Un frère de Biordo, Ceccolino des Michélotti, commandait dans la ville d'Assise; elle lui fut enlevée par surprise; les habitants se révoltèrent, et se donnèrent à Broglio, autre condottière que le pape avait appelé dans leur pays [2]. Celui-ci, avec quinze cents chevaux, ravagea presque tout le territoire de Pérouse : Ugolino de Trinci, seigneur de Foligno, pressait d'un autre côté les Pérousins, et leur détresse était si grande, qu'ils recoururent à Jean Galéaz, et qu'ils hésitaient déjà s'ils ne se donneraient point à lui, pour se mettre à couvert des attaques du pape et de celles des condottiéri [3]. Les Florentins, avertis à temps de cette négociation, envoyèrent en hâte des ambassadeurs à Pérouse, pour exhorter le peuple à conserver sa liberté et à se réconcilier avec l'Église [4]. En même temps ils firent représenter au pape combien il s'exposait lorsqu'il poussait les Pérousins au désespoir, puisqu'il les forcerait à se jeter dans les bras du duc de Milan. Ils lui firent sentir que si Jean Galéaz acquérait jamais l'entrée des états de l'Église, il ne tarderait pas à les soumettre en entier à son pouvoir. Ils le déterminèrent enfin à reprendre sous sa protection la ville de Pérouse, moyennant un paiement de douze mille florins; et, pour le satisfaire, ils firent eux-mêmes l'avance de cette

[1] *Piero Minerbetti*, c. 27, p. 391. — [2] Ce capitaine, dont la famille a donné, depuis, des maréchaux de France, était issu d'une des sept familles principales de Chiéri, petite ville du Piémont. On le nomme souvent Broglia et Brogliole. *Lodrisio Crivelli, De vita Sfortiæ Vicecomitis*. T. XIX, p. 630. — [3] *Piero Minerbetti*, 1398, c. 11, p. 397. — [4] Ce fut la première ambassade de Jacob Salviati, dont nous avons des mémoires. *Delizie Erudit* T. XVIII, p. 175

somme, car les Pérousins étaient tellement ruinés par leurs guerres civiles, qu'ils n'étaient pas en état de payer une si faible contribution[1].

Mais Jean Galéaz ne renonçait pas si facilement aux espérances qu'il avait conçues : le pape avait congédié Broglio ; et le duc de Milan, sans prendre ce général à son service, l'engagea par des présents considérables à recommencer ses ravages sur les territoires de Sienne et de Pérouse pendant l'été de 1399, et à donner à entendre que la compagnie d'aventuriers qu'il commandait était secrètement soudoyée par les Florentins. En attribuant de cette manière ses propres fourberies à ses ennemis, il réussit à semer la division entre les trois plus grandes républiques de Toscane[2].

La république de Sienne n'était pas moins épuisée ou moins affaiblie que celle de Pérouse. Une guerre interminable avec Florence, les ravages des compagnies d'aventuriers, et surtout la violence et l'imprudence de son propre gouvernement, à la tête duquel on voyait des hommes de la dernière classe, concouraient à ruiner l'état : enfin la peste venait de se manifester dans la ville, car elle recommençait ses ravages en Italie à la fin du siècle, avec non moins de furie qu'elle les avait exercés cinquante ans auparavant. Les Siennais, dans l'état de faiblesse extrême auquel ils se voyaient réduits, s'inquiétaient de ce que l'alliance qu'ils avaient conclue le 22 septembre 1389, pour dix ans, avec Jean Galéaz, était sur le point d'expirer. Quoiqu'en secret le duc ne désirât pas moins qu'eux de renouveler ce traité, il faisait naître des difficultés; il faisait valoir ses services passés, et déclarait ne vouloir à l'avenir protéger que ses propres sujets. En redoublant ainsi l'inquiétude des Siennais, il les détermina enfin

[1] *Piero Minerbetti*, 1398, c. 17, p. 400. — *Pompeo Pellini, Ist. di Perugia*, T. II, L. XI, p. 100-107. — [2] *Piero Minerbetti*, 1399, c. 3, p. 404. — *Sozomeni Pistoriensis Hist.* p. 1167.

à se donner à lui. Les conditions furent réglées, après de longues négociations : il fut convenu que le lieutenant du duc à Sienne aurait deux voix dans la seigneurie, et que celle-ci de même que le sénateur et le capitaine du peuple seraient maintenus dans leur ancienne autorité. Le duc s'engageait à ne point augmenter les impositions, à ne point changer les lois, enfin à ne transmettre à personne sa souveraîneté, qui devait demeurer héréditaire de mâle en mâle dans sa famille. Le conseil-général de Sienne accepta, le 6 novembre, ces conventions; et le 11 du même mois, à l'heure fixée par les astrologues, huit procureurs nommés par la ville consignèrent la souveraineté aux ambassadeurs du duc [1].

L'exemple de Sienne fit une grande impression sur les habitants de Pérouse. Le duc de Milan avait envoyé dans leur ville des ambassadeurs qui employaient tous les moyens de séduction pour les gagner. Il avait pris à sa solde Ceccolino des Michélotti, qui avait succédé au crédit de Biordo, son frère; il distribuait des présents aux principaux citoyens; il flattait le bas peuple et lui promettait des fêtes et des plaisirs. En vain des ambassadeurs florentins cherchaient par leurs discours à réveiller l'amour de la liberté; en vain ils offraient l'assistance de leur république pour la défendre. Les prieurs de Pérouse eux-mêmes proposèrent au conseil-général de donner la seigneurie au duc de Milan, sous des conditions à peu près semblables à celles qu'avaient stipulées les Siennais. Huit cents chevaux furent introduits dans la ville par Otto Bon Terzo, un des généraux de Jean Galéaz; et à l'instant fixé par les astrologues, le 31 janvier 1400, une heure avant le coucher du soleil, l'enseigne du duc de Milan fut élevée à la place de celle de la ville et portée en procession autour des murs [2].

[1] *Annali Sanesi*. T. XIX, p. 413. — *Malavolti Storia di Siena*. P. II, L. X, p. 185. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 872.. — [2] *Piero Minerbetti*, 1399, c. 14, p. 414. — *Sozo-*

Ainsi, depuis la dernière paix conclue avec le duc de Milan, les Florentins voyaient ce prince étendre ses conquêtes tout autour de leur territoire. Sienne, Pise et Pérouse, du côté de la plaine, les comtes de Poppi et de Bagno, et les fiefs des Ubertini, du côté des montagnes, avaient passé sous sa dépendance; et néanmoins les Vénitiens, garants du dernier traité, n'osaient point intervenir pour arrêter les progrès de Jean Galéaz [1].

Sous un autre point de vue, l'isolement des Florentins était plus redoutable encore; l'esprit de liberté semblait s'éteindre dans toute l'Italie. Gênes, Pérouse et Sienne s'étaient volontairement donné des maîtres; Pise avait été vendue; Lucques et Bologne, qui prétendaient encore être libres, étaient en proie à des agitations qui présageaient leur ruine prochaine; Venise, s'enfermant dans ses lagunes, semblait abandonner l'Italie à son malheureux sort; Rome languissait dans les vices de l'esclavage; le royaume de Naples et la Lombardie avaient oublié jusqu'au nom de la liberté; et cette terre, autrefois si fertile en citoyens et en héros, semblait désertée par toutes les vertus et tous les sentiments élevés. Un tyran lâche et perfide prenait à tâche de détruire chez les Italiens tout ce qui portait encore l'image de la loyauté et de l'honneur : il n'attendait des succès qu'en proportion des vices des peuples; et il se réjouissait de voir un gouvernement adopter sa politique frauduleuse, assuré dès lors qu'il parviendrait bientôt à le dominer. Tels étaient les funestes présages qui accompagnaient la fin du XIVe siècle. La peste enfin se déclarait en même temps dans plusieurs parties de l'Italie; et les peuples, effrayés de tant de fléaux, y reconnaissaient les châtiments qu'ils avaient mérités, et se courbaient devant la majesté divine, pour implorer sa miséricorde.

meni Pistoriensis Historia, p. 1169. — *Bernard. Corio, Istorie Milanesi*. P. IV, p. 281. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 875. — Le traité est rapporté par extrait dans Pompéo Pellini, *Ist. di Perugia*. P. II, L. XI, p. 117. — [1] *Leon. Aretino*. L. XI.

CHAPITRE VI.

Processions des pénitents blancs. — Paul Guinigi s'empare de la seigneurie de Lucques. — Guerres civiles à Bologne ; Jean Bentivoglio usurpe l'autorité souveraine. — Déposition de Wenceslas ; Robert de Bavière, son successeur, attaque sans succès Jean Galéaz. Celui-ci se rend maître de Bologne ; il meurt inopinément.

1399-1402.

Tandis que l'Italie attendait avec inquiétude l'issue des intrigues de Jean Galéaz, et qu'elle ne pouvait prévoir dans quels lieux les Florentins chercheraient du secours pour se défendre contre ce redoutable adversaire, l'attention des peuples fut tout à coup détournée des projets ambitieux du duc de Milan par un mouvement universel de dévotion qui, pendant quelques mois, fit renoncer les hommes à tous leurs intérêts temporels, pour ne les occuper que de leur salut. De grandes calamités, en frappant l'Europe, faisaient croire la fin du monde prochaine, et faisaient trembler les chrétiens devant la colère de Dieu. Bajazet Ilderim, sultan des Turcs, avait réduit Constantinople à la plus misérable dépendance : il avait envahi la Hongrie et la Pologne, et il menaçait toute l'Europe. Derrière lui, un conquérant plus redoutable encore, Timour ou Tamerlan, sultan de Samarcande, semblait se préparer à la conquête de l'univers. L'incapacité de tous les sou-

verains d'Occident livrait leurs états à l'anarchie et à la ruine. L'empereur Wenceslas était méprisable autant que méprisé; Sigismond de Hongrie, son frère, était égaré par l'amour des plaisirs : Charles VI, roi de France, était fou ; et Richard II d'Angleterre venait d'être déposé, pour faire place à son cousin Henri IV, duc de Lancastre. Le schisme qui partageait l'Église avait révélé aux chrétiens les vices de leurs pasteurs : on voyait ceux-ci s'accuser et se calomnier réciproquement, tandis que les dévots ne doutaient pas que la division de la chrétienté n'attirât sur elle le courroux céleste, et que la peste, qui recommençait avec fureur ses ravages, ne fût un fléau envoyé par la Divinité outragée.

Un prêtre ultramontain, que les uns disent espagnol, d'autres écossais, d'autres provençal, choisit ce moment pour prêcher la pénitence. D'après ses exhortations, tous ses auditeurs se revêtirent d'habillements blancs ; ils portèrent des crucifix devant eux, et allèrent jusqu'à la ville voisine, en chantant des hymnes pour demander la miséricorde du ciel, et pour inviter les hommes à la paix et à la pénitence. Cette pratique de dévotion fut introduite en Italie par le Piémont, et tandis qu'elle fut portée de ville en ville au travers de la Lombardie, elle passa aussi les Alpes liguriennes. Les habitants de la Polsévéra, hommes, femmes et enfants, au nombre de cinq mille personnes, entrèrent à Gênes, le 5 juillet 1399, couverts de vêtements blancs [1]. Ils enseignèrent aux Génois l'hymne *Stabat mater dolorosa*, composée au commencement de ce siècle par un pénitent de l'ordre de Saint-François [2] ; et après avoir achevé en neuf jours leur pèlerinage, et avoir engagé tous ceux qui étaient en guerre les uns avec les autres à se réconcilier, ils retournèrent dans leurs foyers.

[1] *Georgio Stella, Annales Genuenses.* L. III, p. 1172, T. XVII. — [2] Jacopone de Todi : hymne attribuée à Innocent III, mais revendiquée par les Franciscains. (Voyez l'article *Jacopone*, par M. Gence, dans la *Biographie universelle*.)

Aussitôt qu'ils furent partis, les Génois se mirent en mouvement pour les imiter. Après avoir dévotement entendu la messe au point du jour, s'être confessés et avoir communié, tous se revêtirent d'habillements blancs, ou plutôt avec des draps de lit ils se firent de grandes soutanes de toile qui couvraient tout leur corps et voilaient leur visage. Le vénérable archevêque de Gênes, Jacques de Fiesque, trop faible et trop vieux pour marcher, montait un cheval couvert aussi bien que lui de draps blancs, et il conduisait ainsi la procession. Tous les hommes, toutes les femmes, tous les enfants le suivaient deux à deux, chantant des litanies, et se prosternant de place en place, pour implorer sur la terre la paix et la miséricorde divines. Il y avait quelque chose d'entraînant dans le spectacle de cette dévotion : ceux qui en avaient fait le sujet de leur raillerie ne pouvaient pas plus que les autres se défendre contre un sentiment qui animait seul tout un peuple. La procession, visitant toutes les églises, toutes les châsses de reliques à Gênes et dans les environs, continua pendant neuf jours sa marche et ses litanies. Au bout de ce temps, les boutiques furent ouvertes de nouveau, et chacun revint à ses affaires accoutumées ; les plus zélés seulement et les plus robustes avaient consacré ces neuf jours à porter plus au levant cette dévotion nouvelle. Des processions génoises étaient arrivées à Lucques et à Pise, et elles avaient communiqué aux Toscans leur institution.

Lazare Guinigi, chef d'une famille guelfe, qui alors gouvernait Lucques avec un pouvoir presque absolu, ne vit pas sans inquiétude l'arrivée de cette procession de masques, qui pouvait cacher quelque stratagème du duc de Milan, ou des Pisans, ses ennemis. Lorsqu'il fut rassuré sur cette première crainte, il conçut une autre inquiétude en voyant le mouvement populaire que cette pratique religieuse excitait, et la foule immense qui se préparait à sortir de Lucques en pro-

cession. Il craignit que la ville ne demeurât vide et sans défenseurs, et que ses ennemis n'en profitassent pour l'attaquer. La seigneurie de Lucques défendit en conséquence aux processions des Blancs de sortir des murs; mais elle ne put arrêter trois mille pénitents environ, qui, faisant porter le crucifix devant eux, se rendirent d'abord à Pescia, où ils visitèrent les églises et engagèrent les familles ennemies à se réconcilier : ils continuèrent ensuite leur route par Pistoia vers Florence. Dans tous les lieux où ils passèrent, ils furent reçus avec enthousiasme ; et à Florence, la seigneurie les fit loger et nourrir aux frais du public. Les jours suivants on vit arriver dans la même ville des processions semblables de Pistoia, de Prato et de Pise, qui suivaient l'exemple que les Lucquois leur avaient donné. Toutes furent reçues avec la même hospitalité [1].

Lorsque tous les pénitents étrangers furent repartis, les Florentins se préparèrent à commencer, à leur exemple, leur course de dévotion ; et les prieurs, pour empêcher, autant qu'ils pourraient, ces compagnies religieuses de s'éloigner de la ville, leur donnèrent pour guide des officiers publics. L'évêque de Florence, accompagné de quarante mille personnes, visitait les églises du voisinage, et ramenait chaque soir ses pénitents coucher dans la ville et dans leurs maisons ; mais une autre troupe, sous la conduite de l'évêque de Fiésole, se mit en route pour Arezzo, et à son arrivée à Figline, elle se trouva composée de vingt mille pénitents [2].

Aussi longtemps que durèrent ces courses pieuses, aucune violence ne fut commise, aucune trahison ne fut méditée; et lors même que les processions arrivaient dans des lieux auparavant ennemis, elles y entraient avec confiance et y étaient reçues avec hospitalité. De Toscane, cette pratique fut portée

[1] *Piero Minerbetti*, c. 8, p. 409. — *Sozomeni Pistoriensis Hist.* p. 1168. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 9, p. 410.

dans les états du pape, et de ceux-ci dans le royaume de Naples. Elle parcourut ainsi l'Italie d'une extrémité jusqu'à l'autre, et ne fut arrêtée que par la mer[1].

Le pape cependant était loin de l'encourager : sans cesse en guerre avec l'anti-pape, avec ses propres barons et avec les villes de ses états, tout mouvement excitait sa défiance, et il condamna les processions des Blancs comme contraires à la discipline de l'Église.

Mais à peine ce mouvement universel de dévotion se fut-il calmé, que l'on vit éclater de nouveaux complots du duc de Milan. Il voulait détacher Lucques de l'alliance des Florentins, et la fermeté de Lazare Guinigi, qui gouvernait cette république, rendait vaines toutes ses tentatives. Cependant un frère de Lazare, qui suivait la carrière militaire, était entré au service de Jean Galéaz, et il était alors en garnison à Pise. Le gouverneur de cette ville l'appela un jour auprès de lui. « Félicitez-vous, lui dit-il, car le duc de Milan, notre maître, « a l'intention de vous rendre seigneur de Lucques ; tous les « partisans de votre maison vous seconderaient si votre frère « avait cessé de vivre : pour moi, j'ai l'ordre de vous appuyer « avec toutes les troupes dont je dispose ; il ne s'agit plus que « de voir si l'homme à qui tant de grâces sont réservées veut « s'en rendre digne. » Le jeune Guinigi, qui de tout temps avait été estimé homme de peu de sens, eut la tête tournée par ces offres ; il prit tous les engagements qu'on voulut, et le soir même il se rendit à Lucques : il demanda une conférence secrète à son frère, et dès qu'il se vit seul avec lui, il le poignarda. Aussitôt après, il descendit sur la place pour appeler

[1] *Chronicon Placentinum.* T. XVI, p. 559.—*Annales Mediolanenses.* T. XVI, p. 832. — *Matthæi de Griffonibus Memor. Histor.* T. XVIII, p. 207.—*Annales Estenses Jacobi de Delayto*, p. 957.—*Jannotii Manetti Hist. Pistoriens.*, p. 1069.—*Poggio Bracciolini Hist. Flor.* L. III, p. 279. — *Platina Hist. Mantuana.* L. IV, p. 792. — *Ann. Bonincontrii*, p. 79. — *Annal. Foroliviens.*, p. 200. — *Comment. Leonardi Aretini de rebus suo temp. gestis.* T. XIX, p. 919. — *Corio Storie Milanesi.* P. IV, p. 281.

le peuple aux armes, selon qu'il en était convenu avec le gouverneur de Pise; mais l'horreur de son crime réunit tous les esprits contre lui : Michel Guinigi, qui était alors gonfalonnier, le fit arrêter, et lui fit immédiatement trancher la tête [1].

Jean Galéaz n'avait point attendu un autre succès de cette conspiration. Il voulait la mort de Lazare Guinigi, et il l'avait obtenue. 1400. — La peste qui éclata bientôt, après à Lucques, seconda ses projets ultérieurs. Pendant l'été de 1400, on vit souvent mourir le même jour cent cinquante personnes dans la ville. Presque tous les chefs de la maison Guinigi furent atteints; Michel, le gonfalonnier, un autre Lazare, Barthélemi, et tous ceux qui jouissaient de la considération publique, moururent les uns après les autres [2]. Leurs amis, leurs clients fuyaient dans les campagnes, ou même dans les pays les plus éloignés, pour éviter la mortalité; et les Gibelins se flattaient déjà d'une prochaine vengeance sur la maison Guinigi, qui les avait longtemps humiliés [3].

Paul Guinigi, le plus jeune fils de François, était demeuré à Lucques : doué de peu de talents ou de résolution, son ambition ne surpassait pas ses moyens. Mais un notaire intrigant, Ser Giovanni Cambi, qui nous a laissé une histoire de la révolution dont il fut l'agent, s'empara de son esprit et le détermina à profiter des circonstances pour s'élever à la tyrannie. Il lui fit accroire que s'il n'attaquait pas il serait bientôt attaqué, et il se chargea de toutes les négociations et de toutes les intrigues qui devaient l'amener au but. Guinigi commença par abjurer le parti guelfe et l'alliance des Florentins, pour demander des secours à Jean Galéaz, le soutien de tous les usurpateurs, et le duc ordonna au gouverneur de Pise de seconder Guinigi avec toutes les forces dont il disposait [4].

[1] *Piero Minerbetti*, c. 16, p. 416. — [2] *Giov. Ser Cambi Cronica di Lucca.* T. XVIII, *Rer. It.* p. 799. — [3] *Ser Cambi Cronica di Lucca*, p. 804. — [4] *Cronica di Lucca di Ser Cambi*, p. 806.

Le gonfalonnier et les Anziani que le sort avait désignés pour gouverner Lucques pendant les mois de septembre et d'octobre 1400 étaient des créatures de la maison Guinigi; ils se prêtèrent à toutes les demandes de Paul : ils lui laissèrent corrompre les soldats, introduire des paysans dans la ville, occuper par des gens armés le palais et ses avenues, pendant la nuit du 14 octobre; et le matin suivant, le gonfalonnier, ayant assemblé les douze conseillers de la balie, leur déclara que, pour la sûreté de Lucques et de la famille Guinigi, pour le maintien de la liberté elle-même, il estimait nécessaire de nommer Paul Guinigi capitaine de la ville et des gens de guerre[1]. La balie rejeta cette proposition ; le conseil, qui était assemblé aussi, refusa également son suffrage; mais Paul Guinigi était sur la place, entouré de gens de guerre et de paysans armés; le podestat s'était déclaré pour lui, et le gonfalonnier lui remit, au nom de la république, l'étendard du peuple et le bàton du commandement[2].

L'autorité limitée qui fut alors attribuée à Guinigi ne satisfit point encore ou ce nouveau seigneur, ou son intrigant conseiller. Le premier prit occasion d'une conspiration qu'il avait découverte pour demander et obtenir un pouvoir absolu : dès le commencement de l'année suivante il supprima la seigneurie des Anziani, et il s'établit lui-même dans le palais public[3].

Tandis que les Florentins voyaient avec inquiétude la ville de Lucques se détacher de leur alliance, et l'usurpateur qui l'avait asservie rechercher l'appui du tyran de Lombardie, ils apprenaient que ce dernier, ou plutôt le gouverneur qu'il avait envoyé à Pérouse, s'était emparé par surprise, au mois de mai, de la ville d'Assise[4]. Déjà la guerre paraissait devevir inévitable, lorsque le seul général en qui ils eussent con-

[1] *Ser Cambi Cronica di Lucca*, p. 806. — [2] *Ibid.* p. 807, 808. — [3] *Cronica di Lucca*, p. 811. — [4] *Piero Minerbetti*, 1400, c. 2, p. 420.

fiance, Broglio, mourut de la peste, le 15 juillet, à Empoli[1]. Leur ville était aussi ravagée par le même fléau; mais pendant qu'il y répandait l'effroi, il frappait également quelques-uns de leurs ennemis. Uguccione de Casal, seigneur de Cortone, mourut comme il se préparait à quitter l'alliance de la république pour accepter celle de Jean Galéaz. Son fils François, qui lui succéda, demeura fidèle aux Florentins. En même temps, Robert, comte de Poppi, mourut aussi : il avait fait toute sa vie la guerre aux Florentins, et il était encore allié de tous leurs ennemis ; mais en mourant il supplia la république d'accepter la tutelle de ses enfants. La seigneurie accueillit sa prière et géra la tutelle de cet ennemi avec non moins de prudence que de générosité[2].

Au mois de novembre de cette année, on découvrit à Florence une conspiration dans laquelle les Ricci, les Alberti, quelques Adimari, Strozzi et Médici, étaient entrés pour recouvrer leur ancienne part au gouvernement. Quelques-uns des conjurés avaient traité, à l'insu des autres, avec le duc de Milan, l'âme de tous les complots de l'Italie; et les mouvements qu'on observa parmi ses troupes, à Pise et à Sienne, parurent convaincre que lui seul aurait recueilli tout le fruit de la conspiration, si elle n'avait pas été découverte. Les plus coupables parmi ces chefs périrent sur l'échafaud[3]. On n'était pas encore remis de l'effroi que ce complot avait causé, lorsqu'une nouvelle révolution priva de sa liberté la dernière république qui fût demeurée fidèle au parti des Florentins.

La république de Bologne était gouvernée, depuis quelque temps, par la faction qui portait le nom de l'Échiquier; la faction contraire, ou Maltraversa, avait été exilée. A la tête

[1] *Piero Minerbetti*, 1400, c. 5, p. 422. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 878. — [2] *Boninconirli Miniatensis Annales*, p. 81. — [3] *Piero Minerbetti*, c. 11, p. 428.—*Sozomeni Pistoriensis Historia*, p. 1170. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p 879.

de la première se trouvaient, en 1398, deux citoyens doués de grands talents et jouissant d'une grande réputation, Nanne Gozzadini et Charles Zambeccari. Tous les deux ambitieux, ils voulaient s'élever plus haut qu'il n'appartient aux citoyens d'un état libre; et ils songèrent à se former un parti séparé, pour se supplanter l'un l'autre, et s'emparer de la souveraineté. Gozzadini choisissait ses partisans dans la faction dominante, et pour leur plaire il exilait ou persécutait ceux qui leur étaient contraires. Zambeccari, d'autre part, prenait la défense des opprimés, et par sa douceur et sa modération il avait réuni autour de lui tous ceux qui étaient attachés à la faction Maltraversa [1]. Le 6 mai 1398, il fit prendre les armes au peuple, et il força le sénat à accorder une amnistie générale et à rappeler tous ceux qu'il avait proscrits [2]. Cet acte de clémence augmenta beaucoup le crédit de Zambeccari, et sa réconciliation publique avec Gozzadini, qui suivit cet événement, semblait promettre une nouvelle période de prospérité à la république de Bologne.

Mais quoique cette pacification eût été consolidée par des mariages entre les deux familles, Nanne Gozzadini la troubla bientôt. Il s'associa Jean Bentivoglio, gentilhomme dont les talents et l'activité égalaient l'ambition; et après être convenu avec lui des moyens de mettre le peuple en mouvement, il engagea Jean, comte de Barbiano, capitaine qui avait presque toujours été à la solde des Bolonais, à le seconder avec sa compagnie d'aventuriers. Les partisans de Gozzadini, et toute la faction de l'échiquier, devaient prendre les armes au commencement de l'année 1399, s'emparer de la porte de la rue San-Donato, pour l'ouvrir à Barbiano, et introduire ses soldats dans la ville. Gozzadini se rendit en effet maître de

[1] *Jacobi de Delayto Annales Estenses.* T. XVIII, p. 931. — [2] *Cherubino Ghirardacci Stor. di Bolog.* T. II, L. XXVII, p. 496. — *Matthæi de Griffonibus Memoriale histor.* p. 205.

cette porte ; mais, à l'heure convenue, Barbiano, arrêté par un obstacle imprévu, n'arriva point. Charles Zambeccari, dès la première alarme, avait rassemblé une troupe nombreuse et résolue, et il lui aurait été facile d'écraser ses ennemis : toutefois, dès que ceux-ci firent des propositions de paix, il déclara qu'il ne verserait point le sang de ses concitoyens, quelque danger qui pût résulter pour lui de sa clémence. Il exigea que Gozzadini et Bentivoglio posassent les armes, avec leurs partisans, et sortissent de la ville. Le premier fut relégué à Gênes ; le second à Zara, et la sédition fut apaisée sans effusion de sang [1].

Le même parti excita, dans la même année, une seconde sédition qui fut également apaisée par les talents et le courage de Charles Zambeccari. Ce citoyen acquérait chaque jour une plus haute considération et un plus grand ascendant sur la république, lorsque la peste se manifesta à Bologne et porta la désolation dans les conseils. En un même jour, Charles Zambeccari mourut avec ses deux plus zélés partisans, Obizzo Liazzari et Jacques Griffoni. Ces deux hommes étaient les seuls qui eussent pu remplir sa place et faire oublier sa perte [2]. Le parti Maltraversa, qui, rappelé de l'exil par Zambeccari, s'était rangé sous sa protection, fut beaucoup plus affaibli par la peste que le parti contraire. Le sénat se vit bientôt forcé à rappeler de leur exil Nanne Gozzadini et Jean Bentivoglio. Aussitôt que ceux-ci furent de retour, ils firent prendre les armes à leurs partisans ; ils attaquèrent les Maltraversi, dont ils tuèrent un grand nombre, et ils forcèrent le sénat à envoyer en exil presque tous les chefs de la maison Zambeccari [3].

[1] *Matthæi de Griffonibus Memor. Histor.* p. 206.—*Cronica Miscella di Bologna*, p. 564. — *Cherubino Ghirardacci Storia di Bologna*. L. XXVII, p. 500. — [2] *Cherubino Ghirardacci*. L. XXVII, p. 505. — *Matthæi de Griffonibus*, p. 206.—*Annales Estenses Jacobi de Delayto*, p. 956. — [3] *Cherubino Ghirardacci*. L. XXVII, p. 507.

Gozzadini et Bentivoglio n'eurent pas plus tôt remporté la victoire qu'ils se divisèrent pour en partager les fruits. Gozzadini rechercha tous ses partisans parmi le peuple, et ce furent les hommes de la plus basse classe qu'il s'efforça de faire parvenir aux emplois : Bentivoglio, au contraire, prit les nobles sous sa protection, et réussit à se faire regarder comme leur chef. Les historiens de Bologne le font descendre d'un bâtard du roi Henzius, qui mourut prisonnier dans leur ville. Mais cette origine fabuleuse indique seulement que la famille Bentivoglio n'était point ancienne et n'avait point encore d'illustration, puisqu'on en cherchait la souche dans un temps si rapproché [1]. Cependant, comme l'appui des nobles ne suffisait point à Bentivoglio, il se réconcilia avec la faction vaincue des Zambeccari, et il obtint du sénat un décret pour rappeler les exilés [2]. Comme il n'avait pour but que son élévation personnelle, et non celle de son parti, il savait mieux que son adversaire réunir sous sa conduite des hommes dont les intérêts étaient opposés et les principes différents.

Pendant toute l'année 1400, les deux chefs de parti continuèrent leurs intrigues l'un contre l'autre, sans en venir à la force ouverte. Tandis que Gozzadini se confiait dans la faveur du peuple, Bentivoglio, assuré de l'amitié des nobles et des Maltraversi, avait encore contracté une secrète alliance avec Astorgio Manfrédi, seigneur de Faenza, qui était alors en guerre avec les Bolonais. Par son entremise, il entra aussi en négociations avec le duc de Milan, qui était toujours prêt à fournir des secours à tous les conspirateurs.

1401. — Lorsque Bentivoglio eut achevé ses préparatifs d'attaque, et qu'il se crut assuré du succès par quelques épreuves qu'il avait faites de ses forces, il donna ordre, le 7 février 1401, à son fils Bente Bentivoglio, de prendre les

[1] Jacob de Delayto assure en effet que la famille Bentivoglio n'était point illustre. *Annales Estenses*. T. XVIII, p. 962. — [2] *Cherubino Ghirardacci*; L. XXVIII, p. 511.

armes avec ses partisans et les soldats qu'il avait gagnés, tandis que lui-même arrêta, dans le palais public, Nanne et Boniface Gozzadini, qui s'y trouvaient en même temps que lui. La place publique fut vivement attaquée par Bente Bentivoglio, et vaillamment défendue par Gozzadino Gozzadini : mais ce dernier fut grièvement blessé, plusieurs citoyens considérés furent tués de part et d'autre ; et le peuple, paraissant enfin se décider pour les Bentivoglio, ceux-ci demeurèrent maîtres du champ de bataille et du palais public.

Jean Bentivoglio usa avec modération de sa victoire : il rendit la liberté aux Gozzadini prisonniers, il leur offrit son amitié, il rappela tous les exilés ; et après avoir pendant un mois récompensé ses partisans, caressé ses ennemis vaincus, et flatté le peuple, il se fit proclamer seigneur de Bologne, le 28 mars 1401, par un conseil-général de quatre mille citoyens [1].

La nouvelle de la révolution de Bologne répandit à Florence une grande consternation. La ligue formée contre Visconti, pour la défense de la liberté italienne, était ainsi dissoute. Il ne restait plus de peuple libre allié de la république ; et, à la réserve de François de Carrare, tous les princes dont elle avait embrassé les intérêts s'étaient aussi détachés de sa cause. François de Gonzague, seigneur de Mantoue, que les Florentins avaient défendu à si grands frais dans la dernière guerre, s'était réconcilié l'année suivante avec le duc de Milan, par l'entremise de Charles Malatesta, son général [2]. Le marquis Nicolas d'Este cherchait, de son côté, à s'assurer sa neutralité dans la prochaine guerre ; et cette année même, il se rendit à Milan pour y gagner l'amitié de Jean Galéaz [3]. La sei-

[1] *Cherubino Ghirardacci.* L. XXVIII, p. 517.—*Matthæi de Griffonibus Memor. Histor.* p. 208. — *Cronica Miscella di Bologna*, p. 567. — [2] *Platina hist. Mantuana.* L. IV, p. 789, 791. — [3] *Gio. Batt. Pigna storia de' principi d'Este.* L. V, p. 442. — *Cronica di Piero Minerbetti*, 1401, c. 7, p. 361.

gneurie de Florence ne perdit cependant point courage; elle envoya des ambassadeurs à Jean Bentivoglio, pour le féliciter sur sa nouvelle dignité, et pour l'engager à persister dans l'alliance des Guelfes, qui avait de tout temps été avantageuse à Bologne. Bentivoglio, en effet, quoiqu'il fût déjà en négociations avec le duc, ne voulut point s'unir à lui par une alliance, et il promit de demeurer neutre[1]. Mais la seigneurie, qui pouvait peu compter sur lui, étendit en même temps ses vues hors de l'Italie; et elle s'efforça de profiter d'une révolution survenue en Allemagne, pour attirer de cette contrée en Lombardie un défenseur des droits des peuples, et un vengeur des opprimés.

L'autorité impériale était presque anéantie en Allemagne; le chef de la confédération germanique demeurait sans moyens constitutionnels pour diriger ce corps composé de tant de membres indépendants, et pour maintenir la paix entre tant de rivaux. Les guerres civiles, et les récompenses que les électeurs avaient demandées pour chaque élection[2], avaient dissipé tous les revenus impériaux, et anéanti toutes les prérogatives, toutes les juridictions que la constitution avait réservées au seigneur suzerain. Pendant longtemps les Allemands avaient considéré chaque concession arrachée à leurs empereurs comme une conquête faite pour la liberté; mais, à la fin du XIV[e] siècle, ils reconnaissaient enfin que l'affaiblissement de la constitution primitive de l'Allemagne avait eu pour résultat, au-dedans, des guerres continuelles, ou plutôt un état constant de brigandages, au-dehors, une faiblesse extrême, qui pouvait devenir ruineuse à l'époque où les progrès des Turcs menaçaient toute l'Europe.

Lorsque les princes séculiers et ecclésiastiques commencèrent à sentir les fâcheuses conséquences de la faiblesse des

[1] *Leonardo Aretino.* L. XII. — *Cherubino Ghirardacci.* L. XXVIII, p. 522. — [2] *Wahl capitulation.*

empereurs, au lieu de reconnaître qu'ils l'avaient occasionnée eux-mêmes par leur esprit d'indépendance, ils en accusèrent l'incapacité du monarque qu'ils avaient dépouillé; et le caractère de Wenceslas, qui régnait alors, donnait de la vraisemblance à cette accusation. Ce prince, après deux faibles tentatives pour rétablir la paix en Allemagne[1], s'était enfermé dans son royaume de Bohême, comme si le reste de l'empire lui était étranger; et même, dans ses états héréditaires, son ivrognerie et sa négligence l'avaient rendu tellement méprisable, que deux fois ses sujets l'avaient mis en prison.

Les plaintes et les reproches des Allemands déterminèrent enfin les électeurs à s'assembler, en 1399, à Marbourg, pour déposer Wenceslas, à cause de son incapacité[2]. Ils y procédèrent avec lenteur. Le 22 mai 1400, ils donnèrent audience aux ambassadeurs que l'empereur leur avait envoyés pour se justifier; et comme son apologie ne les satisfit pas, ils citèrent ce monarque à comparaître lui-même à Rensé, le 11 août. Wenceslas n'obéit pas, et le 20 août 1400 quatre électeurs le prononcèrent déchu de la dignité impériale[3]. Le lendemain ils élurent, pour le remplacer, Robert, électeur palatin.

La capitulation qu'ils imposèrent à ce nouveau monarque l'obligeait à s'occuper des affaires d'Italie. Les princes désiraient que l'empereur se trouvât de nouveau assez riche et assez puissant pour défendre l'Allemagne, mais ils n'entendaient pas se dépouiller eux-mêmes pour l'enrichir. Il leur parut que le meilleur expédient qui leur restât était de remplir le trésor impérial aux dépens de l'Italie. Le commerce avait enrichi cette contrée, tandis que l'Allemagne était demeurée pauvre; les revenus de Florence, de Venise, de

[1] La paix publique d'Egra, en 1389, qui devait être observée pendant six ans, et la seconde paix publique de Francfort, en 1398, qui devait durer dix ans. — [2] Schmidt, Histoire des Allemands, L. VII, c. 10, T. V, p. 36. — [3] Les trois électeurs ecclésiastiques et l'électeur palatin.

Gênes ou de Bologne, étaient supérieurs à ceux des ducs d'Autriche ou de Bavière, et les richesses de Jean Galéaz surpassaient celles de tout l'Empire. Les Allemands croyaient cette disproportion plus grande encore, et ils regardaient l'Italie comme une source d'argent intarissable. On aurait dit que l'investiture accordée par Wenceslas au duc de Milan les privait d'un revenu exigible, et enlevait à l'Empire une de ses provinces, puisqu'ils obligèrent expressément Robert, le nouveau roi des Romains, à annuler cette investiture, et à ramener le Milanais sous la souveraineté immédiate de l'Empire. Pour payer les frais de cette guerre, ils lui assignèrent les revenus des villes d'Italie qu'il soumettrait [1].

1401.—Robert, afin de remplir les conditions qu'on lui imposait, avait le premier envoyé des ambassadeurs en Italie pour y notifier son élection. Ses ambassadeurs arrivèrent à Florence le 30 janvier 1401 ; ils demandèrent que la république accordât son amitié à l'empereur élu, et qu'elle l'aidât à se faire reconnaître par le pape. Les Florentins, en effet, nommèrent des députés pour accompagner à Rome les ambassadeurs de l'empereur ; mais ni leurs sollicitations, ni celles de François de Carrare [2], ne purent déterminer Boniface IX à s'exposer au courroux du duc de Milan.

Les Florentins étaient encore en paix avec ce duc, si l'on peut donner le nom de paix à un état de défiance et d'injures mutuelles. Chaque jour on voyait éclore de nouveaux complots formés par Visconti. Au mois d'août de cette année, Richard Cancellieri, avec ses partisans, entreprit de livrer la ville de Pistoia au duc de Milan. Les Panciatichi, rivaux depuis plusieurs siècles de sa famille, le prévinrent, et le chassèrent de la ville : mais il surprit le château de la Sambuca,

[1] Schmidt, Hist. des Allemands. L. VII, c. 10, p. 44. — [2] *Memorie di Jacopo Salviati*, qui lui-même était un des ambassadeurs florentins. T. XVIII, *Del. Er.* p. 199. — *Piero Minerbetti*, 1400, c. 12, p. 430. — *Scip. Ammirato*. L. XVI, p. 882.

et de là il continua pendant trois ans une guerre de brigandage dans le Pistoiais. Elle ne fut terminée que par la suppression de tous les priviléges de Pistoia, et par la réunion complète de cette ville à l'état florentin [1].

Après tant d'offenses, les Florentins n'avaient aucun ménagement à garder avec Jean Galéaz. Robert leur écrivit, de son côté, qu'il voulait poursuivre le duc de Milan à outrance, pour se venger de ce que ce prince avait voulu le faire empoisonner par son médecin [2]. Il promit de conduire en Italie des forces suffisantes pour enlever à Jean Galéaz tous les états qu'il avait usurpés. François de Carrare devait lui ouvrir l'entrée de la Lombardie, et les Florentins lui payer, au mois d'octobre, deux cent mille florins pour les frais de la guerre, et une égale somme, six mois plus tard, lorsqu'il serait déjà sur le territoire du duc de Milan [3].

La guerre d'Italie étant entreprise au nom de la nation germanique, et d'après un décret du collége électoral, Robert donna ordre à l'armée de l'Empire de s'assembler à Trente. D'après les constitutions, elle aurait dû se trouver forte de trente mille chevaux, mais il ne s'en trouva pas quinze mille au rendez-vous [4]. Robert prit le commandement des Bavarois, qui étaient au nombre de trois mille; il confia à François de Carrare celui des Italiens émigrés de Lombardie; et quant aux troupes de l'Empire, elles demeurèrent sous les ordres du burgrave de Nuremberg et du duc Léopold d'Autriche [5]. Avant de se mettre en marche, Robert avait sommé Jean Galéaz d'évacuer toutes les villes de l'Empire qu'il occupait injustement; et Visconti avait répondu qu'il avait été investi du duché de Milan par Wenceslas, l'empereur légitime, et

[1] *Piero Minerbetti*, 1401, c. 6, p. 438. — *Jannotii Manetti Histor. Pistor.* p. 1070. — *Cronica di Lucca di Ser Gio. Cambi*, p. 824. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 884. — [2] *Piero Minerbetti*, 1401, c. 4, p. 436. — *Sozomeni Pistoriensis*, p. 1172. — [3] *Piero Minerbetti*, c. 8, p. 440. *Leon. Aretino*. L. XII. — [4] *Piero Minerbetti*, c. 10, p. 442. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 885. — [5] *Andrea Gataro*, *Istoria Padovana*, p. 841.

qu'il ne s'en laisserait pas dépouiller par un usurpateur[1].

Les préparatifs que le duc de Milan avait faits pour se défendre étaient proportionnés à l'importance de la lutte dans laquelle il se trouvait engagé. Il avait levé une contribution extraordinaire de six cent mille florins sur ses états, et avait rassemblé sur la frontière une armée de treize mille cinq cents cuirassiers et douze mille fantassins[2]. Jacob del Verme commandait cette armée, composée presque uniquement de soldats italiens. Sous ses ordres se trouvaient presque tous les capitaines qui, depuis vingt années, s'étaient illustrés dans les guerres d'Italie. Le comte Albéric de Barbiano, Facino Cane, Otto Bon Terzo de Parme, Galéazzo de Mantoue, Taddéo del Verme, Galéazzo et Antonio Porro de Milan, le marquis de Montferrat, Charles Malatesta de Rimini, et d'autres encore. Tous ces capitaines avaient plusieurs fois commandé en chef des armées; chacun d'eux avait une troupe séparée, qui s'était volontairement attachée à sa fortune, et qui ne dépendait que de lui[3].

Depuis fort longtemps les troupes italiennes n'avaient point combattu contre des armées allemandes; mais les Italiens comme les Allemands, se souvenant des victoires des anciennes compagnies d'aventure, ne doutaient pas de la supériorité des ultramontains. Les Florentins triomphaient déjà, lorsque Robert entra le 21 octobre sur le territoire de Brescia; et le duc de Milan, pour éviter une défaite, avait commandé à ses généraux de s'enfermer dans les villes fortifiées.

Mais Jacob del Verme et ses capitaines avaient un sentiment plus juste de leur propre valeur et de celle de leurs troupes. Après avoir éprouvé l'ennemi dans quelques escarmouches, et avoir rendu ainsi aux soldats italiens l'assurance

[1] *Bernard. Corio Storie Milanesi*, P. IV, p. 284. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 9, p. 441. — *Annal. Mediolanenses*, c. 163, p. 834. — [3] *Andrea Cataro Stor. Padov.* p. 841.

qu'ils devaient avoir, Jacob del Verme sortit de Brescia le troisième jour, et attaqua le premier l'armée impériale. L'Allemagne et l'Italie apprirent avec un égal étonnement, par l'issue de ce combat, la supériorité de la cavalerie italienne. Les Allemands n'avaient point perfectionné leur armure ou leur tactique dans le cours du dernier siècle : les freins et les brides qu'ils employaient, étaient trop faibles pour qu'ils pussent demeurer maîtres de leurs chevaux dans l'ardeur du combat. Les Italiens, au contraire, depuis qu'ils étaient rentrés dans la carrière militaire, avaient fait usage de leur esprit inventif et de leur industrie pour fortifier leur armure, pour s'accoutumer à des évolutions plus rapides, pour rendre leurs chevaux plus dociles, et pour perfectionner leur manœuvre [1]. La première rencontre entre les deux armées fut décisive : le burgrave de Nuremberg, opposé au marquis de Montferrat, fut renversé de son cheval : le duc Léopold d'Autriche, qui combattait contre Charles Malatesta, fut fait prisonnier ; et l'armée impériale aurait été mise dans une entière déroute, si Jacob de Carrare n'avait pas protégé sa retraite avec un corps de cavalerie italienne, qui servait sous l'empereur [2].

L'échec reçu par les impériaux, le 21 octobre, les jeta dans un découragement d'autant plus grand, qu'ils ne pouvaient l'attribuer ni à l'infériorité du nombre, ni à la surprise, ni au désavantage du terrain, ni à aucune ruse de guerre. Léopold d'Autriche, fait prisonnier, ouvrit l'oreille aux propositions de Jean Galéaz ; il fut relâché le troisième jour, mais ce fut pour semer dans le camp impérial les soupçons et la défiance. Bientôt il déclara, de même que l'archevêque de Cologne, qu'il voulait retourner en Allemagne. Les instances de l'em-

[1] *Leon. Aretino hist. Flor.* L. XII. — *Ejusd. Commentar. Rerum suo tempore gestar.* p. 919. — [2] *Andrea Gataro storia Padovana*, p. 842. — *Poggio Bracciolini hist. Flor.* L. III, p. 282.

pereur et des ambassadeurs florentins ne purent retenir ces deux princes; et, après leur départ, Robert lui-même se trouva tellement affaibli, qu'il fit sa retraite vers Trente[1].

L'empereur ne pouvait cependant se déterminer à retourner en Allemagne sans tirer vengeance de l'échec qu'il avait reçu : il ne voulait pas non plus renoncer entièrement aux subsides des Florentins, dont il n'avait touché encore que la moindre partie. Il revint donc en arrière le 6 novembre, et il entra dans Padoue avec quatre mille chevaux : il s'était vu forcé à licencier les troupes de l'Empire qui avaient demandé leur congé, et il ne lui restait point d'argent pour payer la petite armée qui était demeurée fidèle à ses drapeaux. Aussi, en entrant à Padoue, demanda-t-il, avant toute chose, s'il n'était point arrivé dans cette ville d'ambassadeurs florentins qui pussent lui avancer des subsides[2].

Ces ambassadeurs, qu'il attendait avec tant d'impatience, arrivèrent peu après lui, mais ils n'étaient point disposés à se prêter à tous ses désirs. Cent dix mille florins avaient déjà été payés à l'empereur à compte du subside qui lui était promis, et les Florentins se plaignaient de ce qu'il n'avait point rempli de son côté les conditons de son traité. Il n'avait point, disaient-ils, amené assez de monde avec lui pour combattre Jean Galéaz : surtout il n'avait point montré assez de persévérance. Ce n'était pas pour qu'il passât trois jours sur le territoire de Milan, et pour qu'il licenciât ensuite son armée, que le collége des électeurs l'avait invité à descendre en Italie, et que la république lui avait ouvert ses trésors. Florence ne lui reprochait point une défaite, c'est le hasard de la guerre, auquel tout général peut être exposé; mais elle lui reprochait le congé donné à l'armée de l'Empire, lorsqu'il était encore maître de tenir la campagne. Cependant les am-

[1] *Piero Minerbetti*, c. 10, p. 445. — *Cronica di Lucca di Gio. Ser Cambi.* T. XVIII, p. 826. — *Sozomeni Pistoriensis. Histor.* p. 1174. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 12, p. 444.

bassadeurs offraient de payer les quatre-vingt-dix mille florins qu'ils devaient encore, pourvu que l'empereur donnât caution qu'il les emploierait à faire la guerre à Visconti[1].

Comme de part et d'autre on s'accusait d'avoir mal observé les traités, l'empereur et les Florentins recoururent à l'arbitrage des Vénitiens; et Robert se rendit lui-même à Venise, où il fut reçu avec beaucoup de pompe. Le sénat de Venise voyait avec une extrême inquiétude l'agrandissement de Jean Galéaz, et, sans oser se déclarer ouvertement contre lui, il favorisait ses ennemis de tout son pouvoir. Cependant la seigneurie croyait avoir dérobé ses menées à l'observation du duc, et avoir évité sa colère, parce qu'il dissimulait son ressentiment et ne formait aucune plainte. Les Vénitiens oubliaient que Visconti divisait toujours ses ennemis avant de les combattre. Le doge et son conseil cherchèrent à réconcilier l'empereur avec les Florentins; ils exhortaient le premier à entrer en campagne, les seconds à fournir de l'argent, et ils se refusaient à rien faire par eux-mêmes, comme s'il ne s'agissait pas de leur liberté et de celle de l'Italie. Pendant ces négociations, l'armée de Robert diminuait chaque jour, et son affaiblissement faisait perdre courage aux ambassadeurs florentins. Le traité fut si près de se rompre, que l'empereur partit pour l'Allemagne, mais on le rappela : les Florentins lui payèrent soixante-cinq mille florins à compte, et il promit de maintenir son quartier-général à Padoue, et de recommencer au printemps la guerre avec plus de vigueur[2].

Mais son attaque avait cessé d'être redoutable, et Jean Galéaz, au lieu de s'étudier davantage à diviser ses ennemis, ne craignit pas d'en provoquer un nouveau. Il déclara la guerre à Jean Bentivoglio, et au mois de décembre il envoya contre lui Albéric de Barbiano, ennemi personnel du seigneur

[1] *Piero Minerbetti*, c. 12, p. 445. — [2] *Ibid.* c. 14, p. 447. — *Andrea Gataro storia Padovana*, p. 845. — *Scipione Ammirato*. L. XVI, p. 887.

de Bologne. Tandis que Bentivoglio négociait pour s'élever à la seigneurie, il avait promis à Jean Galéaz de lui vendre ensuite la souveraineté de Bologne pour un prix convenu; mais, depuis qu'il en jouissait, il ne voulait plus la résigner[1]. Albéric rassembla tous les ennemis de Bentivoglio et les émigrés bolonais dans ses châteaux de Barbiano et de Lugo, en Romagne. 1402. — Avec leur aide, il s'empara, au commencement de janvier 1402, de plusieurs châteaux de cette frontière : peu après, une maladie arrêta ses conquêtes ; elle donna occasion à Bentivoglio de surprendre son camp avec une compagnie de gendarmes florentins, et de recouvrer les lieux forts qu'il avait perdus[2].

Sur ces entrefaites, Louis, duc de Bavière, et l'évêque de Spire, s'étaient rendus à Florence comme ambassadeurs de Robert. Celui-ci, dont l'honneur était compromis, désirait continuer la guerre; mais il était absolument sans moyens, et si la république ne fournissait pas seule à toutes les dépenses de son armée, il lui était impossible de l'entretenir[3]. Les dix de la guerre à Florence estimèrent que si Robert ne devait être autre chose que le général de leurs troupes, tout autre condottière coûterait moins à la république qu'un empereur, et serait plus dépendant d'elle. Ils répondirent donc qu'ils exécuteraient leur précédent traité de subsides, pourvu que Robert remplît de son côté ses engagements, et ils se refusèrent à de plus grands sacrifices[4]. L'empereur, au retour de ses députés, renonça enfin à son expédition, et le 15 avril il repartit pour l'Allemagne[5].

Jean Galéaz, en attaquant Bentivoglio, l'avait forcé à se jeter dans les bras des Florentins : une étroite alliance avait été signée entre eux le 20 mars 1402[6], et déjà auparavant

[1] *Piero Minerbetti*, c. 3, p. 435. — [2] *Ibid.* 1401, c. 16, p. 449. — *Ghirardacci storia di Bologna.* L. XXVIII, p. 527.—[3] *Piero Minerbetti*, c. 17, p. 450.—[4] *Ibid.* c. 17, p. 450. — [5] *Ibid.* 1402, c. 1, p. 453. — *Scipione Ammirato.* L. XVI, p. 889. — [6] *Piero Minerbetti*, 1401, c. 22, p. 453.

la république avait envoyé dans l'état de Bologne Bernard de Serres, son général, avec la plus grande partie de ses gendarmes. Jacob del Verme y entra au mois de mai avec six mille chevaux, et ravagea toutes les campagnes. Bientôt une autre armée, sous les ordres d'Albéric de Barbiano, vint s'établir à trois milles de la ville. Bernard de Serres, qui avait d'abord tracé son camp à Casalecchio, voulait se retirer devant des forces supérieures, et s'enfermer dans Bologne, persuadé que Barbiano n'entreprendrait jamais le siége de cette ville. Mais Jean Bentivoglio, avec une présomption qu'aucune gloire militaire ne justifiait, voulut courir le risque d'une bataille. Bernard de Serres, qui lui était subordonné, écrivit à Florence pour représenter le danger de sa situation, et, en attendant une réponse, il fortifia le mieux qu'il put son camp de Casalecchio[1]. Le 26 juin, il y fut attaqué par Albéric de Barbiano; les Bolonais, qui détestaient le joug de Bentivoglio, refusèrent de combattre[2], et malgré la vigoureuse résistance de la gendarmerie, le camp florentin fut forcé; Bernard de Serres fut fait prisonnier, ainsi que les deux fils de François de Carrare et la plus grande partie de ses cavaliers[3].

Jean Bentivoglio s'était enfui à Bologne, et il espérait être encore à temps de défendre sa capitale; mais son rival, Nanne des Gozzadini, était dans le camp ennemi avec tous les émigrés bolonais. Jean Galéaz leur avait promis de rétablir leur république, et cette espérance leur avait fait trouver beaucoup de partisans dans la ville. Pendant la nuit qui suivit le combat, ils se rassemblèrent en criant : *Vive le peuple et meure Bentivoglio !* Ce dernier les combattit courageusement dans les rues, où il eut deux chevaux tués sous lui. En même temps, d'autres insurgés ouvraient aux Milanais la porte nommée

[1] *Poggio Bracciolini.* L. IV, p. 288. — [2] *Cherubino Ghirardacci.* L. XXVIII, p. 532. — [3] *Piero Minerbetti,* 1402, c. 7, p. 457. — *Cron. di Bologna,* p. 571. — *Bonincontrii Miniatensis Annal.* p. 87. — *Sozomeni Pistoriensis Hist.* p. 1175. — *Andrea Gataro storia Padovana,* p. 858.

Saragosse. Bentivoglio accourut à leur rencontre, et essaya de défendre le passage avec les soldats qui lui étaient restés; mais comme il n'était plus entouré que d'une poignée de monde, il fut fait prisonnier, et deux jours après il fut massacré par ordre d'Albéric de Barbiano[1]. Bardo Rittafé, l'un des deux ambassadeurs florentins qui se trouvaient à Bologne, mourut des suites de ses blessures. L'autre, Nicolas d'Uzzano, fut fait prisonnier avec plusieurs de ses compatriotes; il était alors un des dix de la guerre, et des principaux chefs de l'état[2].

Le duc de Milan avait promis à Gozzadini qu'il remettrait Bologne en liberté, et, en effet, il permit qu'on y élût de nouveau des Anziani, et que tous les ordres fussent donnés au nom de la république; mais, dès le lendemain, sa cavalerie courut les rues pour prendre possession de la ville; un noble bolonais, Jacob Isolani[3], proposa de déférer la seigneurie au duc de Milan : le fantôme de république fut renversé, et Nanne des Gozzadini fut réduit lui-même à émigrer de nouveau[4].

Après la conquête de Bologne, Jean Galéaz, plutôt que de pousser immédiatement ses armées sur le territoire de Florence, prit à tâche de ruiner le commerce de cette république, en lui coupant toute communication avec la mer ou avec les autres états de l'Italie. Les Florentins, n'étant plus admis dans les ports de Pise ou de l'état de Sienne, s'étaient réduits à celui de Motrone, près de Piétra-Santa, en Lunigiane. De là, pour se rendre à Florence, la route traversait une partie de l'état de Lucques. Jean Galéaz envoya huit cents chevaux dans le val de Serchio pour couper ce débouché aux mar-

[1] *Andrea Gataro*, p. 854. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 8, p. 458. — *Matth. de Griffonibus Mem. histor.* p. 209. — *Cronica di Bologna*, p. 572. — *Cherubino Ghirardacci*. L. XXVIII, p. 533. — [3] *Jacobi de Delayto Annal. Estenses*, p. 971.— [4] *Cherubino Ghirardacci*. L. XXVIII, p. 536. — *Matthæi de Griffonibus*, p. 210.

chands florentins [1]. Dans le même temps, Richard Cancellieri, maître du château de Sambuca, infestait tout le territoire de Pistoia par ses courses; de nouvelles tentatives avaient été faites pour surprendre San-Miniato; les Ubaldini avaient fait révolter une partie des montagnes et menaçaient Firenzuola [2]. De toutes parts la guerre s'approchait du territoire de Florence. Depuis dix années, cette république soutenait une lutte inégale contre le duc de Milan; elle était épuisée par des dépenses toujours croissantes, et par une suite de revers: il ne lui restait plus d'autre allié que le seigneur de Padoue, encore celui-ci avait-il besoin de secours et n'était-il pas en état d'en donner. L'empereur avait été forcé à la retraite; le pape, sans crédit et sans forces, supportait en silence les outrages qu'il avait reçus de Jean Galéaz, et ne voulait point provoquer son courroux; Venise, s'aveuglant sur le danger qu'elle courait, refusait de combattre pour la liberté de l'Italie; la France, malgré son alliance récente avec les Florentins, ne leur avait pas fourni un soldat; Gênes, Pérouse, Sienne, Pise, Lucques et Bologne avaient perdu leur liberté. Mais quand il ne restait plus aucun défenseur à la république florentine, le ciel lui-même parut venir à son secours. La peste se manifesta en Lombardie. Jean Galéaz, pour l'éviter, quitta Pavie, et vint s'enfermer à Marignano, où son oncle Bernabos s'était réfugié dans une occasion semblable. La contagion l'y atteignit cependant. Il était déjà malade, lorsqu'une comète vint à paraître: Jean Galéaz, adonné à l'astrologie judiciaire, ne douta pas que ce phénomène ne fût l'annonce de sa mort. « Je remercie Dieu, s'écria-t-il, de ce qu'il a bien voulu qu'un « signe de mon rappel apparût dans le ciel aux yeux de « tous les hommes [3]. » L'événement justifia ce présage :

[1] *Cronica di Lucca di Ser Cambi*, p. 835. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 9, p. 459.— [3] *Annales Bonincontrii Miniatensis*, p. 88.

le duc de Milan mourut le 3 septembre 1402, et la balance de l'Italie, qu'il avait presque renversée, se releva d'elle-même[1].

[1] *Piero Minerbetti*, 1402, c. 12, p. 461.—*Leonard. Aretin.* qui termine par cet événement son douzième et dernier livre. — *Andrea Gataro Storia Padov.* p. 858. — *Jacobi de Delayto Annal. Estens.* p. 972. — *Marangoni Cronica di Pisa*, p. 824. — *Scipione Ammirato.* L. XVII, p. 893.

CHAPITRE VII.

Considérations sur le caractère et les révolutions du XIVe siècle.

Nous avons conduit nos lecteurs jusqu'à la fin du XIVe siècle, et pendant cette période importante nous nous sommes fait une loi de suivre non seulement les révolutions des peuples divers de l'Italie dont nous avons entrepris l'histoire, mais encore la politique générale de l'Europe, et les rapports de chaque nation ultramontaine avec les Italiens. Nous demanderons ici à nos lecteurs, comme nous l'avons fait à la fin du siècle précédent, de s'arrêter quelque temps avec nous pour jeter un regard en arrière sur l'espace que nous venons de parcourir.

Ce retour sur les temps écoulés ne donnera point une satisfaction entière ; de grandes actions ont été accomplies dans ce siècle ; de grands hommes se sont avancés sur la scène ; de grandes vertus, de grandes révolutions, de grands crimes, et surtout un grand développement de l'esprit humain, ont occupé tour à tour notre attention : et cependant nous ne voyons point une seule pensée remplir et animer tous les esprits ; nous ne sentons point que les révolutions des états ou les passions des hommes tendent vers un but unique ; et le siècle peut-être le plus riche pour l'Italie en grands écrivains, en penseurs profonds, en hommes supérieurs, le XIVe siècle, n'a point un

caractère déterminé. Ce n'est pas ainsi que se présentent à notre souvenir les hommes du XII[e] et du XIII[e] siècle, avec leur énergie de liberté et leur ardent désir de pouvoir et de gloire. L'histoire de toutes les villes était alors presque la même; la vie de chaque homme ressemblait à la vie de son concitoyen, non point par un repos semblable, mais par une activité de même nature : tous tendaient avec force vers un même but; tous avançaient avec rapidité dans une même carrière, et la nation entière avait un grand caractère, non pas tant parce qu'elle comptait beaucoup de grands hommes que parce que chaque homme, jusqu'au citoyen le plus obscur, avait reçu de la nature un ample partage.

Dans le XIV[e] siècle, les individus se détachent davantage de la foule; ils attirent sur eux l'attention; ils la commandent par leurs hauts faits, leurs talents ou leurs crimes : mais l'on ne voit point la nation à laquelle ils appartiennent s'avancer dans aucune carrière; et tandis qu'eux-mêmes, comme des lumières errantes, brillent et cheminent en tous sens, les divers peuples qu'ils devraient guider s'égarent dans les sentiers tortueux de la politique; ils avancent et reculent tour à tour : les uns marchent à la liberté, les autres au despotisme; l'immoralité et la religion, la superstition et la philosophie, le courage et la pusillanimité dominent tour à tour, et l'on ne saurait affirmer, après la révolution de tout le siècle, si aucun progrès a été fait dans aucun sens.

Les premiers chefs-d'œuvre de la langue italienne appartiennent au XIV[e] siècle; elle naquit en quelque sorte avec lui; le poëme immortel du Dante date de la première année du siècle; Pétrarque et Boccace fleurirent pendant son cours, et d'autres poëtes aimables occupent encore, au-dessous de ceux-ci, un rang distingué[1]. Cependant l'école nouvelle perd tout

[1] On cite surtout Bosone de Subbio, Francesco de Barbérino, Bénuccio Salimbéni,

à coup sa fécondité; la littérature italienne s'arrête: l'invention semble lui être interdite; l'imagination est étouffée par les chaînes de l'érudition : de fatigants copistes prennent la place des poëtes ; on ne leur voit jamais produire que des sonnets, des *canzoni*, et de froides allégories imitées des poëmes que Pétrarque a nommés ses triomphes ; l'inspiration est glacée par la raideur du mètre qu'ils emploient; la pensée se refuse à entrer dans le cadre étroit où l'on veut l'assujettir; personne ne cultive la poésie épique ou dramatique, et ceux qui s'essaient dans le genre lyrique n'y apportent point d'imagination, d'enthousiasme ou de sensibilité. Les muses italiennes se taisent enfin complétement; il ne reste pas à la fin du siècle un seul beau génie qui fasse honneur à sa langue maternelle; et cette langue, déjà épuisée et corrompue, doit sommeiller un autre siècle avant d'être employée à de nouvelles créations.

L'antiquité avait été découverte; et les savants, remplis d'un saint respect pour elle, avaient voulu lui faire occuper la place du temps présent. L'étude des langues mortes avait tout à coup suspendu la vie chez cette nation, si prompte à prendre des formes nouvelles. C'était dans la langue des siècles passés, et en se plaçant à côté des morts, qu'on prétendait acquérir de la gloire; comme si l'inspiration pouvait jamais animer une langue qui n'a point retenti jusqu'au fond du cœur dans l'intimité des rapports domestiques; une langue dans laquelle le fils n'a point entendu sa mère, ou l'amant son amante; une langue qui n'excite point d'émotion populaire, et qui ne peut point soulever ou entraîner la multitude. Des hommes d'un génie distingué apprirent à penser, à sentir, à parler comme Cicéron, Tite-Live ou Virgile. Ils réussirent à paraître comme des ombres dont l'antiquité était le corps. Mais le temps présent n'était que l'image d'un passé qu'on

Bindo Bonichi, Fazio des Uberti, Marco Barbato, Giovanni Barili, Sennuccio del Benè, Lancelloto Anguisola, Zenone Zenoni, et Franco Sacchetti.

s'efforçait de rappeler ; et cette vie réfléchie, où l'on ne sent rien de spontané, avait la tristesse glacée de la mort qu'elle imitait [1].

Ce zèle d'érudition eut du moins l'avantage de faire rassembler les riches monuments de l'antiquité qu'on avait trop négligés. L'art de fabriquer le papier, qui paraît avoir été inventé ou plutôt importé d'Espagne à Fabriano, dans la Marche d'Ancône, vers la fin du siècle précédent [2], permit de multiplier les copies des manuscrits précieux ; le roi Robert de Naples, le marquis d'Este, Jean Galéaz, duc de Milan, Louis de Gonzague, Pandolfe Malatesti, et plusieurs autres souverains, rassemblèrent des livres à grands frais, et accordèrent à tous les savants l'usage de leurs précieuses collections. Les particuliers imitèrent leur magnificence, et l'Italie fut bientôt le pays de l'Europe le plus riche en bibliothèques.

Le zèle exagéré et pédantesque de l'érudition ne pouvait être avantageux à la littérature : mais il y avait des études aux progrès desquelles cette ardeur était peut-être nécessaire, et les Italiens soutinrent dans ce siècle la gloire de leurs universités par les doctes travaux de leurs théologiens [3], de leurs canonistes [4] et de leurs jurisconsultes [5]. Il y eut un temps où les noms de Giovanni d'Andréa, de Bartolo et de Baldo, paraissaient voués à une éternelle célébrité ; máis l'érudition ne

[1] Les plus célèbres poëtes latins, après Pétrarque et Zanobi da Strata, sont : Albertino Mussato, Ferréto de Vicence, Convennole de Prato, André de Mantoue, Francesco Landini, Jacopo Allegretti, et Coluccio Salutati. Parmi les prosateurs, nous rappellerons avant tout les historiens dont nous avons fait usage. A la fin du siècle on vit paraître Léonardo Bruno, dit l'Arétin, Poggio Bracciolini, et Coluccio Salutati, qui devaient l'emporter, comme écrivains latins, sur leurs prédécesseurs. — [2] *Tiraboschi, Storia della Letteratura.* T. V, L. I, c. 4, § 4, p. 90. — [3] Robert de Bardi, Denys du Bourg-Saint-Sépulcre, Guillaume de Crémone, Ugolino Malabranca, Bonaventura de Péruga, Luigi Marsigli, etc. — [4] Guido de Balso, Giovanni d'Andrea, Giovanni Calderini, Paolo de Liazari, Giovanni de Legnano, Pietro d'Ancarano, Lapo de Castiglionchio, Francesco Tabarella, etc. — [5] Cino de Pistoia, le fameux Bartolo de Sasso-Ferrato, Niccolò Spinelli, Andréa Rampini d'Isernia, Baldo, Gio. Piétro Ferrari, Ricardo de Salicéto, etc.

donne jamais qu'une gloire d'emprunt, une gloire passagère · le génie, et non l'immensité de savoir, peut seul garantir aux ouvrages des hommes leur triomphe sur le temps.

A la réserve du poëme du Dante, des sonnets de Pétrarque et des nouvelles de Boccace, aucun ouvrage composé dans ce siècle n'est connu de la généralité des lecteurs. C'est donc moins dans les écrits que dans les actions que nous devons chercher le caractère des hommes de cette période. Dans le cours de cette histoire, nous nous sommes proposé de lier les événements les uns aux autres, et de les enchaîner autour d'un centre commun d'intérêt ou de mouvement. Nous nous sommes efforçé d'éviter les transitions trop brusques de l'histoire d'un peuple à celle d'un autre, et notre tâche la plus pénible a été presque toujours de découvrir le rapport, le point d'union entre des événements qui paraissaient tous isolés. Cependant, nous le sentons, beaucoup de confusion doit rester encore dans l'esprit du lecteur, ballotté entre mille récits qui s'entrecoupent. Essayons, pour classer nos souvenirs, de suivre les révolutions du siècle dans chacun des états dont l'Italie se composait alors, et cherchons à voir en même temps ce qu'ils étaient et ce qu'ils devinrent.

L'autorité impériale, relevée en Allemagne par les talents et l'énergie de Rodolphe de Hapsbourg et de son fils Albert, ne s'était point étendue de nouveau sur l'Italie. Henri de Luxembourg entreprit, au commencement du siècle, ce que la maison d'Autriche n'avait pas tenté : il porta ses armes victorieuses au travers de la Lombardie ; il fit reconnaître au Piémont, au Milanais, à la Marche Trévisane, une autorité longtemps négligée ou bravée ; il combattit avec gloire, en Toscane, la résistance non moins glorieuse de la république florentine ; il ceignit à Rome son front de la couronne impériale, malgré le puissant adversaire qui voulait lui défendre l'entrée de cette ville ; il parut grand dans la pauvreté et le dé-

nuement comme au milieu des victoires, et sa mort prématurée l'empêcha seule peut-être de rattacher par des liens durables l'Italie à l'empire germanique.

Mais après la mort de ce prince, aucun homme digne de lui succéder ne monta de longtemps sur le trône impérial. La guerre civile entre Louis de Bavière et Frédéric d'Autriche contribua moins encore à détruire l'autorité du monarque que la conduite inconséquente, ingrate et avide de Louis en Italie, après qu'il fut demeuré vainqueur. Les descendants de Henri VII, qui occupèrent ensuite le trône, semblèrent à chaque génération perdre quelqu'une des vertus ou des qualités de ce grand prince, pour arriver enfin à la plus méprisable nullité. Jean, son fils, roi de Bohême, n'avait hérité que de sa bravoure chevaleresque, de son activité et de sa loyauté; tandis que l'inconstance de Jean, dans la poursuite de vastes projets qu'il formait et qu'il oubliait ensuite, devait renverser son autorité aussi rapidement que son activité l'avait élevée. Charles IV, son fils, empereur après Louis de Bavière, était inférieur à son père aussi bien qu'à son aïeul. Timide, égoïste, avare, deux fois il parcourut l'Italie en marchand plutôt qu'en monarque, et deux fois il se soumit à des affronts dont il vendait ensuite le pardon, là où ses ancêtres avaient moissonné des lauriers. Il mit à l'encan l'honneur de l'Empire avec le sien, et il sacrifia les anciens amis de sa famille, et la prospérité des villes qui lui avaient montré le plus de dévouement, à l'accomplissement de ses vues intéressées. Wenceslas, son fils, fit voir ensuite qu'on pouvait descendre plus bas encore, et dégénérer d'un tel père. Peut-être cependant que sa vie oisive et dissolue aurait fait, en Italie, moins de tort à l'honneur de sa couronne que les voyages de Charles IV, parce qu'on l'oubliait volontiers, comme on était oublié de lui; mais l'impatience et la révolte de l'Allemagne réveillèrent l'attention, et Wenceslas, par sa

chute honteuse du trône impérial, donna bientôt la mesure de tout le mépris qu'il méritait.

Ainsi l'autorité des empereurs sur l'Italie était nulle à la fin du XIV[e] siècle, comme elle fut nulle à son commencement. Les campagnes de Henri VII, de Louis de Bavière et de Charles IV ne leur avaient procuré aucune conquête durable, et s'il y avait quelque différence dans la situation de l'Empire à ces deux époques, elle était toute dans la disposition des peuples. Ils étaient plus détrompés de toutes les illusions; ils avaient plus complétement perdu leur ancien respect pour le nom du monarque; ils avaient rompu avec lui les liens d'affection ou de parti; car, quoique les factions guelfe ou gibeline n'eussent point encore oublié leur ancienne haine, et qu'elles dussent bientôt recommencer à se combattre, elles s'étaient absolument détachées des intérêts de l'Église et de l'Empire. L'on n'avait point été surpris de ce que l'empereur Robert s'était allié aux Guelfes de Florence et de Padoue pour faire la guerre aux Gibelins de Lombardie; mais la mauvaise issue de cette expédition apprit à quel point de faiblesse l'Empire était réduit, même lorsqu'il avait pour chef un prince sage et courageux.

La révolution d'un siècle avait produit de bien plus grands changements dans la puissance du pape. Boniface VIII était encore, à la fin du XIII[e] siècle, un souverain puissant en Italie, un pontife obéi et redouté par tous les chrétiens. Boniface IX, à la fin du XIV[e] siècle, avait perdu presque toute puissance temporelle et spirituelle. Mais cette période avait été marquée pour l'Église par une suite de calamités; et l'on a lieu d'être surpris, non de ce qu'elle était tombée si bas, mais de ce que de tels événements ne lui avaient pas enlevé toute considération et toute puissance. Les outrages auxquels Boniface VIII fut exposé en 1303, et sa mort violente, semblaient présager ce que la dignité pontificale aurait à souffrir

dans cet espace de temps. Clément V, lorsqu'il renonça à sa résidence naturelle, et qu'il consentit à demeurer comme en otage entre les mains d'un roi qu'on accusait d'avoir fait mourir ses deux prédécesseurs, se dépouilla en même temps de l'autorité qu'on accordait auparavant au père commun des chrétiens, et de la souveraineté que les successeurs de saint Pierre avaient lentement élevée par leur politique. Tandis que le chef des fidèles s'abaissait jusqu'à devenir l'instrument et souvent le jouet d'une cour ambitieuse et dissimulée, tandis qu'il oubliait, dans la sensualité et les plaisirs, les leçons de morale qu'il devait donner aux chrétiens, que la pompe de sa cour en voilait la servitude, et que sa richesse en trahissait la vénalité simoniaque, les habitants de Rome et des états de l'Église secouaient l'autorité des légats et des vicaires qu'on leur envoyait d'Avignon pour les gouverner. Les uns retournaient à la liberté, ou à une indépendance orageuse ; d'autres se soumettaient à des maîtres nouveaux, mais à des maîtres guerriers et de leur choix : tous rougissaient également d'obéir à de faibles prêtres, mandataires d'un pontife qui ne méritait plus de respect.

Les papes, après avoir causé la révolte de leurs états par leur séjour en France, ne renoncèrent point à leur souveraineté en Italie : au contraire, comme ils s'étaient mis avec leur cour à l'abri de tous les événements, comme ils ne voyaient point les souffrances des peuples qu'ils exposaient à la guerre, ils travaillaient à recouvrer leur autorité perdue avec une persistance et un égoïsme qu'on ne voit point dans les autres gouvernements. Les guerres qu'ils excitaient en Italie étaient éternelles, parce qu'ils ne pouvaient jamais être complétement vaincus, qu'ils ne prenaient jamais des mesures suffisantes pour vaincre, et qu'ils n'étaient jamais assez touchés des souffrances des peuples pour arrêter l'effusion du sang. Les autres souverains recherchent la paix après quelques dé-

faites, soit parce qu'ils craignent pour leur résidence même, soit parce que la perte d'une partie de leurs états les prive des revenus avec lesquels ils doivent maintenir leurs armées. Mais le pape, pour faire la guerre, tirait ses revenus de toute la chrétienté; et les défaites qu'il éprouvait lui fournissaient des prétextes pour imposer de nouvelles décimes, ou de nouvelles contributions sur le clergé. Les trésors qu'il recueillait ainsi de toute l'Europe étaient en partie dissipés par les prodigalités de sa cour; ses généraux, laissés sans argent, perdaient tout à coup tous les avantages qu'ils avaient acquis. Lors même qu'ils auraient pu terminer la guerre, ils la rallumaient à dessein, pour que de nouveaux subsides du clergé fournissent à l'avidité des courtisans de nouvelles occasions de s'enrichir.

Ce fut Jean XXII, successeur de Clément V, qui commença ces longues guerres de l'Église en Italie. Pour servir Robert, roi de Naples, dont il était la créature, il attaqua les Visconti en 1317; et dès-lors, jusqu'à la fin du siècle, la guerre entre l'Église et les seigneurs de Milan fut à peine interrompue par de courtes trêves. Peu d'années après, le même pape se déclara l'ennemi de Louis de Bavière; et, de même que ses prédécesseurs, il rejeta jusqu'à la mort de ce monarque tout projet de pacification et toute soumission de son adversaire.

Enfin Jean XXII entreprit une troisième guerre, non plus contre les souverains étrangers, mais contre ses propres états. Il envoya le légat Bertrand du Poïet pour dépouiller de leurs priviléges les peuples qui relevaient de l'Église, courber l'indépendance des grands, et chasser de leurs seigneuries les vicaires pontificaux. Cette troisième guerre ne fut pas plus facilement terminée que les deux autres. A la fin du XIVe siècle le pape combattait encore des feudataires rebelles, et l'état de l'Église n'était ni plus soumis ni plus indépendant que lorsque cette guerre avait commencé, soixante et dix ans auparavant : il était seulement plus désert et plus pauvre.

Durant ces longues hostilités, l'Église eut à deux reprises des succès brillants ; elle les dut aux deux légats Bertrand de Poïet et Giles Albornoz, qui, à vingt-cinq ans de distance l'un de l'autre, recouvrèrent presque tout le patrimoine ecclésiastique. Le parti des peuples eut aussi deux périodes de gloire, l'administration de Colas de Rienzo à Rome, et la guerre de la ligue de la liberté, entreprise sous la protection des Florentins. Mais les conquêtes des légats étaient bientôt perdues par l'incapacité de leurs successeurs ou l'avarice hors de saison de la cour ; et les priviléges recouvrés par les villes étaient bientôt abandonnés par l'inconstance des peuples, ou envahis par de nouveaux usurpateurs. Ni le parti de l'Église ni celui de la liberté ne savaient faire des acquisitions durables.

Cette guerre changea de nature à l'époque du grand schisme, en 1378. L'un des pontifes demeura en Italie, et se trouva entre les mains de ses sujets, dont ses prédécesseurs s'étaient toujours tenus éloignés ; il fixa son séjour à portée de ses ennemis, qu'il se vit forcé de ménager : il fut privé de la plus grande partie des revenus que ses prédécesseurs tiraient du reste de l'Europe ; enfin, il fut aussi dépouillé de la considération attachée autrefois à son caractère. L'inconséquence d'Urbain VI, et les accusations portées contre lui par son rival d'Avignon, avaient rendu le pape un objet de scandale pour la chrétienté. Si, à cette époque, la ligue des villes avait voulu faire usage de sa supériorité, l'autorité temporelle des successeurs de saint Pierre aurait été anéantie. Mais dès que les villes cessèrent de craindre le pape, de nouveaux seigneurs, élevés parmi elles, recherchèrent son alliance ; et Boniface IX régna sous la protection de Malatesti.

La révolution du XIV[e] siècle ne fut pas moins funeste au royaume de Naples, la troisième monarchie de l'Italie. Sous les premiers princes de la maison d'Anjou, cette grande et ri-

che souveraineté paraissait devoir s'étendre sur toute la presqu'île; leurs successeurs la laissèrent s'anéantir. Elle ne mettait plus aucun poids dans la balance politique : elle n'opposait aucune résistance à aucun ennemi; et les plus belles provinces de l'Europe n'étaient plus qu'une arène, où tous les ambitieux et tous les aventuriers combattaient pour se disputer les dépouilles des peuples.

Les calamités qui poursuivirent les enfants du sage roi Robert pourraient faire révoquer en doute la prudence si souvent vantée de ce monarque. On pourrait l'accuser de la mauvaise éducation donnée à son fils le duc de Calabre et à sa petite-fille la reine Jeanne, des exemples corrupteurs dont cette dernière avait été entourée, et de la dissolution de toute sa cour. Mais il n'est pas juste de reprocher aux rois le malheur inévitable de leur situation. Leurs efforts pour inspirer des sentiments vertueux à leurs enfants ne peuvent jamais contrebalancer les efforts des courtisans pour leur enseigner le vice. Ceux-ci ne s'élèvent qu'en flattant les passions de leurs maîtres : ils gagnent leur amitié en servant leurs faiblesses; et, tout pleins de cette espérance, ils épient leurs premiers penchants pour les exciter, leurs premiers désirs pour les satisfaire. Il faut ou une vertu bien rare dans un prince, pour résister à tant de piéges, ou des circonstances bien extraordinaires, pour qu'il n'y soit pas exposé. Robert eut, dans ses enfants, le sort commun des rois : toute la maison d'Anjou dégénéra constamment depuis son premier fondateur. Charles Ier réunissait seul les qualités qui élèvent et affermissent les monarchies. Il était vaillant, actif, prompt à se déterminer; il savait se faire aimer des soldats et craindre des peuples; sa dureté était excusée par le fanatisme qui l'accompagnait; ses cruautés envers les vaincus, effacées par sa prodigalité pour les vainqueurs; sa politique même semblait d'accord avec ses sentiments, et plus inspirée que calculée. Son

fils, Charles II, avait plus d'humanité, de douceur, de bienveillance, mais moins de toutes les qualités par lesquelles on règne. Sa carrière militaire ne fut pas brillante, et sa valeur même était problématique. Robert, à son tour, était plus efféminé que son père et que son aïeul. Il dut presque tous ses succès, non point à son courage, mais à une prudence qui tenait de la dissimulation. Le duc de Calabre, son fils, qui mourut avant lui, était perdu de débauches; et sa conduite à Florence, lorsqu'il y fut appelé au commandement, décéla son incapacité. Enfin, Jeanne, qui commença par le meurtre de son mari une longue carrière de crimes et de faiblesses, et qui devait la terminer par une mort honteuse, était parvenue à ce point de dégradation qui cause la ruine des maisons royales. Elle occupait, parmi les descendants de Charles d'Anjou, la même place que Wenceslas parmi ceux de Henri VII.

Depuis la guerre du roi de Hongrie, le royaume de Naples fut constamment livré au pillage; et les compagnies d'aventuriers succédèrent aux soldats demi-barbares du conquérant. Il ne restait plus ni flotte ni armée sous les ordres du souverain : aucune garnison n'était établie dans les villes, aucune fortification n'était entretenue; et lorsque quelque cité se défendait contre les agresseurs, c'était par ses propres forces et sans l'appui du gouvernement. Les contributions des provinces étaient presque toujours saisies par les armées étrangères; si quelquefois elles parvenaient à Naples, la cour les dissipait pour son luxe et ses plaisirs, en sorte que le trésor public restait toujours vide. Enfin, tandis que la guerre dévastait tout le royaume, des confins de l'Abruzze au Phare de Messine, la nation perdait tout esprit militaire, elle n'assistait aux combats que pour y être dépouillée; on ne l'appelait à aucune résistance, ses maîtres ni ses ennemis n'attendaient rien d'elle: elle ne croyait plus avoir ni honneur à perdre, ni caractère

à conserver; elle était enfin résignée à la souffrance et à la honte.

C'est dans cet état que Charles III, ou de Duraz, trouva le royaume lorsqu'il en fit la conquête. Il montra bientôt les effets de l'éducation guerrière qu'il avait reçue en Hongrie. Ses mœurs et son caractère ne ressemblaient point à ceux des maris et des amants de la reine, qui, avant lui, avaient gouverné le royaume. En peu de temps, il y rétablit la paix intérieure; bientôt il l'aurait rendu redoutable au dehors, si son expédition en Hongrie et sa mort prématurée n'avaient pas arrêté ses projets. Après lui, l'anarchie recommença; et aux causes de ruine qui avaient précédé son règne, se joignirent encore la guerre civile entre les deux maisons de Duraz et d'Anjou et la minorité des deux prétendants au trône.

Pendant la même période, de nouveaux princes avaient cherché à s'assurer sur l'Italie l'autorité que les empereurs, les papes et les rois de Naples perdaient chaque jour davantage. La maison de la Scala à Vérone, et la maison Visconti à Milan, purent toutes deux se flatter de réussir dans ce projet; toutes deux élevèrent quelque temps leurs regards jusqu'à la couronne d'Italie.

La maison de la Scala fut la première à former ces prétentions ambitieuses : elle les maintint pendant la première moitié du siècle; et à deux reprises, sous le grand Cane et sous Mastino II, elle fit trembler l'Italie pour sa liberté.

Parmi les maisons nouvelles, qui ne possédaient pas de fiefs héréditaires, et qui s'étaient élevées par l'intrigue à une souveraineté qu'on nommait encore tyrannique, la maison de la Scala était la plus ancienne. Dès l'an 1260, Mastino de la Scala avait succédé au pouvoir du féroce Eccélino sur Vérone; et dès lors cette ville obéit à sa famille jusque tout près de la fin du XIVe siècle. Dans le temps où l'ambition de Ro-

bert, roi de Naples, et la haine implacable de Jean XXII, suscitaient à tous les Gibelins une guerre acharnée, ce parti, laissé sans défenseurs par la rivalité entre les deux empereurs élus, choisit pour son chef Cane de la Scala, surnommé le Grand. Cane fit prospérer les armes des Gibelins par son habileté et son courage; en peu d'années, il soumit à sa domination Padoue, Vicence, Trévise, et une grande partie de la Marche. Seul, dans son parti, il n'éprouva point l'ingratitude de Louis de Bavière; sa richesse et sa puissance surpassaient déjà celles de tout autre seigneur italien, lorsqu'il mourut dans la force de l'âge et au milieu de ses conquêtes. Mastino II, son neveu, qui lui succéda, l'égalait en adresse et en courage, et le surpassait en ambition; à la force des armes il joignait les ruses de la mauvaise foi. Les circonstances le favorisèrent. Jean de Bohême, qui avait paru en Italie comme un libérateur des peuples, sembla ensuite n'avoir accepté la soumission des villes que pour qu'elles devinssent plus facilement la proie de Mastino de la Scala. Ce dernier joignit Brescia, Parme, Modène et Lucques à l'héritage de son oncle; son revenu surpassait celui de presque tous les souverains de l'Europe, et il semblait sûr le point de mettre sur sa tête la couronne royale qu'il avait déjà fait préparer. Le courage et l'énergie des Florentins arrêtèrent cependant ses conquêtes: ils liguèrent contre lui Venise et toute la Lombardie; ils firent révolter Padoue; ils conquirent Trévise et Brescia, et ils n'accordèrent la paix à Mastino de la Scala que lorsqu'il eut cessé d'être redoutable.

En effet, après la paix, Mastino, obligé par la révolte de Parme à vendre encore la seigneurie de Lucques, fut témoin, de son vivant, du déclin de sa maison. A sa mort, ses enfants demeurèrent sans influence sur l'Italie; et, s'ils attirèrent encore l'attention de leurs compatriotes, ce fut par leurs forfaits. L'on vit les deux plus jeunes frères assassiner leur aîné,

conspirer ensuite l'un contre l'autre, et le plus faible passer de longues années en prison, jusqu'à ce que son frère l'y fit assassiner pour assurer la succession de ses propres bâtards. Les mêmes crimes se répétèrent à la génération suivante. Un frère, pour régner seul, fit massacrer son frère; et le survivant fut atteint, à son tour, par la punition due à cette race coupable, lorsque, dépouillé de ses états par Jean Galéaz Visconti, fugitif et accablé de misère, il mourut empoisonné.

La seconde maison qui prétendit à l'empire de l'Italie ne se rendit pas haïssable par moins de crimes, mais elle conserva plus longtemps les talents et quelques-unes des vertus qui agrandissent ou qui maintiennent les états. L'archevêque Othon avait le premier élevé, vers la fin du siècle précédent, la dynastie des Visconti à la souveraineté de Milan : lorsqu'il mourut, en 1293, il transmit son pouvoir à son neveu Matthieu, auquel les Italiens donnèrent le nom de Grand. Ce seigneur fut un des champions les plus résolus du parti gibelin en Italie, et des plus redoutables adversaires des papes. Il éprouva l'infidélité de la fortune au commencement du siècle; et son fils Galéaz, qui lui succéda, fut, vingt ans plus tard, victime de l'ingratitude de Louis de Bavière. Mais les malheurs des Visconti leur apprirent à trouver plus de ressources en eux-mêmes; Azzo Visconti, fils de Galéaz, élevé comme lui à l'école de l'adversité, manifesta plus de vertus qu'aucun autre prince de sa race. Il retira la seigneurie de Milan des mains du même empereur qui l'avait enlevée à son père : il y réunit celle d'un grand nombre d'autres villes qui, jusqu'alors, avaient obéi à des seigneurs particuliers; et il affermit sa domination en lui donnant pour base l'amour des peuples. Le règne d'Azzo fut vraiment glorieux, puisque ce prince réunit les vertus aux talents, et qu'il ne démentit point sa modération au milieu de ses conquêtes.

Azzo fut enlevé par une mort inattendue au milieu de sa

carrière : ses deux oncles, Luchino et Jean, qui lui succédèrent, ne méritaient point comme lui l'amour de leurs sujets; mais ils réunissaient la même valeur aux mêmes talents. Cette dynastie eut l'avantage presque inouï d'avoir successivement six chefs également distingués. La couronne ne passa point des pères aux enfants et n'entretint point une mollesse héréditaire; la dissimulation, l'égoïsme et le vice ne formèrent point l'éducation nécessaire des légitimes successeurs du grand Othon; la même lutte, les mêmes vicissitudes de fortune qui développèrent son énergie, agirent tout aussi puissamment sur son frère et ses neveux : tous les six avaient tour à tour lutté avec la fortune; et l'archevêque Jean Visconti, qui mourut le dernier, en 1354, avait appris comme ses devanciers à connaître les hommes, lorsqu'il était persécuté et exilé. Il soumit à son pouvoir Gênes, Bologne, et presque toute la Lombardie; il tenta d'envahir la Toscane et l'état de l'Église, et peut-être fut-il plus près qu'aucun autre prince du XIV[e] siècle de s'assurer la souveraineté de toute l'Italie. Cependant il excita la défiance de ses voisins par sa dissimulation et sa perfidie plus que par ses conquêtes, et les vices par lesquels il croyait vaincre arrêtèrent ses victoires et mirent obstacle à sa grandeur.

L'archevêque Jean Visconti fut le dernier des princes de cette famille qui eut quelque magnanimité dans le caractère : mais la passion des conquêtes, le désir insatiable de dominations nouvelles demeurèrent à ses successeurs, quoiqu'ils n'héritassent point aussi des qualités plus brillantes de ce prince. La maison Visconti, jusqu'à son dernier rejeton, ne renonça point aux projets que ses premiers chefs avaient formés pour asservir l'Italie; elle employa désormais les arts de la faiblesse au lieu de ceux de la force, la perfidie et l'intrigue de préférence aux armes; mais elle tendit constamment au même but.

Bernabos, Galéaz son frère, et Jean Galéaz, fils du der-

nier, qui leur succéda, étaient des hommes timides autant qu'ambitieux; leur cruauté, leur avarice et leurs exactions les rendirent odieux à leurs sujets; ils causèrent la ruine des provinces qui leur étaient soumises, par les guerres continuelles qu'ils entretinrent : le commerce fut détruit, les manufactures furent abandonnées, l'agriculture elle-même fut négligée; et plusieurs de ces fertiles campagnes de la Lombardie, qui promettent au travail de si riches récompenses, demeurèrent désertes. Les dévastations des gens de guerre, et le poids des impositions, étouffèrent toute industrie. Cependant Bernabos et Jean Galéaz, si mauvais économes de la fortune de leurs peuples, savaient maintenir l'ordre dans l'administration de leurs propres finances, et ce fut la cause principale de leurs succès. Ils disposèrent en tout temps d'un plus ample revenu qu'aucun de leurs adversaires; et ils l'employèrent, d'une main libérale, à récompenser leurs serviteurs fidèles, à maintenir le dévouement des petits états qui s'étaient attachés à eux, enfin à se procurer des partisans ou des traîtres dans les conseils de leurs voisins ou de leurs ennemis. Tandis qu'ils ne ménageaient point leurs trésors pour atteindre le but de leur politique, ils n'avaient garde de les dissiper par une prodigalité insensée; aussi se trouvaient-ils prêts au combat lorsque leurs adversaires avaient déjà épuisé toutes leurs forces, et se sentaient-ils presque assurés de vaincre toutes les fois qu'ils gagnaient du temps.

Tant que Galéaz avait vécu, et qu'il avait partagé avec son frère Bernabos l'administration des affaires, ses vices particuliers avaient mis obstacle aux progrès des armes du seigneur de Milan; car il était étranger à la sage économie de son frère et de son fils : l'amour de la pompe et d'une grandeur apparente détruisait ses forces réelles; il dépensa des sommes prodigieuses pour élever des bâtiments somptueux; il en prodigua de plus grandes encore pour allier sa famille, par d'il-

lustres mariages, aux monarques de l'Europe. Mais lorsque Jean Galéaz, son fils, après avoir réuni ses états à ceux de Bernabos, eut rétabli l'ordre dans les finances, il étendit dans tous les sens les limites de sa domination; et il aurait infailliblement asservi toute l'Italie qui n'avait plus de force pour lui résister, si une mort inattendue n'avait tout à coup arrêté sa carrière.

Telles furent, dans le XIVe siècle, les principales révolutions de la Lombardie; elles ne purent s'accomplir que par la ruine d'une foule de petits princes ou de tyrans qui, au commencement de cette période, régnaient dans chacune des villes. On avait vu successivement les Ponzini et les Cavalcabò privés de la souveraineté de Crémone; les Tornielli, de Novare; les Fisiraga, de Lodi; les Brusati et les Manzi, de Brescia; les Langusco et les Beccaria, de Pavie; les Scoti et les Landi, de Plaisance; les Pélavicini, de San-Donnino; les Coreggi et les Rossi, de Parme; et il ne restait plus d'autres seigneurs indépendants que les comtes de Savoie et les marquis de Montferrat, au couchant des états de Visconti; et au levant, les Gonzague, successeurs à Mantoue des Bonaccorsi, les marquis d'Este et de Ferrare, et les Carrare de Padoue.

Les états du pape, non moins fertiles en tyrans que la Lombardie, avaient vu, pendant la même période, s'élever et se renverser plusieurs maisons souveraines. Celle de Pollenta, à Ravenne, avait échappé seule aux révolutions générales; elle y régnait depuis longtemps sans mérite et sans gloire, oubliée par l'histoire comme par les conquérants, qui ne l'attaquèrent point. Telle n'était pas la destinée des Malatesti, seigneurs de Rimini; la renommée de leur petit état ne se proportionnait ni à son étendue, ni à sa population, ni à sa richesse, mais au nombre des grands capitaines qui sortirent d'une seule famille, et qui couvrirent de gloire le nom de Malatesti. Ils n'échappèrent pas, il est vrai, à la contagion de la fausseté et de la

perfidie, vices accoutumés des petits tyrans, dont la voix publique accusait particulièrement les Romagnols. Mais s'ils ressemblèrent quelquefois aux autres seigneurs, ils possédèrent aussi des vertus qui n'étaient qu'à eux; ils élevèrent leur réputation au-dessus de tous les princes de leur pays, et ils se préparèrent ainsi à être, dans la période suivante, les protecteurs des sciences et des arts.

Après avoir récapitulé les révolutions des maisons des princes pendant le XIVe siècle, voyons de même quel fut le sort des républiques. Venise, la plus ancienne et la plus illustre, avait donné une forme nouvelle à son gouvernement. Tous les droits du peuple avaient été transférés à un conseil d'abord représentatif, et bientôt après héréditaire. La noblesse, seule souveraine de l'état, avait écarté le peuple avec défiance de toute part aux affaires publiques; et non moins jalouse du chef de la nation, à chaque élection du doge elle avait apporté de nouvelles limitations à l'autorité ducale. Une aristocratie rigoureuse administrait la république avec les vertus des grands princes plutôt qu'avec celles des peuples libres. Une persistance immuable dans ses projets, une fermeté que les plus grands revers ne pouvaient abattre, une sage économie au milieu de grandes richesses, un secret impénétrable, et une politique que les passions n'égaraient jamais, étaient les qualités distinctives du sénat de Venise. Mais on ne trouvait point chez lui les mouvements généreux des peuples libres, la juste indignation contre la fausseté, la clémence pour un ennemi vaincu, le sacrifice de ses propres avantages à l'espoir, quelquefois au rêve d'un bien général. La république de Venise, entourée de tyrans, luttait contre eux avec leurs propres armes.

Venise ne prit aucune part aux guerres excitées par Henri VII et par Louis de Bavière. Elle ne commença à s'intéresser au continent de l'Italie que lorsque Mastino de la Scala

étendit ses frontières jusqu'aux lagunes, et poussa plus loin encore ses prétentions. La république s'allia aux Florentins pour humilier ce seigneur; mais aussitôt qu'elle eut conquis Trévise, rétabli les Carrare à Padoue et écarté la Scala de ses frontières, elle conclut la paix avec celui-ci sans procurer aux Florentins un juste dédommagement.

Malgré cette première guerre continentale, et l'acquisition de Trévise, les Vénitiens ne prenaient encore qu'un faible intérêt à la contrée que, des clochers de Saint-Marc, ils avaient sans cesse sous les yeux. La mer était leur élément; et c'était au-delà de ses limites qu'ils allaient chercher des alliés et des ennemis. Le commerce de la Tartarie alluma, au milieu du siècle, la guerre entre eux et les Génois : c'était déjà la troisième qu'ils soutenaient contre cette nation rivale; ils y engagèrent les Grecs et les Aragonais, et des flots de sang furent versés par les deux peuples sur les côtes de la Grèce et sur celles de la Sardaigne; mais la supériorité parut demeurer aux Génois. Une guerre continentale suivit immédiatement cette guerre maritime, et fut moins heureuse encore : toute la Dalmatie fut enlevée par les Hongrois aux Vénitiens.

La république semblait avoir relevé ses forces par vingt années d'une paix presque constante, lorsqu'une révolution dans l'empire grec alluma une quatrième guerre maritime avec les Génois. Les forces de Venise s'épuisèrent autour des murs de Chiozza; et la paix de Turin enleva à la république tout ce qu'elle possédait sur le continent de l'Italie. Mais Louis de Hongrie, dont elle avait éprouvé la puissance, mourut, et dès lors elle trouva le loisir de se relever; elle se vengea des alliés de ce monarque en secondant l'ambition de Jean Galéaz au lieu d'y mettre obstacle; elle recouvra par son aide le territoire de Trévise, et elle attendit de l'esprit public et du courage des Florentins les sacrifices qu'elle-même aurait dû faire.

Venise parut alors se départir de sa sagesse accoutumée; mais son bonheur la servit mieux contre Jean Galéaz que n'aurait fait sa prudence. Ce dangereux voisin mourut au moment où il n'était plus temps peut-être de le combattre, et les Vénitiens se trouvèrent, au commencement du siècle suivant, d'autant plus puissants contre ses héritiers, qu'ils n'avaient point dissipé leurs forces contre lui-même.

La rivale éternelle de Venise, la république de Gênes, était animée par un tout autre esprit, et éprouvait une fortune toute contraire. Les nobles de cet état, non moins ambitieux que ceux de Venise, ne s'étaient cependant point proposé d'établir une aristocratie régulière dans leur patrie, mais plutôt d'exercer sur elle une influence oligarchique. Leurs châteaux forts, leurs vassaux, leurs nombreux clients, leur inspiraient le sentiment de leurs forces et le désir de l'indépendance. Ils avaient trop d'importance par eux-mêmes pour vouloir être confondus dans un sénat où tous les individus disparaissaient. Leur ambition n'était pas la seule passion qui troublât la république; leurs jalousies et leurs haines privées allumaient chaque jour de nouvelles guerres civiles. Dans la bourgeoisie, des hommes d'un caractère semblable s'élevaient pour être leurs rivaux. Le gouvernement, au milieu de leurs animosités et de leurs combats, ne pouvait acquérir aucune stabilité; on le voyait changer chaque jour de parti, de forme et de plan de conduite. Les révolutions les plus violentes et les plus inattendues enlevaient à la république le crédit qu'elle aurait pu acquérir sur le reste de l'Italie. La nation consumait toutes ses ressources pour se vaincre elle-même. Sa population et ses richesses étaient détruites par la guerre civile; les palais de la capitale étaient réduits en cendres, les campagnes dévastées, le commerce entravé ou détruit. Mais ce peuple, qui semblait acharné à sa propre ruine, était encore bien redoutable lorsqu'il tournait ses forces au dehors; et la valeur impétueuse des

Génois remportait l'avantage dans chaque lutte sur la politique des Vénitiens.

Au commencement du XIVe siècle, une violente guerre civile avait été apaisée à Gênes par l'arrivée de Henri VII, et pour la première fois la république s'était soumise volontairement à un souverain étranger. Après la mort de Henri VII, un parti contraire à celui qui l'avait appelé donna Gênes à Robert, roi de Naples; et une nouvelle guerre civile, une guerre qui aurait suffi pour ruiner le plus puissant empire, fut la suite de ce changement. Gênes, au milieu de ses orages, recouvra son indépendance : mais, en 1339, une nouvelle querelle succéda aux anciennes; le peuple chassa les nobles qu'il accusait des troubles précédents : il se donna un chef avec le titre de doge, et sous sa conduite il manifesta une nouvelle vigueur.

Un commerce florissant répara bientôt les désastres de la guerre civile. Les Génois firent respecter le nom latin sur la mer Noire; ils assurèrent contre les Grecs l'indépendance de leur colonie de Péra; ils humilièrent les Vénitiens et les Catalans dans leur troisième guerre maritime. Mais, au milieu même de cette guerre, ils se laissèrent décourager par un revers dont ils surent bientôt cependant se relever par eux-mêmes : ils sacrifièrent une seconde fois leur indépendance, et ils se soumirent volontairement à l'archevêque Jean Visconti, le plus puissant seigneur de l'Italie.

Leur soumission n'avait pas été sans réserve, et les neveux de l'archevêque, ses successeurs, donnèrent aux Génois, en violant ce contrat, occasion de l'anéantir. Ceux-ci jouirent quelque temps avec modération de la liberté qu'ils avaient recouvrée; ils illustrèrent leur repos domestique par une guerre glorieuse en Chypre : mais bientôt, entraînés dans la guerre de Chiozza, ils n'y éprouvèrent d'autres revers que ceux qui furent la conséquence de leurs succès mêmes et de

leur imprudente hardiesse. Après la paix avec les Vénitiens, les factions s'attaquèrent avec un nouvel acharnement : les rivalités entre des hommes du peuple avaient succédé à celles entre les grands ; des guerres sanglantes et ruineuses se rallumèrent, des révolutions rapides détruisirent la force du gouvernement, et le peuple, épuisé de fatigues, appela pour la quatrième fois un maître étranger : il se donna volontairement à la France.

Florence, non moins puissante que Venise ou que Gênes, remplit un rôle plus important encore dans l'histoire de l'Italie, parce que cette république continentale était attachée par tous ses intérêts à la contrée au milieu de laquelle elle était située, tandis que les deux républiques maritimes portaient presque toujours au-delà des mers toute leur attention et toutes leurs forces. La politique entière de l'Italie était agitée dans les conseils de Florence, et ce peuple, si zélé pour la liberté, maintenait avec la sienne celle de la nation dont il faisait partie. Il semblait seul avoir conçu l'importance de l'équilibre politique, et avoir calculé les dangers d'une monarchie universelle.

Florence, pendant tout le XIV[e] siècle, eut un gouvernement vraiment démocratique, non que le peuple eût tous les pouvoirs entre ses mains ou pût à sa volonté changer la constitution, mais parce qu'il influait sur l'administration autant qu'il est possible, plus peut-être qu'il n'est convenable de le permettre. La plus grande partie des citoyens de tous les ordres étaient appelés tour à tour aux premières places : les conseils, nombreux et composés d'une manière populaire, représentaient toujours le vœu de la nation ; et s'il y avait dans le peuple un parti contraire au gouvernement, c'est que, dans toute délibération libre, il doit y avoir une minorité, et que la nation entière délibérait comme un conseil d'état sur les affaires publiques.

Les historiens florentins, nos guides les plus assurés dans l'histoire d'Italie, nous ont tellement initiés dans tous les détails de l'administration et de la politique de cette république ; ils nous ont si bien fait connaître toutes les passions du peuple et tous les sentiments des individus, que dans le cours d'un siècle nous avons dû voir plusieurs fois les tentatives coupables de quelques citoyens ou les fautes des chefs de la nation. Mais, en jetant à présent un coup d'œil sur tout le siècle, et en rassemblant nos souvenirs, nous trouverons sans doute la conduite des Florentins juste, noble et généreuse, pendant le cours de cette période, plus que celle d'aucun autre état ; et nous conviendrons que le peuple le plus libre de l'Italie était, à tout prendre, le peuple le plus sagement gouverné.

Avec le commencement du XIVᵉ siècle, la querelle malheureuse des Blancs et des Noirs éclata dans Florence, et l'exil des Blancs fit une blessure profonde à la république. Cependant, lorsque Henri VII entra en Toscane, Florence seule ne se laissa point intimider par l'autorité impériale ; elle forma une ligue guelfe contre le monarque allemand ; elle lui suscita des ennemis en Lombardie et à Rome : elle défia sa puissance lorsqu'il était campé à ses portes, et si l'Italie ne fut pas réduite de nouveau au rang d'une province de l'empire germanique, si elle ne fut pas privée de sa liberté et soumise à un maître étranger, Florence seule eut la gloire de l'avoir empêché.

Deux ans après la mort de Henri VII, toutes les forces des Florentins et de leurs alliés furent défaites à Montécatini par un général gibelin ; mais cette grande déroute, loin de les réduire à une paix honteuse, fit redouter à leurs ennemis les efforts que feraient les Florentins pour se venger.

Le plus redoutable adversaire de la république, Castruccio, attaqua ensuite Florence ; ses soldats, qu'il avait formés,

reconnaissaient en lui le plus grand général de leur siècle ; ils marchaient avec lui de victoire en victoire. Pendant un règne de dix ans, Castruccio, secondé par les Visconti et par Louis de Bavière, exposa Florence à de grands dangers, et lui causa de grandes pertes. Mais la fortune des monarchies tient à la vie d'un homme, et celle des républiques ne meurt point. Castruccio mourut, et les conquêtes qu'il avait faites passèrent au pouvoir des Florentins.

Tandis que l'Italie était déchirée par des factions et des guerres civiles, deux hommes qui s'annonçaient comme pacificateurs firent une fortune rapide. Le légat Bertrand de Poïet, et Jean, roi de Bohême, réunirent les Guelfes et les Gibelins, les partisans de l'Empire et ceux de l'Église, et ils fondèrent une domination nouvelle qui semblait devoir s'étendre sur toute l'Italie. Les Florentins seuls ne furent point dupes des promesses et des négociations intéressées de ces deux hommes : ils dévoilèrent leurs projets secrets ; ils appelèrent aux armes les états menacés ; ils se liguèrent avec les princes gibelins, leurs ennemis héréditaires, oubliant une antique haine pour un intérêt présent et public, et ils renversèrent la nouvelle seigneurie que peu d'années avaient vu élever.

Mastino de la Scala s'était enrichi des dépouilles du roi Jean ; mais l'ingratitude de ce seigneur força les Florentins à l'attaquer à son tour : ils formèrent contre lui une nouvelle ligue ; ils le dépouillèrent d'une partie de ses états, et ils chargèrent la dynastie guelfe de Carrare, à laquelle ils rendirent Padoue, de veiller avec des yeux jaloux sur l'ambition du seigneur de Vérone.

Mastino se vengea des Florentins lorsqu'il leur offrit de leur vendre Lucques. La guerre dans laquelle il les engagea avec les Pisans pour la possession de cette ville, la défaite de leurs troupes et la perte de Lucques dont ils avaient déjà payé le prix, furent les moindres désastres de cette guerre ; elle

précipita les Florentins sous la tyrannie du duc d'Athènes. Auparavant ils avaient quelquefois donné un chef et un protecteur à leur république, avec le titre de seigneur; mais c'était la première fois qu'ils la soumettaient à un maître. Du moins ils ne lui obéirent pas longtemps : une tyrannie de onze mois suffit pour lasser la patience de tout le peuple, et pour réunir tous les ordres de l'état contre le tyran. Il fut renversé dès que la nation fut unanime dans sa résistance.

Affaiblie par le gouvernement du duc, sous lequel elle perdit toutes ses conquêtes, affaiblie plus encore par la famine pendant laquelle elle fit éclater sa générosité, et par l'épouvantable peste de 1348, la république fut cependant la première à mettre des bornes à l'ambition des Visconti. Toutes les forces de l'archevêque, seigneur de Milan vinrent, en 1351, se briser devant Scarpéria.

Dans les années qui suivirent, Florence conclut avec l'empereur Charles IV un traité honorable autant qu'avantageux. Seule, entre les états d'Italie, elle eut le courage de refuser tout accommodement avec la grande compagnie des soldats aventuriers, et par deux fois elle la fit fuir loin de son territoire. Sans ports et sans marine, elle assura la liberté des mers, et fit respecter le pavillon qu'empruntaient ses marchands; elle soutint enfin contre Pise, au milieu des horreurs de la peste, une guerre glorieuse, et elle la termina en dictant les conditions d'une paix juste autant qu'honorable.

Une odieuse entreprise des légats de l'Église contre Florence jeta cette république dans un parti opposé à ses anciennes alliances. Elle avait à punir les lieutenants du pape d'un acte de la plus noire ingratitude, de la perfidie la plus révoltante; elle le fit avec une grandeur digne d'elle, en embrassant la cause de tous les peuples que les mêmes hommes avaient trahis ou opprimés. Elle proclama la liberté des villes qui relevaient de l'Eglise; et en peu de mois elle renversa la puis-

sance de ceux qui l'avaient offensée; elle rendit à trente peuples divers une liberté égale à celle dont elle-même jouissait.

A l'issue de cette guerre, une conjuration jeta, pour quelque temps, le gouvernement entre les mains de la populace, et suspendit aussi longtemps sa vigueur et son énergie ; mais il se releva bientôt de cet assoupissement, et, seul en Italie, il eut la force et le courage d'entrer en lutte avec Jean Galéaz Visconti, et de mettre, par un combat obstiné, des bornes à son ambition.

Pendant un siècle fertile en révolutions, pendant un siècle où l'ambition déchaînée dans les autres états employait sans scrupule les artifices de la bassesse et de la fraude pour s'agrandir, telle fut la conduite toujours franche, toujours juste, toujours courageuse, et cependant aussi toujours sage et prudente, d'une république où la première magistrature ne durait que deux mois, et où mille citoyens délibéraient sans cesse sur les affaires publiques. La gloire nationale est vraiment la propriété d'un peuple, lorsqu'elle est, comme à Florence, le fruit des vertus de tous, plutôt que la récompense de l'habileté du gouvernement ; et cette nation peut être, à bon droit, orgueilleuse de sa conduite, lorsque, changeant sans cesse de chefs, elle demeure cependant toujours ferme et inébranlable dans une carrière toujours glorieuse.

La république de Florence trouva une alliée fidèle dans celle de Bologne, aussi longtemps que celle-ci sut se maintenir indépendante ; mais les Bolonais étaient moins attachés que les Florentins à leur liberté, ou ils eurent moins de bonheur en la défendant. Des factions plus violentes les affaiblissaient ; et leurs chefs manifestaient des vues plus personnelles dans l'usage de la victoire, une vengeance plus implacable dans le traitement des vaincus.

Les avantages remportés par les Gibelins sur les Guelfes,

pendant que Castruccio et Azzo Visconti commandaient les premiers, déterminèrent les Bolonais, en 1327, à se mettre sous la protection de Bertrand de Poïet, légat du pape, de même que les Florentins avaient imploré celle du duc de Calabre. Mais la tyrannie du légat dura sept ans, et elle eut le temps d'introduire la corruption dans toutes les parties de la république. En vain les Florentins aidèrent Bologne à secouer le joug, ils ne purent lui rendre l'esprit fier et indépendant qui l'aurait maintenue libre.

Cette république, énervée par un maître étranger, n'eut plus de moyens pour se défendre contre l'ambition d'un de ses citoyens, que ses immenses richesses rendaient dangereux. En 1337, elle se soumit à la souveraineté de Taddéo des Pépoli, et les fils de celui-ci la vendirent, en 1350, à l'archevêque de Milan. Un tyran plus cruel, Jean Visconti d'Oleggio, lui succéda en 1355. En vain les Florentins tentèrent, à plusieurs reprises, d'opérer la délivrance de leurs frères : les Bolonais n'avaient plus assez de courage pour les seconder; leur plus haute ambition était de passer sous la domination de l'Église : ils y retournèrent en effet, mais après avoir perdu leur population, leurs richesses, et, ce qui était plus irréparable, leur ancien caractère. Ils furent des derniers à s'unir aux Florentins dans la révolte générale des états de l'Église, et des premiers à conclure une paix particulière. Le schisme seul leur rendit une liberté que, par eux-mêmes, il n'étaient pas capables de recouvrer ; ils rentrèrent ainsi dans l'alliance des Florentins ; ils les secondèrent contre Jean Galéaz ; mais à la fin du siècle ils succombèrent encore une fois aux intrigues et à l'ambition d'un de leurs concitoyens ; et la tyrannie de Jean Bentivoglio ouvrit les voies au duc de Milan pour s'emparer aussi de leur ville.

Dans le siècle précédent, Lucques avait été la constante alliée de Florence ; mais, durant le XIVe siècle, cette ville, en-

gagée dans une faction ennemie, paya quelques années de gloire par de longs malheurs. Jusqu'en 1314 les Lucquois étaient demeurés fidèles au parti guelfe et à leurs anciens alliés. Castruccio, rappelé cette année par ses concitoyens, ouvrit les portes de sa patrie à Uguccione, chef des Gibelins, auquel il succéda lui-même au bout de deux ans. Élevé au pouvoir suprême par la confiance méritée de son parti, il créa la gloire des armes lucquoises, gloire qui ne lui survécut pas. Il étendit ses conquêtes au-delà de Sarzane, dans la rivière de Levant; il soumit Pistoia, Volterra et Pise; il parcourut tout le territoire florentin, où personne n'osait lui opposer de résistance. Louis de Bavière, qui reconnaissait en lui le plus valeureux champion de l'Empire, le créa sénateur de Rome, et voulut, à son couronnement, se faire ceindre par lui l'épée impériale. En retour, il érigea ses états en duché, distinction que les empereurs n'avaient encore accordée à aucun autre. Mais toute cette grandeur, toute cette gloire, s'évanouirent en un instant à la mort de Castruccio. Ses fils furent dépouillés et envoyés en exil; toutes les villes dont il s'était emparé passèrent au pouvoir de ses ennemis, et Lucques elle-même, vendue et revendue par les Allemands, resta soumise tour à tour à Ghérardino Spinola, à Jean de Bohême, à Mastino de la Scala, aux Florentins et aux Pisans. Après cinquante-cinq ans de servitude, les Lucquois, en 1369, rachetèrent enfin leur liberté de l'empereur Charles IV. Pendant le reste du siècle, ils travaillèrent en silence à réparer les maux qu'ils avaient soufferts. Trop faibles et trop pauvres pour avoir désormais une grande influence sur la ligue guelfe, à laquelle ils s'étaient attachés de nouveau, ils n'ont attiré notre attention que lorsque, succombant à la peste qui désolait leur ville, ils eurent le malheur, la dernière année du siècle, d'être asservis par un usurpateur sans talents.

Tandis que, dans le XIIIe siècle, Sienne avait été l'émule de

Florence, qu'elle avait ouvert un refuge aux émigrés gibelins, et qu'elle les avait ensuite rétablis en triomphe dans leur patrie, cette même république fut, dans le XIVe, presque constamment fidèle au parti guelfe, et presque toujours alliée des Florentins. Mais les Siennais, pendant toute cette période, eurent peu d'influence sur le reste de l'Italie : s'ils ont fixé quelquefois notre attention, c'est par les passions politiques qui les agitèrent, et qui prirent, dans leur ville, un caractère particulier. Chacun des partis semblait avoir, à Sienne, une tendance plus marquée vers l'oligarchie, une jalousie plus injuste contre tous les autres ordres de citoyens. L'oligarchie mercantile, qui parvint la première au gouvernement, de 1283 à 1335, inspira peut-être ce caractère à la nation, par les efforts mêmes qu'elle fit pour exclure le peuple de tout pouvoir. L'ordre des Neuf fut traité injustement après son expulsion, parce qu'il avait traité injustement tous les autres ordres. Les Douze, qui lui succédèrent, les réformateurs, et l'ordre du peuple qui n'était non plus qu'une faction, voulurent chacun gouverner seuls. Cependant la république était devenue le patrimoine des dernières classes de la société ; les vices de la populace, son emportement, sa crédulité, son indifférence aux lois de l'honneur, se communiquèrent au gouvernement : il se détacha, par ses propres fautes, de tous ses alliés naturels, et se confiant plutôt à un tyran qu'à un peuple libre, il tomba, vers la fin du siècle, dans les piéges que lui tendait le duc de Milan.

La liberté de Pérouse succomba dans le même temps aux mêmes artifices et de la même manière que celle de Sienne. Avant le milieu du XIVe siècle, cette ville s'était élevée obscurément à l'opulence, au sein de la liberté. Son alliance avec Florence lui fit occuper quelque temps un rang distingué parmi les villes guelfes d'Italie qui s'unissaient pour la défense de la liberté. Mais la férocité que les Pérousins manifestèrent

dans leurs factions épuisa bientôt, par des torrents de sang, les forces de la république. Un nouveau Catilina conspira non contre la liberté, mais contre l'existence de sa patrie : après lui, d'autres factieux cherchèrent dans les guerres civiles moins le pouvoir que la vengeance. Les Pérousins furent détachés violemment de l'alliance des Florentins, et bientôt après, accablés par la fatigue qui suivait leur fureur, ils se soumirent volontairement à Jean Galéaz.

Toutes ces républiques toscanes avaient embrassé le parti guelfe, et c'est à lui qu'elles avaient dû longtemps le maintien de leur liberté. Mais le xive siècle fut témoin de la longue décadence et de la chute d'une autre république, attachée au parti gibelin dès les temps les plus reculés, et qui la première avait fait connaître aux Toscans la liberté et la gloire. La république de Pise n'avait pas varié dans ce parti; les chefs de ses différentes factions le suivaient avec plus ou moins d'acharnement; mais le peuple était toujours fidèle aux mêmes principes. Cette constance devait entretenir entre Pise et Florence une constante opposition, et la haine de ces deux peuples, qui eut une si grande influence sur le sort des Pisans, et qui causa leur ruine peu d'années après la fin du xive siècle, n'est pas encore éteinte de nos jours.

La grande défaite de la Méloria et les lois dictées par les Génois aux Pisans avaient éloigné ceux-ci de la mer vers la fin du siècle précédent. Avec l'anéantissement de la marine guerrière, le commerce avait perdu son activité; les colonies lointaines avaient été abandonnées, et les côtes elles-mêmes, autrefois peuplées de matelots, demeurèrent désertes depuis que les galères de la république ne les défendaient plus. Mais les Pisans avaient bientôt recherché une autre gloire pour la faire succéder à celle de leurs conquêtes d'outre-mer. Ils s'efforcèrent de compenser par des acquisitions en terre-ferme les pertes qu'ils avaient faites sur d'autres rivages, et leur

bravoure, qui se soutint avec éclat lorsque les autres peuples d'Italie avaient presque abandonné l'usage des armes, justifia leurs prétentions à cette gloire nouvelle.

Pise était donc la plus militaire des républiques de Toscane. Il en résulta que, plus qu'aucune autre, elle eut besoin de mettre les forces de l'état sous les ordres d'un seul homme. Son gouvernement eut presque toujours un chef, et ce chef fut presque toujours un grand capitaine. Mais si l'ambition de celui-ci tendait au pouvoir absolu, elle ne fut jamais entièrement satisfaite, et la nation, toujours vigilante sur ses droits, se livra à moins de factions en présence du magistrat suprême qui pouvait se proposer de les écraser toutes.

Le comte Fazio de Donoratico était capitaine du peuple et chef de la république de Pise, lorsque Henri VII entra en Italie. Le dévouement des Pisans au parti impérial les détermina à rompre la paix que les victoires de Guido de Montéfeltro leur avait procurée en 1293 ; ils bravèrent les forces de tous les Guelfes de Toscane conjurés contre eux ; ils les occupèrent seuls, tandis que Henri VII allait chercher à Rome la couronne impériale : ils versèrent joyeusement leur sang, ils prodiguèrent leurs trésors pour servir ce monarque, dont le cœur généreux ne put payer tant de dévouement que par une reconnaissance inefficace. Henri mourut lorsque Pise fondait sur lui ses plus hautes espérances ; tous ses ennemis, qu'il avait fait trembler, se réunirent contre la république ; aucun de ses alliés n'osa embrasser la défense d'une ville qui s'offrait elle-même pour récompense à ses libérateurs. Les Pisans, laissés à leurs propres forces, vainquirent, sous le commandement d'Uguccione de Faggiuola, l'armée des Guelfes de toute l'Italie, deux fois plus nombreuse que la leur : ils surent cependant écarter le général auquel ils devaient leurs succès, lorsqu'ils virent qu'il abusait de ses pouvoirs pour parvenir à la tyran-

nie, et ils terminèrent une guerre brillante par une paix équitable.

Une colonie puissante restait encore aux Pisans au-delà des mers; la Sardaigne était feudataire de la république, lorsqu'en une nuit, le 11 avril 1323, tous les Pisans furent massacrés dans la plus grande partie de la Sardaigne, par la perfidie du juge d'Alborée et d'Oristagni, et cette portion de l'île fut livrée aux Aragonais. Malgré les forces infiniment supérieures du monarque ennemi, malgré l'abandon dans lequel les Pisans étaient restés, ils opposèrent une vigoureuse résistance à l'invasion. Manfred de la Ghérardesca, qui les commandait, fit perdre quinze mille hommes à l'Aragonais dans une suite de combats; il trouva enfin lui-même une mort glorieuse sur le champ de bataille : la Sardaigne fut perdue pour la république, et avec elle les derniers restes de sa puissance maritime furent anéantis.

A peine cette guerre était-elle terminée, que l'ambition démesurée de Castruccio et la perfidie de Louis de Bavière en suscitèrent une nouvelle aux Pisans, de la part du monarque et du parti dont ils avaient mérité la reconnaissance par mille sacrifices. Les Pisans furent assiégés par Louis de Bavière : après avoir traité avec lui, leur capitulation fut violée, et pendant deux ans ils demeurèrent soumis à son pouvoir.

Cependant douze ans de paix rétablirent les forces des Pisans; et lorsqu'ils apprirent que Mastino de la Scala mettait la ville de Lucques à l'enchère, ils résolurent d'acquérir par les armes une cité qu'ils n'étaient pas assez riches pour acheter. Ils assiégèrent les Florentins dans la forteresse dont ceux-ci venaient de payer le prix; ils les en chassèrent, et se firent bientôt assurer leur conquête par un traité avec le duc d'Athènes, alors seigneur de Florence.

La république de Pise, devenue plus puissante par l'acquisition de Lucques, s'appliqua à réparer les pertes que les

guerres précédentes et la peste lui avaient occasionnées. Ce dernier fléau ayant presque détruit la famille Ghérardesca, qui longtemps avait occupé le premier rang dans l'état, une autre famille, enrichie par le commerce, se plaça au timon des affaires. Les Gambacorti, moins passionnés pour le parti gibelin, connaissaient mieux les avantages de la paix; aussi cultivèrent-ils longtemps l'alliance des Florentins; mais le parti contraire, favorisé d'abord par Charles IV, et à la fin du siècle par Jean Galéaz, remporta deux fois la victoire: autant de fois il engagea les Pisans dans une guerre dangereuse avec les Florentins, et autant de fois les malheurs de la guerre furent suivis de l'établissement d'une tyrannie; ce fut d'abord celle de Jean de l'Agnello, et ensuite celle de Jacob d'Appiano.

Les deux partis des Guelfes et des Gibelins n'étaient pas demeurés, comme dans le siècle précédent, également favorables à la liberté. Partout, excepté à Pise, les Gibelins avaient établi la tyrannie dans les lieux où ils dominaient. Les Pisans se trouvaient ainsi, dans toutes les guerres de parti, alliés aux ennemis de tous les peuples libres. Ils payèrent chèrement leur confiance en ces alliés perfides: les tyrans de Lombardie prirent à tâche de soumettre Pise à un seigneur, et lorsque les Visconti eurent livré la république à un maître, il ne leur fut pas difficile de succéder à ce maître, et de profiter de la confiance des Pisans pour les asservir.

Telles furent, pendant tout le cours du XIV[e] siècle, les vicissitudes des principaux états de l'Italie. L'explosion de tant de passions rivales, la complication de tant d'intérêts opposés, qui jettent sur l'histoire une confusion presque inévitable, contribuèrent puissamment à développer l'esprit et le caractère de ceux qui vécurent au milieu de ce tourbillon.

Dans les cours de la Lombardie, on pouvait apprendre quels

étaient les mystères de la politique la plus tortueuse, et jusqu'où se portaient des passions féroces, dégagées de tous les liens de la morale et de l'honneur; l'œil pénétrait dans les abîmes du crime jusqu'à la plus effrayante profondeur. Il y avait loin de ces dominations monstrueuses aux gouvernements, quelquefois bienfaisants, souvent vicieux, et presque toujours efféminés; entre lesquels nous avons vu l'Italie partagée de nos jours. Mais le crime donne quelquefois de terribles leçons, et la corruption n'en donne aucune. Un grand caractère pouvait se développer sous Jean Galéaz pour le juger et prévenir ses coups, pour le combattre ou le haïr; mais un sommeil de mort avait accablé tous les sujets des princes dont nous avons vu de nos jours tomber les dynasties.

Les républiques, dans le XIVe siècle, formaient en Italie une autre école, et elles permettaient une plus noble étude de l'homme. Les qualités brillantes de quelques individus et le grand caractère de tout un peuple s'y présentaient ensemble à l'observateur. La vertu était encore honorée, la fidélité dans les engagements était encore considérée comme le devoir des nations, et les grands sacrifices de l'intérêt personnel à la patrie n'étaient pas rares. Les mœurs, il est vrai, n'étaient plus simples et pures; la connaissance du mal avait été répandue par des exemples trop éclatants : les peuples n'étaient point demeurés fidèles au seul amour de la liberté, au seul amour de la patrie : trop de passions personnelles avaient trouvé le moyen de se satisfaire; mais la nature humaine conservait encore assez de traces de sa grandeur primitive pour enseigner au philosophe, au vrai politique, tout ce qu'elle aurait pu, tout ce qu'elle aurait dû être; et l'étude de l'homme pouvait être complète dans le bien comme dans le mal.

CHAPITRE VIII.

Art militaire des Italiens au commencement du xv[e] siècle. — Anarchie de la Lombardie. — De nouveaux tyrans se partagent les états de Jean Galéaz. — Bologne et Pérouse rendues à l'Église. — Sienne remise en liberté.

1402-1404.

La manière dont se faisait la guerre en Italie, à la fin du xiv[e] siècle et au commencement du xv[e], est tellement différente de la nôtre, que les déterminations des généraux paraîtront souvent inconcevables à nos lecteurs, et les résultats des campagnes inexplicables. Notre art de la guerre diffère moins de celui des Grecs ou des Romains que de celui du xv[e] siècle, quoique alors l'artillerie moderne fût déjà d'un usage universel; et la tactique de Philippe ou celle de Scipion serait plus applicable à nos armées que celle de Jean Hawkwood ou d'Albéric de Barbiano.

La différence essentielle, et celle qui détermine toutes les autres, c'est que la cavalerie pesante formait alors le nerf des armées, tandis qu'aujourd'hui, comme chez les Romains, c'est l'infanterie. Cette dernière avait été longtemps composée de paysans ou de bourgeois mal disciplinés, qui combattaient sans art et sans courage, et qui lâchaient presque toujours pied dès la première charge de cavalerie. Dès lors on mé-

prisa trop les fantassins pour songer à perfectionner leur ordonnance, tandis qu'on dirigea tous les efforts du génie militaire vers l'amélioration de la gendarmerie. On croyait, en effet, avoir rendu celle-ci supérieure à la cavalerie de tous les peuples de l'antiquité, et l'on regardait comme constant que la meilleure infanterie ne pouvait pas tenir devant elle.

Cependant ces cavaliers tout couverts de fer, qui combattaient avec de longues lances, de lourdes épées et des armes toutes gigantesques, ne pouvaient se mesurer les uns avec les autres qu'autant qu'aucun obstacle ne gênait ou ne ralentissait la course de leurs chevaux; la moindre fortification les arrêtait; une petite rivière, un fossé rompait toute leur ordonnance; dans les montagnes on ne pouvait livrer aucun combat, et même dans les plaines, lorsqu'un général s'était retranché dans son camp, il était bien rare qu'on pût, sans une haute imprudence, entreprendre de l'y forcer. Le plus souvent, pour engager une bataille, il fallait que les deux généraux fussent d'accord, et qu'après avoir envoyé et accepté le gage du combat, ils eussent fait aplanir, chacun de leur côté, le terrain où ils voulaient se battre. Mais rien n'est plus rare qu'une bataille volontaire des deux parts; car l'un ou l'autre général a presque toujours quelque désavantage à craindre, ou quelque moyen d'arriver à ses fins sans se battre. D'ailleurs les condottiéri faisaient alors la guerre par spéculation, en sorte qu'ils épargnaient autant qu'ils le pouvaient le sang de leurs soldats, le leur propre, leurs chevaux, leurs munitions et leurs équipages.

Le plus souvent il n'y avait point de bataille rangée dans tout le cours d'une guerre; quelquefois il n'y avait pas même de combats : alors toutes les hostilités se bornaient à une ou plusieurs *cavalcades*; c'est le nom qu'on donnait aux expéditions en pays ennemi. Un général entrait dans une province

avec l'intention de brûler les maisons, de détruire les récoltes et d'enlever le bétail; tous les habitants s'enfuyaient devant lui et s'enfermaient dans des lieux forts. Comme il ne pouvait s'arrêter pour en former le siége, il poussait en avant, en dévastant tout ce qui était à sa portée. Pendant ce temps le général ennemi garnissait les châteaux de troupes, suivait l'armée à distance, veillait l'occasion de la surprendre, tombait sur les maraudeurs, les forçait à ne pas s'écarter du camp, et en peu de jours il contraignait presque toujours l'agresseur à repasser les frontières et à retourner chez lui faute de vivres.

La guerre était faite au peuple et non à l'armée; tout le corps de la nation était regardé comme ennemi : les soldats considéraient toutes les propriétés des peuples chez qui ils portaient la guerre comme un butin légitime; ils faisaient captifs les propriétaires et les paysans, et ils ne les relâchaient que pour une rançon. Aussi personne ne pouvait demeurer indifférent dans la querelle de son pays, personne ne servait l'ennemi, personne ne lui fournissait des munitions ou des vivres, mais chacun se mettait en défense et cherchait à soustraire sa propriété aux soldats, pour qu'elle ne fût pas pillée. Ceux qui n'avaient pas réussi à mettre leurs effets en sûreté éprouvaient peut-être de plus grandes pertes que de nos jours : mais, d'autre part, on ne pouvait organiser une méthode régulière de pressurer un pays; on ne savait point alors enlever aux vaincus, sans violence, non seulement tout ce qu'ils ont, mais tout ce qu'ils doivent avoir un jour, et leur faire engager leurs biens à venir, dans l'espoir de sauver des propriétés qu'ensuite on ne leur laisse pas.

Il n'y avait presque aucune maison éparse dans les champs : tous les campagnards habitaient des bourgades ou des villages, pour la construction desquels on avait presque toujours choisi des monticules susceptibles de défense. On entourait ces

villages de murs, et on les fermait de portes; les Italiens les appellent encore aujourd'hui des châteaux [1]. En tout temps les propriétés mobilières les plus précieuses des paysans étaient déposées dans ces châteaux, et au moment où la guerre était déclarée, le gouvernement donnait l'ordre d'y transporter aussi toutes les récoltes qu'on avait laissées en plein champ, et d'y enfermer tout le bétail. Il accordait presque toujours l'exemption des gabelles à ceux dont les châteaux ne paraissaient pas susceptibles d'une longue défense, et qui mettaient, dans cette occasion, leurs propriétés en sûreté dans la ville. De cette manière, la campagne était complétement dépouillée en peu de jours; et l'ennemi, qui se proposait d'y vivre de pillage, ne trouvait pas de quoi subsister.

Aucun état n'aurait eu assez de soldats pour garnir toutes les forteresses dont son territoire était couvert, car chaque bicoque était fortifiée; mais quoiqu'on eût négligé de conserver l'esprit militaire parmi le peuple, les paysans étaient encore très propres à défendre les places fortes. Les femmes, les enfants, les vieillards concouraient à repousser les assaillants, en jetant sur eux, du haut des murs, des pierres ou des matières enflammées. Les défenseurs étaient difficilement atteints par les traits ou les armes de l'ennemi, et le danger ne commençait pour eux qu'au moment où cessait la résistance : alors leurs propriétés étaient pillées, leurs femmes violées, et eux-mêmes étaient réduits en captivité.

Toute la population d'un pays combattait ainsi pour sa défense, et l'on ne pouvait se rendre maître d'une vallée de deux lieues de longueur qu'après avoir soumis huit ou dix châteaux par autant de siéges différents. Ainsi le petit territoire de San-Miniato contenait vingt-huit châteaux relevant

[1] *Castelli.* Nous avons suivi leur usage, et employé ce mot dans la même signification.

de cette bourgade[1]. Ainsi l'état florentin, dans lequel aujourd'hui il n'y a pas une place tenable, n'aurait pu être conquis qu'après trois ou quatre cents siéges. Si l'ennemi ne trouvait pas de vivres dans le pays où il faisait la guerre, il ne pouvait pas davantage en tirer du sien propre, parce que, tout l'espace qu'il laissait derrière lui n'étant jamais soumis, ses convois couraient risque à chaque pas d'être interceptés.

Nous sommes tellement accoutumés à calculer la puissance destructive du canon, que nous ne concevons pas comment on osait braver l'ennemi derrière une simple muraille, qui le plus souvent servait encore de mur extérieur aux maisons adossées contre elle. Aujourd'hui même, cependant, ces fortifications, qui suffisaient à nos ancêtres, pourraient être défendues jusqu'à ce qu'on les entr'ouvrît avec de l'artillerie, et les opérations si rapides des armées seraient étrangement retardées s'il fallait faire planter du canon devant chaque village. Mais comment inspirerait-on désormais aux paysans la courageuse obstination qu'ils opposaient autrefois à l'ennemi? Alors leur résistance était invincible; aujourd'hui le moment de la soumission est prévu et prochain : la certitude d'être vaincus un jour les rend obéissants à l'heure même; et tout le peuple est devenu neutre dans les guerres, dont il abandonne le soin aux soldats.

L'artillerie, à l'époque où nous sommes parvenus, était en usage depuis un demi-siècle; mais l'art des siéges n'avait fait encore que très peu de progrès. Les bombardes et les espingardes étaient employées contre les combattants, non contre les murailles; et l'on n'avait point encore inventé l'art de battre régulièrement une fortification en brèche, et de la démolir par une suite de coups que l'on ne peut parer. L'artillerie, infiniment supérieure à toutes les inventions des anciens pour renverser les remparts, ne l'est point autant pour combattre

[1] *Bonincontrii Miniatens. Annales*. T. XXI, p. 70.

les hommes. Aujourd'hui même les batailles se décident souvent par la baïonnette, qui cependant est bien inférieure aux piques ou aux lances de nos ancêtres : les balles ne faisaient pas beaucoup plus de ravage que les flèches ; souvent elles ne perçaient point une pesante armure. Il fallait alors beaucoup de temps pour charger les armes à feu, et l'on croyait que leur principal avantage était d'effrayer les chevaux par leur explosion et leur flamme. On ne connaissait point l'art de pointer les canons, dont les affûts étaient à peine mobiles ; et quand on les avait une fois établis en batterie, ils tiraient tout droit devant eux : en sorte que Macchiavelli propose de laisser une trouée à la ligne de bataille, en face des batteries ennemies ; et cette large ouverture offerte aux efforts de l'artillerie lui paraît suffire pour la rendre inutile, d'autant plus qu'il ne compte pas que dans tout le cours d'une bataille les canons puissent jamais être tirés deux fois. Ce ne fut que deux cents ans après l'invention de l'artillerie, que la révolution qu'elle devait faire dans l'art de la guerre fut accomplie.

Une autre révolution non moins étrange s'opéra plus promptement. Au milieu du XIVe siècle, tous les soldats qui servaient en Italie étaient étrangers : à la fin du même siècle, tous ou presque tous étaient Italiens ; et l'épreuve qu'ils firent de leurs forces contre les Allemands de l'empereur Robert fit voir qu'ils ne le cédaient ni en valeur ni en talents militaires aux nations les plus belliqueuses.

Les Catalans et les Almogavares, introduits en Sicile et en Calabre par le roi Frédéric, avaient été les premiers soldats étrangers qui eussent fait de la guerre un métier. Après la paix de Sicile, une partie de ces troupes mercenaires passa en Grèce sous le nom de grande compagnie ; le reste se mit à la solde des princes ou des républiques d'Italie, et au commencement du XIVe siècle le nom de Catalans désignait les mercenaires de toutes les nations.

Henri VII, Louis de Bavière, Jean de Bohême et Charles IV amenèrent ensuite un grand nombre d'Allemands en Italie. Presque tous, peu attachés aux princes qui les avaient conduits, passèrent au service de leurs adversaires. Ainsi les souverains se confirmèrent dans l'habitude de confier à des bras mercenaires la défense de leurs états. Cependant ce fut à la même époque, et au milieu du XIV[e] siècle, que les terribles compagnies d'aventuriers du duc Guarniéri, du comte Lando, d'Anichino de Baumgarten, enseignèrent aux Italiens tout ce qu'ils avaient à craindre de ces bandes redoutables. Des troupes semblables, formées pendant les guerres de France et d'Angleterre, passèrent aussi en Italie dans la seconde moitié du XIV[e] siècle. Le frère Montréal, les chefs de la compagnie blanche et de la compagnie de la Rose, Jean Hawkwood et le cardinal de Genève, descendirent tour à tour les Alpes, à la tête des soldats français, anglais, provençaux, gascons et bretons. Enfin, Louis de Hongrie, pendant son règne glorieux, ouvrit à ses sujets le chemin de l'Italie, et toute la cavalerie légère des armées italiennes ne fut bientôt plus composée que de Hongrois.

Les gouvernements se trouvaient en tout temps prêts à la guerre sans avoir eu besoin d'enrégimenter d'avance et de discipliner leurs troupes ; ils pouvaient en peu de jours rétablir une armée avec de l'argent, au moment où une autre venait d'être battue ; ils pouvaient enfin faire cesser toute dépense militaire, le jour même où ils signaient la paix. Ainsi l'indiscipline des troupes mercenaires, leurs perfidies, leurs exactions lorsqu'elles se formaient en compagnies d'aventuriers, ne purent pendant longtemps déterminer les états d'Italie à renoncer à leur service. D'ailleurs, ni les princes, ni les républiques ne s'étaient encore attribué le droit d'ordonner des enrôlements forcés ; les citoyens n'étaient obligés à servir l'état que durant un besoin pressant : les milices n'étaient

point payées, et l'on ne les obligeait jamais à s'éloigner de leurs affaires domestiques et de leurs foyers. On n'avait point eu le temps de les exercer; et toutes les fois qu'on les opposait à des troupes disciplinées, elles éprouvaient de si grands échecs, qu'on n'osait placer aucune confiance en elles.

Cependant, lorsque l'ennemi pénétrait dans le territoire d'une ville, on faisait encore quelquefois prendre les armes à toute la nation; chacun devait se ranger sous la conduite de ses officiers de quartier, et le podestat commandait à toute la milice. L'ordre était donné à tous les citoyens, sous peine d'amende ou de punition corporelle, de sortir de la ville pour se rendre au camp pendant que la grosse cloche sonnait l'alarme, et avant qu'une bougie allumée sous les portes eût achevé de brûler. La crainte du châtiment faisait en effet marcher tous les citoyens, mais elle ne leur donnait ni l'habitude de manier leurs armes ni le courage de se battre. A la même époque, ceux qui faisaient le métier de soldat étaient toujours en guerre : au moment où un prince les licenciait en signant la paix, un autre les engageait pour commencer de nouveaux combats. Dans aucun temps la différence entre les milices et les troupes de ligne n'avait été plus grande : car les premières n'avaient jamais vu la guerre, les secondes n'avaient jamais vécu en paix.

Cette différence inspirait une haute estime pour un métier que peu de gens semblaient en état de faire : la paie d'aucun ouvrier, dans les professions les plus lucratives, n'égalait celle d'un soldat[1], et celui-ci recevait encore fréquemment des récompenses extraordinaires : on fermait les yeux sur ses voleries, et l'on avait de l'indulgence pour tous ses excès.

[1] On payait à chaque lance de treize à seize florins par mois, ce qui fait, poids pour poids, environ soixante francs par homme, et, eu égard à la rareté de l'argent, qui valait quatre fois plus qu'aujourd'hui, environ dix louis par mois. Le cavalier fournissait, il est vrai, son cheval et ses armes. — *Cronica di Jacopo Salviati*. T. XVIII. *Del. Er.* p. 201. — *Marin Sanuto*. *Vite de' Duchi di Venez.*, p. 807, T. XXII.

La guerre est une passion si naturelle à l'homme, qu'il n'est pas besoin de tant de récompenses pour attacher les soldats à leur métier. On les voit aujourd'hui se contenter d'une paie fort inférieure à celle du dernier manœuvrier, et se soumettre cependant à des fatigues bien plus grandes que les siennes. Quant aux dangers qu'ils ont à courir, loin de songer à se les faire payer, ils y trouvent en quelque sorte leur récompense : car la bataille, comme la chasse, a ses plaisirs, et la jouissance de la victoire est d'autant plus vive que le péril a été plus grand. Mais ce goût de la guerre n'est pas deviné par les hommes pacifiques, et il est une conséquence d'émotions qu'ils ne connaissent point, qu'ils n'ont point prévues. Pour déterminer les Italiens à rentrer dans la carrière des armes qu'ils avaient abandonnée, il fallait un attrait plus généralement senti. L'amour de l'argent, le désir de mener la vie licencieuse qu'on permettait alors aux troupes, firent impression sur le commun des hommes : les esprits ardents et inquiets portèrent plus loin leur ambition et leurs espérances. Le plus grand pouvoir, la plus immense richesse, la souveraineté même, pouvaient être obtenus par un soldat de fortune. Parmi les condottiéri allemands, français et anglais qu'on avait vus en Italie se placer au premier rang, plusieurs étaient sortis des classes les plus pauvres de la société. Les Italiens firent des fortunes plus surprenantes encore, lorsqu'ils commencèrent à parcourir la même carrière.

Plusieurs princes de cette nation s'étaient élevés, dès le milieu du XIVe siècle, à la réputation de bons capitaines ; mais les armées qu'ils commandaient étaient composées presque uniquement d'étrangers. François des Ordélaffi, seigneur de Forli, les Malatesti de Rimini, Ridolphe de Varano, seigneur de Camérino, et plusieurs autres, furent successivement appelés comme généraux par la république florentine, par le pape, et par divers souverains. Ambroise Visconti, fils naturel de

Bernabos, forma même une compagnie d'aventuriers, avec laquelle il parcourut l'Italie à plusieurs reprises pour la ravager. Ce n'est point à eux cependant qu'appartient la gloire d'avoir renouvelé la milice italienne. Ils combattaient dans une armée étrangère, au milieu de leur patrie. Albéric, comte de Barbiano, qui leur succéda, forma le premier une armée nationale, qui servit comme d'école à tous les capitaines italiens.

Albéric de Barbiano était seigneur de quelques châteaux dans le voisinage de Bologne; il commença, en 1377, à se faire connaître d'une manière qui fit plus d'honneur à son talent militaire qu'à son humanité. Il avait sous ses ordres deux cents lances à l'attaque de Césène, et il contribua beaucoup à la prise de cette ville[1]; mais il eut aussi part à l'épouvantable massacre qui fut commandé par le cardinal de Genève, et exécuté par les Bretons. Peu de temps après il leva un corps tout composé d'Italiens, qu'il nomma la compagnie de Saint-George. Pendant le schisme il mit cette troupe au service d'Urbain VI, tandis que les Bretons demeuraient attachés à Clément VII : il osa, le 28 avril 1379, attaquer les derniers devant Marino; et ses aventuriers italiens, qui jusqu'alors avaient servi dispersés dans des corps étrangers, eurent la gloire de vaincre la troupe la plus redoutée de l'Europe.

La réputation d'Albéric de Barbiano alla toujours en croissant depuis cette victoire. La compagnie de Saint-George fut regardée comme la grande école de l'art militaire en Italie; les frères et les parents d'Albéric y entrèrent les premiers : tous ceux qui devaient plus tard illustrer leur nom dans la même carrière s'associèrent aussi à lui. Ugolotto Biancardo, Jacob del Verme, Facino Cane, Otto Bon Terzo,

[1] *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 510.

Broglio, Braccio de Montone, Biordo et Ceccolino des Michélotti, furent formés par ses leçons. Sforza Attendolo, comme il travaillait à la terre près de son village de Cotilogna, fut invité par quelques soldats à entrer dans le même service. Il jeta sa pioche sur un chêne, déclarant que, si elle demeurait suspendue à l'arbre, il accepterait ce présage comme celui de sa grandeur future : l'instrument ne retomba point à terre, Sforza se fit soldat; et son petit-fils, duc de Milan, disait à Paul Giovio : « Toutes ces grandeurs dont tu me vois entouré, « ces soldats et ces richesses, je les dois aux branches d'un « chêne qui retinrent la pioche de mon aïeul[1]. »

La manière dont on enrôlait les troupes, par lances brisées, donnait à un beaucoup plus grand nombre d'officiers les moyens de se faire connaître. Un gentilhomme attachait à sa personne quelques-uns de ses vassaux; un aventurier habile s'associait quelques compagnons de service; ces petites compagnies ne se séparaient plus : au contraire, elles grossissaient sans cesse; et lorsque le capitaine disposait de vingt lances, c'est-à-dire de soixante hommes de cavalerie, il commençait à traiter séparément, et d'une manière indépendante, avec les souverains qui voulaient le prendre à leur service.

Les guerres continuelles du royaume de Naples, toujours déchiré, depuis la mort de Jeanne, par les factions d'Anjou et de Duraz, et par les rivalités des seigneurs feudataires, offraient de l'emploi à tous les capitaines. Albéric de Barbiano y servit avec distinction sous Charles III, et en 1384 il obtint de ce monarque le titre de grand connétable du royaume, qu'il conserva toute sa vie[2]. Cependant il ne s'attacha point exclusivement au service des rois de Naples : le plus souvent il fit la guerre en Lombardie; il obtint la confiance de Jean Galéaz Visconti, et il partagea presque toujours avec Jacob

[1] *Pauli Jovii Elogior.* L. III, c. 11; et in præfat. *Muratorii.* T. XIX, p. 624.—[2] *Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1051.

del Verme de Vérone, capitaine non moins habile que lui, le commandement des armées du duc.

Jean Galéaz, qui ne se mettait jamais à la tête de ses soldats, qui n'exposait jamais sa personne à aucun danger, et qui, dans l'intérieur de son palais, se conduisait toujours en homme soupçonneux et défiant, avait su cependant accorder à ses généraux le degré de confiance dont ils étaient dignes. Ce prince joignit à tous les vices qui le rendirent odieux quelques qualités qui portent une apparence de grandeur. Il aimait et protégeait les lettres; il avait du goût pour les arts, et il éleva de glorieux monuments de sa magnificence; mais surtout il savait connaître le mérite qui pouvait lui être le plus utile. Il discernait avec une infaillible perspicacité le talent politique et militaire; il avançait sans jalousie les hommes distingués, et il leur accordait ensuite une confiance inébranlable ; aussi eut-il toujours dans ses conseils et à la tête de ses armées les plus habiles négociateurs et les meilleurs généraux de l'Italie.

Jean Galéaz crut pouvoir, en mourant, montrer encore la même confiance à des hommes qu'il avait laissés longtemps disposer de toutes ses forces; il les institua gardiens de ses états et des enfants qu'il laissait en bas âge. Mais les capitaines qui l'avaient le mieux servi firent bientôt voir que, de son vivant, ils lui avaient été fidèles par crainte et non par amour.

Le testament de Jean Galéaz partagea ses états entre ses fils. A Jean-Marie, l'aîné, qui était âgé seulement de treize ans, il donna le duché de Milan, depuis le Tésin jusqu'au Mincio [1]; et au second, Philippe-Marie, qu'il déclara comte de Pavie, il donna les villes situées au couchant du Tésin ou au levant du Mincio [2]. Il avait aussi un bâtard, nommé Ga-

[1] Les villes de Crémone, Come, Lodi, Plaisance, Parme, Reggio, Bergame et Brescia. — Les villes de Bologne, Sienne et Pérouse lui furent aussi soumises. — [2] Novare, Ver-

briel-Marie, auquel il laissa les seigneuries de Crème et de Pise [1].

Ces princes, trop jeunes pour gouverner par eux-mêmes, furent laissés par leur père sous la tutelle d'un conseil de dix-sept personnes, dont François Barbavara de Novare, autrefois camérier de Jean Galéaz, devait être le chef. La duchesse mère, Catherine, fille de Bernabos Visconti, devait demeurer à la tête du gouvernement. Jacob del Verme, Albéric de Barbiano, Antoine comte d'Urbino, Pandolfe Malatesta, François de Gonzague et Paul Savelli étaient membres du conseil de régence. Ainsi tous les meilleurs généraux de l'Italie étaient à la solde des jeunes princes, et tous les états voisins étaient en paix avec eux, à la réserve des Florentins et de François de Carrare.

1402. — Mais les Florentins, qui n'avaient pu trouver aucun allié lorsque le salut et la liberté de l'Italie dépendaient de leur résistance, formèrent aisément une puissante ligue pour attaquer et dépouiller les héritiers de Jean Galéaz. Ils s'adressèrent avant tout au pape Boniface IX, qui avait de justes sujets de plainte contre le duc de Milan. Les villes de Pérouse, de Bologne et d'Assise avaient été soustraites à sa suzeraineté : Visconti avait engagé plusieurs feudataires du Saint-Siége à faire la guerre au pape; et, de concert avec les Colonne, il cherchait à lui enlever jusqu'à la souveraineté de Rome [2]. Cependant, aussi longtemps que Jean Galéaz vécut, Boniface n'osa ni se plaindre ni se mettre en état de défense. La première nouvelle de la maladie du duc rendit du courage au pape, et lui fit renouer ses négociations avec les Florentins : dès qu'il fut assuré de la mort de ce prince, il signa un traité d'alliance avec la république, en vertu duquel il promit de joindre cinq mille chevaux à six mille que fourniraient

ceil, Tortone, Alexandrie, Vérone, Vicence, Feltre, Bellune et Bassano. — [1] *Andreæ Billii Hist. Rer. Mediol.* L. I, p. 12. *Scr. Rer. Ital.* T. XIX. — *Bern. Corio, Histor. Milan.* P. IV, p. 286. — [2] *Poggio Bracciolini, Hist. Florent.* L. IV, p. 291.

les Florentins, pour faire la guerre aux héritiers Visconti et leur enlever tous les états dont leur père s'était emparé injustement [1].

A peine ce traité était-il signé, que Gianello Tommacelli, frère du pape, s'avança contre Pérouse avec quinze cents lances pour seconder les efforts des émigrés qui voulaient rentrer dans leur patrie : déjà quatorze châteaux s'étaient rendus à eux, et la ville demandait à traiter, lorsqu'Otto Bon Terzo s'avança pour la délivrer, et contraignit à la retraite le frère du pape, qui manquait également et de courage et de talents [2]. Les Florentins, de leur côté, firent ravager par leurs soldats quelques parties des territoires de Sienne et de Pise; mais ils n'empêchèrent pas Gabriel-Marie Visconti de se rendre avec Agnès Mentegatti, sa mère, dans cette dernière ville, pour prendre possession de la seigneurie qui lui avait été léguée par Jean Galéaz, et pour veiller à sa défense [3].

1403. — Au mois de janvier 1303, les Florentins nommèrent de nouveaux décemvirs de la guerre, afin de poursuivre les hostilités avec plus de vigueur. Malgré leur jalousie démocratique, non seulement ils confiaient pour une année cette charge importante, mais ils confirmaient d'année en année, dans leur emploi, ceux des décemvirs qui avaient le mieux mérité de la patrie [4]. Ces magistrats, en formant une armée nouvelle, réussirent à y faire entrer plusieurs capitaines que Jean Galéaz avait appelés au conseil de régence, et qui paraissaient dévoués au duc de Milan. Mais déjà une jalousie violente divisait ce conseil; les généraux se réjouissaient de combattre ceux qu'ils avaient longtemps servis. Albéric de Barbiano accepta le commandement des Florentins : le marquis d'Este,

[1] *Piero Minerbetti*, 1402, c. 15, p. 465. — *Scipione Ammirato*. L. XVII, p. 894. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 17, p. 467.—*Pompeo Pellini, Ist. di Perugia*. P. II, L. XI, p. 132. — [3] *Marangoni, Cronica di Pisa*, p. 825. — [4] *Piero Minerbetti*, 1402, c. 20, p. 469. — *Scipione Ammirato*, L. XVII, p. 896.

les Malatesti de Rimini, et Pierre de Pollenta, seigneur de Ravenne, se rangèrent sous ses drapeaux, et abandonnèrent l'alliance des Visconti[1].

Charles Malatesti de Rimini et Paul Orsini commandaient les troupes du pape; et Balthazar Cossa, cardinal de Saint-Eustache, qui fut depuis Jean XXIII, dirigeait leurs opérations comme légat de Romagne[2]. Cette armée se rassembla lentement pendant les mois de juin et de juillet; elle attaqua Bologne, que Galéazzo Porro et Facio Cane défendaient; et elle contraignit Louis des Alidosi, seigneur d'Imola, à renoncer à l'alliance des Visconti[3].

François Barbavara, que Jean Galéaz avait nommé par son testament président du conseil de régence, avait commencé sa fortune comme camérier du duc: les seigneurs qui siégeaient avec lui dans le conseil ne pouvaient lui pardonner la bassesse de son origine, ni se soumettre à le reconnaître pour leur supérieur[4]. Plus ils le voyaient jouir de la confiance de la duchesse, plus ils se détachaient du gouvernement; et, dans le temps où ils auraient dû songer à repousser l'attaque des Florentins, du pape et de François de Carrare, ils ne s'occupaient que des moyens de supplanter un favori qu'ils croyaient l'amant de Catherine[5]. Deux Visconti, parents éloignés de Jean Galéaz, se mirent à la tête des mécontents: ils accusèrent Barbavara et la duchesse de favoriser les Guelfes[6]. Ils engagèrent Antonio et Galéazzo Porro, et Galéazzo Aliprandi, trois gentilshommes milanais et gibelins, auxquels Jean Galéaz avait témoigné beaucoup de confiance, à se joindre à eux pour soulever le peuple; la ville retentit de cris séditieux: la populace demandait la mort de Barbavara; plusieurs de ses

[1] *Piero Minerbetti*, 1403, c. 1, p. 470. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 578. — [2] *Poggio Bracciolini*. L. IV, p. 292. — [3] *Piero Minerbetti*, c. 13, p. 478. — *Bern. Corio, Hist. Milanesi*. P. IV, p. 291. — *Jacobi de Delayto Annales Estenses*. T. XVIII, p. 982. — [4] *Andrea Biglia, Histor. Mediolan*. L. I, p. 12.— [5] *Redusius de Quero, Chronic. Tarvisinum*. T. XIX, p. 809. — [6] *Bern. Corio, Hist. Milanesi*. P. IV, p. 297.

amis furent massacrés [1]. La duchesse effrayée s'enferma dans le château avec lui, et les mutins nommèrent, sans sa participation, un nouveau conseil de régence.

Cependant Catherine, comme il arrive quelquefois aux femmes, confondait la violence et l'emportement avec la fermeté : elle croyait agir en homme et en prince lorsqu'elle s'écartait le plus de son sexe et de son caractère, et elle commettait des actions barbares pour montrer une conduite virile. Ayant admis dans la régence les nouveaux conseillers que le peuple lui avait donnés, elle les fit appeler un jour [2] à délibérer avec elle dans le château de Milan; et après les avoir fait entourer par ses satellites, elle fit trancher la tête aux deux Porri et à Aliprandi, puis elle fit exposer leurs corps défigurés sur la place publique. Antonio Visconti et plusieurs autres qui avaient été arrêtés en même temps furent jetés dans des cachots [3].

La duchesse n'avait pas traité avec moins de cruauté quelques villes qui s'étaient révoltées. Les citoyens d'Alexandrie avaient pris les armes au mois d'octobre, et avaient chassé de leur ville les ministres des Visconti : Catherine donna la commission de les punir à Facino Cane, un de ses généraux. La ville fut prise et livrée à un effroyable pillage; après quoi Facino Cane [4] s'en attribua la seigneurie et en garda la souveraineté [5]. Peu de temps après, les Guelfes de Como furent, dans une émeute, chassés de leur patrie par les Gibelins : ils recoururent à la protection de la duchesse; et celle-ci leur envoya Pandolfe Malatesti, un autre de ses généraux, à qui elle devait des soldes arriérées. Elle lui permit de se rembourser de cette créance par le sac des Gibelins de Como : mais Mala-

[1] *Piero Minerbetti*, 1403, c. 6, p. 472. — [2] Le 7 janvier 1404. — [3] *Piero Minerbetti*, 1403, c. 28, p. 492. — *Castello di Castello, Chronic. Bergamense*. T. XVI, p. 946. — *Andrea Gataro, Storia Padovana*, p. 873.—*Ser Cambi, Cronica di Lucca*. T. XVIII, p. 838. — [4] Ce général était originaire de Casal Sant-Evasio en Montferrat. *Redusius de Quero, Chron. Tarv.* p. 809. — [5] *Piero Minerbetti*, c. 18, p. 483.

testi mit la ville entière au pillage, et s'en attribua ensuite le gouvernement [1].

Toutes les villes qui avaient été soumises à la domination des Visconti étaient livrées à la plus violente anarchie. Dans chacune il restait quelque famille qui avait autrefois occupé la seigneurie, ou qui du moins avait dominé sur les autres à l'aide de l'esprit de parti. Ces familles ressentaient bien plus vivement le désir de recouvrer leur antique pouvoir, que le peuple celui de se mettre en liberté. Chaque petit état redoutait moins la pesanteur d'un joug despotique que l'humiliation d'être réduit au rang de province, et les villes se flattaient de voir renaître leur prospérité passée si elles redevenaient capitales d'une petite souveraineté : aussi secondèrent-elles les familles qui cherchèrent à secouer l'autorité des Visconti pour lui substituer la leur. Crémone donna l'exemple de la rébellion. Jean Ponzoni, dont les ancêtres avaient dirigé le parti gibelin, était exilé de cette ville : il y rentra, le 30 mai, à la tête d'une troupe de gens armés; il en chassa Jean de Castione, commissaire de la duchesse, et il rendit la liberté à tous les prisonniers. Parmi ceux-ci se trouvait Ugolin Cavalcabò, ancien chef des Guelfes de Crémone. Cet homme ambitieux et intrigant fut à peine sorti de prison qu'il s'efforça de réveiller dans la Lombardie le parti guelfe, dont le nom avait été presque oublié sous la longue oppression des Visconti.

Il ne s'agissait plus, pour les Guelfes et les Gibelins, de la querelle si longtemps prolongée entre les empereurs et les papes : il ne s'agissait pas non plus, comme en Toscane, de l'opposition entre le parti de la liberté et celui du pouvoir absolu; car les Guelfes lombards aussi bien que les Gibelins avaient perdu tout esprit d'indépendance. Mais il restait de

[1] *Piero Minerbetti*, c. 23, p. 487.

vieilles haines à satisfaire, de vieilles vengeances à assouvir; il restait surtout une ambition inquiète, et le désir toujours renaissant de recouvrer un pouvoir dès longtemps perdu. Tous les Guelfes, dans les villes, dans les châteaux, dans les villages, se mirent en mouvement pour se relever de l'oppression où les Visconti les avaient tenus longtemps : ils entrèrent en négociation avec les Florentins, chefs, en Italie, de tout le parti guelfe; et ils formèrent une ligue générale, à la tête de laquelle ils placèrent Ugolin Cavalcabò, marquis de Viadana, et Gabrino Fondolo, son ami et son lieutenant [1].

Dès le mois de juillet, Cavalcabò chassa les Gibelins de Crémone; on le soupçonna d'avoir fait empoisonner Jean Ponzoni, son rival, qui avait été son libérateur. Une assemblée du peuple lui décerna la seigneurie de Crémone [2]. La ville de Crème, à sa sollicitation, chassa les officiers du duc de Milan avec les Gibelins, et se soumit à la seigneurie des Benzoni. A Brescia, les Guelfes, soutenus par les habitants du pied des Alpes, remportèrent une victoire complète : à Como, au contraire, les Gibelins furent victorieux. Franchino Rusca chassa les Guelfes de la ville et des villages qui entourent les lacs; mais il secoua l'obéissance des Visconti, dont il avait employé les troupes pour opérer cette révolution [3]. Bergame demeura au pouvoir de la famille gibeline des Suardi; les Coléoni, avec les Guelfes, furent mis en fuite. A Lodi, Jean de Vignate, chef des Guelfes, chassa les Vestarini et les Gibelins. Les Scotti, à Plaisance, et les Landi, à Bobbio, recouvrèrent leur ancien pouvoir, tandis que la famille gibeline des Anguisoli fut expulsée de ces deux villes. Ainsi, d'un bout à l'autre de la Lombardie, on voyait une fermentation universelle renouveler des haines longtemps assoupies. Un seul état

[1] *Lodovicus Cavitellius, Ann. Cremon. apud Grævium*, T. III, p. 1396.—*Campi, Cremona fedele*. L. III, p. 107.—[2] *Jacobi de Delayto Annal. Estenses*. T. XVIII, p. 990. — [3] *Bern. Corio, Storie Milanesi*. P. IV, p. 292.

se divisait en vingt souverainetés gouvernées par de petits tyrans; une guerre universelle éclatait sur la frontière de toutes les provinces : une guerre civile épuisait chaque communauté; et la domination que les Visconti avaient élevée par tant de travaux, tant d'intrigues et tant de crimes, paraissait s'anéantir pour jamais.

Les Florentins, pour profiter de l'abaissement de leurs adversaires, avaient réuni dans le Bolonais leur armée à celle du pape. Ils avaient donné rendez-vous à François de Carrare sous les murs de Milan; et tandis que celui-ci s'emparait de la ville de Brescia et en assiégeait le château, Albéric de Barbiano conduisait l'armée de la ligue dans l'état de Parme. La ville de Parme avait alors pour commandant Otto Bon Terzo, l'un des meilleurs généraux des Visconti : Parmesan lui-même et de famille gibeline, il avait été investi par Jean Galéaz de tous les biens qui avaient appartenu aux Correggieschi, et il exerçait sur sa patrie la double autorité de commandant militaire et de chef de parti [1]. Pour s'assurer la conservation de la ville, il en chassa les Rossi, avec plus de deux mille Guelfes, qui passèrent dans le camp des Florentins [2], et qui leur firent ouvrir volontairement les portes d'un grand nombre de châteaux forts. Albéric de Barbiano, après avoir soumis une partie de cette province, se préparait à passer le Pô pour marcher contre Milan : mais Charles Malatesti, qui commandait sous ses ordres les troupes du pape, l'arrêta tout à coup en donnant de la publicité à une négociation qu'il poursuivait depuis quelque temps.

Malatesti avait épousé une sœur de la duchesse Catherine, fille de Bernabos Visconti. Tant que Jean Galéaz avait vécu, cette parenté pouvait être, pour le seigneur de Rimini, une raison de plus de haïr celui qui avait fait périr son beau-père.

[1] *Annales Mediolanenses*, c. 164, p. 838.—[2] *Jacobi de Delayto Ann. Estenses*, p. 983.

Mais Malatesti ne pouvait voir sans émotion les dangers que courait la duchesse de Milan; il eut des conférences secrètes avec François de Gonzague, qui était leur beau-frère à l'un et à l'autre, et qui était demeuré fidèle à Catherine : Balthazar Cossa, le légat du pape, fut admis à son tour à ces conférences, sans qu'Albéric de Barbiano, le marquis d'Este, ou Vanni Castellani, ambassadeur florentin, soupçonnassent cette négociation; et le 25 août 1403, la paix entre les Visconti et l'Église fut publiée, à l'extrême surprise des alliés du pape. Ce dernier recueillit tout le fruit des efforts et des sacrifices faits par les peuples auxquels il s'était associé. Il se fit restituer Bologne, Pérouse, et toutes les villes que Jean Galéaz avait enlevées à l'état ecclésiastique, sans demander aucun avantage en faveur des Florentins [1].

Le légat ramena aussitôt l'armée de la ligue devant Bologne; et cette ville, impatiente de retourner au gouvernement de l'Église, n'attendit point que Facino Cane, qui y commandait, ouvrît ses portes : les citoyens prirent les armes le 2 septembre, et chassèrent ce général, après quoi ils firent entrer les troupes du pape dans la ville [2]. Au mois d'octobre suivant, les Pérousins, après avoir reçu une lettre de la duchesse de Milan qui leur rendait leur liberté [3], ouvrirent également leurs portes à Gianello Tommacelli, frère du pape, et rappelèrent leurs exilés [4].

Les Florentins envoyèrent à Rome des ambassadeurs, pour dissuader le pape de ratifier un traité contraire à ses premiers engagements [5]. Le but de leur alliance avait été le recouvrement des villes de l'Église et l'affranchissement de celles de

[1] *Piero Minerbetti*, 1403, c. 7, p. 474; et c. 14, p. 479. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 580. — *Scipione Ammirato*. L. XVII, p. 901. — [2] *Cron. di Bologna*. T. XVIII, p. 581. — [3] *Ap. Pompeo Pellini*, *Storia di Perugia*. P. II, L. XI, p. 137. — [4] *Piero Minerbetti*, 1403, c. 17, p. 483. — *Sozomeni Pistoriensis Historia*. T. XVI, p. 1178. — [5] Jacopo Salviati, qui nous a laissé des Mémoires sur son temps, était un de ces ambassadeurs. *Deliz. degli Eruditi Toscani*. T. XVIII, p. 214.

Toscane. Aucune de ces dernières n'était encore soustraite au joug qui pesait sur elles : l'unique objet des efforts des Florentins était de rendre la liberté à la Toscane ; et le pape, qui s'était engagé à les seconder, ne pouvait les abandonner sans mauvaise foi, après avoir recueilli lui-même les fruits de leur alliance, surtout lorsqu'aucun revers ne motivait sa défection[1]. Mais Boniface IX, après avoir calmé, par des délais affectés, l'indignation que sa conduite avait excitée, ratifia, sans y rien changer, le traité conclu par le légat[2].

Les Florentins, abandonnés à eux-mêmes, ne renoncèrent cependant point aux projets qu'ils avaient formés, et ils poursuivirent la guerre avec courage. Ils envoyèrent deux mille chevaux et quinze cents fantassins à Ugolin Cavalcabò, nouveau seigneur de Crémone[3]. Ils prirent à leur solde Guido de Fogliano de Reggio, Pierre de Rossi de Parme, et plusieurs autres gentilshommes lombards, à chacun desquels ils payèrent mille florins d'or par mois, pour les aider à soutenir la guerre que ces seigneurs faisaient autour de leurs châteaux[4]. Mais surtout ils s'efforcèrent de rendre la liberté aux deux républiques toscanes qui avaient montré le plus de haine contre eux, qui leur avaient fait le plus de mal, et qui, pour leur en faire davantage encore, s'étaient soumises volontairement à Jean Galéaz.

La première tentative des Florentins pour rendre la liberté à Sienne ne fut pas couronnée par le succès. François Salimbéni et Cocco de Cione, après avoir cherché à ranimer par leurs discours l'amour de la liberté parmi le peuple, étaient convenus de prendre les armes avec leurs associés le 26 novembre 1403, d'attaquer le palais public, et d'en chasser Saint-George de Carréto, gouverneur de la ville. Mais

[1] *Piero Minerbetti*, c. 18, p. 481.—*Poggio Bracciolini*, L. IV, p. 293.—*Scipione Ammirato*. L. XVII, p. 902. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 19, p. 484. — [3] *Ibid.* c. 22, p. 486. — [4] *Ibid.* c. 30, p. 493.

les Salimbéni, les Malavolti, et le mont des Douze, étaient seuls entrés dans cette conjuration : la jalousie des autres ordres la fit manquer. On révéla au gouverneur les complots tramés contre lui ; et Saint-George ayant attiré François Salimbéni devant le palais, en s'entretenant avec lui, l'y fit massacrer par ses gardes [1]. Les Douze, qui s'armaient pour le défendre, furent attaqués et mis en fuite ; plusieurs de ceux qu'on arrêta furent envoyés au supplice : plusieurs autres furent exilés ; et le mont des Douze fut, par un décret, privé de toute part au gouvernement : exclusion qui fut maintenue pendant près de quatre-vingts ans [2].

Cependant les Siennais, qui n'avaient pas voulu tenir leur liberté de la main des Douze ou des Salimbéni, ne tardèrent pas à se la procurer par eux-mêmes. 1404. — A la fin de mars 1404, ils envoyèrent à Florence des ambassadeurs demander la paix. A l'ouverture de cette négociation, le gouverneur Saint-George de Carréto, voyant que son autorité était tellement déchue qu'on ne demandait pas même son aveu pour traiter avec les ennemis de son prince, sortit de lui-même de la ville, pour ne pas en être chassé. Les magistrats ordonnèrent aussitôt qu'on ôtât la couleuvre des Visconti de tous les lieux publics, et des monnaies que faisait frapper la république ; et l'autorité du duc de Milan fut ainsi abolie à Sienne, sans révolution [3].

Les Florentins accueillirent avec joie les ambassadeurs siennais ; ils restituèrent à cette république tous les châteaux qu'ils avaient conquis sur elle, en se réservant seulement leur juridiction sur Montépulciano, qui avait été la première cause de la guerre. Mais ils exigèrent que tous les exilés de Sienne

[1] *Bern. Corio, Storie Milanesi.* P. IV, p. 294. — *Andreæ Biglii Histor. Mediolan.* L. I, p. 14. — [2] *Malavolti, Storia di Siena.* P. II, L. X, p. 194. — *Joh. Bandini de Bartholomæis Senensis, suorum temporum Historia.* T. XX, *Rer. It.* p. 1. — [3] *Malavolti, Storia di Siena.* P. II, L. X, p. 195. — *Scip. Ammirato.* L. XVII, p. 906.

fussent rappelés dans leur patrie, et remis en jouissance de leurs biens et de leurs droits. Ce traité de pacification fut publié dans l'une et l'autre ville, avec de grandes réjouissances, le 4 avril 1404[1].

Les Florentins se flattaient de réussir plus facilement encore à affranchir les Pisans de la tyrannie de Gabriel-Marie Visconti. Ce nouveau seigneur, qui ne pouvait ni protéger ses sujets ni nuire à ses ennemis, augmentait cependant les impositions, pour subvenir aux dépenses de sa petite cour, et pour soutenir une guerre à laquelle le peuple ne prenait plus d'intérêt[2]. Comme les impôts ordinaires ne suffisaient point aux dépenses du seigneur de Pise, il prétendit avoir découvert une conspiration des Bergolini : sous ce prétexte, il fit mourir un Agliati, un Bonconti, et d'autres citoyens respectés, et il confisqua tous leurs biens.

Pour profiter du mécontentement du peuple, les Florentins envoyèrent devant Pise, au mois de janvier 1404, un gros corps de cavalerie, avec des ingénieurs et quelques compagnies de fantassins. On les avait informés que le mur de la ville tombait en ruine auprès d'une ancienne porte qu'on avait fermée, et qu'il serait facile de le franchir[3]. Mais en arrivant devant Pise, ils trouvèrent une nouvelle fortificatian élevée dans l'endroit qu'ils voulaient attaquer, l'ennemi instruit de leurs desseins, et les murs garnis de soldats et de machines. Ils prirent donc le parti de se retirer, après avoir ravagé les campagnes.

Cette tentative, au lieu de nuire à Gabriel-Marie Visconti, servit au contraire à consolider son pouvoir, parce qu'elle le fit songer à implorer la protection de Boucicault, maréchal

[1] *Piero Minerbetti*, 1404, c. 1, p. 497. — *Bandini Historia Senensis*. T. XX, p. 7. — *Ser Cambi, Cronica di Lucca*. T. XVIII, p. 846. — [2] *Piero Minerbetti*, 1403, c. 24, p. 487. — *Scip. Ammirato*. L. XVII, p. 903. — [3] *Piero Minerbetti*, 1403, c. 26, p. 489. — *Sozomeni Pistoriensis Hist*. T. XVI, p. 1179.

de France, qui commandait alors à Gênes. Ce général illustre désirait se venger sur les infidèles de sa captivité dans les fers de Bajazet : il cherchait les moyens de se rapprocher d'Emmanuel II Paléologue, et de le secourir dans ses adversités ; et il avait accepté avec empressement le vicariat de Gênes, dont il prit possession le 31 octobre 1401, parce que le peuple qui possédait Péra avait plus d'intérêt et plus de moyens qu'aucun autre de défendre Constantinople[1]. Boucicault était entré dans tous les intérêts des Génois, et pour eux il était jaloux des conquêtes que les Florentins pourraient faire ; surtout il ne voulait pas permettre que ce peuple marchand possédât les ports importants de Pise et de Livourne. Il accueillit donc avec empressement les propositions de Gabriel Visconti ; il se fit livrer Livourne et ses forteresses : il exigea, pour la seigneurie de Pise, le tribut annuel d'un cheval et d'un faucon pèlerin, et à ces conditions il reconnut Gabriel-Marie Visconti pour feudataire du roi de France ; il somma en même temps les Florentins de ne plus molester Pise ou son territoire, s'ils ne voulaient pas provoquer la colère de Charles VI. Lorsque Boucicault vit que cette menace ne suffisait pas, il fit arrêter tous les négociants florentins qui se trouvaient à Gênes, avec toutes leurs marchandises, et il ne les relâcha qu'après avoir contraint la seigneurie à signer une trêve de quatre ans avec Gabriel-Marie Visconti et la communauté de Pise[2].

A l'exception de Pise, la Toscane était délivrée d'une influence étrangère, et les Florentins avaient atteint le but qu'ils s'étaient proposé dans cette guerre. Sienne avait recouvré sa liberté ; Pérouse et Bologne avaient échangé la tyrannie des Visconti contre la domination plus douce et plus paternelle de l'Église : Richard Cancellieri de Pistoia avait demandé la

[1] *Georgii Stellæ Annales Genuenses*, p. 1187. — [2] *Piero Minerbetti* ; 1403, c. 27, p. 490. — *Cron. di Lucca di Gio. Ser Cambi*, p. 486. — *Sozomeni Pistoriensis Histor.* p. 1180. — *Scipione Ammirato*. L. XVII, p. 904.

paix au mois de septembre 1403, et pour rentrer en possession de ses biens, il avait livré à la république le château de la Sambuca, qui fermait un des passages les plus importants au travers des Apennins [1]. Il ne restait donc plus qu'à punir les seigneurs feudataires qui avaient abandonné les Florentins pour s'allier aux Visconti, et les dix de la guerre les attaquèrent avec vigueur. Jacob Salviati, qui commanda cette expédition, enleva aux Ubertini tous les châteaux qu'ils possédaient dans le val d'Ambra : il s'avança ensuite contre les comtes Guidi et les comtes de Bagno, et il soumit toutes les forteresses que ces gentilshommes possédaient sur les frontières de la Romagne; il ramena enfin à l'obéissance de la république toute la noblesse feudataire des Apennins [2].

Au-delà de ces montagnes, les Florentins ne voulaient ni faire des conquêtes, ni s'engager dans des alliances perpétuelles, de peur qu'elles ne les obligeassent à continuer indéfiniment les hostilités. Cependant ils firent passer des subsides et des troupes à Ugolin Cavalcabò, seigneur de Crémone. Un autre de leurs alliés, Pierre de Rossi, s'était réconcilié au commencement de l'année avec Otto Bon Terzo, qui gouvernait Parme plutôt en tyran qu'en lieutenant du duc de Milan : ils étaient convenus de partager la souveraineté de cette ville, et Otto Bon Terzo avait offert de passer au service des Florentins contre les Visconti : mais tout à coup il attaqua les Guelfes de Pierre de Rossi, qui gardaient avec lui la citadelle de Parme ; il les désarma, et tombant ensuite sur les bourgeois paisibles qu'il croyait attachés à son rival, il en fit un massacre horrible, et livra leurs biens au pillage [3]. Pierre de Rossi, chassé de sa patrie, vint à Florence pour implorer les

[1] *Sozomeni Pistoriensis Hist.* p. 1179. — [2] *Jacop. Salviati, Memorie. Del. Erud.* T. XVIII, p. 221. — *Piero Minerbetti,* 1404, c. 2 et 6, p. 495 et 501. — *Poggio Bracciolini, Hist. Flor.* L. IV, p. 295. — [3] *Jacobi de Delayto Annal. Estenses.* T. XVIII, p. 1001. — *Piero Minerbetti,* 1404, c. 11 et 12, p. 508. — *Redusius de Quero, Chronic. Tarvisin.* T. XIX, p. 809.

secours de la république. Les décemvirs mirent sous ses ordres près de quinze cents hommes d'armes, et lui fournirent de l'argent et des munitions de guerre. Mais ils n'agissaient plus en Lombardie que comme auxiliaires de leurs anciens amis : sans faire la paix, ils renonçaient à pousser avec vigueur les hostilités, et ils laissaient la maison Visconti lutter contre les difficultés dans lesquelles elle se trouvait embarrassée[1].

Le peuple de Milan, profitant de la faiblesse du gouvernement, s'agitait de nouveau pour recouvrer sa liberté; mais l'ambition des grands ou l'inquiétude des citoyens ne se rattachaient point à de nobles désirs : les premiers cherchaient à se supplanter par des intrigues de cour; les seconds troublaient l'administration par leurs émeutes, sans avoir aucun projet fixe, aucun désir constant. Si les Milanais avaient écarté de la souveraineté la maison Visconti, que ses crimes rendaient indigne de régner, ils auraient replacé leur république à la tête de la ligue lombarde, et lui auraient assuré tout au moins le même rang que Florence occupait en Toscane. S'ils avaient cherché au contraire à consolider la souveraineté élevée par les derniers seigneurs, en donnant une constitution à la monarchie, et en assurant le bonheur du peuple sous l'autorité limitée de son chef, leur ville serait demeurée la capitale de la Lombardie, et les vingt-cinq cités que Jean Galéaz avait gouvernées seraient rentrées sous leur dépendance; mais tous les troubles de Milan étaient excités par des factieux, non par des patriotes. Ils s'arrachaient le pouvoir, et ne songeaient point à réclamer ou à faire valoir des droits.

La duchesse Catherine, de son côté, perdait par sa conduite imprudente et cruelle tout droit à l'estime ou à l'affection du peuple. Le massacre des deux Porri et d'Aliprandi avait, dès

[1] *Poggio Bracciolini Hist. Flor.* L. IV, p. 294.

le commencement de l'année, excité une grande fermentation à Milan. Au mois d'avril, le peuple vit un matin cinq cadavres, vêtus de noir et privés de têtes, qui étaient exposés, par ordre de la duchesse, devant la porte de Saint-Ambroise. Catherine avait compté que cette exécution mystérieuse affermirait son pouvoir en glaçant d'effroi les séditieux. Les Milanais, au contraire, quoiqu'ils ne reconnussent point les suppliciés, n'écoutèrent que leur indignation et leur rage. Ils prirent les armes, et forcèrent la duchesse à livrer aux bourgeois ses forteresses, d'où elle retira ses soldats; le jeune duc Jean-Marie fut mis entre les mains de conseillers gibelins élus par le peuple : la maison de François Barbavara fut livrée au pillage ; lui-même il s'enfuit à Valle Siccida, au-dessus de Novare, et la duchesse alla s'enfermer à Monza, où elle espérait être en sûreté sous la protection de Pandolfe Malatesti[1].

Mais depuis que le duc Jean-Marie n'était plus sous la garde de la duchesse sa mère, les factieux empruntaient son nom pour faire la guerre à la régente. On voyait dans toutes les villes le parti du duc et celui de la duchesse se combattre[2]. Tout à coup la dernière fut elle-même surprise à Monza par François Visconti : elle fut jetée en prison, et, s'il faut en croire la voix publique, elle y mourut empoisonnée, le 16 octobre 1404[3]. Pandolfe Malatesti, qui était auprès d'elle, s'enfuit à pied, déchaussé comme il était, vers Trezzo ; et de là se rendant immédiatement à Brescia, il réussit à se faire livrer la ville et les forteresses, et il s'en fit proclamer seigneur[4].

Ainsi toute la Lombardie se trouvait partagée entre de

[1] *Andreæ Billii Histor. Mediolan.* L. II, p. 27, T. XIX. — *Piero Minerbetti*, 1404, c. 8, p. 508. — *Sozomeni Pistoriensis. Hist.* T. XVI, p. 1181. — [2] *Piero Minerbetti*, 1404, c. 13, p. 509.— [3] *Ibid.* c. 14, p. 510 ; et c. 25, p. 519.—*Poggio Bracciolini, Hist. Flor.* L. IV, p. 294.—*Sozomeni Pistoriensis*, p. 1183. — [4] *Andreæ Billii Histor.* L. II, p. 27.

nouveaux tyrans. Philippe-Marie, le plus jeune des frères Visconti, résidait à Pavie, mais l'autorité sur cette ville avait été usurpée de nouveau par les Beccaria, qui l'avaient exercée autrefois. Facino Cane régnait à Alexandrie; George Benzoni, à Crème; Jean de Vignate, fils d'un boucher, à Lodi; les Suardi, à Bergame; les Coléoni, à Trezzo; Cavalcabò, à Crémone; Franchino Rusca, à Como; et les peuples, foulés par leurs nouveaux maîtres et par les soldats qu'ils entretenaient, étaient djéà réduits à regretter le joug plus égal des Visconti.

CHAPITRE IX.

Conquêtes de François de Carrare en Lombardie. — Jalousie des Vénitiens; ils lui déclarent la guerre; vigoureuse résistance de Carrare : il perd successivement Vérone et ses principaux châteaux; il est forcé à se rendre, et le conseil des Dix le fait mourir avec ses enfants.

1404-1406.

Au commencement des troubles que la mort de Jean Galéaz avait excités en Lombardie, la duchesse de Milan avait fait offrir la paix à François de Carrare, seigneur de Padoue, dont elle redoutait les ressentiments et la valeur. Carrare y avait mis pour condition la restitution de Vicence, Feltre et Bellune, afin de pouvoir, disait-il, laisser la seigneurie d'une ville à chacun de ses enfants. Cependant, par la médiation des Vénitiens, il s'était contenté de Feltre et de Bellune, et la duchesse s'était engagée à lui remettre ces deux villes au mois de juin 1403[1]. La haine que Jacob del Verme et François Barbavara, conseillers de Catherine, portaient au seigneur de Padoue, fit rompre ce traité au moment où il devait s'exécuter; et Carrare, après avoir invoqué la garantie des Vénitiens, qui lui donnèrent une réponse évasive, entra le 12 août sur le territoire de Vérone avec une armée considérable. N'ayant pu

[1] *Andrea Gataro, Storia Padovana*, p. 865.

remporter aucun avantage sur Ugolotto Biancardo qui commandait les troupes des Visconti, il passa dans l'état de Brescia, et s'empara de Montéchiaro, de Lona, et bientôt de la ville même de Brescia, dont les Guelfes lui ouvrirent les portes [1]. Mais les troupes du duc s'étaient enfermées dans la citadelle; et avant que Carrare eût pu les y forcer, Otto Bon Terzo et Galéazzo de Mantoue arrivèrent à leur secours avec mille lances, et forcèrent le seigneur de Padoue à se retirer [2].

Au commencement de l'année suivante, Facino Cane fut envoyé à Vicence par la duchesse, avec un corps d'armée considérable, pour porter la guerre dans le Padouan : mais Carrare, plaçant ses milices derrière les canaux et les rivières dont ses états étaient entourés, repoussa les troupes milanaises, et détermina enfin Facino Cane à conduire ailleurs ses soldats, afin de tirer parti pour lui-même de l'anarchie où la Lombardie était plongée [3].

Le jour même où Facino Cane se retirait, Guillaume de la Scala entra dans Padoue, pour demander à François de Carrare de prendre part à une entreprise qu'il voulait faire sur Vérone. Guillaume était fils d'Antonio, le dernier seigneur de la Scala : dans son exil, il avait presque toujours vécu des bienfaits du seigneur de Padoue [4]. Il espérait que le moment était venu où il pourrait recouvrer la souveraineté de ses pères; il assurait que les anciens sujets de sa famille désiraient retourner sous sa domination, et il convint avec François de Carrare que, si par son aide il pouvait rentrer dans Vérone, il assisterait ensuite Carrare de toutes ses forces pour lui soumettre Vicence. Un traité à ces conditions fut signé entre les deux princes le 27 mars 1404 [5].

Dès le 30 mars, l'armée de Carrare se mit en mouvement

[1] *Andrea Gataro*, p. 867. — *Bernard. Corio, Storie Milanesi.* P. IV, p. 294. — [2] *Andrea Gataro*, p. 868. — *Piero Minerbetti*, 1403, c. 11, p. 475. — [3] *Andrea Gataro*, p. 872. — [4] *Ibid.* p. 873. — [5] *Ibid.* p. 874.

sous les ordres de Philippe de Pise. Nicolas, marquis d'Este, gendre du seigneur de Padoue, vint le joindre avec cinq cents hommes d'armes [1], et ces généraux entreprirent le siége du château de Cologna. Tandis qu'ils attiraient de ce côté l'attention des ennemis, ils entretenaient des négociations secrètes avec les mécontents de Vérone. Dans la nuit du 7 avril, l'armée parut tout à coup devant les murs de cette ville, et avec l'aide des partisans des anciens seigneurs elle y pénétra par escalade. Ugolotto Biancardo, qui y commandait pour le duc de Milan, se retira dans la forteresse [2].

Mais au moment de la conquête de sa capitale, Guillaume de la Scala était trop malade pour supporter le mouvement du cheval. Si nous en croyons Gataro, historien qui, malgré sa partialité pour les Carrare, inspire de la confiance par tous les détails qu'il rapporte, Guillaume de la Scala était atteint d'une dysenterie accompagnée de fièvre continue ; dès le 20 mars, jour de son arrivée à Padoue, il avait été soigné par les médecins du prince, et sa maladie avait déjà retardé de plusieurs jours l'exécution de ses projets [3]. Rédusius de Quéro, auteur contemporain, ennemi acharné du seigneur de Padoue, assure que celui-ci avait dès cette époque administré un poison lent à Guillaume [4]. Cependant la Scala fut immédiatement reconnu pour seigneur de Vérone, et tous ses concitoyens vinrent lui rendre hommage. La fatigue de son inauguration augmenta son mal : la joie d'être rentré dans sa patrie et remonté sur le trône de ses pères était troublée par des douleurs croissantes. A peine avait-il possédé quinze jours la seigneurie, qu'il mourut le 27 avril. Le peuple et presque tous les écrivains du temps accusèrent François de Carrare d'avoir fait empoisonner ce seigneur [5]. Cependant le grand nombre de crimes semblables

[1] *Gio. Batt. Pigna, Storia de' Princ. d'Este.* L. V, p. 465. — [2] *Andrea Gataro,* p. 877. — *Jacobi de Delayto Annales Estenses.* T. XVIII, p. 995. — [3] *Andrea Gataro,* p. 873. — [4] *Redusius de Quero, Chronic. Tarvisin.* p. 813. — [5] *Andreæ Billii Histor.* L. I, T. XIX,

avait accoutumé à les croire légèrement; et nous devons hésiter à noircir la mémoire d'un prince qui dans le reste de sa conduite nous paraît noble et généreux : d'ailleurs ce forfait était inutile, car Guillaume de la Scala laissait deux fils, Antonio et Brunoro, que Carrare investit immédiatement de l'héritage de leur père. [1]

Le 29 avril, Ugolotto Biancardo, assiégé dans la forteresse de Vérone, fut forcé de la livrer aux assaillants, et François de Carrare y mit garnison. Pendant ce temps, Francesco Terzo, fils aîné du seigneur de Padoue, assiégeait Vicence avec une autre armée. Une haine violente subsistait dès longtemps entre les Vicentins et les Padouans, en sorte que les premiers s'obstinaient à se défendre. De son côté, la régence de Milan mettait tout en œuvre pour les secourir; et, tandis que Facino Cane cherchait à faire entrer des renforts dans la ville assiégée, des ambassadeurs de la duchesse sollicitaient la république de Venise de se déclarer contre Carrare.

Les Vénitiens étaient demeurés indifférents aux progrès de Jean Galéaz Visconti, et ils n'avaient point pris parti contre lui, dans un temps où ce prince menaçait d'envahir toute l'Italie. Mais le doge Michel Sténo et François Foscari, chef de la quarantie, feignaient depuis sa mort d'être alarmés de l'agrandissement de François de Carrare, prince belliqueux, ambitieux, non moins habile politique que grand capitaine, et qui, lors même qu'il paraissait dévoué à la seigneurie, songeait sans doute à se venger sur elle des malheurs qu'elle avait fait éprouver quinze ans auparavant à lui-même et à son père [2]. La duchesse de Milan avait envoyé à Venise, comme

p. 18. — *Piero Minerbetti,* 1404, c. 3, p. 499. — *Jacobi de Delayto Annal. Estenses,* p. 997. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia*, p. 807. — *Gio Batt. Pigna, Storia de' Prnic. d'Este.* L. V, p. 467. — [1] Corio, l'historien de Milan, tandis qu'il accuse Guillaume d'avoir, vers ce temps-là, fait empoisonner Charles Visconti, son compagnon d'armes, attribue la mort de Guillaume à la fatigue et à la maladie. *Hist. Mil.* P. IV, p. 296. — [2] *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*. T. XXII, p. 794.

ambassadeurs, l'évêque de Feltre, le général Jacob del Verme, dont François de Carrare avait confisqué l'héritage à Vérone[1], et Ugo Scrovégno, émigré padouan, dont les biens étaient également sous le séquestre : leur haine personnelle contre Carrare sut éveiller l'ambition du doge et des Vénitiens. Ils offrirent d'abord de faire céder à la république Feltre et Bellune par la régence de Milan, pour prix de son alliance[2]; bientôt ils y joignirent encore Vicence et tout ce que la maison Visconti possédait au-delà de l'Adige[3]. Le doge, qui désirait la guerre pour illustrer son règne par des conquêtes, usa de quelque artifice pour écarter du conseil des Prégadi tous ceux qui étaient favorables à la maison de Carrare; et cependant il ne l'emporta que d'une voix[4]. La guerre fut donc résolue; et Jacob Soriano, gentilhomme vénitien, fut envoyé à Vicence pour prendre possession de cette ville, dont les habitants avaient eux-mêmes imploré la protection de la seigneurie.

Le 25 avril 1404, la bannière de saint Marc fut arborée sur la grande tour de Vicence, et un trompette fut envoyé à François Terzo de Carrare, pour le sommer de renoncer au siége d'une ville qui appartenait à la république. Ce trompette, ayant provoqué de quelque manière la colère du jeune seigneur, fut tué en sa présence. Cette violation du droit des gens fut bientôt sévèrement punie sur toute la maison de Carrare[5].

François de Carrare se rendit au camp de son fils, dans l'intention de donner, le 1er mai, un assaut aux murs de Vicence; mais, à la réception d'une lettre de la seigneurie qui le menaçait de tout son courroux s'il ne levait pas le siége, Car-

[1] *Jacobi de Delayto Annal. Estens.* p. 998. — [2] *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 806. — *Sandi, Storia civile Veneta.* L. VI, c. 3, p. 358. — [3] Ser Cambi assure que les Vénitiens payèrent deux cent mille florins pour les villes qui leur furent cédées. *Cronica di Lucca*, p. 841. — [4] *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 794. — [5] *Andrea Gataro*, p. 883. — *Redusius de Quero, Chronic. Tarvisin.* p. 814. — *Jacobi de Delayto Annales Estenses*, p. 1005. — *Piero Minerbetti*, 1404, c. 7, p. 502. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 807.

rare s'arrêta, espérant encore à ce prix éviter la guerre avec la république : il se désista de ses projets, et il ramena ses troupes à Padoue [1].

Sur ces entrefaites, il fut averti que Brunoro et Antonio de la Scala négociaient, de leur côté, avec Venise, afin de s'assurer contre lui-même la protection de la seigneurie, et d'échapper à la guerre dont ils le voyaient menacé. Déjà ces princes lui avaient donné d'autres sujets de mécontentement, que son ambition s'exagérait peut-être. Il crut que leur ingratitude l'autorisait à les dépouiller de ce que lui-même leur avait donné. Il les fit arrêter le 17 mai, et son fils, Jacques de Carrare, rendit compte au peuple de Vérone, assemblé sur la place publique, des motifs de cette détermination [2]. Le 24 du même mois, François de Carrare se fit proclamer seigneur de Vérone [3].

Cependant les ambassadeurs de Florence et ceux de l'Église cherchaient, de concert avec le marquis d'Este, à rétablir la paix [4]; mais les prétentions des Vénitiens étaient si excessives, qu'on ne pouvait ouvrir aucune négociation. Déjà ils avaient engagé François de Gonzague, seigneur de Mantoue, à envahir le territoire de Vérone [5]. Jacob del Verme avait pris possession, en leur nom, des villes de Cividale, Feltre et Bellune [6]; et le 18 juin il rompit, à main armée, les digues de la Brenta, près de l'Anguillara, afin d'inonder le territoire de Padoue [7]. Alors même la guerre n'avait point encore été formellement déclarée. François de Carrare, averti de ces hostilités, convoqua le conseil du peuple, qu'il avait conservé ou rétabli à Padoue, afin de s'assurer de l'affection de ses sujets. Il lui rendit compte des injures qu'il avait éprouvées

[1] *Andrea Gataro*, p. 885. — [2] *Jacobi de Delayto Annales Estenses*, p. 999. — [3] *Andrea Gataro*, p. 887. — *Andrea Naugerio, Storia Veneziana*, p. 1076. — [4] *Annales Estenses Jac. de Delayto*, p. 1006. — *Piero Minerbetti*, c. 9, p. 506. — *Marin Sanuto*, p. 808. — *Gio. Batt. Pigna*. L. V, p. 469. — [5] *Platina, Histor. Mantuana*. L. V, p. 795. — [6] *Redusius de Quero, Chron. Tarvisin.* p. 814. — *Andrea Naugerio*, p. 1077. — [7] *Jacobi de Delayto*, p. 1006.

de la part de la république; il assura qu'il avait toujours voulu se conduire envers elle comme un fils respectueux, plus encore que comme un bon voisin : mais il ajouta qu'il se voyait forcé à prendre les armes pour la défense de ses justes droits; et, d'après l'avis de son peuple, il déclara la guerre aux Vénitiens le 23 juin 1404 [1].

Le sénat de Venise s'était fait une règle de n'employer jamais que des armes étrangères et mercenaires. Il ne voulait pas confier l'autorité militaire à un citoyen qui pouvait être tenté d'en abuser; il ne voulait pas même lui donner l'occasion d'acquérir trop de gloire, ou permettre au peuple de contracter l'habitude des combats. Les condottiéri que la république prenait à son service n'obtenaient jamais la permission d'introduire leurs soldats à Venise, en sorte que leurs trahisons mêmes ne pouvaient faire courir aucun danger à la capitale; et l'état alors le plus riche de l'Europe entreprenait sans inquiétude une guerre où il n'exposait que de l'argent.

En effet, une armée de neuf mille gendarmes aventuriers, à la solde de la république, se rassembla sous les ordres de Malatesta de Pésaro. Paul Savelli, Taddéo del Verme, les Pollenta de Ravenne, le comte de l'Aquila, et d'autres capitaines renommés, lui étaient subordonnés [2]. François de Carrare, qui avait bien moins de soldats, compensa par son activité l'inégalité du nombre; il détermina François de Gonzague à accepter une trêve qui devait durer jusqu'au 27 août; il engagea le marquis Nicolas d'Este, son gendre, à se joindre à lui contre les Vénitiens : en peu de jours, Nicolas reconquit le Polésine de Rovigo, ancien héritage de sa famille, qu'il avait précédemment engagé à la république pour sûreté d'une dette [3]. Enfin Carrare, profitant des canaux

[1] *Andrea Gataro*, p. 890. — [2] *Andrea Gataro*, p. 891. — *Jacobi de Delayto Annales Estens.* p. 1009. — *Piero Minerbetti*, c. 9, p. 505. — [3] *Marin Sanuto*, p. 810. — *Piero Minerbetti*, c. 16, p. 511. — *Gio. B. Pigna.* L. V, p. 476.

profonds qui coupent toute la Vénétie, fortifia les confins de son territoire par des fossés et des redoutes, et les défendit comme une forteresse. Avec son brave général, Philippe de Pise, il se plaça près de Piévé à Sacco, derrière les lignes qu'il avait formées; et il repoussa valeureusement, le 20 août, une attaque générale des Vénitiens sur toute la frontière de l'état de Padoue [1].

La trêve conclue avec le seigneur de Mantoue expirant le 27 août, François de Carrare fut obligé de diviser ses forces pour résister à une nouvelle attaque. Un orage violent dispersa, pendant son absence, les troupes qui gardaient les lignes de Piévé à Sacco. Pendant que les sentinelles elles-mêmes se mettaient à l'abri des torrents de pluie qui tombaient du ciel, quelques soldats vénitiens trouvèrent, chez un paysan dont ils pillaient la maison, une solive assez longue pour en faire un pont qui traversât le fossé derrière lequel les Padouans étaient retranchés : ils la jetèrent d'une rive à l'autre sans être remarqués; les plus hardis passèrent le canal, et facilitèrent aux autres l'établissement d'un pont plus solide : lorsqu'ils furent découverts, ils étaient déjà assez nombreux pour maintenir leur poste; et, le 6 septembre, l'armée vénitienne entra tout entière dans la première enceinte fortifiée du territoire de Padoue [2].

Carrare accourut aussitôt pour sauver ses campagnes de l'invasion désastreuse des ennemis : il se retira derrière une seconde ligne de canaux qu'il se hâta de fortifier; et, étendant ses troupes entre Oriago, Strà et Vico d'Aggéré, il couvrit du moins tout le pays qui restait derrière lui. Cependant une querelle entre Malatesta et Paul Savelli ayant engagé l'armée vénitienne à se partager entre ces deux généraux, François de

[1] *Andrea Gataro*, p. 892. — *Jacobi de Delayto*, p. 1010. — *Marin Sanuto*, p. 809. — *Piero Minerbetti*, c. 10, p. 506. — [2] *Andrea Gataro*, p. 899. — *Jacobi de Delayto*, p. 1010.

Carrare en profita pour battre séparément le dernier, et pour enlever ensuite un convoi de vivres que conduisait Taddéo del Verme [1].

Mais le seigneur de Padoue, malgré ses talents et son courage, n'était pas assez fort pour lutter seul contre les Vénitiens. Ces derniers avaient rappelé de Candie le marquis Azzo d'Este, qui quelques années auparavant avait excité une guerre civile dans l'état de Ferrare, et ils lui faisaient remonter le Pô avec leur flotte pour combattre le marquis Nicolas [2]. D'autre part, Jacob del Verme avait conduit à François de Gonzague de puissants renforts, et tous deux ensemble attaquaient le territoire de Vérone, où ils prenaient successivement un grand nombre de châteaux. Les habitants de ce district n'avaient aucune affection pour la maison de Carrare, et n'apportaient aucun zèle à la défendre. Enfin les Vénitiens avaient congédié Malatesti et réuni leur troisième armée sous les ordres de Paul Savelli. Celle-ci était la plus considérable qu'on eût encore vue servir en Italie : elle coûtait par mois cent vingt mille ducats à la seigneurie, qui, assez riche pour ne rien épargner, dépensa deux millions de ducats dans la seule guerre de Padoue [3].

Paul Savelli, n'ayant pu forcer l'enceinte que défendaient les Padouans, mit, à la fin de novembre, son armée en quartiers d'hiver dans l'état de Trévise. Carrare, qui craignait de perdre l'affection de son peuple s'il le fatiguait par un trop rude service militaire, se hâta, de son côté, de renvoyer les habitants de Padoue à leurs foyers. Mais la retraite de Savelli n'était qu'une ruse; il avait gagné à Strà des traîtres qui lui ouvrirent un passage au travers des lignes si longtemps défendues. Le 2 décembre, il traversa la Brenta, et il entra dans le canton de Piévé à Sacco, le plus riche et le plus fertile

[1] *Andrea Gataro*, p. 902. — *Jacobi de Delayto*, p. 1016. — [2] *Andrea Gataro*, p. 905. — *Marin Sanuto*, p. 811. — [3] *Naugerio, Stor. Venez.* p. 1079.

du Padouan : François de Carrare, qui était accouru pour le repousser, fut blessé à la main ; ses troupes furent forcées à la retraite, et toutes les campagnes de ses états furent livrées à un horrible pillage [1].

Le commencement de l'année 1405 fut signalé par un nouveau malheur pour le seigneur de Padoue. Le marquis de Ferrare, son gendre, et le seul allié qui lui restât, se détacha de lui. Menacé par les flottes vénitiennes, manquant de vivres, et entouré d'un peuple mécontent, il signa une paix séparée, et rendit aux Vénitiens le Polésine de Rovigo et les forteresses qu'il avait élevées le long du Pô [2].

François de Carrare avait vainement demandé des secours aux Florentins, alors occupés de leurs négociations pour se rendre maîtres de Pise ; il ne pouvait obtenir d'assistance ni d'eux, ni d'aucun de ses anciens amis : quelques-uns de ses sujets laissaient éclater des signes de mécontentement ; et Jacques de Carrare, son frère naturel, paraissait engagé dans un complot contre lui [3]. François chercha du moins à mettre ses plus jeunes fils et une partie de ses biens à couvert du danger dont il se voyait menacé. L'aîné de ses enfants, François Terzo, était son plus ferme soutien à Padoue ; et le second, Jacques, commandait pour lui à Vérone. Carrare n'avait garde d'éloigner ces deux braves guerriers, qui devaient partager sa dernière fortune comme les dangers des combats. Mais il fit passer à Florence ses deux plus jeunes fils, Ubertino et Marsilio, ainsi que ses enfants naturels, ceux de ses frères et ceux de son fils. Il y envoya aussi tous ses joyaux de prix, et une somme de quatre-vingt mille florins qu'il s'était réservée

[1] *Andrea Gataro*, p. 907. — *Jac. de Delayto*, p. 1021. — *Piero Minerbetti*, c. 28, p. 520. — *Marin Sanuto*, p. 813. — [2] *Jacob. de Delayto*, p. 1024. — *Redusius de Quero*, p. 816. — *Piero Minerbetti*, 1405, c. 1, p. 522. — *Marin Sanuto*, p. 814. — *Andrea Naugerio*, p. 1077. — *Gio. Batt. Pigna*. L. V, p. 483. — [3] *Andrea Gataro*, p. 914. — *Jac. de Delayto*, p. 1026.

en argent comptant [1]. Tranquillisé sur le sort de cette partie de sa famille, il attendit avec constance l'agression d'un ennemi infiniment supérieur en forces.

Le 25 mai 1405, Castel Caro fut attaqué en même temps par la flotte vénitienne et par l'armée de terre. Après une vigoureuse mais courte résistance, ce château fut pris ; le territoire de Padoue demeura complétement ouvert, et Paul Savelli conduisit ses troupes au pied des murs de la capitale, dont il commença le siége le 12 juin [2].

De leur côté, Jacob del Verme et François de Gonzague pressaient l'attaque de Vérone. Les citoyens de cette ville ne se soumettaient qu'à contre-cœur aux sacrifices que leur imposait une guerre à laquelle ils ne prenaient aucun intérêt, et lorsqu'ils virent l'ennemi attaquer leurs murailles, ils résolurent de faire cesser la résistance de Jacques de Carrare. Verità des Vérità, Antonio Mafféi et Jacques Fabri, qui tous trois étaient au nombre de ses conseillers, rassemblèrent, le 22 juin, le peuple en armes sur la grande place, et sans cesser de porter l'enseigne du char et de répéter le nom de leur seigneur, François de Carrare, ils déclarèrent leur volonté de traiter avec Gabriel Emo, provéditeur vénitien qui suivait l'armée. Cependant ils obtinrent pour Jacques de Carrare, dont ils respectaient les vertus, un sauf-conduit au moyen duquel il pouvait se retirer où bon lui semblerait, avec sa femme et ses effets précieux [3]. Une capitulation avantageuse fut accordée à la ville de Vérone, et la seigneurie promit de conserver et d'augmenter ses priviléges. Le 23 juin, l'armée de Jacob del Verme entra dans cette ville, et arbora l'étendard de saint Marc [4]. 1405. — Jacques de Carrare, après avoir été retenu quelque temps

[1] *Andrea Gataro*, p. 915. — *Jac. de Delayto*, p. 1037. — *Cronica di Lucca di Ser Cambi*, p. 849. — [2] *Andrea Gataro*, p. 916. — *Jac. de Delayto*, p. 1027. — [3] *Andrea Gataro*, p. 918. — *Piero Minerbetti*, c. 4, p. 525. — [4] *Marin Sanuto*, p. 820. — *Andrea Naugerio*, p. 1078.

captif contre la teneur de la convention, ayant voulu s'échapper, fut repris et envoyé dans les prisons de Venise[1].

L'armée qui avait pris Vérone vint ensuite se réunir à celle qui assiégeait Padoue. Le 1er juillet, Paul Savelli établit son camp à Bassanello, et Carlo Zéno y fut envoyé par la république comme provéditeur. Le seigneur de Mantoue et Jacques del Verme y arrivèrent peu de jours après. François de Carrare avait partagé avec son fils, François Terzo, la défense de sa patrie : il veillait les nuits avec une moitié des citoyens, et Terzo avec l'autre moitié faisait la garde durant le jour[2].

Cependant les paysans s'étaient retirés dans la ville avec leur bétail et leurs effets précieux. Chaque bourgeois en avait reçu plusieurs dans sa maison ; d'autres étaient logés dans les églises et les couvents ; d'autres enfin étaient réduits à coucher sous les portiques des rues. Bientôt le rapprochement de tant d'hommes et de tant d'animaux, la mauvaise nourriture, les immondices dont la ville se remplissait, produisirent leur effet ordinaire : une peste affreuse se manifesta dans Padoue, avec les mêmes symptômes qui, au milieu du siècle précédent, avaient occasionné tant d'effroi. Presque tous les malades mouraient le second ou le troisième jour. Chaque matin, des chars parcouraient la ville pour recueillir les morts : sur leur timon l'on avait élevé une croix, au-dessous de laquelle brûlait sans cesse une petite lanterne, pour remplacer les cierges qui, dans d'autres temps, accompagnaient toujours les obsèques. Un seul prêtre suivait le char funèbre, qui portait à la fois de quinze à vingt cadavres : la contagion enlevait quatre ou cinq cents personnes par jour. Dans chaque cimetière on avait creusé d'immenses fosses, où l'on rangeait les cadavres par lits jusqu'à leurs bords. Après qu'un père avait déposé

[1] *Andrea Gataro*, p. 920. — *Piero Minerbetti*. c. 6, p. 526. — *Redusius de Quero*, p. 816. — *Jac. de Delayto*, p. 1027. — [2] *Andrea Gataro*, p. 921.

son fils sur ce char funèbre, un fils son père, ou un époux son épouse, il fallait que, les yeux encore pleins de larmes, il reprît en hâte ses armes pour repousser les attaques des ennemis[1].

Les châteaux du territoire de Padoue, n'ayant plus aucune communication avec leur capitale, et n'espérant plus être secourus, secouaient, les uns après les autres, l'autorité des Carrare, pour faire plus tôt, et à de meilleures conditions, leur paix avec les Vénitiens. Este se rendit le 14 août, et Montagnana le 15. Le provéditeur Zéno essaya de corrompre Lucas de Lione, noble padouan, qui commandait à Monsélice; ses honteuses propositions furent rejetées : mais Lucas prit occasion de cette négociation pour entrer en traité au nom de François de Carrare lui-même, et il se rendit à Padoue pour savoir quels termes celui-ci accepterait. Le seigneur déclara qu'il consentirait à livrer sa capitale, et à renoncer à la souveraineté, pourvu que son fils Jacques fût remis en liberté; que la seigneurie lui payât cent cinquante mille florins de dédommagement; qu'elle confirmât les donations qu'il avait faites pendant son gouvernement, et qu'elle garantît les priviléges et les anciennes coutumes de Padoue[2].

Tandis que Charles Zéno était allé à Venise pour consulter la seigneurie sur ces conditions, François de Carrare profita de l'arrogante confiance de ses ennemis pour les battre. Il rassembla les milices de la ville, qui se trouvaient réduites à quatre mille sept cents hommes, quoiqu'il y eût incorporé les paysans réfugiés, tandis que l'année précédente elles passaient douze mille hommes. A leur tête, il surprit, le 18 août, le camp de Paul Savelli, qui était séparé par la Brenta de celui

[1] Andréa Gataro, qui perdit son père de la peste, assure qu'elle enleva quarante mille personnes. *Istor. Padov.* p. 921. — Andréa Biglia donne le même nombre. *Med. Hist.* L. I, p. 20. — Jacques de Delayto le réduit à vingt-huit mille. *Ann. Est.* p. 1029. — *Marin Sanuto*, p. 817 et 827. — [2] *Gataro, Stor. Padov.* p. 923. — *Jac. de Delayto*, p. 1030.

de Galéaz de Mantoue. Il brûla ses logements; il enleva la bannière de saint Marc et celle du capitaine, et il causa un dommage de plus de cent mille florins à la république[1].

De retour au camp, Charles Zéno communiqua les offres de la seigneurie à Carrare : celle-ci rendait la libeté à son fils, elle lui permettait d'emmener trente chars couverts, et lui donnait une somme de soixante mille florins. Carrare, d'accord avec son conseil, était sur le point d'accepter ces conditions ; mais, pour son malheur, il reçut, cette nuit même, une lettre de Barthélemi dell' Armi, gouverneur de ses fils, à Florence, qui lui apprenait que les Florentins avaient acheté la ville de Pise, et qui ajoutait qu'étant sans inquiétude désormais de ce côté-là, ils ne tarderaient pas à le secourir. Quelques prieurs de Florence avaient confirmé cette espérance par leurs discours, et le seigneur de Padoue, se croyant sûr d'être secouru, déclara qu'il se défendrait jusqu'à la dernière extrémité[2].

La longue résistance des châteaux du territoire de Padoue avait divisé les forces des assiégeants : situés sur des monticules isolés au milieu des plaines, ils avaient bravé longtemps tout l'art des ingénieurs vénitiens; mais le château du camp Saint-Pierre se rendit enfin le 11 septembre : Monsélice, qui avait été approvisionné de vivres pour sept ans, perdit tout à coup ses magasins par un incendie, et se rendit le 14 septembre. Dans le mois suivant, Strà, Saint-Martin, Arlenga, Cittadella, et Castel Baldo, furent successivement livrés aux Vénitiens. La Brenta, cependant, ne traversait plus Padoue; les ingénieurs l'avaient détournée, et tous les moulins de la ville demeuraient à sec. Paul Savelli était mort de maladie; mais Galéaz de Mantoue, qui lui avait succédé dans le commande-

[1] *Andrea Gataro*, p. 924. — *Jacob. de Delayto*, p. 1030. — *Andr. Biglia.* L. I, p. 19. — *Marin Sanuto*, p. 821. — [2] *Andrea Gataro*, p. 926. — *Naugerio*, *Stor. Ven.* p. 1078.

ment de l'armée vénitienne, pressait le siége avec ardeur[1].

Le 2 novembre, les Vénitiens, qui avaient dans leur camp huit mille hommes de cavalerie et plus du double d'infanterie, donnèrent un assaut général à la ville, qu'ils attaquèrent de quatre côtés différents : partout ils furent repoussés. Leur capitaine, Galéaz de Mantoue, fut renversé du mur par un coup de lance de François de Carrare : le provéditeur vénitien, François Bembo, fut aussi blessé; et le combat, qui avait duré depuis deux heures avant le jour jusqu'à la nuit, finit sans que les assiégeants eussent remporté aucun avantage[2].

Pour répandre la terreur dans la ville, les assaillants attachèrent à leurs flèches des billets par lesquels la seigneurie menaçait de mettre Padoue à feu et à sang, et de traiter cette ville comme Zara et Candie, si les assiégés ne se rendaient pas avant dix jours[3]. François Terzo lui-même pressait son père de se rendre, et de sauver à sa patrie les horreurs dont elle était menacée : mais Carrare se souvenait de son exil passé; il ne voulait pas éprouver de nouveau l'amertume du pain de l'étranger, et il s'efforçait de ranimer le courage de ses concitoyens par l'espérance d'un prochain secours. Il assurait en avoir la promesse du roi de France, du roi de Hongrie, de son frère le comte de Carrare, qui servait, avec mille lances, sous les ordres de Ladislas, roi de Naples, et qui mettait en oubli leur inimitié privée pour sauver sa patrie[4]. Lui-même cependant il ne partageait point les espérances qu'il voulait inspirer : c'était des Florentins seuls qu'il croyait pouvoir attendre quelque secours; et les Florentins, engagés dans une guerre hasardeuse pour la conquête de Pise, ne voulaient point en détourner leurs forces, ni s'attirer la puissante inimitié des Vénitiens[5].

[1] *Andrea Gataro*, p. 928. — *Jac. de Delayto*, p. 1029. — *Marin Sanuto*, p. 818-821. — [2] *Andrea Gataro*, p. 929. — *Jac. de Delayto*, p. 1030. — [3] *Andrea Gataro*, p. 931. — [4] *Jacobi de Delayto*, p. 1007. — [5] *Andrea Gataro*, p. 931.

Enfin les gardes de la porte de Sainte-Croix se laissèrent séduire par un Vicentin nommé Jean de Beltramino : elles le firent entrer la nuit du 17 novembre avec cinquante fantassins, et il commença par massacrer les traîtres qui lui avaient ouvert la ville, après quoi il fit avancer les troupes vénitiennes[1]. François de Carrare accourut presque aussitôt à leur rencontre ; et après d'inutiles efforts pour recouvrer la porte, il essaya du moins d'arrêter assez longtemps les ennemis pour que les habitants du faubourg se retirassent avec leurs effets les plus précieux dans l'enceinte intérieure : car la ville en avait deux encore, ou plutôt chaque quartier de Padoue était entouré de murailles, ct pouvait se défendre séparément. Mais quoique le tocsin sonnât à tous les clochers, et que les amis du prince appelassent les citoyens à défendre avec lui leur honneur et leurs biens, la plupart, au lieu de prendre les armes, ne songeaient plus qu'à cacher leurs effets précieux, pour les dérober au pillage qu'ils croyaient imminent. François de Carrare, presque abandonné, demanda un armistice, et un sauf-conduit pour se rendre au camp vénitien. Il y fut accompagné par Paul Crivelli et par Michel de Rabatta, gentilhomme du Friuli, dont la fidélité ne s'était jamais démentie. Il déclara aux trois provéditeurs vénitiens et à Galéaz de Mantoue, qu'il venait à eux avec l'intention de rendre la ville, pourvu qu'on lui accordât des conditions honorables ; mais que, s'il ne pouvait les obtenir, il était déterminé à défendre jusqu'à la dernière extrémité les deux enceintes de murs qui lui restaient encore[2].

Les provéditeurs répondirent qu'ils n'avaient pas des pouvoirs suffisants pour traiter avec Carrare : mais ils l'invitèrent à remettre la ville entre leurs mains, et à se rendre ensuite à Venise pour négocier directement avec la seigneurie. Car-

[1] *Marin Sanuto*, p. 828. — [2] *Andrea Gataro*, p. 934. — *Jacob: de Delayto*, p. 1031.

rare crut devoir préférer à leur parole celle d'un militaire respecté. « Capitaine, dit-il à Galéaz de Mantoue, en se tour-« nant vers lui, c'est à vous que je confie sans crainte ma « ville et mes châteaux. Promettez-moi seulement, sur votre « honneur, que si je ne demeure pas d'accord avec la sei-« gneurie, vous me les rendrez dans l'état où je vous les aurai « confiés. » Après avoir obtenu cette promesse, François de Carrare rentra dans Padoue, pour faire élire huit députés par le conseil de la ville, et en élire deux lui-même, afin de traiter à Venise des conditions auxquelles il livrerait la place[1].

Le doge et la seigneurie refusèrent de donner audience aux ambassadeurs du seigneur de Padoue : mais ils accueillirent avec prévenance ceux de la ville, et leur promirent de conserver à Padoue tous ses priviléges, pourvu que les citoyens se livrassent eux-mêmes, et n'attendissent pas que les Carrare traitassent pour eux. Bientôt il fut convenu que deux des ambassadeurs retourneraient à Padoue, et qu'ils décideraient le peuple et les conseils à rentrer en possession de la souveraineté. Pour favoriser cette révolution, Galéaz de Mantoue invita François de Carrare et son fils à une conférence dans son camp. Il les retint ensuite à souper, et le lendemain il les envoya, moitié volontairement, moitié par force, d'abord à Oriago et ensuite à Mestre.

Pendant ce temps, deux des ambassadeurs, de retour à Padoue, y avaient déployé l'ancien étendard de la communauté, la croix rouge en champ d'argent. Une vingtaine de factieux cherchaient à exciter une émeute par les cris de *vive saint Marc! vive le peuple! mort aux Carrare!* Mais les citoyens ne prenaient aucune part à ce tumulte; ils n'essayaient ni de renverser ni de défendre l'autorité déjà détruite de leurs seigneurs. Un podestat, nommé par les séditieux, ouvrit,

[1] *Andrea Gataro*, p. 934. — *Jacob. de Delayto*, p. 1031. — *Marin Sanuto*, p. 828. — *Piero Minerbetti*, c. 21, p. 541.

ce jour-là même, 19 novembre 1405, les portes de Padoue à Galéaz et aux provéditeurs, qui prirent possession de cette ville au nom de la république de Venise[1].

Lorsque François de Carrare sut que sa capitale avait été livrée aux Vénitiens, il somma Galéaz de Mantoue de lui tenir sa parole. Francesco Terzo surtout insistait pour rentrer en possession du château, déterminé qu'il était à le défendre jusqu'à la dernière extrémité et à s'ensevelir sous ses ruines. En vain le général assurait que la seigneurie traiterait les deux princes avec générosité : cette assurance était démentie par le refus de recevoir leurs ambassadeurs. Cependant François de Carrare jugea bientôt que l'enthousiasme de ses compagnons d'armes était éteint, en sorte qu'il ne trouverait personne qui se dévouât avec lui à une mort certaine. Il vit aussi que Galéaz ne voudrait pas ou ne pourrait pas tenir sa parole, et qu'en insistant sur l'exécution d'une convention inexécutable, il se ferait de son protecteur un ennemi. Il consentit donc à s'embarquer avec son fils pour Venise, sous l'escorte de Galéaz et de François de Molino. A leur arrivée au quartier de Saint-George, ils furent accueillis par les cris effrayants du peuple, qui répétait : *A mort les Carrare !* Le lendemain, 30 novembre, Galéaz quitta ses prisonniers pour aller intercéder pour eux ; mais lorsqu'il vit l'animosité de la seigneurie, il n'osa plus reparaître à leurs yeux. Il ressentit et manifesta peut-être d'une manière provoquante sa profonde indignation pour l'abus coupable qu'on faisait de sa parole : le sénat ne souffrait pas patiemment les reproches de ses gens de guerre, et Galéaz mourut au bout de peu de semaines[2].

Le lendemain, les deux princes de Carrare furent introduits devant la seigneurie ; ils se jetèrent aux genoux du doge Michel Sténo, qui les releva, et les fit asseoir l'un à sa droite et

[1] *Andrea Gataro*, p. 937. — *Andr. Billii Hist.* L. I, p. 21. — [2] *Jacob. de Delayto*, p. 1031. — *Andrea Gataro*, p. 938. — *Marin Sanuto*, p. 829.

l'autre à sa gauche. Le doge leur rappela que la république les avait aidés à recouvrer Padoue sur Jean Galéaz, et leur reprocha leur ingratitude, mais sans amertume. Les Carrare ne répondirent à ces reproches que par des mots de grâce et de miséricorde [1]. On les envoya cependant à la prison, où ils trouvèrent Jacques de Carrare, le second fils du seigneur de Padoue. Jacques, depuis qu'il avait été arrêté à Vérone, cinq mois auparavant, ne savait rien du sort de sa famille, et il ne s'attendait pas à la voir réunie dans ce séjour funeste. Au moment où les prisonniers se reconnurent, leurs geôliers eux-mêmes ne purent retenir leurs larmes.

La seigneurie ne se hâta pas de prendre une résolution sur le sort des princes de Carrare. Le conseil des Prégadi avait nommé, le 24 décembre, cinq commissaires pour instruire leur procès, et les reléguer dans le lieu qu'ils jugeraient convenable. Mais Jacob del Verme, qui était alors au service des Visconti, et qui nourrissait contre les Carrare une haine implacable, vint à Venise pour exciter contre eux la jalouse défiance du conseil des Dix. « Les Carrare, dit-il, ont déjà été « une fois dépouillés de leurs états ; déjà une fois on les a « vus prisonniers chez leurs vainqueurs : mais ils se sont relevés de cet abaissement pour devenir plus redoutables que jamais à leurs voisins. Leur activité, leurs talents, et plus que « tout, la haine implacable dont ils étaient animés, leur procurèrent alors des alliés, des armes et des soldats. Leurs anciens sujets se révoltèrent en 1390 pour les rétablir sur le « trône. Il est facile de voir que cet amour des Padouans « pour leurs princes subsiste encore, quand on considère « toutes les souffrances auxquelles ils se sont soumis sans « murmurer pendant la dernière guerre. La haine héréditaire « des Carrare contre Venise est bien antérieure à la guerre

[1] *Marin Sanuto*, p. 830.

« de Chiozza : trente ans d'inimitiés et d'injures mutuelles « l'ont confirmée de manière à en faire leur passion domi- « nante. Pour contenir de tels hommes, qu'animent une telle « haine et un tel désir de vengeance, il n'est d'autre prison « assurée que celle du tombeau. »

1406. — Le conseil des Dix évoqua en effet le procès à son tribunal, et résolut la mort des Carrare. Le 16 janvier 1406, le confesseur du seigneur de Padoue vint lui annoncer sa sentence dans sa prison, et le préparer à la mort. François, après avoir donné un premier essor à son indignation, se jeta aux genoux du moine pour confesser dévotement ses péchés et recevoir de lui la communion. Aussitôt que ce religieux se fut retiré, deux chefs du conseil des Dix et deux chefs de la quarantie entrèrent dans la prison avec vingt meurtriers. François de Carrare, qui ne voulait point reconnaître l'autorité du tribunal qui le condamnait, ni se laisser égorger comme une victime, saisit son escabelle de bois, seul meuble qu'il eût dans sa prison, et s'élança contre les meurtriers. Il se défendit quelque temps avec vaillance ; mais enfin, renversé et retenu par les pieds et les mains, il fut étranglé par Bernard de Priuli, avec la corde d'une arbalète [1]. Le lendemain il fut enseveli honorablement dans l'église de Saint-Étienne-des-Ermites. « François Novello, dit Gataro, son histo- « rien et son ami, était de taille moyenne, bien proportionné, « quoiqu'un peu gros. Son visage était brun et un peu sévère, son « langage était élégant, son caractère doux et miséricordieux ; « ses connaissances étaient étendues, et son courage héroïque [2]. »

Le jour suivant, le même confesseur alla porter aux fils de Carrare l'ordre de se préparer également à la mort. Ils s'embrassèrent tendrement et reçurent la communion ensemble ; après quoi Francesco Terzo fut conduit le premier au lieu où

[1] *Redusius de Quero*, p. 818. — [2] *Andrea Gataro*, p. 940.

son père avait été étranglé, et il y périt de la même mort, par les mains du même Bernard de Priuli. Jacques de Carrare y fut conduit ensuite, et après avoir recommandé à Dieu l'âme de son père et celle de son frère avec la sienne, il écrivit à sa femme, Belfiore de Camérino, pour la consoler dans son malheur, et il tendit la tête au lacet.

François, qui avait reçu au baptême le nom de Terzo, parce qu'il était destiné à être le troisième du nom parmi les seigneurs de Padoue, était âgé de trente-un ans quand il mourut. Il était grand, mais il portait la tête basse : sa complexion était brune, et il louchait de l'œil droit. C'était, dit Gataro, un cavalier vaillant et sage, mais enclin à la cruauté, à la colère et à la vengeance. Son frère, Jacques de Carrare, était âgé de vingt-six ans ; sa figure était élégante et douce, son langage prévenant, et son caractère plein de bonté et de miséricorde. A ces qualités, qui le faisaient chérir de ceux qui l'entouraient, il joignait la bravoure héréditaire dans sa famille[1].

Il restait encore à Florence deux fils légitimes de François de Carrare. La seigneurie de Venise fit publier, à son de trompe, qu'elle donnerait une récompense de quatre mille florins à celui qui livrerait vivant entre ses mains l'un ou l'autre de ces princes, et trois mille à celui qui les tuerait. Cette récompense promise au crime ne séduisit aucun assassin, mais les fils légitimes de la maison de Carrare n'en périrent pas moins sans enfants. Ubertino, l'aîné, mourut de maladie à Florence, le 7 décembre 1407, à l'âge de dix-huit ans[2]. Son frère Marsilio, après avoir servi pendant de longues années à la solde de Philippe-Marie, duc de Milan, fit, le 16 mars 1435, une tentative pour rentrer dans Padoue et recouvrer la souveraineté de ses pères. Mais le complot formé

[1] Redusius de Quéro, ennemi de toute la famille de Carrare, parle de Jacques avec attendrissement. *Chron. Tarvisin.* p. 819. — *Jacob. de Delayto*, p. 1036. — [2] *Redusius de Quero*, p. 820.

par ses partisans fut découvert, et comme Marsilio fuyait avec une suite peu nombreuse, il fut arrêté et conduit à Venise, où le conseil des Dix lui fit trancher la tête, le 24 mars 1435[1].

Si l'ancienne haine entre la maison de Carrare et la république de Venise diminue l'horreur que doivent inspirer ces assassinats juridiques, aucun motif semblable ne pouvait excuser la cruauté du sénat envers les héritiers de la maison de la Scala. Antonio, leur aïeul, avait perdu ses états pour s'être engagé, comme allié de la république, dans une guerre malheureuse. Guillaume avait vécu sous la protection des Vénitiens; et sa mort, attribuée à Carrare, avait été le prétexte de la dernière guerre. Enfin, les fils de Guillaume, Antoine et Brunoro, avaient perdu la protection du seigneur de Padoue, et avaient même été jetés en prison par lui, à cause de leurs négociations avec la république. Ils étaient alors dans le territoire de Trente, car François de Carrare les avait relâchés avant d'être réduit aux dernières extrémités. Ils firent demander de rentrer en possession de Vérone; la seigneurie, pour toute réponse, mit leur tête à prix. Les deux frères se séparèrent alors, et Brunoro passa au service de l'empereur, où il demeura pendant de longues années[2].

[1] *Andrea Gataro*, p. 942. Cet historien termine son récit à la mort des princes de Carrare; souvent il fait excuser son extrême prolixité par des détails intéressants.—Rodolphe, frère naturel de François Novello, fut retenu en prison à Venise jusqu'en 1417. A cette époque il s'échappa; mais il fut bientôt repris, et probablement mis à mort. *Cronic. di Bologna*, p 590. — *Naugerio, Storia Veneziana*, p. 1099. — [2] Il y était encore en 1423, quand Andréa Biglia écrivait. *Hist. Mediol.* L. I, p. 18.—*Marin Sanuto*, p. 832. — Brunoro suivit Sigismond dans son expédition d'Italie, en 1432. — *Petri Russii Frag. historiæ Senensis*. T. XX, p. 41.

— L'odieuse politique du conseil des Dix ne peut être comparée qu'à son système atroce de procédure criminelle. Dans le doute, il croyait devoir punir; et sur l'indice d'un crime, il se faisait un devoir absurde de condamner un accusé, malgré sa conviction intime qu'il était innocent. Charles Zéno, le plus vertueux citoyen et le plus grand homme de Venise, fut accusé au conseil des Dix, pour avoir reçu quatre cents ducats d'or de François de Carrare; les livres du seigneur de Padoue, qui avaient été surpris, faisaient foi de ce paiement, sans en indiquer le motif. Zéno reconnut immédiatement qu'il avait reçu cette somme à l'époque indiquée. C'était, dit-il, le remboursement d'un

Toutes les provinces qui avaient appartenu aux deux maisons de la Scala et de Carrare, et toute la Marche Trévisane, étaient réduites sous l'obéissance de la république de Venise. Les drapeaux de saint Marc flottaient à Trévise, à Feltre, à Bellune, à Vérone, Vicence et Padoue. Le sénat envoya dans chacune de ces villes deux sénateurs qui présidèrent à leur gouvernement, l'un comme podestat, l'autre comme capitaine du peuple.

La république surpassait en puissance les plus grands états de l'Italie, si du moins la puissance peut s'acquérir par des crimes, et si, même aux yeux de la politique mondaine, la haine et la défiance que la perfidie excite ne compensent pas tout l'avantage des conquêtes qu'elle procure. Après que Venise eut acquis des états en terre-ferme, cette république négligea ses provinces d'outre-mer, son commerce et sa marine, vraies bases de sa puissance, pour s'engager dans la politique du continent : elle prit part à toutes les guerres et à toutes les révolutions de la Lombardie, et elle excita cette jalousie, cette haine profonde et universelle qui, après un siècle entier d'intrigues et de combats, éclata enfin par la ligue de Cambrai[1].

prêt qu'il avait fait à François de Carrare pendant sa fuite d'Asti. Toutes les circonstances venaient à l'appui de cette assertion, qu'on aurait dû croire implicitement, d'après le caractère de Zéno. Aucun de ses juges n'osait seulement le soupçonner de corruption. Cependant ils le privèrent de tous ses emplois et le condamnèrent à deux ans de prison, déshonorant, autant qu'il était en eux, l'homme qui avait couvert le nom vénitien de plus de gloire. *Caroli Zeni Vita*. L. IX, p. 345. — [1] En terminant l'histoire des princes de Carrare et de la Scala, il sera peut-être commode au lecteur de trouver ici une table chronologique de ces deux dynasties. Celle de Carrare avait dominé à Padoue depuis 1318, pendant quatre-vingt-sept ans.

Giacomo Grande de Carrare, nommé par le peuple prince de Padoue.	*en* 1318.	*mort en*	1324
Nicolo, frère de Giacomo.	1324.		1326
Marsilio, neveu de Giacomo et de Nicolo.	1324.		1338
Ubertino, neveu de Marsilio.	1338.		1345
Marsilietto Pappafava de Carrare.	1345.	*assassiné par le suivant.*	1345
Giacomo II, fils de Nicolo ci-dessus.	1345.	*assassiné par un bâtard de Carrare.*	1350
Giacomo, frère du précédent.	ensemble en 1350. *arrêté par son neveu en* 1357.	*mort en*	1372
Francesco I, leur neveu.	ensemble en 1350. *prisonn. de Jean Galéaz en* 1389.	*mort en*	1393

Francesco II *ou* Novello. 1390. *exécuté à Venise* 1406
Francesco Terzo. } fils de Francesco II. } *étranglés avec lui.* 1406
Giacomo.
Ubertino. *mort à Florence naturellement.* 1407
Marsilio. *décapité à Venise.* 1435

La maison de la Scala avait commencé à régner à Vérone par Mastino de la Scala, nommé seigneur en 1260, *tué.* le 17 octobre 1277
Alberto son frère, 1277, *mort naturellement.* 1301
Bartolomméo, fils d'Alberto, 1301, *mort naturellement.* 1304
Alboin, frère du précédent, 1304, *mort naturellement.* décembre 1311
Can Grande, frère des précédents, 1312, *mort.* juillet 1329
Alberto II. } fils d'Alboin ; mais Albert prit peu de part au gouvernement. 1329. { Albert mort 13 septembre 1352
Mastino II. Mastino 3 juin. 1351
Can Grande II. } fils de Mastino. ensemble 1351. { *tué par ses frères.* 1354
Can Signore. *mort naturellement.* 1375
Paulo Alboino. *tué en prison par son frère moribond.* 1374
Bartolomméo II. } fils naturels de Can Signore. ensemble 1375. { *assassiné par son frère.* 1380
fugitif devant Jean Galéaz. 1380
Antonio. *empoisonné.* 1390
Guillaume, fils d'Antonio, rétabli en 1404, *mort* peu de jours après.
Antonio. } ses fils, *fugitifs et proscrits.*
Brunoro.

CHAPITRE X.

Conquête de Pise par les Florentins. — Suite du schisme; il est entretenu par Ladislas, roi de Naples. — Concile de Pise. — Déposition de Grégoire XII et de Benoît XIII. — Election d'Alexandre V.

1405-1409.

Lorsque François de Carrare reçut, dans les prisons de Venise, l'ordre de se préparer à la mort, il réfléchit avec amertume sur l'abandon où l'avaient laissé ses amis, et sur l'ingratitude de ceux qu'il avait comblés de bienfaits. Aucun de ses alliés n'avait fait un mouvement pour le sauver; et cependant, à cette époque même, les Guelfes triomphaient dans toutes les parties de l'Italie : associés à sa fortune par une alliance héréditaire, ils semblaient appelés par leurs sentiments, par leur politique même, à le défendre, s'ils appréciaient une fois leurs devoirs et leurs vrais intérêts.

Trois nouveaux seigneurs guelfes s'étaient élevés, en Lombardie, avec l'assistance de François de Carrare, sur les ruines de la maison Visconti. Ugolin Cavalcabò était souverain de Crémone; George Benzoni, de Crème; et Jean de Vignate, de Lodi. Ni les uns ni les autres ne prirent aucune part à la guerre de Padoue. Cavalcabò, il est vrai, avait déjà

fait place à un autre usurpateur. Il avait sacrifié à sa jalousie plusieurs citoyens respectés, lorsqu'il fut surpris à Manerbio, le 14 décembre 1404, et fait prisonnier par Astorre Visconti, après la perte d'une bataille. Son favori, Gabrino Fondolo, soldat de fortune, dont il avait fait son général et son premier ministre, continua la guerre pour le délivrer ou le venger, et demeura maître de la forteresse de Crémone et des principaux châteaux; tandis qu'un autre Cavalcabò, nommé Charles, fut déclaré seigneur de la ville. Ugolin, cependant, profita des troubles de Milan pour s'échapper de sa prison, en 1406. Une guerre civile entre les deux Cavalcabò, qui tous deux prétendaient à la seigneurie, paraissait sur le point d'éclater à Crémone. Gabrino Fondolo, plus puissant que l'un et l'autre, s'offrit entre eux comme médiateur; il les invita à se réunir dans sa forteresse, avec tous les membres de la famille Cavalcabò : un grand repas leur était préparé pour le 18 juillet 1406, et le partage de la souveraineté devait être réglé dans ce banquet entre les conviés. Mais Fondolo, lorsqu'il vit réunis dans sa forteresse, entre les mains de ses satellites, tous ceux qui prétendaient à la souveraineté, tous les chefs de parti, tous ceux qui pouvaient mettre obstacle à ses desseins, donna, au sortir du repas, le signal d'une épouvantable boucherie : ses gardes se précipitèrent sur ses convives; Ugolin et Charles Cavalcabò furent massacrés, et, avec eux, soixante-dix des premiers citoyens de Crémone, presque tous de la maison Cavalcabò. Gabrino Fondolo, après cet horrible massacre, fut reconnu pour seigneur de Crémone, et se rangea, sans éprouver d'obstacles, parmi les princes de l'Italie[1].

Pandolfe Malatesti, l'un des généraux de Jean Galéaz, fondait, vers le même temps, une quatrième principauté guelfe

[1] *Andr. Billii Hist. Mediolan.* L. II, p. 28. — *Redusii de Quero Chron. Tarvisin.* p. 805. — *Campi, Cremona fedele.* L. III, p. 109.

en Lombardie. Sa famille régnait depuis longtemps à Rimini, avec l'appui du parti de l'Église; mais Pandolfe paraissait indifférent entre des factions qui désormais n'avaient plus de but, et il consultait, dans sa conduite, l'ambition, et non l'esprit de parti. Nous avons vu qu'envoyé à Como par la duchesse de Milan, pour établir la paix dans cette ville, il l'avait livrée au pillage. Como était l'entrepôt du commerce entre l'Italie et la Suisse[1], et ce brigandage, qui précipita la chute de la duchesse de Milan, au nom de laquelle il était exercé, rendit Pandolfe plus cher aux soldats. Lorsqu'il s'échappa de Monza, à moitié vêtu et chaussé d'un seul pied, il fut accueilli avec empressement par les garnisons de Trezzo et de Brescia, et il fut proclamé seigneur de cette dernière ville, dès qu'on y apprit la mort de la duchesse.

Le seigneur de Padoue ne pouvait, il est vrai, s'attendre à ce que de pareils hommes lui demeurassent fidèles dans le malheur, eux qui n'avaient d'autres principes que leur ambition, et qui devaient leur élévation à des crimes; mais il avait compté davantage sur l'amitié et la constance de la république florentine, qui, depuis quinze ans, était associée à sa fortune et à tous ses combats, et qu'une alliance héréditaire attachait à sa famille. François de Carrare n'aurait point été trompé dans cette confiance, si les Florentins n'avaient pas été entraînés par la plus forte tentation qui pût agir sur eux, et n'avaient pas employé toutes leurs forces à la conquête importante de Pise.

Nous avons vu que Gabriel Visconti, seigneur de Pise, avait eu recours à la protection de Jean le Meingre, dit Boucicault, maréchal de France, qui commandait à Gênes au nom de Charles VI, et que, par son entremise, il avait obtenu une trêve de quatre ans avec les Florentins. Boucicault, par son courage et sa sévérité, avait rétabli l'ordre dans Gênes; il avait forcé

[1] *Andrea Biglia*, L. I, p. 26.

les factions à poser les armes, et il avait fait déclarer son gouvernement irrévocable, sur la demande des Génois eux-mêmes[1]. Mais déjà un mécontentement général commençait à se manifester à Gênes contre lui; les accusations de lèse-majesté, qu'il avait encouragées, portaient la désolation dans les familles; les impôts oppressifs ruinaient le peuple; et Boucicault, redoutant une sédition[2], voulut se faire au dehors des amis plus puissants que le seigneur de Pise. Il engagea celui-ci à vendre sa seigneurie, pour partager avec lui le prix qu'il en retirerait; et au mois de juin 1405, il chargea un Florentin qui était alors à Gênes de proposer secrètement cette acquisition à sa république[3].

Pour prix de la vente de Pise, Boucicault demanda d'abord quatre cent mille florins; il est vrai qu'il promit d'employer une partie de cette somme prodigieuse à secourir François de Carrare, l'ami des Florentins autant que le sien. La négociation commencée à Gênes se continua à Vico Pisano, où Gabriel Visconti s'était rendu : ce dernier sentait que son autorité à Pise était sur le point de lui échapper; mais, d'autre part, il redoutait que Boucicault ne s'appropriât tout l'argent qu'il retirerait de la vente de ses états.

Tandis qu'il délibérait encore, les Pisans furent avertis des négociations qu'il avait entamées, et pour n'être pas vendus aux Florentins, leurs rivaux éternels, ils prirent les armes le 21 juillet 1405 : ils attaquèrent les troupes de Visconti partout où ils les rencontrèrent, et ils forcèrent ce seigneur à se réfugier dans la forteresse avec deux cents hommes d'armes et quelques arbalétriers qu'il avait à sa solde[4].

Au moment où cette révolution faisait sentir plus vivement

[1] *Ubertus Folieta, Genuens Histor.* L. IX, p. 523.—[2] *Ubertus Folieta,* L. IX, p. 527. —[3] La proposition fut faite à Gino Capponi, dont nous avons des mémoires. *Commentar. del acquisto di Pisa,* T. XVIII, *Rer. It.* p. 1127. — *Scipione Ammirato,* L. XVII, p. 914. — *Paolo Tronci, Annali Pisani,* p. 498. —[4] *Piero Minerbetti,* 1405, c. 2, p. 527.

au seigneur de Pise le besoin d'un conseil, il fut privé de celui de sa mère, qui avait jusqu'alors partagé avec lui les soins du gouvernement. Comme elle traversait un pont étroit pour visiter les murs de la forteresse, elle se laissa tomber à l'explosion d'une pièce d'artillerie, et se tua par sa chute. Visconti, peu de jours après, termina le marché avec les Florentins, et leur céda la citadelle de Pise et les châteaux de Librafratta et de Sainte-Marie in Castello pour le prix de deux cent six mille florins, payables à différents termes [1].

Mais non seulement Gabriel-Marie Visconti fut forcé de partager avec Boucicault le prix de son héritage, il fut ensuite dépouillé par ce maréchal de la portion qui lui était demeurée; et il périt à Gênes, sur un échafaud, au mois de septembre 1408, par suite d'une accusation calomnieuse de trahison.

La citadelle de Pise fut livrée aux Florentins le 31 août 1405, et Lorenzo Raffacani en prit le commandement. Mais quoique les Pisans pressassent avec vigueur le siége de cette forteresse, et qu'ils eussent établi des pièces d'artillerie du côté de la ville, pour la battre en brèche, Raffacani ne voulut prendre avec lui que quelques compagnies de milice, et il congédia les gendarmes de Visconti qu'il y avait trouvés de garde. Sa présomption fut sévèrement punie. La citadelle était liée aux murs de la ville par une tour qui portait le nom de Sainte-Agnès. Les bombardes des Pisans étaient toutes dirigées contre cette tour. Il fallait alors plusieurs heures pour les charger; mais au moment où les miliciens qui gardaient la tour les voyaient prêtes à tirer, ils sortaient tous de son enceinte pour attendre leur explosion dans un lieu plus sûr. Les Pisans, ayant remarqué cette manœuvre, se pourvurent de tout ce qui était nécessaire pour une escalade; et dès que

[1] *Gino Capponi*, *Commentar.* p. 1129. — *Piero Minerbetti*, c. 8, p. 530.

les Florentins, dans la crainte d'une décharge, abandonnèrent la tour, ils montèrent à l'assaut, et s'en emparèrent sans rencontrer de résistance. La forteresse fut prise, le 6 septembre, deux heures avant la nuit, avec tous ceux qui y étaient de garde, et elle fut aussitôt rasée par le peuple jusqu'en ses fondements [1].

A peine avait-on appris à Florence que la forteresse de Pise était perdue, qu'on vit arriver cinq ambassadeurs pisans chargés de demander la paix. Ils représentèrent l'occupation de leur citadelle comme une violation de la trêve conclue avec eux l'année précédente. Le ciel, ajoutèrent-ils, s'était déjà prononcé en leur faveur, et leur avait rendu, d'une manière presque miraculeuse, cette partie de leur ville : mais ils ne voulaient point abuser d'un succès aussi imprévu; et moyennant la restitution de Librafratta et de Sainte-Marie, ils étaient prêts à rembourser aux Florentins tout ce que ceux-ci avaient payé à Boucicault ou à Gabriel Visconti [2].

Les Florentins étaient bien éloignés de vouloir renoncer à une entreprise à laquelle ils croyaient leur honneur intéressé. Malgré les conseils de quelques citoyens plus modérés [3], ils rejetèrent les offres des Pisans; ils chargèrent Jacopo Salviati, leur capitaine, de commencer sur le champ les hostilités [4], et ils firent venir le comte Berthold Orsini, auquel ils conférèrent, le 5 octobre, le bâton du commandement [5].

Les Pisans, pour résister à cette attaque, cherchèrent avant tout à réconcilier chez eux les factions ennemies. Les Raspanti avaient été mis en possession de l'autorité par Jacques d'Appiano, et ils y avaient été maintenus par Gabriel-Marie; les Bergolini étaient exclus du gouvernement, et la famille Gam-

[1] *Gino Capponi*, *Com.* p. 1131. — *Piero Minerbetti*, c. 9, p. 531. — *Bonincontrii Miniatensis Annal.* T. XXI, p. 93.—*Cronica di Jacopo Salviati*, *Del. Er.* T. XVIII, p. 242. — [2] *Gino Capponi*, p. 1131. — *Scipione Ammirato*, L. XVII, p. 919. — [3] *Poggio Bracciolini*, L. IV, p. 297. — [4] *Cron. di Jacopo Salviati*, p. 243. — [5] *Piero Minerbetti*, c. 15, p. 537. — *Gino Capponi*, p. 1132.

bacorti était exilée. Ce parti persécuté fut admis de nouveau à partager les droits de la souveraineté ; l'oubli des injures passées et une réconciliation sans réserve furent jurés sur les autels : les chefs des deux partis firent couler leur propre sang dans la coupe consacrée, avant de la boire en commun ; et de nombreux mariages durent sceller la paix entre les deux factions. Mais Jean Gambacorti, neveu de Pierre et chef de sa famille, ne rapportait de son long exil que le désir de régner sur sa patrie : à force d'intrigues, il se fit proclamer capitaine du peuple, comme son oncle l'avait été, et il profita de son autorité pour opprimer ses anciens ennemis, pour les dépouiller, et souvent même les faire périr [1].

Les Pisans s'étaient flattés que Gambacorti, en vertu de son alliance héréditaire avec les Florentins, pourrait les réconcilier avec ces redoutables ennemis ; en effet, le nouveau capitaine ne fut pas plus tôt installé, qu'il envoya demander la paix : mais les Florentins se refusèrent à toute négociation ; ils prétendirent avoir acheté Pise de son seigneur légitime, et ils déclarèrent qu'ils voyaient dans ses habitants non un peuple indépendant, mais des sujets rebelles [2].

Les Florentins ne croyaient guère possible d'ouvrir une brèche aux murs de Pise, en sorte qu'ils se proposaient de réduire la ville par la famine, tandis que leur armée attaquait successivement les divers châteaux du territoire. Les Pisans, de leur côté, s'efforçaient de se pourvoir de vivres ; ils envoyèrent quelques galères chercher des blés en Sicile : l'une d'elles, surprise à son retour par des vaisseaux que les Florentins avaient fait armer à Gênes, se réfugia sous la tour de Vado. Un Florentin, nommé Pierre Marenghi, qui errait loin de sa patrie, frappé d'une sentence capitale, saisit cette circonstance pour rendre à ses concitoyens un service signalé.

[1] *Piero Minerbetti*, c. 17, p. 538. — *Poggio Bracciolini*, L. IV, p. 298. — [2] *Poggio Bracciolini*, L. IV, p. 299.

Il s'élança du rivage, un flambeau à la main, et s'approcha de la galère à la nage, malgré les traits qu'on lançait contre lui. Percé de trois blessures, il continua longtemps à se soutenir sous la proue, en soulevant son flambeau, jusqu'à ce que le feu se fût communiqué à la galère ennemie de manière à ne plus s'éteindre. Elle brûla en face de la tour de Vado, tandis que Pierre Marenghi regagna le rivage. Il fut rappelé ensuite dans sa patrie avec honneur [1].

Les Pisans cherchaient à engager à leur solde quelque condottière qui pût former pour eux une armée. Leurs députés avaient traité avec Agnello de la Pergola, qui, avec six cents chevaux, se trouvait alors dans les états de l'Église. Ce capitaine s'achemina vers Pise, au travers de l'état de Sienne. Mais les dix de la guerre de Florence, avertis de sa marche, le firent attaquer, au moment où il s'y attendait le moins, par le neveu du pape qu'ils venaient de prendre à leur solde, et ils détruisirent ou dispersèrent sa petite armée [2].

Gaspard des Pazzi, autre capitaine qui amenait aux Pisans six cents chevaux des environs de Pérouse, fut défait, le 24 septembre, par Sforza de Cotignola, au passage de la Cornia; et ses soldats, poursuivis jusqu'à Massa de Maremme, n'échappèrent à la captivité qu'en abandonnant leurs chevaux et leurs armes, et en promettant de ne plus servir contre Florence [3].

Vainement les Pisans offrirent la seigneurie de leur ville à Ladislas, l'ambitieux roi de Naples; ce prince ne se sentait pas encore assez affermi dans ses états pour étendre sur la Toscane ses projets de conquêtes. Il obtint des Florentins l'assurance qu'ils ne mettraient point obstacle à ses entreprises sur

[1] *Matt. Palmerii de captivitate Pisarum*, T. XIX, p. 176. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 22, p. 542. — *Scipione Ammirato*, L. XVII, p. 920. — *Paolo Tronci; Annali Pisani*, p. 497. — [3] *Piero Minerbetti*, c. 28, p. 544. — *Leodrisii Cribelli de Vita Sfortiæ Vicecomitis*, T. XIX, L. I, p. 642.

Rome, et il promit en retour de ne point agir contre eux devant Pise [1]. Otto Bon Terzo, qui, à la tête du parti gibelin, s'était rendu seigneur de Parme et de Reggio, qui rassemblait une armée dans ces deux villes, accepta une grosse somme d'argent des Florentins, et à ce prix il promit de ne point secourir les Pisans [2].

Au commencement de l'année 1406, l'armée florentine avait soumis le val d'Éra, la Maremme, les comtés de Monte Scudaio, et presque tous les châteaux qui avaient d'abord embrassé le parti de Pise [3]. Cette armée se partagea ensuite; l'un de ses corps forma le siége de Vico Pisano, château fort à dix milles au-dessus de Pise, à la droite de l'Arno; l'autre se rapprocha de la ville, pour en resserrer le blocus. Sept galères et une galiote que les Florentins avaient fair armer à Gênes se placèrent à l'embouchure de l'Arno; deux redoutes furent élevées près de Saint-Pierre in Grado, l'une à la droite, l'autre à la gauche du fleuve; un pont fortifié fut construit entre elles, et toute communication fut coupée entre Pise et la mer [4]. Aussi les vaisseaux que les Pisans avaient envoyés en Sicile pour chercher des vivres furent-ils pris par les Florentins, le 22 mai, à leur retour dans les mers de la Toscane [5].

La fortune semblait conjurée contre les Pisans, et les événements mêmes qu'ils avaient le plus désirés tournaient tous à leur désavantage. L'Arno, grossi le jour de l'Ascension par des pluies violentes, rompit le pont qui unissait les deux redoutes: les assiégés en profitèrent aussitôt pour attaquer la plus faible. Mais Sforza et Tartaglia, les généraux florentins, qui se trouvaient tous deux de l'autre côté de la rivière, poussèrent leurs chevaux dans ses flots impétueux, et, avec un danger extrême,

[1] *Piero Minerbetti*, c. 23, p. 543. — [2] *Gino Capponi*, p. 1133. — [3] *Piero Minerbetti*, c. 28, 29 et 30, p. 545. — *Scipione Ammirato*. L. XVII, p. 923. — [4] *Piero Minerbetti*, 1406, c. 2, p. 549. — *Paolo Tronci*, *Annali Pisani*, p. 499. — [5] *Gino Capponi*, p. 1134. — *Scipione Ammirato*, L. XVII, p. 928.

ils gagnèrent l'autre rivage. Leur présence inattendue causa aux Pisans un si grand effroi, qu'ils s'enfuirent presque sans combat[1].

Ces deux capitaines étaient au nombre des généraux les plus renommés de l'Italie. Leur rivalité avait jusqu'alors contribué au bien du service; mais une jalousie croissante, une animosité qui ne se déguisait plus, commencèrent à troubler l'armée et à ranimer les espérances des Pisans. Gino Capponi, un des dix de la guerre, accourut de Florence pour réconcilier les deux généraux. Après les avoir pacifiés, il eut soin de les éloigner l'un de l'autre : il plaça l'un au-dessus, l'autre au-dessous de Pise, chacun avec une moitié de l'armée; et cette ville se trouva ainsi plus étroitement bloquée que jamais[2].

L'ardeur du soleil dans ces campagnes insalubres, le mauvais air, et les maladies des armées, parurent enfin venir au secours des assiégés. Les soldats étaient assaillis par des insectes dégoûtants, des fièvres pestilentielles se manifestaient dans le camp, et le découragement commençait à s'y répandre. Les dix de la guerre, dès qu'ils en reconnurent les premiers symptômes, changèrent les cantonnements des soldats : ils placèrent les uns dans les châteaux, pour qu'ils se reposassent de leurs fatigues; ils tinrent les autres dans une activité continuelle, persuadés que l'oisiveté dans laquelle languit le soldat est la première cause de ses maladies[3].

La fatigue, la misère et la faim exposaient les Pisans à des maladies semblables, sans qu'ils eussent aucun moyen d'y échapper. Ils avaient voulu renvoyer les bouches inutiles; mais les Florentins les faisaient rentrer dans leurs murs[4]. Tout à coup, au milieu de juillet, ils arborèrent les étendards du duc de Bourgogne, et ils envoyèrent des hérauts d'armes

[1] *Gino Capponi*, p. 1135. — *Poggio Bracciolini.* L. IV, p. 302. — [2] *Gino Capponi*, p. 1137. — [3] *Matth. Palmerii de captivit. Pisar.* p. 183. — [4] *Marangoni*, *Cronica di Pisa*, p. 833.

avertir les Florentins qu'ils s'étaient donnés à ce puissant seigneur, et qu'ils avaient été reçus sous sa protection. Mais le duc n'envoya point d'armée pour leur délivrance ; et les Florentins continuèrent le siége, après avoir nommé une ambassade pour se rendre auprès de ce prince[1].

Jean Gambacorti avait dirigé la défense des Pisans avec une autorité presque absolue ; mais lorsqu'il vit le peuple livré aux horreurs de la faim, désespérant de se défendre davantage, il entra secrètement en négociation avec les Florentins. Les conditions qu'il demandait, et qu'il cachait soigneusement à ses compatriotes, se rapportaient toutes à son avantage personnel. Il voulait le droit de cité à Florence, avec la propriété de trois maisons, le vicariat de Bagno, plusieurs châteaux dans son voisinage et une indemnité de cinquante mille florins[2]. Ces conditions furent acceptées, et Gambacorti ouvrit la porte de Saint-Marc à l'armée florentine dans la nuit du 8 au 9 octobre 1406. Les troupes prirent cette nuit même possession du quartier de Borgo. Le lendemain, elles avancèrent dans la ville, précédées par des chars remplis de pain et de vivres, que les soldats distribuaient eux-mêmes au peuple[3]. Toutes les provisions étaient épuisées, et l'on ne trouva plus dans la ville ni grains ni farines, mais seulement quelques magasins remplis de sucre et de cassia, et trois vaches maigres. Les habitants s'étaient nourris d'herbes, qu'ils arrachaient dans les rues et le long des murs ; il leur aurait été impossible de tenir encore plusieurs jours, mais ils ne songeaient point à se rendre : ils apprirent avec indignation le honteux marché par lequel Gambacorti les avait vendus ; et leur dernier sentiment, en perdant leur antique indépendance, fut le désir de la

[1] *Jacopo Salviati*, p. 249. Il fut lui-même un des ambassadeurs. — *Gino Capponi*, p. 1138. — [2] Le traité, en trente-six articles, termine la chronique de Marangoni, p. 835-842. Il contient en outre un grand nombre d'exemptions personnelles et de priviléges pour les différents membres de la famille Gambacorti. — [3] *Gino Capponi*, p. 1139. — *Poggio Bracciolini*. L. IV, p. 303. — *Scipione Ammirato*. L. XVII, p. 930.

vengeance et la haine contre le tyran qui les trahissait[1].

Gino Capponi, commissaire des Florentins auprès de l'armée, et l'un des dix de la guerre, fut nommé gouverneur de Pise, avec le titre de capitaine du peuple. A son entrée dans la ville, il assembla les citoyens en parlement sur la place publique ; il leur promit que Florence les traiterait désormais avec affection, et les considérerait comme des sujets fidèles. Il chercha en effet à les réconcilier à leur sort par la douceur et la justice de son administration intérieure ; mais il ne négligea pas des expédients plus rigoureux pour s'assurer de leur soumission. Il envoya tous les Gambacorti à Florence, avec deux cents chefs des plus nobles familles de Pise ; et la république les y retint comme otages, dans un exil forcé[2]. Plusieurs gentilshommes pisans entrèrent à cette occasion dans la carrière militaire, ou la firent suivre à leurs enfants, afin de retrouver dans l'indépendance des camps la liberté qu'ils perdaient dans leur patrie, et de combattre encore comme soldats d'aventure les oppresseurs qu'ils ne pouvaient plus combattre comme citoyens. Après un long exil parmi les étrangers, après des tentatives fréquemment et toujours vainement répétées pour affranchir leur patrie, après une révolte excitée à Pise lorsque cette ville était déjà soumise depuis un siècle, et après un siége malheureux que les Pisans soutinrent avec toute l'énergie de leurs ancêtres, quelques-uns quittèrent enfin l'Italie, et transmirent à leurs descendants, comme un précieux héritage, l'amour du nom sacré de la patrie et la haine de l'oppression. Ceux qui restèrent à Pise conservèrent plus longtemps qu'aucun autre peuple soumis une énergie que la servi-

[1] *Gino Capponi*, p. 1142. — *Poggio Bracciolini*. L. IV, p. 304. — *Bern. Marangoni*, p. 831. — *Scipione Ammirato*. L. XVII, p. 933. — *Paolo Tronci*, *Ann. Pis*. p. 501. — *Cronica di Pisa*. T. XV, p. 1088. — Toutes les chroniques de Pise se terminent à cet événement. Tronci, il est vrai, rapporte encore en quatre ou cinq pages quelques faits insignifiants jusqu'à l'année 1440. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 17, p. 561. — *Poggio Bracciolini*. L. IV, p. 305.

tude détruit presque toujours. La ville qui pendant cinq siècles avait dominé sur la mer Thyrrhénienne avec tant de gloire, n'eut dès lors plus d'existence ; elle n'eut plus d'histoire ou d'influence politique[1] : mais les cœurs de ses habitants n'étaient pas encore soumis, et ce ne fut que lorsqu'on vit croître l'herbe dans ses rues désertes que les Florentins purent compter sur son obéissance.

Les Florentins ne purent conquérir Pise que parce qu'ils adoptèrent eux-mêmes, et qu'ils firent adopter aux autres états, une politique contraire à leurs anciens principes : celle d'isoler toutes les guerres, et de laisser chacun combattre ou vaincre son ennemi particulier, sans que les forts se réunissent aux faibles par leurs alliances, et sans que le maintien de l'équilibre en Italie garantit l'existence de tous.

Pendant tout un siècle, les Florentins avaient suivi une politique plus généreuse. Au lieu de s'agrandir par leurs victoires, ils n'avaient jamais cherché que l'avantage d'autrui, et après leurs défaites ils se voyaient toujours abandonnés par leurs alliés. Ils se reprochèrent enfin d'avoir été dupes, comme si la bonne foi de celui qui est trompé n'était pas plus honorable que l'adresse du trompeur. Ils ne se laissèrent distraire de leur entreprise par aucune des révolutions d'Italie ; et pendant qu'ils poussaient leurs conquêtes jusqu'à la mer, le Milanais prit une forme nouvelle, Venise acquit ses états de terre-ferme, et Ladislas de Naples s'éleva tout à coup sur les factions abattues de son royaume : en sorte qu'un nouvel équilibre s'établit en Italie entre les états, moins nombreux mais plus puissants. Pour en faire connaître les bases, il ne nous reste plus à raconter que les révolutions des états de l'Église et de l'Apulie.

[1] Aucun Pisan n'a voulu écrire l'histoire de ces temps désastreux. Marangoni et Tronci, qui sont postérieurs de beaucoup à cette époque, paraissent en ignorer eux-mêmes tous les détails : aucun nom n'est conservé par l'histoire ; aucune famille, aucun individu ne sont distingués dans ce malheur commun.

Le schisme qui déchirait l'Église depuis l'année 1378 semblait presque ne pouvoir plus finir. Les pontifes rivaux qui lui avaient donné naissance étaient morts l'un et l'autre, mais chacun d'eux avait eu un successeur nommé par son parti. Les papes nouveaux ne s'attaquaient plus avec autant de violence par leurs anathèmes; mais, malgré leur modération apparente, ils s'efforçaient de conserver leur place au prix du repos et de l'union de l'Église. L'un et l'autre sentait bien qu'il ne rendrait jamais sa domination universelle, mais l'un et l'autre aimait mieux régner sur la moitié des fidèles que de descendre du trône; et tous leurs efforts secrets tendaient à prolonger le schisme que la chrétienté voulait terminer.

Robert de Genève, ou Clément VII, était mort à Avignon, le 16 septembre 1394; et aussitôt le roi de France, celui d'Aragon, l'université de Paris, les électeurs de Mayence et de Cologne, et le pape Boniface IX, avaient écrit aux cardinaux français, pour les supplier de ne point donner de successeur à ce pontife, et de profiter de cette occasion pour éteindre le schisme. Mais les cardinaux redoutaient d'être forcés à se ranger auprès du pape survivant comme des coupables et des rebelles réduits à demander grâce, non comme des égaux qui se réconcilient. Ils s'empressèrent donc de s'enfermer en conclave, et, le douzième jour, ils décernèrent la tiare à Pierre de Luna, cardinal d'Aragon, qui prit le nom de Benoît XIII [1]. Ce cardinal, quoiqu'il eût pris part à l'élection de Clément VII, avait longtemps recherché tous les moyens de conciliation; il avait blâmé hautement la raideur du pape qui s'y refusait, et il passait pour l'homme le plus modéré du parti, et le plus propre à rétablir la paix de l'Église.

Tous les cardinaux, avant l'élection, s'étaient engagés à ne

[1] Lenfant, Histoire du concile de Pise. L. I, p. 61.

se refuser, pour l'union de l'Eglise, à aucun sacrifice, pas même à la cession du pontificat; Benoît confirma cet engagement par serment, lorsqu'il fut proclamé [1]. Mais en vain la chrétienté voulut lui faire exécuter cette promesse; Benoît opposait toujours scrupules à scrupules : se considérant comme le vrai pape, il ne voulait pas, disait-il, priver l'Église de son chef légitime, pour la soumettre peut-être à un schismatique excommunié. Les Français mettaient plus de zèle à la réunion qu'aucune autre nation, parce que la cour d'Avignon était en entier à leur charge, et qu'elle ne se maintenait que par une scandaleuse simonie. Charles VI assembla un concile national à Paris, le 2 février 1395; mais cette assemblée somma vainement les deux papes d'abdiquer, pour la paix de l'Église; elle ne put les y engager. Un second concile national fut assemblé en 1398, et celui-ci résolut de soustraire l'Église à l'obéissance des deux papes, pour les forcer à la réunion : comme Benoît XIII résistait, Boucicault vint l'assiéger dans le château d'Avignon, où il le contraignit à capituler le 14 avril 1399 [2]. Le pape promit qu'il déposerait la tiare dès que Boniface en ferait autant, ou que la mort de celui-ci ouvrirait une autre voie pour la réconciliation de l'Église.

Mais Wenceslas avait annoncé à Charles VI que l'Allemagne et l'Italie se soustrairaient à l'obéissance de Boniface IX en même temps que la France à celle de Benoît, et cette promesse ne fut point exécutée. Wenceslas était engagé fort au-delà de ses pouvoirs; et sa déposition, ainsi que l'élection de Robert, changèrent toutes les dispositions de l'Allemagne. Les Français se relâchèrent de leur sévérité envers Benoît, qu'ils avaient retenu prisonnier dans son palais d'Avignon; et ce pape, avec l'aide du duc d'Orléans, s'échappa, le

[1] *Dachery, Spicilegium*. T. VI. — Lenfant, Hist. du concile de Pise. L. I, p. 62. —
[2] Lenfant, Hist. du concile de Pise. L. II, p. 96.

12 mars 1403, du milieu des gardes normandes qui l'entouraient. Dès qu'il fut en liberté, ses cardinaux se réunirent à lui, et toute la France rentra sous son obéissance[1].

Benoît, qui n'avait été rétabli qu'après avoir promis de travailler à éteindre le schisme, envoya quatre ambassadeurs à Rome, en 1404, pour négocier avec Boniface IX ; cependant il ne proposait point de cession mutuelle, mais seulement des assemblées des deux papes et de leurs cardinaux, pour réformer l'Église[2]. Comme les ambassadeurs de Benoît étaient encore à Rome, où ils attendaient une réponse, Boniface mourut le 29 septembre 1404.

Boniface IX avait été beaucoup plus homme de guerre qu'homme d'église : il avait soumis la ville de Rome à son autorité; et, pendant un règne de quinze ans, il l'avait maintenue dans sa dépendance par le supplice de tous ceux qui avaient voulu secouer le joug. Mais, dès qu'il eut cessé de vivre, le peuple prit les armes sous la conduite des Colonna et des Savelli : le cri de *vive la liberté!* retentit dans tous les quartiers de la ville, et les insurgés s'emparèrent de l'église de Sainte-Marie d'Aracéli, où ils se fortifièrent, tandis que les cardinaux étaient enfermés dans le palais presque contigu du Capitole[3]. C'est au milieu de ce tumulte qu'ils élurent Gusman de Sulmone, cardinal de Bologne, qui prit le nom d'Innocent VII. Avant l'élection, chaque cardinal avait prêté serment de ne se refuser, s'il était nommé, à aucun sacrifice pour terminer le schisme, pas même à l'abdication de sa dignité[4].

Innocent VII, avant de songer à la paix de l'Église, dut s'occuper de celle de Rome, où toutes les rues étaient fermées par des barricades, et où le peuple armé faisait retentir de

[1] Lenfant, Hist. du concile de Pise. L. II, p. 114. — [2] *Piero Minerbetti*, 1404, c. 17 et 18, p. 513. — [3] *Piero Minerbetti*, 1404, c. 20, p. 517. — *Diario di Stefano Infessura*. T. III, P. II, p. 1115. — [4] *Piero Minerbetti*, c. 21, p. 517.

toutes parts des cris de liberté. L'ambitieux Ladislas de Naples y était accouru pour profiter de ce désordre : mais la défiance qu'excitait ce prince réconcilia le peuple avec son pontife; le château Saint-Ange et la cité Léonine ou le Vatican furent confiés à la garde d'Innocent VII, le Capitole fut rendu au peuple, et ses fortifications furent détruites. Il fut convenu que le sénateur serait choisi par le pape entre trois candidats présentés par le peuple; et des magistrats renouvelés tous les deux mois, qu'on nomma les dix de la liberté, furent mis à la tête de la république romaine[1].

Innocent VII était vieux et d'un esprit sage et modéré; son caractère et les scrupules de sa conscience semblaient garantir l'exécution des conventions qu'il avait conclues soit avec ses cardinaux, soit avec les Romains; mais la cupidité de sa famille le fit bientôt agir en opposition avec son propre désintéressement, et les intrigues de Ladislas le brouillèrent de nouveau avec le peuple.

Ladislas, fils de Charles III, avait commencé en 1392 à relever de son profond abaissement le parti de Duraz. Il faisait alors ses premières armes; et lorsqu'il sortit de Gaëte, la reine Marguerite, sa mère, le recommanda d'une manière touchante aux barons qui formaient son armée. Élevé au milieu des dangers, entouré dès son enfance de guerres civiles et de conjurations, en même temps qu'il avait développé son courage, il s'était formé à l'intrigue et à la dissimulation. Aucun péril ne rebutait sa bravoure ou celle de ses troupes qu'il conduisait toujours lui-même; aucun lien d'honneur ou de probité ne l'arrêtait dans l'exécution de ses projets. Cependant la vertu commençait à être moins estimée que l'habileté. Les talents et la valeur de Ladislas lui conciliaient des partisans nouveaux; les peuples voyaient en lui le seul rejeton

[1] *Piero Minerbetti*, 1404, c. 22, p. 518.

du sang de leurs rois; Boniface IX le représentait comme le seul fils légitime de l'Église, tandis que son rival était engagé dans le schisme [1]. En 1399, les grands barons qui jusqu'alors avaient montré le plus de zèle pour la maison d'Anjou, Raimond de Balzo des Orsini et les San Sévérini, passèrent sous ses étendards; Naples lui ouvrit ses portes; Charles d'Anjou, frère du roi Louis II, se retira dans le château Neuf où il fut assiégé; Louis, de son côté, l'était à Tarente; et ces princes, après une longue résistance, furent contraints de consigner leurs forteresses à leurs adversaires et de se retirer en Provence [2].

Ladislas, pendant les années suivantes, affermit son autorité sur le royaume que son rival venait d'évacuer; après avoir soumis successivement toutes les forteresses demeurées entre les mains des Français, il s'occupa de punir les partisans qu'ils avaient eus dans la noblesse. Il étendit ses vengeances sur tous ceux qui avaient appartenu au parti d'Anjou, lors même qu'ils avaient ensuite fait leur paix, et qu'ils l'avaient scellée par des services importants. Les San Sévérini, la maison de Marzano et le duc de Vénosa, auxquels il devait ses derniers succès, éprouvèrent à leur tour quelle rancune il gardait de leur inimitié passée.

A peine se sentait-il affermi sur le trône de Naples, qu'il se vit appelé, comme l'avait été son père Charles III, à monter aussi sur celui de Hongrie. Sigismond avait mécontenté toute la noblesse par ses débauches et ses cruautés; il fut arrêté au milieu de sa cour, dans une cerémonie religieuse, au printemps de l'an 1401, et confié aux deux frères Gara, fils du palatin Nicolas, qu'il avait fait périr : ceux-ci le retinrent prisonnier dans le château de Soklos, tandis que les députés

[1] *Leonard. Aretinus, Comm. de suo tempore.* T. XIX, p. 921. — [2] *Giornali Napoletani* T. XXI, p. 1066. — *Giannone Istor. civile.* L. XXIV, c. 5, p. 388.

de la noblesse invitaient Ladislas à passer l'Adriatique pour recevoir la couronne de Saint-Étienne [1].

Mais Ladislas, occupé à cette époque de son second mariage, avec la princesse Marie de Chypre [2], ne put point se rendre lui-même en Hongrie; il y envoya seulement Louis Aldemari, son amiral, qui, avec cinq galères, reçut en 1402 la soumission de Zara, Vrana, Splaatro, Traù, Sébénigo, et des autres villes qui avaient appartenu aux Vénitiens [3]. L'année suivante seulement, Ladislas se rendit à Zara, et il s'y fit couronner le 5 août comme roi de Hongrie. Mais pendant ce temps, Sigismond ayant gagné le cœur de la palatine de Gara, avait été délivré par elle de sa prison [4] : il avait recouvré le royaume de Hongrie, il menaçait la Dalmatie; et Ladislas revint à Naples, au lieu de songer à lui disputer la couronne. Au bout de quelques années il vendit aux Vénitiens, pour le prix de cent mille florins, Zara et toutes les places qui lui étaient restées en Dalmatie, renonçant ainsi absolument à ses prétentions sur la Hongrie, et rétablissant la république dans son antique souveraineté [5].

[1] *Joh. de Thwrockz. Chronic. Hungar.* L. IV, c. 9, p. 223.—[2] Ladislas, âgé seulement de quatorze ans, avait épousé, en 1389, Constance de Clermont, fille du comte Mainfroi, le plus grand seigneur de Sicile. Constance avait apporté à son époux une riche dot qui avait contribué à ses premiers succès. Sa beauté et ses vertus faisaient d'elle l'idole de sa cour. Cependant la faction des Clermont ayant été abattue en Sicile, Ladislas, désireux d'une nouvelle alliance, et ennuyé de sa femme, demanda une dispense à Boniface IX pour la répudier. Constance, qui aimait avec passion son mari, entendit avec étonnement, comme elle assistait avec lui à la messe (en 1392), l'évêque de Gaëte lire une bulle du pape qui annulait son mariage, et elle le vit s'avancer ensuite vers elle pour lui arracher l'anneau nuptial. L'Église ne connaissait point alors le divorce; et le scandale ajoutait encore à la douleur de cette reine malheureuse, qui fut reléguée dans une maison obscure, sous la garde de deux vieilles femmes. Au bout de trois ans, Ladislas l'en retira pour la faire épouser, le 26 décembre 1395, à André de Capoue, fils du comte d'Altaville, un de ses favoris. Comme Constance était traînée à l'autel par ce nouvel époux, elle lui dit, en présence de la cour et du peuple : « Comte André, tu peux t'estimer le « plus heureux chevalier du royaume; car tu vas avoir pour maîtresse l'épouse légitime « du roi Ladislas, ton seigneur. » *Bonincontrii Miniatens. Annales.* T. XXI, p. 61, 67. — *Giannone, Istoria civile.* L. XXIV, c. 4 et 5. — [3] *Jo. Lucii de regno Dalmatiæ et Croatiæ.* L. V, c. 4, p. 420. — [4] *Jo. de Thwrockz, Chron. Hungar.* L. IV, c. 10, p. 224. —[5] *Jo. Lucii de regno Dalmatiæ.* L. V, c. 5, p. 424.—L'acte de vente est du 9 juin 1409.

Ladislas, en abandonnant la couronne de Hongrie, dirigeait ses projets de conquêtes sur des des provinces plus voisines de lui. L'état ecclésiastique se trouvait placé à sa discrétion. La mort de Boniface IX, et les troubles qui avaient accompagné l'élection de son successeur, pouvaient faciliter au roi de Naples la conquête de Rome, sans qu'il eût besoin de tourner ouvertement ses armes contre le Saint-Siége auquel il devait la couronne. Il se contenta d'encourager les Romains dans leur esprit d'indépendance, et de les aigrir contre le pape, afin de forcer celui-ci à s'éloigner de la ville, et afin de se faire valoir lui-même ensuite comme protecteur du peuple[1].

1405. — « Vers cette époque, écrit Léonard Arétin dans « ses Mémoires sur son temps, je fus appelé à Rome par Inno- « cent VII ; j'y fus reçu avec bonté par le pontife, et j'y ob- « tins des honneurs et des emplois qui me donnèrent un rang « parmi ses familiers les plus intimes. Il me parut alors que « le peuple romain exerçait sans mesure la liberté qu'il venait « de recouvrer. Parmi les princes, les Colonna et les Savelli « étaient les plus puissants ; les Orsini étaient abaissés, parce « qu'on les soupçonnait de favoriser le pontife. La cour était « nombreuse et riche ; elle comptait beaucoup de cardinaux « qui, pour la plupart, étaient des hommes d'une haute dis- « tinction. Le pape résidait dans la basilique du Vatican ; il « désirait le repos, et il se serait contenté de sa situation, si « on lui avait permis d'en jouir : mais la perversité de quel- « ques hommes, qui avaient sur le peuple une grande in- « fluence, devait empêcher la continuation de la paix. Les « soupçons allaient croissant chaque jour ; le roi faisait passer « à Rome sa cavalerie ; le pontife se vit obligé de rassembler « aussi des soldats : ce fut là l'origine des troubles.

[1] *Leonard. Aretinus, Commentar.* p. 921.

« Hors de Rome, et sur la route qui de Toscane conduit « dans le Latium, est un pont sur le Tibre, nommé Milvius « ou Ponte Molle. Il est fortifié, et le pape y avait mis gar- « nison : mais les Romains prétendaient le garder eux-mêmes, « pour que, par cette route, on ne pût point envahir le La- « tium. Ils l'attaquèrent une nuit par surprise; la garde se « défendit, et l'on combattit de part et d'autre avec obstina- « tion. La cavalerie du pape revint enfin au point du jour, et « mit en fuite les assaillants, dont plusieurs furent blessés et « quelques-uns tués. Les fugitifs, rentrés dans la ville, s'ar- « rêtèrent au Capitole et y rassemblèrent la multitude. C'était « un jour de fête, la populace était oisive et échauffée par « le vin; on accourt, on saisit ses armes, on fait sortir les « drapeaux, et la foule s'avance pour attaquer la demeure du « pontife. Nos soldats, de leur côté, s'apprêtent au combat; « ils préparent leurs armes, ils s'exhortent mutuellement, « ils s'affermissent dans leurs rangs, et mettent le château « Saint-Ange dans un meilleur état de défense. L'attaque du « peuple fut suspendue par la nuit, mais pendant sa durée les « deux partis demeurèrent sous les armes. (Le Tibre les sépa- « rait et les mettait tous deux en sûreté.) Les jours suivants, « on parla de rétablir la paix, et dans ce but plusieurs ci- « toyens romains vinrent auprès du pontife. Comme ils re- « tournaient chez eux, au sortir d'une conférence, ils furent « attaqués devant le môle Adrien : onze d'entre eux furent « pris, les autres réussirent à s'échapper. Les premiers, con- « duits à Louis des Migliorotti, neveu du pontife, par l'ordre « duquel ils avaient été arrêtés, furent cruellement mas- « sacrés. Parmi eux se trouvaient deux des seigneurs que le « peuple romain avait choisis pour gouverner la république; « les autres étaient des citoyens distingués, dont quelques-uns « avaient manifesté leur partialité pour l'Église. »

Louis des Migliorotti avait été offensé de la hauteur que

les députés romains avaient manifestée dans leurs conférences, et il était sorti du consistoire pour préparer cette scène sanglante, justement comme les députés faisaient des propositions plus modérées, et que les deux partis semblaient se rapprocher [1].

« Lorsque le bruit de cet événement se répandit dans « Rome, continue Léonard Arétin, on courut aux armes; « les rues se remplirent de peuple, et toute la ville retentit « de clameurs et d'imprécations. Je courus moi-même, ce « jour-là, un très grand danger; car, croyant les hostilités « suspendues pendant que la députation romaine était auprès « du pontife, j'avais passé le fleuve et j'étais entré dans la « ville. Dès que j'entendis le tumulte, je voulus me rétirer « auprès des miens; mais je trouvai le pont Adrien occupé « par une troupe de gens armés : c'étaient les parents et les « amis de ceux qui avaient été massacrés; ils s'apprêtaient à « les venger. Dès que je les reconnus, je tournai bride et je « m'enfuis. Arrivé à un passage détourné, je descendis de « cheval; je me couvris du manteau de mon valet, et je me « mêlai de nouveau à la foule. Je passai ainsi, sans être re- « connu, au milieu des gens armés, et je parvins auprès des « nôtres. Le premier objet qui frappa mes regards fut le « monceau des cadavres de ceux qu'on avait massacrés; ils « étaient couchés dans le milieu de la rue, souillés de leur « sang et percés de larges blessures. Je m'arrêtai saisi d'hor- « reur, et je parcourus des yeux leurs visages; parmi eux je « reconnus en pleurant quelques-uns de mes amis. Je me « rendis ensuite à la demeure du pontife; je le trouvai plongé « dans la plus cruelle affliction. Il n'avait eu aucune part à « ce massacre : c'était un homme doux et pacifique, et rien « ne répugnait plus à son caractère et à sa bonté que l'effusion

[1] *Piero Minerbetti*, 1405, c. 11, p. 532. — *Jacobi de Delayto Annales Estenses*. T. XVIII, p. 1034. — *Annal. Bonincontrii Miniatensis*. T. XXI, p. 93.

« du sang humain. Il déplorait sa fortune, et il levait les « yeux vers le ciel comme pour prendre Dieu à témoin de son « innocence [1]. »

Cependant celui qui commandait pour le pape au château Saint-Ange paraissait déjà chanceler dans son parti. Louis des Migliorotti n'avait point assez de troupes pour défendre le Vatican, et la même nuit Innocent VII se vit obligé de s'enfuir à Viterbe. A peine se fut-il éloigné, que Ladislas, appelé par les Colonna et les Savelli, entra dans Rome avec une petite armée, et demanda au peuple la seigneurie. Mais les Romains n'avaient pas chassé un souverain tout pacifique pour s'en donner un tout militaire. Ils accusèrent les Colonna et les Savelli d'avoir trahi la patrie; ils manifestèrent hautement leur aversion pour le joug des Napolitains; un citoyen refusa obstinément de recevoir dans sa maison les soldats qui devaient y être mis en quartier : ceux-ci voulant y entrer de force, tous ses voisins et bientôt tous ses concitoyens prirent sa défense. Un combat acharné s'engagea entre les Romains et les Napolitains; il se prolongea jusqu'à la nuit; Ladislas fut enfin obligé d'évacuer Rome, mais en partant il mit le feu dans quatre quartiers différents [2].

La tentative de Ladislas pour s'emparer de Rome fut avantageuse à Innocent VII. 1406. — Les Romains cherchèrent à se réconcilier avec lui; ils lui envoyèrent des ambassadeurs; et après une longue négociation ils l'engagèrent, le 13 mars 1406, à rentrer dans sa capitale [3]. Ce pape mourut le 5 novembre de la même année; et le consistoire de Rome, maître encore une fois de terminer le schisme, sacrifia de nouveau l'avantage de l'Église à l'intérêt personnel des cardinaux. Ceux-ci déclarèrent qu'ils voulaient élire moins un pape qu'un

[1] *Leon. Aretini Comment.* T. XIX, p. 922. — [2] *Piero Minerbetti*, 1405, c. 12, p. 534. — *Diario della città di Roma, di Stefano Infessura.* T. III, P. II. p. 1177. — *Giannone, Istor. civile di Nap.* L. XXIV, c. 6, p. 373. — [3] *Piero Minerbetti*, 1405, c. 32, p. 547.

procureur de leur parti pour déposer le pontificat [1]. Mais, malgré le serment d'abdiquer que prêta chacun d'eux, ils ne pouvaient espérer que le pape qu'ils éliraient montrât, dans l'occasion, plus de désintéressement qu'eux-mêmes.

Les suffrages se réunirent sur Ange Corrario, vénitien, cardinal d'Aquilée et patriarche titulaire de Constantinople, qui prit le nom de Grégoire XII. Il était âgé de soixante et dix ans, et passait pour un saint homme, d'une sévérité antique. Dès qu'il fut consacré, il renouvela, avec un apparent empressement, les promesses qu'il avait faites, comme cardinal, de tout sacrifier pour terminer le schisme [2].

1407. — Grégoire écrivit à Benoît XIII, pour l'inviter à la paix et lui proposer une abdication mutuelle; Benoît répondit de Marseille, le 23 janvier 1407, presque dans les mêmes termes. C'était la même invitation, la même exhortation, les mêmes promesses [3]. Charles VI avait proposé aux deux pontifes d'abdiquer chacun en présence de son propre collége: les cardinaux des deux obédiences se seraient réunis ensuite pour nommer un nouveau pape. Mais Benoît et Grégoire s'accordèrent à rejeter cette proposition, et à demander une conférence où ils abdiqueraient ensemble devant les deux colléges réunis [4].

Les députés que Grégoire XII avait envoyés à Marseille choisirent, d'accord avec Benoît XIII, la ville de Savone pour cette conférence. Un long traité fut dressé entre les deux clergés et le roi de France, alors souverain de l'état de Gênes. Charles VI consentit que la seigneurie de Savone fût transférée aux deux papes, et que la ville fût partagée entre eux de manière que chacun possédât un château et un quartier for-

[1] *Leon. Aretinus, Comment.* p. 925.—*Annal. Bonincontrii Miniatens.* p. 96.—[2] *Piero Minerbetti,* 1406, c. 20, p. 563. — *Leon. Aretinus*, *Comm.* p. 925. — [3] *Raynald. Annal. eccles.* T. XVIII, p. 305. — *Annales Estenses Jacobi de Delayto*, p. 1040. — [4] *Raynald. Annal. eccles.* § 3, p. 306.

tifié. Chaque pape devait se rendre à Savone avec huit galères et une garde de deux cents hommes. Ce traité fut accepté et ratifié par Grégoire XII, qui le fit communiquer à tous les princes chrétiens[1].

Mais ce pontife était loin d'avoir pris une ferme résolution d'exécuter ce qu'il avait promis; ses parents et les conseillers qui l'entouraient ne négligeaient rien pour le détourner d'abdiquer[2]. D'après les menées secrètes de sa famille, les Vénitiens, ses compatriotes, refusèrent de lui prêter des galères; alors il déclara qu'il ne pouvait être en sûreté ni à Savone, ni dans aucune ville maritime, puisqu'il y serait exposé aux insultes des flottes de son rival[3].

Les reproches et les murmures de tous les hommes désintéressés forcèrent, il est vrai, Grégoire XII à partir de Rome; mais, à Sienne, il s'arrêta de nouveau[4], et il recommença ses négociations. Il demandait ou qu'on choisît une autre ville pour la conférence, ou que Benoît renvoyât ses galères; que Boucicault partît de Gênes; que la sûreté de son rival fût enfin entièrement sacrifiée à la sienne.

Benoît XIII n'avait pas plus de sincérité, mais il jouait son rôle avec plus d'adresse, et, tandis que son adversaire semblait fuir, il paraissait s'avancer à sa rencontre. Il était arrivé à Savone au terme fixé; et comme Grégoire avait passé de Sienne à Lucques, Benoît s'avança jusqu'à Porto Vénéré, et ensuite jusqu'à la Spézia, en sorte que les deux pontifes n'étaient pas à quinze lieues l'un de l'autre. Mais tandis que leurs négociateurs s'efforçaient de les réunir, *l'un*, dit Léonard Arétin, *comme un animal aquatique, ne voulait jamais quitter le rivage; l'autre, comme un animal terrestre, ne voulait jamais s'en approcher*[5].

[1] *Raynald. Annal. eccles.* p. 308. — [2] *Leonard. Aretinus, Commentarii*, p. 926. — [3] Lenfant, Histoire du concile de Pise. L. II, p. 179. — [4] *Orlando Malavolti, Storia di Siena.* P. III, L. I, f. 3. — [5] *Leonard. Aretini Commentar.* p. 926. — *Annales Estenses Jacobi de Delayto*, p. 1043.

Presque toute la chrétienté paraissait désirer la cessation du schisme; mais le roi de Naples, Ladislas, s'efforçait de le faire durer. Il redoutait l'ascendant que la cour de France avait pris sur l'Église par les efforts constants et courageux qu'elle avait faits pour la réunion : il craignait qu'un Français ne fût de nouveau porté sur la chaire de saint Pierre par les cardinaux d'Avignon, et qu'il ne favorisât les prétentions de Louis d'Anjou : surtout il désirait que le pape, son voisin et son seigneur suzerain, au lieu de le tenir en tutelle, comme avaient fait ses prédécesseurs, continuât à le laisser dominer dans ses provinces et sa capitale.

1408. — Au commencement de l'année suivante, Ladislas entreprit ouvertement de soumettre par les armes les états de l'Église, et il eut l'adresse de faire approuver ses conquêtes par les parents de Grégoire XII. Ceux-ci préféraient toute chose à l'abdication de leur patron, et ils prirent occasion des mouvements du roi de Naples pour rompre les négociations avec Benoît XIII.

Ladislas s'avança contre Rome, au mois de mars 1408, avec douze mille hommes de cavalerie et autant d'infanterie : en même temps il envoya quatre galères occuper l'embouchure du Tibre, pour qu'on ne pût point introduire par mer des vivres dans la ville[1]. Il attaqua ensuite Ostie, et s'empara, au mois d'avril, de cette ville, qui lui avait opposé une vigoureuse résistance[2]. Peu de jours après, Paul Orsini, qui commandait dans Rome, en ouvrit par trahison une porte à l'armée du roi. Ce fut alors seulement que les citoyens acceptèrent une capitulation que l'ennemi, déjà dans leurs murs, leur offrait[3]. Pérouse, attaquée en même temps par les Napolitains, leur ouvrit aussi ses portes.

[1] *Piero Minerbetti*, 1407, c. 13, p. 576.—*Scipione Ammirato*. L. XVII, p. 941.—[2] *Piero Minerbetti*, 1408, c. 1, p. 577.—*Annales Estenses Jacobi de Delayto*, p. 1048.—[3] *Piero Minerbetti*, c. 2, p. 577. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 594. — *Diario Romano di Stefano Infessura*, p. 1118. — *Giornali Napoletani*, p. 1071.

Grégoire XII, lorsqu'il apprit la perte de Rome, laissa percer une joie qui trahissait ses intrigues secrètes[1]. Benoît, au contraire, avait tenté de défendre cette ville, espérant sans doute la ramener ainsi sous son obéissance. Boucicault, à sa demande, arma treize galères pour les envoyer dans le Tibre; mais un vent contraire les retint à Porto Vénéré jusqu'à ce qu'il fût trop tard pour défendre Rome.

Ce prétendu acte d'hostilité servit de prétexte à Grégoire XII pour rompre toute négociation avec son compétiteur: il défendit à sa cour d'entretenir aucune communication avec celle de l'anti-pape, et il interdit à ses cardinaux de sortir de Lucques, où il était alors. Bientôt il annonça l'intention de faire une promotion au sacré collége, ce qui était directement contraire aux conventions faites pour la réunion de l'Église. Les cardinaux croyaient avoir toujours le droit de diriger Grégoire XII, qu'ils avaient élu conditionnellement; ils s'opposèrent avec force à une promotion qui devait perpétuer le schisme; ils sortirent du consistoire lorsque Grégoire, au mois de mai, voulut proclamer ses quatre nouveaux cardinaux; ils prétendirent que le pape songeait à les jeter en prison ou à les faire mourir; ils sommèrent Paul Guinigi, seigneur de Lucques, de garantir leur liberté, ainsi qu'il s'y était engagé, et ils sortirent de sa ville pour se rendre à Pise. Ils étaient alors au nombre de neuf; trois de leurs collègues furent retenus à Lucques par des maladies[2].

La république florentine partageait l'irritation de toute la chrétienté contre Grégoire XII; elle attribuait à son obstination et à ses artifices la prolongation du schisme: aussi accueillit-elle favorablement les cardinaux réfugiés à Pise, et leur promit-elle sa protection. Ceux-ci envoyèrent à Gré-

[1] *Piero Minerbetti*, c. 4, p. 579. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 7, p. 580. — *Poggio Bracciolini Hist. Flor.* L. IV, p. 306. — *Scipione Ammirato*. L. XVII, p. 942. — Lenfant, Hist. du Concile de Pise. L. II, p. 190.

goire XII une protestation respectueuse contre ses derniers actes, et un appel à lui-même, à Jésus-Christ, et à un concile général[1].

Dans l'autre parti, le pape n'était pas mieux d'accord avec ses cardinaux. Tous les efforts de Benoît XIII pour rejeter sur son rival la faute d'avoir prolongé le schisme n'empêchaient pas qu'on ne vît ses sentiments au travers de sa dissimulation. Au mois de janvier, le roi de France avait publié un édit pour obliger ses sujets à retirer leur obéissance à l'un et à l'autre pape, si l'union de l'Église n'était pas effectuée avant le jour de l'Ascension[2]. Benoît répondit par des menaces d'excommunication, et le roi, avec l'approbation de son parlement et de la Sorbonne, déclara que Pierre de Luna, qui se faisait nommer Benoît XIII, était un schismatique obstiné, un hérétique, un perturbateur de la paix de l'Église, auquel il était défendu d'obéir davantage. Charles VI écrivit en même temps aux cardinaux du parti de Rome et à ceux du parti d'Avignon, pour les exhorter à ne pas se laisser jouer plus longtemps par deux hommes qui faussaient tous leurs serments, et qui, depuis une année, n'avaient pu trouver, dans l'univers entier, un lieu où ils voulussent se réunir suivant leur promesse[3].

Les cardinaux de Benoît quittèrent en effet leur chef, et se rendirent à Livourne; les cardinaux de Grégoire allèrent les y trouver. Ce collége, composé des premiers dignitaires des deux Églises, envoya des lettres encycliques à toute la chrétienté, dans lesquelles la conduite des deux pontifes était représentée avec beaucoup de modération et d'impartialité[4].

La frivolité des prétextes qu'ils alléguaient, pour refuser

[1] *Apud Raynald. Annales eccles.* p. 327. — *Annales Estenses Jacobi de Delayto*, p. 1047. — Lenfant, Histoire du Concile de Pise. L. II, p. 196. — [2] Lenfant, Hist. du Conc. de Pise. L. II, p. 201. — [3] *Raynaldi Annal. eccles.* T. XVII, p. 331. — Lenfant, Hist. du Concile de Pise. L. II, p. 206. — [4] Lenfant, Hist. du Conc. de Pise. L. III, p. 213.

tour à tour chacun des lieux de réunion qu'on leur avait proposés, était démontrée; l'impossibilité de réunir l'Église, de concert avec deux hommes qui tendaient secrètement à la tenir divisée, était rendue palpable. Cependant, disaient les cardinaux, les sacrés canons ont permis, dans certains cas, la convocation d'un concile sans l'autorité du chef de l'Église. Jamais la chrétienté n'a eu un plus grand besoin de faire usage de cette prérogative. Ni l'un ni l'autre des deux papes ne pourrait convoquer un concile œcuménique, puisque ni l'un ni l'autre n'est reconnu par tous les fidèles : mais les cardinaux des deux colléges, représentants de la chrétienté, ont sans doute le pouvoir, comme l'obligation, de convoquer ce conseil suprême de la religion, qui peut seul, par son autorité, rendre la paix à l'Église. Les cardinaux sommèrent donc tous les évêques et les prélats des deux obédiences de se rendre à Pise, au mois de mars 1409, pour s'y former en concile œcuménique : ils sommèrent aussi les deux papes de s'y trouver, mais ils les avertirent en même temps que leur absence ne suspendrait point l'activité du concile[1].

A la nouvelle de cette convocation, les deux papes, au lieu de se rapprocher, partirent, chacun de leur côté, pour s'éloigner davantage. Benoît XIII, avec trois cardinaux qui lui étaient demeurés fidèles, monta sur ses galères, à Porto Vénéré, et fit voile vers l'Aragon, où il ne fut reçu qu'avec peine[2]. Grégoire XII, de son côté, quitta Lucques avec les quatre cardinaux qu'il avait nouvellement créés; et après avoir séjourné quelque temps à Sienne, il se mit sous la protection de Charles Malatesti, seigneur de Rimini. Grégoire XII cependant convoqua un concile dans la province de Ravenne, et Benoît XIII dans celle de Perpignan. L'un et l'autre pape croyait ainsi échapper au reproche d'obstination que lui fai-

[1] Voyez ces lettres *apud Raynaldi Annales eccles.* p. 332. — [2] *Piero Minerbetti*, 1408, c. 12, p. 584.

sait la chrétienté, pour n'avoir pas soumis sa cause au conseil suprême de l'Église[1].

Les cardinaux des divers partis, le roi et le clergé de France, les républiques de Florence et de Venise, tous ceux enfin qui déterminèrent la convocation du concile de Pise, paraissent avoir agi de bonne foi, et d'après un désir sincère de rétablir la paix de l'Église. Cependant Raynaldi, organe de la cour de Rome, se déclare toujours, depuis le commencement du schisme, contre l'Église, en faveur de son chef; il condamne également les intentions et la conduite de tous les cardinaux qui se prononcèrent contre Urbain VI, et qui élurent Clément VII; de tous ceux qui, dans le nouveau collége formé par Urbain, se détachèrent ensuite de lui, et furent traités par ce pontife sanguinaire avec tant de barbarie; de tous ceux qui suivirent Benoît XIII dans sa fuite, et de tous ceux qui adhérèrent au concile de Pise. Il ne songe pas qu'il enveloppe ainsi dans ses condamnations tous les ministres des autels, tous ceux de qui devait procéder l'autorité des papes postérieurs au schisme; et que, pour épargner le reproche d'inconséquence, d'ambition et d'emportement à deux ou trois prêtres qui se sont succédé dans le pontificat, il est obligé d'accuser tout le clergé, toute l'Église catholique, de calomnie, d'hérésie, et de rébellion contre son chef.

Cependant le caractère de l'homme qu'on vit bientôt prendre le plus grand ascendant sur les cardinaux et sur tout le concile de Pise justifie peut-être, jusqu'à un certain point, les accusations portées contre son parti. C'était Balthazar Cossa, cardinal de Saint-Eustache et légat de Bologne. On le voyait livré à une ambition toute mondaine; il ne songeait qu'à se fonder une principauté sur les débris des états de l'Église. Depuis 1403, il gouvernait Bologne[2]; et, pour af-

[1] *Raynald. Annal. eccles.*, p. 335.—Lenfant, Histoire du Concile de Pise. L. III, p. 221. —[2] *Ghirardacci Storia di Bologna.* L. XXVIII, p. 547.—*Matth. de. Griffonib. Mem. his-*

fermir son autorité sur cette ville, il était descendu aux plus basses intrigues et aux complots les plus perfides : il avait successivement soumis les différentes villes de Romagne, mais il avait acquis son autorité sur Faenza et Forli par une suite de trahisons [1]. Cependant son pouvoir indépendant et son habileté lui procuraient une grande influence sur les cardinaux ses collègues. Dès que le concile fut rassemblé, Balthazar Cossa parut en être le chef.

1409. — Vingt-deux cardinaux entre les deux obédiences, quatre patriarches, douze archevêques, quatre-vingts évêques, quarante-un prieurs et quatre-vingt-sept abbés de monastères s'étaient rassemblés à Pise pour le concile. On y voyait encore les chargés de pouvoir de quatorze archevêques et de cent deux évêques absents ; les généraux de plusieurs ordres de moines, les ambassadeurs des rois de France, d'Angleterre, de Pologne, de Portugal, de Chypre et de Bohême ; ceux de Wenceslas, qui prétendait être roi des Romains, et ceux de Louis d'Anjou, qui prétendait être roi de Naples. Robert, l'autre roi des Romains, et Ladislas, l'autre roi de Naples, envoyèrent aussi des ambassadeurs à Pise, mais pour soutenir, contre le concile, la cause de Grégoire XII. Des ambassadeurs de Castille et d'Aragon s'y rendirent de leur côté pour défendre la cause de Benoît XIII [2]. On estima que, durant le concile, plus de dix mille étrangers vinrent s'établir à Pise.

Les prélats rassemblés déclarèrent, dans leur huitième session, qu'ils étaient constitués en consile œcuménique, et qu'ils se trouvaient ainsi juges suprêmes des deux papes. Le procès de ceux-ci fut aussitôt commencé, et après d'assez longues discussions, tous deux furent condamnés, le 5 juin

tor. T. XVIII, p. 211. — *Cronica Miscella di Bolog.* p. 582. — [1] *Piero Minerbetti*, an. 1404, c. 15, p. 511 ; an. 1405, c. 20, p. 540. — *Ghirardacci Storia di Bologna.* L. XXVIII, p. 568. — *Chronicon Foroliviense.* T. XIX, p. 877. — *Jacobi de Delayto Annal. Est.* p. 1039. — [2] *Raynald. Annal. eccles.* p. 368. — Lenfant, Histoire du concile de Pise. L. III, p. 239. — *Jacobi de Delayto Annales Estens.* p. 1086.

1409, dans la quinzième session, comme coupables de schisme et d'hérésie, tous deux furent exclus de la communion des fidèles, et le trône pontifical fut déclaré vacant[1].

Les cardinaux des deux obédiences, réunis en un seul corps, entrèrent au conclave le 15 juin. Le cardinal Cossa refusa la tiare qu'on lui offrit, et désigna, comme un sujet plus digne de la porter, Pierre de Candie, archevêque de Milan, qui réunit tous les suffrages. Ce cardinal fut sacré à Pise, le 7 juillet 1409, sous le nom d'Alexandre V; et le premier acte de son pontificat fut de tranquilliser les consciences sur tout ce qui s'était fait pendant le schisme, en confirmant toutes les nominations aux bénéfices et toutes les dispenses obtenues de part et d'autre, et en abolissant toutes les censures et les excommunications qui avaient été prononcées à l'occasion des divisions de l'Église[2].

Dans sa vingt-quatrième et dernière session, le 7 août 1409, le concile de Pise imposa derechef au nouveau pape l'obligation de convoquer incessamment un autre concile, pour réformer l'Église dans son chef et dans ses membres[3]. Un pape presque universel était rendu à la chrétienté; la plus grande partie de l'Europe lui obéissait : l'Espagne seule demeurait attachée à Benoît XIII; Malatesti en Romagne, Ladislas à Naples, et Robert de Bavière en Allemagne, prenaient encore la défense de Grégoire XII; et ce reste de division dans l'Église occasionna le concile de Constance. Mais si celui de Pise ne termina point la tâche pour laquelle il avait été assemblé, il commença du moins une ère nouvelle pour l'Église. On vit dans cette assemblée se développer un esprit républicain et aristocratique, qui frondait l'autorité des papes, et qui voulait mettre des bornes à leur pouvoir monarchique : le conseil

[1] *Raynald. Annal. eccles.* p. 369-382. — *Piero Minerbetti.* 1409, c. 11, p. 604.—Lenfant, Concile de Pise. L. III, p. 277. — [2] *Raynald. Annal. eccles.* p. 384. — Lenfant, Histoire du concile de Pise. L. III, p. 285. — *Delayto, Annales Estenses,* p. 1087. — [3] Lenfant, Hist. du concile de Pise. L. III, p. 300.

de l'Église s'arrogea le droit de juger son chef, de le condamner et de le déposer ; il manifesta les prétentions qui devaient diriger la conduite des pères de Constance et de Bâle, et il commença cette longue lutte qui, après un siècle de vicissitudes, devait se terminer par la réformation.

CHAPITRE XI.

Ladislas, roi de Naples, s'empare des états de l'Église ; il menace Florence ; il meurt.—Sigismond de Hongrie, élu empereur, fait la guerre aux Vénitiens ; ses conférences avec Jean XXIII en Lombardie ; déplorable état de cette contrée.

1409-1414.

Il y avait peu d'années que la république florentine était délivrée des craintes que lui avait inspirées Jean Galéaz, lorsqu'un nouvel adversaire, plus redoutable encore, se déclara contre elle. Élevé au milieu des guerres civiles, accoutumé à lutter contre des factions acharnées, dans un pays où l'amitié elle-même était sans bonne foi, Ladislas réunissait la politique perfide de Jean Galéaz à une bravoure personnelle que ce prince n'avait jamais connue, et à une ambition plus démesurée encore que celle du duc de Milan. Ladislas ne comptait pas se borner au royaume d'Italie, auquel aspirait son prédécesseur; il ambitionnait la couronne impériale; il espérait l'enlever à Wenceslas et à Robert, qui tous deux ne pouvaient se faire obéir de leurs grands vassaux ; et il avait pris pour devise : *Aut Cæsar, aut nihil*[1]. Déjà cette orgueilleuse inscription flottait sur ses drapeaux, lorsqu'il se rendit maître de la plus grande

[1] *Jacobi de Delayto Annales Estenses*, p. 1088.

partie de l'état ecclésiastique. Les villes de Rome, Ascoli, Fermo, Pérouse, Todi, Assise, et d'autres encore, s'étaient soumises à lui ; cependant il prétendait toujours être le protecteur et l'ami de Grégoire XII, et il était convenu de lui payer vingt mille florins par année, pour tenir lieu du revenu des états qu'il lui enlevait. Avec cette modique somme, ce pape fugitif devait entretenir toute sa cour[1].

Ladislas avait demandé que les Florentins le reconnussent pour souverain légitime des états de l'Église, et à ce prix il leur offrait son alliance. Les Florentins n'y voulurent point consentir ; ils regardaient les provinces usurpées par le roi comme formant le patrimoine légitime du successeur de saint Pierre, dont ils étaient déterminés à remettre celui-ci en possession. « Quelles troupes avez-vous donc que vous puissiez « m'opposer ? » demanda Ladislas étonné à leurs ambassadeurs. « Les tiennes », répondit audacieusement Barthélemi Valori[2].

En effet les Florentins étaient sûrs d'attirer dans leur camp tous les condottiéri du roi de Naples par l'offre d'une solde supérieure. Cette désertion n'aurait pas même été estimée honteuse ou déloyale, car les capitaines, ne s'engageant que pour un temps assez court, passaient sans scrupule sous les drapeaux ennemis, dès que le terme fixé par leur contrat était arrivé. Le seul Albéric de Barbiano, grand-connétable du royaume, ne se serait pas mis à l'enchère ; une animosité personnelle contre Balthazar Cossa, légat de Bologne, l'attachait au parti de Ladislas : mais ce grand restaurateur de la milice italienne mourut justement à cette époque, au château de la Piévé, près de Pérouse[3]. Le 17 mai de la même année, Otto Bon Terzo, qui avait été son élève et son compagnon d'armes, et qui depuis s'était élevé, par un mélange de bravoure et de

[1] *Bonincontrii Miniatensis Annales*. T. XXI, p. 100. — [2] *Poggio Bracciolini*, *Hist. Flor.* L. IV, p. 307. — [3] *Annales Estenses Jacobi de Delayto*, p. 1080.

perfidie, à la seigneurie de Parme et de Reggio, fut assassiné par Sforza de Catignola, son rival, d'après les ordres du marquis Nicolas d'Este, à une conférence qu'ils eurent à Rubiéra[1]. Ladislas avait aliéné pour jamais un troisième condottière non moins illustre que les deux précédents : c'était Braccio de Montone, gentilhomme émigré de Pérouse, chef du parti des nobles et des Gibelins dans cette ville. Pendant son exil il avait servi fidèlement le roi de Naples, et il avait espéré d'être par son aide rappelé dans sa patrie. Mais les Pérousins offrirent à Ladislas de lui ouvrir leurs portes, pourvu qu'il renonçât à protéger leurs émigrés. Le roi n'hésita pas à sacrifier ses alliés pour se rendre maître de Pérouse : il promit même de faire assassiner Braccio, et celui-ci n'échappa aux embûches qui lui étaient dressées, que parce qu'un de ses amis réussit à l'en avertir[2].

Les dix de la guerre de Florence engagèrent avec empressement Braccio de Montone à leur service ; ils s'assurèrent aussi de l'alliance des Siennais, qui, selon le parti qu'ils embrasseraient, pouvaient décider du sort de la Toscane. Les gentilshommes de la faction des Douze étaient soupçonnés de favoriser Ladislas ; mais le gouvernement s'attacha aux Florentins, et promit de ne jamais séparer sa fortune de la leur[3]. Les deux peuples envoyèrent à Ladislas des ambassadeurs, pour l'engager à renoncer à son entreprise, tandis que le roi dépêcha de son côté des négociateurs à ces deux villes pour les détacher l'une de l'autre, et offrir les conditions les plus avantageuses à celle qui s'allierait à lui[4].

Ladislas avait rassemblé douze à quinze mille hommes de

[1] *Matthæi de Griffonibus Memor. histor.* T. XVIII, p. 217. — *Platinæ Histor. Mantuana.* T. XX, L. V, p. 796. — *Annales Placentini Antonii de Ripalta.* T. XX, p. 875. — *Andreæ Billii Hist. Mediolan.* L. III, p. 48, T. XIX. — [2] *Vita Brachii Perusini a Joh. Campano.* T. XIX, L. II, p. 468. — [3] *Joh. Bandini de Bartholomæis Hist. Senensis.* T. XX, p. 9. — *Orlando Malavolti, Storia di Siena.* P. III, L. I, p. 5. — [4] *Piero Minerbetti,* 1409, c. 1-5, p. 593-599. — *Poggio Bracciolini, Hist. Florent.* L. IV, p. 308.

cavalerie; les Florentins, au moment où la guerre éclata, n'avaient pas douze cents chevaux [1]. Ils se hâtèrent d'engager à leur solde Malatesta de Pésaro et d'autres capitaines. En peu de jours ils réunirent deux mille quatre cents lances, chacune de trois gendarmes, et ils se virent en état de garnir tous les lieux forts de leur territoire [2]. Le roi de Naples ravagea d'abord tous les environs de Sienne jusque sous les murs de la ville; il s'avança ensuite vers Arezzo, par le val de Chiana, dans l'espérance de surprendre cette ville ou Monte Sansovino, qu'on avait promis de lui livrer. Mais quoique la grande supériorité de ses forces le rendît maître de la campagne, il ne réussit pas à s'emparer d'une seule place fortifiée, et ses exploits se bornèrent à détruire les vignobles et à brûler les moissons [3]. En même temps douze galères napolitaines infestaient les mers de Pise; elles poursuivaient les vaisseaux de commerce des Florentins, et elles enlevaient l'île d'Elbe à Gérard d'Appiano, seigneur de Piombino, et vassal de la république [4].

Ladislas tourna ensuite ses armes contre Louis de Casale, seigneur de Tortone et allié des Florentins. Ce petit prince avait peu de droits à l'affection de ses sujets. L'année précédente il avait ravi le pouvoir souverain avec la vie à François de Casale, son cousin et son ami [5]. Les Cortonais ne voulurent pas s'exposer aux malheurs de la guerre pour l'avantage de leur tyran; et lorsqu'ils virent ravager leurs champs, brûler leurs oliviers et arracher leurs vignes, ils ouvrirent leurs portes à Ladislas. Louis de Casale fut conduit dans les prisons

[1] Au mois de mai, ils avaient en tout trois cent quatre-vingt-seize lances, de trois chevaux, dont ils envoyèrent la moitié à Sienne. — *Cronica di Jacopo Salviati*. T. XXVIII. *Del. Erud.* p. 313. — [2] *Piero Minerbetti*, 1408, c. 29, p. 592; 1409, c. 7. p. 601. — *Scipione Ammirato*, *Stor. Fior.* L. XXVII, p. 946. — *Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1071. — [3] Les paysans lui donnèrent le surnom dérisoire de *Re Guastagrani*. — *Piero Minerbetti*, 1409, c. 6-8, p. 600, 602. — *Poggio Bracciolini*, *Hist. Flor.* L. IV, p. 311. — *Vita Brachii Perusini a J. Campano*, T. XIX, L. II, p. 471. — [4] *Jacobi de Delayto*, *Annales Estenses*. p. 1090. — [5] *Piero Minerbetti*, 1408, c. 11, p. 575.

de Naples avec l'ambassadeur florentin qui se trouvait auprès de lui [1].

Pendant ce temps, Braccio de Montone, enfermant sa petite armée dans les châteaux voisins de Cortone, veillait sur les mouvements de Ladislas pour profiter de toutes ses fautes. Il ne voulait point s'exposer à une bataille; mais il surprenait les détachements napolitains, il enlevait leurs convois, il taillait en pièces leurs maraudeurs [2]; et les empêchant ainsi de se pourvoir de vivres, il les réduisit bientôt à une telle détresse, que Ladislas fut forcé de reconduire ses troupes à Rome, après avoir laissé de fortes garnisons à Pérouse, à Cortone, et dans les villes de la Marche et du duché de Spolète [3].

Les Florentins languissaient de porter à leur tour leurs armes dans les états de leur ennemi. Ils avaient appelé en Italie Louis II d'Anjou, fils du prince que la reine Jeanne avait adopté, et qui prétendait en conséquence avoir des droits sur le royaume de Naples. Ils espéraient ranimer en sa faveur la faction des Angevins, et ils firent reconnaître Louis comme roi de Naples par le concile de Pise et par le pape Alexandre V. Louis d'Anjou, qui arriva vers la fin de juillet 1409 à Pise, avec cinq galères et quinze cents chevaux, reçut en même temps du pape l'investiture des royaumes de Sicile et de Jérusalem, et le gonfalon de l'Église [4]. Il se joignit ensuite à Malatesta de Pésaro, général des Florentins, à Braccio de Montone, à Agnello de la Pergola, et aux troupes de Sienne et de Bologne, et il entra dans les états de l'Église. Orviète, Viterbe, Montéfiascone, et plusieurs autres villes du patrimoine de saint Pierre, ouvrirent leurs portes sans combat [5].

[1] *Piero Minerbetti*, c. 9, p. 602. — *Poggio Bracciolini*. L. IV, p. 312. — *Memorie di Jacopo Salviati. Del. Erudit.* T. XVIII, p. 314. — [2] *Vita Brachii Perusini*. L. II, p. 472. — [3] *Piero Minerbetti*, c. 12, p. 606. — *Scipione Ammirato*. L. XXVII, p. 949. — [4] *Piero Minerbetti*, c. 13 et 14, p. 606-608. — *Scipione Ammirato*. L. XVIII, p. 952. — *J. Bandini de Bartholomæis Hist. Senensis*, T. XX, p. 10. — [5] *Piero Minerbetti*, c. 15, p. 608.

Paul Orsini, qui commandait à Rome pour Ladislas, passa du côté de ses ennemis et se mit à la solde des Florentins avec deux mille hommes de cavalerie [1]. Il était demeuré maître du château Saint-Ange et du Vatican ; mais le comte de Troia, commandant de Pérouse, avait ramené à Rome toutes les garnisons laissées en Toscane par Ladislas, et, avec deux mille chevaux, il défendait le passage du Tibre et les murs d'Aurélien [2].

L'armée de la ligue attaqua d'abord le quartier de Trastévéré, qui est situé du même côté du fleuve que le Vatican : n'ayant pu forcer ses retranchements, elle passa le Tibre à gué près de Montérotondo, et attaqua Rome du côté de la Sabine avec tout aussi peu de succès. Louis d'Anjou, découragé par ces tentatives infructueuses, quitta l'armée et revint à Pise, d'où il retourna en Provence avec ses galères. Le légat de Bologne, Balthazar Cossa, revint, de son côté, à Florence, et rejoignit ensuite, à Pistoia, le pape Alexandre V qui y avait établi sa cour [3]. 1410. — Mais Malatesta, le général florentin, resta devant Rome avec Paul Orsini et Braccio de Montone [4] ; il lassa la garnison napolitaine par ses fréquentes attaques : il donna du courage aux amis de la liberté et à ceux de l'union de l'Église, et le 2 janvier 1410 les portes de la capitale de la chrétienté lui furent ouvertes. La bannière de Florence au lis d'or flottait devant l'armée : des cris de liberté retentissaient dans les rues ; et tandis que les vainqueurs prenaient possession de leur conquête, aucun désordre ne souilla leur triomphe. Des ambassadeurs romains vinrent à Florence remercier la seigneurie de la bonne discipline observée par ses troupes ; elle répondit en exhortant le peuple de Rome à con-

[1] *Piero Minerbetti*, c. 21, p. 613. — *Cronica di Jacopo Salviati*. T. XVIII, p. 317. — [2] *Piero Minerbetti*, c. 22, p. 613. — [3] *Ibid.* c. 24, p. 615. — [4] L'historien de ce dernier attribue à son héros tout l'honneur de la prise de Rome ; mais sa narration, toute détaillée qu'elle est, mérite moins de confiance que celle de Minerbetti, qui ne nomme pas même Braccio. *Vita Brachii Perus.* L. II, p. 480.

server la liberté de sa patrie avec non moins de zèle que la pureté de sa foi [1].

Louis d'Anjou n'était retourné en Provence que pour y assembler une nouvelle armée et pousser ensuite la guerre avec plus de vigueur. Les Florentins, qui attendaient son retour de jour en jour, désiraient que le pape allât s'établir à Rome pour mieux s'assurer de l'état de l'Église, et faciliter, au printemps, l'invasion du royaume de Naples. Malatesta et Paul Orsini soumettaient Ostie, Tivoli, et les lieux forts qui, dans Rome, étaient demeurés au pouvoir des Napolitains [2]; Braccio de Montone harcelait les habitants de Pérouse; et le pape Alexandre, sous la protection de ces trois généraux, aurait été en sûreté à Rome. Mais Balthazar Cossa voulait l'attirer à Bologne, dont il avait usurpé la souveraineté; et malgré toutes les sollicitations des Florentins, le pape suivit dans cette ville ce légat ambitieux. Bientôt il y tomba malade, et il y mourut le 3 de mai 1410 [3]. Balthazar Cossa, qui lui succéda sous le nom de Jean XXIII, par une élection qu'on assure n'avoir point été libre, fut accusé d'avoir empoisonné son prédécesseur pour occuper sa place; et ce pape, décrié et déposé par le concile de Constance, ne s'est jamais entièrement lavé du soupçon de ce crime [4].

[1] *Piero Minerbetti*, 1409, c. 26-35, p. 615-628. — Ici se termine le récit de cet historien, dont nous prenons congé avec de vifs regrets. Il laisse après lui une lacune de dix ans dans les mémoires florentins, jusqu'au commencement des commentaires de Néri Capponi, en 1419. Il faut remplir ce vide au moyen des Morelli. T. XIX. *Del. Erud.* et de quelques autres journaux incomplets. *Poggio Bracciolini*. L. IV, p. 313. — *Scipione Ammirato*. L. XVIII, p. 955. — [2] *Diarium Romanum Antonii Petri*. T. XXIV, p. 1015. — [3] Le caractère du pape Alexandre demeure assez équivoque. On vante sa science, sa charité et son amour de la paix; mais on l'accuse d'une profusion insensée, d'une confiance aveugle en ses flatteurs, d'un luxe effréné, et d'un tel amour de la table, qu'il y passait des journées entières. Dans quelques couvents de Bologne il est révéré comme un saint; la cour de Rome, aujourd'hui, le considère comme schismatique. — *Andreæ Billii Med. Historia*. L. III, p. 41. — *Matth. de Griffonibus*, p. 218. — *Cronica di Bologna*, p. 598. — [4] *Ricordi di Gio. Morelli. Del. Erud.* T. XIX, p. 16. — *Cherubino Ghirardacci*. L. XVIII, p. 581. — *Ann. Bonincontrii Miniat.* p. 103.

La vie de Jean XXIII a été écrite par Théodoric de Niem, un de ses secrétaires et

Tant que Boucicault avait gouverné Gênes au nom du roi de France, la communication entre la Provence et la Toscane avait été facile et sûre, et le roi Louis d'Anjou avait pu faire traverser sans inquiétude la mer Ligurienne à ses soldats. Mais les Génois supportaient avec une extrême impatience le joug des Français : chaque jour ils voyaient envahir quelqu'un de leurs priviléges, et, malgré leurs capitulations, la Ligurie était presque traitée comme un pays conquis. Vers la fin de l'été 1409, Boucicault fut appelé par les factions de Milan à prendre part aux troubles de la Lombardie. Il rassembla tout ce qu'il avait de troupes pour se rendre auprès du duc Jean-Marie Visconti ; mais tandis qu'il entreprenait ce voyage, le marquis de Montferrat et Facino Cane traversaient, de leur côté, l'Apennin, et parvenaient au pied des murs de Gênes, l'un par la Polsévéra, l'autre par la vallée de Bisagno. Ces deux généraux, en guerre avec la France et avec Boucicault, représentèrent aux Génois que l'occasion était favorable pour secouer le joug qui pesait sur eux. En effet, le peuple prit les armes le 6 septembre 1409 : tous les Français furent massacrés ou chassés de la ville, et le marquis de Monferrat fut nommé capitaine de la république, avec la même autorité que les doges avaient exercée autrefois [1].

Après cette révolution, les Génois embrassèrent avec chaleur le parti opposé à la France : ils contractèrent une étroite alliance avec Ladislas, et ils armèrent une flotte pour arrêter Louis d'Anjou au passage, et faire échouer ainsi son expédition.

Le roi Louis était parti de Provence avec quatorze galères,

l'auteur de l'histoire du schisme. Elle est imprimée *in Meibomii Rerum Germanicarum Scriptores*. T. I, p. 5-52. Mais la haine de cet écrivain contre le pape et ses déclamations ôtent presque toute croyance en sa véracité. — Théodoric de Niem, cependant, n'attribue point la mort d'Alexandre au poison, ni l'élection de son successeur à la violence. *De vita Joh. XXIII*, p. 13. — [1] *Georgio Stella*, *Annales Genuenses*. T. XVII, p. 1223. — *Ubertus Folieta*, *Historia Genuensis*. L. IX, p. 532.

deux grands vaisseaux et plusieurs autres plus petits; il transportait sur cette flotte un grand nombre de chevaliers, avec leurs armes, leurs chevaux, et l'argent nécessaire à leur solde. Comme il approchait des côtes de la Toscane, il fit force de voiles avec une partie de sa flotte, et entra dans Porto Pisano. Mais six de ses galères restèrent en arrière et furent rencontrées non loin de la Méloria, le 16 mai 1410, par cinq vaisseaux génois. Un combat acharné s'était engagé entre ces deux escadres, lorsque neuf vaisseaux de Ladislas s'approchèrent pour y prendre part. Les galères provençales ne purent plus alors résister à la supériorité du nombre : deux furent coulées à fond, trois furent prises et conduites à Porto Vénéré; une seule réussit à s'enfuir à Piombino [1]. Les Génois, poursuivant leur victoire, s'emparèrent ensuite du port de Télamone, qui appartenait à la république de Sienne. Ils commencèrent aussi contre celle de Florence quelques hostilités, qui se terminèrent seulement le 27 avril 1413, par une paix conclue à Lucques [2].

La flotte provençale, après avoir débarqué à Piombino les hommes d'armes qu'elle portait, fit voile vers Naples : elle leva des contributions sur les îles d'Ischia et de Procida; et après avoir répandu l'alarme sur toutes les côtes, et pris Policastro, elle seconda Nicolas Ruffo qui soulevait la Calabre en faveur de Louis d'Anjou [3].

Ce prince était lui-même arrivé à Rome, le 24 septembre, avec une armée qui paraissait redoutable; il avait sous ses ordres ses Provençaux, et, de plus, Gentile de Montérano avec les émigrés de Naples du parti angevin, et Braccio de Montone avec sa compagnie : Sforza, soldé par les Floren-

[1] *Memorie di Jacopo Salviati. Del. Erud.* T. XVIII, p. 338. — *Joh. Stella Annales Genuenses.* T. XVII, p. 1229. — *Ubertus Folieta, Genuens. Hist.* L. IX, p. 534. — *Diario Ferrarese.* T. XXIV, p. 176. — *Scipione Ammirato, Istoria Fiorent.* L. XVIII, p. 957. — [2] *Joh. Bandini de Bartholomœis Hist. Senensis*, p. 12.—*Scipione Ammirato.* L. XVIII, p. 966. — [3] *Annales Bonincontrii Miniatensis*, p. 103.

tins, Angélo de la Pergola, par les Siennais, et Paul Orsino, par le pape, servaient aussi dans l'armé du roi angevin[1]. Mais cette armée était sans argent ni munitions; les Provençaux n'avaient pas reçu de paie depuis qu'ils étaient sortis de France. On devait à Paul Orsini plus de quatre mois de solde; Sforza avait dissipé tout l'argent qu'il avait reçu; Braccio de Montone réclamait de son côté des arrérages; et quoique les Florentins fissent des avances aux soldats au nom de tous leurs alliés, ils ne pouvaient suffire à tant de dépenses, et l'armée fut hors d'état de se mettre en mouvement. Ainsi cette campagne, qui avait coûté des sommes prodigieuses, se termina sans que la ligue eût remporté un seul avantage. Louis, après avoir perdu beaucoup de temps à réconcilier ses capitaines, toujours prêts à combattre les uns contre les autres, vint à Bologne, à la fin de l'année, pour concerter avec Jean XXIII ses opérations futures[2]. 1411.— Les Florentins, découragés par la mollesse de leurs alliés, et voyant qu'on laissait retomber sur eux seuls tout le poids de la guerre, prêtèrent l'oreille aux propositions de paix que Ladislas leur fit faire. Il offrait de leur céder Cortone, avec les châteaux de Pierli et de Mercatale, en dédommagement des marchandises qu'il avait enlevées à leurs marchands au commencement des hostilités. Ces propositions furent acceptées; le traité fut signé le 7 janvier 1411; les Siennais y furent compris: Louis d'Anjou et Jean XXIII, qui demeurèrent en guerre avec Ladislas, furent forcés d'approuver eux-mêmes la conduite des Florentins[3].

Jean XXIII prit cependant le parti de venir s'établir à Rome, afin de poursuivre avec plus de vivacité une guerre qu'il devait désormais soutenir presque avec ses seules forces.

[1] *Memorie di Jacopo Salviati.* T. XVIII, p. 348. — [2] *Diarium Ramanum Anton. Petri.* T. XXIV, p. 1020. — [3] *Scipione Ammirato.* L. XVIII, p 960.—*Poggio Bracciolini, Hist. Flor.* L. IV, p. 314. — *Memorie di Jacopo Salviati.* T. XVIII, p. 352. — *Andreæ Billi Histor. Mediol.* L. III, p. 42. — *Jo. Bandini de Bartholomæis Hist. Senensis.* T. XX, p. 12. — *Orlando Malavolti.* P. III, L. I, fol. 8.

Il fit son entrée dans sa capitale le 11 avril 1411, et il fut reçu par le peuple avec des applaudissements et des cris de joie [1]. Mais, dans le même temps, la ville où il avait résidé jusqu'alors, et dont il avait acquis la souveraineté longtemps avant d'être pape, rejetait son joug pour se remettre en liberté. Les artisans et le peuple de Bologne prirent les armes le 11 mai, en accablant de leurs imprécations la noblesse et l'Église qui les avaient réduits en servitude. Ils prirent et rasèrent la forteresse où le légat avait laissé garnison ; ils repoussèrent avec courage Charles Malatesti, qui voulait profiter de cette révolution pour leur enlever plusieurs châteaux. La ligue pouvait être mise en danger par cette révolution : les Florentins se hâtèrent d'envoyer des ambassadeurs aux Bolonais pour les réconcilier au pape ; ils obtinrent d'eux en effet la promesse de rester sous son obéissance, tandis que Jean XXIII reconnut leur liberté [2].

Louis d'Anjou était aussi venu à Rome avec le pape, et il avait rassemblé sous ses étendards les mêmes condottiéri qui, dans la campagne précédente, avaient été fournis par les différents états de la ligue. Il sut les déterminer à le suivre contre son ennemi, quoiqu'il n'eût point assez d'argent pour payer leur solde, et qu'on eût rarement vu une armée plus pauvre que la sienne. Cependant elle était composée de douze milles gendarmes, les plus braves guerriers de l'Italie [3]. Il conduisit cette armée à Cépérano : Ladislas l'attendait à Rocca Secca, de l'autre côté du Garigliano, avec une armée à peu près égale en forces. Louis d'Anjou passa la rivière le 19 mai 1411, et attaqua son ennemi avec impétuosité : il le mit dans une si entière déroute que presque tous les barons

[1] *Diarium Romanum Antonii Petri*, p. 1023.—[2] *Memorie di Jacopo Salviati*. T. XVIII, p. 357. — Il y fut envoyé en ambassade par la seigneurie de Florence, le 10 juin 1411. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 600. — *Matthæi de Griffonibus Memoriale Histor.* p. 218. — *Cherubino Ghirardacci*, *Storia di Bologna*. L. XXVIII, p. 586. — [3] *Scipione Ammirato*. L. XVIII, p. 962. — *Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1073.

qui servaient dans l'armée de Ladislas furent faits prisonniers; tous les bagages et la vaisselle même du roi tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Ladislas s'enfuit à Rocca Secca, et de là vers Saint-Germain ; mais il aurait été facile de l'atteindre et de le faire prisonnier, si les vainqueurs ne s'étaient pas arrêtés pour piller[1]: « Le premier jour après ma défaite, « disait-il lui-même, mon royaume et ma personne étaient « également au pouvoir des ennemis ; le second jour ma « personne était sauvée, mais ils étaient encore, s'ils le vou-« laient, maîtres de mon royaume; le troisième jour, tous les « fruits de leur victoire étaient perdus[2]. » En effet, les soldats vainqueurs, empressés de se procurer un peu d'argent, vendaient à leurs prisonniers, pour quelques ducats, et leur liberté et leurs armes. Ladislas, qui en fut averti, envoya de Saint-Germain des trompettes avec de l'argent, et il racheta ainsi en quelques heures presque toute son armée[3].

Lorsque Louis d'Anjou voulut enfin tirer parti de sa victoire, il trouva tous les défilés qui conduisaient dans le royaume de Naples occupés par les soldats de Ladislas. Ses troupes manquèrent bientôt de vivres, et furent en proie aux maladies ; le butin qu'elles avaient fait ne les rendait pas plus dociles, et ne tenait point lieu des arrérages qui leur étaient dus ; le 12 juillet, il se vit obligé de les reconduire à Rome[4]. Au commencement du mois suivant, il s'embarqua sur le Tibre pour retourner en France; il y mourut au mois d'août 1417, sans avoir fait de nouvelles tentatives sur l'Italie[5].

1412. — Jean XXIII, successivement abandonné par ses

[1] *Theodoricus Niemensis, in Vita Johannis XXIII.* — *Raynald. Annal. eccles.* 1411, § 4, p. 413, T. XVII.—*Diario Ferrarese.* T XXIV, p. 180. — *Ricordi di Gio. Morelli. Del. Erud.* T. XIX, p. 17.—[2] *Sancti Antonini archiep. Florent. Chron.* P. III, Tit. XXII, c. 6, fol. 156, — *Leonardi Aretini Commentar. de suo tempore*, p. 927. — [3] *Giannone, Istoria civile.* L. XXIV, c. 7, T. III, p. 402. — [4] *Diarium Romanum.* T. XXIV, p. 1026. — [5] *Giannone, Istoria civile.* L. XXIV, c. 7, p. 402. — Mézeray, Abrégé chronologique de l'histoire de France. T. III, p. 198. — *Annales Bonincontrii Miniatensis.* T. XXI, p. 113.

alliés, demeurait seul exposé aux attaques de Ladislas; le 19 mai 1412, il perdit encore un de ses plus vaillants capitaines, Sforza de Cotignola, qui lui demanda son congé pour passer sous les drapeaux du roi de Naples, parce qu'il ne voulait plus servir dans la même armée que Paul Orsini, son ennemi[1]. Mais Ladislas, soit qu'à cette époque il manquât d'argent pour continuer la guerre, soit qu'il fût fatigué de soutenir seul la cause de Grégoire XII qui s'était réfugié dans ses états; désirait, de son côté, se réconcilier avec Jean XXIII. Des négociateurs florentins s'entremirent pour traiter la paix, et offrirent au roi de Naples une grosse somme d'argent et des avantages considérables, s'il voulait soustraire ses états à l'obédience de Grégoire XII, pour reconnaître le concile de Pise, et le pape qui succédait à ses droits; le traité fut signé le 15 juin 1412. Cent mille florins payés comptant par Jean XXIII, l'investiture du royaume de Sicile accordée à Ladislas, l'abolition de tous les droits de Louis d'Anjou, la renonciation aux arrérages du tribut des dix dernières années pour le royaume de Naples, furent le prix de cette réconciliation[2]. Ladislas, convoquant alors une assemblée du clergé de ses états, reconnut la souveraineté, en matière de foi, du concile de Pise; le droit que celui-ci avait eu de déposer Grégoire et la légitimité de l'élection de Jean XXIII. Il donna ordre à Grégoire, qui avait établi sa petite cour à Gaëte, de sortir, avant la fin d'octobre, de ses états. Ce pape fut obligé de s'embarquer, avec les trois cardinaux qui lui étaient demeurés attachés, sur des vaisseaux vénitiens qui se trouvaient dans le port; et, faisant le tour de l'Italie, il vint relâcher d'abord en Dalmatie, ensuite à Porto Césénatico. De là il se rendit à Rimini, où il demeura sous la protection

[1] *Leodrisii Cribelli de Vita Sfortiæ Vicecomitis*. T. XIX, p. 654. — *Diarium Romanum Anton. Petri*. T. XXIV, p. 1030. — [2] *Raynaldi Annal. eccles.* an. 1412, § 3; T. XVII, p. 419. — *Gio. Batt. Pigna, Storia de' Principi d'Este*. L. VI, p. 526.

de Charles Malatesti, seigneur de cette ville, jusqu'au temps où il consentit à donner son abdication[1].

Le traité de paix entre Ladislas et Jean XXIII ne fut pas publié à Rome avant le 19 octobre 1412[2]. Paul Orsini n'y fut point compris par le pape parmi ses alliés ; Jean gardait à ce capitaine une secrète rancune pour n'avoir pas profité de la victoire de Rocca Secca ; il donna même à entendre à Ladislas qu'il verrait avec plaisir Orsini dépouillé des terres qu'il possédait alors dans la Marche d'Ancône. Le roi de Naples donna en effet commission à Sforza, son général, d'attaquer, au commencement de l'année suivante, ce condottière, dont il était l'ennemi personnel. Orsini, surpris, se réfugia dans Rocca Contrata, où il fut assiégé quelque temps[3].

Ladislas, qui avait assemblé une armée considérable, s'avança ensuite, comme pour soutenir son général : mais tout à coup il tourna vers Rome, et parut le 31 mai aux portes de cette ville ; en même temps des galères napolitaines occupèrent l'embouchure du Tibre, et des barques armées remontèrent ce fleuve ; Jean XXIII assembla les Romains, et leur demanda de s'unir pour sa défense. Tous promirent de combattre et de mourir pour le pape et pour l'Église. Cependant, le septième jour, quelques uns d'entre eux abattirent le mur de la ville, proche de la porte Capéna, et firent entrer Tartaglia, l'un des capitaines du roi, avec sa cavalerie. Jean XXIII eut à peine le temps de s'enfuir en prenant la route de Florence[4].

Au moment où le roi fut maître de Rome, il abandonna au pillage de ses soldats les propriétés de tous les marchands florentins qui y étaient établis ; il annonça de plus à son armée que bientôt il l'enrichirait par le pillage de Florence elle-

[1] *Raynaldi Ann. eccles.* an. 1412, § 4, p. 420. — *Theodoricus Niemensis, de Vita papæ Johannis XXIII*, p. 17. *Ap. Meibomium* — [2] *Diarium Romanum Antonii Petri*, p. 1032. — [3] *Leodrisius Cribellius, Vita Sfortiæ Vicecomitis*, p. 656. — [4] *Diarium Romanum*. T. XXIV, p. 1034. — *Joh. Stellæ Annal. Genuens.* T. XVII, p. 1249. — *Memor. historic. Matthæi de Griffonibus*. T. XVIII, p. 221.

même[1]. La république, alarmée de cette conduite, nomma les dix de la guerre, le 14 juin 1413, pour se mettre en état de défense. A la tête de ces magistrats elle mit Nicolò d'Uzzano, l'homme le plus considéré de son temps. Malatesta de Pésaro s'engagea comme capitaine de guerre ; et plusieurs seigneurs de l'état ecclésiastique se mirent sous la protection des Florentins, par un traité d'une nature particulière, qu'on appelait alors de *recommandation*. Guido Antonio, comte de Montéfeltro et d'Urbino, s'engagea pour dix ans dans leur alliance; Louis des Alidosi, seigneur d'Imola, pour six ans; Ugolino Trinci, seigneur de Foligno, pour cinq ans ; et Jacob d'Appiano, seigneur de Piombino, étant encore en bas âge, avait été mis par sa mère, pour six ans, sous leur tutelle[2].

Les Florentins voulaient cependant éviter, s'il leur était possible, de provoquer Ladislas à la guerre; et pendant qu'ils négociaient avec lui, ils refusèrent d'admettre Jean XXIII dans leur ville, et ils lui assignèrent pour sa demeure une maison de campagne de leur évêque. Au bout de trois mois, le pape fut enfin logé dans Florence, et il y séjourna jusqu'au commencement de novembre[3]. Il passa ensuite à Bologne; cette ville était rentrée sous son pouvoir l'année précédente. Les plébéiens, qui avaient suscité contre lui une révolution, avaient bientôt rendu à leur tour leur joug insupportable. On souffrait également de l'insolence des nouveaux magistrats et du poids des contributions dont ils accablaient le peuple. Le 14 août 1412, les nobles, qui avaient conjuré contre eux, prirent les armes et se rendirent maîtres du palais et de la place publique ; ils arborèrent de nouveau les étendards de l'Église, et ils demandèrent à Jean XXIII un vicaire pour gouverner leur patrie[4].

[1] *Scipione Ammirato*. L. XVIII, p. 968.—[2] *Ibid*. p. 969. — [3] *Theodoricus Niemensis, Vita Johannis XXIII*, p. 23. *Ap. Meibomium*. — *Raynaldus, Annal. eccles*. 1413, § 19, T. XVII, p. 420. — [4] *Cherubino Ghirardacci*. L. XXVIII, p. 592. — *Matthæi de Griffoni-*

Tandis que les Florentins temporisaient, Ladislas soumettait par ses armes toutes les villes du patrimoine de saint Pierre, jusqu'aux frontières de Sienne et de Florence : Sutri, Viterbe, Todi, Pérouse, et toutes les autres villes de cette province, lui ouvrirent leurs portes [1]. Il avait intention, avant d'attaquer les Florentins, de déterminer le marquis Nicolas d'Este à entrer dans l'état de Bologne, pour diviser les forces de ses ennemis en menaçant Jean XXIII. Sforza, son général, dont le fils, depuis duc de Milan, avait été élevé à la cour du marquis d'Este, se chargea de cette négociation ; et il avait déjà déterminé le marquis à prendre le titre de général de Ladislas au-delà des Apennins, et à recevoir de lui son étendard et l'argent nécessaire pour lever une armée : mais les Florentins, par la médiation de l'empereur, déterminèrent Nicolas à renvoyer à Ladislas son étendard, et à entrer dans l'alliance de l'Église [2]. Le roi de Naples, obligé de renoncer au projet qu'il avait formé, ne passa point les frontières de l'état de l'Église, et à l'entrée de l'hiver il retourna dans son royaume.

1414. — Au commencement de l'année 1414, Ladislas, ayant amassé des sommes considérables par des exactions violentes et par la vente de beaucoup de titres de noblesse, de domaines de la couronne et de fiefs confisqués sur les gentilshommes du parti d'Anjou [3], rassembla une armée d'environ quinze mille gendarmes, avec laquelle il se rendit d'abord à Rome. Il encourageait ses soldats par la promesse de leur abandonner bientôt le pillage de Florence et des plus riches villes de la Toscane ; et on l'entendait accuser sans cesse l'insolence des Florentins, qui osaient lui tenir tête : cependant, lorsque des ambassadeurs de la république se rendirent auprès de lui pour savoir si

bus Memor. historic. p. 220. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 601. — [1] *Raynald. Annal. ecclesiast.* T. XVII, p. 430.— [2] *Bonincontrii Miniatensis Annales.* T. XXI, p. 106. — *Gio. Batt. Pigna, Storia de' Principi d'Este.* L. VI, p. 533. — [3] *Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1075.

l'on devait attendre de lui la paix ou la guerre, il protesta de son attachement à la seigneurie, et de sa confiance dans la justice des Florentins; il offrit même de les prendre pour arbitres dans les différends qu'il avait avec Jean XXIII. Il demanda d'être reconnu par le pape comme vicaire de l'Église dans les villes qu'il avait déjà conquises, et il offrit en retour de payer un tribut équitable[1]. Jean était à cette époque engagé dans les négociations les plus critiques pour la convocation du concile de Constance; il voyait chanceler son autorité spirituelle : il était forcé d'entendre les reproches et souvent les menaces de ceux mêmes qui s'étaient jusqu'alors déclarés ses partisans, et il donnait peu d'attention à la défense de Rome et de ses provinces, lorsque sa tiare elle-même était menacée.

Les Florentins, ne pouvant protéger seuls les états de l'Église, ni amener à une issue favorable la négociation entre le pape et le roi, où ni l'un ni l'autre n'agissait de bonne foi, acceptèrent enfin la proposition que Ladislas leur avait faite à plusieurs reprises, et séparèrent leurs intérêts de ceux de l'Église. Il est vrai qu'ils ne prêtaient aucune confiance aux paroles du roi de Naples, et ils savaient qu'une paix avec lui équivalait tout au plus à un armistice : mais ils crurent convenable de le lier autant qu'il serait possible par ses serments, sans cesser pour cela d'être en garde contre lui; et ils signèrent dans son camp, proche d'Assise, le 22 juin 1414, un nouveau traité de paix, dans lequel furent compris la ville de Bologne, résidence du pape, la république de Sienne, et le général Braccio de Montone[2].

Le peuple ne pouvait se résoudre à aucune dissimulation dans la politique; il désapprouvait hautement un traité avec un ennemi qui ne cessait pas de vouloir nuire : il aurait préféré demeurer en guerre ouverte avec lui; et il fallut que la

[1] *Scipione Ammirato*. L. XVIII, p. 970. — [2] *Ibid.* L. XVIII, p. 971.

seigneurie fit, en quelque sorte, violence aux deux conseils, pour les engager à ratifier la convention d'Assise[1]. En effet, Ladislas était sans cesse occupé à méditer quelque nouvelle trahison. Comme Paul Orsini avait échappé à Sforza, et comme il était sorti vainqueur de Rocca Contrata, où il avait été assiégé par lui, le roi avait cherché à se réconcilier avec ce général, et il venait de le rappeler à son service[2]. Orsini et Sforza servaient de nouveau dans la même armée, et tous deux se trouvaient auprès de Ladislas, à Pérouse, lorsque celui-ci fit tout à coup saisir et charger de fers Paul Orsini, aussi bien qu'Orso de Monte Rotondo, et plusieurs barons romains qui se reposaient sur la foi des traités. Le roi paraissait ressentir contre eux la plus violente colère, et l'on ne doutait pas que le supplice dont il les menaçait souvent ne servît de prélude à quelque guerre nouvelle, lorsque Ladislas fut atteint d'une maladie que ses débauches excessives paraissent avoir occasionnée. On ne connaissait point encore le fléau vengeur de l'incontinence, qui, moins d'un siècle plus tard, ravagea toute l'Europe; mais le roi fut frappé d'un mal de même nature, dont les douloureux symptômes firent croire qu'un poison nouveau lui avait été communiqué à dessein par une de ses maîtresses. On vit bientôt celle-ci, qui était fille d'un médecin de Pérouse, mourir atteinte des mêmes douleurs[3]. Le roi, dont les souffrances étaient insupportables, se fit d'abord transporter en litière à Rome: là, il s'embarqua sur le Tibre, pour se rendre à Naples : mais quand il fut arrivé dans cette dernière ville, il y mourut le 6 août 1414[4].

[1] *Istorie anonime di Firenze*. T. XIX, p. 955. — [2] *Leodrisii Cribellii Vita Sfortiæ Vicecom.* T. XIX, p. 657. — *Jo. Campani Vita Brachii Perusini.* L. III, p. 501. — [3] *Theodoricus Niemensis, Vita Johannis XXIII*, p. 24. *Ap. Meibom.*—*Raynald. Annal. eccles.* 1414, § 6, p. 436. — *Giannone, Istoria civile del regno di Nap.* L. XXIV, c. 8, p. 405. — *Guern. Bornio, Storia d'Agobbio*. T. XXI, p. 957.—*Redusii de Quero Chronic. Tarvisinum*, p. 821.—*Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ Vicecom.* p. 659. — [4] *Diarium Romanum Anton. Petri.* T. XXIV, p. 1045. — *Giornali Napoletani*, p. 1076. — *Jo. Ban-*

Telles furent les révolutions de l'Italie méridionale pendant les six années qui s'écoulèrent entre le concile de Pise et celui de Constance. Dans le même temps, le nord de l'Italie et l'Allemagne étaient aussi en proie à des convulsions qui complétaient les malheurs de cette période de trouble et d'anarchie.

En vain l'empereur Robert s'était efforcé de rétablir la paix de l'Allemagne et celle de l'Église, tous ses travaux étaient demeurés infructueux; les électeurs et les princes de l'Empire ne lui avaient fait éprouver, par leurs prétentions orgueilleuses et leur arrogance, guère moins d'humiliations qu'à Wenceslas, auquel il avait succédé. L'électeur de Mayence, le margrave de Bade et le comte de Wirtemberg avaient formé, en 1405, une ligue avec les villes libres de la Souabe et du Rhin. Cette association, qui prit le nom de ligue de Marbach, avait dicté des lois à l'empereur, et elle s'était maintenue malgré ses ordres et ses prières. Les plaintes les plus injustes étaient formées contre lui; chacun dépouillait le fisc impérial, et chacun reprochait ensuite à l'empereur la faiblesse à laquelle il était réduit par les usurpations de ses vassaux. On l'accusait d'avoir permis l'indépendance du duché de Milan, et la transmission de celui de Brabant à la maison de Bourgogne; mais on ne lui avait donné aucune assistance pour réunir ces deux fiefs au domaine impérial; enfin on le rendait responsable de ce que le concile de Pise n'avait pas rétabli la paix de l'Église, parce que lui-même avait refusé de s'y soumettre, et qu'il était demeuré fidèle au parti de Grégoire XII[1]. Peut-être les Allemands ne s'en seraient-ils pas tenus à des plaintes et à des remontrances; peut-être Robert courait-il risque d'être déposé, comme l'avait été son prédé-

dini de Bartholomæis Hist. Senensis. T. XX, p. 15.—*Andr. Billii Histor. Mediol.* L. III, p. 42. — *Annales Bonincontrii Miniatensis.* T. XXI, p. 107. — [1] Schmidt, Hist. des Allemands. L. VII, c. 11, p. 60.

cesseur, si sa mort, survenue le 19 mai 1410, ne l'avait pas dérobé à de nouvelles humiliations[1].

Wenceslas, après avoir perdu la couronne de l'Empire, continuait à régner en Bohême; mais l'Allemagne ne voulait point rendre son obéissance à ce monarque crapuleux et fainéant. Une diète fut convoquée à Francfort, pour nommer un nouveau roi des Romains; elle se partagea également entre Josse, margrave de Moravie, et Sigismond, roi de Hongrie et frère de Wenceslas : tous deux furent proclamés par leurs partisans, le 28 octobre 1410; et l'Allemagne eut, pendant quelques mois, trois empereurs, comme la chrétienté avait trois papes : mais, heureusement pour le repos de l'Europe, Josse mourut le 8 janvier 1411; tous les électeurs se rangèrent alors du côté de Sigismond, et Wenceslas lui-même lui donna son suffrage comme roi de Bohême[2].

Sigismond avait déjà excité à plusieurs reprises les révoltes de la Hongrie par sa cruauté et sa mauvaise foi; passionné pour les plaisirs presque autant que son frère, on l'avait vu souvent perdre un temps précieux dans l'intempérance, ou le consacrer à des intrigues galantes, tandis que ses ennemis bravaient ouvertement son autorité. Tout à coup il sortait de cette oisiveté; et sa vengeance alors était d'autant plus terrible, qu'aucune considération de rang ou de gloire, aucun traité, aucun serment qu'il eût prêté lui-même, n'en arrêtait l'exécution. Lorsqu'une fois il avait formé un projet, il le suivait avec une activité singulière. Il devenait alors indifférent aux fatigues et aux dangers; il parcourait l'Europe avec autant de rapidité que son grand-père Jean de Bohême, celui qu'on regardait comme un courrier parmi les rois. Sigismond,

[1] Schmidt, Hist. des Allemands. L. VII, p. 80.—*Joh. Adlzreitter Annalium Boicæ gentis*. P. II, L. VII, p. 134. *A Leibnitzio editum*. Francofurti, 1710, folio. — [2] Schmidt, Histoire des Allemands. L. VII, c. 12, p. 85. — *Theodoricus Niemensis, de Vita Papæ Johannis XXIII*, p. 20.

souverain en même temps du Brandebourg et de la Hongrie, avait été appelé par les révolutions de ces états, éloignés l'un de l'autre, à traverser plusieurs fois toute l'Allemagne. Après sa défaite à Nicopolis, il s'enfuit à Constantinople, et il revint par la Grèce et l'Esclavonie dans ses états. Enfin, pour terminer le schisme, il visita la Pologne, la France, l'Italie et l'Espagne. Le zèle désintéressé qu'il manifesta dans cette dernière occasion lui a mérité une gloire à laquelle jusqu'alors il ne paraissait pas pouvoir prétendre[1].

Dans le temps où Sigismond fut élu empereur, il était en différend avec la république de Venise, à l'occasion de Zara, et des autres villes de Dalmatie que cette république avait achetées de Ladislas[2]. Aussi, avant d'aller prendre la couronne impériale, voulut-il s'ouvrir l'entrée de l'Italie par le patriarcat d'Aquilée et le Friuli. Au mois de décembre 1411, il y envoya six mille chevaux hongrois, sous la conduite de Pipo des Scolari, florentin, auquel il avait accordé toute sa confiance, et qu'il avait élevé au titre de ban[3]. Bientôt un second corps de six mille Hongrois vint joindre ce général; le patriarche fut forcé de s'enfuir à Venise, et toute la province se soumit au roi. Taddeo del Verme, capitaine des troupes de la république, s'estima heureux d'empêcher les Hongrois de pénétrer dans l'état de Trévise.

Mais, après ces premiers succès, les Hongrois ne purent point pousser leurs avantages. Charles Malatesti, seigneur de Rimini, fut mis à la tête de l'armée vénitienne; quoiqu'il se fût laissé surprendre, le 19 août, 1412, près de Motta, au passage de la Livenza, il fit repentir les Hongrois de leur

[1] *Joh. Adlzreitter Annalium Boicæ gentis.* P. II, L. VII, p. 139. — [2] Laugier, Histoire de Venise. T. V, L. XIX, p. 332. — [3] *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia.* T. XXII, p. 857. — *Chron. Tarvisinum Redusii de Quero.* T. XIX, p. 834. — *Hist. d'Agobbio di Guernieri Bernio.* T. XXI, p. 957. — *Diario Ferrar.* T. XXIV, p. 177. — Le titre de *ban* répondait, en Hongrie, à peu près à celui de comte. — Joh. de Thwrocks passe sous silence cette expédition.

attaque, et les contraignit à se retirer avec perte. Il reçut lui-même, à cette occasion, trois blessures qui le forcèrent à renoncer au commandement de l'armée. La seigneurie lui donna pour successeur son frère, Pandolfe Malatesti, seigneur de Brescia[1]. De part et d'autre les armées recevaient des renforts considérables; Sigismond lui-même s'était rendu à la sienne, mais il ne pouvait point faire de progrès dans un pays coupé par de nombreuses rivières, et où chaque village était fortifié. La guerre se continua deux ans sur cette frontière, sans avantage de part ni d'autre. Toutes les opérations se bornèrent à des prises et reprises de châteaux, qui fatiguaient les deux adversaires sans les approcher de leur but[2].

Sigismond ne pensait qu'à surmonter l'obstacle que les Vénitiens opposaient à son entrée en Italie : il désirait ardemment d'éteindre le schisme, et pour y parvenir il voulait avoir en Lombardie une conférence avec Jean XXIII. Il voulait prendre à Milan la couronne de fer, et ne se présenter aux princes de l'Allemagne qu'après avoir accompli la tâche sous laquelle ses prédécesseurs avaient succombé. Mais comme il ne faisait aucun progrès ni dans la Marche Trévisane ni dans l'Istrie, où il assiégea plusieurs châteaux, il prêta l'oreille à des propositions de paix. Jean XXIII s'offrit le premier pour médiateur entre Sigismond et la république, mais il ne put concilier leurs prétentions; le roi de Pologne essaya ensuite tout aussi vainement son entremise; enfin, le comte de Cilly, beau-père de Sigismond, réussit à entamer un traité. Les négociations s'ouvrirent à Trieste le 26 février 1413, et elles produisirent entre l'empereur et les Vénitiens une trêve

[1] Redusius de Quero, qui servit lui-même dans cette guerre, la raconte avec de grands détails. *Chronic. Tarvisin.* T. XIX, p. 837. — [2] *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venezia*, p. 857-867. — *Andrea Naugerio, Storia Veneziana.* T. XXIII, p. 1079. — *Platina, Hist. Mantuana.* L. V, p. 798. — Laugier, Histoire de Venise. L. XIX, p. 358-372.

de cinq ans, qui fut signée le 18 avril de la même année [1].

Sigismond profita de cette trêve pour passer en Lombardie. Cette contrée avait été en proie aux plus funestes révolutions: les généraux des deux frères Visconti ne s'étaient pas contentés de s'emparer de la tyrannie dans les villes dont la garde leur avait été confiée, ils voulaient régner aussi sur leurs anciens maîtres, et ils se disputaient les armes à la main la faveur du duc de Milan ou du comte de Pavie, et les emplois que ces deux princes pouvaient encore accorder. Quelque capitaine qui l'emportât, chaque victoire était toujours suivie du sac d'une ville. Les citoyens, indifférents à toutes les querelles des généraux, étaient abandonnés aux soldats pour servir de récompense à leur bravoure : tous les excès étaient permis par les condottiéri, et les hommes féroces qui servaient sous eux forçaient le plus souvent, par d'horribles tourments, les bourgeois quils avaient arrêtés à leur payer d'énormes rançons.

L'histoire ne présente peut-être aucune période plus calamiteuse pour la Lombardie que celle qui suivit la mort de Jean Galéaz. Les soldats passaient en cruauté tout ce qu'on raconte des peuples les plus barbares : aucun genre d'enthousiasme ne les animait, et aucun sentiment généreux ne pouvait trouver accès auprès d'eux. Ils ne connaissaient d'autres passions guerrières que le désir des richesses, de la licence et du carnage; aucun patriotisme, aucun esprit de parti, aucun zèle religieux ne leur avait mis les armes à la main; aucune pitié, aucun respect divin ou humain ne pouvait les leur faire poser. Les peuples exposés à leur barbarie souffraient d'autant plus qu'ils étaient plus civilisés. Des hommes étrangers aux privations, aux dangers et aux douleurs, des hommes qui vivaient dans l'aisance et le repos,

[1] *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Ven.* p. 879. — *Redusii de Quero, Chronic. Tarvisin.* p. 844. — Laugier, Histoire de Venise. L. XIX. T. V, p. 372.

qui connaissaient les arts et les charmes de la vie sociale, passaient en un instant, sans provocation, sans motif, de l'opulence à la dernière misère, et d'une vie délicate aux chevalets des bourreaux [1].

Jean-Marie, fils aîné de Jean Galéaz et duc de Milan, ne s'était réservé d'autre part au gouvernement que celle d'ordonner les supplices. Entouré de forfaits dès son enfance, il avait contracté les passions les plus féroces. Il ne voyait dans les formes de la justice qu'une occasion de satisfaire sa soif infernale pour le sang. Il se faisait livrer les criminels pour les chasser aux chiens courants. Son piqueur, Squarcia Giramo, qui avait nourri ses dogues de chair humaine pour les accoutumer à cette chasse royale, était son premier favori. Comme les victimes lui manquaient, il déclara qu'il vengerait la mort de sa mère, à laquelle il avait cependant contribué plus que personne; et il fit déchirer par ses chiens Jean de Posterla, Antoine Visconti, son frère François, et un grand nombre de gentilshommes gibelins. Il livra aussi à ses dogues le fils de Jean de Posterla, âgé seulement de douze ans: mais comme cet enfant se jetait à genoux pour demander grâce, les chiens s'arrêtèrent et ne voulurent pas le toucher. Squarcia Giramo, avec son couteau de chasse, égorgea l'enfant, et les chiens refusèrent encore de goûter de son sang ou de ses entrailles [2].

Cependant Facino Cane, tyran d'Alexandrie, après s'être emparé de la régence des états de Philippe-Marie, comte de Pavie, força aussi, les armes à la main, Jean-Marie, duc de Milan, à l'admettre dans son conseil. Il dépouilla bientôt les

[1] *Andreæ Billii Hist. Mediolanensis.* L. II, p. 31. — *Leonardi Aretini Commentar.* T. XIX, p. 926. — *Platina, Histor. Mantuana.* T. XX, L. V, p. 797. — *Josephi Ripamontii Histor. urbis Mediolani.* L. IV, p. 590. *Ap. Græwium.* T. II. — [2] *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediolani.* L. IV, p. 591. — *Pauli Jovii Vicecomitum Historia.* P. XI, p. 327. — *Andreæ Billii Histor. Mediolanensis.* L. II, p. 32. — *Ludovicus Cavitellius, Cremonens. Annal.* p. 1402.

deux frères de toute leur autorité; il leur ôta la disposition de tous leurs revenus, et les réduisit enfin à une si grande pauvreté qu'ils manquèrent quelquefois d'habits et de nourriture. Facino n'avait point d'enfants, et il laissa vivre les deux Visconti, seulement parce qu'il n'avait aucun intérêt à disposer de leur héritage. Mais lui-même il fut atteint, en 1412, d'une maladie mortelle. Les Milanais virent avec effroi que Jean-Marie, délivré du joug qu'il portait, recommencerait à régner et redoublerait de férocité : les Posterla, Biagio, Trivulzi, Mantégazzi, et d'autres gentilshommes milanais, résolus à ne pas attendre le renouvellement de la tyrannie, attaquèrent le duc le 16 mai 1412, comme il se rendait à l'église de Saint-Gothard, et le massacrèrent. Facino mourut peu d'heures après, jurant que, s'il avait vécu, il aurait vengé la mort du fils de son maître et du légitime souverain de la Lombardie[1].

On croit que les conjurés avaient dessein de faire mourir aussi Philippe-Marie, et de rendre l'héritage des Visconti à Hector, fils naturel de Bernabos, et à Jean Piccinino, fils de Charles Visconti. Tous deux entrèrent dans Milan avec une douzaine de compagnons, dès qu'ils apprirent la mort de Jean-Marie, et Hector, qu'on appelait le soldat sans peur, fut immédiatement proclamé duc de Milan. Mais Philippe-Marie, en apprenant la mort de son frère et celle de Facino Cane, déploya tout à coup une activité qu'on n'attendait pas de lui. Il s'assura de la garde du château de Pavie, où il était enfermé; il intimida les Beccaria qui l'avaient longtemps opprimé, et il les contraignit à recevoir ses ordres : il s'assura l'alliance des partisans de Facino Cane, et pour recueillir l'héritage de ce général et donner à ses soldats un gage de son attachement, il épousa sa veuve, Béatrix Tenda, quoiqu'elle

1 *Andreæ Billii Hist. Mediolan.* L. II, p. 38. — *Johannis Stellæ Annales Genuenses.* T. XVII, p. 1242. — *Josephi Ripamontii Histor. urbis Mediolani.* L. IV, p. 594.

fût âgée de quarante ans, tandis qu'il en avait à peine vingt[1].

Vincent Marliano, qui commandait dans la citadelle de Milan, avait refusé de l'ouvrir à Hector, et il avait déclaré qu'il reconnaissait Philippe pour héritier légitime du dernier duc; mais les troupes de Facino, qui étaient en quartiers dans la ville, hésitaient sur le parti qu'elles devaient prendre; elles demandaient de nouveaux pillages et de nouveaux présents, et elles prêtaient l'oreille aux propositions d'Hector et à celles de Pandolfe Malatesti, qui voulaient les prendre à leur solde. Tout à coup elles apprirent que la veuve de leur général s'était immédiatement remariée au nouveau duc, et que celui-ci leur offrait toutes les grâces qu'elles pouvaient prétendre : alors elles se rangèrent en foule sous ses étendards; elles lui ouvrirent les portes de Milan, d'où Hector fut obligé de s'enfuir; et Philippe-Marie, qui fit son entrée dans sa capitale le 16 juin 1412, affermit bientôt son autorité sur la Lombardie, et vengea la mort de son frère sur ses meurtriers[2].

Quelque désir que ressentît Sigismond de réunir à la directe de l'Empire les villes de Lombardie, selon l'obligation qui avait déjà été imposée à son prédécesseur, il ne se sentit point assez fort pour attaquer le duc Philippe-Marie; et lorsqu'il fut entré en Italie, il se borna aux seules affaires de l'Église. Il se rendit à Lodi, qui dépendait alors de Jean de Vignate, et il y rencontra trois ambassadeurs du pape Jean XXIII, avec lesquels il devait déterminer le lieu où s'assemblerait le prochain concile. Le pape, pressé par les armes de Ladislas, abandonné par ses alliés, et redoutant le blâme de la chrétienté, n'osait point se refuser à convoquer

[1] *Andreæ Billii Hist. Mediolanens.* L. III, p. 37. — [2] *Andreæ Billii Historia.* L. III, p. 40. — *Joh. Stellæ Annales Genuenses*, p. 1242. — *Vita Philippi Mariæ Vicecomitis a P. C. Decembrio.* T. XX, c. 8, p. 988. — *Josephi Ripamontii Hist. urbis Mediolani.* . IV, p. 595.

un concile, quoiqu'il craignît d'être ensuite jugé par lui. Il avait d'abord donné commission à ses légats d'insister pour que l'assemblée eût lieu dans quelque ville d'Italie ; mais au moment où il leur donna leur audience de congé, il déchira ses instructions et leur remit en place des pouvoirs entiers et sans limites[1]. L'empereur et les Allemands redoutaient l'influence de la politique de Rome sur le concile, et la corruption du clergé italien. Ils voulaient une assemblée libre, pour opérer la réformation de l'Église plus encore que sa réunion, et ils firent choix de la ville impériale de Constance, qui, située presque au centre de la chrétienté, paraissait très propre à tenir un concile œcuménique. Les légats de Jean XXIII approuvèrent ce choix ; mais lorsque lui-même fut instruit de cette détermination, il en conçut une profonde douleur. Il prévit l'indépendance et la sévérité d'une assemblée à laquelle sa conduite ne manquerait pas d'être dénoncée, et qui, composée surtout d'ultramontains, aurait peu à espérer ou peu à craindre de lui. Cependant il ratifia ce qu'avaient fait ses légats, et il se rendit bientôt lui-même à Lodi, auprès de Sigismond, pour prendre avec lui tous les arrangements qui devaient précéder le concile[2].

Les deux chefs de la chrétienté passèrent assez longtemps ensemble dans les deux villes de Plaisance et de Lodi, qui appartenaient toutes deux à Jean de Vignate[3]. Ils visitèrent aussi Crémone, et l'empereur accorda des grâces à Gabrino Fondolo, tyran de cette ville[4]. Comme ils étaient montés tous deux au haut du clocher de Crémone, d'où la Lombardie presque entière et le cours majestueux du Pô se découvrent

[1] *Leonardi Aretini Comm. de suo tempore*, p. 928. — *Storia d'Agobbio di Guernieri Bernio*. T. XXI, p. 956. — [2] Lenfant, Hist. du concile de Constanee. L. I, p. 9. — *Joh. Stella, Annales Genuenses*. T. XVII, p. 1250. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 603. — [3] Ce seigneur reçut à cette occasion, de Sigismond, le titre de vicaire impérial. — *Joh. Bapt. Villanovæ Laudis Pompeiæ Hist*. L. III, p. 916. *Ap. Grævium*. — [4] *Campi, Cremona fedele*. L. III, p. 110.

aux regards, Gabrino Fondolo, qui avait déjà obtenu par une noire perfidie la souveraineté dont il jouissait, eut un moment la pensée de précipiter l'empereur et le pape du haut de ce clocher, pour occasionner dans la chrétienté une révolution inattendue, dont il aurait profité. Ce même tyran ayant eu la tête tranchée à Milan, onze ans plus tard, par ordre du duc Philippe-Marie, déclara en mourant que son seul remords était d'avoir lâchement renoncé à cette pensée[1].

Cependant l'empereur et le pape, ayant conçu quelque soupçon sur la fidélité de leur hôte, quittèrent Crémone avec précipitation[2]. L'empereur, en se rendant à Como, eut une entrevue avec Philippe-Marie, duc de Milan ; le pape prit la route de Ferrare pour retourner à Bologne ; mais tous deux avaient de concert publié auparavant des édits et des bulles pour inviter le clergé de la chrétienté à se réunir à Constance le 1er novembre 1414, et l'Église entière attendait avec impatience l'ouverture de cette assemblée auguste, de laquelle elle espérait obtenir le rétablissement de son antique pureté et le retour de la paix[3].

[1] *Campi, Cremona fedele.* L. III, p. 114. — [2] *Redusii de Quero Chronic. Tarvisin.* p. 827. — *Annales Genuenses*, p. 1251. — [3] Lenfant, Hist. du concile de Constance. L. I, p. 12. — *Idem.* Hist. du concile de Pise. L. VII, c. 16, p. 190.

CHAPITRE XII.

Concile de Constance; il termine le grand schisme d'Orient. — Jeanne II de Naples, et son mari Jacques, comte de la Marche. — Grandeur et rivalité de deux condottiéri, Braccio de Montone et Sforza de Cotignola.

1414-1418.

Au commencement du xv[e] siècle, le respect longtemps accordé aux chefs du clergé avait fait place à des sentiments de haine ou de mépris : le schisme avait ébranlé toutes les croyances; pendant sa longue durée, toutes les illusions avantageuses aux pasteurs de l'Église avaient été détruites. Les papes et les cardinaux de chaque parti attaquaient leurs adversaires avec une violence qui les rendait tous également odieux; ils s'efforçaient d'accréditer les uns contre les autres les accusations les plus honteuses, et ils s'intentaient réciproquement les procès les plus scandaleux. On accumulait ainsi, aux yeux des peuples, les preuves prétendues des iniquités du clergé, et tous les accusateurs finissaient par être crus également. Ceux que les saints maudissaient et que les conciles chargeaient d'anathèmes passaient pour des hommes souillés de tous les crimes. On ne pourrait faire une satire plus sanglante des chefs de l'Église, qu'en recueillant ce que les écrivains ecclésiastiques les plus respectés nous ont transmis sur

eux. Mais autant leurs panégyriques nous sont devenus suspects dans d'autres occasions, autant nous devons nous défier cette fois de leurs libelles. Le clergé a des vertus aussi bien que des vices qui lui sont propres; on comprend comment le désordre s'introduit dans un corps qui fait profession de sainteté : mais on ne saurait ni comprendre ni croire que ses choix tombent toujours sur les plus vils d'entre les hommes, et qu'il mette à sa tête ceux dont la conduite est le plus propre à le déshonorer. Si Jean XXIII avait été, comme on nous le dépeint, un tyran avare et féroce, un empoisonneur élevé parmi des corsaires et un monstre d'impudicité [1], jamais le concile de Pise n'aurait pris ses avis, jamais Alexandre V ne se serait confié à son amitié, et jamais un conclave ne l'aurait placé à la tête de la chrétienté.

Cependant, il faut en convenir, il y avait parmi les Pères de l'Église assez d'ambition et de vénalité, assez de mauvaises mœurs et de politique mondaine pour justifier, si ce n'est ces sanglantes invectives, du moins le mécontentement universel. Boniface IX avait commencé à faire le commerce scandaleux des indulgences, qui devait plus tard révolter toute l'Allemagne. Ses nonces, en arrivant dans une ville, suspendaient aux fenêtres de leur logement un drapeau avec les armoiries du pape et les clefs de l'Église : ils dressaient dans la cathédrale, à côté du grand autel, des tables couvertes de tapis magnifiques, à l'imitation de celles des banquiers, pour recevoir l'argent de ceux qui venaient acheter des indulgences; et ils annonçaient au peuple le pouvoir absolu dont ils avaient été investis par le pape, de délivrer du purgatoire les âmes des trépassés, et d'accorder la rémission la plus complète de tous les péchés et de tous les crimes à ceux qui viendraient s'en

[1] C'est le portrait qu'en fait Théodoric de Niem, l'un de ses secrétaires. *Vita Johannis XXIII*, p. 5. *Apud Meibomium Script. Germ.* T. I. — Il est confirmé par l'acte d'accusation reçu contre lui au concile de Constance.

racheter. Le clergé allemand réclamait en vain contre ce honteux trafic des grâces spirituelles : ceux qui osaient se plaindre étaient excommuniés et poursuivis, comme rebelles, devant la cour de Rome [1]; en sorte que les hommes les plus religieux de l'Europe, et les philosophes les plus éclairés de tous les partis, se réunissaient à demander la réforme de l'Église dans son chef et dans ses membres.

Mais tandis que le nord et l'occident de l'Europe voulaient briser le joug de la superstition et de la hiérarchie romaines, les Italiens, ne regardant déjà plus le christianisme que comme une invention politique dont ils faisaient leur profit, entreprenaient avec zèle la défense d'opinions et de préjugés qu'ils ne partageaient plus.

Lorsque les trois conciles de Pise, de Constance et de Bâle attaquèrent successivement l'autorité des papes, les Italiens s'efforcèrent de la maintenir comme une propriété nationale. Ils voyaient la cour de Rome distribuer une foule de grâces temporelles qu'ils aimaient à partager; ils se flattaient tous de participer un jour à l'influence qu'un simple prêtre exerçait sur toute l'Europe. Ils se voyaient attaqués comme nation, car on les accusait d'avoir communiqué au clergé tous les vices qu'on lui reprochait; ils se défendirent aussi nationalement, et cette lutte leur donna un esprit de corps qu'ils n'avaient point connu auparavant. Il suffisait qu'un prélat fût Italien, pour qu'il devînt suspect à ceux qui désiraient la réforme; il suffisait qu'il leur fût suspect, pour qu'il s'attachât au pape et fît cause commune avec lui. D'ailleurs les Italiens n'étaient liés à l'Église ni par un enthousiasme ardent, ni par une foi vive, ni par un sentiment religieux ou un besoin de leur cœur. Leur croyance influait à peine sur leur conduite; et s'ils conservaient cette croyance, c'est qu'ils se donnaient rarement

[1] *Theodorici Niemensis Vita Johannis XXIII*, p. 7. Ap. *Meibomium*. T. I, *Scr. Germ.*

la peine de songer aux objets qu'elle concernait. On voyait bien peu d'Italiens embrasser avec ferveur les pratiques de dévotion que l'Église indiquait comme conduisant au ciel. Le siècle ne produisait plus de saints, à la réserve de quelques femmes entièrement séparées du monde. On ne voyait point de docteurs approfondir les mystères de la foi, susciter de nouvelles questions sur le dogme, et attirer l'observation de leurs contemporains par leur talent pour la controverse, leur science en théologie, ou la hardiesse de leurs systèmes. On ne voyait point d'hérétiques en Italie, parce que la religion catholique n'était point l'objet de la méditation des penseurs. Ils avaient été au-delà. Tous ceux qui prétendaient à la philosophie, tous ceux qui, par l'étude des anciens, voulaient s'élever à quelque gloire, regardaient les sages de l'antiquité, Aristote et Platon, comme les lumières de leur foi; c'est eux qu'ils consultaient, et non les Pères de l'Église, sur ce qu'il leur convenait de croire. Tous les hommes d'état n'avaient d'autre religion que leur politique; le peuple enfin, toujours épris des grands spectacles, toujours enthousiaste des beaux-arts et animé par les fêtes, tenait au culte de ses pères, non par le cœur, mais par l'imagination. D'après sa conduite ordinaire, on n'aurait pas soupçonné qu'il fût chrétien : mais une grande calamité ou une fête brillante le ramenait dans les églises; il n'y rapportait pas des sentiments, mais des habitudes, et il ne croyait pas qu'il en fallût davantage pour son salut.

Le clergé en Italie était fort nombreux, mais il n'était pas fort riche ni fort puissant. Le pape seul était demeuré souverain temporel, tandis que les évêques et les abbés des monastères étaient rentrés dans l'ordre des simples citoyens : leurs revenus ne surpassaient guère les besoins attachés à leur rang; et comme ils n'étaient pas exposés aux séductions du pouvoir et de la richesse, leur conduite était le plus sou-

vent exemplaire : les seuls dépositaires de l'autorité du pape, les légats et les cardinaux, excitaient le scandale. En Allemagne et en Angleterre, les richesses du clergé éveillaient la cupidité du gouvernement; mais en Italie les prêtres supportaient les taxes publiques en commun avec les autres citoyens, souvent même ils payaient proportionnellement plus que les autres : aussi on ne songeait point à les dépouiller, et aucune jalousie ne secondait les projets des réformateurs.

Ainsi l'Italie demeura indifférente à la réforme de l'Église, elle qui avait donné l'exemple de l'indépendance religieuse, et qui seule avait bravé les menaces et les excommunications des papes, dans un temps où ils faisaient trembler toute l'Europe. Elle ne tourna point contre le culte établi les lettres et la philosophie qu'elle cultivait avec succès. Tout le clergé italien se ligua pour la défense du pape. Une lutte acharnée entre les réformateurs du Nord et le clergé du Midi commença avec le xv° siècle, et se renouvela à plusieurs reprises pendant toute sa durée. Les pays septentrionaux se séparèrent enfin de l'Église romaine, tandis que celle-ci, affermie par ses combats mêmes dans les pays qui lui restèrent fidèles, recouvra sur les esprits et les consciences l'empire qu'elle avait absolument perdu. Ainsi la superstition et l'ignorance reprirent la place de l'incrédulité et du scepticisme.

Jean XXIII, en convoquant le concile à Constance, n'ignorait pas qu'il donnait, par le choix de cette ville, un grand avantage aux Allemands, les plus zélés adversaires de l'autorité suprême des papes. Son consentement lui avait été arraché à l'époque où les conquêtes de Ladislas ne lui laissaient presque aucun refuge en Italie; mais la mort de ce prince, auquel Jeanne II, sa sœur, avait succédé, changeait absolument la situation du pape dans ses états. Il croyait n'avoir rien à craindre d'une reine faible et adonnée aux plaisirs, tandis que l'assemblée de l'Église, devant laquelle il allait paraître,

lui inspirait un effroi qu'il ne pouvait dissimuler. Mais en vain cherchait-il à éluder sa promesse, la chrétienté entière était convoquée, les monarques les plus puissants étaient déterminés à mettre fin au schisme, et les courtisans de Jean XXIII eux-mêmes le pressaient de se rendre à Constance[1].

Il est bien difficile de porter un jugement équitable sur Jean XXIII, tandis qu'on n'a presque conservé que les libelles diffamatoires de ses ennemis[2] et l'accusation scandaleuse portée contre lui, accusation qu'il approuva lui-même et qu'un concile a confirmée. Cependant l'allié constant des Florentins, l'hôte et l'ami de toute la famille des Médicis, et le protégé de Louis II d'Anjou qui mit en œuvre tout son crédit pour lui faire obtenir la tiare, ne saurait s'être souillé publiquement de tous les crimes qui lui sont imputés. S'il est tel qu'on nous le dépeint, personne n'aurait osé avouer son amitié. Sa conduite donne plutôt à connaître un homme habile, mais faible, qui jugeait assez bien des autres, et qui prévoyait avec assez de finesse la suite des événements, mais qui n'avait point assez de fermeté pour éviter les dangers dont il se sentait menacé, et qui se soumettait ensuite aux calamités avec une humilité chrétienne et une douceur dignes de compassion. En butte aux attaques d'un conquérant redoutable qui lui avait enlevé presque tous ses états, il fit usage, pour lever de l'argent, des moyens inventés par ses prédécesseurs ; mais il perfectionna cette maltôte spirituelle, et il augmenta les revenus du Saint-Siége de manière à mériter l'accusation de simonie qui lui fut intentée. Il fit ensuite valoir à gros intérêts l'argent qu'il levait ainsi ; on prétend même qu'il le multiplia par l'usure la plus scandaleuse[3]. Quant à ses mœurs, elles

[1] *Leon. Aretini comment. de suo tempore.* T. XIX, p. 929. — *Annales Bonincontrii Miniatensis.* T. XXI, p. 109. — [2] Un seul biographe de Jean XXIII parle de sa bienfaisance, de sa charité, et du bon gouvernement de Bologne pendant les neuf années qu'il y présida. *Additamenta ad Ptolomeum Lucensem.* T. III, P. II, p. 854. — [3] Théodoric de Niem assure que ses courtiers, en prêtant sur gage quatre cents florins rembour-

furent sans doute relâchées comme celles de toute sa cour, mais il n'est pas facile de croire qu'à Bologne seulement il ait eu trois cents maîtresses, ainsi que l'assure Théodoric de Niem[1], ou qu'il ait séduit trois cents religieuses, comme le portait un des articles de l'accusation intentée contre lui[2].

Jean XXIII, ayant député le cardinal Isolani pour prendre possession de Rome, partit lui-même de Bologne le 1er octobre, en suivant la route de Constance. Il désirait se procurer dans le voisinage de cette ville quelque protecteur puissant; il y réussit : Frédéric, duc d'Autriche, vint au-devant de lui jusqu'à Trente, l'accompagna au travers du Tyrol, et s'unit à lui par une étroite alliance, lui promettant de lui donner en tout temps les moyens de s'éloigner de Constance, s'il le désirait[3]. Jean XXIII entra dans cette ville le 28 octobre, avec neuf cardinaux de son obédience, et le 5 novembre il fit l'ouverture du concile. A cette époque, l'assemblée n'était pas encore très nombreuse; l'empereur Sigismond avait été pendant ce temps prendre la couronne germanique à Aix-la-Chapelle, et les prélats de l'obédience de Jean XXIII, qui se rendirent les premiers au concile, n'étaient pas encore tous réunis : mais la politique, la dévotion et la curiosité attirant chaque jour de nouveaux voyageurs à Constance, on y compta pendant un temps jusqu'à cent mille étrangers, parmi lesquels se trouvaient tous les hommes les plus distingués de la chrétienté[4].

Outre les cardinaux, les archevêques et les évêques, beaucoup d'autres personnages, soit ecclésiastiques, soit séculiers, devaient avoir part aux délibérations; un grand nombre d'ab-

sables dans quatre mois, se faisaient faire un billet de cinq cents florins. *Vita Johannis XXIII*, p. 8. — [1] *Theod. de Niem Vita Joh. XXIII*, p. 6. — [2] *In codice Vindobonensi Elstrawiano. Ap. von der Hardt*. T. IV, p. 228. — Lenfant, Histoire du Concile de Constance. L. II, p. 184. — [3] *Thomæ Ebendorfferi de Haselbach Chronicon Austriacum. Ap. Hieron. Pez. Script. Austr.* T. II, p. 845.—*Jo. Muller Geschichte der Schweiz*. III Buch, 1 capitel, p. 25. — Lenfant, Hist. du Concile de Constance. L. I, p. 16. — [4] Lenfant, Hist. du Concile de Constance. L. I, p. 50.

bés, de simples prêtres et de docteurs en théologie, y avaient été appelés, aussi bien que les députés des ordres religieux et militaires, et les ambassadeurs des rois, des princes et des républiques. Parmi les subalternes, le nombre de ceux qui étaient attachés à la cour de Rome était très considérable : si l'on avait pris les suffrages par tête, en les régardant tous comme égaux, les auditeurs, les scripteurs et les procureurs du pape ou des cardinaux auraient rendu Jean XXIII maître des délibérations. Pour éviter cet inconvénient, le concile résolut de prendre les suffrages, non par tête, mais par nation. Il se divisa ainsi en quatre chambres, l'allemande, l'italienne, la française et l'anglaise ; plus tard, on y joignit encore l'espagnole. Chaque nation délibérait à part, et son président, dans les sessions publiques, donnait au nom de tous son assentiment aux décrets de l'Église [1].

Le concile de Constance avait été indiqué comme une continuation de celui de Pise ; et ce dernier ayant déposé Benoît XIII et Grégoire XII, Jean XXIII avait espéré que la chrétienté, dans une assemblée plus nombreuse et plus solennelle encore, confirmerait la déposition de ses rivaux, et le reconnaîtrait pour seul pasteur de l'Église. Mais bientôt il s'aperçut que les députés au concile, et l'empereur Sigismond, protecteur de cette assemblée, étaient animés d'un tout autre esprit. L'Espagne étant restée sous l'obédience de Benoît XIII, et quelques provinces de l'Italie et de l'Allemagne sous celle de Grégoire XII, le schisme n'était point éteint, et ne pouvait l'être que par des sacrifices mutuels. Les Pères rassemblés demandèrent que les trois concurrents abdiquassent leur dignité ; et Jean XXIII, qui se trouvait au milieu d'eux, fut forcé de promettre, le 1er mars 1415, qu'il

[1] *Vita Johannis XXIII, ex Msto Vaticano*. T. III, P. II, *Rer. It.* p. 847. — Lenfant, Histoire du Concile de Constance. L. I, p. 71. — *Gobelinus Persona, Cosmodrom. Ætas VI*, c. 94, p. 339. *Apud Meibomium Script. Germ.* T. I.

donnerait l'exemple à ses deux rivaux [1]. Bientôt, il est vrai, on trouva que sa déclaration n'était point assez explicite; on le chicana sur les conditions et sur l'époque de la cession, et on lui fit si bien sentir sa dépendance, qu'il somma le duc d'Autriche de lui tenir sa promesse, et de l'aider à se retirer. En effet, il s'échappa le 21 mars 1415, déguisé en palefrenier, tandis que toute la ville était occupée d'un tournoi où le duc d'Autriche combattait contre le comte de Cilley. Dès que le duc fut averti du départ du pape, il le suivit et vint le joindre à Schaffhouse [2].

Le concile fut un instant sur le point d'être dissous par cette fuite. Tous les cardinaux suivirent le pape; Jean de Nassau, électeur de Mayence, le margrave Bernard de Baden, et le puissant duc d'Autriche, étaient prêts à embrasser sa défense. Un mouvement républicain dans le concile, qui déclara que, dès qu'il était constitué, il était indépendant du pape; la vigueur de Sigismond, qui mit aussitôt Frédéric d'Autriche au ban de l'Empire, et surtout l'animosité des Bernois, qui saisirent avec empressement cette occasion de faire la guerre à leur ennemi héréditaire, assurèrent au concile la victoire sur le chef de l'Église. Jean XXIII, sommé de revenir à Constance, répondit qu'il persistait dans l'intention de rendre la paix à l'Eglise, en renonçant au pontificat [3]; mais en même temps il chercha, dans plusieurs lettres, à exciter de la défiance contre l'empereur, et à semer des dissensions entre les nations. Les cardinaux qui l'avaient suivi obéirent tous au concile et rentrèrent à Constance; chaque petit seigneur du voisinage, chaque ville du Rhin ou de Souabe, envoya déclarer la guerre à Frédéric : en peu de temps soixante-dix villes ou forteresses furent enlevées à la maison d'Autriche [4].

[1] *Theodorici Niemensis Vita Johannis XXIII*, p. 26.—[2] *Joh. von Muller Geschichte der Schweiz*. Buch. III, c. 1, p. 35.—[3] *Leon. Aretini Comment. de suo tempore*. T. XIX, p. 929. — *Theodorici Niemensis Vita Joh. XXIII*, p. 27. — [4] *Thomæ Ebendorfferi de Haselbach Chron. Austriac.* p. 845.

Les Bernois conquirent l'Argovie : la ligue helvétique, cédant aux sollicitations de l'empereur, entreprit à son tour des conquêtes ; et bientôt Frédéric, qui s'était réfugié avec le pape à Fribourg en Brisgau, perdit courage, et revint à Constance pour se soumettre à Sigismond et au concile[1].

Le nouvel électeur de Brandebourg, Frédéric, burgrave de Nuremberg, à qui l'empereur venait de promettre le chapeau électoral[2], alla chercher le pape et le reconduisit à Radolfzell, près de Constance : trois jours auparavant, le 14 mai 1415, Jean avait été suspendu de toutes ses fonctions par décret du concile[3]. Cependant une accusation, en soixante-dix articles, était dressée contre lui ; tous les péchés de sa première jeunesse y étaient récapitulés, sur le témoignage de beaucoup de cardinaux, d'archevêques et d'évêques ; on l'accusait d'un si grand nombre de subornations, de viols, d'adultères, d'incestes et de vices plus odieux encore, qu'une vie humaine ne paraît pas pouvoir suffire à tant de déréglements[4]. Jean XXIII ne voulut pas même voir l'acte d'accusation : il déclara qu'il se soumettait entièrement au concile ; qu'il recevrait avec respect et obéissance la sentence de sa déposition, et qu'il se tiendrait heureux si le sacrifice de sa liberté et de son honneur pouvait rendre la paix à l'Église. En effet, il fut déposé, le 29 mai, dans la douzième session du concile, et enfermé au château fort de Gottleben, dans le voisinage de Constance[5].

La déposition de Jean XXIII était un grand acheminement à la réunion de l'Église ; Grégoire XII, qui avait résisté si

[1] *Jo. von Muller Geschichte der Schweiz*. B. III, 1 cap., p. 68. — [2] Il fut investi le 18 avril 1417. *Lenfant*, Hist. du Concile de Constance. L. V, p. 466. — Ce prince est la souche de la maison royale de Prusse. — [3] L'enfant, Histoire du Concile de Constance. L. II, p. 165. — *Gobelinus Persona, Cosmodromii Ætas VI*, c. 94, p. 340. — [4] Lenfant, Hist. du Concile de Constance. L. II, p. 173. — [5] *Vita Johannis XXIII a Theodorico Niemensi*, p. 30. — *Ejusdem Vita ex Mssto Vaticano*. T. III, P. II, p. 848. — *Additamenta ad Ptolomeum Lucensem*, p. 855. — Lenfant, Hist. du Concile de Constance. L. II, p. 185.

obstinément au concile de Pise, songeait enfin à se soumettre à celui de Constance; le petit nombre de sectateurs qui lui étaient demeurés fidèles depuis l'élection d'Alexandre V se réunissaient au concile, et semblaient vouloir abandonner leur pape. Il envoya donc Charles Malatesta, seigneur de Rimini, son principal protecteur, à Constance, avec commission d'abdiquer pour lui le pontificat, mais sans reconnaître les deux pontifes et les deux conciles avec lesquels il avait lutté jusqu'alors. Dans la quatorzième session, qui fut présidée par l'empereur, le 4 juillet 1415, l'évêque de Raguse, légat de Grégoire XII, convoqua de nouveau l'assemblée, afin de lui donner, au nom de son pape, l'existence et l'autorité d'un concile[1]; Charles Malatesta lut ensuite une bulle par laquelle Grégoire XII renonçait au pontificat. Celui-ci reprit alors de lui-même le nom d'Ange Corario, et les titres de cardinal et évêque de Porto. Il mourut à Récanati, le 18 octobre 1417, à l'âge de quatre-vingt-dix ans[2].

Il ne restait plus pour éteindre le schisme qu'à amener Benoît XIII à faire une cession semblable; mais ce vieillard obstiné était encore reconnu pour pape par les rois d'Aragon, de Castille, de Navarre et d'Écosse, et par les comtes de Foix et d'Armagnac. D'ailleurs il prétendait que son droit au pontificat était devenu désormais incontestable, puisque seul, de tous les cardinaux nommés avant l'origine du schisme, il était encore en vie; en sorte que si tous ceux qui avaient succédé à Grégoire XI étaient illégitimes, et s'il n'était pas pape lui-même, seul il avait le droit d'élire un pape. Sigismond, qui aimait les voyages, partit au milieu de juillet pour Perpignan, où le roi d'Aragon et Benoît XIII lui avaient donné rendez-vous. Mais ce dernier, après avoir parlé pendant sept

[1] *Raynaldi Annales eccles.* an. 1415, § 26, T. XVII, p. 457. — [2] Lenfant, Hist. du Concile de Constance. L. III, p. 262. — *Vita Johannis XXIII ex Msto Cod. Vaticano.* T. III, P. II, p. 848. — *Theodorici Niemensis Vita. Johannis XXIII*, p. 31. — *Chronicon Foroliviense fratris Hieronymi.* T. XIX, p. 887.

heures, pour faire seulement valoir ses droits et ses prétentions, offrit de céder le pontificat sous des conditions inacceptables; il voulait, avant tout, annuler le concile de Pise, rompre celui de Constance, en rassembler un autre dans un lieu de son obédience, et là ne donner sa démission qu'après avoir élu lui-même un autre pape[1]. Bientôt il craignit ou feignit de craindre d'être arrêté, et il s'enfuit à Collioure avec ses cardinaux; de là il se rendit à la forteresse de Paniscola, où il s'enferma, protestant que ce château était l'arche de Noé, et qu'il contenait seul la vraie Église, tandis que le reste de l'univers était tombé dans le schisme[2].

L'Église d'Espagne se sépara de Benoît XIII lorsqu'elle vit tant d'obstination, et elle résolut de se réunir enfin au concile de Constance : mais ce fut à des conditions semblables à celles que Grégoire XII avait demandées. Les Espagnols convoquèrent le concile de Constance, comme s'il n'avait pas existé jusqu'au moment de leur réunion; et cette assemblée reçut de cette manière la sanction des chrétiens demeurés sous l'obédience de Benoît XIII, comme elle avait reçu celle des deux autres papes[3].

La mort de Ferdinand, roi d'Aragon, les intrigues de Benoît XIII, et le voyage de Sigismond en Angleterre pour faire la paix entre ce royaume et la France, retardèrent le procès que le concile voulait intenter à Benoît XIII; ce ne fut que dans la trente-septième session, le 26 juillet 1417, que ce vieillard fut non point déclaré anti-pape, mais déposé comme ayant, par son obstination, maintenu le schisme au préjudice

[1] Histoire du Concile de Constance, Lenfant. L. IV, p. 354. — *Vita Johannis XXIII ex Mssto Vaticano*. T. III, P. II, p. 849. — *Raynaldi Annales eccles*. 1415, § 47, p. 468. — [2] Histoire du Concile de Constance. L. IV, p. 356.—*Theodoricus Niemensis, Vita papæ Johannis XXIII*, p. 36.—*Ejusdem Vita ex Mssto Vaticano*, p. 851.—[3] Concile de Constance. L. IV, p. 361. — *Raynaldus, Annales ecclesiastici*. 1415, § 53, p. 472. — La capitulation, signée à Narbonne le 13 décembre 1415, ne fut exécutée que le 15 octobre 1416. A dater de cette époque, les Espagnols formèrent dans le Concile une cinquième nation, avec une voix égale aux autres.

de toute la chrétienté. Ainsi le Saint-Siége fut enfin rendu vacant par la déposition de deux papes et la cession volontaire d'un troisième[1].

Mais le concile n'avait pas seulement pour but la réunion de l'Église, il se proposait aussi sa réformation : il voulait mettre des bornes à l'arrogance de la cour de Rome, empêcher la vénalité des grâces spirituelles, et faire cesser le commerce des choses sacrées, qu'on stigmatisait du nom de simonie, mais qui faisait le principal revenu des papes. Le but de presque tous les sermons prêchés devant le concile était de rappeler aux Pères assemblés le devoir de réformer l'Église : les abus qui régnaient dans tout le clergé étaient représentés avec des couleurs si odieuses, qu'on doit s'étonner de la hardiesse des prédicateurs et de la patience de leurs auditeurs. Cependant d'autres hommes, qui, par des discours presque semblables, avaient entrepris de réformer l'Église, furent poursuivis par ce même concile avec un acharnement et punis avec une cruauté qui ont souillé pour jamais sa mémoire.

Avant même l'origine du schisme, Jean Wickleff, curé ou recteur de Lutterworth, au comté de Leicester, avait répandu en Angleterre, sur le pouvoir usurpé de la cour de Rome, sur l'abus que le clergé faisait de ses richesses et sur les dogmes nouveaux qu'il introduisait dans la religion, des opinions que la cour de Rome s'était hâtée de condamner[2]. Grégoire XI avait chargé l'évêque de Cantorbéry d'examiner dix-neuf propositions hérétiques contenues dans les écrits de Wickleff. Mais ce docteur, en commençant une réformation, paraît avoir voulu éviter les jugements de l'Église. Il avait attaqué la transsubstantiation, le purgatoire, l'invocation des saints[3] :

[1] Histoire du Concile de Constance. L. V, p. 491.—*Raynaldus, Annales eccles.* 1417, § 12, p. 495. — [2] *Hume's History of England.* c. 17, T. IV, p. 56. — Histoire d'Angleterre, de Rapin Thoiras. L. X, T. III, p. 252.—[3] Fleury, Histoire ecclésiastique. L. XCVII, c. 44. T. XIV, p. 247.

cependant il l'avait fait d'une manière enveloppée, et par les explications qu'il donna ensuite, il sut se dérober à la persécution, quoique celle-ci fût renouvelée à plusieurs reprises[1]; on le laissa mourir en paix dans sa cure de Lutterworth, en 1385. A cette époque il avait déjà formé en Angleterre une secte assez nombreuse; ses disciples étaient nommés Lollards, et ses écrits, défendus à plusieurs reprises, étaient commentés par de nouveaux réformateurs.

Les livres de Wickleff furent apportés en Bohême, au commencement du xv[e] siècle, par un gentilhomme qui avait étudié à Oxford[2]. L'université de Prague était fort renommée à cette époque; des professeurs allemands y avaient longtemps tenu le premier rang; mais ils étaient devenus l'objet de la jalousie des Bohémiens, depuis que ceux-ci cultivaient les lettres avec succès. Jean Huss, Jérôme de Prague et Jacobel de Messein, trois des hommes les plus distingués parmi les théologiens de Bohême, embrassèrent les opinions de Wickleff, et les répandirent par leurs leçons et par des prédications éloquentes. Le nonchalant Wenceslas laissait une liberté absolue aux novateurs; d'ailleurs il était disposé à favoriser ses Bohémiens contre les Allemands, dont il avait à se plaindre. Jean Huss se distinguait par la sévérité de ses mœurs, la douceur de son caractère et la subtilité de son esprit, aussi bien que par son éloquence[3]. Il était confesseur de Sophie de Bavière, reine de Bohême; et ses prédications à l'église de Bethléem, suivies également par les grands et le peuple, lui avaient gagné un grand nombre de partisans[4].

Jean Huss avait déjà été cité, en 1410, par Jean XXIII, pour rendre compte en cour de Rome de sa doctrine. Il avait

[1] L'ordre de le poursuivre, envoyé en 1382 à l'université d'Oxford, se trouve dans *Rymer, Conventiones et acta publica.* T. XVII, p. 363.—[2] *Æneæ Sylvii Historia Bohemica*, c. 35, p. 102. — *Opera Æneæ Sylvii.* 1 vol. in-fol. Bâle, 1551. — [3] *Bohuslai Balbini Epitome rer. Bohemicar.* L. IV, c. 5, p. 431. — [4] Lenfant, Hist. du Concile de Constance. L. I, p. 19.

alors fait plaider sa cause par des procureurs ; mais, reconnaissant toujours l'autorité souveraine de l'Église, il en avait appelé au jugement du prochain concile, et il se rendit à Constance, où il arriva le 3 novembre 1414, muni de recommandations du roi et des grands de Bohême, et d'un sauf-conduit de l'empereur Sigismond[1].

Malgré ce sauf-conduit, Jean Huss fut arrêté le 28 novembre 1414, et jeté dans une dure prison, où il eut quelque temps pour compagnon d'infortune le pape Jean XXIII lui-même. Il fut examiné avec vigueur sur les propositions qu'on trouvait condamnables dans ses écrits ; il fut, dans un interrogatoire public, en plein concile, l'objet des sarcasmes amers des théologiens qui devaient prononcer sa sentence. Sans être déconcerté par la partialité de ses juges ou la haine de ses persécuteurs, il chercha modestement à concilier sa doctrine avec celle que professait l'Église romaine, mais rejeta, sans démentir ou sa douceur ou sa constance, la formule de rétractation qui lui était proposée, et le 6 juillet 1415 il fut condamné par le concile à être brûlé vif. Cette sentence fut exécutée le même jour. Au milieu de ses gardes et de ses bourreaux, accablé d'outrages et de malédictions, portant sur ses habits les images du diable, auquel son âme avait été dévouée par le concile, Jean Huss déploya jusqu'à la fin le courage, la sérénité et la résignation d'un héros chrétien[2].

Jérôme de Parme avait étudié la théologie à Paris, à Heidelberg, à Cologne et à Oxford. Plus jeune que Jean Huss, il paraissait le surpasser en éloquence et en talents ; il s'attacha cependant à lui comme son disciple, plutôt que comme son égal ; il partagea les travaux de l'apostolat sans aspirer à la gloire d'une première place, et il ne disputa d'autre couronne

[1] Lenfant, Histoire du Concile de Constance. L. I, p. 23.—[2] *Ibid.* L. III, p. 275.—*Raynaldus, Annal. eccles.* 1415, § 42, T. XVII, p. 465. — *Theodoricus Niemensis, Vita Johannis XXIII*, p. 32.

à son maître et à son ami que celle du martyre. Arrêté le 25 avril 1415, dans le voisinage de Constance, où il avait voulu se rendre, il se laissa entraîner, par une suite de mauvais traitements, à signer, le 11 septembre de la même année, une rétractation de sa doctrine ; mais, dès le 29 octobre, il désavoua cette rétractation, et bientôt il le fit publiquement dans une congrégation générale du concile[1].

Il fut traduit devant cette assemblée, qui devait le juger, le 23 mai 1416. Mais on lui refusa longtemps la parole autrement que pour répondre, article par article, aux accusations produites contre lui. « Quoi donc ! s'écria-t-il enfin, après « m'avoir retenu trois cent quarante jours dans la fange et la « puanteur d'une horrible prison, où j'étais chargé de chaî« nes, tandis que mes accusateurs avaient chaque jour accès « auprès de vous, vous me refuserez une seule heure pour « me défendre ! Déjà l'on vous a persuadé que je suis un héré« tique, un ennemi de la foi, un persécuteur de l'Eglise, et « vous ne voulez pas m'accorder une occasion unique de me « faire connaître à vous ! Et cependant vous êtes des hommes « et non des dieux ; vous êtes exposés à l'erreur, à la trom« perie, à la séduction. Il s'agit ici de ma tête ; mais il s'agit « aussi de l'honneur d'une assemblée où l'on croit avoir réuni « tout ce que le monde a de plus illustre et l'Église de plus « éclairé. » Il passa ensuite aux témoins produits contre lui : il fit voir comment leurs dépositions avaient été dictées par la haine, la malveillance ou l'envie, et il démontra si clairement les motifs de cette haine, que s'il ne s'était pas agi d'une matière de foi, de pareils témoins n'auraient plus obtenu de crédit. « Les hommes les plus doctes et les plus saints de « l'ancienne Église, dit-il, ont quelquefois eu des avis opposés « en matière de dogme, non pour détruire la religion, mais

[1] Lenfant, Hist. du Concile de Constance. L. IV, p. 390.

« pour en faire éclater la vérité. Ainsi saint Augustin et saint « Jérôme ont été en opposition, sans qu'il y eût sur l'un ou « sur l'autre aucun soupçon d'hérésie. D'autres hommes cependant, et plus saints et plus justes que moi, ont été « comme moi accusés de troubler l'ordre établi, et accablés « par de faux témoignages ; beaucoup de héros et de sages de « l'antiquité, beaucoup d'apôtres et de Pères de l'Église, et le « fondateur lui-même de notre divine religion, ont péri d'une « mort cruelle par le jugement des hommes : dernièrement « encore, et dans ce lieu même, Jean Huss, cet homme si bon, « si juste, si saint, si indigne d'une telle mort, a été livré aux « flammes ! Mon supplice aussi s'approche, et je le subirai « avec une âme forte et constante. » Plusieurs fois, pendant qu'il parlait, il fut interrompu par de violents murmures : alors il se taisait, ou quelquefois il imposait silence à la multitude ; puis il reprenait son discours, en suppliant qu'on lui permît de parler, puisque c'était la dernière fois qu'on pourrait l'entendre. Jamais son âme ferme et intrépide ne parut ébranlée par le tumulte de l'auditoire. Sa voix était douce, mélodieuse, et cependant sonore ; ses gestes, pleins de dignité, exprimaient son indignation et commandaient la pitié, quoiqu'il ne la cherchât point et ne voulût point l'exciter. Sa mémoire, richement ornée, lui fournissait à propos toutes les citations des Pères, des Livres saints et des auteurs sacrés et profanes qui pouvaient servir à sa cause, comme s'il avait passé les trois cent quarante jours de sa détention dans une bibliothèque, et non dans une tour fétide et obscure. Ayant refusé de rétracter ses opinions, il fut condamné au feu par le concile. Il marcha au supplice avec un visage serein et satisfait. Arrivé sur la place où son maître et son ami avait péri de la mort qui lui était réservée, il fit sa prière au pied du poteau, et se dépouilla lui-même de ses habits : lorsque la flamme commençait à s'élever du bûcher, il entonna une

hymne, qu'on l'entendit continuer jusqu'au moment où il rendit son âme à son créateur[1].

Dès que la nouvelle du supplice de Jean Huss et de Jérôme de Prague fut apportée en Bohême, leurs disciples, qu'ils laissaient orphelins, et qui en prirent le nom, loin de se laisser abattre, ne songèrent qu'à la vengeance : trente mille sectaires se rassemblèrent sur le mont Thabor, et après y avoir pris, sur trois cents tables, la communion sous les deux espèces, ils marchèrent contre leurs persécuteurs. Jean de Trockznow dit Ziska, et les deux Procope, les conduisirent à la victoire : cinq cents églises furent brûlées ; les couvents, les tombeaux des rois furent profanés, et pour la première fois un royaume chrétien rejeta entièrement le joug de l'Église romaine[2].

Le concile de Constance, qui avait procédé avec tant de rigueur contre les réformateurs, annonçait cependant à son tour le projet de réformer l'Église ; et Sigismond pressait les Pères rassemblés de procéder à cette œuvre importante, avant de donner un nouveau chef à la chrétienté. La simonie excitait des réclamations universelles, et sous ce nom on comprenait la levée de presque tous les revenus du clergé ; aussi tous ceux qui tenaient à la cour de Rome s'opposaient-ils de toutes leurs forces à une réforme qui devait les ruiner. La nation allemande était celle qui mettait le plus de zèle à cette entreprise ; la nation italienne, celle qui s'y opposait avec le plus d'opiniâtreté : les Français, par jalousie de l'empereur, abandon-

[1] Tout ceci est extrait d'une lettre de Poggio Bracciolini à Léonard Arétin. Le premier de ces deux historiens florentins assistait au Concile, et fut présent à ce supplice. Son récit s'accorde rigoureusement avec les actes. *Hist. du Concile de Constance*. L. IV, p. 397. — La lettre de Pogge, qui est imprimée dans plusieurs recueils, a été insérée par Rédusius de Quéro dans sa chronique de Trévise. T. XIX. *Rer. Ital.* p. 429. — *Liber Epistolarum Poggii Argentoraci* 1513 *editum*. fol. 114.— [2] *Adlzreitter, Annales Boicæ Gentis*. P. II, L. VII, p. 143. — *Bohuslai Balbini Epitome rer. Bohemicarum*, p. 421. — *Æneæ Sylvii Historia Bohemica*, c. 36, p. 105. — *Ejusdem Epistola* 130. L. I, p. 660, où il raconte son séjour au mont Thabor. — *Thomæ Ebendorfferi de Haselbach Chron.*

naient souvent la cause commune; et les Anglais ne la défendaient pas, par crainte qu'on ne leur disputât le droit de former seuls une nation.

Pendant la seconde et la troisième année, on vit la division augmenter dans le concile; presque toutes les sessions publiques étaient troublées par l'amertume des reproches qu'on se faisait mutuellement : la confusion et le tumulte empêchaient souvent de procéder et de s'entendre; déjà l'on commençait à craindre que quelque scène plus violente ne se terminât par une scission de cette assemblée, et ne replongeât l'Église dans un schisme plus difficile à détruire que le précédent. D'après ces considérations, les cardinaux demandaient avec instance qu'on leur permît de procéder à l'élection d'un nouveau pape; les Italiens, les Français et les Espagnols appuyaient leur demande : l'empereur seul s'y opposait avec les Allemands et les Anglais [1]; mais il fut enfin obligé de céder. Pour cette fois seulement l'élection du chef de l'Église fut confiée à un double collége, l'un formé de trente députés nommés également par les cinq nations, l'autre de vingt-trois cardinaux réunis de trois obédiences. Le candidat, pour être élu, devait obtenir les deux tiers des suffrages dans l'un et l'autre collége. Ces cinquante-trois électeurs furent enfermés, le 7 novembre 1417, dans un même conclave; et, dès le 11 du même mois, ils en sortirent pour proclamer Othon Colonne, cardinal de Saint-George au voile d'or, qui prit le nom de Martin V. Colonne avait reçu d'Innocent VII, en 1405, le chapeau de cardinal, et il avait été attaché aux pontifes de Rome jusqu'à l'époque du concile de Pise. Il avait alors embrassé la cause d'Alexandre V et de son successeur Jean XXIII : le premier de tous les cardinaux il suivit celui-ci dans sa fuite, et il lui demeura plus longtemps fidèle qu'aucun autre [2].

[1] *Gobelinus Persona, Cosmodromii Ætas VI*, c. 96, p. 344. — [2] Lenfant, Histoire du Concile de Constance. L. V, p. 529. — *Vita Johannis XXIII ex Mssto Codice Vaticano.*

Pandolfello Alopo, qui avait été obligé de consentir à ce mariage, voulut, avant qu'il s'accomplit, s'assurer à la cour un parti assez fort pour n'avoir rien à craindre de l'époux de Jeanne. Il alla trouver dans sa prison Sforza Attendolo, et il lui offrit son alliance, la main de sa sœur Catherine, et toute la faveur de la reine pour prix de son amitié [1].

Le vaillant paysan de Cotignola s'était déjà élevé au rang des princes feudataires. Ladislas, en le nommant grand connétable du royaume, lui avait donné sept châteaux ou petites villes dans le patrimoine de saint Pierre, dont Marta, Civita di Penna et Piano Castagnaro étaient les principales [2]. Sforza possédait aussi quelques autres châteaux, comme tributaire de la république de Sienne [3] : il ne perdait aucune occasion d'augmenter ses fiefs, qu'il regardait comme la base de sa puissance; et en épousant la sœur du favori de la reine, il se fit céder par celle-ci de nouveaux châteaux dans le voisinage de ceux qu'il avait acquis les premiers [4].

Mais le principal appui de Sforza était une compagnie d'aventuriers qui lui était plus dévouée que ces bandes de soldats ne l'eussent encore été à aucun autre condottière. Sforza avait appelé auprès de lui tous ses parents : il avait donné à tous quelque commandement parmi ses troupes; et il avait trouvé entre ces hommes, élevés comme lui dans la pauvreté et la fatigue, un grand nombre de braves guerriers, d'officiers intrépides et fidèles, qui n'avaient d'autre ambition que celle de rendre puissant le chef de leur famille, d'exécuter les projets qu'il concevait seul, et d'être en quelque sorte les instruments d'un génie supérieur [5]. L'armée de Sforza était

[1] Le mariage fut célébré le 16 juillet 1415. *Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1076. — *Annales Bonincontrii Miniatensis*. T. XXI, p. 109. — [2] *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ Vicecomitis*. T. XIX, p. 660. — [3] *Bandini de Bartholomæis Hist. Senensis*. T. XX, p. 15. — [4] *Leodrisius Cribellius, de Vita Sfortiæ*, p. 664. — *Annales Bonincontrii Miniatensis*, p. 110. — [5] Les plus distingués parmi ces capitaines étaient Michélino et Michéletto Attendolo, Lorenzo, Santo-Parente, Louis, Bosio, Foschino, etc. *Annal. Bonincontrii Miniat*. p. 111.

son royaume; il l'avait créée, il la nourrissait, il était maître de lui faire embrasser tour à tour les partis les plus opposés, assuré que jamais un officier, jamais un soldat ne préférerait l'état qu'il servait à son général. Sforza, qui connaissait sa puissance, ne mettait pas de bornes à son ambition. Il ne se proposait point, comme le duc Guerniéri ou le comte Lando, d'enrichir ses soldats aux dépens des peuples, et de lever sur les villes et les provinces d'abondantes contributions. Il voulait régner; et déjà il avait vu d'autres aventuriers s'élever, par leur valeur, au rang des princes. Pandolfe Malatesti gouvernait Brescia; Facino Cane et Otto Bon Terzo avaient régné dans Alexandrie et dans Parme : la faiblesse de Jeanne et l'absence du pape livraient au premier conquérant toutes les provinces de l'Italie méridionale, et Sforza accepta avec empressement l'alliance de Pandolfello Alopo, qui semblait lui ouvrir la voie à de nouvelles grandeurs.

Il importait au favori et à son nouvel allié que l'époux de la reine ne s'élevât point au-dessus du rang qui lui avait été assigné par le contrat de mariage; et lorsque Jacques de la Marche fut arrivé de Venise à Manfrédonia, Sforza alla au-devant de lui, bien résolu à ne pas permettre qu'il prît aucun autre titre que celui de comte. Mais les courtisans du feu roi, jaloux d'Alopo et de Sforza, s'étaient rendus en foule auprès de l'époux de la reine, pour le prévenir contre ses favoris. Jules César de Capoue, un des comtes d'Altavilla, qui avait rassemblé une grande partie des soldats de Ladislas, et qui prétendait au commandement des armées, fut celui qui mit le plus de zèle à desservir Sforza. Il donna l'exemple aux courtisans de saluer le comte de la Marche du nom de roi. De concert avec ce prince, lorsqu'il fut arrivé à Bénévent, il eut querelle avec le grand-connétable. Tous deux furent arrêtés pour avoir mis l'épée à la main dans le palais du monarque : mais Jules César de Capoue fut aussitôt relâ-

ché, tandis que Sforza fut jeté dans un noir cachot[1].

Le mariage de Jacques de la Marche et de Jeanne II fut célébré le 10 août. La reine, intimidée par la prison de Sforza, permit à Jacques de prendre le titre de roi. Celui-ci, déterminé à régner en effet, et à réformer les mœurs de sa femme et de sa cour par les plus sévères traitements, fit arrêter Pandolfello Alopo, et le fit appliquer à la torture pour lui arracher l'aveu des faiblesses de la reine; après quoi il le fit périr par un supplice cruel et ignominieux [2]. Sforza fut à son tour mis à la torture, et il n'aurait point échappé à la mort, si sa sœur Marguerite, femme de Michélino Attendolo, n'avait fait arrêter quatre ambassadeurs napolitains qui passaient près de son camp, et n'avait déclaré qu'elle userait sur eux de représailles [3].

Le roi, défiant et cruel par caractère, avait dépassé les conseils et l'attente des courtisans; il dérobait Jeanne à la vue de tous ses sujets; il la retenait comme prisonnière dans son palais, et il avait donné commission de veiller sur elle à un vieux chevalier français qui ne la quittait pas un instant. Jules César de Capoue, en trompant ce gardien, réussit cependant à la voir sans témoins. « J'étais bien loin, dit-il à la reine, « de prévoir la servitude où je vous ai précipitée par le con- « seil imprudent que j'ai donné au roi; j'étais loin de penser « qu'Alopo et Sforza ne seraient écartés que pour faire place « à des Français, et que tous les emplois de l'état seraient « possédés par des étrangers. Mais si j'ai commis cette pre- « mière faute, il dépend aussi de moi de la réparer. Je puis « vous délivrer de votre prison et vous rendre le sceptre « qui vous échappe; il faut seulement que vous juriez de « reconnaître pour légitime ce que je vais entreprendre

[1] Au mois d'août 1415.—*Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ Vicecom.* p. 666.—*Giornali Napoletani*, p. 1077. — [2] *Leodrisius Cribellius, de Vita Sfortiæ*, p. 667. — *Giornali Napoletani*, p. 1077. — [3] *Annales Bonincontrii Miniat.* p. 140.

« pour vous. » La reine prit l'engagement que demandait Jules César, et elle apprit alors que celui-ci voulait tuer son mari. Bientôt cependant, soit qu'elle fût effrayée de cet attentat, soit qu'elle se défiât de Jules César, ou qu'enfin elle voulût se venger de lui, elle révéla au roi Jacques la proposition que ce seigneur lui avait faite. Le roi se cacha dans le cabinet de Jeanne pour assister, sans être vu, à une nouvelle conférence que la reine et le comte devaient avoir; et après avoir entendu le dernier exposer ses projets, il le fit saisir et l'envoya au supplice avec tous les conjurés qu'il avait nommés [1].

1416. — La reine, par cette révélation, ayant un peu regagné la confiance de son mari, obtint, après une année de réclusion, la permission d'assister à une fête qu'un marchand florentin lui avait préparée dans son jardin, le 13 septembre 1416. Le peuple, qui déteste toujours un gouvernement étranger, souffrait avec impatience l'autorité que s'arrogeaient le roi Jacques et ses Français. Il fut vivement ému lorsqu'il vit paraître la reine sur un char découvert, triste, décolorée, et semblable à une prisonnière; les nobles invitèrent les bourgeois à les seconder : tous ensemble prirent les armes pour délivrer leur souveraine de sa captivité; ils forcèrent ses gardes à conduire sa voiture à l'archevêché : bientôt après ils lui firent ouvrir le palais de Capuana, tandis que le roi, menacé, s'enfuit au château de l'Œuf. Comme il ne pouvait y soutenir un siége, il traita, sous la garantie de la ville, avec les insurgés; il renvoya presque tous les Français qu'il avait conduits avec lui, et il rendit à la reine la suprême administration des affaires qu'il s'était arrogée [2].

La reine ne pouvait se passer de favori : dès qu'elle eut re-

[1] *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ*, p. 672. — *Annales Bonincontrii Miniat.* p. 112. — *Giornali Napoletani*, p. 1078. — *Giannone, Istoria civile.* L. XXV, c. 1, p. 419.—
[2] *Giornali Napoletani*, p. 1078.—*Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ Vicecom.* p. 673.— *Annales Bonincontrii Miniat.* T. XXI, p. 112. — *Istoria civile del regno di Napoli.* L. XXV, c. 1, p. 420.

couvré quelque liberté, elle s'attacha Ser Gianni Caraccioli, auquel elle donna la place de grand-sénéchal, que Pandolfello Alopo avait occupée. Ce choix était moins indigne que l'autre ; Caraccioli joignait une prudence consommée aux qualités faites pour plaire à Jeanne, et l'amant de la reine réussit à gagner l'affection de la noblesse et du peuple. Sforza, en même temps, avait été remis en liberté et rétabli dans la charge de grand-connétable. La ville de Troia, et des terres considérables dans son voisinage, lui furent données en fief, avec le titre de comte[1], et bientôt après il fut chargé de combattre un rival digne de lui.

Un autre capitaine d'aventuriers, qui, non moins que Sforza, était chéri de l'armée qu'il avait formée, entreprenait, dans le même temps, de fonder une principauté nouvelle en Toscane. Braccio de Montone avait été chargé par Jean XXIII de veiller à la sûreté de l'état de Bologne, lorsque ce pontife était parti pour le concile ; et Braccio signala son séjour en Romagne par des expéditions brillantes contre les seigneurs de Forli, de Ravenne et de Rimini, qui étaient ennemis du pontife, ou qui voulaient profiter de son absence pour s'agrandir[2]. Chaque fois cependant que Braccio s'éloignait de Bologne, les citoyens de cette ville prenaient les armes pour recouvrer leur liberté ; mais la promptitude de son retour les forçait à se soumettre de nouveau au joug qu'ils détestaient[3]. Sur ces entrefaites, Jean XXIII fut déposé et jeté dans une prison : ses partisans eux-mêmes perdirent l'espérance de lui voir jamais recouvrer la tiare ; et les Bolonais, encouragés par Antonio et Battista Bentivoglio, et par Mattéo des Canédoli, prirent les armes encore une fois,

[1] *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ Vicecom.* p. 674. — *Giannone, Istoria civile*. L. XXV, c. 2, p. 423. — [2] *Vita Brachii Perusini a J. Campano*. T. XIX, L. III, p. 502. — *Chronicon Foroliviense Fratris Hieronymi*. T. XIX, p. 884. — *Annales Bonincontrii Miniat.* T. XXI, p. 108. — [3] *Vita Brachii Perusini*, p. 505.

le 5 janvier 1416, pour secouer une domination étrangère[1]. Soit que Braccio n'espérât pas pouvoir vaincre la résistance des habitants, soit qu'il ne se crût plus obligé à les contenir sous l'obéissance de Jean XXIII, il consentit à traiter avec eux. Le pape lui avait donné en fief quelques châteaux du territoire bolonais; il les vendit à la ville pour le prix de trente mille florins : il se fit aussi rembourser cinquante-deux mille florins de soldes arriérées qui lui étaient dues; et, à ces conditions, il rendit aux Bolonais leur citadelle qu'il occupait encore, et la jouissance de leur antique liberté. Tous ceux qui avaient été exilés pendant le gouvernement de Balthazar Cossa furent rappelés et rétablis dans tous les droits de cité[2].

Braccio, qui avait enrichi ses soldats par ses expéditions en Romagne, et qui recevait des Bolonais une somme d'argent considérable, résolut de conduire son armée à une entreprise qu'il avait longtemps méditée, mais qu'il avait toujours été forcé d'ajourner. Les Pérousins, qui avaient exilé Braccio, et qui depuis vingt-quatre ans étaient en guerre avec la noblesse et tout le parti des Baglioni, ne songeaient plus à l'inimitié de cet illustre émigré qui était éloigné d'eux. Ils avaient recouvré leur liberté par la mort de Ladislas, et ils en jouissaient sans inquiétude depuis la déposition de Jean XXIII. Ils avaient même licencié Ceccolino des Michélotti, leur compatriote, qui pendant longtemps avait commandé leurs soldats. Braccio, pour les confirmer dans leur sécurité, entra en traité avec le duc de Milan pour se mettre à son service, et envoya même une partie de ses bagages en Lombardie : cependant il avait secrètement pris à sa solde Tartaglia, qui se

[1] *Cherubino Ghirardacci, Storia di Bologna.* L. XXIX, T. II, p. 603. — [2] Le traité avec Braccio est rapporté dans Chérubino Ghirardacci. L. XXIX, p. 606. Le florin est évalué à trente-neuf sous bolognini. *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 606. — *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ Vicecom.* T. XIX, p. 670. — *Chron. Foroliviense Fratris Hieronymi.* T. XIX, p. 885. — *Matthæi de Griffonibus Memoriale historic.* T. XVIII, p. 223. — *Annales Bonincontrii Miniat.* T. XXI, p. 111.

trouvait alors à Frascati avec six cents chevaux; pour l'engager à son service, il lui promit de l'aider à conquérir les fiefs de Sforza, qui était encore alors en prison à Naples. Ce fut la première origine de l'inimitié qui régna entre ces deux capitaines, et qui divisa toutes les troupes de l'Italie en deux écoles et en deux factions toujours rivales[1]. Braccio, traversant rapidement la Romagne, passa les Apennins, et parut devant Pérouse lorsqu'on l'y attendait le moins. Il s'était déjà emparé des ponts du Tibre, et il avait poussé ses patrouilles jusqu'aux portes de la ville, avant que les Pérousins reconnussent par quel ennemi ils étaient attaqués[2].

Braccio, pour profiter de cette surprise, donna plusieurs assauts aux murailles, mais il fut autant de fois repoussé avec perte; ses soldats pénétraient facilement dans le faubourg, de là il fallait monter pour parvenir à la ville; et une grêle de pierres et de tuiles, qui partait de toutes les fenêtres et de tous les toits, les forçait toujours à reculer[3]. Les Pérousins avaient demandé du secours à Paul Orsini et à Charles Malatesta : tandis que ces deux généraux rassemblaient leurs soldats, les Pérousins invoquèrent aussi la médiation des Florentins. Ceux-ci, anciens amis et alliés de Braccio, l'avaient assisté dans ses précédentes guerres contre Pérouse, alors asservie à Ladislas. Depuis que les Pérousins avaient recouvré leur liberté, les Florentins désiraient les protéger, et ils intercédèrent pour eux par leurs députés; mais ils ne crurent pas devoir se brouiller avec un allié, pour soutenir contre lui la cause de leurs propres ennemis[4].

Cependant tout le territoire de Pérouse avait été successivement soumis par les armes de Braccio; cent vingt châteaux et quatre-vingts villages avaient reconnu son autorité[5]. La ville

[1] *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiae Vicecom.* p. 670. — *Annales Bonincont. Miniat.* T. XXI, p. 113. — [2] *Vita Brachii Perusini.* T. XIX, p. 506. — [3] *Ibid.* p. 508, 509. — [4] *Ibid.* p. 511. — [5] *Ibid.* p. 517.

était assiégée; les magistrats, pour épargner le sang des citoyens, leur avaient défendu sévèrement de sortir des murs et de combattre; ils avaient même fait murer presque toutes les portes : mais les Pérousins étaient le peuple le plus belliqueux de l'Italie, et lorsque les soldats de Braccio venaient les provoquer au combat, ils sautaient tout armés du haut des murs, ou bien ils se faisaient descendre avec des cordes, pour ne pas conserver sur leurs ennemis l'avantage du terrain en les combattant[1].

Charles Malatesti, ayant rassemblé à Rimini deux mille sept cents chevaux, s'avançait du côté d'Assise. Il avait sous ses ordres Ange de la Pergola, qui passait pour un des meilleurs capitaines de son temps; Ceccolino des Michélotti avait rassemblé mille chevaux à Spello, dernier château du Pérousin, sur la frontière de l'Ombrie; enfin Paul Orsini était parti de Rome pour marcher au secours de Pérouse, et on le croyait déjà près de Narni. Braccio attaqua brusquement l'armée de Ceccolino à Spello, mais il ne put ni la forcer dans ses retranchements, ni l'empêcher ensuite de se réunir à Malatesta. Il essaya du moins de combattre ces deux généraux avant qu'Orsini se fût aussi joint à eux. Il leur offrit la bataille, le 7 juillet 1416, dans une petite plaine entre Saint-Gilles et le Tibre, sur la route d'Assise.

Les généraux les plus célèbres et les meilleurs soldats de l'Italie se trouvaient opposés en cette occasion en nombre à peu près égal; mais la condition de Braccio était la plus dangereuse, car les Pérousins pouvaient faire une sortie et l'attaquer par derrière, ou Paul Orsini pouvait survenir et doubler le nombre de ses ennemis. Les deux troupes, de même nation et de même caractère, ne l'emportaient l'une sur l'autre ni par une valeur plus impétueuse, ni par un plus grand achar-

[1] *Vita Brachii Perusini*. T. XIX, p. 518.

nement. Mais Braccio divisa son armée en petits corps absolument indépendants les uns des autres : ils attaquaient isolément, et se retiraient ensuite pour reprendre leurs rangs et attaquer de nouveau ; tandis que Malatesta, selon l'ancienne tactique, ne fit que trois corps de son armée, les deux ailes et le centre. D'une part, le combat se renouvelait sans cesse ; de l'autre, une victoire partielle ne décidait point de l'action. De plus, Braccio avait fait préparer en abondance des vases pleins d'eau, pour abreuver les chevaux et rafraîchir les soldats après chaque escarmouche, sans qu'ils rompissent leurs rangs. Le combat se prolongea pendant sept heures, au milieu de juillet : le soleil était ardent, et l'air qu'on respirait était épaissi par la poussière. Les soldats de Malatesta, qui voyaient couler le Tibre à cinq cents pas au-dessous d'eux, ne purent résister à la tentation d'aller boire de ses eaux : en s'en approchant, ils rompirent leur ordonnance. Braccio saisit ce moment pour fondre sur eux avec impétuosité[1]. Tartaglia, d'une part, et les émigrés de Pérouse, de l'autre, en renversèrent un grand nombre dans les flots. Ange de la Pergola réussit seul à s'ouvrir un passage avec environ quatre cents chevaux ; mais Charles Malatesti fut fait prisonnier, avec deux de ses neveux et environ trois mille cavaliers. Ceccolino des Michélotti, qui éprouva le même sort, mais qui était l'objet de la haine personnelle de Braccio, parce qu'il dirigeait à Pérouse un parti de tout temps ennemi de celui de Montone et des nobles, fut, à ce qu'on assure, tué dans sa prison[2]. Les Pérousins, découragés par la défaite de leurs auxiliaires, ouvrirent leurs portes huit jours après à Braccio de Montone ; ils le reconnurent pour leur seigneur, et ils rappelèrent tous leurs exilés. Braccio fit son entrée le 19 juillet daus la ville qu'il venait de conquérir ;

[1] *Vita Brachii Perusini.* L. III, p. 521.—*Leodrisius Cribellius, Vita Sfortiæ Vicecom.* p. 672.— *Andreæ Billii Historia Mediolan.* L. III, p. 52. — *Chron. Foroliviense Fratris Hieron.* T. XIX, p. 886.— [2] *Annales Boninc. Miniatens.* T. XXI, p. 111.

il était suivi par la noblesse émigrée depuis vingt-quatre ans, et par ses troupes victorieuses. En acceptant la souveraineté de sa patrie, il promit de lui conserver ses anciennes lois et une partie de sa liberté[1].

En effet, Pérouse ne s'était point soumise à un tyran semblable aux Visconti ou aux autres usurpateurs de Lombardie. Braccio de Montone était un grand capitaine ; et s'il faut en croire son biographe, c'était aussi un grand homme et un bon souverain. Il s'était rendu maître de Todi, tandis qu'il était occupé au siége de Pérouse : Riéti et Narni se donnèrent aussi bientôt à lui, de même que plusieurs châteaux de l'Ombrie. Paul Orsini, surpris à Colle Fiorito par Tartaglia et Louis Colonne, fut tué dans un combat, ou peut-être assassiné, le 5 août 1416, et son armée fut mise en déroute[2]. Charles Malatesti et ses neveux, après cinq mois de prison, se rachetèrent pour le prix de quatre-vingt mille florins ; Spolète et Norcia payèrent des contributions à leur puissant voisin, et l'Ombrie entière reconnut l'autorité de Braccio de Montone[3].

Pour attacher le peuple à sa gloire, Braccio voulut que toutes les villes qu'il avait soumises envoyassent un tribut à Pérouse, avec un drapeau portant leurs armoiries, le jour de l'ouverture des grands jeux. C'était une espèce de tournoi propre aux habitants de cette ville, que Braccio rétablit dans toute sa pompe, persuadé que rien n'avait plus contribué à maintenir le caractère belliqueux de ses concitoyens. La haute et la basse ville formaient deux quartiers absolument séparés, qui combattaient périodiquement tous les jours de fête de chaque printemps, par amour de la gloire, et non par esprit de parti. La bataille était engagée par deux troupes armées à la

[1] *Vita Brachii Perusini.* L. IV, p. 539.—*Annali Sanesi anonimi.* T. XIX, p. 426.—*Scipione Ammirato*, *Storia Fior.* L. XVIII, p. 976. — [2] *Vita Brachii Perusini.* L. IV, p. 542. — *Annales Bonincontrii Miniat.* T. XXI, p. 114.—[3] *Vita Brachii Perusini.* L. IV, p. 545. — *Chron. Foroliviense Fratris Hieronymi*, p. 886. — *Annales Forolivienses.* T. XXI, p. 210.

légère, qui se lançaient des pierres, et qui cherchaient à les parer au moyen d'un grand manteau dont les vélites enveloppaient leur bras gauche. Ensuite deux phalanges plus pesantes entraient sur la place. Les combattants étaient revêtus d'une armure complète de fer, au-dessous de laquelle ils portaient des coussinets remplis de coton ou d'étoupe pour amortir les coups. Chaque cuirassier avait au bras droit une lance sans fer, et au bras gauche un bouclier, dont il se servait pour parer et frapper à son tour. La victoire consistait à occuper le milieu de la place : lorsque l'heure assignée au combat était écoulée, un héraut d'armes séparait les combattants en abaissant entre eux une barrière, et il proclamait ensuite le vainqueur. Quelquefois aussi l'un des partis reconnaissait sa défaite, et envoyait demander la paix. Deux heures étaient consacrées aux combats des enfants, qui s'exerçaient dès leur bas âge à cette joute, trois heures à ceux des adolescents, et le reste du jour à ceux des hommes faits. Malgré la force des armes défensives et la faiblesse de celles qui servaient à l'attaque, jamais la journée ne se terminait sans que le champ de bataille fût ensanglanté. Dix ou vingt hommes, chaque jour, étaient ou meurtris, ou blessés, ou tués : mais les deux partis n'en conservaient aucune rancune ; et lorsque la fête était finie, toutes les injures mutuelles étaient pardonnées[1]. C'est ainsi qu'à Pise, où des joutes semblables étaient en usage sur le pont de marbre, nous avons vu encore en 1807 les partis de Sainte-Marie et de Saint-Antoine combattre avec un acharnement qui rappelait les temps d'émulation, d'énergie et de gloire de la république.

Braccio avait sous ses ordres plusieurs officiers illustres qui s'attachaient à sa fortune : on y remarquait Nicolas Piccinino, qui s'était engagé sous ses drapeaux comme simple sol-

[1] *Vita Brachii Perusini.* L. IV, p. 547.

dat, mais qui s'était tellement distingué par ses talents et son audace, qu'il avait déjà obtenu un commandement important[1]; Tartaglia, bon soldat et général médiocre, qui était plus propre à exécuter les projets des autres qu'à en former lui-même; enfin Michel Attendolo, frère de Sforza, qui, pendant que celui-ci était en prison à Naples, vint se mettre à la solde de Braccio. Mais lorsque ce général voulut livrer à Tartaglia les fiefs de la maison Sforza, Michel quitta Braccio pour aller défendre le patrimoine de sa famille : sacrifié par son chef, il trouva des ressources dans l'amitié de son frère d'armes Nicolas Piccinino, qui lui prêta de l'argent pour équiper sa petite troupe[2].

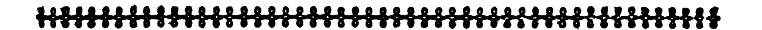
Dans la campagne suivante, Braccio s'avança contre Rome, qui, pendant la vacance du Saint-Siége, n'avait point de souverain. Il parut devant cette ville le 3 juin 1417, et il demanda qu'elle fût confiée à sa garde jusqu'à ce qu'un nouveau pape vînt en personne en Italie prendre possession de sa capitale. Jacob Isolani, cardinal de Saint-Eustache et légat de Rome, engagea les Romains à fermer leurs portes et à se défendre. Bientôt, il est vrai, il fut obligé de se retirer au château Saint-Ange, et de permettre à Braccio l'entrée de la ville. Celui-ci prit le titre de défenseur de Rome, et nomma un nouveau sénateur[3].

Cependant Sforza n'était plus prisonnier à Naples : il se trouva de nouveau à la tête des armées du royaume et de ses propres troupes. Il soupirait après l'occasion de se venger de Braccio, qu'il accusait d'avoir lâchement profité de son malheur pour le dépouiller. D'après les ordres de la reine Jeanne, il se mit en route avec une nombreuse armée pour

[1] *Petri Candidi Decembrii Vita Nicolai Piccinini.* T. XX, p. 1053. — [2] *Leodrisii Cribellii Vita Sfortiæ Vicecom.* p. 671. — *Ann. Bonincontrii Miniat.* T. XXI, p. 113. — [3] *Vita Brachii Perusini.* L. IV, p. 545. — *Leodrisii Cribellii, de Vita Sfortiæ Vicecom.*, p. 672. — *Diarium Romanum Anton. Petri.* T. XXIV, p. 1061.

chasser son rival de Rome, et délivrer le cardinal Isolani. Une maladie qui s'était manifestée parmi les soldats détermina Braccio à la retraite avant de s'être mesuré avec son ennemi. Mais la haine que ces deux chefs s'étaient jurée sembla redoubler encore : en l'un, parce qu'il était forcé de fuir ; en l'autre, parce qu'il n'exerçait point la vengeance qu'il s'était promise[1].

[1] *Leod. Cribelli de Vita Sfortiæ*, p. 679. — *Diarium Rom. Anton. Petri.* T. XXIV, p. 1064.



CHAPITRE XIII.

Le pape Martin V vient s'établir à Florence; il veut, de concert avec Sforza, relever le parti d'Anjou à Naples, tandis que Jeanne II adopte Alfonse d'Aragon.—Conquêtes du duc de Milan en Lombardie; guerre des Suisses.

1418-1422.

Depuis la mort du roi Ladislas, la république florentine jouissait d'une tranquillité non interrompue. Le parti de l'oligarchie guelfe, qui avait repris le dessus en 1382, se maintenait en possession de l'autorité par le crédit que lui avaient acquis ses brillantes conquêtes. Pendant qu'il gouvernait l'état, Pise, Arezzo et Cortone avaient été soumises aux Florentins, et les frontières de la république s'étaient étendues dans tous les sens fort au-delà de ses anciennes limites. Une moitié de la Toscane obéissait à la seigneurie. Tandis que les états voisins étaient accablés par les calamités de la guerre, les Florentins seuls vivaient heureux sous une protection puissante; l'agriculture faisait prospérer les campagnes; les villes étaient animées par de nombreux ateliers; les chefs de l'état, presque tous adonnés au commerce, accumulaient d'immenses richesses, que l'égalité républicaine ne leur laissait pas dépenser sans un but d'utilité publique. Des lois somptuaires réprimaient le luxe et permettaient la magnifi-

cence. Les premiers citoyens, aussi bien que leurs femmes et leurs filles, allaient à pied dans les rues; leur table était frugale; leur habillement simple, modeste, et toujours le même; ils ne pouvaient déployer ni la pompe insolente des valets, ni les chevaux et les équipages brillants, ni l'éclat des vêtements de couleur, des habits brodés ou des pierreries. Mais l'on pouvait sans contrainte consacrer au culte de Dieu des églises somptueuses, ou élever des palais dont la magnificence égalait le bon goût; et l'école d'architecture de Florence laissa derrière elle toutes ses rivales. Aucune loi somptuaire n'empêchait les citoyens d'orner ces palais de statues et de tableaux et d'y rassembler des bibliothèques de grand prix: bientôt des artistes, qu'on ne surpassera plus, renouvelèrent la gloire des peintres et des sculpteurs d'Athènes; bientôt des savants apportèrent à Florence des manuscrits précieux de l'Orient, du Nord et du Couchant. Le commerce lui-même se mit au service de la science; les vaisseaux qu'on expédiait pour Constantinople ou pour Alexandrie, avec des étoffes de Florence, rapportaient souvent en retour les Œuvres d'Homère, de Thucydide ou de Platon.

Depuis l'expulsion des Ciompi, Maso des Albizzi avait toujours été à la tête de la république. Pendant que la faction ennemie triomphait, il avait été frappé coup sur coup de plusieurs calamités. Son oncle avait perdu la tête sur un échafaud; un grand nombre de ses amis avaient péri du dernier supplice; ses maisons avaient été brûlées, et lui-même avait été envoyé en exil. Mais depuis son retour, et pendant trente-cinq ans, la fortune semblait avoir voulu compenser ses pertes. Il était l'âme de tous les conseils de la république; des amis dignes de lui l'entouraient et le secondaient: reconnaissant la profondeur de son esprit et la vigueur de son caractère, ils ne lui disputaient jamais la supériorité. L'état avait fleuri durant son administration; les ennemis des Al-

bizzi avaient été sévèrement punis des maux qu'ils leur avaient faits; les Alberti et tous leurs partisans étaient exilés, admonestés ou dépouillés de toute autorité : les richesses privées de Maso s'étaient accrues aussi bien que la fortune publique, et lorsqu'il mourut, en 1417, âgé de soixante-dix ans, il était chargé de biens et d'honneurs[1].

Nicolas d'Uzzano, son ami et son contemporain, lui succéda dans son crédit sur la république, et il conserva la direction des affaires jusqu'au temps où Rinaldo, fils de Maso Albizzi, put occuper dans les conseils la place de son père. On comptait encore, parmi les chefs de l'état, Barthélemi Valori, Nérone de Nigi Diétisalvi, Néri de Gino Capponi, et Lapo Niccolini [2]. Il est vrai que dans les listes des prieurs on ne voit point leurs noms occuper une place distinguée, parce que les élections populaires et le sort égalisaient tous les citoyens : mais toutes les fois que les dangers de l'état faisaient nommer des décemvirs de la guerre, les chefs du parti des Albizzi remplissaient les premières places dans cette magistrature importante[3]. Toutes les fois encore que, par l'autorité du parlement, une balie était nommée pour former de nouveau les bourses d'élection de la magistrature, les chefs du parti Albizzi présidaient au scrutin; ils avaient soin d'appeler leurs amis à la seigneurie, et d'en exclure tous les hommes du parti contraire : surtout ils refusaient avec obstination l'entrée des offices publics aux trois familles des Alberti, Ricci et Médici.

Les Albizzi, au commencement de leur administration, et pendant que la mémoire du tumulte des Ciompi inspirait encore de l'effroi, avaient profité de l'animosité publique pour dépouiller ces familles d'une partie de leurs biens, pour exiler

[1] *Scipione Ammirato, Storia Florentina.* T. XVIII, p. 977. — [2] *Macchiavelli, Istoria Florent,* L. IV, p. 5. — *Vita Nerii Capponii a Bartholomeo Platina.* T. XX, p. 479. — [3] *Voyez* les listes des dix de la guerre de l'an 1363 à l'an 1478, T. XIV, *Delizie degli Eruditi Toscani*, p. 284, *Monumenti.*

leurs chefs les plus distingués, et pour priver leurs autres membres des honneurs de l'état. Mais, à mesure que le souvenir de cette révolution s'effaçait, la faveur populaire s'attachait de nouveau aux anciens défenseurs du parti du peuple. Les progrès de la prospérité générale avaient procuré de l'aisance et de l'éducation aux fils de ceux qui, en 1373, formaient la dernière classe de la bourgeoisie; la considération publique avait suivi ces avantages, en sorte qu'on ne voyait pas sans ressentiment des hommes d'une fortune aisée et d'un esprit cultivé exclus des places que leurs pères avaient occupées lorsqu'ils n'étaient encore que de pauvres artisans. De même qu'il est de l'essence des oligarchies de se resserrer toujours de plus en plus, de même leur caractère propre est d'exciter une jalousie toujours plus vive.

La famille des Médici, au milieu des persécutions qu'elle avait éprouvées, n'avait point abandonné le commerce, et elle y avait amassé d'immenses richesses. L'homme le plus distingué dans cette maison était Giovanni de Bicci. Il joignait aux talents propres au gouvernement une douceur et une modération qui lui avaient gagné l'affection même des anciens ennemis de sa famille. Trois fois, depuis 1402, Giovanni de Médici siégea comme prieur dans la seigneurie[1]. Son fils Cosimo, auquel une plus grande illustration était réservée, obtint aussi le même honneur en 1416[2]. Giovanni avait encore été admis à la magistrature des dix de la guerre[3]. Mais longtemps on le tint éloigné du rang suprême de gonfalonnier de justice. Il y parvint enfin en septembre 1421[4], et cette condescendance du parti aristocratique excita les transports de joie de la populace, qui crut ainsi recouvrer un vengeur.

[1] En 1402, 1408 et 1411. — *Voyez* les listes des prieurs. *Del. degli Erud.* T. XVIII, p. 210, 310; T. XIX, p. 20. — [2] *Ibid.* T. XIX, p. 36. — [3] En 1414. *Monumenti.* T. XIV, p. 296. — [4] *Priorato.* T. XIX, p. 56.

Cependant Giovanni de Médici, au lieu de chercher à se faire un parti dans l'opposition, seconda les vues politiques du gouvernement, dans les différentes places qu'il occupa : elles étaient alors toutes pacifiques. Les Florentins étaient résolus à ne point prendre part aux différentes guerres qui déchiraient l'Italie. Ils laissaient la Lombardie se débattre dans une anarchie effrayante, entre les tyrans qui s'étaient partagé les états de Jean Galéaz, et le fils de ce duc Philippe-Marie, qui s'efforçait de recouvrer ses provinces. Depuis la mort de Ladislas, les Florentins avaient renouvelé avec Jeanne de Naples les anciennes alliances qui les unissaient aux rois des Deux-Siciles. Ils étaient liés par une étroite amitié au valeureux capitaine Braccio de Montone, qui s'était formé un état dans leur voisinage, et qui s'était engagé à venir commander leurs troupes à leur première sommation. Ils jugèrent convenable de s'assurer aussi de l'amitié du pape, au moment où l'élection du concile de Constance rendait un chef à l'Église universelle ; et comme, pendant la longue durée du schisme, Rome et tout l'état ecclésiastique avaient secoué l'autorité pontificale, les Florentins offrirent à Martin V un asile dans leur ville, jusqu'au moment où il pourrait faire valoir les droits de ses prédécesseurs, et où il se croirait assuré de l'obéissance de ses sujets.

Martin V était parti de Constance dès le 16 mai 1418 ; mais il voyageait avec une extrême lenteur pour se donner le temps de négocier dans chaque pays qu'il traversait, et de rattacher au Saint-Siége les peuples qui s'étaient accoutumés pendant le schisme à une grande indépendance religieuse. Il séjourna en effet à Berne, à Genève, à Turin, à Milan, à Brescia, à Mantoue, et il n'arriva pas à Florence avant le 26 février 1419. Il n'avait pas voulu, pour s'y rendre, traverser Bologne, regardant la liberté de cette ville comme une rébellion[1].

[1] *Vita Martini V ex Codice Msto Vaticano.* T. III, P. II, *Rer. It.* p. 857-862.

Le premier objet de la sollicitude du pape était d'assurer ses droits à la chaire de saint Pierre contre les deux rivaux qui lui restaient encore. Benoît XIII, enfermé dans la forteresse de Paniscola, et protégé par le roi d'Aragon, lui donnait toujours de l'inquiétude. Jean XXIII, prisonnier en Bavière, avait de son côté des partisans secrets, qui regardaient les accusations portées contre lui comme calomnieuses, et sa déposition violente comme illégale. D'ailleurs les Allemands avaient montré, en traitant avec l'Église, un tel esprit d'indépendance, que Martin redoutait qu'ils ne rendissent la tiare à son rival, au premier démêlé que lui-même aurait avec eux [1]. Il obtint donc, par ses instances, que Jean XXIII fût transféré en Italie, et son intention était de le faire retenir à Mantoue dans une prison perpétuelle. En voyage, Jean trouva moyen de s'enfuir. Mais, de l'asile qu'il avait obtenu en Ligurie, il se hâta d'écrire au pape pour reconnaître la légitimité de l'élection de Martin et de sa propre déposition, et pour implorer la clémence de son successeur. Les amis que le fugitif avait à Florence, et surtout Giovanni de Médici, sollicitèrent Martin de se réconcilier avec un homme auquel il devait sa propre élévation, et dont il avait défendu la cause jusqu'au moment où il l'avait sacrifié à sa propre grandeur. Ils lui représentèrent que l'unité de l'Église était mieux assurée par l'abdication volontaire de Jean XXIII que par sa prison, et ils l'engagèrent à promettre au pape déposé un accueil favorable à Florence. Jean XXIII, reprenant le nom de Balthazar Cossa, vint, le 13 mai, se jeter aux pieds de Martin V. Après l'avoir reconnu publiquement pour pape légitime, il reçut de lui, de nouveau, au bout de peu de jours, le chapeau de cardinal, et Martin lui assigna le premier rang dans le sacré collége. Au reste, on ne le vit pas longtemps

[1] *Léon. Aretini Commentar. de suo tempore.* T. XIX, p. 390.

orner par sa soumission la cour de son successeur : il mourut à Florence peu de mois après son abdication, et la seigneurie lui fit faire de magnifiques obsèques [1].

Martin V, étant encore à Constance, avait accueilli des ambassadeurs de la reine Jeanne II de Naples, qui venaient lui rendre hommage, comme au seigneur suzerain du royaume. Il avait envoyé à cette princesse son neveu Antoine Colonne, pour solliciter la mise en liberté du comte Jacques de la Marche, mari de Jeanne, qu'elle retenait toujours prisonnier. Colonne s'était étroitement allié au nouvel amant de la reine, Ser Gianni Caraccioli, qui, bien plus qu'elle, régnait à Naples : la liberté ne fut point accordée au comte de la Marche; mais un traité avantageux pour le pape et pour sa famille fut conclu avec le favori. Jeanne s'engagea à seconder de toutes ses forces le pontife, pour lui faire recouvrer l'état de l'Église : elle promit au frère et au neveu du pape des fiefs considérables dans le royaume [2] ; et elle donna ordre à Sforza, qui commandait pour elle à Rome, de remettre cette ville, avec le château Saint-Ange, Civitta Vecchia, Ostie, et toutes les autres conquêtes de Ladislas, à Jordan Colonne, frère du pape, qui en prit possession en son nom [3]. Ce même Jordan se rendit ensuite, avec son neveu Antoine et deux cardinaux, à Naples, où, après d'assez longs délais, il couronna la reine au nom du pape, le 28 octobre 1419 [4]. En retour, Antoine Colonne reçut d'elle la principauté de Salerne, le duché d'Amalfi, et l'on crut même que la reine lui avait fait espérer qu'elle le déclarerait son successeur.

La reine, que le pape venait de reconnaître, avait à peine

[1] *Istorie anonime di Firenze.* T. XIV, p. 962. — *Annales Bonincontrii Miniatensis.* T. XXI, p. 119. — *Scipione Ammirato, Stor. Fiorent.* L. XVIII, p. 983. — *Vita Martini V ex additament. ad Ptolom. Lucens.*, p. 863. On prétendit que Cossa avait laissé son trésor en dépôt entre les mains de Jean de Médicis, et que ce fut l'origine des immenses richesses qu'on vit bientôt étaler à celui-ci. — [2] *Giannone, Istoria civile.* L. XXV, c. 2, p. 427. — [3] *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ Attenduli.* L. I, p. 682. — [4] *Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1083.

quelque part au gouvernement de son royaume. Ses amants et ses généraux se disputaient le pouvoir, tandis qu'elle-même ne vivait que pour satisfaire ses passions licencieuses. Son mari, Jacques de la Marche, obtint enfin, à la sollicitation du pape, d'être relâché de sa prison; mais quand il rentra dans le palais, il y vécut sans crédit ni considération, et presque sous la dépendance de Ser Gianni Caraccioli, grand-sénéchal et favori de sa femme. Il vit avec joie Sforza et Caraccioli armer leurs vieilles bandes l'un contre l'autre, et se disputer, les armes à la main, la possession de la reine. La noblesse de Naples, fatiguée de porter un joug honteux, força ces rivaux à la paix : déjà elle commençait à donner à Jeanne des lois dans son palais [1]. Jacques se flatta d'intéresser à son sort les peuples qui pendant quelque temps l'avaient reconnu pour roi, et qui semblaient supporter impatiemment le gouvernement qui l'avait fait arrêter. Il s'échappa sous un déguisement dans une galère génoise, et il se rendit à Tarente avec l'intention de soulever les provinces méridionales du royaume : mais la reine Marie, veuve de Ladislas, qui se trouvait dans le voisinage de cette ville, vint y assiéger le roi fugitif. Jacques fut réduit à s'embarquer de nouveau; il retourna en France, et dès son arrivée il revêtit l'habit de saint François. Il mourut dans son couvent en 1438 [2].

Jeanne, délivrée de son mari par sa retraite, aurait voulu se défaire également de son grand-connétable, Sforza Attendolo, dont la rivalité avec Caracciolo l'importunait : elle consentit donc volontiers à le céder, avec l'armée qu'il commandait, au pape Martin V. Sforza se rendit à Rome avec les braves qui s'étaient attachés à sa fortune : il reçut le titre de gonfalonnier de l'Église, et il fit ses préparatifs pour attaquer

[1] *Leodrisii Cribellii.* L. II. p. 692. — *Annales Bonincontrii Miniatensis*, p. 117. —
[2] *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ.* L. II, p. 693.—*Istoria civile del regno di Napoli.* L. XXV, c. 2, p. 429.

Braccio de Montone, son ancien rival, que le pape voulait dépouiller de la principauté qu'il s'était formée aux dépens de l'Église [1].

Mais malgré toute la valeur et toute l'habileté de Sforza, il avait affaire à un homme qui pouvait lui servir de maître dans l'art des batailles. Braccio, chéri de ses soldats, redouté de ses voisins, servi avec fidélité par ses sujets, se trouvait toujours comme chez lui dans le pays où il combattait. Il connaissait, il prévoyait tous les mouvements de ses ennemis, tandis que les siens étaient ignorés d'eux : il semblait tout voir sans pouvoir être vu. Il attira Sforza entre l'armée de Tartaglia, son lieutenant, et la sienne; et après lui avoir enlevé un corps d'infanterie que les magistrats de Viterbe envoyaient au gonfalonnier du pape [2], il attaqua ce général dans un défilé étroit, entre Montéfiascone et Viterbe : il lui prit deux mille trois cents cavaliers, et il le poursuivit jusqu'aux portes de Viterbe, où Sforza eut peine à se sauver [3].

Martin V sollicita la reine de Naples de fournir à son grand-connétable de l'argent et des munitions pour monter une nouvelle armée. Mais Caraccioli avait vu avec joie la déroute de son rival : de nouveaux motifs de haine venaient d'éclater entre eux; et loin de permettre à Jeanne de secourir Sforza, il prit toutes les mesures qu'il crut propres à le perdre pour toujours [4]. Le pape, irrité d'être sacrifié aux vengeances privées d'un amant de la reine, ressentait encore une secrète colère de ce que les espérances qu'il avait formées pour l'élévation de sa famille ne se réalisaient point, et de ce que Jeanne ne voulait plus adopter Antoine Colonne, son neveu, comme elle l'en avait flatté. Pour se venger d'elle, il

[1] *Leodrisii Cribellii Vita Sfortiæ.* L. II, p. 693. — *Annales Bonincontrii Miniatensis.* T. XXI, p. 120.—[2] *Leodrisius Cribellius, Vita Sfortiæ Attenduli*, p. 694. — [3] *Vita Brachii Perusini.* L. IV, p. 555. — [4] *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ*, p. 699. — *Giannone Istoria civile.* L. XXV, c. 3, p. 430.

résolut de changer entièrement le système de ses alliances, et de seconder Louis III d'Anjou dans ses prétentions sur le royaume de Naples. Le mécontentement de la noblesse, la haine de Sforza qui voulait se venger de Caracciolo, et l'inquiétude du peuple qui voyait la reine, déjà avancée en âge, sans héritiers naturels, semblaient devoir relever les espérances de la maison d'Anjou, et annoncer la chute prochaine de celle de Duraz. Martin V, avant de vouloir s'engager dans des négociations aussi délicates, résolut de se débarrasser de la guerre qu'il avait sur les bras, et il accepta la médiation des Florentins pour se réconcilier avec Braccio de Montone [1].

La seigneurie de Florence avait la plus haute estime pour ce capitaine, qu'une antique alliance attachait à la république, et dont la fidélité ne s'était jamais démentie. Elle invita Braccio à se rendre lui-même à Florence pour négocier avec le pape. 1420. — Le voyage, que le seigneur de Pérouse entreprit dans les derniers jours de février 1420, eut tout l'éclat d'une marche triomphale. Ses compagnons d'armes le suivaient sur de superbes coursiers; ils étaient tout brillants d'or et de soie; quatre cents cavaliers, revêtus de cuirasses étincelantes, étaient parés comme pour un tournoi : des députés de Pérouse, de Todi, d'Orviéto, de Narni, de Riéti et d'Assise, suivaient leur seigneur en disputant entre eux de magnificence; les princes de Foligno et de Camérino marchaient à ses côtés. La république avait préparé sur toute la route des logements et des vivres à ce brillant cortége [2]; le peuple se pressait sur son passage, et il applaudissait avec transport au héros toujours victorieux qui venait d'ajouter à sa gloire par la défaite du grand Sforza.

Martin V, pendant son long séjour à Florence, n'avait

[1] *Poggio Bracciolini. Hist. Florent.* L. V, p. 322. — [2] *Vita Brachii Perusini.* L. IV, p. 562.

donné à la république qu'un seul témoignage de sa reconnaissance; il avait élevé son église à la dignité archiépiscopale[1]. D'ailleurs il paraissait toujours sévère et mécontent, et il montrait une habileté dans les affaires et un égoïsme qui contrastaient étrangement avec la bonté et la simplicité qu'on lui avait supposées lorsqu'il était cardinal[2]. Braccio, au contraire, semblait ne respirer que reconnaissance pour la ville et pour les moindres citoyens qui s'approchaient de lui : le peuple était enchanté de son affabilité et de sa courtoisie; et, comparant les deux hôtes illustres que Florence recevait en même temps dans ses murs, il donnait hautement la préférence au guerrier sur le prêtre : il jouissait avec délices des tournois et des fêtes militaires que Braccio célébrait aux portes de la ville; et il manifestait son jugement par des chansons flatteuses pour le général et sarcastiques pour le pape, que ce dernier ne pardonna jamais. Deux malheureux vers, répétés, sous les fenêtres de Martin V, par les enfants de Florence, effacèrent le souvenir de tout ce que la seigneurie avait fait pour lui, et l'engagèrent à chercher de nouveaux amis et de nouvelles alliances[3].

Cependant le pontife accueillit Braccio de Montone avec bonté; il admit son apologie pour les hostilités passées, et reçut son serment de fidélité pour l'avenir. Braccio restitua au pape les villes de Narni, Terni, Orviéto et Orta; et il garda en fief, sous la suzeraineté de l'Église, celles de Pérouse, Assise, Cannaria, Spello, Iési, Gualdo et Todi. De plus, il promit de conduire ses troupes contre Bologne, et de forcer cette ville à rentrer sous la domination du Saint-Siége[4].

[1] *Raynaldi Annales eccles.* an. 1420, § 2, T. XVIII, p. 26.—[2] *Leonardi Aretini Commentarius de suo tempore*, p. 930.

[3] *Papa Martino*
Non vale un quattrino.

Leonardi Aretini Commentarius. T. XIX, p. 931. — *Scipione Ammirato, Stor. Fior.* L. XVIII, p. 987. — [4] *Vita Brachii Perusini.* L. IV, p. 366. — *Vita Sfortiæ*, p. 699.

Le pape, depuis son retour en Italie, avait traité avec les Bolonais, et il avait consenti à ce que leur ville conservât sa liberté[1]. Lorsqu'il réussit à tourner contre elle les armes de Braccio, il prit pour prétexte de son agression une révolution survenue dans la république. Antoine Galéaz Bentivoglio, fils de Jean qui avait usurpé la seigneurie au commencement du siècle, s'était rendu, comme son père, souverain de sa patrie, et il en avait chassé les Canédoli, ses rivaux. Mais sa domination ne fut pas de longue durée; c'était le 26 janvier 1420 qu'il avait profité d'une sédition pour usurper le pouvoir souverain[2] : avant la fin de juin de la même année, il avait déjà été dépouillé par Braccio de tous ses châteaux, réduit à abdiquer la seigneurie et à ouvrir sa capitale aux troupes du pape[3].

Vers le même temps, Sforza s'était aussi rendu à Florence pour traiter avec Martin V. C'est à ce général que le pontife confia tous ses secrets : par son assistance il espérait se venger de la reine Jeanne et de Caracciolo. Il eut cependant quelque peine à le déterminer à quitter le parti de Duraz, auquel il avait juré fidélité, pour embrasser celui d'Anjou[4]. Mais des ambassadeurs de Louis III, qui se trouvaient auprès du pontife à Florence, engagèrent Sforza à promettre ses services à leur maître : ils lui avancèrent des sommes considérables, avec lesquelles ce général, ayant rassemblé une nouvelle armée, marcha vers Naples. Lorsqu'il fut près de cette ville, il rendit à Jeanne le bâton de grand-connétable qu'il avait reçu d'elle; il lui déclara que, pour se soustraire aux caprices de Caraccioli, il renonçait à tout lien avec elle, et qu'il révoquait les

[1] *Cherubino Ghirardacci, Storia di Bologna.* L. XXIX, p. 623.—*Cronica Miscella di Bologna.* T. XVIII, p. 608. — [2] *Cherubino Ghirardacci.* L. XXIX, p. 631. — *Cronica Miscella di Bologna.* T. XVIII, p. 609. — [3] *Brachii Perusini Vita.* L. V, p. 566. — *Cherubino Ghirardacci.* L. XXIX, p. 635. — *Cronica di Bologna,* p. 611. — *Matthæi de Griffonibus Memoriale historic.* p. 227.—[4] *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ.* T. XIX, p. 700.

serments qu'il lui avait prêtés. Après avoir fait cette déclaration à la reine, se croyant dégagé envers elle de toute obligation, il proclama Louis III d'Anjou comme roi de Naples, rappelant son droit héréditaire, fondé sur l'adoption de Jeanne l'ancienne : il invita les barons angevins et tous les partisans des rois français à se joindre à lui, et il investit Naples, au mois de juin, du côté de la porte Capuane[1].

On est étonné de voir Louis d'Anjou choisir, pour la conquête d'un royaume éloigné, le moment où sa patrie était presque asservie par l'étranger. Le 21 mai 1420, Charles VI, ou plutôt le duc de Bourgogne en son nom, avait signé le traité de Troyes, par lequel il déshéritait le Dauphin, et transférait à Henri V d'Angleterre le droit de succession à la couronne de France. L'Anglais régnait déjà dans Paris sous le nom du monarque insensé, dont il allait épouser la fille ; le Dauphin s'était retiré à Poitiers, et n'était plus obéi que dans quelques provinces au midi de la Loire, lorsque son cousin, Louis d'Anjou, le quitta, emmenant avec lui tous les chevaliers et les soldats attachés à son sort, et rassemblant tout l'argent qu'il pouvait recueillir dans la misère universelle, pour aller tenter la fortune dans un pays où son père et son aïeul n'avaient éprouvé que des revers[2].

Louis avait armé, en partie en Provence et en partie à Gênes, une flotte de neuf galères et cinq vaisseaux de transport : avec cette flotte il parut devant Naples le 15 août, et il s'empara bientôt de Castel à Mare, tandis que Sforza se rendit maître d'Averse, qui devint le quartier-général du parti d'Anjou[3]. Le pape, qui était l'âme de cette entreprise, et qui, par ses sollicitations, avait déterminé Sforza et Louis à la commencer, affectait cependant encore de demeurer neutre : il

[1] *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ*, p. 702. — *Vita Brachii Perusini*. L. V, p. 571. — [2] *Rymer, Conventiones, litteræ et acta publica*. T. IX, p. 894. — Histoire de France, par Villaret, in-4°. T. VII, p. 280. — [3] *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ*, p. 703.

s'offrait comme arbitre ou comme conciliateur, et il engagea Louis et Jeanne à lui envoyer des ambassadeurs à Florence pour faire valoir leurs titres auprès de lui.

Le député de Jeanne était Antonio Caraffa, auquel son esprit délié et dissimulé avait fait donner le surnom de Malizia. Cet homme vit bientôt quelles étaient les vraies dispositions du pontife et ce qu'il devait attendre de lui; mais, dans sa cour et presque sous ses yeux, il sut trouver de nouveaux alliés à sa souveraine, et susciter à Martin V et à Louis un adversaire dangereux.

Don Garcias Cavaniglia, gentilhomme de Valence, était ambassadeur d'Alfonse V, roi d'Aragon, de Majorque, de Sicile et de Sardaigne, auprès du pape. Il cherchait à obtenir de la cour de Rome la cession de l'île de Corse, que son maître, pendant le même temps, s'efforçait de conquérir sur les Génois. Malizia offrit à l'Aragonais une couronne plus digne de son ambition. Il fit sentir à cet ambassadeur que Jeanne, dernier rejeton de la première maison d'Anjou, était maîtresse de disposer de son royaume en faveur de celui qu'elle adopterait pour fils; qu'elle était prête à accorder cette brillante récompense à celui qui l'assisterait dans l'embarras où elle se trouvait, et que la politique et l'intérêt de ses peuples lui conseillaient de rechercher de préférence l'amitié de son voisin le plus proche. Par son alliance avec Alfonse, les Deux-Siciles seraient de nouveau réunies; et deux peuples frères, séparés depuis les Vêpres siciliennes, retourneraient sous un même souverain, descendu par les femmes des héros souabes et normands, qui les premiers avaient régné dans l'Apulie. Cavaniglia embrassa vivement le projet de Malizia : il fournit à cet envoyé de la reine les moyens de se rendre secrètement auprès d'Alfonse, qui était alors occupé au siége du château fort de Bonifazio en Corse. Le roi d'Aragon, déjà rebuté par la résistance des Corses, renonça volontiers à

une guerre sans gloire, pour une entreprise qui s'annonçait sous des auspices si favorables. Il fit partir immédiatement pour Naples dix-huit galères et trois de ses meilleurs généraux, et il promit qu'il ne tarderait pas lui-même à les suivre [1].

Nous n'avons pas eu, depuis longtemps, occasion de parler du royaume de Sicile, qui, perdant son opulence et ses forces sous une suite de rois faibles, mineurs ou insensés, n'avait plus aucune influence sur le reste de l'Italie. Frédéric II, le sixième des rois de race aragonaise, depuis les Vêpres siciliennes, était mort en 1368, ne laissant pour toute héritière qu'une fille nommée Marie. Celle-ci porta la couronne à Martin, fils du roi d'Aragon; et ce dernier étant mort sans enfants en 1409, son père, qui s'appelait Martin comme lui, réunit les deux royaumes. Après lui, ils passèrent, en 1410, à Ferdinand, fils de sa sœur et du roi Jean de Castille. Alfonse était fils de ce Ferdinand, et il régnait depuis 1416 [2]. Par un sort singulier, ce prince ambitieux, et destiné à tant de gloire, était étranger à tous les royaumes qu'il gouvernait. En Aragon, on le voyait avec jalousie entouré de Castillans, que son père avait conduits avec lui, et le désir de les soustraire aux yeux du peuple et des Cortès ne fut pas un des moindres motifs qui lui firent entreprendre son expédition de Corse, et ensuite celle de Naples [3].

Ainsi commençait dans le royaume de Naples cette lutte sanglante et acharnée entre les Français et les Espagnols, qui, vainement assoupie, devait renaître à de longs intervalles, embraser l'Italie entière vers la fin du XVe siècle, et précipiter la ruine de ses états indépendants. La rivalité entre les

[1] *Leodrisii Cribellii Vita Sfortiæ*, p. 705.—*Annales Bonincontrii Miniatensis*. T. XXI, p. 122. — *Giannone, Istoria civile*. L. XXV, c. 3, p. 436. — [2] *Tabulæ genealogicæ ex Hieronymo Blanca. Hispania illustrat.* T. III, tab. 4, 5, 6. — [3] *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ*, p. 701.

deux maisons d'Aragon et d'Anjou devait introduire plus tard dans le royaume de Naples des flots de soldats étrangers : mais, au commencement, les deux prétendants à la couronne soutinrent leurs droits avec des armes italiennes, et ils profitèrent de la jalousie entre les deux grands capitaines, Braccio de Montone et Sforza, pour seconder leur ambition.

Les lieutenants d'Alfonse parurent le 6 septembre devant Naples : à leur approche, la flotte de Louis d'Anjou se retira, se trouvant inférieure en forces. Sforza, qui assiégeait Naples avec le duc d'Anjou, fit de vains efforts pour empêcher le débarquement des Aragonais; il fut contraint à la retraite; et Raimond Perillos, commandant de l'armée d'Alfonse, fut reçu par Jeanne II avec les plus grands honneurs : le château Neuf et le château de l'Œuf lui furent consignés, afin qu'il les gardât en dépôt pour son maître; et le roi d'Aragon fut proclamé fils adoptif de la reine de Naples, et héritier présomptif du royaume[1].

Jeanne et Alfonse députèrent en commun auprès de Braccio de Montone des négociateurs chargés d'engager ce capitaine à leur service; ils le trouvèrent de retour à Pérouse occupé d'orner cette ville par des édifices somptueux, tandis que ses soldats étaient distribués en quartiers d'hiver dans les campagnes voisines. 1421. — Braccio, qui venait d'épouser la sœur du seigneur de Camérino, ne put point se mettre en campagne avant le printemps suivant : mais il employa l'argent que lui fit passer Alfonse à rassembler de nouveaux soldats, et au mois de mars il entra par les Abruzzes dans le royaume de Naples[2].

La Calabre et presque toute la côte orientale du royaume avaient embrassé le parti d'Anjou; mais les combats qui se

[1] *Leodrisii Cribellii de vitâ Sforliæ*, p. 705.—*Giannone Istoria civile.* L. XXV, c. 3, p. 436. — *Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1084. — *Mariana, Historia de las Españas.* L. XX, c. 11. — [2] *Vita Brachii Perusini a J. Campano*, p. 576.

livraient dans les provinces étaient de peu d'importance; les seigneurs feudataires se contentaient de ravager de temps en temps les campagnes de leurs ennemis, les gens de guerre vivaient à discrétion dans les pays qu'ils traversaient, et un très grand désordre accompagnait les plus petits faits d'armes. C'était aux portes de Naples qu'était le vrai siége de la guerre; c'est là que Braccio se rendit pour chasser d'Averse Sforza et Louis d'Anjou. Il fut reçu à Naples, avec des honneurs infinis, par le roi Alfonse, qui venait d'y arriver de son côté : il fut créé prince de Capoue, comte de Foggia et grand-connétable du royaume, et il se rendit maître des lieux forts de sa nouvelle principauté, dont la plupart étaient au pouvoir de l'ennemi[1].

Cependant le rapprochement de deux rois ennemis et de deux grands généraux dans un aussi étroit espace ne fut point suivi par les événements importants qu'on en attendait. Louis III, fatigué de son inaction, se rendit à Rome, auprès de Martin V, qui était venu s'établir dans sa capitale à la fin de l'année précédente. Braccio cherchait à séduire les généraux de Sforza; il détacha d'abord de lui Jacques Caldora, gentilhomme napolitain qui avait paru fort acharné contre la reine. Il entreprit ensuite de gagner Tartaglia, qui avait autrefois servi sous lui, et qui l'avait quitté pour s'attacher à Sforza. Mais ce dernier, concevant de la défiance contre Tartaglia, le fit arrêter, mettre à la torture et punir de mort, aliénant par cet acte de cruauté une moitié de ses soldats qui chérissaient ce capitaine[2].

Tandis que la guerre était presque réduite aux intrigues par lesquelles les deux chefs se débauchaient réciproquement des soldats, la cour de Jeanne était agitée par les menées secrètes de Caracciolí, le grand-sénéchal. Celui-ci voyait avec défiance le pouvoir croissant du roi Alfonse : il craignait que

[1] *Vita Brachii Perusini.* L. V, p. 582. — *Vita Sfortiæ Vicecom.* p. 707. — [2] *Leodrisii Cribellii Vita Sfortiæ*, p. 709.

ce prince ne le traitât un jour comme Jacques de la Marche avait traité d'autres amants de la reine. Il communiqua une partie de sa jalousie à Jeanne, et il engagea cette princesse à entrer en négociations avec Louis d'Anjou ; déjà on parlait de révoquer l'adoption d'Alfonse, et de lui substituer le prince français[1]. Ces intrigues n'avaient pu être entièrement dérobées à l'Aragonais : dans une défiance universelle, celui-ci ne songeait qu'à s'assurer des forteresses contre la reine elle-même ; Braccio, qu'à étendre les frontières de sa principauté de Capoue ; Sforza, qu'à faire vivre ses troupes aux dépens des Napolitains : l'anarchie aurait pu durer longtemps encore, si le pape Martin V ne s'était pas lassé de fournir des subsides à Louis d'Anjou. L'armée de Sforza était presque absolument détruite ; il fallait des dépenses considérables pour en mettre une nouvelle sur pied. Alfonse menaçait de renouveler le schisme, en reconnaissant dans tous ses royaumes Benoît XIII, qui vivait toujours à Paniscola, et qui prétendait toujours être pontife. Louis, à la persuasion du pape, remit à l'Église les deux villes d'Averse et de Castel à Mare, qui lui étaient seules demeurées fidèles. Peu après le pape les rendit à la reine ; et celle-ci reprit à son service Sforza, dont elle voulait se faire un appui contre son fils adoptif, et qui, en s'attachant à elle, continua de protéger secrètement les intérêts de la maison d'Anjou[2].

La Lombardie, pendant ces quatre années, n'avait pas éprouvé moins de révolutions que le royaume de Naples. Philippe-Marie Visconti, duc de Milan, avait pris à tâche pendant cet espace de temps de recouvrer les provinces qui avaient obéi à son père, et qui s'étaient révoltées pendant que lui-même et son frère étaient mineurs. Il prévoyait bien peu

[1] *Annales Bonincontrii*. T. XXI, p. 124. — *Giornali Napoletani*, p. 1085. — [2] *Vita Brachii Perusini*. L. VI, p. 605. — *Leodrisii Cribellii Vita Sfortiæ*, p. 713. — *Annales Bonincontrii*. T. XXI, p. 126.

qu'il travaillait alors pour le fils de ce Sforza qui avait eu tant de part aux révolutions de Naples, et qui dans le même temps, obligé de changer de parti, perdait presque absolument et son crédit et son armée.

Le duc Philippe-Marie avait conservé, dans un caractère plus faible, quelques traits de Jean Galéaz, son père. C'était la même ambition efféminée qui lui faisait désirer toujours de nouvelles conquêtes, tandis qu'il n'avait pas le courage de s'approcher de sa propre armée, ni de regarder en face des soldats. C'était la même politique perfide, la même conduite tortueuse, par laquelle il trompait sans cesse ses ennemis et ses amis; le même art de cacher sous chacune de ses actions une seconde fin, contraire à celle qu'il paraissait se proposer; c'était enfin le même mélange de générosité inattendue dans un caractère bas et cruel. Mais une moindre force de volonté, moins d'art dans la conduite de ses projets ou dans le choix de ses moyens, moins de connaissance de l'administration, moins de talent pour étonner le peuple ou se faire aimer de lui, distinguaient Philippe-Marie de son père[1].

Le premier usage que fit le duc de Milan des forces qu'il commençait à recouvrer fut de se délivrer de sa bienfaitrice, avec autant de cruauté que d'ingratitude. Béatrix Tenda, veuve de Facino Cane, avait apporté au duc, en l'épousant en secondes noces, la souveraineté de Tortone, Novare, Verceil et Alexandrie, et le commandement d'une armée nombreuse et disciplinée, qui avait seule rétabli les affaires des Visconti. Si la douceur, la générosité, la patience, la noblesse du caractère, peuvent tenir lieu à une femme de jeunesse et de beauté, Béatrix méritait d'être aimée; mais elle était de vingt ans plus âgée que son mari; et Philippe-Marie, fatigué du souvenir des bienfaits de sa femme, lassé de ses vertus et irrité de la pa-

[1] *Petri Candidi Decembrii Vita Philippi Mariæ Vicecomitis*, c. 38 et suiv. T. XX, p. 999.

tience même qu'elle opposait à ses déréglements, l'accusa d'avoir violé la foi conjugale avec un des plus jeunes courtisans, auquel il arracha par la torture un aveu mensonger. La crainte d'un supplice atroce, ou l'espérance d'acheter sa grâce par une calomnie, déterminèrent ce jeune homme à répéter ses aveux au pied de l'échafaud, où il fut conduit avec la duchesse, en présence de la cour et du peuple. « Sommes-nous « donc dans un lieu, reprit alors Béatrix avec fierté, où les « craintes humaines doivent l'emporter sur la crainte du Dieu « vivant, devant lequel nous allons comparaître? J'ai souffert « comme vous, Michel Orombelli, les tourments par lesquels « on vous a arraché cette confession honteuse; mais ces « atroces douleurs n'ont point engagé ma langue à me calomnier. Un juste orgueil aurait préservé ma chasteté, si « ma vertu n'avait pu le faire : néanmoins, quelque distance « que je visse entre nous, je ne vous croyais pas si bas que « de vous déshonorer au moment unique où l'occasion se « présentait pour vous d'acquérir de la gloire. Le monde « cependant m'abandonne; le seul témoin de mon innocence « dépose contre moi : c'est donc à toi, ô mon Dieu! que « j'aurai désormais recours. Tu vois que je suis sans tache, « et c'est à ta grâce que je dois de l'avoir toujours été; tu as « préservé mes pensées comme ma conduite de toute impureté. Aujourd'hui tu me punis peut-être d'avoir violé par « de secondes noces le respect que je devais aux cendres de « mon premier époux. J'accepte avec soumission l'épreuve « que ta main m'envoie : je recommande à ta miséricorde « celui dont tu voulus que la grandeur fût mon ouvrage; et « j'attends de ta bonté que, comme tu conservas l'innocence « de ma vie, tu conserves aussi, aux yeux des hommes, ma « mémoire pure et sans tache. » Béatrix et Michel Orombelli perdirent ensuite leur tête sur l'échafaud[1].

[1] *Andreæ Billii Historia*. L. III, p. 51.

Jean Galéaz, sans être militaire lui-même, avait eu un bonheur ou un talent remarquable dans le choix de ses généraux. Philippe-Marie ne fut pas moins heureux que lui. Il sut distinguer François Carmagnola, et lui accorder une confiance égale à ses rares talents. François Carmagnola avait été remarqué par le duc au siége de Monza : dans ce moment critique, où Philippe était perdu s'il ne recueillait pas l'héritage de son frère, il s'était mis à la tête de l'armée. Il vit un simple soldat qui poursuivait Hector Visconti jusqu'au milieu des rangs ennemis, et qui l'aurait indubitablement fait prisonnier si son cheval ne s'était pas abattu dans sa course. Philippe donna un commandement à ce soldat : bientôt il obtint de nouvelles preuves de sa hardiesse, et d'une habileté qui surpassait encore sa bravoure. Il le mit alors à la tête de toutes ses armées, et les succès les plus éclatants justifièrent un choix aussi heureux [1].

Carmagnola entreprit la conquête de tout le pays situé entre l'Adda, le Tésin et les Alpes. Les plus forts châteaux de cette province, Trezzo, Lecco et Castello d'Adda, lui ouvrirent leurs portes en 1416. Dans la même année, le duc fit arrêter à Milan, contre la foi des traités, Jean de Vignate, tyran de Lodi, qu'il y avait appelé pour une conférence. Le fils de ce seigneur fut arrêté à Lodi même, par les troupes de Visconti, qui escaladèrent cette ville, le 19 août 1416 ; et Jean de Vignate périt à Milan, avec son fils, sur un échafaud [2].

Philippe Arcelli, gentilhomme de Plaisance, avait livré sa patrie au duc de Milan au commencement de l'année 1415 ; mais ayant eu ensuite lieu de se plaindre des Visconti, il avait fait révolter de nouveau ses concitoyens, et il avait pris, le 25 octobre de la même année, le titre de seigneur de Plaisance. Arcelli était un des plus braves et des plus habiles guerriers de son temps. Il réunit tous les seigneurs de la Lom-

[1] *Andreæ Billii Historia.* L. III, p. 39.—[2] *Andreæ Billii Historia Mediolanens.* L. III, p. 44.

bardie qui s'étaient partagé l'héritage de Jean Galéaz; il leur fit comprendre que leur cause était commune, et que le duc de Milan voulait les dépouiller tous également. Pandolfe Malatesti, seigneur de Brescia; Gabrino Fondolo, de Crémone; Lottière Rusca, de Côme; les Coléoni, de Bergame; les Beccaria, de Pavie; et Thomas de Campo Frégoso, doge de Gênes, s'engagèrent mutuellement à se défendre. Visconti envoya Carmagnola, en 1417, dans la basse Lombardie; la guerre entre ce général et Philippe Arcelli fut acharnée; les principales villes de cette province furent prises et reprises plus d'une fois : mais les mémoires du temps ont été détruits, et les événements qui nous sont rapportés sont confus et d'une date incertaine. Carmagnola s'empara de Plaisance, mais non de sa citadelle : reconnaissant alors qu'il ne pourrait pas défendre cette ville contre Pandolfe Malatesti, qui s'approchait pour la reprendre, il obligea tous les habitants à en sortir avec leurs effets précieux, qu'il fit charger sur le Pô. Arcelli et Pandolfe Malatesti, lorsqu'ils entrèrent dans ces rues désertes, furent étonnés de leur désolation; leurs soldats, qui se répandirent dans les maisons pour piller, n'y trouvèrent rien à prendre que quelques vieux ferrements : ils en ressortirent avec une espèce d'effroi. Pendant une année entière cette grande ville demeura déserte. Trois habitants seulement s'y étaient cachés dans trois quartiers éloignés. Cependant l'herbe croissait dans les rues jusqu'à la hauteur du genou, et de hautes ciguës s'élevaient aux portes des maisons comme pour en défendre l'entrée[1].

Enfin Philippe-Marie triompha de ses ennemis par sa perfidie ou par la valeur de son général. Philippe Arcelli fut chassé de tous les châteaux qu'il occupait autour de Plaisance, et obligé de se réfugier à Venise. Il obtint alors de la répu-

[1] *Annales Placentini Antonii de Ripalta*. T. XX, p. 874. — *Andreae Billii Historia Mediolan*. T. XIX, p. 47.

blique le commandement d'une armée qu'elle envoyait contre le patriarche d'Aquilée, et il eut plus de succès en soutenant une cause étrangère qu'en défendant la sienne propre. Castellino Beccaria avait été arrêté à Pavie, il fut massacré dans sa prison par les ordres du duc de Milan. Son frère, Lancelot, s'était réfugié dans les châteaux qu'il possédait entre Tortone et Alexandrie : il fut assiégé dans celui de Serravalle ; et après y avoir été fait prisonnier, il fut pendu sur la place publique de Pavie [1]. Lottiére Rusca, tyran de Côme, désespérant de défendre cette ville, la remit volontairement entre les mains du duc, gardant pour lui celle de Lugano, avec le titre de comte [2]. Enfin Carmagnola pénétra dans la rivière de Gênes, pour forcer également Thomas de Campo Frégoso à la soumission.

Les Génois croyaient avoir recouvré leur liberté, lorsqu'ils avaient chassé de leur ville les Français en 1411, et le marquis de Montferrat en 1413. Mais quoique Gênes n'eût point de maître, ce n'était plus une république. Vainement les meilleurs citoyens s'étaient efforcés de donner de la stabilité à leur constitution, et de soumettre l'élection de leur doge aux formalités qu'on observait à Venise [3]. La haine entre les maisons puissantes était si violente, et chaque chef de parti avait sous ses ordres tant de clients et de vassaux, que la ville était transformée en arène, où des ennemis combattaient sans relâche. Il ne s'agissait plus entre les factions de l'intérêt des Guelfes ou des Gibelins, de la noblesse ou du peuple, de la liberté ou de l'esclavage; il s'agissait de se détruire, parce qu'on se haïssait. Au moment même où les soins des magistrats et du clergé venaient de réconcilier les partis et de faire jurer la paix, un regard orgueilleux, un mot piquant, ou un geste souvent mal interprété, suffisait pour faire tirer de nouveau l'épée, et plonger la ville dans le deuil. La naviga-

[1] *Andreæ Billii Historia.* L. III, p. 46. — [2] *Vita Phil. Mariæ Vicecom. a Decembrio.* T. XX, c. 12, p. 989. — [3] *Uberti Folietæ Histor. Genuensis.* L. X, p. 539.

tion était abandonnée, le commerce dépérissait, les campagnes étaient dévastées, les châteaux incendiés, et chaque jour quelqu'un des palais les plus somptueux de la ville était rasé jusqu'en ses fondements.

Pendant ces guerres civiles, George Adorno, Bernabos Goano, et Thomas de Campo Frégoso, furent successivement élevés à la dignité ducale. Le dernier semblait mieux fait que personne pour rendre la paix à la république : il avait obtenu l'amitié et l'estime de George Adorno, son ancien rival, auquel il devait son élection; il avait donné à ses concitoyens autant de preuves de sa modération et de son désintéressement que de sa bravoure: il avait acquitté de ses propres deniers les dettes du trésor public, qui montaient à soixante mille florins[1], et il était secondé, dans son administration, par la valeur éprouvée et les talents divers de cinq frères, dans la fleur de l'âge, qui lui étaient tous également dévoués. Mais il n'était pas donné à un homme de comprimer longtemps des haines entretenues par tant de mortelles injures. Les Guarci, les Montalti et les Adorni quittèrent la ville en 1417, et se réfugièrent auprès du duc de Milan. En 1418, les marquis de Montferrat et de Carréto embrassèrent l'alliance de Philippe-Marie, et les passages des montagnes furent ouverts à François Carmagnola par des émigrés ou des traîtres; trois mille chevaux et huit mille fantassins ravagèrent, pendant l'été, les vallées de Polsévéra et de Bisannio; la forteresse de Gavi, qu'on croyait inexpugnable, fut livrée aux ennemis, et les Génois perdirent tout ce qu'ils possédaient sur le revers septentrional des montagnes[2].

Tandis que cette république luttait avec tant de désavantage contre le duc de Milan, les Florentins, qui avaient déjà

[1] *Ubertus Folieta, Genuens. Hist.* L. X, p. 545.— *Johannis Stellæ Annales Genuenses.* T. XVII, p. 1264. — [2] *Uberti Folietæ.* L. X, p. 547. — *Johannis Stellæ Annales Genuenses*, p. 1277.

vu succomber d'autres adversaires de ce prince, auraient dû seconder un peuple libre, qui ne pouvait être asservi sans que l'équilibre de l'Italie fût renversé, et sans que l'ambitieux Visconti étendît ses vues sur la Toscane. Aucun traité de paix entre la république florentine et le duc de Milan n'avait terminé la guerre allumée par Jean Galéaz; mais la seigneurie, voyant assez d'autres ennemis conjurés contre le duc, avait cessé depuis longtemps de le combattre. Dans le temps où les Génois demandaient avec instance des secours pour se défendre, le duc sollicitait les Florentins de terminer par une bonne paix leurs anciens différends. La seigneurie flottait indécise entre ses craintes pour l'avenir et une espérance prochaine. Elle désirait forcer les Génois à lui vendre le château de Livourne, qui commandait les bouches de l'Arno et le port pisan, et qui semblait entraver le commerce de Pise. Livourne avait été livrée à Boucicault par Gabriel-Marie Visconti, seigneur de Pise, et lorsque le maréchal français avait été chassé de Gênes, le port et son château étaient demeurés aux Génois. La seigneurie florentine, qui souhaitait avec ardeur de faire cette acquisition, se réjouissait des embarras qu'éprouvaient les Génois, et refusait de les secourir si Livourne n'était pas le prix de son assistance.

Nicolas d'Uzzano et ses amis s'opposaient dans les conseils de Florence à ce que la république traitât avec le duc de Milan; il leur paraissait que faire la paix avec lui c'était sanctionner ses usurpations, et laisser connaître aux Génois et au seigneur de Brescia qu'on les abandonnait à leur sort. Mais le peuple reprochait à l'aristocratie et à l'ancien parti guelfe son ambition inquiète; il ne voyait dans sa politique que le désir de s'agrandir par la guerre, et il témoignait tant de mécontentement, qu'il força la seigneurie à signer, au mois de janvier 1419, un traité avec Philippe-Marie. Les Florentins s'engagèrent à ne prendre aucune part à toutes les révo-

lutions de la Lombardie au-delà des rives de la Magra et du Panaro ; le duc promit de ne point se mêler de tout ce qui se passerait au levant de ces deux rivières, dont l'une sépare la Lunigiane de l'état de Gênes, l'autre le Bolonais du Modénais[1].

Mais les Florentins, lorsqu'ils supposaient que les Génois pourraient se défendre par leurs propres forces, n'avaient pas prévu que bientôt ils seraient attaqués par un nouvel adversaire. Alfonse d'Aragon, avant que Malizia vînt l'inviter, au nom de la reine Jeanne, à se rendre à Naples, avait déjà fait voile des côtes de Catalogne, avec treize vaisseaux ronds et vingt-trois galères. Impatient de se soustraire aux remontrances de ses cortès et à la jalousie de ses sujets, il allait chercher au loin des conquêtes. Il attaqua, sans aucune provocation, la Corse qui dépendait des Génois ; Calvi lui fut livrée par trahison : beaucoup de gentilshommes de Corse, séduits par ses intrigues, arborèrent ses étendards ; le seul château de Bonifazio, situé à l'extrémité méridionale de l'île, sur un promontoire de difficile accès, demeura fidèle aux Génois. Alfonse l'attaqua, et s'obstinant à ce siége, il le poursuivit pendant neuf mois. Enfin Jean Frégose, frère du doge, pénétrant au travers de la flotte catalane, réussit à ravitailler Bonifazio. Le roi d'Aragon perdit alors l'espérance de s'en rendre maître : il quitta la Corse pour aller à Naples, où il était attendu, et il ne remporta de son expédition que la honte d'avoir violé un traité de paix[2].

Les dépenses considérables que la guerre contre les Aragonais avait occasionnées déterminèrent enfin les Génois à vendre Livourne aux Florentins. Le marché fut conclu le 30 juin 1421, pour le prix de cent mille florins[3]. Mais les Génois désiraient bien plus se venger des Aragonais que con-

[1] *Poggio Bracciolini, Hist. Florent.* L. V, p. 319.— *Comment. di Neri di Gino Capponi.* T. XVIII, p. 1157. — *Scip. Ammirato, Stor. Fior.* L. XVIII, p. 986. — [2] *Ubertus Folieta, Genuens. Histor.* L. X, p. 549.—*Joh. Stellæ Annal. Genuens.* p. 1280.—*Petri Cyrnæi de rebus Corsicis.* T. XXIV, p. 444. — [3] *Scipione Ammirato.* T. XVIII, p. 991.

server leur propre liberté ; Carmagnola avait continué chaque année à ravager leur territoire ; tous leurs alliés sur le continent avaient été soumis par les armes du duc, ou détachés d'eux. Thomas de Campo Frégoso sentit lui-même la nécessité de terminer une guerre ruineuse pour sa patrie, lorsqu'il vit Philippe-Marie s'allier aux Catalans, et attaquer Gênes par mer aussi bien que par terre. Les conditions sous lesquelles la république s'était soumise au roi de France, vingt ans auparavant, furent offertes et acceptées; les constitutions et la liberté intérieure de la ville furent garanties par le duc de Milan ; le comte Carmagnola, comme lieutenant de Visconti, fut substitué au doge : Frégoso abdiqua sa dignité ; mais, en compensation, on lui assura la seigneurie de Sarzana. Comme cette ville est située au-delà du cours de la Magra, le duc de Milan, lorsqu'il en disposait ainsi, violait déjà le traité qu'il venait de conclure avec les Florentins[1].

Les Guelfes de Lombardie et les petits princes de cette contrée s'étaient aussi flattés de trouver un refuge dans la protection des Vénitiens, plus intéressés encore que les Florentins à réprimer le duc de Milan dans ses projets de conquêtes. Mais le sénat de Venise, au lieu d'envisager le danger prochain dont il était menacé, se laissait distraire par son ambition. Il voyait Sigismond engagé dans une double guerre, en Bohême contre les Hussites, et sur les frontières de Hongrie contre les Turcs. Le patriarche d'Aquilée, Louis II, duc de Teschen, allié de l'empereur, ne pouvait point en attendre de secours : les Vénitiens, à l'expiration de la trêve de cinq ans qu'ils avaient conclue avec Sigismond, attaquèrent le patriarche en 1418. Cividale, Sacile et Porto Gruaro se rendirent à eux dans le cours de cette année ; dans la suivante, Philippe Arcelli, mis à la tête des troupes vénitiennes, fit la conquête

[1] *Ubertus Folieta, Genuens. Hist.* L. X. p. 554. — *Joh. Stellæ Annales Genuens.* p. 1234.

de Feltre et de Bellune. Enfin Udine, capitale du patriarcat, se rendit, le 7 juin 1420, à la république ; toute la province se soumit dans la même campagne, ainsi que la partie de l'Istrie qui avait relevé jusqu'alors des patriarches, et le comte de Gorizia fit hommage aux doges pour les fiefs qu'il tenait de l'Église. Ainsi le Friuli tout entier fut ajouté pour toujours aux possessions de la république [1].

Ces succès mêmes ne rendirent point une liberté complète aux armes des Vénitiens ; ils poursuivirent la guerre en Istrie, en Dalmatie et en Albanie, contre les divers feudataires du roi de Hongrie, et ils firent sur eux des conquêtes chèrement disputées. De temps en temps, il est vrai, ils concevaient quelque inquiétude sur les acquisitions que Philippe-Marie faisait chaque jour dans leur voisinage ; mais ils se laissaient ensuite apaiser par ses protestations d'amitié, et ils lui abandonnaient lâchement les amis et les serviteurs les plus fidèles de la république.

Après que Philippe Arcelli se fut éloigné de l'état de Plaisance, Roland Palavicini, qui voyait approcher les armées du duc, leur remit volontairement San-Donnino, dont il était seigneur. Les Rossi et les Pelligrini, gentilshommes du Parmesan, se soumirent aussi d'eux-mêmes [2]. Nicolas, marquis d'Este, craignant de perdre à la fois les deux villes de Parme et de Reggio, qui avaient appartenu à Jean Galéaz, céda volontairement la première pour se faire confirmer la souveraineté de la seconde par Philippe-Marie. Ce traité fut conclu entre les deux souverains le 8 avril 1421 [3].

Pendant ce temps, François Carmagnola attaquait Pandolfe Malatesti, seigneur de Brescia et de Bergame. En peu de jours il lui enleva presque tous les châteaux du Bergamasque : il

[1] *Storia civile Venez.* L. VI, p. 489, P. II, Vol. I. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venez.* p. 921. — [2] *Andreæ Billii Hist.* L. III, p. 48. — [3] *Gio. Batt. Pigna, Stor. de' Princ. d'Este.* L. VI, p. 541. — *Leod. Cribellii de Vita Sfortiæ Vicecom.* p. 707. — *Annales Estenses Fratris Johannis.* T. XX, p. 449. — *Platinæ Histor. Mantuana.* L. V, p. 801.

pénétra bientôt après dans Bergame même, par le côté de la montagne que l'on croyait n'être exposé à aucune attaque; les vallées de Saint-Martin se rendirent volontairement à Philippe-Marie Visconti, et plusieurs châteaux de la plaine de Brescia suivirent leur exemple [1].

Ces conquêtes furent quelque temps suspendues par une trêve, négociée au nom de Martin V, entre Philippe-Marie et Pandolfe Malatesti; mais le duc de Milan mit à profit cette suspension d'hostilités pour attaquer Gabrino Fondolo, tyran de Crémone. Les châteaux de Pizzighettone et de Soncino se rendirent aux Milanais dès les premières attaques [2]. Gabrino offrit aux Vénitiens de leur céder Crémone et ce qui lui restait de son territoire, moyennant un dédommagement équitable. Pandolfe Malatesti leur offrit Brescia sous les mêmes conditions: ces deux propositions furent également rejetées [3], et le seigneur de Crémone fut réduit à traiter avec le duc. Il lui remit sa principauté, se réservant seulement le château de Castiglione, où il se retira avec ses trésors.

A cette époque même, où l'ambition du duc de Milan devait causer aux Vénitiens les plus vives alarmes, ils conclurent avec lui un traité de paix pour dix ans, afin de suivre sans empêchements leurs conquêtes en Dalmatie. Ils abandonnèrent à ses attaques Pandolfe Malatesti, leur ancien allié, et celui même qui avait longtemps commandé leurs armées; et ils garantirent seulement les états de François de Gonzague, seigneur de Mantoue et de Peschiéra, que le duc avait menacé aussi. Ces deux places formaient une barrière importante pour les provinces vénitiennes de terre-ferme, et le sénat n'aurait pu, sans une extrême imprudence, les laisser envahir par Visconti [4].

Il ne restait à Pandolfe qu'un seul appui, celui de son frère,

[1] *Andreæ Billii Histor.* L. III, p. 50.—*Marin Sanuto, Vita de' Duchi di Venez.* p. 928. — [2] *Andreæ Billii Hist. Mediolan.* L. III, p. 53. — [3] *Redusius de Quero, Chron. Tarvis.* p. 846. — [4] *And. Billii Histor.* L. III. p. 53.

Charles Malatesti, seigneur de Rimini, qui lui envoya en effet une armée considérable, sous les ordres de Louis de Fermo. Mais ce général fut surpris et fait prisonnier par Carmagnola : son armée fut mise en déroute ; et Pandolfe se vit obligé de demander la paix, de remettre, le 16 mars 1421, Brescia et tout son territoire au duc de Milan, et de se retirer à Rimini auprès de son frère. Jusqu'alors Visconti avait traité avec une extrême dureté les princes et les capitaines que le sort des armes livrait entre ses mains, et Louis de Fermo, conduit prisonnier à Milan, n'y arrivait pas sans une vive inquiétude. Mais Philippe-Marie prétendait quelquefois aussi à la grandeur d'âme ; il voulait qu'on pût dire de lui qu'il relevait avec facilité un prince de la même main dont il l'avait renversé. Il combla son prisonnier de présents, et le remit en liberté sans rançon. La fortune lui donna occasion de pratiquer trois fois, dans le cours de son règne, et sur des captifs toujours plus importants, ce même acte de générosité [1].

Bientôt après, George Benzole, seigneur de Crème, fut réduit aussi à la nécessité de rendre cette ville à Philippe-Marie ; et il compléta ainsi la soumission de la Lombardie [2]. De tous les tyrans qui s'étaient partagé les états de Jean Galéaz Visconti, et qui, pendant près de vingt ans, avaient occasionné la misère et la ruine de ce beau pays, il n'en restait plus un seul. Ils n'avaient pu opposer aux artifices et aux armes du duc de Milan ni la conscience d'une bonne cause, ni l'amour de leurs sujets, ni la constance de leurs alliés, et ils étaient tombés successivement presque sans combats. Mais les victoires de Philippe-Marie, en le rapprochant de deux peuples libres, lui firent connaître un autre genre de résistance. Nous verrons dans les chapitres suivants quelle longue lutte s'engagea entre

[1] *And. Billii Histor.* L. III, p. 64.—*Platina historia Mantuana.* Lib. V, T. XX, p. 801. — *Chron. d'Agobbio di G. Bernio.* T. XXI, p. 960. — [2] *Redusius de Quero, Chron. Tarvis.* p. 846.

lui et les Florentins, quelle persévérance dans les projets, quelle constance dans les revers, quelle modération dans les victoires cette vertueuse république sut opposer à l'ambition du duc de Milan. Auparavant il eut aussi à éprouver ce que pouvait faire contre ses mercenaires la bravoure impétueuse des Suisses.

1422. — Après la soumission de Côme, la famille Rusca, qui avait gouverné cette ville, s'était retirée au pied des Alpes. Bellinzona lui avait appartenu longtemps; mais la souveraineté de cette ville était alors disputée entre plusieurs prétendants : les Suisses du canton d'Ury y entretenaient garnison pour défendre l'entrée de la vallée Lévantine et des passages du Saint-Gothard. Antonio Rusca, et Jean, baron de Saxe, y avaient aussi des droits, qu'ils vendirent à Philippe-Marie. La garnison suisse fut surprise, dans le mois de mars 1422, par Ange de la Pergola, condottière que le duc avait pris à son service; elle fut obligée de se retirer, et les Milanais occupèrent Bellinzona. En même temps ils s'emparèrent de Domo Dossola, autre petite ville située à l'ouverture du passage du Simplon; ils s'avancèrent ensuite jusqu'au pied du Saint-Gothard, et ils occupèrent toute la vallée Lévantine [1].

Dans une autre circonstance, cette violation des traités et des droits de bon voisinage aurait soulevé la Suisse entière; mais plusieurs semences de discorde étaient demeurées entre les confédérés depuis la guerre excitée contre l'Autriche par le concile de Constance. Plusieurs cantons refusèrent longtemps de s'armer pour une querelle qu'ils prétendaient leur être étrangère; et lorsqu'enfin ils mirent leurs troupes en mouvement et passèrent le Saint-Gothard, une jalousie secrète les tint éloignés les uns des autres et engagea l'arrière-garde, composée de soldats du canton de Schwitz, à demeurer à une journée de distance du corps de bataille.

[1] *And. Billii Histor. Mediol.* L. III, p. 55. — *Geschichte der Schweiz.* B. III, c. 2, T. III, p. 195.

Cependant l'armée suisse, forte de quatre cents arbalétriers et de trois mille fantassins armés de hallebardes, descendit la vallée Lévantine, sans se soucier de connaître le nombre de soldats que François Carmagnola et Ange de la Pergola lui opposeraient dans Bellinzona. Ces deux généraux avaient six mille chevaux de la plus redoutable gendarmerie, et dix-huit mille fantassins [1]. Ils joignaient à cette immense supériorité de nombre l'avantage d'avoir occupé les premiers les passages importants des vallées voisines, d'avoir surpris les magasins de leurs ennemis, et d'avoir mis garnison dans Bellinzona, place forte où leurs munitions étaient en sûreté.

Tandis que les soldats de Schwitz s'arrêtaient à Poleggio pour attendre ceux de Glaritz, que ceux de Zurich, Appenzell et Saint-Gall étaient encore sur le mont Saint-Gothard, les quatre bannières de Lucerne, Underwald, Ury et Zug, sous lesquelles on ne comptait pas plus de trois mille hallebardiers, offrirent la bataille, le 30 juin 1422, dans le champ d'Arbédo, près de Bellinzona, à la meilleure cavalerie de deux des plus fameux condottiéri de l'Italie.

Les gendarmes de Pergola, en découvrant les Suisses, fondirent sur eux à bride abattue, ne doutant pas de les renverser et de les mettre en pièces : mais les Suisses les attendaient de pied ferme, opposant leur force indomptable à l'impétuosité de la cavalerie. On les vit souvent couper d'un coup d'épée les jambes des chevaux qui fondaient sur eux, ou les saisir par le pied, et les entraîner par terre avec l'homme qui les montait [2]. Quatre cents chevaux étaient déjà tués, et la gendarmerie italienne n'avait pas encore gagné un pouce de terrain. Alors Pergola et Carmagnola donnèrent à leurs cavaliers l'ordre de mettre pied à terre, opposant ainsi une infanterie presque invulnérable aux hallebardes des Suisses.

[1] *Joh. Muller. Geschichte der Schweiz.* Buch III, c. 11, p. 201. — [2] *Andreæ Billii Histor.* L. III, p. 65.

Le combat se renouvela avec acharnement, et un grand nombre des plus braves soldats périt d'une et d'autre part. Le schultheiss de Lucerne songea même à se rendre, et il en donna le signal en plantant sa hallebarde en terre : mais Carmagnola, échauffé par le combat et par la perte qu'il avait éprouvée, ne voulait point accorder de quartier. Il renouvela l'attaque, et elle fut soutenue avec le même courage qu'auparavant. Tout à coup six cents Suisses, qui s'étaient avancés dans la vallée de Missox pour fourrager, vinrent fondre sur l'arrière-garde italienne, avec des cris effrayants. Carmagnola ne douta pas que la seconde armée des Suisses, restée à Poleggio, n'eût rétabli les ponts qu'il avait fait rompre, et ne fût venue l'attaquer par derrière. Il se retira vers Bellinzona, et donna aux Suisses le moyen de rentrer dans leurs montagnes [1].

Les Suisses avaient perdu trois cent quatre-vingt-seize hommes; et les Italiens un nombre trois fois plus considérable; surtout leurs soldats étaient frappés de terreur : ils avaient appris à connaître avec quels hommes ils venaient de combattre; des hommes qui juraient, avant de marcher à la guerre, de ne jamais reculer du champ de bataille, de ne jamais se rendre, et de ne jamais abuser de leur victoire, en déshonorant les femmes ou les filles des vaincus [2]. Cependant la vallée Lévantine fut conquise par Carmagnola : les dissensions des Suisses leur firent perdre plusieurs années avant qu'ils tirassent vengeance de l'échec qu'ils avaient éprouvé; et Philippe-Marie Visconti, plus puissant qu'aucun prince qui eût encore régné sur l'Italie, depuis la chute du royaume des Lombards, se vit obéi depuis le sommet du Saint-Gothard jusqu'à la mer Ligurienne, et depuis les frontières du Piémont jusqu'à celles des états de l'Église.

[1] *Joh. Muller*, *Geschichte der Schweiz*, Buch III, c. 11, p. 210. — [2] *Andreæ Billii Histor. Mediol.* L. III, p. 56.

CHAPITRE XIV.

La reine Jeanne II, irritée contre Alfonse d'Aragon, adopte Louis d'Anjou. — Mort de Sforza et de Braccio; guerre désastreuse des Florentins avec le duc de Milan; alliance des Vénitiens; prise de Brescia.

1422-1426.

Les deux généraux qui avaient le plus contribué à la gloire des armes italiennes, Braccio de Montone et Sforza de Cotignola, se trouvaient réunis au service de la cour de Naples. Tous deux élèves du grand Albéric de Barbiano, le restaurateur de l'art de la guerre en Italie, ils avaient été liés dans leur jeunesse d'une amitié sincère; l'ambition les avait divisés: l'émulation entre les deux compagnies d'aventuriers qu'ils avaient créées leur avait presque toujours fait embrasser des partis contraires; et dans des querelles qui leur étaient presque toutes étrangères, ils n'avaient pas, depuis vingt ans, cessé de se combattre, tantôt au nom des rois de Naples et des républiques de Toscane, tantôt en celui des seigneurs de Lombardie et de l'Église. Les soldats qu'ils avaient formés en avaient pris une habitude de rivalité, qui se maintint longtemps encore après la mort de ces deux généraux.

Cependant, lorsque la supériorité de talents de Braccio de Montone, ou la supériorité de richesses de la cour qui l'avait pris

à sa solde, lui eurent donné un avantage incontestable sur son rival, l'ancienne amitié qui avait uni ces deux chefs illustres parut se renouveler. A l'époque où le pape Martin V rendit à la reine Jeanne le petit nombre de places fortes que le parti d'Anjou possédait encore dans le royaume, tandis que Louis III se retirait à Rome pour y vivre dans l'obscurité, Sforza se présenta au camp de Braccio avec quinze compagnons désarmés, et lui demanda de l'assister de ses conseils et de son crédit pour rétablir son armée qui était presque détruite. Les deux généraux, mettant de côté toute défiance et toute rancune, s'expliquèrent mutuellement ce qui avait pu paraître équivoque ou inconséquent dans leur conduite ou leurs plans de campagne : ils se révélèrent jusqu'aux intelligences qu'ils avaient obtenues dans le camp l'un de l'autre, et jusqu'aux conjurations auxquelles ils avaient donné les mains. Ils parlèrent ensuite avec le même abandon de leurs projets à venir; et Braccio, qui voulait retourner en Toscane pour étendre les limites de sa principauté de Pérouse, engagea Sforza à se réconcilier avec la reine Jeanne, et se chargea lui-même de faire sa paix [1].

Jeanne ne refusa point de recevoir en grâce son ancien connétable, et elle promit à Braccio de lui faire l'accueil le plus gracieux. Cependant, lorsque Sforza, en recevant d'elle le bâton de commandement, dut lui jurer obéissance, comme ses ministres ne s'accordaient pas sur la formule du serment, elle s'écria : « Demandez à Sforza lui-même; il a tant prêté de serments « et à moi et à mes ennemis, que personne mieux que lui ne « sait comment on s'engage, et comment on se délie en« suite [2]. »

La reine, malgré ce reproche, désirait l'amitié de Sforza, et elle entra bientôt en négociations avec lui pour se l'attacher

[1] *Vita Brachii a J. Campano.* L. VI, p. 604.—*Leodrisii Cribellii Vita Sfortiæ*, p. 713. — [2] *Annales Bonincontrii*, p. 127.

d'une manière plus particulière. Elle commençait à ressentir quelque jalousie contre Alfonse, son fils adoptif, qui ne laissait échapper aucune occasion de se rendre indépendant d'elle, et de garnir de ses propres soldats les forteresses du royaume. Le grand-sénéchal, Ser Gianni Caraccioli, avait les yeux ouverts sur la conduite du roi d'Aragon : il craignait pour lui-même, comme on l'a dit, le traitement que Jacques de la Marche avait fait subir à Pandolfello Alopo, le premier amant de la reine, et il pouvait s'attendre à ce que le fils de Jeanne fût aussi jaloux que son mari. Alfonse, en effet, roi d'Aragon et de Sicile, ne pouvait se plier aux ordres du grand-sénéchal avec autant de souplesse que le reste des courtisans. Il voyait avec dégoût cet amant d'une vieille reine prétendre gouverner ses états et ses armées par un titre aussi honteux ; il voulait affermir sa propre indépendance, et il s'était assuré de l'attachement et du dévouement entier de Braccio de Montone. Quoique Caraccioli eût d'anciens ressentiments contre Sforza, il sentit qu'aucun homme ne pouvait, comme lui, garantir la sûreté de la reine et maintenir l'équilibre entre les deux souverains. Une alliance secrète fut conclue entre eux ; le général promit de défendre Jeanne contre tous ses ennemis, sans en excepter son fils adoptif : après quoi, pour donner une espèce de sanction publique à ce premier engagement, Sforza prêta serment d'obéir aux ordres soit de la reine et du roi réunis, soit de celui des deux qui aurait le premier recours à son assistance [1].

L'alliance que Sforza avait contractée avec Louis d'Anjou n'était plus aux yeux de la reine un motif de se défier de ce général : au contraire, elle était bien aise de pouvoir employer Sforza pour négocier avec ce prince ; car elle se repentait déjà de n'avoir pas accepté les propositions du pape, et de n'a-

[1] *Johan. Simonetæ Rer. gestar. Francisci Sfortiæ.* T: XXI, L. I, p. 177.—*Annales Bonincontrii Miniatensis*, p. 127.

voir pas adopté Louis plutôt qu'Alfonse, pour réunir ainsi les titres des deux maisons de Duraz et d'Anjou, et mettre fin à toutes les guerres civiles de Naples[1].

Braccio de Montone, ayant reconduit ses troupes en Toscane, entreprit le siége de Città di Castello, ville qui se gouvernait alors en liberté, sous la protection du pape : malgré la résistance obstinée des habitants, il les força enfin à se soumettre à lui. Il ramena ensuite ses soldats à Pérouse, et il les occupa pendant l'hiver à creuser un canal qui réglait l'écoulement des eaux du lac de Thrasimène[2]. Au printemps de l'année 1423, il passa dans les Abruzzes pour prendre le gouvernement de cette province, que la reine Jeanne lui avait confié : mais Aquila, capitale des Abruzzes, ferma ses portes au général qui venait y commander, et résolut de se défendre contre lui[3].

Martin V voyait avec effroi ce capitaine étendre sa domination tout autour de Rome, et bloquer en quelque sorte la cour pontificale dans la capitale de ses états. Déjà Braccio de Montone possédait, au nord de Rome, presque toute l'Ombrie et une partie de la Marche ; et au midi, la principauté de Capoue, avec les fiefs qui lui avaient été donnés par la reine Jeanne. Il ne lui manquait plus, pour ceindre Rome de toutes parts, que la conquête des Abruzzes ; et il l'entreprenait avec trois mille deux cents chevaux et mille fantassins de troupes aguerries. Martin encouragea, par des promesses de secours et des exhortations pressantes, les habitants d'Aquila à se défendre. Il sollicita la reine de retirer à Braccio le commandement, et de promettre sa protection aux assiégés ; et comme elle était déjà ébranlée, un événement inattendu la força tout à coup à se décider[4].

[1] *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ*, p. 716. — *Giornali Napoletani*. T. XXII, p. 1086. — *Giannone*, *Istoria civile del regno*. L. XXV, c. 4, p. 438. — *J. Mariana. Historia de las Espanas*. L. XX, c. 13, p. 793. — [2] *J. Campani, Vita Brachii*. L. VI, p. 609. — [3] *Vita Brachii a J. Campano*. L. VI, p. 612. — [4] *Ibid*. p. 613.

Jeanne et Alfonse, dans leur défiance mutuelle, avaient fait choix de deux des forteresses de Naples pour y habiter. La reine occupait le château de Capuano, et son fils adoptif le château Neuf. Tous deux y étaient entourés de gardes et d'un appareil militaire. Les ministres de l'un des souverains ne se rendaient jamais sans crainte chez l'autre, et un conseil d'état devenait presque une expédition dangereuse. Caraccioli avait refusé de se rendre au château Neuf sans un sauf-conduit signé de la main d'Alfonse et muni de son sceau[1]. Malgré ce sauf-conduit, Alfonse, qui détestait ce favori, le fit arrêter le 22 mai 1423, comme il entrait au conseil : il avait, à ce qu'on assure, le dessein d'arrêter aussi la reine, pour l'envoyer prisonnière en Catalogne, et il se présenta immédiatement à la porte de son château. Mais les gardes de Jeanne, en le voyant arriver avec une suite un peu plus nombreuse que de coutume, abaissèrent aussitôt la herse de la porte, et refusèrent de le laisser entrer : il insista, il menaça, et la garde tira sur lui pour l'écarter[2]. Bientôt la clameur publique annonça au palais que Caraccioli avait été arrêté ; et Jeanne, déjà assiégée dans le château de Capuano, envoya en diligence auprès de Sforza pour l'appeler à son secours. Sforza, dont les troupes étaient cantonnées dans la Campanie, se mit en marche, le 25 mai, pour délivrer sa souveraine.

Sforza, qui par une suite de revers avait été réduit, ainsi que son armée, à un grand dénuement, était suivi seulement d'un millier de cavaliers mal vêtus et mal montés. Sous le château de Capuano, il rencontra, dans un lieu dit les Formelles, la troupe aragonaise, brillante de tout l'éclat de la richesse. « Mes enfants, dit-il à ses soldats en se retournant

[1] *Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1087. — [2] *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ*, p. 716. — *Joh. Simonetæ de Gest. Franc. Sfortiæ*. L. I, p. 178. — *Giornali Napoletani*, p. 1087. — *Frammento d'Istoria Sicula in lingua siciliana*. T. XXIV, p. 1093. — *Giannone, Istoria civile del Regno*. L. XXV, c. 4, p. 410.

vers eux, voilà les habits et les chevaux que je vous ai réservés. » A l'instant, la bataille commença; elle fut soutenue, pendant six heures, avec une grande intrépidité de part et d'autre. Enfin Sforza, ayant abattu un mur qui lui fermait le passage, réussit à tourner ses adversaires avec une partie de son infanterie. Leur déroute alors fut complète; presque tous les capitaines aragonais furent faits prisonniers; le quartier qu'ils avient habité fut livré au pillage, et les soldats de Sforza furent enrichis par les dépouilles de la cour. Alfonse s'enferma dans le château Neuf, se préparant à y soutenir un siége. Mais pour accomplir la révolution qu'il avait voulu opérer à Naples, il avait donné ordre qu'on lui préparât une flotte en Catalogne. Cette flotte, forte de vingt-deux galères, avec huit gros vaisseaux et des troupes de débarquement, arriva devant Naples le 11 juin 1423, quinze jours après la bataille des Formelles. Sforza essaya vainement d'empêcher le débarquement des soldats qu'elle portait : il fut peu à peu repoussé hors de Naples, et obligé de conduire la reine à Averse, dont le château s'était rendu à lui[1].

La reine, séparée de Caraccioli, s'abandonnait au désespoir : elle aurait sacrifié ses meilleures provinces, sa couronne elle-même, pour racheter la liberté de son amant. Malgré la longue inimitié entre Sforza et le sénéchal, le premier consentit, pour racheter Caraccioli, à donner en échange à Alfonse les vingt prisonniers les plus distingués parmi ceux qu'il avait faits à la bataille des Formelles. Le sénéchal et le connétable, réunis alors auprès de la reine, la déterminèrent à s'appuyer du parti d'Anjou pour sa défense. Louis III, qui vivait toujours à Rome dans la pauvreté, fut invité à se rendre dans Averse, auprès de Jeanne. Celle-ci écrivit à toutes les

[1] *Leodrisii Crib... Vita Sfortiæ*, p. 719. — *Joh. Simonetæ*. L. I, p. 180. — *Annales Bonincontrii Miniatens.* p. 129. — *Giornali Napoletani*, p. 1088. — *Frammento Siciliano*. T. XXIV, p. 1094. — *J. Mariana, Historia de las Españas*. L. XX, c. 13, p. 793.

cours de l'Europe, pour leur déclarer qu'Alfonse s'étant rendu indigne, par son ingratitude, de la faveur qu'elle lui avait accordée, elle révoquait son adoption, et elle substituait en sa place Louis III, duc d'Anjou, qu'elle déclarait duc de Calabre et héritier présomptif du royaume : elle permit même au dernier de conserver le titre de roi qu'il portait, pour qu'il ne fût point inférieur en dignité à son rival. Louis, qui était d'un caractère doux, et probablement faible, n'éleva jamais ses prétentions au-delà de ce que la reine voulait bien lui accorder : il ne resta pas longtemps à sa cour; mais il passa dans les Calabres, où il se fit chérir des sujets soumis à son gouvernement[1].

Alfonse, cependant, ressentit beaucoup d'inquiétude lorsqu'il vit les anciens partis de Duraz et d'Anjou se réunir contre lui, et le pape seconder de toutes ses forces les mesures que la reine prenait pour l'exclure. Il sollicita Braccio de Montone de marcher à son secours; mais Braccio, qui dans le même temps était aussi sommé par les Florentins de prendre, selon son engagement, leur défense contre le duc de Milan, ne pouvait consentir à lever le siége d'Aquila. Cette ville l'avait irrité par sa résistance : il croyait son honneur attaché à en triompher; et il avait pratiqué, dans cette guerre, des cruautés dont jusqu'alors on l'avait toujours vu s'abstenir[2]. D'autre part, les habitants d'Aquila opposaient à ses attaques une obstination que la cruauté de leur ennemi redoublait encore. Ils avaient reçu les assurances de protection les plus positives de la part de la reine Jeanne et de Martin V. Accoutumés, au milieu de leurs montagnes, à la vie la plus dure et la plus laborieuse, ils supportaient mieux qu'aucun peuple d'Italie les fatigues et les privations de la guerre.

[1] *Giornali Napoletani*, p. 1089. — *Giannone, Istoria civile*. L. XXV, c. 4, p. 442. — *Raynald. Annal. eccles. ad ann.* § 13, T. XVIII, p. 57. — [2] *Vita Brachii Perusini*. L. VI, p. 613.

Alfonse, voyant qu'il ne pouvait pas déterminer Braccio à lever ce siége, ne jugea pas qu'il fût par lui-même assez fort pour tenir tête à la reine et à Sforza. D'ailleurs les affaires de son royaume le rappelaient en Espagne, où il voulait procurer la liberté à son frère Henri, prisonnier du roi de Castille. Il repartit donc avec sa flotte pour les rivages de Catalogne, et il laissa don Pédro d'Aragon, son frère, à Naples, avec quelques condottiéri italiens[1]. Dans sa traversée, il surprit Marseille, qu'il pilla pendant trois jours, pour se venger de Louis d'Anjou, de qui cette ville dépendait.

Après le départ d'Alfonse, la reine Jeanne, ne se voyant plus menacée d'un danger immédiat, s'occupa de délivrer les habitants d'Aquila, qui, pendant onze mois de siége, avaient épuisé leurs munitions et leurs vivres, et qui demandaient avec instance quelque secours. Elle donna ordre à Sforza de marcher à leur assistance. Celui-ci se mit en route au milieu de l'hiver, avec son fils Francesco, et le 4 janvier 1424 il arriva au bord du fleuve Pescara. Des soldats de Braccio occupaient la ville de même nom, et ils avaient garni les bords du fleuve de palissades, derrière lesquelles des arbalétriers s'étaient placés. Mais Sforza, suivant le rivage, voulut passer entre la ville et la mer, à l'embouchure même de la rivière, persuadé qu'il trouverait un gué dans les eaux de la mer. Il y entra tout armé, le casque en tête et la lance à la main : quatre cents gendarmes le suivirent, et parvinrent avec lui à l'autre bord, d'où ils délogèrent les ennemis. Pendant ce temps, le vent du midi, qui s'était levé, chassait les eaux de la mer dans le lit du fleuve ; elles le gonflèrent tout à coup et rendirent le gué plus dangereux. Le reste de la gendarmerie, qui n'avait point encore tenté le passage, s'arrêta, et refusa d'obéir à Sforza,

[1] *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ*, p. 722. — *Annal. Bonincontrii*, p. 129. — *J. Simonetæ*. L. I, p. 183.—*Ubertus Folieta Genuens. Histor*. L. X, p. 556. — *J. Mariana, Historia de las Espanas*. T. XX, c. 14, p. 796.

qui, de l'autre bord, lui faisait signe d'avancer. Ce général, impatienté, poussa de nouveau son cheval dans les flots, pour aller chercher lui-même ses soldats. Comme il était au milieu du fleuve, il vit un de ses pages emporté par le torrent et sur le point de se noyer, il se baissa vers lui pour le tirer des eaux : dans ce moment, les pieds de derrière manquèrent à son cheval ; Sforza sortit de la selle et disparut sous les flots, tandis que son cheval s'échappait à la nage. Deux fois on vit ce guerrier, couvert d'armures trop pesantes pour pouvoir nager, soulever hors des eaux ses mains couvertes de gantelets de fer, qu'il joignait en suppliant. Cependant le flot l'entraîna sans qu'on pût lui donner d'assistance, et jamais son cadavre ne fut retrouvé. Ainsi mourut, dans la cinquante-quatrième année de son âge, un des hommes les plus entreprenants et les plus intrépides, un des plus grands généraux et des plus grands politiques que l'Italie eût encore produits[1].

L'armée que Sforza avait créée, et qu'il tenait réunie par l'ascendant de son génie et par la confiance qu'il inspirait à ses compagnons de fortune, pouvait être dissoute à l'instant même par sa mort. Il n'existait aucun lien de devoir ou d'honneur entre les hommes qui avaient servi sous ses étendards : tous étaient absolument indifférents à la querelle entre Alfonse et Jeanne ; dans la guerre, ils ne recherchaient que la solde et le pillage. Aussi pouvait-on craindre qu'ils n'offrissent immédiatement leurs services à Braccio, dont ils se trouvaient tout proche ; et déjà, peu de mois auparavant, plusieurs d'entre eux avaient conjuré contre François, fils de Sforza, qu'ils avaient accompagné en Calabre[2]. L'armée de Sforza n'était pas seulement la partie la plus importante de

[1] *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ*, p. 725. — *J. Simonetæ R. G. Franc. Sfortiæ*. L. I, p. 186. — *Annales Bonincontrii Miniat.* p. 131. — *Giornali Napoletani*, p. 1090. — [2] *Leodrisii Cribellii Vita Sfortiæ*, p. 721.

son héritage, c'était encore la garantie de tout le reste. La reine lui avait accordé plusieurs fiefs considérables, moins comme récompense de ses services passés que comme prix de ceux qu'elle attendait de lui à l'avenir. Elle aurait indubitablement retiré à son fils ses bienfaits, si elle n'avait pu attendre de lui aucun retour. Jamais le fils de Sforza ne donna une plus grande preuve de sa force d'âme et de sa présence d'esprit que dans ce moment critique où, malgré le trouble et la douleur que lui causait la mort de son père, il sut réunir ses soldats, les retenir sous les mêmes drapeaux, leur faire jurer de ne les pas quitter, les engager à lui promettre obéissance, quoiqu'il fût le plus jeune parmi les chefs qui avaient servi sous son père, enfin, leur ôter, par une activité continuelle, le loisir de réfléchir et la tentation de se rendre indépendants. Il parcourut à leur tête tous les fiefs qui avaient été donnés à son père, et qui formaient son héritage; il s'assura l'obéissance de ses vassaux; il se rendit ensuite à Averse, où la reine, reconnaissante de ce qu'il lui avait conservé une armée, lui confirma le commandement de ses troupes, et lui ordonna, aussi bien qu'à ses frères, de prendre le nom de Sforza, que son père avait rendu fameux, mais qui n'avait été jusqu'alors pour lui qu'un surnom personnel[1].

Avant le retour de François Sforza dans Averse, une flotte génoise de quatorze grands vaisseaux et vingt-deux galères était arrivée dans les parages de Naples, sous les ordres de Guido Torello, général au service du duc de Milan. Philippe-Marie Visconti venait de conclure une alliance avec la reine Jeanne et le pape, contre le roi d'Aragon; et il lui avait été facile de décider les Génois, ses nouveaux sujets, à faire les plus grands efforts pour combattre, de concert avec lui, les

[1] *Leodrisii Cribelli de Vita Sfortiæ*, p. 729.—*Joh. Simonetæ de G. Fr. Sfortiæ.* L. I, p. 188.

Catalans, leurs rivaux éternels. Les Génois, cependant, avaient compté servir sous les ordres de François Carmagnola, gouverneur de leur ville, en qui ils avaient une entière confiance; et ils n'avaient eu guère moins de dépit que ce général lui-même, lorsqu'un nouveau favori du duc était venu supplanter cet illustre guerrier, et commander une flotte que le nom de Carmagnola avait créée en quelque sorte[1]. Guido Torello, cependant, remporta plusieurs avantages dans son expédition. Il prit successivement Gaëte, Procida, Castel à Mare, Sorrento et Massa, et il conduisit ensuite sa flotte devant Naples. François Sforza, dans le même temps, attaqua la ville du côté de terre. L'infant don Pédro d'Aragon n'avait qu'un petit nombre d'Espagnols sous ses ordres; ses condottiéri italiens le servaient sans affection : Bérardino de la Carda des Ubaldini le quitta pour retourner auprès de Braccio de Montone, son général; et Jacques de Caldora, après être entré en traité avec ses ennemis, ouvrit enfin les portes de Naples à Francesco Sforza. L'armée de la reine, en recouvrant sa capitale, n'exerça cependant aucune violence contre les habitants : don Pédro s'enferma dans le château Neuf avec les Aragonais; et Carraccioli ne permit point qu'on les assiégeât, pour retenir Louis d'Anjou dans la soumission par la crainte de son rival[2].

Pendant ce temps, Braccio de Montone était toujours occupé au siége d'Aquila. Lorsqu'il avait été averti que l'armée de Sforza marchait contre lui, qu'un détachement avait déjà passé le fleuve de Pescara et battu les troupes qu'il avait laissées sur ses bords, il avait aussitôt résolu de lever le siége d'Aquila, et déjà il s'était éloigné d'une heure de chemin de

[1] *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ*, p. 729. — *Johannis Stellæ Annal. Genuens.* p. 1288. — *Ubertus Folieta, Genuens. Histor.* L. X, p. 557. — *Giornali Napoletani*, p. 1090. — [2] *Leodrisius Cribellius, de Vita Sfortiæ*, p. 729. — *J. Simonetæ Vita Francisci Sfortiæ.* L. I, p. 190. — *Giornali Napoletani*, p. 1091. — *Frammento Siciliano*, p. 1095. — *Giannone, Istoria civile.* L. XXV, c. 5, p. 446.

cette ville : mais trois courriers, dépêchés à la suite l'un de l'autre, lui annoncèrent la mort de son rival, autrefois son compagnon d'armes et son ami. Dès qu'il apprit cet événement, il oublia l'acharnement avec lequel il avait combattu contre lui, le danger qu'il venait de courir, et la crainte même qui lui faisait abandonner un siége poursuivi pendant onze mois avec tant d'obstination. Il pleura le grand homme que l'Italie venait de perdre, et il crut se sentir lui-même menacé d'une mort prochaine, comme s'il était temps de se retirer de la lice, lorsque son émule ne pouvait plus y combattre. Les sentiments des héros du xv[e] siècle étaient presque toujours sous l'influence des astrologues et des devins, et ceux-ci avaient donné plus de force encore aux pressentiments de Braccio. On assure qu'ils avaient prédit d'avance les circonstances de la mort de ces deux capitaines; qu'ils avaient recommandé à Sforza de se défier des rivières, et de regarder le lundi comme un jour malheureux; qu'un songe, la veille du passage du fleuve, lui avait annoncé le sort qui l'attendait; que son drapeau était tombé devant lui au moment où il entrait dans les eaux, et que ses officiers l'avaient supplié vainement de régler sa conduite sur tant de présages funestes. D'autre part, les devins avaient annoncé à Braccio qu'il ne survivrait pas à son rival, et l'accomplissement de leurs premières prédictions donnait plus de poids encore aux secondes[1].

Quelque impression que ces présages eussent pu faire sur l'esprit de Braccio, il n'en poursuivit pas avec moins d'ardeur le siége d'Aquila. De leur côté, les habitants de cette ville, privés du secours qu'ils attendaient de Sforza, ne perdirent point courage; ils rejetèrent toutes les sommations de Braccio : ils distribuèrent les vivres avec plus d'économie qu'aupara-

[1] *Joh. Simonetæ de Reb. G. Fr. Sfortiæ*. L. I, p. 188. — *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ*, p. 724.

vant, et ils firent dire à la reine qu'ils se sentaient en état de se défendre jusqu'au premier juin, mais qu'ils la suppliaient de ne pas tarder davantage à leur envoyer des secours[1].

Aussitôt que Jeanne fut rentrée en possession de sa capitale, elle s'occupa de délivrer une ville fidèle qui souffrait depuis longtemps pour sa cause, et d'éloigner de ses frontières le seul ennemi qui fût encore redoutable pour elle. Martin V promettait de la seconder de toutes ses forces, et le duc de Milan lui envoya aussi des renforts, afin d'empêcher ainsi Braccio de venir au secours des Florentins. L'armée combinée de ces trois souverains se rassembla sous les ordres de Jacques de Caldora, le plus âgé des condottiéri qui servaient dans le royaume de Naples. François Sforza, avec tous ses braves, se rangea sous ses drapeaux.

L'armée de Caldora était deux ou trois frois plus forte que celle de Braccio, mais celui-ci avait pour lui l'avantage du terrain : car ses ennemis, pour arriver dans la plaine où il était campé, devaient traverser la montagne escarpée de Saint-Laurent, et la cavalerie pesante ne pouvait, sans le plus grand danger, descendre ses sentiers tortueux en face de l'ennemi. Mais Braccio, trop impatient pour souffrir de plus longues incertitudes, voulait faire dépendre le sort de la guerre d'une seule bataille. Il opposait au nombre de ses ennemis sa confiance dans ses propres talents et la valeur éprouvée de ses soldats. Il ne craignait rien tant que de voir Caldora, rebuté par les difficultés du passage de la montagne, traîner la guerre en longueur. Il lui envoya donc un trompette pour l'inviter au combat et lui promettre qu'il l'attendrait dans la plaine, et qu'il ne l'attaquerait point dans les défilés de la montagne, dont il lui garantissait le passage. Caldora prit ce défi pour une bravade ; et ne croyant pas

[1] *Vita Brachii a J. Campano.* L. VI, p. 616.

pouvoir compter sur la promesse qui l'accompagnait, il ne voulut pas l'accepter et il répondit à son tour par une bravade. Mais Braccio, qui se croyait lié par l'offre seule qu'il avait faite, ne négligeait pas cependant de tirer avantage des lieux qu'il occupait. Il arrêta le cours de la petite rivière qui passe près d'Aquila : elle inonda la plaine où il attendait ses ennemis, et il se crut assuré que lorsque leurs chevaux descendraient fatigués de la montagne et s'engageraient ensuite dans un marais inconnu, il lui serait facile de profiter de leur désordre[1].

Caldora, après avoir essayé vainement de ravitailler la ville autrement qu'en livrant bataille, ou de s'ouvrir ailleurs un passage pour arriver à Aquila, fut réduit à prendre la route de la montagne Saint-Laurent. Les cavaliers tremblaient cependant en descendant les sentiers étroits et tortueux où ils se trouvaient à la merci de leurs ennemis. Ils remarquaient au-dessus d'eux des fantassins maîtres des défilés dans lesquels ils s'engageaient. Mais Braccio les avait placés là pour couper la retraite de l'armée de l'Église, non pour empêcher son approche ; et malgré les sollicitations de ses officiers, il ne voulut pas commencer le combat avant que Caldora fût arrivé dans la plaine avec toute sa gendarmerie.

Braccio avait chargé Nicolas Piccinino, le meilleur de ses capitaines, de veiller, avec quatre compagnies de soixante gendarmes, à la porte d'Aquila, en lui recommandant de ne pas quitter ce poste, quoi qu'il pût arriver. Il avait envoyé toute son infanterie sur les hauteurs, afin qu'elle attaquât ses ennemis par derrière, lorsqu'il les aurait une fois mis en déroute.

Le 2 juin 1424, il commença le combat, à la tête de sa gendarmerie, trois fois moins nombreuse que celle de Caldora. Cependant, avec son impétuosité ordinaire, il poussa bientôt

[1] *Vita Brachii a J. Campano.* L. VI, p. 617.

l'ennemi au pied de la montagne, et il le jeta dans un grand désordre. Michélotto Attendolo, l'un des parents de Sforza, fit alors avancer de l'infanterie avec ordre de profiter de la mêlée pour se glisser sous le ventre des chevaux et leur percer le flanc : en effet, les fantassins de Sforza démontèrent en peu de temps plusieurs compagnies de gendarmes de Braccio, et jetèrent du désordre parmi le reste. Dans ce moment, Nicolas Piccinino, voulant rallier ses compagnons d'armes, abandonna la garde de la porte qui lui avait été assignée, malgré l'ordre précis qu'il en avait reçu, tandis que Braccio ne put faire parvenir ses signaux à son infanterie au moment où il avait besoin de la faire descendre des hauteurs qu'elle occupait. La bataille fut perdue parce que les premiers quittèrent leur poste, et que les seconds s'obstinèrent à rester dans le leur. Dès que les habitants d'Aquila virent que leurs portes étaient demeurées libres, ils sortirent au nombre de six mille, et vinrent fondre par derrière sur l'armée de Braccio. Tandis que celui-ci parcourait les rangs pour rendre le courage à ses soldats, il fut blessé d'un coup d'épée dans la gorge, et renversé de son cheval. Ses guerriers, en apprenant sa chute, s'enfuirent de tous côtés : lui-même, relevé par ses ennemis, fut conduit dans la tente de leur général ; mais jamais il ne voulut répondre par un mot ou un signe à leurs offres ou aux consolations qu'ils s'efforçaient de lui donner. Plusieurs de ses soldats étaient prisonniers avec lui ; on leur permit de s'approcher de leur général et de lui parler sans témoins : jamais ils ne purent obtenir de son âme altière qu'il leur donnât aucun signe d'attention après sa défaite, ou qu'il prît quelque nourriture. Quoique les médecins eussent déclaré que sa blessure n'était point mortelle, lorsqu'il eut passé trois jours sans boire ou manger, ou articuler un seul son, il mourut dans la cinquante-sixième année de son âge, le 5 juin 1424. Les gémissements et les sanglots de ses soldats reten-

tirent dans le camp des vainqueurs, et la victoire, achetée par la mort d'un si grand homme, plongea ses ennemis mêmes dans le deuil. Son corps fut envoyé à Rome, où le pape le fit enterrer dans un lieu profane, comme étant excommunié [1].

La mort de Braccio détruisit en un instant la principauté qu'il avait formée. Pérouse ouvrit ses portes au pape le 29 juillet, sous condition que les émigrés du parti des Raspanti ne seraient point rappelés dans cette ville, et que le château de Montone, patrimoine des ancêtres de Braccio, serait conservé au comte Oddo, son fils. Les autres villes de l'état de l'Église se soumirent également à Martin V, et l'excommunication prononcée contre elles fut révoquée [2]. Capoue et les divers fiefs qui avaient été donnés à Braccio dans le royaume de Naples retournèrent à la reine. Le comte Oddo, fils de Braccio, recueillit, avec l'aide de Nicolas Piccinino, une partie de son armée; et les Florentins, qui à cette époque avaient un extrême besoin de troupes, prirent ces deux généraux à leur solde avec quatre cents lances, ou douze cents gendarmes [3].

Le duc de Milan ne s'était point contenté de violer le traité conclu avec les Florentins, en disposant de Sarzana, ville située au-delà du fleuve Magra, et des frontières que lui-même avait imposées volontairement à ses négociations et à ses conquêtes; il avait aussi envoyé des troupes à Bologne, sur la demande du légat, pour attaquer Castel Bolognèse, où les héritiers de la maison Bentivoglio s'étaient retirés [4].

[1] *Vita Brachii Perusini a J. Campano*. L. VI, p. 620. — *J. Simonetæ de R. G. Franc. Sfortiæ*. L. I, p. 192-200. — *Leodrisii Cribellii de Vita Sfortiæ*, p. 729-732. — *Annales Bonincontrii Miniat.* p. 133. — *Giornali Napolet.* p. 1092. — Lettre de Martin V au roi de Castille. *Annal. eccles.* 1424, § 16. T. XVIII, p. 69.—[2] *Annal. eccles. Raynaldi* 1424, § 16, p. 69. — *Vita Martini V ex additamentis ad Ptolom.* p. 866. — *Matthæi de Griffonib. Memoriale historic.* p. 230.—*Cherubino Ghirardacci, Storia di Bologna*, L. XXIX, T. II, p. 646. — [3] *Commentari di Neri di Gino Capponi*, p. 1163. — [4] *Matthæi de Griffonib. Memor. histor.* p. 229. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 612. — *Poggii Bracciolini Hist. Flor.* L. V, p. 324.

De tous côtés ses armées se rapprochaient de la Toscane, où il cherchait à réveiller le parti que son père avait autrefois formé. Après la mort de George des Ordélaffi, seigneur de Forli, survenue le 25 janvier 1422, sa veuve, Lucrèce des Alidosi, fille du seigneur d'Imola, était demeurée chargée de la tutelle de son fils, Théobald des Ordélaffi, âgé seulement de neuf ans, et elle gouvernait ce petit état sous la protection des Florentins. Mais Catherine des Ordélaffi, sa belle-sœur, s'était mise à la tête du parti gibelin dans Forli. Encouragée par les offres secrètes du duc de Milan, elle excita, le 14 mai 1423, le peuple à prendre les armes; elle fit arrêter sa belle-sœur Lucrèce, et chasser tous les habitants d'Imola et tous les Florentins que celle-ci avait appelés à Forli; à leur place elle introduisit dans cette ville une garnison milanaise [1]. C'était, de la part du duc de Milan, une violation expresse du traité de paix; car il avait reconnu que la Romagne entière était sous la protection des Florentins, et il s'était engagé à ne jamais se mêler des révolutions de cette province. Les Florentins envoyèrent Pandolfe Malatesti à Forli pour délivrer la forteresse assiégée par les Milanais; ce prince fut battu, le 6 septembre 1423, au Ponte à Ronco, par le général du duc de Milan, et la guerre fut dès lors allumée en Romagne [2].

Philippe-Marie, ne se croyant plus obligé à garder aucun ménagement, fit entrer en Romagne Ange de la Pergola, avec une armée plus considérable. Ce général, à son passage près d'Imola, surprit cette ville le 1er février 1424, profitant de ce que le grand froid permettait de traverser les fossés sur la glace [3]. Louis des Alidosi, enlevé dans sa capitale, fut

[1] *Chronic. Foroliviense Fratris Hieronymi.* T. XIX, p. 890.—*Annales Forolivienses.* T. XXII, p. 212. — *Chronicon Tarvisinum Redusii de Quero,* p. 851. — *Poggii Bracciolini Hist.* L. V, p. 323. — [2] *Andrea Biglia, Histor. Mediol.* L. IV, p. 63. — *Commentari di Neri di Gino Capponi,* p. 1162.—[3] *Chronic. Foroliviense Fr. Hieronymi,* p. 891. — *Matthæi de Griffonibus Memor. historic.* p. 229.—*Cronica di Bologna,* p. 613.

envoyé dans les prisons de Milan ; Guido Antonio de Manfrédi, seigneur de Faenza, se déclara, peu de jours après, pour le duc ; et le pape, favorisant le même parti, retira de Bologne le légat de Condolmiéri, qu'il croyait trop ami des Florentins [1].

La guerre commençait, pour ces derniers, sous les auspices les plus défavorables ; Braccio, sur lequel ils avaient compté pour être leur défenseur, et qui recevait d'eux une pension annuelle pour prix des services qu'il devait rendre au besoin, après avoir longtemps éludé leurs sollicitations, venait d'être tué au milieu de son armée mise en déroute. Dans son camp, des députés florentins avaient été dépouillés par les vainqueurs, au moment où ils lui portaient soixante-six mille florins pour la solde de ses troupes [2]. Pour le remplacer, les dix de la guerre avaient pris à leur service Charles Malatesti, seigneur de Rimini, et ils avaient rassemblé sous ses ordres une armée de six mille chevaux et trois mille fantassins, dont les principaux chefs étaient Pandolfe Malatesti, Orso Orsini, Louis de Obizzi et Nicolas de Tolentino [3]. Mais Charles, ayant voulu porter des secours au comte Albéric de Barbiano, allié de la république, qui était assiégé par Pergola dans son château de Zagonara, livra bataille, le 27 juillet, au général milanais, après avoir fatigué ses hommes et ses chevaux par une longue marche dans des chemins difficiles et pendant une pluie violente. Il fut mis dans une déroute complète, et fait prisonnier avec un grand nombre de ses officiers. Le duc de Milan, qui quelquefois renonçait tout à coup à sa conduite basse et perfide pour agir avec une générosité chevaleresque, reçut Charles Malatesti avec les plus vifs témoignages d'affection et de respect, lorsque ce prince,

[1] *Poggii Bracciolini Histor.* L. V, p. 328. — *Cronica di Bologna*, p. 614. — [2] *Joh. Simonetæ.* L. I, p. 197. — [3] *Poggii Bracciolini Hist.* L. V, p. 329. — *Andreæ Billii Histor. Mediolan.* L. IV, p. 67.

prisonnier, fut transféré à Milan : il oublia son inimitié pour ne voir en lui qu'un des amis de son père et un de ses tuteurs, et après lui avoir fait partager les fêtes et les plaisirs de sa capitale, il le renvoya sans rançon et sans condition avec tous les prisonniers. Malatesti, dès cet instant, abandonna les Florentins pour s'attacher uniquement au duc de Milan [1].

Le comte Oddo, fils de Braccio de Montone, et Nicolas Piccinino, arrivèrent ensuite à Florence avec les débris de l'armée défaite devant Aquila. 1425. — Piccinino, après avoir réuni les soldats échappés à la déroute de Zagonara, contint dans le devoir quelques châteaux de l'état d'Arezzo qui déjà se préparaient à la révolte; mais lorsqu'il voulut ensuite passer en Romagne, comme il traversait le val de Lamone, il fut surpris dans une embuscade par les paysans, le 1er février 1425 : le comte Oddo fut tué, Nicolas Piccinino fut fait prisonnier, et cette troisième armée florentine fut dissipée comme les deux autres [2]. Il est vrai que Piccinino, prisonnier, fut conduit chez Guido Antonio Manfrédi, seigneur de Faenza, qui avait quelque sujet de plainte contre le duc de Milan. Admis à sa confidence, il lui représenta combien l'alliance des Florentins lui serait plus avantageuse que celle de Visconti, et il sut le déterminer à changer de parti. Le seigneur de Faenza déclara la guerre au duc de Milan le 29 mars 1425, et il rendit la liberté au général son prisonnier [3].

Les Florentins, dans le même temps, avaient fait avancer une autre armée dans la Ligurie, tandis que, de concert avec Alfonse d'Aragon, ils avaient armé une flotte de vingt-

[1] *Poggii Bracciolini*. L. V, p. 332. — *Commentari di Neri di Gino Capponi*, p. 1163. — *Andreæ Billii Hist. Mediolan*. L. IV, p. 68. — *Annales Bonincontrii Miniat*. p. 133. — *Cronica di Bologna*, p. 615. — *Chronicon Foroliviense*. T. XIX, p. 894. — [2] *Commentari di Neri di Gino Capponi*, p. 1163. — *Macchiavelli, delle Istorie Florent*. L. IV, p. 26. — *Matthæi de Griffonibus Memor. histor*. p. 230. — [3] *Chronic. Tarvisin. Redusii de Quero*, p. 852. — *Poggio Bracciolini, Histor. Flor*. L. V, p. 332.

quatre galères catalanes, qui parut devant le port de Gênes le 10 avril 1425. L'ancien doge, Thomas de Campo Frégoso, était monté sur cette flotte; il espérait éveiller le zèle des partisans de sa famille, des Fieschi et de tout le parti guelfe. Mais vainement il appela les Génois à secouer le joug de Philippe et des Gibelins, la haine du peuple pour les Catalans était plus forte que sa haine pour la tyrannie : la flotte aragonaise fut obligée à se retirer; et l'armée florentine, où se trouvait un frère du doge, fut battue à Rapallo [1].

Nicolas Piccinino, que la république regardait comme son capitaine le plus fidèle, ayant eu quelque différend avec les dix de la guerre, quitta le service des Florentins pour passer à celui du duc de Milan, qui avait déjà pris à sa solde François Sforza avec deux mille chevaux [2]. Peu de temps après, Bérardino de la Carda des Ubaldini, nouveau général de la république, fut battu à Anghiari, le 9 octobre, par Guido Torello. Enfin, le 17 du même mois, les Florentins éprouvèrent une nouvelle défaite à la Faggiuola; c'était la sixième depuis que la guerre avait commencé, et tant de revers n'avaient été pour eux entremêlés d'aucun succès [3].

A cette suite de désastres les Florentins opposèrent un courage indomptable. Ils rassemblèrent pour la septième fois leur armée, et se mirent en défense. Cependant ils sollicitèrent de s'unir à eux toutes les puissances intéressées à l'équilibre de l'Italie; ils envoyèrent des ambassadeurs à l'empereur Sigismond, au pape et aux Vénitiens : le premier, trop occupé par les Turcs et les Hussites, le second, trop aveuglé par sa colère, ne leur promirent aucun secours [4]; mais les Vénitiens

[1] *Poggii Bracciolini*, L. V, p. 330. — *Joh. Simonetæ*, L. II, p. 203. — *Joh. Stellæ Annales Genuens.* p. 1292. — *Ubertus Folieta Genuens. Hist.* L. X, p. 598. — *Ricordi di Giovanni Morelli Delizie Erud.* T. XIV, p. 65. — [2] *Poggii Bracciolini.* L. V, p. 335. — *And. Billii.* L. IV, p. 70. — *Simoneta.* L. II, p. 203. — *Ann. Bonincontrii*, p. 134. — *Capponi Comment.* p. 1164. — *Leon. Aretini Comment. de suo tempore*, p. 933. — [3] *Ricordi di Giov. Morelli*, p. 68. — [4] *Poggii Bracciolini.* L. V, p. 336. — *Giov. Batt.*

parurent ébranlés : aussi la république leur envoya-t-elle trois ambassadeurs successivement pour les presser de se déclarer. Les seigneurs de Mantoue, de Ferrare et de Ravenne, qui commençaient à craindre pour eux-mêmes l'ambition de Visconti, secondèrent les Florentins par leurs sollicitations [1].

Un traité de paix liait encore pour cinq années le duc de Milan et la république vénitienne; mais le duc ne se montrait pas scrupuleux observateur d'engagements semblables; on connaissait ses prétentions sur les villes de Vérone et Vicence, et même de Padoue et Trévise, que son père avait possédées avant la seigneurie. Bientôt un homme réfugié à Venise, après avoir participé à tous les conseils du duc, apprit à la république qu'en vain elle ajournerait la guerre, puisqu'elle ne pouvait pas l'éviter pour toujours.

Cet homme était le comte François Carmagnola, longtemps favori du duc de Milan, dont il avait créé la puissance. En retour, il avait été adopté par lui, et il avait reçu de lui le nom de Visconti : mais, depuis quelque temps, il était tombé dans la disgrâce de son maître; ses immenses richesses, son crédit auprès des soldats, et jusqu'au souvenir de services trop importants pour qu'un prince ingrat pût les oublier, excitaient la jalousie du duc. Déjà le commandement de la flotte génoise destinée contre Naples, après avoir été promis à Carmagnola, avait été donné à Guido Torello [2]. Bientôt après Philippe voulut ôter à ce général le commandement de trois cents chevaux, qu'il joignait à celui de la ville de Gênes. Carmagnola écrivit au duc pour le supplier de ne point l'éloigner des soldats, lui qui était né et nourri dans les armes; il ne reçut point de réponse. Il partit alors pour Abbiate Grasso,

Pigna, Stor. de' Princ. d'Este. L. VI, p. 546.—[1] *Andrea Naugerio, Stor. Venez*. p. 1086. —*Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Ven*. p. 976.—*Platina, Hist. Mantuana*. L. V, p. 802. — [2] *Joh. Stellæ Annales Genuens*. p. 1289.

où était la cour; mais, pour la première fois, Carmagnola se vit refuser l'entrée des appartements de son souverain, sous prétexte que le duc était en affaires : il insista, on ne lui opposa que le silence : il éleva la voix de manière à être entendu de Philippe; il protesta de son innocence; il accusa ses envieux; il jura enfin qu'il se ferait regretter, et que celui qui lui fermait sa porte se repentirait un jour de ne l'avoir pas entendu. Aussitôt il partit avec ses cavaliers, et ne s'arrêta point qu'il ne fût parvenu à Ivrée, sur le territoire du duc de Savoie. Il se présenta devant Amédée, dont il était né vassal; il lui révéla quels avaient été les projets de Visconti contre lui : il l'exhorta à prendre les armes pendant qu'il en était temps encore, et à prévenir l'attaque de son ennemi, puisqu'il ne pouvait pas l'éviter [1]. Il traversa ensuite la Savoie et la Suisse pour se rendre à Venise, où il arriva le 23 février 1425; et il agit avec plus de chaleur encore auprès du sénat de cette république, pour se venger d'un prince qui oubliait ses bienfaits, et qu'il se flattait d'abaisser comme il l'avait élevé. Philippe, de son côté, informé du mouvement que se donnait Carmagnola, confisqua tous ses biens, qui produisaient alors quarante mille florins de revenu [2].

Dès l'arrivée de Carmagnola à Venise, il fut pris à la solde de la république, avec trois cents lances. Cependant le sénat hésitait à lui accorder une pleine confiance : sa brouillerie avec son maître pouvait être simulée, et d'autres ministres du duc s'étaient réfugiés plus d'une fois chez ses ennemis pour connaître leurs secrets, et les trahir ensuite. La seigneurie hésitait aussi à donner une réponse satisfaisante aux ambassadeurs florentins; elle craignait de rompre avec le duc, et

[1] *And. Billii Histor. Mediol.* L. IV, p. 72. — *Joh. Simonetæ de R. G. Francisci Sfortiæ.* L. II, p. 201. — [2] *Redusii de Quero Chron. Tarvis.* p. 854. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venez.* p. 978. — *Gio. Batt. Pigna, Stor. de' Princ. d'Este.* L. VI, p. 549.

voulait attendre les événements. Mais chaque mois apprenait de nouveaux désastres éprouvés par les armes de la république florentine, et Lorenzo Ridolfi, l'un des dix de la guerre, qui était venu lui-même en ambassade à Venise, s'écria dans le conseil avec impatience : « Seigneurs! vos lenteurs ont déjà « rendu Philippe Visconti duc de Milan et maître de Gênes; en « nous sacrifiant, vous allez le rendre roi d'Italie; mais à notre « tour, s'il faut nous soumettre à lui, nous allons le faire em« pereur[1]. »

Une tentative du duc de Milan, pour faire empoisonner Carmagnola à Trévise, leva tous les doutes des Vénitiens sur la haine mutuelle du prince et de son général[2]; elle donna ainsi plus de poids aux remontrances du dernier. Le sénat fut enfin assemblé le 14 décembre 1425, pour prendre une détermination finale; les ambassadeurs de Florence, ceux de Milan, et Carmagnola, furent admis à parler à leur tour devant cette auguste assemblée.

Lorenzo Ridolfi, après avoir rappelé la haine qui subsista toujours entre les tyrans et les villes libres, haine qui peut être déguisée, mais qui n'est jamais éteinte dans le fond des cœurs; après avoir montré quelle avait été la politique constante de la maison Visconti, et la suite de ses usurpations; après avoir fait voir enfin que le duc avait violé tous ses engagements envers Florence, appela les Vénitiens à songer à leur propre danger. « Déjà, dit-il, nous nous sommes dépouillés « pour cette guerre; nous avons rempli l'Italie des pierreries « et des joyaux de nos femmes et de nos filles; nous avons « vendu tout ce que nous avions de plus précieux pour com« battre. Nos dépenses surpassent deux millions de florins « d'or. Quand nous aurions vendu Florence tout entière,

[1] *Gio. Batt. Pigna, Stor. de' Princ. d'Este.* L. VI, p. 550. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venez.* p. 979. — *Poggio Bracciolini, Hist. Flor.* L. V, p. 336. — [2] *And. Billii Hist. Mediol.* L. V, p. 81. — *Pogg. Bracciol. Hist.* L. V, p. 338.

« nous n'aurions pu en tirer un prix si élevé. Mais, après « nous, vous serez les premiers qui serez écrasés. Si vous « chérissez cette liberté dont votre ville se glorifie, libres en- « core, joignez vos armes à celles des hommes libres. Partagez « avec nous le soin du salut public, tandis qu'il nous reste le « courage et la force de défendre notre dignité; car nous de- « mandons des alliés pour partager avec eux le fardeau de la « guerre, non pour le rejeter sur eux : quelque pesant qu'il « soit, nous en supporterons encore la plus grande par- « tie[1]. »

L'ambassadeur milanais justifia son maître des imputations des Florentins : il donna des motifs plausibles à la guerre qu'il soutenait alors contre eux; et pour prouver la modération des Visconti, il rappela la longue amitié qui les avait liés aux Vénitiens, quoique, depuis les conquêtes de Jean Galéaz, les deux états fussent devenus limitrophes[2]. Mais François Carmagnola, qui fut introduit à son tour, fit connaître combien le duc était loin de vouloir observer les traités qu'il avait jurés. Il révéla ses machinations et ses intrigues secrètes; il peignit surtout son caractère; cette ambition inquiète, qui n'était proportionnée ni aux forces de son état, ni à la vigueur de son âme, ni aux talents de son esprit. Tandis que ses trésors étaient épuisés, et que la haine de ses peuples était excitée contre lui, il le représenta enfermé dans ses jardins, prêtant l'oreille aux récits de ses chasseurs, ne parlant que de fêtes et de plaisirs avec ses favoris. Mais ses généraux ne pouvaient parvenir à le voir, lors même qu'ils livraient pour lui des batailles; et ses ministres, contre qui personne n'était admis à porter plainte, accablaient le peuple d'impôts. « Il re- « tient dans ses prisons, dit-il enfin, et ma femme et mes « filles, et il croit ainsi être maître de moi : mais partout où

[1] *And. Billii Histor. Mediol.* L. V, p. 78. — [2] *Ibid.* p. 79.

« je me sentirai libre, je croirai avoir trouvé une patrie. « Cette cité, qui ouvre un asile aux marchands de toutes les « nations et de toutes les religions, n'en refusera sans doute « pas un à Carmagnola. J'ai aussi mon métier que j'apporte « dans vos murs : c'est la guerre. Donnez-moi des armes ; « donnez-les-moi contre celui qui m'a réduit à cette dure « nécessité, et vous verrez alors si je saurai et vous défendre « et me venger[1]. »

Le sénat de Venise était déjà ébranlé par ces discours et par celui de Jean François de Gonzague, seigneur de Mantoue, qui implorait la protection de la république contre le Milanais[2]. Le doge François Foscari acheva d'entraîner les esprits. « Aidons les Florentins, s'écria-t-il, tandis « que Dieu les aide, et qu'ils s'aident aussi eux-mêmes ; « que tout le monde sache que nos amis et nos vrais alliés « sont ceux qui, comme nous, se dévouent pour la liberté ; « que partout où celle-ci élève ses drapeaux, le nom vé« nitien soit aussi répété[3] ! » Le traité d'alliance entre Florence et Venise fut signé. Les deux républiques s'engagèrent à mettre, à frais communs, seize mille chevaux et huit mille fantassins sous les armes. Les Florentins promirent d'équiper une flotte sur la mer de Gênes, et les Vénitiens, d'en faire remonter une par le Pô. Enfin toutes les conquêtes qui, par leurs armes, pourraient être faites en Lombardie, devaient demeurer aux Vénitiens[4]. Le marquis de Ferrare, le seigneur de Mantoue, les Siennais, le duc Amédée de Savoie, et le roi Alfonse d'Aragon, entrèrent successivement dans cette ligue ; et la guerre fut déclarée au duc de Milan par les confédérés, le 27 janvier 1426[5].

[1] *And. Billii Hist.* L. V, p. 82, — *Pogg. Bracciol.* L. V, p. 337. — [2] *Platinæ Hist. Mantuana.* L. V, p. 802. — *Gio. Batt. Pigna, Stor. de' Princ. d'Este.* L. VI, p. 550. — [3] *And. Billii Hist.* L. V, p. 85. — [4] *Pogg. Bracciol.* L. V, p. 339. — *Andrea Naugerio, Stor. Veneziana*, p. 1086. — [5] *And. Billii Hist.* L. V, p. 85. — *Joh. Simonetæ.* L. II, p. 205.—*Istor. anon. di Firenze.* T. XIX, p. 973.—*Mar. Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 982.

Carmagnola rassembla ses troupes dans l'état de Mantoue, en même temps que le marquis d'Este formait une armée sur le Panaro, et que les Florentins portaient au complet celle que Nicolas de Tolentino, leur général, commandait en Toscane. Carmagnola voulait ouvrir la campagne par la surprise de Brescia. Il avait un grand nombre de partisans dans cette ville, qu'il avait autrefois conquise sur Pandolfe Malatesti, et dont il s'était dès lors déclaré le patron. Tous les Guelfes, qui habitaient dans un quartier séparé et entouré de murailles, étaient mécontents de la maison Visconti qui les opprimait; quelques soldats avaient aussi promis d'ouvrir aux Vénitiens la citadelle : mais on croit que le duc de Milan, après avoir découvert leur complot, prit des mesures pour que les lieux forts restassent entre ses mains, et ferma les yeux sur les intrigues des Guelfes, dont il était averti, afin d'en prendre occasion, lorsqu'elles se seraient manifestées, de sévir contre tout ce parti et de confisquer ses biens [1].

1426. — La ville de Brescia était alors composée de plusieurs quartiers défendus par des fortifications indépendantes. Sur la montagne qui la domine était une forteresse entourée d'un double mur, soutenu de tours rapprochées l'une de l'autre. Une seconde enceinte de murs formait au-dessous de la première une seconde forteresse habitée par les Gibelins; au-dessous et sur la droite s'en trouvait une troisième, qu'on nommait la citadelle neuve, attenante à la porte Pilaire; à gauche, le quatrième quartier, qui s'étend dans la plaine, et la partie la plus basse de Brescia, se nommait la ville guelfe. C'est dans ce quartier seul que Carmagnola fut introduit le 17 mars 1426. Encore la porte de Garzetta, qui est à l'extrémité de la ville, ne lui fut-elle point livrée; mais elle demeura entre les mains de la garnison milanaise [2].

[1] *And. Billii Hist.* L. V, p. 86.—[2] *J. Simonetæ.* L. II, p. 205.—*Pogg, Bracciol. Hist.* L. V, p. 340.—*Platina, Hist. Mant.* L. V, p. 804.—*Redus. de Quero, Chron. Tarv.* p. 8[?]5.

La première nouvelle de l'occupation de Brescia causa beaucoup de joie à Venise et à Florence : mais lorsqu'on apprit dans ces deux villes que Carmagnola n'était maître que de quelques rues et de quelques places, tandis que tous les lieux forts de la ville étaient demeurés au duc de Milan, on perdit l'espérance qu'il pût s'y maintenir, d'autant plus que Guido Torello, François Sforza, Nicolas Piccinino, et d'autres capitaines illustres à la solde de Philippe, s'avançaient pour recouvrer cette ville importante. Carmagnola cependant suppléa par son activité au danger de sa situation ; il sépara, par un fossé large et profond, le quartier qu'il occupait, de la forteresse la plus prochaine : en même temps il entreprit le siége de la porte de Garzetta. Lorsque Nicolas de Tolentino, général des Florentins, fut arrivé dans son camp, il commença aussi le siége des deux citadelles ; et pour qu'elles ne pussent pas recevoir de nouveaux secours de dehors, il les enferma par un fossé de plus de deux milles de longueur, et de vingt pieds de large sur douze de profondeur. Les combats se renouvelaient sans un moment de relâche dans ces différents siéges ; et l'artillerie, dont l'usage commençait à devenir plus général et plus meurtrier, détruisait des fortifications qui n'avaient point été construites pour lui résister. La porte de Garzetta se rendit la première, et peu après, la citadelle neuve. Ange de la Pergola, d'après les ordres du duc, ramena de Romagne l'armée avec laquelle il y avait fait la guerre ; et il passa le Panaro, par la négligence ou la connivence du marquis d'Este, qui s'était chargé d'en défendre les bords. Tous les condottiéri du duc se trouvèrent ainsi réunis près de Brescia, et ils formèrent une armée de plus de quinze mille gendarmes, avec un nombre proportionné d'infanterie : mais la jalousie de ces chefs et leur insubordination les empêchèrent de tirer parti de leurs forces. Ils n'attaquèrent les lignes de Carmagnola que lorsqu'il était trop tard pour

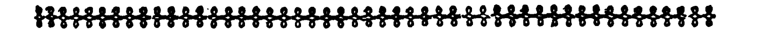
les forcer; ils furent alors repoussés avec perte : les Bressans, assiégés dans leurs différentes forteresses, furent obligés successivement de se rendre. Cinq capitulations séparées livrèrent, à de longs intervalles, les divers quartiers de la ville aux Vénitiens; le 20 novembre 1426, la citadelle vieille se soumit la dernière, et compléta la conquête de Brescia[1].

Lorsqu'Ange de la Pergola avait évacué la Romagne, d'après les ordres de son maître, il avait rendu au pape les deux villes d'Imola et de Forli, qu'il avait occupées deux ans auparavant. Le duc protesta en même temps qu'il n'avait entrepris la guerre que pour l'avantage de l'Église, dépouillée de ses états par des tyrans[2]. Martin V, en retour, offrit aussitôt son entremise pour réconcilier les deux républiques avec le duc. Il envoya le cardinal de Bologne à Ferrare, pour inviter les puissances belligérantes à un congrès. Leurs députés s'y rendirent en effet : ceux du duc de Milan parurent disposés à faire toutes les concessions qu'on pouvait exiger d'eux. Les villes de Romagne, dont la possession était le premier motif de la guerre, avaient été restituées au pape; les châteaux conquis par Ange de la Pergola avaient été repris par les Florentins : le duc ne demandait point à être remis en possession de Brescia, non plus que de quelques villages pris par le duc de Savoie en Piémont; il consentait, au contraire, à céder aux Vénitiens le reste du territoire bressan. La paix fut donc signée le 30 décembre 1426. Mais le duc n'avait pas plus de constance pour se soumettre aux privations que de courage pour supporter les revers : il eut à peine signé ce traité que

[1] *Pogg. Bracc. Hist.* L. V, p. 341. — *Redus. de Quero, Chron. Tarv.* p. 856. — *Naugerio, Stor. Venez.* p. 1089. — *Marin Sanuto,* p. 986. — *Andrea Biglia.* L. V, p. 91. — *Joh. Simonetæ.* L. II, p. 208. — *Comment. di Neri di Gino Capponi,* p. 1164. — [2] *Matthæi de Griffonibus Memor. histor.* p. 231. C'est la dernière fois que nous citerons cet historien; il mourut peu de temps après, le 3 juillet 1426. — *Annal. Foroliv.* T. XXII, p. 214.

les conditions lui en devinrent insupportables, et il reprit aussitôt les armes pour tirer vengeance de ceux qui avaient voulu les lui imposer[1].

[1] *Leon. Aretini Comment.* p. 934. — *Naugerio, Stor. Ven.* p. 1090. — *Mar. Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 990. — *And. Billii Hist.* L. V, p. 92. — *J. Simonetæ.* L. II, p. 209. *Pogg. Bracciol.* L. V, p. 344.



CHAPITRE XV.

Seconde guerre des Florentins avec le duc de Milan.—Révolutions dans l'état de l'Eglise. — Tentative des Florentins sur Lucques, cette ville recouvre sa liberté. — Troisième guerre avec le duc de Milan. — Mort de Carmagnola.

1427-1432.

Les Milanais s'étaient accoutumés à la domination de la maison Visconti ; une longue suite de princes, dont plusieurs étaient doués de talents, quelques-uns même de vertus, avait attaché l'honneur national à celui de cette dynastie : son autorité était considérée comme légitime, et la charte qui élevait Jean Galéaz à la dignité ducale avait dissipé les derniers scrupules de ceux qui condamnaient encore l'usurpation originaire d'Othon Visconti. Les hommes voudraient toujours respecter ceux à qui ils sont forcés d'obéir , et leur orgueil personnel souffre, lorsqu'ils rougissent pour leurs maîtres. Aussi, tout ce qu'il pouvait y avoir de méprisable dans le caractère de Philippe-Marie était-il soigneusement dissimulé. On évitait de juger ce prince sur ses nombreux actes de perfidie, sur sa cruauté envers sa première femme, son ingratitude envers ses plus fidèles serviteurs. Tandis que ses peuples gémissaient sous le poids des contributions, et que ses états

étaient dévastés par des guerres continuelles, on cherchait des prétextes pour justifier ces guerres mêmes, dans lesquelles il était entraîné par une ambition insatiable ; et l'on attribuait à une sage politique la pusillanimité avec laquelle il se cachait à tous les yeux, de même qu'on appelait philosophie, sa mollesse efféminée et sa recherche des plaisirs[1].

1446. — Cependant, lorsqu'on apprit à Milan sous quelles conditions le duc avait accepté la paix qui lui était offerte par les confédérés, le peuple murmura de ce que son souverain se soumettait à tant d'humiliations. On ne pouvait comprendre comment il perdait courage pour la prise d'une seule ville, lui dont l'armée, forte de quinze mille cuirassiers, n'avait point encore combattu ; tandis que les Florentins avaient été vaincus, l'année précédente, dans six grandes batailles, sans que leurs défaites les eussent engagés à se soumettre à la plus légère humiliation. Les gentilshommes milanais crurent que leur honneur et celui de l'état étaient compromis par le traité que le duc venait de conclure ; ils attribuèrent à sa pusillanimité les concessions qu'il venait de faire, et ils saisirent cette circonstance pour demander que la nation eût quelque part à son propre gouvernement.

Une députation de la noblesse de Milan supplia le duc de rompre un traité contraire à son honneur et à sa sûreté ; de ne point évacuer huit châteaux forts de l'état de Brescia qu'il s'était engagé à rendre aux Vénitiens, mais qui servaient de barrière à ses états ; de ne point permettre à ses ennemis de fortifier une tête de pont sur la rive droite de l'Oglio ; de ne point enfin accorder à la crainte ce que la force n'avait pu lui enlever. Ils ajoutèrent que si le duc voulait se confier au

[1] Petrus Candidus Décembrius, en écrivant sa vie, a rendu compte de ses mœurs, de ses habitudes, de ses vêtements, de sa nourriture, avec autant de détails que si l'homme dont il faisait le portrait avait mérité d'être le modèle de la race humaine. *Voyez* surtout les trente derniers chapitres, T. XX, p. 1000 et suiv.

zèle et à la loyauté de ses sujets, les Milanais le feraient bientôt triompher de tous ses ennemis. Lorsque Philippe-Marie voulut savoir d'une manière plus précise ce qu'il pouvait attendre d'eux, les nobles milanais répondirent qu'ils s'engageaient à maintenir dix mille chevaux et autant de fantassins sous les armes, pourvu que le duc leur cédât l'administration des revenus de la ville de Milan, et retirât aux courtisans les droits royaux qu'ils avaient usurpés. Philippe, après avoir délibéré avec ses favoris sur cette proposition, refusa de donner au peuple l'occasion de se mêler des affaires d'état, pour ne pas faire renaître chez les Milanais des habitudes républicaines que ses ancêtres avaient eu soin d'extirper : mais il résolut cependant de recommencer la guerre, afin de profiter des ressources que la municipalité de Milan lui avait indiquées. 1427. — A mesure que les Vénitiens licenciaient quelques compagnies de gendarmes, il eut soin de les prendre à sa solde; et au commencement du printemps, au lieu d'évacuer les châteaux qu'il avait promis de livrer, il poussa tout à coup ses troupes sur l'état de Mantoue[1].

Carmagnola avait quitté l'armée vénitienne, pour rétablir sa santé, altérée par une chute de cheval ; et les Milanais remportèrent, en son absence, quelques avantages sur ses lieutenants. Une flotte que le duc avait fait construire sur le Pô descendit ce fleuve sans rencontrer de résistance, et s'empara de Casal Maggiore, tandis que Nicolas Piccinino entreprit le siége de Brescello. Mais les Vénitiens armèrent avec diligence une flotte de trente galères, qui remonta le Pô sous les ordres de Francesco Bembo. Elle parvint jusqu'à peu de distance de Crémone, où elle rencontra, le 21 mai, Pacino Eustachio, l'amiral des Milanais. Nicolas Piccinino et Ange de la Pergola se trouvaient sur la rive méridionale du fleuve,

[1] *And. Bill. Histor. Mediolan.* L. V, p. 92-94.—*Poggio Bracciol.*, *Hist. Flor.* L. V, p. 345.

avec sept mille chevaux et huit mille fantassins; ils comptaient être à portée de seconder leur marine, ou tout au moins d'intimider leurs ennemis; en sorte qu'ils pressèrent Pacino Eustachio, qui se défiait de ses forces, à engager la bataille, en se laissant porter par le courant du fleuve contre les Vénitiens, qui étaient au-dessous de lui. Quatre galères milanaises, aidées par l'impétuosité du courant, traversèrent, en combattant, toute la flotte ennemie : mais les autres n'osèrent pas les suivre, et Francesco Bembo, profitant de leur indécision, les poussa contre la rive septentrionale, pour les séparer de l'armée de terre; et après un combat acharné, qui ne se termina que le second jour, il prit ou brûla toute la flotte milanaise[1].

L'amiral vénitien ne put cependant pas tirer un grand avantage d'une victoire aussi signalée; il n'avait pas assez de troupes de débarquement pour faire quelque conquête sous les yeux de Piccinino, qui le suivait de près. Il brûla, devant Crémone, trois redoutes que le duc avait fait élever sur le Pô pour commander la navigation du fleuve, et il s'avança jusqu'au Tésin, à peu de distance de Pavie : mais tous les soldats qu'il essaya de mettre à terre furent battus ou dispersés, et bientôt il retourna vers Venise, sans essayer de tirer plus de parti de sa flotte[2].

Carmagnola, de retour à son armée, qui se trouvait alors forte de douze mille chevaux, entra en négociation avec plusieurs châtelains des forteresses du duc, qu'il essayait de corrompre. Piccinino, qui en fut averti, le fit attirer, par de fausses assurances, devant Gottolengo; et là il le surprit le jour de l'Ascension, et lui fit quinze cents prisonniers[3]. Ce

[1] *And. Bill. Histor.* L. VI, p. 96. — *Pogg. Bracciol. Hist.* L. V, p. 346. — *Redus. de Quero, Chron. Tarv.* p. 861. — *Platinæ Hist. Mantuana.* L. V, p. 806. — *Mar. Sanuto, Vite de' Duchi di Ven.* p. 995. — [2] *And. Bill. Hist.* L. VI, p. 97. — *Joh. Simonetæ Vita Fr. Sfortiæ.* L. II, p. 210. — *Platinæ Histor. Mantuana.* L. V, p. 807. — [3] *And. Bill. Hist.* L. VI, p. 98. — *Pogg. Bracciol.* L. V, p. 348. — *Joh. Simonetæ.* L. II, p. 210. — *Gio. Batt. Pigna. Stor. de' Princ. d'Este.* L. VI, p. 560.

fut une leçon pour Carmagnola, qui dès lors ne se hasarda plus en présence des ennemis sans avoir fortifié son camp par une double enceinte de chars sur lesquels il plaçait constamment des archers en védette. Deux mille attelages de bœufs suivaient partout son armée, et formaient autour d'elle une ligne qu'il n'était pas facile de franchir.

Cependant Carmagnola s'avança vers Crémone avec l'intention d'en former le siége. De son côté, le duc Philippe-Marie crut, pour la première fois depuis qu'il faisait la guerre, devoir encourager ses troupes par sa présence. Il vint s'établir à Crémone, tandis que son camp était à trois milles en avant de cette ville. De part et d'autre, de nouveaux corps et de nouveaux capitaines venaient chaque jour se joindre à l'armée. Les états, devenus plus puissants et plus riches, employaient de plus grandes forces pour se combattre. L'on assure qu'à cette époque on compta, dans le seul territoire de Crémone, jusqu'à soixante et dix mille combattants entre les deux partis [1], ce qui paraissait prodigieux dans un temps où l'on se souvenait d'avoir vu trois ou quatre mille gendarmes répandre la terreur d'un bout à l'autre de l'Italie. Déjà l'augmentation du nombre des soldats forçait à changer le système militaire et à étendre les plans de campagne sur de plus vastes contrées; tandis qu'auparavant les armées, comme stationnaires dans un même lieu, n'avançaient ou ne reculaient point, et restaient une année à défendre le passage d'un ruisseau ou la possession d'un village.

Le camp de Carmagnola à Casal Secco était séparé de celui des Milanais par un large fossé. L'un et l'autre parti craignait de le passer, et voulait attirer à soi son ennemi plutôt que d'aller le chercher. Cependant, le 12 juillet, les généraux milanais, qui voulaient saisir l'occasion de se distinguer tandis

[1] *And. Bill. Hist. Mediol.* L. VI, p. 100. — *Joh. Simonetæ de Gestis Franc. Sfortiæ.* L. II, p. 211. — *Platinæ Hist. Mant.* L. V, p. 808.

que leur souverain était à portée de les observer et de leur accorder des récompenses, commencèrent l'attaque, et pénétrèrent même dans le camp de Carmagnola. Mais la chaleur extrême de la saison avait réduit le terrain en poudre : dès que la cavalerie commença la charge, elle se trouva enveloppée par de si épais nuages de poussière, qu'il devint impossible à chaque corps de se reconnaître ou de suivre une direction commune. Lorsqu'après un combat acharné de part et d'autre on sonna la retraite, un grand nombre de cavaliers, croyant rejoindre leurs quartiers, allèrent se jeter dans ceux des ennemis. Carmagnola, renversé de son cheval, combattit longtemps à pied : Jean-François de Gonzague fut quelque temps seul, et enveloppé de toutes part d'ennemis; François Sforza, enfin, pénétra sans suite jusqu'au milieu du camp des Vénitiens : tous trois auraient été pris, si quelqu'un des combattants avait pu voir à vingt pas devant lui; mais les deux armées se séparèrent sans avantage de part ni d'autre [1].

Cependant Amédée, duc de Savoie, Jean-Jacques, marquis de Montferrat, et Roland Palavicini, étaient entrés en même temps dans l'état de Milan par sa frontière occidentale. Le duc retourna dans sa capitale pour s'opposer à leurs ravages, et il envoya contre eux Ladislas Guinigi, fils du seigneur de Lucques, qui, après avoir balancé quelque temps entre la ligue et le duc, s'était enfin attaché au dernier. Ladislas força les Piémontais à la retraite; mais les Florentins ne pardonnèrent pas à son père cet acte d'hostilité contre leurs alliés [2].

Philippe, en s'éloignant de son armée de Crémone, la

[1] *Platinæ Hist. Mantuana.* L. V, p. 808. — *Naugerio, Stor. Venez.* p. 1091.—*Redus. de Quero, Chron. Tarvi.* p. 862.—*Gio. Batt. Pigna, Stor. de' Princ. d'Este.* L. VI, p. 562. — *Scip. Ammirato.* T. II, L. XIX, p. 1038. — *Joh. Simonetæ.* L. II, p. 212. — [2] *And. Bill. Histor.* L. VI, p. 100. — *Joh. Simonetæ de Gestis Franc. Sfortiæ.* L. II, p. 215.

laissa sous le commandement de quatre généraux avec une autorité égale. Nicolas Piccinino avait réuni presque tous les soldats de Braccio de Montone, et rendu l'existence à ses bandes longtemps fameuses. François Sforza commandait la troupe rivale, qui avait été formée par son père. Guido Torello avait été mis, par le duc, à la tête des soldats que Carmagnola avait rassemblés, et qu'il avait longtemps conduits à la victoire. Enfin, Ange de la Pergola, vieilli dans les combats, avait formé lui-même sa propre armée. Ces chefs, égaux en rang, en réputation et en habileté, nourrissaient les uns contre les autres une jalousie qu'échauffait encore la rivalité de leurs soldats; tandis que Carmagnola, dont l'autorité n'était disputée par personne dans son armée, avait sur ses adversaires un avantage prodigieux, grâce au secret et à la rapidité de ses mouvements. Il prit presque sous leurs yeux Bina et Casal Maggiore, et chacun de ses succès excita une nouvelle querelle dans le camp de ses ennemis. Ce n'est pas qu'il n'eût aussi sous ses ordres des hommes fiers et indépendants qu'il fallait plier à l'obéissance. On voyait dans son armée les trois princes souverains de Mantoue, de Faenza et de Camérino, les deux parents de Sforza, Michéletto et Lorenzo Attendolo, les commissaires des Florentins et des Vénitiens; enfin Paul-François Orsini, qui, plus que tous les autres, disputait l'autorité à son général [1]. Mais Carmagnola avait tant de dignité, de décision et de calme dans le danger, que ceux mêmes qui l'accusaient le plus d'arrogance n'hésitaient jamais un instant à lui obéir.

Philippe-Marie connaissait la jalousie de ses généraux, mais il la nourrissait au lieu d'y porter remède : il ne voulait en rendre aucun assez grand pour qu'il lui donnât de l'ombrage ; il ne voulait accorder à aucun une faveur qui pût

[1] *And. Bill. Histor.* L. VI, p. 101.

mécontenter les autres et les détacher de lui. Lorsqu'il se vit enfin forcé à soumettre à une seule volonté celle de tant de chefs, il voulut que son généralissime en imposât aux autres par sa naissance et son rang plus que par une réputation militaire dont ils seraient envieux. Il fit venir Charles Malatesti, fils du seigneur de Pésaro, et neveu de l'autre Charles Malatesti, seigneur de Rimini[1], et il lui confia le commandement suprême de son armée.

Carmagnola prit à tâche de provoquer ce nouveau général, et de le mettre en opposition avec ses lieutenants, qu'il savait plus expérimentés que lui. Il le harcelait, il affectait de le mépriser, et cependant il ne lui offrait la bataille qu'autant qu'il était assuré de l'avantage du terrain. Il vint enfin, le 10 octobre, attaquer le village de Macalò, non loin de l'Oglio, et à deux ou trois milles de l'armée milanaise, mais dans un lieu entouré de marais. Les chaleurs de l'été les avaient desséchés en partie ; en sorte que la croûte plus dure qui recouvrait le limon pouvait supporter des fantassins, tandis qu'elle s'enfonçait sous les pieds des chevaux. Carmagnola avait fait reconnaître soigneusement ces marais, il en connaissait chaque sentier praticable ; et derrière chaque buisson, sur chaque plateau d'un terrain plus ferme, il avait placé des embuscades, tandis qu'il laissait, en apparence, sans gardes la chaussée tortueuse qui traversait le marais. Les soldats milanais demandaient à grands cris le combat, et se considéraient comme insultés par la prise de Macalò, faite sous leurs yeux. Malatesta partageait leur ressentiment, tandis que, dans son conseil de guerre, plusieurs des capitaines représentaient les dangers de l'attaque[2]. Mais le parti le plus hasardeux l'emporta, lorsque ceux qui le proposaient donnèrent à entendre

[1] *Johann. Simonetæ de reb. Gest. Franc. Sfortiæ.* L. II, p. 213. — [2] Chacun des biographes de Sforza, de Piccinino, de Malatesti, etc., assure que son héros s'opposa au combat que les autres chefs sollicitaient.

que leurs adversaires manquaient de cœur. Peu de capitaines, intrépides dans le danger, ont eu le courage plus noble et plus vertueux de braver une semblable inculpation, lorsque l'intérêt de leur armée et de leur patrie l'aurait demandé.

L'armée milanaise s'engagea donc tout entière, le 11 octobre, sur la chaussée étroite qui traversait le marais. Tout à coup, lorsqu'elle n'était déjà plus à temps de reculer, elle fut assaillie de droite et de gauche par une volée de flèches; à ce signal, la cavalerie légère et l'infanterie de Carmagnola parurent sur les flancs : dès que les Milanais sortaient de la chaussée pour repousser l'ennemi, ils s'embourbaient dans les marais et ne pouvaient plus remuer. Une fois que la colonne fut jetée en désordre, les fantassins de Carmagnola s'aventurèrent sur la chaussée, et, perçant le ventre des chevaux milanais, ils renversèrent les cavaliers, qui, accablés sous le poids de leur armure, ne pouvaient plus se relever. Guido Torello trouva moyen de s'échapper avec son fils par un sentier qu'il découvrit au travers du marais; Piccinino, parcourant toute la chaussée, se fit jour au milieu des ennemis; Francesco Sforza retourna en arrière : mais Charles Malatesti fut fait prisonnier avec huit mille gendarmes, sans qu'il y en eût, à ce qu'on assure, un seul de tué. Tous les bagages et d'immenses richesses tombèrent au pouvoir du vainqueur[1].

Mais il n'existait plus aucune animosité entre les soldats des camps ennemis, et lorsque la bataille n'avait pas été sanglante, elle se terminait sans que les combattants conservassent aucun ressentiment les uns contre les autres. Les vainqueurs ne voyaient plus dans leurs prisonniers que des frères d'armes; la plupart avaient servi ensemble dans quelque guerre précédente

[1] *And Billii Hist.* L. VI, p. 103. — *Poggio Bracciolini, Hist.* L. VI, p. 351. — *Gio. Batt. Pigna, Stor. de' Princ. d'Este.* L. VI, p. 563. — *Platinæ Histor. Mantuana.* L. V, p. 809. — *J. Simonetæ.* L. II, p. 213. — *Redus. de Quero Chron. Tarv.* p. 863. — *Mar. Sanuto, Vite de' Duchi di Venez.* p. 998.

et avaient contracté, avec des hommes devenus leurs adversaires, des liens d'amitié et d'hospitalité guerrière. Presque tous ceux qui furent pris à Macalò avaient servi sous Carmagnola, et dans le cours de la campagne ils avaient montré, à plus d'une reprise, que leur ancien amour pour ce général n'était pas étouffé. Les soldats de Carmagnola, pendant la nuit qui suivit la victoire, rendirent presque tous la liberté aux soldats ennemis qu'ils avaient arrêtés. Le matin, les commissaires vénitiens se rendirent à la tente du général, lui reprochant de laisser échapper tous les fruits de sa victoire par cette libéralité imprudente. Alors Carmagnola donna ordre qu'on amenât devant lui tous les prisonniers qui se trouvaient encore dans son camp. On n'en put rassembler que quatre cents. « Puisque mes soldats, dit-il à ceux-ci, ont rendu la « liberté à vos frères d'armes, je ne veux pas leur céder en « générosité; allez, vous êtes libres aussi[1] ». Les Vénitiens ne témoignèrent aucun ressentiment de ce manque de déférence de leur général. Le conseil des Dix redoubla même de prévenance envers Carmagnola : il avait commencé à se défier de lui, et déjà il le traitait avec faveur, comme un homme qu'il voulait sacrifier.

La perte d'une bataille n'était plus qu'une perte d'argent. Le duc de Milan fut obligé de fournir de nouveaux chevaux et de nouvelles armes aux soldats que Carmagnola avait relâchés. Mais deux armuriers de Milan lui vendirent cinq mille cuirasses, et en peu de temps une nouvelle armée fut sur pied. Carmagnola ne voulut point pousser ses troupes jusqu'aux portes de Milan, comme il en fut sollicité par les commissaires vénitiens. Peut-être ressentait-il quelque pitié pour son ancien maître, qu'il avait suffisamment humilié; peut-être aussi craignait-il de s'exposer dans un pays ennemi, où

[1] *And. Billii Histor.* L. VI, p. 104. — *Naugerio, Storia Venez.* p. 1092.

de nombreuses milices auraient suppléé à la diminution des troupes de ligne : mais il attaqua et soumit successivement Montéchiaro, Orci et Pontoglio, et il remporta près de ce dernier château un avantage sur Nicolas Piccinino, qui fut le dernier fait d'armes de la campagne[1]. Dans le même temps, Angélo de la Pergola mourut inopinément à Bergame d'un regorgement de sang; Éricio, le secrétaire du duc, qui avait causé la disgrâce de Carmagnola, mourut aussi, de même que trois de ses capitaines; et Philippe, se trouvant affaibli par ces pertes redoublées, songea de nouveau à faire la paix. Il entra d'abord en négociation avec Amédée, duc de Savoie, qu'il détacha de la ligue des deux républiques; il lui abandonna la ville de Verceil, que ce duc avait conquise; il épousa sa fille Marie, et il signa, le 2 décembre 1427, la paix séparée qu'il fit avec lui[2].

Pendant l'hiver, le pape envoya de nouveau le cardinal Nicolas Albergati à Ferrare, pour renouer les négociations; c'était le même qui avait conclu le traité de l'année précédente. 1428. — A l'exception des Vénitiens, chacun désirait la paix. Florence était accablée par les efforts qu'elle avait faits pendant cinq années de suite, sans avoir conquis un seul village, ou recueilli aucun fruit de tous ses sacrifices; les seigneurs de Ferrare et de Mantoue, Palavicini et le marquis de Montferrat, étaient ruinés par la guerre : le duc de Milan perdait courage; depuis longtemps il demandait des secours à l'empereur Sigismond, qui le repaissait de vaines promesses, sans jamais les exécuter. Carmagnola lui-même avait satisfait sa vengeance. Son caractère superbe et impétueux était blessé par la morgue sombre et défiante des procurateurs de Saint-Marc, qui le suivaient partout pour le contrôler et l'épier. Il désirait que la paix avec le duc lui fît recouvrer ses biens, et

[1] *And. Billii Histor.* L. VI, p. 105. — [2] *Poggio Bracciolini, Hist.* L. VI, p. 352.—*Joh. Simonetæ.* L. II, p. 215.

remit en liberté sa femme et ses filles. Mais lui-même il avait appris aux Vénitiens à connaître le plaisir des conquêtes, et déjà leur ambition était plus active et plus avide que celle d'aucun monarque. A cette époque même, ils étaient engagés dans des hostilités presque continuelles avec les Turcs ; leur commerce était inquiété par des forbans : les places maritimes qu'ils possédaient en Grèce étaient bloquées, et quelquefois leurs garnisons étaient massacrées, et tous les sujets qui s'étaient mis sous leur protection étaient passés au fil de l'épée par les barbares [1]. Mais le conseil des Dix ne considérait déjà plus ses places fortes du levant que comme des comptoirs de commerce, qui contribuaient à la richesse, non à la grandeur de l'État. Il se consolait de leur perte par ses acquisitions en terre-ferme; il négligeait la marine, autrefois la gloire de Venise, pour employer tous les revenus de la république à entretenir des soldats, et il ne se proposait rien moins que la conquête de toute la Lombardie.

Les Florentins, par leur traité avec les Vénitiens, s'étaient engagés à continuer la guerre aussi longtemps que ces alliés ambitieux l'exigeraient. Cependant ils sollicitaient le sénat de faire connaître ses prétentions ; tous les autres confédérés paraissaient sur le point de se détacher d'eux. Alfonse d'Aragon aussi bien qu'Amédée de Savoie avaient fait leur paix particulière avec le duc. Au premier, Philippe avait fait espérer la cession de l'île de Corse, et en attendant qu'il pût y faire consentir les Génois, il avait remis en gage à l'Aragonais Lérici et Porto Vénéré [2]. Les Vénitiens, qui avaient d'abord demandé la cession de Brescia, Bergame et Crémone, avec tout leur territoire, se contentèrent des deux premières villes, avec une partie du district de la troisième. L'Adda leur fut

[1] C'est ainsi que, le 13 mars 1430, la ville de Thessalonique fut enlevée aux Vénitiens. *Mar. Sanuto, Vite de' Duchi di Venez.* p. 1008.—[2] *Johann. Stellæ Annales Genuenses.* T. XVII, p. 1300. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi,* p. 1000.

accordé pour frontière du côté de Milan ; le duc rendit à Carmagnola sa fortune et sa famille. Nul autre des confédérés ne retira quelque avantage de la paix ; seulement Philippe-Marie s'engagea, comme il avait fait précédemment, à ne prendre aucune part aux affaires de Toscane ou de Romagne. Il reconnut pour alliés des Vénitiens les seigneurs de Ferrare, de Mantoue et de Montferrat, et les comtes Palavicino et San Pellégrino dans l'état de Parme. Il reconnut de même pour alliés des Florentins les Siennais, les Frégosi, les Adorni et les Fieschi de Gênes, les seigneurs de Romagne et Paul Guinigi de Lucques ; ce dernier, qui s'était rangé parmi les ennemis des Florentins, fut compté à dessein au nombre de leurs alliés : on le privait ainsi de la protection du duc de Milan. Ce traité de paix fut signé le 18 avril 1428 [1].

Quoique l'Italie eût un extrême besoin de goûter quelques années de repos pour réparer ses forces épuisées par tant de guerres, il se passa peu de mois avant que les hostilités recommençassent dans cette contrée. Le signal pour une guerre nouvelle fut donné dans les états de l'Église, comme si cette province regrettait d'avoir seule été épargnée pendant les troubles précédents. Mais quoique Martin V parût avoir fait prospérer les pays qu'il avait réunis sous sa domination, il n'était ni aimé ni estimé de ses peuples. Les impôts, qu'il avait multipliés, non point en proportion de ses besoins, mais de son avidité d'amasser, excitaient des réclamations universelles ; sa libéralité envers ses parents, qu'il comblait de richesses et d'honneurs, et entre lesquels il partageait ses revenus, ses forteresses et ses soldats, éveillait la jalousie de la noblesse et du clergé. Enfin les villes qui avaient eu des seigneurs particuliers regrettaient toutes l'éclat de leurs petites cours,

[1] *And. Billii*. L. VI, p. 107. — *Pogg. Bracciolini*. L. VI, p. 352.—*Marin Sanuto, Vite*, p. 1000. *Gio.—Batt. Pigna*. L. VI, p. 564.—Rédusius de Quéro finit à cette époque sa chronique de Trévise. T. XIX, p. 866.

l'émulation qu'elles excitaient, les récompenses qu'elles offraient au mérite, les distinctions, les honneurs qu'elles accordaient, les richesses qu'elles fixaient dans la patrie. Imola paraissait déserte depuis qu'elle avait perdu ses Alidosi, Forli ses Ordélaffi, Ascoli et Fermo leurs Migliorotti. Bologne, plus puissante, plus riche, et accoutumée à une liberté plus entière, regrettait la constitution de son ancienne république [1]. Le pape retenait à Rome, en quelque sorte comme otage, Antoine Bentivoglio, fils de ce Jean qui, au commencement du siècle, s'était emparé de la seigneurie de Bologne. Il croyait avoir moins à se défier de la faction contraire, à la tête de laquelle on voyait la famille des Canédoli : ce fut cependant parmi ceux-ci que se forma une conjuration pour rendre la liberté à leur patrie.

Un profond secret fut gardé par les conjurés, entre lesquels se trouvaient les chefs des plus grandes familles de Bologne [2]. Une impatience commune de secouer le joug des prêtres, un mépris universel pour leur administration faible et languissante, formait le lien entre les conjurés, et leur assurait les secours du peuple. En effet, le 1er août 1428, lorsqu'ils se présentèrent armés sur la place publique, on entendit de toutes parts répéter les cris de *vivent les arts et la liberté!* Les portes du palais public furent enfoncées, il fut livré au pillage, et le légat fut forcé de s'enfuir. Un gonfalonnier et des anziani furent élus pour gouverner la république de Bologne selon ses anciens usages ; et Louis de San-Sévérino fut pris à la solde de la nouvelle seigneurie, avec une compagnie d'aventuriers qu'il avait commandée dans la guerre de Milan [3].

Mais les Bolonais ne pouvaient choisir un moment plus défavorable pour réclamer leur antique liberté. Tous leurs voi-

[1] *And. Billii Histor. Mediolan.* L. VII, p. 113. — [2] Outre les Canédoli, on y comptait les Zambeccari, les Pépoli, les Ramponi, les Griffoni, les Ghisilléri, les Gozzadini, etc. — [3] *And. Billii Hist.* L. VII, p. 112. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 617.

sins, épuisés par de longs combats, craignaient sur toute chose de s'engager dans une guerre nouvelle. Les Florentins, alliés héréditaires de Bologne et protecteurs de toutes les villes libres, refusèrent de reconnaître le nouveau gouvernement. Les seigneurs du voisinage, accoutumés à rechercher une solde étrangère, offrirent leurs services au pape, le seul souverain qui fût alors en état de les payer. Ladislas Guinigi, fils du seigneur de Lucques, vint de lui-même attaquer les Bolonais, avant que Martin V lui en donnât la commission [1]. Bientôt Charles Malatesti, seigneur de Rimini, en fit autant. Jacques Caldora, que le pape choisit pour son général, rassembla ses troupes dans l'état de Modène. Antoine Bentivoglio, par jalousie de Canédoli, se rapprocha de Bologne, et fit arborer les drapeaux de l'Église dans tous les châteaux où il avait quelque influence; en sorte que la nouvelle république fut bientôt bloquée de toutes parts et destituée de tout secours.

1429. — La guerre de Bologne fut poursuivie avec ce mélange de mollesse et d'obstination qui caractérisait les guerres ecclésiastiques. Les soldats, comme s'ils avaient eux-mêmes été conduits par des prêtres, ne se signalaient par aucun acte de vigueur ou de courage; il n'y avait ni fait d'armes distingué, ni rencontre sanglante, ni siége remarquable : mais de leur côté les armées ne se rebutaient point; elles semblaient savoir que le temps ne coûtait rien à l'Église, et que l'opiniâtreté est la plus sûre garantie du succès pour celui qui peut attendre. Après une année de combats, une convention fut conclue, le 30 août 1429, par laquelle l'exercice de la souveraineté fut partagé entre le légat du pape et la seigneurie [2].

Mais la guerre avait aigri la haine des deux factions. La seigneurie, pour subvenir à ses dépenses, avait été obligée de recourir à des impôts oppressifs. Elle s'était défendue contre

[1] *Cronica di Bologna*, p. 619. — [2] *And. Billii Hist.* L. VII, c. 115. — *Annales Bononiens. Hieronymi de Bursellis*, p. 870. — *Cronica Miscella di Bologna*, p. 623.

les conspirations des partisans de l'Église par une vigilance soupçonneuse, et elle avait souvent puni leurs entreprises avec une sévérité cruelle. Il y avait du sang versé entre les deux partis, et les traités de paix n'étaient pas assez puissants pour étouffer tant de haines. L'abbé Zambeccari fit inhumainement massacrer, dans la salle du conseil, cinq amis des Bentivogli, qu'il accusa de vouloir faire triompher leur faction[1]. Bientôt le légat fut obligé de sortir de la ville, et les hostilités recommencèrent au milieu de juillet 1430 : elles se continuèrent avec la même mollesse qui avait caractérisé la précédente guerre; et malgré les efforts soutenus des Bolonais pour obtenir la paix, et les médiateurs divers qu'ils invoquèrent, elles furent poursuivies jusqu'au 22 avril 1431. A cette époque, elles furent terminées par un traité conclu avec Eugène IV, qui, le 3 mars, avait succédé à Martin V[2].

Le plus puissant des vassaux de l'Église, Charles Malatesti, seigneur de Rimini, était mort le 14 septembre 1429, dans l'intervalle entre ces deux guerres. Général habile, quoique souvent malheureux, il jouissait en Italie d'une considération supérieure encore à sa puissance; on le regardait comme le plus vertueux parmi les princes du siècle : on savait qu'il prenait pour modèles les grands hommes de l'antiquité, dont il étudiait l'histoire avec une ardeur glorieuse; et en effet, on retrouvait souvent dans sa conduite une générosité et une grandeur romaines, dès longtemps inconnues aux autres seigneurs d'Italie. Sa mort fut fatale à sa maison. Il n'avait point d'enfants; mais Pandolfe Malatesti, son frère, qui était mort l'année avant lui, avait laissé trois fils légitimés, entre lesquels fut divisé l'héritage des seigneurs de Rimini. Un troisième frère, Malatesta, seigneur de Pésaro, réclama contre une légitimation qui donnait à des bâtards un héritage

[1] Le 2 avril 1430. *Cronica di Bologna*, p. 624. — [2] Martin V était mort le 22 février 1431. *Cronica di Bologna*, p. 632.

auquel il prétendait avoir seul des droits. Il eut recours au pape; et celui-ci saisit avec empressement l'occasion de régler la succession du plus puissant de ses vassaux, ou plutôt de le dépouiller. Martin V donna plusieurs des châteaux qui avaient dépendu des Malatesti à Guido de Montéfeltro, son parent : il réunit à la directe du Saint-Siége Borgo San-Sépolcro, Bertinoro, Osimo, Cervia, La Pergola et Sinigaglia; et il ne laissa aux trois neveux de Charles que les trois villes de Rimini, Fanó et Césène, dont il fit pour eux trois petites souverainetés feudataires de l'Église[1].

Pendant que ces choses se passaient dans les états de l'Église, la Toscane n'était pas tranquille Les Florentins avaient été contraints, par l'épuisement de leurs finances, à augmenter leurs impositions pour acquitter les dettes énormes contractées pendant la dernière guerre. Ils établirent alors un mode nouveau pour les percevoir, qu'ils appelèrent le *catasto*[2]. C'était une estimation de toutes les propriétés privées, meubles et immeubles, d'après laquelle chacun était tenu au paiement de demi pour cent sur son capital. Lorsque le cadastre eut été terminé à Florence, la seigneurie voulut l'étendre aussi aux villes sujettes de la république : mais presque toutes refusèrent avec obstination de s'y soumettre, et les citoyens se laissèrent plutôt mettre en prison que de consentir à déclarer leurs biens. La ville de Volterra surtout réclamait les priviléges qui lui avaient été assurés par son traité de réunion, et la promesse qu'on lui avait faite de ne point augmenter les tributs qu'elle payait de toute antiquité. Un Volterran, nommé Giusto d'Antonio, après avoir été traîné en prison à Florence, fut relâché sur sa promesse de donner la déclaration demandée; mais dès qu'il fut arrivé à

[1] *And. Billii Hist. Mediol.* L. VII, p. 116. — *Annales Forolivien s. anonymi.* T. XXII, p. 215. — [2] *Catasto,* dont nous avons fait *cadastre*, veut dire monceau. *Accatastare*, c'est amonceler ce qu'on veut mesurer, et particulièrement le bois.

Volterra, il appela ses concitoyens aux armes, au nom de la liberté. Le peuple en fureur se souleva ; et comme il n'y avait point de garnison dans la ville, il occupa aussitôt les portes et la citadelle. La terreur fut extrême à Florence quand on fut informé de cette sédition, car la cause pour laquelle Volterra se soulevait était commune à toutes les villes sujettes, et l'on savait que dans toutes le mécontentement et la jalousie étaient poussés au plus haut degré. Les peuples soumis à une république portent plus d'envie à la liberté, qu'ils voient de près sans en jouir, que les peuples soumis à un maître ; il est trop humiliant de n'être que sujets, quand on vit entouré de citoyens. Cependant la promptitude avec laquelle les milices florentines marchèrent contre Volterra éteignit la rébellion avant qu'elle pût s'étendre. Palla Strozzi, envoyé par la seigneurie pour offrir aux Volterrans leur pardon, et les éclairer sur le danger qu'ils couraient, réussit en peu de jours à changer leurs dispositions : Giusto d'Antonio, le chef des insurgés, fut tué par ses associés, et la ville fut ouverte, sans condition, aux Florentins [1].

Nicolas Fortébraccio, fils d'une sœur de Braccio de Montone, et l'un des capitaines les plus dévoués aux Florentins qu'il servait depuis longtemps, avait été envoyé contre Volterra : lorsque cette ville se fut soumise, les Florentins excitèrent sous main Fortébraccio à entrer sur le territoire de Lucques. Ils désiraient se venger de Paul Guinigi, seigneur de cette ville, qui avait embrassé dans la dernière guerre le parti du duc de Milan ; mais avant de l'attaquer ouvertement, ils voulaient connaître les dispositions de ses sujets à son égard, et ses moyens de défense. Fortébraccio en effet commença, le 22 novembre, à ravager le territoire de Lucques, où il se pré-

[1] *Macchiavelli, Istor. Florent.* L. IV, p. 28-35. — *And. Billii Hist. Mediolanens.* L. VII, p. 117. — *Commentari di Neri di Gino Capponi*, p. 1165.

senta comme condottière et chef d'aventuriers armés pour son compte[1].

Paul Guinigi avait régné trente ans à Lucques avec moins d'éclat que Castruccio, mais aussi d'une manière moins ruineuse pour sa patrie; il avait étudié avec fruit la science de l'administration, et la ville de Lucques lui a dû plusieurs lois sages et plusieurs institutions économiques qu'elle a conservées jusqu'à nos jours. Pendant son long règne il maintint son petit état dans une paix constante; il échappa presque à l'histoire, qui n'eut rien à rapporter sur Lucques dans cet espace de temps. Cependant Guinigi ne réussit point à se faire aimer. Il n'avait aucune des qualités brillantes qui excitent l'enthousiasme, et qui peuvent quelquefois faire oublier au peuple la liberté qu'il a perdue. C'était un caractère effacé, sans générosité ni grandeur, sans génie ni bravoure, comme aussi sans vices honteux ou sans passions cruelles. Ses sujets, en voyant paraître Nicolas Fortébraccio sur leur territoire, ne doutèrent pas que ce général ne fût envoyé par les Florentins, et ils regardèrent leur maître comme perdu. Tous les châteaux des frontières, et surtout ceux de la vallée de la Pescia, envoyèrent demander aux vicaires florentins du voisinage les drapeaux de la république, qu'ils arborèrent sur leurs tours. Dès que la seigneurie apprit à Florence ces mouvements dans le Lucquois, elle fit réunir les trois conseils, et la guerre contre le seigneur de Lucques y fut résolue, presque d'un commun accord, le 14 décembre 1429[2].

On vit avec étonnement, dans cette occasion, le parti qui avait mis le plus d'opposition à la précédente guerre, lorsqu'il s'agissait de sauver la liberté de la république et celle de l'I-

[1] *Commentari di Neri di Gino Capponi*, p. 1166. — *Petri Russii Senensis Histor. Fragment.*, p. 27. — *Leonard. Aretin. Comment.* p. 934. Ce dernier assure que Fortébraccio agissait de son propre mouvement, et sans la participation du gouvernement florentin. — [2] *Commentari di Neri di Gino Capponi*, p. 1167.

talie, voter en faveur de celle-ci, quoique l'ambition et la soif des conquêtes fussent ses seuls motifs. Nicolas d'Uzzano, l'ancien chef du parti guelfe, fit ce qu'il put pour l'empêcher ; mais des jeunes gens avaient acquis plus d'influence que lui sur les conseils de la république. Rinaldo des Albizzi était parvenu à un âge où il pouvait diriger le parti formé autrefois par son père, et il fut secondé dans cette occasion par Cosimo et Lorenzo, fils de Giovanni de Médici. Le dernier était mort cette même année, après avoir élevé sa famille, par sa modération, sa douceur et sa sagesse, à une plus grande puissance qu'elle n'en eût jamais obtenu [1].

Les Florentins prirent à leur solde Nicolas Fortébraccio et l'armée qu'il avait sous ses ordres ; en même temps ils envoyèrent dans l'état de Lucques Bérardino de la Carda avec huit cents chevaux. Ils étaient tellement épuisés par la dernière guerre, qu'ils ne purent jamais porter leur armée au-delà de deux mille cuirassiers. Quant à l'infanterie, ils n'employèrent que leurs propres milices : cependant le seigneur de Lucques, abandonné par tout le monde, était si faible, qu'on ne pouvait attendre de lui une longue résistance. Les commissaires de la république florentine, par leur mauvaise conduite, vinrent les premiers à son secours. Astorre Gianni, qui avait été chargé de soumettre la Carfagnane, se rendit dans la vallée de Sarravezza, proche de Piétra Santa ; et quoique les habitants, affectionnés au parti guelfe et aux Florentins, fussent venus d'eux-mêmes au-devant de lui pour se mettre sous la protection de la république, il abandonna leur pays au pillage, et leurs personnes aux insultes de ses soldats. 1430. — Une indignation générale fut excitée par cette déloyauté; les habitants de Sarravezza, réduits à la mendicité, remplirent la Toscane de leurs plaintes. En vain

[1] *Macchiavelli Stor. Fiorent.* L. IV, p. 38 et 39. — *Poggio Bracciolini Hist. Florent.* L. VI, p. 354.

la seigneurie rappela et dégrada Astorre Gianni; en vain elle rendit leurs biens aux habitants de Sarravezza, et s'efforça de compenser les dommages qu'ils avaient éprouvés ; les crimes dont des guerriers féroces souillent les armes d'un peuple demeurent dans la mémoire des hommes comme des taches ineffaçables; la haine qu'ils inspirent prépare d'avance leurs revers, et leurs victoires mêmes ajoutent à la honte de la nation qui les emploie[1]. D'ailleurs, d'autres commissaires florentins ne se montraient guère moins avides. Rinaldo des Albizzi paraissait oublier le but de la guerre pour ne s'occuper que du butin; il suivait le camp, moins pour diriger l'armée que pour acheter à bas prix des soldats les effets et le bétail qu'ils venaient de piller. Les campagnards, qui avaient pris les armes par affection pour l'ancien parti guelfe, s'éloignaient avec dégoût de cette armée de pillards ; les châteaux retournaient à l'obéissance de Lucques, qu'ils avaient rejetée ; les soldats florentins eux-mêmes concevaient du mépris pour leurs commissaires, d'après leur conduite, et ne voulaient point leur obéir. Les dix de la guerre avaient ordonné d'entreprendre le siége de Lucques : mais l'armée refusa de camper pendant les pluies de l'hiver; elle prit ses quartiers à Cappannole, à trois milles des murs, et elle donna aux assiégés le temps de préparer leur défense[2].

Philippe Brunelleschi, l'un des plus habiles architectes qu'ait produits Florence, proposa de tirer parti des pluies mêmes qui arrêtaient les opérations militaires, pour attaquer la ville. Le Serchio, qui traverse la plaine où est bâtie Lucques, était grossi par ces longues pluies : Brunelleschi voulait diriger son courant contre les murs, et y ouvrir une brèche par la violence des eaux. Mais les Lucquois, après lui avoir laissé achever en grande partie le travail très long et très dis-

[1] *Macchiavelli Istor. Fior.* L. IV, p. 45. — [2] *Commentari di Neri di Gino Capponi*, p. 1168. — *Nic. Macchiavelli.* L. IV, p. 51.

pendieux qu'il avait entrepris, rompirent pendant la nuit la digue qu'il avait élevée, et inondèrent tellement la plaine, que les Florentins furent obligés de s'éloigner de Lucques[1].

Dans le même temps, les assiégés faisaient de fréquentes sorties, sous la conduite de Guinigi et de ses fils : deux de ceux-ci avaient porté les armes en Lombardie ; ils savaient distinguer la valeur et la récompenser : ils remportèrent sur les Florentins de fréquents avantages, et ils ranimèrent le courage de leurs sujets. Les premiers en Italie ils paraissent avoir armé les soldats de fusils, dont l'invention est fort postérieure à celle des bombardes et de la grosse artillerie[2]. L'année suivante, l'empereur Sigismond excita encore l'étonnement des Italiens par le corps de cinq cents fusiliers dont il était entouré, lorsqu'il se rendit à Rome pour y être couronné[3].

Paul Guinigi appelait de toutes parts des troupes à sa solde, et il invoquait les secours de Philippe-Marie, des Vénitiens et des Siennais. Les derniers surtout paraissaient prendre un grand intérêt à lui ; ils regardaient l'attaque de Lucques comme un acheminement à la conquête de toute la Toscane que les Florentins méditaient, et ils craignaient d'être bientôt privés à leur tour de leur liberté par cette république ambitieuse.

Cependant les Siennais hésitèrent quelque temps à prendre ouvertement un parti : mais Antonio Pétrucci, un de leurs concitoyens qui suivait le métier des armes, porta lui seul aux Lucquois les secours qu'il aurait voulu obtenir de sa république. Au commencement de cette guerre, il avait été envoyé en ambassade à Florence, et il y avait été insulté par la populace. Le désir de la vengeance se joignait en lui à la volonté de maintenir l'équilibre de la Toscane, et d'empêcher l'oppression d'un peuple allié de sa patrie[4]. Il rassembla un

[1] *Comment. di Neri di Gino Capponi*, p. 1169.—*Andreæ Billii Histor.* L. VIII, p. 128. — *Poggio Bracciolini Hist.* L. VI, p. 363. — [2] *Andreæ Billii Histor.* L. VIII, p. 127. — [3] *Petri Russii Histor. Senensis*, p. 41. — [4] *Ibid.* p. 28.

corps d'armée assez considérable, et traversant le Pisan, il le conduisit à Lucques. Il passa ensuite à la cour de Philippe-Marie, et il le sollicita de secourir secrètement la ville assiégée, s'il ne voulait pas le faire d'une manière ouverte[1].

Le duc de Milan pouvait alors donner des secours à Guinigi, d'autant plus facilement, qu'il avait rassemblé dans la Lomelline la compagnie d'aventuriers de François Sforza, qui depuis une année paraissait n'être plus à sa solde. Philippe n'avait point pardonné à Sforza un échec que ce général avait éprouvé dans les montagnes de la Ligurie, en combattant des rebelles génois, et il l'avait cantonné au confluent du Tésin et du Pô, dans une espèce de vaste prison où il veillait sur lui. On assure même qu'à deux reprises il avait été sur le point de le faire mourir[2]. Au moment où le duc se réconcilia réellement avec lui, il donna plus de publicité encore à leur précédente brouillerie ; il annonça à toutes les puissances d'Italie que Sforza lui avait demandé son congé pour passer dans le royaume de Naples, et qu'il ne répondait plus de ce capitaine qui n'était plus à lui. Sforza, ayant rassemblé trois mille chevaux et autant de fantassins, entra en Toscane, au mois de juillet 1430, par la Lunigiane et Piétra Santa. Il força le camp florentin qui assiégeait Lucques à se retirer ; il prit Buggiano ; il menaça Pescia, et il porta la guerre dans le pays même des agresseurs[3].

Cependant, soit que Paul Guinigi commençât à trouver que la défense de Lucques lui coûtait plus que ne valait la possession même de cette ville, soit que les Florentins réussissent par un stratagème à semer la défiance entre ses sujets et lui, Antoine Pétrucci, le Siennais qui lui avait amené

[1] *Orlando Malavolti, Stor. di Siena.* P. III, L. II, p. 20. — *Macchiavelli Istor. Fior.* L. IV, p. 52. — [2] *Joh. Simonetæ de rebus Gestis Franc. Sfortiæ.* L. II, p. 215. — [3] *And. Billii Hist.* L. VIII, p. 130. — *Poggio Bracciolini Hist.* L. VI, p. 364. — *J. Simonetæ.* L. II, p. 217.

des secours, Pierre Cennami et Jean de Chivizzano, magistrats de Lucques, surprirent des lettres que les commissaires florentins adressaient au seigneur; ces commissaires, paraissant suivre une négociation déjà entamée depuis longtemps, lui promettaient deux cent mille florins à payer en plusieurs termes, et la possession de quelques châteaux en retour pour la ville de Lucques, que Guinigi était censé avoir promis de livrer[1]. Antonio Pétrucci n'avait ni affection ni estime pour Guinigi; en lui portant des secours, il avait consulté sa haine pour Florence, non son amitié pour celui qu'il défendait; et s'il avait voulu soustraire Lucques aux Florentins avant d'avoir porté les armes contre eux, il le voulait davantage encore, une fois qu'il les avait irrités par sa résistance : après avoir cherché à connaître les dispositions de Guinigi, et s'être confirmé dans ses soupçons, il convint avec François Sforza des moyens d'arrêter le seigneur de Lucques ainsi que ses enfants. Cennami et Chivizzano rassemblèrent une quarantaine de conjurés. Pétrucci, qui avait à toute heure l'entrée des appartements du prince, conduisit au milieu de la nuit ses complices jusqu'à la porte de Guinigi qui était au lit. Celui-ci, se levant avec précipitation, leur demanda le motif de cette visite. « Il y a déjà trop longtemps, lui répondit Cennami, que « t'étant emparé du gouvernement, tu as attiré à nos portes « nos ennemis, qui nous font périr par le fer ou la faim. « Nous sommes résolus désormais à nous gouverner nous-« mêmes, et nous venons te demander les clefs de notre ville « et le trésor qui lui appartient. » — « Le trésor amassé par « mon économie, répondit Guinigi, je l'ai dépensé tout en-« tier pour repousser loin de vous une agression injuste : « quant aux portes, elles sont en votre pouvoir, ainsi que ma « personne et ma famille; souvenez-vous seulement que j'ai

[1] *And. Billii Hist Mediol.* L. VIII, p. 130. — *Poggio Bracciolini Hist. Florentina.* L. VI, p. 364.

« obtenu la seigneurie, et que je l'ai conservée trente ans sans « répandre de sang ; faites que le terme de mon pouvoir ré- « ponde à son commencement et à sa durée [1]. » Guinigi fut en effet arrêté par les conjurés, avec quatre de ses enfants qui se trouvaient auprès de lui. L'aîné de ses fils, Ladislas, était au camp auprès de François Sforza, et ce général le fit saisir en même temps. Tous ensemble furent envoyés au duc de Milan, qui les fit mettre dans les prisons de Pavie. Guinigi, au bout de deux ans, y mourut de mort naturelle [2]. Les citoyens de Lucques abandonnèrent à Antonio Pétrucci, pour sa récompense, le pillage des appartements du seigneur ; ses armes et ses chevaux furent donnés à François Sforza ; l'or et l'argent qu'il avait chez lui furent portés au trésor public. En même temps, un gonfalonnier et des Anziani furent nommés par le peuple, et la république fut de nouveau gouvernée selon ses antiques lois [3].

Les Florentins n'avaient commencé la guerre que par ressentiment contre Paul Guinigi ; leur sûreté exigeait, disaient-ils, qu'ils ne souffrissent point un tyran ennemi dans leur voisinage ; tout motif de continuer les hostilités paraissait donc avoir cessé par l'arrestation du seigneur de Lucques. Les Lucquois envoyèrent en effet immédiatement à Florence pour demander la paix : ils représentèrent que le seul ennemi des Florentins était déjà suffisamment puni de sa faute ; que pour eux, redevenus libres, ils étaient ce qu'ils avaient toujours été, les amis les plus fidèles de la république, et les partisans les plus inébranlables de la cause guelfe. Mais la seigneurie n'écoutait déjà qu'une ambition rendue plus ardente par l'exemple des conquêtes des Vénitiens : elle voulait s'assurer

[1] *Macchiavelli Stor. Fiorentina.* L. IV, p. 64.—[2] *J. Stellæ Annales Genuens.* T. XVII, p. 1304. — *Petri Russii Hist. Senensis.* T. XX, p. 31. — *Or. Malavolti Stor. di Siena.* P. III, L. II, p. 20. — [3] Cette révolution s'opéra au mois de septembre 1430. *Commentari di Neri di Gino Capponi*, p. 1170. — *And. Billii Histor. Mediol.* L. VIII, p. 131.

la possession de Lucques; et quoiqu'elle offrît d'abord la paix si on lui cédait Montécarlo et Piétra-Santa, elle rompit bientôt toute négociation [1].

Les commissaire florentins avaient profité de ces premières ouvertures de paix, pour entamer avec le comte François Sforza un traité d'une autre nature. Ils l'engagèrent, pour le prix de cinquante mille florins, à quitter Lucques et à retourner en Lombardie. Sforza reçut ce paiement comme l'arrérage d'une dette contractée par la république envers son père, et il refusa de passer au service des Florentins, comme on le sollicitait de le faire [2].

Le siége de Lucques fut repris avec une nouvelle vigueur par les Florentins, après le départ de Sforza; mais le duc de Milan ne voulait point leur permettre de faire une acquisition aussi importante : il engagea, sous main, les Génois à faire valoir un traité particulier qu'ils avaient avec Lucques; à demander aux Florentins de lever le siége de cette ville; et, sur leur refus, à envoyer vers le Serchio Nicolas Piccinino, que le duc avait mis à leur service dans ce but [3].

Guid' Antonio de Montéfeltro, comte d'Urbino, commandait l'armée florentine, forte de six mille chevaux et trois mille fantassins. Piccinino avait moins de monde, mais ses troupes étaient fraîches et pourvues de tout, tandis que les Florentins avaient beaucoup souffert de la mauvaise saison et de l'inondation du Serchio. Les deux camps, séparés par la rivière, s'observaient sans pouvoir se combattre, lorsqu'un parti de cavalerie florentine, ayant découvert un gué, en profita pour attaquer Piccinino par les derrières. Celui-ci repoussa ces maraudeurs : il les chassa, les poursuivit dans le

[1] *Comment. di Neri di Gino Capponi*, p. 1170.—[2] *Comment. di Neri di Gino Capponi*, p. 1170. — *J. Simonetæ de Vita Sfortiæ*. L. II, p. 218. — *Poggio Bracciolini*. L. VI, p. 365. — [3] *Poggio Bracciolini*. L. VI, p. 366.—*And. Billii Hist.* L. VIII, p. 134. — *Petri Russii Histor. Senensis*. T. XX, p. 32.

fleuve; et, traversant le gué qu'ils lui faisaient connaître, il tomba sur l'armée florentine qu'il mit dans une déroute complète, et qu'il fit prisonnière presque en entier. Toute l'artillerie, toutes les munitions, et près de quatre mille chevaux, tombèrent au pouvoir du vainqueur [1].

Ainsi la guerre dans laquelle les Florentins s'étaient engagés, avec l'espérance de conquérir Lucques, pouvait exposer de nouveau leur propre indépendance; et si Nicolas Piccinino ne s'était pas arrêté au milieu de ses victoires, d'après les ordres de son maître, il lui aurait été facile de prendre Pise, qui soupirait après l'occasion de secouer le joug, et il eût pu bouleverser toute la Toscane. Les Siennais, toujours plus alarmés sur l'ambition des Florentins, venaient de contracter une alliance avec les Génois pour la défense de Lucques, et ils avaient élevé au rang de capitaine du peuple, par des suffrages unanimes, ce même Antoine Pétrucci qui avait mis tant d'activité à porter des secours aux Lucquois [2]. 1431. — Un seul événement parut moins défavorable aux Florentins; ce fut la mort du pape Martin V, survenue dans la nuit du 19 au 20 février 1431. Sa partialité pour le duc de Milan et sa haine contre la république avaient presque renversé la balance de l'Italie. Il eut pour successeur le cardinal Gabriel Condolmiéri, vénitien, qui fut sacré le 11 mars, et qui prit le nom d'Eugène IV. Ce nouveau pontife ne tarda pas à manifester combien ses affections étaient contraires à celles de son prédécesseur. A Rome, il s'efforça de rendre du crédit aux Orsini, et de dépouiller les Colonna, que Martin V avait enrichis démesurément: en Italie, il parut attaché aux républiques, et il fit cause commune avec elles contre la maison Visconti [3].

[1] *Poggio Bracciolini.* L. VI, p. 367. — *And. Billii.* L. VIII, p. 137. — *Macchiavelli, Stor. Fior.* L. IV, p. 55. — *Orl. Malavolti, Storia di Siena.* P. III, L. II, p. 21. — *Comment. di Neri di Gino Capponi*, p. 1171. — *Vita di Niccolò Piccinino.* T. XX, p. 1059. — [2] Le 1er janvier 1431. *Andreæ Bill. Hist.* L. VIII, p. 140.—*Petri Russii Hist. Senens.* T. XX, p. 33. — [3] *Vita Martini V, ex Codice Vaticano.* T. III, P. II, p. 868. — *Andreæ*

Ce n'est pas que l'ambition des Vénitiens ne fût aussi immodérée que celle du duc de Milan. Ce dernier ne leur avait donné aucun sujet de plainte ; il avait justifié sa conduite en Toscane, non de manière à se disculper de toute mauvaise intention, mais assez pour faire voir qu'il s'était conformé aux traités et au droit public alors en usage. Les Florentins, cependant, faisaient aux Vénitiens les offres les plus avantageuses pour les engager à reprendre les armes ; ils promettaient d'entretenir deux mille cuirassiers en Lombardie, et de payer chaque mois vingt mille ducats pour les frais de la guerre, indépendamment des efforts qu'ils feraient en Toscane contre l'ennemi commun. Les Vénitiens, dans l'espérance d'ajouter Crémone à leurs autres conquêtes, acceptèrent ces propositions. Roland Palavicino promettait d'attaquer Parme et Plaisance ; Jean-Jacques, marquis de Montferrat, devait faire une tentative sur Asti ou Alexandrie ; le marquis d'Este et le seigneur de Mantoue étaient à la solde des Vénitiens ; enfin les rares talents de Carmagnola semblaient donner une garantie des plus grands succès [1]. D'autre part, cependant, le duc de Milan avait à son service deux généraux non moins redoutables, Nicolas Piccinino et le comte François Sforza. Il venait même de resserrer son alliance avec le dernier, auquel il avait fiancé Blanche, sa fille naturelle, qui n'était encore âgée que de sept ans [2]. Sous ces deux généraux, le duc avait plus de dix mille gendarmes des meilleures troupes d'Italie.

Quelques brillantes espérances que les Vénitiens eussent conçues, la campagne s'ouvrit de toutes parts d'une manière défavorable pour eux. Carmagnola croyait avoir séduit le commandant de Soncino ; et il s'avançait, le 17 mai, avec peu de précautions, pour prendre possession de ce château. Mais

Billii Hist. L. VIII, p. 141. — [1] *Andreæ Billii Hist.* L. IX, p. 165. — *Petri Russii hist. Senensis.* T. XX, p. 33. — [2] *And. Billii Hist.* L. VIII, p. 141. — *Simonetæ.* L. II, p. 218.

ce commandant avait averti Philippe du traité dans lequel on voulait l'engager ; François Sforza et Nicolas de Tolentino étaient tous deux en embuscade pour attendre l'ennemi. Carmagnola fut surpris, et son armée mise en déroute ; seize cents de ses cavaliers demeurèrent prisonniers, et lui-même ne dut son salut qu'à la rapidité de son cheval [1]. Louis Colonna, dans le même temps, remporta un avantage près de Crémone, où il commandait pour le duc, et Christophe Lavello dévasta le Montferrat. Nicolas Piccinino, après avoir soumis dans les Alpes de Ligurie plus de soixante châteaux qui appartenaient aux Fiesques ou à d'autres gentilshommes du parti guelfe, et les avoir abandonnés au pillage de ses soldats, entra en Toscane par les territoires de Lucques et de Pise.

Gênes, Sienne, Lucques, et Jacques d'Appiano, seigneur de Piombino, s'étaient engagés dans la ligue contre les Florentins. Leur animosité et leur jalousie redoublaient les calamités de la guerre, en la rendant plus nationale. Les Pisans, qui soupiraient toujours après le moment où ils pourraient s'affranchir du joug détesté des Florentins, témoignèrent plus ouvertement leur impatience lorsqu'ils virent approcher Piccinino, et ils parurent sur le point de prendre les armes. Le gouverneur florentin ne vit d'autre expédient pour sauver la ville que d'en faire sortir tous les hommes en état de porter les armes, depuis l'âge de quinze ans jusqu'à celui de soixante, en retenant comme otages leurs femmes et leurs enfants. Cependant la plupart de ceux qui furent forcés de s'expatrier ainsi allèrent joindre l'armée de Piccinino, et servirent avec les Milanais [2]. Cette armée passa ensuite sur le territoire de Volterra, où une rébellion n'était guère moins à craindre qu'à

[1] *And. Billii.* L. IX, p. 146.—*Poggio Bracciolini.* L. VI, p. 370. — *J. Simonetæ.* L. II, p. 216.—*Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Venez.* p. 1013.—[2] *And. Billii.* L. IX, p. 148. — *Petri Russii Hist. Senens.* p. 34. — *J. Stellæ Annal. Genuens.* p. 1305.

Pise; presque tous les châteaux du Volterran ouvrirent leurs portes à Piccinino; il ravagea le val d'Elsa dans toute sa longueur, de concert avec Nicolas de Tolentino et Albéric de Zagonara, général des Siennais. Il menaça Arezzo; et lorsqu'il fut ensuite rappelé en Lombardie par le duc, Zagonara, qui lui succéda dans le commandement, continua de soumettre les châteaux florentins qui servaient à couvrir la frontière du côté de Sienne [1].

Pendant que ces choses se passaient en Toscane, Carmagnola s'approchait des rives du Pô avec une armée de douze mille cuirassiers et autant de fantassins. Sur ce fleuve, Nicolas Trévisani s'avançait avec une flotte vénitienne de trente-sept grands vaisseaux et près de cent autres bâtiments [2]. L'intention du sénat vénitien était de diriger toutes ces forces contre Crémone, dont il désirait vivement la conquête, et déjà sa flotte avait remonté le Pô jusqu'à trois milles au-dessous de cette ville. Le duc de Milan avait, de son côté, fait armer une flotte au-dessus de Crémone, sous les ordres de Pacino Eustachio : ses vaisseaux étaient en plus grand nombre, mais moins grands que ceux des ennemis. Jean Grimaldi, de Gênes, avait été appelé sur cette flotte, avec un grand nombre de ses compatriotes, pour opposer aux Vénitiens les seuls rivaux qui pussent leur disputer l'empire des mers.

Le 22 mai, Pacino Eustachio et Grimaldi avaient essayé de profiter d'une crue d'eau pour attaquer, avec l'aide du courant, la flotte vénitienne qui était placée au-dessous d'eux. Mais, malgré cet avantage, cinq des plus grands vaisseaux du duc de Milan, s'étant trop aventurés, se trouvèrent au milieu des Vénitiens, et furent contraints à se rendre. Pen-

[1] *Orl. Malavolti, Storia di Siena.* P. III, L. II, f. 22-28. — *And. Billii.* L. IX, p. 150. — *Poggio Bracciolini.* L. VI, p. 371. — *Petri Russii Hist. Senens.* p. 40. — *Comment. di Neri Capponi*, p. 1177. — [2] *Joh. Simonetæ*, L. II, p. 219.

dant ce combat, Piccinino et François Sforza, avec toutes les troupes du duc de Milan, s'étaient approchés de Carmagnola, et l'avaient attiré à eux en l'écartant du fleuve. La nuit suivante ils lui firent communiquer, par de faux espions, les dispositions qu'ils faisaient pour l'attaquer le lendemain, et ils réussirent ainsi à commander toute son attention. Cependant ils montaient secrètement avec leurs plus braves cuirassiers sur les galères de Pacino Eustachio. Dans la bataille navale qu'ils voulaient renouveler le lendemain, les galères, serrées dans le lit du fleuve, ne pouvaient se combattre qu'à l'abordage; et dans un tel engagement, le courage, la force de corps, et l'armure impénétrable des cuirassiers, devaient être d'un plus grand avantage que les manœuvres les plus habiles des marins vénitiens. Trévisani fit vainement demander à Carmagnola de lui envoyer des cuirassiers : celui-ci, qui se croyait sûr de combattre le lendemain, ne voulut pas affaiblir son armée.

Enfin, le matin du 23 mai, Carmagnola s'aperçut que les généraux ennemis l'avaient joué, et qu'ils n'étaient plus en présence. Alors il se rapprocha de la rive du Pô; mais il était devenu impossible de faire embarquer ses soldats : il occupait la rive gauche du fleuve, et Pacino Eustachio, en engageant la bataille, avait profité de l'impétuosité des eaux, accrues par la fonte des neiges, pour pousser Trévisani contre la rive droite. C'est là que le combat entre les galères se maintenait avec un incroyable acharnement. Les Milanais s'attachaient avec des grappins aux vaisseaux venitiens, et aussitôt les cuirassiers de Sforza et de Piccinino s'élançaient sur le tillac de leurs ennemis : invulnérables sous le fer dont ils étaient couverts, ils n'avaient à combattre que des hommes demi-armés, qui tombaient bientôt sous leurs coups. Le carnage était d'autant plus effroyable que les Vénitiens ne pouvaient se résoudre à céder la victoire sur leur propre élément :

d'ailleurs ils voyaient sur l'autre rivage Carmagnola qui les exhortait, et qui avait son armée entière toute prête à venir à leur aide, si une fois ils pouvaient s'approcher. Cependant il fallut céder enfin : vingt-huit galères vénitiennes furent prises avec quarante-deux vaisseaux de transport. Deux mille cinq cents hommes furent tués, et un butin immense tomba au pouvoir des vainqueurs. On assure que l'armement vénitien, qui fut ainsi détruit en une journée, avait coûté à la république six cent mille florins[1].

Après une aussi éclatante victoire, le duc de Milan ne poussa point ses avantages contre les Vénitiens aussi loin qu'on aurait pu l'attendre. Les armées principales restèrent pendant plusieurs mois comme stationnaires, tandis que Nicolas Piccinino ravageait le Montferrat, et que, prenant successivement tous les châteaux de cette souveraineté, il contraignait le marquis à s'enfuir en Suisse, d'où il se rendit à Venise. Les Vénitiens lavèrent, il est vrai, en partie, l'affront que leur marine avait éprouvé sur le Pô. Une petite flotte, commandée par Pierre Lorédano, rencontra le 27 août, près de Portofino, dans le golfe de Rapallo, François Spinola, avec douze galères génoises : après un combat acharné, il prit cet amiral et huit de ses vaisseaux[2]. Mais Carmagnola, pendant ce temps, demeurait dans une inaction d'autant plus étrange, qu'on avait cru qu'il s'empresserait de réparer une déroute éprouvée par sa faute. Le 15 octobre un détachement de ses soldats, averti qu'on faisait mauvaise garde à Crémone, surprit la porte de Saint-Lucas, et s'y maintint pendant deux jours, sans que Carmagnola, soupçonnant une embuscade sur la

[1] *And. Billii Hist.* L. IX, p. 152. — *Joh. Simonetæ.* L. II, p. 220. — *Poggio Bracciolini.* L. VI, p. 372. — *Ubertus Folieta, Genuens. Hist.* L. X, p. 562. — *Naugerio, Storia Veneziana*, p. 1095. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 1016. — [2] *Poggio Bracciolini.* L. VI, p. 373. — *J. Stellæ Annales Genuenses*, p. 1306. — *Uberti Folietæ Gen. Hist.* L. X, p. 563. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 1019. — *And. Billi Hist.* L. IX, p. 153. C'est par le récit de cet événement que cet agréable historien finit sa narration.

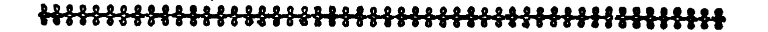
route, s'avançât pour tirer parti de cet heureux événement.

Le grand capitaine qui avait été l'artisan de la puissance de Philippe, et ensuite de tous ses revers, n'avait pu cesser de vaincre sans que le sénat défiant et cruel de Venise le soupçonnât de trahison. Dès la guerre précédente, on lui avait reproché d'avoir rendu tous les prisonniers après la bataille de Macalò. Dans celle-ci, on lui attribuait le désastre de la flotte, le mauvais succès de l'entreprise sur Crémone, et la ruine du marquis de Montferrat, pendant qu'il restait dans l'inaction. Cependant Carmagnola expliquait le repos forcé qu'il avait gardé par un motif sans réplique ; une épizootie avait pendant l'été frappé tous les chevaux en Italie : la moitié de sa cavalerie était démontée, et les ennemis, qui éprouvaient le même fléau, avaient été arrêtés comme lui par l'impossibilité de se procurer des chevaux.

1432. — Mais sans daigner proférer ses accusations, sans donner lieu à aucune excuse, le sénat voulait se venger sur un homme du caprice de la fortune. Il le fit avec un profond secret. Le conseil des Dix, au commencement de l'année 1432, invita Carmagnola à se rendre à Venise pour y traiter de la paix, à laquelle la république songeait de nouveau. Jean-François de Gonzague, seigneur de Mantoue, l'accompagnait, et tous deux furent reçus avec les plus grands honneurs. Les hommes les plus distingués de l'état allèrent au-devant de Carmagnola, et le conduisirent avec un brillant cortége jusqu'au palais du doge. Le sénat était assemblé, le général y fut introduit ; on le fit asseoir à la place d'honneur, et on lui prodigua des marques de respect et d'estime. Cependant la délibération à laquelle il assistait, et sur laquelle on paraissait désirer son avis, se prolongea jusque bien avant dans la nuit, et on le pressa de faire retirer sa suite qui était fatiguée du voyage. Dès que Carmagnola se trouva seul au milieu des sénateurs, ceux-ci firent entrer leurs gardes ; ils l'arrêtèrent

et le chargèrent de fers. Dès le lendemain, ce général fut appliqué à une dure question, et la torture de l'estrapade, à laquelle on le soumit, fut rendue pour lui d'autant plus douloureuse qu'il avait une blessure au bras, reçue au service de cette même république qui le livrait aux mains des bourreaux[1]. On assure qu'au milieu de ces tourments il confessa la trahison dont on l'accusait; mais aucune preuve ne fut produite aux yeux du public ou de l'Italie, à laquelle ce grand homme appartenait; aucune de ses dépositions ne fut publiée : ce n'est point calomnier des juges que de les croire faussaires et prévaricateurs, lorsqu'ils s'entourent d'un infâme mystère. Le 3 mai 1432, vingt jours après son arrestation, Carmagnola fut conduit sur la place de Saint-Marc, avec un bâillon dans la bouche, pour l'empêcher de prendre Venise à témoin de son innocence et de dévoiler toute l'ingratitude de ses oppresseurs; là, il eut la tête tranchée entre les deux colonnes qui sont devant le palais[2].

[1] *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 1028.—[2] *Poggio Bracciolini, Hist. Florent.* L. VI, p. 376.—*Platina, Hist. Mantuana.* L. V, p. 810.—*Cron. di Bologna*, p. 645.—*Naugerio, Storia Venez.* p. 1097. —*Marin Sanuto*, p. 1028.



CHAPITRE XVI.

État de l'Italie à l'époque du voyage et du couronnement de l'empereur Sigismond à Rome; Eugène IV en guerre avec les Colonne, avec les Hussites, avec le Concile de Bâle, et avec ses sujets. — Révolutions de Florence; exil et rappel de Cosme de Médicis.

1431-1434.

L'aspect de l'Italie avait bien changé depuis la révolution qui avait commencé au temps des Othon de Saxe. A la fin du xe siècle on avait vu les villes acquérir le droit et le pouvoir de se gouverner elles-mêmes; elles avaient secoué le joug de monarques étrangers et inattentifs, réprimé l'orgueil de feudataires altiers, et contraint les nobles à obéir aux lois. Mais quatre siècles en Lombardie, à peine trois en Toscane, suffirent aux peuples pour parcourir le cercle entier des institutions qui peuvent convenir aux états civilisés, et pour éprouver toutes les révolutions qui peuvent conduire d'un système politique à un autre. Les Italiens, d'abord ignorants, pauvres et grossiers, étaient parvenus à réunir toutes les jouissances que peuvent procurer le commerce, la richesse, le goût dans les lettres et dans les arts; ils s'étaient montrés fiers, indociles, impatients du joug, et disposés à méconnaître toute autorité; néanmoins, ils avaient éprouvé les extrêmes de la tyrannie comme de la liberté. Longtemps ils étaient de-

meurés étrangers aux armes, quoique doués de courage et d'énergie personnelle; mais ils avaient ensuite appris, oublié, et appris de nouveau l'art de la guerre. L'esprit d'indépendance, qui avait rendu chacun maître chez soi, avait fait place à un esprit d'usurpation et de conquête; d'abord, on avait regardé comme honteux pour une ville d'obéir à une autre ville; plus tard, un petit nombre de cités puissantes avaient soumis à leurs lois toutes celles qui les entouraient. Rien n'avait duré dans les institutions antiques, rien de ce qui subsistait encore ne semblait destiné à durer longtemps. Cette succession rapide de créations et de destructions qu'on pouvait remarquer dans tous les gouvernements du moyen âge, mais qu'on signale avec plus d'évidence dans les républiques, a souvent été reprochée aux dernières, comme si leurs lois ne pouvaient jamais assurer le bonheur aux hommes pendant plusieurs générations.

Ceux qui accusent d'instabilité les républiques devraient faire le même reproche à toute autre forme de gouvernement; en effet, rien ne dure sur la terre, et l'histoire de l'univers est celle d'une lutte acharnée du temps contre les ouvrages des hommes. Un individu survit à plusieurs systèmes de lois, une famille peut voir la chute de plusieurs gouvernements; mais la vie de cet individu, la conservation de cette famille n'attestent point la durée des institutions auxquelles ils ont été associés. Les chroniques ne conservent que les noms des rois, et les révolutions de leurs gouvernements s'effacent; la création ou la chute d'un ministère, le brusque passage d'hommes nouveaux à la faveur, d'hommes célèbres à la disgrâce, paraissent à peine des événements historiques dans les annales d'une maison royale; et cependant une révolution dans une république n'altère pas l'esprit du gouvernement plus qu'un changement de ministère dans une monarchie. Partout également on voit changer les dépositaires du pouvoir, on voit

changer l'esprit qui les anime, les lois qui les régissent, comme on voit tout ouvrage humain dépérir et se renouveler. Les noms seuls, tout au plus, se conservent quelquefois, tandis que les choses désignées par ces noms ne sont plus les mêmes. L'empire romain parut se soutenir quinze cents ans, depuis Auguste jusqu'au dernier des Constantin; mais la constitution de cet empire, l'état des nations, les maximes du gouvernement changèrent avec chaque règne et chaque génération. Entre le siècle de Tibère, celui d'Honorius et celui de Phocas, il n'y eut d'autre ressemblance que dans la misère publique, la souffrance et l'avilissement. On ne devait pas s'attendre à ce que la liberté et les vertus dont Milan jouissait au XIIe siècle se conservassent, car on n'avait point pu conserver l'élégance et le goût du siècle d'Auguste, la philosophie de celui de Marc-Aurèle, la religion de celui de Dioclétien. Les monarchies modernes, quelque antique que soit leur fondation, ne se ressemblent pas davantage à elles-mêmes. La constitution de la France n'a pas changé moins souvent que celle de Florence. Tantôt les Francs étaient des vainqueurs campés au milieu des peuples conquis, tantôt des citoyens assemblés librement au champ de Mars, sous la présidence d'un roi; la France féodale était une république de souverains qui daignaient à peine reconnaître un chef; la France représentée par des états, la France représentée par des parlements, la France gouvernée par des grands, par des ministres, par des maîtresses, présentait plusieurs fois dans chaque règne une face nouvelle. Toutes les institutions humaines sont également caduques; c'est seulement le despotisme qui, dans ses révolutions continuelles, reste toujours le même; c'est seulement là où rien n'est institué pour protéger les peuples, que rien ne peut être renversé, comme on ne peut point faire tomber une colonne déjà couchée par terre.

Cependant la plupart des révoulutions, la plupart des

changements survenus dans les gouvernements, laissent peu de traces dans l'histoire; tantôt parce que des écrivains superficiels, retrouvant dans les fastes anciens des noms encore usités, supposent que les mœurs et les droits mutuels qu'ils désignent étaient jadis ce qu'ils sont encore; tantôt parce que les révolutions les plus fréquentes ne changent point l'ordre ou plutôt le désordre social, comme en Turquie et dans les états despotiques; car elles n'ajoutent rien à l'anarchie, elles n'en diminuent rien; tantôt, enfin, parce que le pays où elles arrivent n'a acquis d'illustration ni dans les lettres ni dans les arts, qu'il n'attire nullement l'attention et ne brille d'aucun éclat. En Italie, au contraire, il n'y eut pas dans les institutions de changement, si léger qu'il fût, qui ne devint historique; les trois ou quatre siècles dont nous avons parcouru l'histoire ont fondé la gloire et la puissance de l'esprit humain dans l'Europe entière. Les républiques italiennes ont disparu; mais les conséquences de leurs travaux, de leurs généreux efforts, n'ont pu disparaître avec elles. Par elles, la liberté a, pour la troisième fois, rendu à l'Europe ce que la liberté avait déjà donné aux Grecs, puis aux Romains. Chez elles on vit renaître les lettres, les arts, la philosophie; l'effervescence des âmes fit mûrir ces fruits précieux. Tant de luttes et de combats, le développement de tant de grands caractères et de passions généreuses préparaient un résultat que n'avaient point en vue ceux mêmes qui devaient le produire; ils amenaient ce XVIe siècle qui a brillé d'une immortelle gloire; ce siècle où les monuments les plus admirables furent élevés par l'esprit humain, au moment où la nation italienne accomplissait sa carrière, et où, en acquérant le plus de splendeur, elle perdait toutes ses vertus, toute son énergie, toutes ses espérances pour l'avenir.

Nous avons conduit l'histoire de l'Italie jusqu'à la mort de François de Carmagnola, décapité à Venise le 5 mai 1432.

Au moment où un grand homme est arraché à la scène du monde, il peut être convenable de considérer l'état de la contrée sur laquelle il avait jusqu'alors exercé son activité, les forces respectives et les intérêts des puissances dont ses talents militaires avaient plus d'une fois changé la destinée.

L'Italie se trouvait, en 1430, partagée en quatre régions: la Lombardie, la Toscane, l'état de l'Église, et celui de Naples. Chacune avait un caractère différent et des gouvernements fondés sur des principes dissemblables. Au nord, la Lombardie était soumise au despotisme militaire; les Visconti, ducs de Milan, en occupaient la plus grande partie; cependant les Vénitiens leur avaient enlevé quelques provinces qu'ils traitaient en pays conquis, non point en portions intégrantes de leur république. Le duc de Savoie et le marquis de Montferrat au couchant, le marquis d'Este et celui de Gonzague au levant, se partageaient le reste. Le duc de Milan, plus riche et plus puissant qu'eux tous, entretenait toujours sur pied de nombreuses armées; elles lui servaient à effrayer ses voisins, à tenter sur eux de nouvelles conquêtes, à maintenir ses peuples dans la crainte et l'obéissance, et à leur arracher d'énormes contributions. Les petits princes qui l'entouraient, et qui luttaient avec lui, étaient contraints d'adopter sa politique; et la fertile Lombardie était le seul pays assez riche pour supporter un gouvernement aussi désastreux.

Au centre de l'Italie, la Toscane était toujours animée de son antique esprit de liberté; son agriculture prospérait, ses richesses étaient immenses, et les progrès de l'esprit y étaient plus grands encore que ceux de l'opulence. Dans aucun pays de l'Europe la race humaine ne s'était élevée par de plus nobles développements; la politique avait été une école avantageuse pour la nation tout entière; un esprit profond et délié

en même temps avait été appliqué successivement à toutes les études. Les Toscans seuls voyaient et jugeaient l'histoire de leur propre temps : les autres Italiens étaient victimes des révolutions et des calamités nationales, les Toscans en étaient spectateurs, et le calme de leur esprit comme la force de leur caractère leur donnaient souvent les moyens de les modifier ou de les détourner. Florence, bien supérieure en talents comme en puissance à Sienne et à Lucques, à Gênes et à Bologne, s'élevait au milieu d'elles comme la modératrice de l'Italie. Les Florentins maintenaient l'équilibre de cette contrée; ils conservaient à chaque peuple ses droits, à chaque état ses moyens de résistance.

Au levant et au midi de la Toscane, l'état de l'Église était livré à l'anarchie. Les passions généreuses, qui faisaient la grandeur des Toscans, s'y trouvaient aux prises avec une ambition et une férocité égales à celles qui avaient asservi la Lombardie. Les états étaient moins riches, moins peuplés, moins puissants que dans l'Italie septentrionale; mais les haines n'étaient pas moins acharnées, ou les révolutions moins violentes. Les Manfredi, les Malatesti, les Montéfeltro et les Varani étaient en petit l'image des Visconti, des Gonzague, des marquis d'Este et de Monferrat. Les factions de Pérouse, de Viterbe et d'Orviète égalaient en acharnement celles de Florence et de Gênes; mais de leur choc on voyait jaillir moins de lumière, et le triomphe de chacune étant plus court, les citoyens n'avaient pas le temps de remonter de l'amour de leur parti à celui de leur patrie.

Le royaume de Naples enfin appartenait à un tout autre système; c'était une monarchie héréditaire, née de la féodalité; les droits du peuple y avaient été entièrement subordonnés à ceux d'une famille; mais cette race royale, abandonnée à la mollesse, au vice et à la fainéantise, ne pouvait inspirer ni respect ni affection. La nation n'était pas moins énervée

que ses maîtres, et le pays tout entier tombait dans cet état de dissolution sociale qui fait disparaître également les vertus publiques et les vertus privées, les grandes espérances, et toute occupation de l'avenir.

1431. — Telle était la situation de l'Italie lorsque l'empereur Sigismond entreprit de la visiter. Ce n'était plus le temps où les empereurs, suivis d'une puissante armée, passaient les Alpes pour dicter, dans la plaine de Roncaglia, des lois à la péninsule, pour ramener les feudataires à l'obéissance, réformer la constitution des villes impériales, et réunir sous ce qu'on nommait *la directe de l'empire* les fiefs qui étaient sortis de la ligne légitime de leurs premiers tenanciers. L'Italie, considérée toujours par les publicistes allemands comme le domaine propre des empereurs, ne faisait plus que de nom partie de l'empire romain. Les divers membres dont cet empire s'était composé autrefois étaient devenus autant d'états indépendants; ils faisaient en leur propre nom, et d'après leurs propres intérêts, la paix ou la guerre. La civilisation avait été retardée au nord de cet empire par le goût des peuples germaniques pour la guerre, tandis que les progrès de la richesse et de la population avaient été si rapides dans le midi, que plusieurs des villes d'Italie égalaient en forces et en importance les plus grands duchés de l'Allemagne. Cependant le voyage de l'empereur, qui n'avait d'autre but que ses négociations pour la paix de l'Église, parut aux Italiens le prélude de très grands événements politiques. On conservait le souvenir de deux expéditions de Charles IV en Italie, au milieu du XIVe siècle; d'une de Robert, d'une autre de Sigismond lui-même. Malgré le déclin de la dignité impériale, chacun de ces quatre voyages avait produit des révolutions durables; aussi la nouvelle expédition de Sigismond fixa-t-elle les regards de tous les peuples; elle éveilla l'attention de tous les souverains, et elle fut préparée, accompagnée et suivie par des in-

trigues et des négociations tout à fait disproportionnées avec l'événement lui-même.

Sigismond, engagé dans une guerre désastreuse avec les Hussites de Bohême, fatigué de la lutte entre le concile de Bâle et le pape Eugène IV, dont il avait espéré d'abord être l'arbitre; impatienté de la lenteur des diètes germaniques, qui ne se rassemblaient point sur ses convocations, ou qui se séparaient justement comme il arrivait à Ratisbonne ou à Nuremberg pour en faire l'ouverture; après avoir menacé, en 1429, d'abdiquer l'empire[1], sembla vouloir secouer à la fois tout le fardeau de ses affaires en faisant un voyage en Italie. « Sigismond, » dit Léonard Arétin, qui l'avait connu en Lombardie et ensuite à Constance, « était un homme réellement distingué. « Son visage était agréable, sa taille était noble et forte en « même temps, sa magnanimité et dans la paix et dans la « guerre était inébranlable, et sa libéralité était si grande, « qu'on la regardait comme son seul défaut; car sa générosité « et ses largesses lui ôtaient toujours les moyens de poursui- « vre ou ses négociations ou ses guerres[2]. » Cette libéralité sans mesure était, en effet, un défaut capital dans ce monarque; non seulement elle arrêtait tous ses projets, toutes ses entreprises, mais encore elle le forçait souvent à vendre son alliance, et elle le réduisait à une versatilité honteuse, qui lui faisait perdre la considération publique.

Sigismond, qui avait souvent été blessé de l'esprit d'indépendance des électeurs et des princes germaniques, s'était senti flatté de la déférence et des offres de soumission de Philippe-Marie Visconti. Ce duc de Milan, en invitant l'empereur en Italie, avait promis d'employer ses trésors et ses armées à faire reconnaître l'autorité du monarque dans toute la pé-

[1] *Schmidt, Hist. des Allemands*. Liv. VII, chap. 14. — *Eberhardi Windeckii Historia Sigismundi*. Cap. 140. *Apud. Menckenium. Script. Rer. German.* T. I, p. 1186. —
[2] *Leonardi Aretini Comment*. T. XIX. *Rer. Ital.* p. 936.

ninsule[1]. Sigismond se figura qu'avec son aide, après avoir été longtemps chef d'une orageuse république, il allait remonter sur le premier trône de la chrétienté. Il arriva le 22 novembre à Milan, et il y fut en effet accueilli avec des honneurs infinis[2]. Mais le soupçonneux Visconti ne put, dans cette occasion, faire céder son caractère à sa politique. Se défiant toujours de lui-même et des autres, il ne put se résoudre à paraître devant l'empereur. Il s'enferma dans son château d'Abbiate Grasso, avec toutes les marques d'une crainte injurieuse; non seulement il ne vint point recevoir son hôte dans sa capitale, il ne voulut pas non plus admettre la visite de cet hôte dans son château; il ne se trouva point à la basilique de Saint-Ambroise, le 25 novembre 1431, lorsque Sigismond y reçut la couronne de fer des mains de l'archevêque de Milan; il laissa repartir l'empereur sans l'avoir vu, et par cette misérable faiblesse, conséquence de sa vanité et de sa pusillanimité, il se fit un ennemi irréconciliable du monarque, son allié naturel, qu'il avait appelé lui-même dans ses états[3].

Sigismond avait avec lui environ deux mille chevaux hongrois, bohémiens ou allemands[4]; c'était moins une armée qu'un cortége de gentilshommes qui s'étaient attachés à sa personne, et qui voulaient participer aux honneurs qu'on lui rendrait. Il ne craignit point de s'aventurer vers l'Italie méridionale avec une aussi faible escorte, encore qu'il sût combien il devait se défier du duc de Milan qui se disait son allié, et combien cette alliance indisposait contre lui tous ceux qui faisaient la guerre aux Visconti. De Milan Sigismond se rendit à Parme, où les négociations entre Eugène IV et le concile le retinrent cinq mois. Peu de temps après le supplice de François Carma-

[1] *Johannis Simonetæ Vita Francisci Sfortiæ*. L. II, p. 221.—*Script. Rer. Ital.* T. XXI. — [2] *Andreæ Billii Histor. Mediol.* L. IX, p. 156. T. XIX. *Rer. Ital.* — [3] *Joannis Simonetæ*. L. II, p. 222. — [4] *Poggii Bracciolini Hist. Flor.* L. VII, p. 379. *Rer. Ital.* T. XX.

gnola, il se remit en route, et il fit son entrée à Lucques le dernier jour de mai 1432[1]. Cette ville avait secoué en septembre 1430 la domination de Paul Guinigi, et s'était remise en liberté; elle était alors attaquée par les Florentins, et défendue par le duc de Milan. L'arrivée de l'empereur jeta d'abord quelque consternation parmi les Guelfes de Toscane; mais Michéletto Attendolo, qui commandait l'armée florentine, la ramena devant Lucques, pour la convaincre par ses yeux de la faiblesse de l'escorte impériale. Il repoussa même dans une escarmouche les soldats allemands qui s'étaient mêlés aux Lucquois[2]; et il lui aurait été facile d'assiéger Sigismond dans Lucques, et de l'empêcher d'en sortir jamais, si quelques magistrats florentins n'avaient préféré que le monarque continuât son voyage, et portât dans les états du pape l'inquiétude qui l'accompagnait[3]. Tandis que l'armée florentine s'était dirigée du côté d'Arezzo, Sigismond quitta Lucques précipitamment, et se rendit à Sienne le 10 juillet 1432[4].

La guerre qui désolait alors l'Italie privait l'empereur de tous les avantages qu'il avait attendus de son expédition, et elle entravait toutes les négociations qu'il avait entreprises. Une haine invétérée entre le duc de Milan et les deux républiques de Florence et de Venise avait fait renouveler les hostilités à plusieurs reprises, peu de mois après que des traités solennels avaient suspendu l'effusion du sang. Cependant les deux partis, épuisés par les grandes batailles qu'ils s'étaient livrés en 1431, ne poursuivaient plus la guerre qu'avec une extrême mollesse. Les Vénitiens avaient mis à la tête de leur armée Jean François de Gonzague, auquel Sigismond venait de vendre, au prix de douze mille florins, le titre

[1] *Commentari di Neri di Gino Capponi*. T. XVIII. *Rer. Ital.* p. 1175. — *Ricordi di Giovanni Morelli. Delizie degli eruditi Toscani*. T. XIX, p. 103. — [2] *Poggii Bracciolini Hist. Flor.* L. VII, p. 379. — [3] *Scipione Ammirato Istor. Florent.* T. II, Lib. XX, p. 1032. — [4] *Historia Senensis Petri Russii*. T. XX. *Rer. Ital.* p. 40.

de marquis de Mantoue[1]. Ce capitaine se borna, pendant l'été de 1432, à soumettre les châteaux de Bardolano, Romanengo, Soncino, et le val Camonica ; tandis que George Cornaro, qui s'était avancé dans la Valteline avec une autre armée vénitienne, y fut attaqué par Jacob Piccinino, et y éprouva une déroute complète[2].

Cet épuisement des deux partis donnait à Sigismond l'espérance de les amener à faire la paix ; mais, faute d'argent et de troupes, il demeurait comme captif dans Sienne, et il y perdait tout le crédit que son titre seul de chef de la chrétienté aurait pu lui faire trouver ; il sentait avec indignation que ceux mêmes qui se reconnaissaient pour membres de l'empire ne le traitaient plus qu'en étranger. C'était le duc de Milan qu'il accusait de son embarras ; et l'historien Bonincontri de San Miniato lui entendit dire plus d'une fois : « Le jour viendra où je pourrai me venger de ce tyran per« fide, qui m'a enfermé dans Sienne comme une bête féroce « dans sa cage[3]. »

Huit mois se passèrent cependant sans que Sigismond pût continuer son voyage ou réussir dans aucun de ses traités. Les puissances de l'Italie, malgré son extrême faiblesse, se défiaient encore de lui, et ne pouvaient se résoudre à le prendre pour arbitre ; elles préférèrent s'en rapporter à la médiation du marquis Nicolas d'Este, et de son beau-père le marquis Louis de Saluces. 1433. — Une blessure de Nicolas Piccinino, qu'on jugea mortelle, inspira de la modération au duc de Milan, qui se crut privé pour jamais de l'assistance de son vaillant général, et les arbitres amenèrent enfin les deux parties, le 26 avril 1433, à signer à Ferrare un traité de paix. Tout ce qui avait été conquis de part et d'autre, tant par les Vénitiens et

[1] *Gio. Batt. Pigna Storia de' Principi d'Este.* L. VI, p. 578. — [2] *Platina Hist. Mantuana.* L. V, p. 811. — *Poggio Bracciolini.* L. VII, p. 382. — [3] *Bonincontrii Miniatensis Annal.* T. XXI. *Rer. Ital.* p. 140.

les Florentins que par le duc de Milan, les Siennais et les Lucquois, fut également restitué, et Visconti renonça à ses alliances en Romagne et en Toscane, pour n'avoir plus, à l'avenir, occasion de s'ingérer dans la politique de ces deux provinces [1].

A peine cette paix avait-elle été publiée, que Sigismond, se croyant aussi d'accord avec Eugène IV, se mit en route pour Rome, où il fit son entrée le 21 mai 1433, et où il reçut, le 30 du même mois, la couronne impériale dans la basilique du Vatican [2]. La paix de l'Église, cependant, était tout autrement difficile à établir que celle des princes séculiers, et Sigismond, durant ses longs séjours à Lucques et à Sienne, n'avait pu concilier les prétentions contradictoires de tous les partis. L'Église catholique tout entière était en guerre avec les Hussites de Bohême, le siége de Rome était en guerre avec le concile de Bâle, le nouveau pape Eugène IV était en guerre avec tous les parents de son prédécesseur de la maison Colonna, et le gouvernement pontifical était en guerre avec tous les sujets de l'Église.

1431. — C'était dans la nuit du 19 au 20 février 1431 que le pape Martin V était mort. Pendant son règne, il avait fait rentrer sous l'autorité du Saint-Siége toutes les villes, à la réserve de Bologne, et toutes les provinces qui relevaient de ses prédécesseurs avant le schisme. Ferme dans ses projets, ambitieux, et cependant pacifique, il avait gouverné ses états en bon souverain. On ne lui avait reproché que son avarice; mais ce vice était en lui d'autant plus condamnable, que les

[1] *Jacobi Bracelli Genuens. de bello Hispano*. Haganoæ, 1530. In-4°. L. III, F. IV. — *Marin Sanuto vite de' Duchi di Venez.* T. XXII, p. 1032. — *Annal. Genuens. Joann. Stellæ*. T. XVII. *Rer. Ital.* p. 1310. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 646.—*Commentari di Neri di G. Capponi*, p. 1179. — *Petri Russii Hist. Senensis*. T. XX. *Rer. Ital.* p. 45, 46.—*Malavolti Istor. di Siena*. P. III, L. II, p. 23-27.—*Poggio Bracciolini*. L. VII, p. 383. — [2] *Eberhardi Windeckii. Hist. Imp. Sigismundi*. C. 189, 190. *Ap. Menckenium*. T. I, p. 1345.

trésors qu'il accumulait n'étaient point destinés au service du peuple auquel les impôts les avaient enlevés, ou du gouvernement qui les avait perçus [1]. Ces trésors demeurèrent, à sa mort, sous la garde de ses trois neveux de la maison Colonna, et leur possession fut la cause des premières guerres qui troublèrent l'état ecclésiastique pendant le règne suivant.

Le conclave assemblé pour donner un successeur à Martin V fit choix, le 3 mars 1431, de Gabriel Condolmieri, cardinal évêque de Sienne. Ce prélat peu considéré réunit tous les suffrages, justement parce que personne ne l'en croyait digne. Les cardinaux, n'étant point encore d'accord avec ceux qui offraient d'acheter leur vote, cherchaient à perdre leurs suffrages dans le scrutin qu'ils étaient obligés de faire chaque jour, c'est-à-dire à les disséminer sur des personnages insignifiants. Condolmieri, le plus insignifiant de tous, se trouva, par cette raison même, désigné, contre leur attente et la sienne, par les deux tiers des voix. Il était Vénitien, et neveu de ce Grégoire XII que le concile de Constance avait contraint à abdiquer. Il avait passé la première partie de sa vie dans la pauvreté, sous l'habit religieux, et il était demeuré attaché à toutes les rigueurs de la discipline monacale. Il était plein de confiance dans ses propres vues et ses propres talents, et sa présomption fut augmentée par son élévation inattendue. Il ne daignait prendre les conseils de personne, et pour ne laisser pas même le temps de lui en donner, il agissait en toute chose avec une précipitation inconsidérée. Après avoir pris en aveugle un parti dangereux, il croyait faire preuve de caractère lorsqu'il s'y tenait avec obstination. Il blessait ainsi l'amour-propre comme les droits de toute sa cour et de tous ceux qui traitaient avec lui; en même temps il considérait toute opposition comme un crime, qu'il punissait avec la der-

[1] *Andreæ Billii Hist. Mediol.* L. VIII, p. 141. T. XIX. *Rer. Ital.*

nière rigueur. Son exaltation ne causa aucun plaisir dans Rome, et bientôt sa conduite réalisa l'appréhension publique. Il prit le nom d'Eugène IV [1].

A peine le nouveau pape fut-il en possession du château Saint-Ange, qu'il redemanda les trésors amassés par Martin V, et qu'il accusa les Colonna, neveux de celui-ci, savoir : le cardinal Prosper, Antoine, prince de Salerne, et Édouard, comte de Célano, de les avoir soustraits à la chambre apostolique. Au moment où il aliénait, par cette demande, toute la famille du dernier pontife, la révolte des villes du patrimoine de saint Pierre l'entraînait dans des difficultés d'un autre genre. Pérouse avait chassé le légat qui la gouvernait, elle réclamait ses anciens priviléges, et déclarait ne vouloir plus payer désormais à saint Pierre que le léger tribut fixé lorsque cette ville jouissait de sa libersé. A Viterbe, le parti de l'aristocratie, dirigé par Jean de Gatti, avait remporté une victoire sur la faction contraire, et chassé de la ville les vaincus. Città di Castello, Spolète, Narni, Todi, étaient également sous les armes; l'état de l'Église tout entier était en insurrection, et les trésors de Martin V paraissaient nécessaires à son successeur pour lever des troupes et réduire les révoltés [2]. Mais le prince de Salerne, loin de vouloir se dessaisir des richesses de son oncle, ne vit dans la demande de les restituer qu'une preuve de la partialité du pontife pour les Orsini ses ennemis; plutôt que de se mettre à leur merci, il résolut de dépenser ses trésors pour se défendre; il leva des soldats et dévasta les fiefs des Orsini, tout en protestant de son respect et de son obéissance pour le pape. Eugène IV hors de lui, de colère, sacrifia à sa vengeance tous les amis des Colonna qui étaient demeurés à Rome; il fit mettre à la torture Othon, trésorier de son prédécesseur, et il fit pousser les tourments jusqu'à ré-

[1] *Andreæ Billii Hist. Mediolan.* L. IX, p. 143. — [2] *Andr. Billii.* L. IX, p. 144.—*Bulla Eugenii IV adversus Prosperum de Columna.* T. III. *Rer. Ital.* P. II, p. 872.

duire ce vieillard à l'agonie. Plus de deux cents citoyens romains périrent sur l'échafaud pour des crimes supposés ; la maison de Martin V fut rasée, les armes de sa famille, les monuments de son pontificat furent abattus dans tous les lieux publics, et la guerre contre le prince de Salerne se poursuivit en même temps avec acharnement. Eugène, secondé par les républiques de Venise et de Florence, réduisit enfin ce prince à se soumettre, le 22 septembre 1431, aux conditions qu'il voulut bien lui dicter. Soixante-quinze mille florins d'or, reste du trésor de Martin V, furent rendus au pape, et les Colonna retirèrent leurs garnisons des villes du patrimoine qu'ils avaient occupées [1].

Ce succès rendit le pape plus confiant dans ses propres moyens, et plus obstiné dans la poursuite des autres querelles qu'il avait à soutenir. Mais les Hussites de Bohême et les Pères de Bâle étaient bien plus redoutables que les Colonna, et leur attaque était plus périlleuse. La guerre de Bohême était la conséquence du supplice de Jean Huss et de Jérôme de Prague. Les Bohémiens, furieux de la déloyauté avec laquelle on avait fait périr leurs réformateurs, au mépris des sauf-conduits qu'on leur avait donnés, n'aspiraient qu'à les venger. Ils n'avaient point voulu reconnaître Sigismond pour successeur de son frère Wenceslas, mort à Prague le 16 août 1419 [2]. Ils avaient repoussé ses armées avec celles des ducs d'Autriche, de Bavière, de Saxe et du marquis de Brandebourg [3]. Des légions de paysans et de bourgeois croisés avaient été à plusieurs reprises jetées sur les frontières de Bohême, et autant de fois elles avaient été réduites à une fuite honteuse, ou détruites avec un affreux carnage par Ziska,

[1] *Vita Eugenii Papæ IV. Scr. Rer. It.* T. III, p. 869. — [2] *Lenfant, Hist. du Concile de Bâle.* L. VI, p. 100. — *Jo. Adlzreitter, Annales Boicæ Gentis.* T. II, L. VII, c. 42, p. 145. Editio Francfort. fol. 1710, cura Leibnitii. — [3] En 1420. *Lenfant, Hist. du Concile de Bâle.* L. VIII, p. 127. — *Jo. Adlzreitter, Annal. Boicæ Gentis.* T. II, L. VII, c. 53, p. 149.

par les deux Procope, et les autres généraux des Hussites[1]. Ces redoutables partisans avaient à leur tour pénétré dans les provinces qui leur avaient fait la guerre, et ils avaient vengé les outrages qu'ils avaient reçus, et la persécution à laquelle ils s'étaient vus en butte, en mettant ces pays à feu et à sang. La réforme avait pris chez les Hussites un caractère féroce; ils se croyaient appelés à détruire l'empire du démon, à corriger par le fer et le feu les iniquités de la terre. Toutes les faiblesses humaines, la galanterie, l'ivrognerie, la recherche même de l'élégance dans les habits, paraissaient des péchés dignes de mort aux Thaborites, les plus sévères entre ces sectaires; et leur condamnation s'étendait jusqu'à ceux qui toléraient les péchés mortels dans les autres[2]. Les Hussites s'étaient persuadé à eux-mêmes, et bientôt ils persuadèrent aussi à leurs ennemis qu'ils étaient les vengeurs du ciel, les fléaux de la main de Dieu. Une terreur panique devançait leurs bataillons, et dissipait à leur aspect les armées les plus formidables. Les peuples, accablés par la bravoure des sectaires, demandaient la paix avec instance; les Bohémiens, qui ne prétendaient point à dominer chez les autres, mais seulement à être libres chez eux, accordaient cette paix sans difficulté; mais, dès que la nouvelle des traités conclus avec eux était portée à Rome, le pape se hâtait de les annuler, en déclarant sacrilége toute convention avec les hérétiques; et la seule pénitence qui pût effacer à ses yeux la tache d'avoir consenti à ces traités impies, c'était de courir aussitôt aux armes, de surprendre les Hussites et d'en purger la terre. « Nous « avons appris avec une profonde douleur, dit Eugène IV dans « une bulle du premier jour de juin 1431, qu'une trêve a été « conclue avec les Hussites pour un temps déterminé qui n'est

[1] En 1425, *Hist. du Conc. de Bâle*, L. XII, p. 241; en 1427, L. XIII, p. 255; et en 1431, L. XV, p. 300. *Adlzreitter, Ann. Boicæ Gentis*. T. II, L. VII, c. 156; 158. — [2] *Schmidt, Hist. des Allemands*. L. VII, c. 14, p. 150.

« point encore écoulé, trêve sanctionnée par des serments « mutuels et des peines contre ceux qui la violeraient... Nous « qui nous efforçons de tout notre pouvoir de réprimer les « efforts des hérétiques et de confuter leurs erreurs; nous qui « ne pouvons tolérer en patience une telle injure et un tel « blasphème, nous souvenant que c'est la foi qui nous a sau- « vés, et que sans elle il n'est de salut pour personne; de no- « tre autorité apostolique, de notre certaine science, et sans y « être sollicité, nous rompons, nous déclarons nuls et non « avenus tous ces contrats, tous ces pactes, et chacune de « leurs clauses; nous dégageons de leurs serments les princes, « les prélats, les chevaliers, les soldats, les magistrats des « villes..... Nous les avertissons, nous les requérons, nous les « exhortons, au nom du sang de Jésus-Christ par lequel nous « avons été rachetés, au nom de leurs affections les plus chères, « nous leur enjoignons enfin comme pénitence de leurs pé- « chés..... de se lever en masse, avec toute leur puissance, au « moment qui leur sera indiqué, d'attaquer les personnes des « hérétiques, de les saisir, de les perdre et de les exterminer « sur la terre, de sorte qu'il n'en reste point de mémoire dans « les siècles à venir [1]. »

Mais cette bulle d'Eugène IV ne servit qu'à attirer sur l'Église de nouveaux désastres; quarante mille cavaliers, que le marquis de Brandebourg, les ducs de Bavière et de Saxe, et la ligue de Souabe, avaient rassemblés sous le commandement du cardinal Julien Césarini, furent dissipés par les Hussites. On crut reconnaître le doigt de Dieu dans les défaites successives des croisés, et les prélats catholiques, surtout ceux de la France et de l'Allemagne, commencèrent à proclamer que l'Église ne triompherait des hérétiques qu'après avoir accompli sur elle-même la réforme dans

[1] La bulle entière est rapportée dans *Raynaldus*, l'historien officiel de la cour de Rome au XVII[e] siècle. *Annales Ecclesiast.* T. XVIII, p. 88.

son chef et dans ses membres, qui avait été entreprise par le concile de Constance, et qui devait être terminée par celui de Bâle[1].

Martin V, pour tenir dans sa dépendance le concile œcuménique qu'il s'était engagé à convoquer, avait voulu le rassembler dans une ville d'Italie, où les nombreux pensionnaires de la cour de Rome auraient exercé plus d'influence : il choisit d'abord Pavie, puis Sienne; mais il ne put y réunir que quatre ou cinq prélats de chaque nation, et ceux-ci même protestèrent contre l'influence illégale que le pape voulait exercer sur eux. Le concile de Sienne ne se signala que par un statut qui accorde à ceux qui contribueront à la persécution des hérétiques les mêmes indulgences que s'ils avaient marché en personne à la croisade[2]. Il fut ensuite dissous, et un nouveau concile fut convoqué à Bâle par une bulle du 4 des ides de mars 1424[3].

Cette assemblée solennelle des députés de la chrétienté s'ouvrit le 23 juillet 1431, sous la présidence du cardinal Julien Césarini, déjà choisi par Martin V, et confirmé par Eugène IV comme légat au concile[4]. Les prélats les plus distingués de toutes les nations de l'Europe, les hommes dont on estimait le plus le savoir et l'éloquence, s'y trouvèrent en présence, au moment où une fermentation universelle agitait les esprits, où de toutes parts des voix s'élevaient pour demander la réforme d'abus qu'on dénonçait comme scandaleux. Dans cette imposante assemblée, l'éloquence, le savoir, la considération personnelle assignèrent les rangs de préférence aux titres et aux dignités. Un esprit républicain ne tarda pas à s'y manifester, et la réforme de l'Église y commença de la manière la plus effrayante pour l'autorité du Saint-Siége. Les

[1] *Annal. Eccles. Raynaldi.* 1431, § 19, T. XVIII, p. 89. — [2] *Acta Senensis Concilii.* 1423, *apud Labbe Concil. Gener.* T. XXII, p. 329. — [3] *Annal. Eccles. Raynaldi.* 1424. § 5, p. 66. — [4] *Acta Concilii Basiliensis. Labbe Concil. Gener.* T. XII, p. 459.

prélats avouaient l'intention de rendre à chaque diocèse son indépendance, de relever l'autorité des évêques, de rabaisser celle de Rome, de substituer enfin une constitution libre et républicaine à la monarchie spirituelle que les papes avaient fondée. Des abus nombreux d'administration, une corruption, une vénalité qu'on ne cherchait pas même à dissimuler, des usurpations récentes et qui n'avaient point encore fait oublier les droits anciens, justifiaient aux yeux de toute la chrétienté les prétentions du concile. Cependant l'édifice entier de la hiérarchie romaine était ébranlé; le revenu, comme le pouvoir des papes, allait être anéanti, et Eugène IV, qui n'admettait dans l'Église d'autre droit que le sien, s'indignait d'un tel esprit de révolte[1].

1432. — Dès sa seconde session, le concile s'était déclaré supérieur au pape: il avait même menacé celui-ci de peines ecclésiastiques s'il tentait de dissoudre l'assemblée ou de la transférer sans son consentement dans une autre ville[2]. Le concile de Constance avait imposé au Saint-Siége l'obligation de convoquer tous les sept ans des conciles œcuméniques; mais comme il n'avait rien statué sur leur durée, les papes éludaient cette obligation en se hâtant de dissoudre dès les premières séances des assemblées qui leur inspiraient tant de crainte. Ainsi le concile de Sienne avait à peine existé quelques semaines; ainsi Eugène IV voulait détruire celui de Bâle dès la première année[3]. Les prélats assemblés résolurent en conséquence de soustraire entièrement leur synode à l'autorité du pape. En même temps ils ôtèrent à celui-ci le droit de créer de nouveaux cardinaux[4]: ils le citèrent à venir en personne à Bâle dans le terme de trois mois, et sur son défaut, ils le déclarèrent con-

[1] *Lenfant, Hist. du Concile de Bâle.* L. XVI, p. 331. — *Annales Ecclesiast. Raynaldi.* T. XVIII, p. 89. — [2] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 641. — *Acta Concilii Basiliens.* Sessio II, § 3, 4, 5. *Labbe Concil. Gener.* T. XII, p. 477. — [3] *Acta Concilii Basil.* Sessio III, p. 480. *Ib.* — [4] Sessio IV, § 6, p. 488.

tumax[1] ; ils se réservèrent enfin le droit de lui nommer un successeur en cas de vacance du Saint-Siége[2].

Sigismond était engagé par ses propres intérêts dans la guerre de Bohême ; pour la soutenir, il avait besoin des secours de l'Église d'Allemagne ; d'ailleurs il voyait avec regret la cour de Rome tirer de ses états des revenus considérables ; aussi se montra-t-il le protecteur zélé des libertés de l'Église. Il crut qu'en se rendant à Rome pour y prendre la couronne impériale, il exercerait une plus grande influence sur le pape, et le déterminerait plus aisément à consentir à tout ce que la chrétienté demandait de lui. Mais Sigismond n'avait point d'armée ; déjà, quand il avait voulu donner la paix à l'Italie, il avait senti que le crédit d'un empereur se mesure sur ses moyens de se faire craindre : il le sentit davantage encore lorsqu'il voulut donner la paix à l'Église ; ses efforts furent sans cesse déjoués par l'impétuosité et l'inconséquence d'Eugène, ou par le zèle imprudent des prélats. Le premier, qui avait déjà essayé de dissoudre le concile, ou de le transférer à Bologne, consentit enfin à le reconnaître comme œcuménique, sur les instances réitérées de Sigismond ; mais ce fut en annulant tout ce qui s'y était fait jusqu'à ce jour, et en soumettant l'assemblée à la présidence de nouveaux légats du Saint-Siége[3]. Les prélats, loin de se contenter de cette bulle, qui aurait subordonné leur autorité à celle du pape, citèrent de nouveau celui-ci à se rendre dans leur sein, et le menacèrent de prononcer sa déchéance, s'il ne se soumettait pas avant soixante jours. Sigismond, après avoir été couronné à Rome par Eugène IV pendant une trêve momentanée, reprit le chemin de Bâle, où il présida, le 8 des ides de novembre, la quatorzième session du concile ; mais il ne trouva guère moins de difficultés

[1] Sessio VI, p. 494. — [2] Sessio VII, p. 496. — [3] *Raynaldi, Ann. Eccles.* 1432, § 8-11; 1433, § 6, 18, 19. T. XVIII, p. 99-116.—*Lenfant, Hist. du concile de Bâle*. L. XV, p. 352. — *Schmidt, Hist. des Allem.* L. VII, c. 16, p. 190.

à demeurer le modérateur de cette assemblée turbulente et démocratique, qu'à faire plier l'orgueil et l'obstination d'un pontife peu capable de gouverner [1].

Pendant cette lutte dangereuse, Eugène IV fut encore attaqué par de nouveaux ennemis ; il avait donné pour gouverneur à la Marche d'Ancône Jean Vitelleschi, évêque de Recanati, son favori, dont le caractère cruel et perfide causa bientôt une révolte universelle. Le duc de Milan, Philippe-Marie Visconti, qui venait de signer la paix avec les Florentins, avait licencié ses capitaines et la plus grande partie de leurs soldats ; cependant il désirait que ses armées restassent sur pied, en renonçant à sa solde, et il jugea que la révolte contre Vitelleschi pouvait leur en fournir l'occasion. Il excita secrètement ceux qu'il renvoyait à ravager l'état de l'Église, et à y fonder, s'ils le pouvaient, des principautés pour eux-mêmes. De cette manière, il récompensait sans frais des généraux qui l'avaient bien servi, il maintenait des armées auxquelles il ne voulait plus donner de solde, il se vengeait d'Eugène IV dont il avait été mécontent, et il obligeait les Florentins à de grandes dépenses, en excitant leur inquiétude. François Sforza et Nicolas Fortébraccio de Pérouse entrèrent en même temps, le premier dans la Marche d'Ancône, le second dans le patrimoine de saint Pierre [2]. Tous deux prétendaient être autorisés par le concile de Bâle à enlever ces provinces au pape, tous deux furent accueillis avec empressement par les Colonna encore irrités de la manière dont Eugène IV les avait traités. François Sforza surprit Iesi, emporta d'assaut Montermo, accepta les capitulations d'Osimo et de Recanati, et trouvant dans cette dernière ville les otages de Fermo, d'Ascoli et des autres forteresses que gouvernait Vitelleschi, il les força toutes à se rendre à leur tour [3]. La soumission de la province entière

[1] *Acta concilii Basiliens.* Sessio XIV, p. 523.—[2] *Petri Russii, Hist. Senensis.* T. XX, *Rer. Ital.* p. 46.—[3] *Joannis Simonetæ vita Franc. Sfortiæ.* L. III, T. XXI, *Rer. Ital.* p. 226.

fut l'ouvrage de quinze jours. L'Ombrie et la Toscane inférieure commençaient à leur tour à s'ébranler; dans le même temps Nicolas Fortébraccio s'était emparé de Tivoli et des petites villes les plus voisines de Rome; il menaçait même cette capitale. Eugène n'avait d'autre ressource, pour se défendre, que de choisir entre ses ennemis; il se détermina enfin à recourir à François Sforza; il l'engagea à s'opposer aux progrès de Fortébraccio, en réveillant la rivalité des factions militaires que l'ancien Sforza et Braccio de Montone avaient mises en opposition; il lui offrit pour récompense la Marche d'Ancône avec le titre de marquis; il lui promit même de laisser pour quelque temps entre ses mains ses autres conquêtes, en le créant vicaire et gonfalonnier de l'Église romaine[1].

Cependant l'assistance de François de Sforza ne suffit point pour rétablir les affaires du pape, soit parce que Nicolas Piccinino s'avança de son côté pour seconder son parent Fortébraccio et avoir part aux dépouilles de l'Église, soit plus encore parce que les Romains, fatigués d'un gouvernement qui les accablait de contributions et ne savait pas les défendre, prirent les armes contre Eugène, proclamèrent le rétablissement de leur république, et assiégèrent le pape dans l'église de Saint-Chrysogone, où il s'était réfugié. Ce ne fut qu'avec beaucoup de peine qu'Eugène s'échappa déguisé sur une petite barque, qui le porta à Ostie à travers une grêle de traits. Une galère le conduisit à Pise; enfin il vint à Florence, où il demanda un asile à la république, tandis que ses états étaient partagés entre Sforza et Fortébraccio, et que son autorité était méconnue dans tout le territoire de l'Église[2].

La république de Florence, où Eugène IV venait chercher

[1] *Joann. Simonetæ.* L. III, p. 227. — *Franc. Adami Fragmentor. de rebus gestis in civitate Firmana.* L. II, cap. 64, 65, p. 52 *In Thesauro Burmanni.* T. VII, P. II. — [2] *Joann. Simonetæ vita Franc. Sfortiæ.* L. III, p. 234. — *Joannis Stellæ Ann. Genuenses.* T. XVII. *Rer. Ital.* p. 1313. — *Commentari di Neri di Gino Capponi.* T. XVIII, p. 1181. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 648.

un refuge, était alors agitée par des factions qui, plus qu'aucune de celles qu'elle avait nourries jusqu'alors, devaient mettre en danger sa liberté. Après la mort de Jean de Médicis, Cosme son fils avait pris la direction du parti formé anciennement par les Alberti, pour limiter l'autorité de l'oligarchie et relever celle du peuple. Cosme avait un caractère plus ferme que son père, il agissait avec plus de vigueur, il parlait entre ses amis avec plus de liberté, et cependant aucun Florentin ne le surpassait en prudence. Dans ses manières, il unissait la gravité à la grâce; ses immenses richesses lui permettaient d'exercer chaque jour son humanité et sa libéralité. Il n'attaquait point le gouvernement, il ne cabalait point contre lui; mais il ne déguisait pas non plus ses opinions, qu'il exprimait toujours avec autant de noblesse que de franchise; et le grand nombre d'amis et de clients qu'il avait acquis par sa générosité lui donnait l'importance d'un homme public [1]. Avec leur aide il se croyait assuré de maintenir sa liberté et son rang, tant que la paix intérieure se conserverait, ou de les défendre les armes à la main, s'il était attaqué par ses ennemis. Deux confidents partageaient son crédit; Averard de Médicis, par son audace, et Puccio Pucci, par sa sagesse et sa prudence, l'aidaient à maintenir l'union de ses partisans. Ces trois hommes d'état avaient beaucoup contribué à déterminer les Florentins à entreprendre la guerre de Lucques; mais ils n'avaient point été admis ensuite à la diriger. Aussi, soit pour se justifier des conseils qu'ils avaient donnés, soit pour embarrasser leurs adversaires, prenaient-ils à tâche de dévoiler les causes de tous les revers que l'état avait éprouvés.

Renaud des Albizzi, dont le caractère impatient et orgueilleux supportait mal un contrôle continuel, aurait voulu forcer

1 *Nicolo Macchiavelli, Ist. Florent.* L. IV, p. 57. — *Scipione Ammirato, Istoria Fiorent.* L. XX, p. 1087.

Médicis à une inimitié ouverte, le vaincre dans une bataille, et le chasser ensuite de la ville. Tous les jeunes gens qui étaient entrés avec lui dans le gouvernement partageaient son impatience; et Nicolas Barbadori, l'un d'eux, s'efforça d'engager Nicolas d'Uzzano à faire attaquer Cosme de Médicis et les siens, afin de détruire un parti qui ne s'élevait que pour leur ruine. Mais ce vieux chef de la république connaissait mieux ce qui avait fait longtemps la force de sa faction, et ce qui en faisait alors la faiblesse. Il avait vu les Florentins, encore effrayés du gouvernement sanguinaire et méprisable des *Ciompi*, se jeter dans les bras du parti le plus opposé à la populace; il les avait vus, pendant un temps, demander avant toute chose à leur gouvernement de la dignité, de la considération et de la force. C'était dans ces heureuses circonstances que son ami Maso des Albizzi et lui avaient été placés au timon des affaires, et leurs talents en avaient tiré le parti le plus avantageux pour rendre la république puissante au dehors, ferme et inébranlable à l'intérieur. Mais à mesure que la mémoire des Ciompi s'était affaiblie ou effacée, la reconnaissance pour le gouvernement qui avait arraché Florence des mains de la populace s'était affaiblie aussi. La nation était plus sensible à une jalousie présente qu'à une crainte passée; elle commençait à rendre son affection aux fils mêmes de ces anciens démagogues au joug desquels on l'avait arrachée; ces fils, qui n'avaient point partagé les fautes de leurs pères, inspiraient, par leur nom seul, une considération qui n'était plus mêlée de crainte; leurs richesses s'étaient accrues, le nombre de leurs partisans s'était augmenté de tous les hommes nouveaux qui avaient acquis quelque indépendance, tandis que l'oligarchie, conformément à son essence, s'était resserrée toujours davantage. Les divisions dans le parti dominant avaient procuré des recrues à l'opposition; chaque fois que quelque mécontent se détachait

de sa famille ou de son parti, il venait se ranger sous les drapeaux des Médicis. L'ancienne noblesse, toujours exclue de l'administration par les deux factions, s'attachait de préférence à celle qu'elle voyait opprimée comme elle; en sorte que Cosme avait pour adhérents des hommes égaux tout au moins en naissance, en richesses, en talents et en zèle, aux partisans des Albizzi, et de beaucoup supérieurs en nombre. D'après ces considérations, Nicolas d'Uzzano recommanda à Barbadori d'éviter tout mouvement populaire, toute lutte où les forces des deux partis viendraient à se mesurer, puisque les leurs étaient complétement illusoires, et qu'ils ne conservaient leur pouvoir que par l'empire de l'habitude ou à la faveur d'une opinion qui n'avait plus de fondements [1].

Mais Nicolas d'Uzzano mourut peu de temps après la paix de Lombardie, et Renaud des Albizzi, demeuré seul à la tête de son parti, reprit avec plus d'ardeur qu'auparavant le projet d'écraser ses adversaires. Il attendait seulement, pour le tenter, que le sort donnât à la république une seigneurie composée de ses adhérents. Aussi le tirage des magistrats, qui se répétait tous les deux mois, excitait-il dans la ville une agitation effrayante, parce que chacun sentait qu'une révolution prochaine et presque immanquable pouvait être décidée par le caractère des gonfaloniers et des seigneurs que le hasard appellerait aux places.

Enfin, le sort donna Bernard Guadagni pour gonfalonnier des mois de septembre et d'octobre 1433, et avec lui huit seigneurs entièrement dévoués à la faction des Albizzi [2]. Guadagni était un homme pauvre, qui n'aurait pu siéger dans la magistrature, si Renaud des Albizzi n'avait par avance payé ses contributions, afin qu'il ne fût pas débiteur de l'état. Cet homme, aigri par des ressentiments personnels, incapable de

[1] *Nicol. Macchiavelli, Istor. Fior.* L. IV, p. 60. — [2] *Priorato nei Ricordi di Gio. Morelli. Deliz degli. eruditi.* T. XIX, p. 115.

crainte et n'ayant rien à perdre, était prêt à tout entreprendre pour servir le chef de son parti[1].

A peine sept jours s'étaient écoulés depuis que Guadagni était entré dans la magistrature, lorsqu'il fit sommer, le 7 septembre, Cosme de Médicis de se rendre au palais. Les amis de celui-ci le pressaient de s'évader ou de prendre les armes pour se défendre. Cosme ne voulut compter que sur son innocence, comme si, dans le tumulte des révolutions, un chef de parti était jamais innocent aux yeux de ses adversaires; et il se présenta devant la seigneurie. On le fit aussitôt arrêter et enfermer dans la tour du palais public; une accusation de malversation dans la guerre de Lucques servit de prétexte à cette arrestation[2]. Ce n'était point à des juges cependant qu'on voulait soumettre la cause de ce citoyen puissant; son sort devait être décidé par une autorité extrajudiciaire, et Guadagni fit sonner la cloche du parlement, pour rassembler le peuple sur la place publique, dont Renaud des Albizzi occupait toutes les avenues avec des gens armés.

Quelles que fussent les dispositions du peuple, on avait toujours vu le parlement de Florence se ranger du parti du plus fort. On le convoquait pour sanctionner une révolution déjà faite, et les seuls citoyens qui approuvaient cette révolution se rendaient sur la place publique, tandis que les mécontents en étaient écartés ou par la crainte ou par la violence. La seigneurie demandait au peuple assemblé de créer une *balie* pour sauver l'état des complots de ceux qui voulaient sa ruine; deux cents citoyens, qui avaient été désignés par Renaud des Albizzi, furent en effet revêtus par le peuple du pouvoir illimité qu'on supposait exister toujours dans la nation assemblée, et auquel on soumettait les lois mêmes et la constitution. La *balie* se réunit aussitôt dans le palais pour

[1] *Scipione Ammirato Istor. Fior.* L. XX, p. 1086. — [2] *Joann. Michael. Bruti, Histor. Florent.* L. I. *Apud Burmannum, Thesaurus Antiquit. et Histor. Ital.* T. VIII, p. 14.

délibérer sur le sort qu'elle réserverait à Cosme de Médicis.

Ce chef de parti fut accusé d'avoir fait échouer, par des révélations perfides adressées à François Sforza son ami, les projets de ses compatriotes sur Lucques. Les alliances personnelles de ce puissant citoyen avec Sforza et avec Venise, le grand nombre de ses partisans, le triomphe futur qui lui était réservé, justifient peut-être suffisamment la défiance d'un gouvernement qu'il voulait supplanter, et qui s'était maintenu plus d'un demi-siècle avec tant de gloire et de vertus. Mais les armes que Renaud des Albizzi employa contre Médicis étaient injustes et illégales; les hommes qu'il fit agir étaient déterminés par les motifs les plus honteux; Guadagni avait été séduit par l'argent avec lequel on avait payé ses dettes; la balie partagea des places lucratives entre lui et les prieurs qui l'avaient secondé, et les magistrats de la république se firent bassement payer pour avoir proscrit un de ses plus grands citoyens [1]. Cependant ceux qui, dans un état corrompu, se font servir par des âmes vénales, doivent s'attendre à ce que leurs adversaires enchérissent sur eux pour acheter les hommes qui se sont ainsi vendus, et trouvent moyen de les leur enlever. Cosme de Médicis réussit, du fond de sa prison, à faire remettre mille florins à Bernard Guadagni, qu'il fit prier de l'épargner; et en effet celui-ci, au lieu de demander la tête de Médicis, comme Renaud des Albizzi l'avait exigé, demanda seulement à la balie de l'exiler pour dix années à Padoue. On assigna en même temps des lieux d'exil différents à ses parents et à ses principaux amis, et le 3 octobre Cosme de Médicis partit de nuit de Florence, pour se rendre au lieu de sa relégation. La république de Venise le fit accueillir avec les honneurs les plus distingués lorsqu'il entra sur son territoire [2].

[1] *Ricordi di Cosimo de' Medici apud Roscoe. Life of Lorenzo. Append.* T. III. Edition of Basel, p. 5-9. – *Scipione Ammirato, Stor. Fior.* L. XX, p. 1090. — [2] *Ricordi di Co-*

Renaud des Albizzi, loin de s'enorgueillir de la révolution qu'il venait d'effectuer, considéra dès lors sa perte comme certaine; il vit bien que Cosme, surpris et exilé par une injuste violence, n'en serait que plus ardent à se venger; que les hommages des étrangers relèveraient sa considération, qu'il aurait toujours à sa disposition d'immenses richesses, et des partisans plus zélés et plus nombreux que jamais, et que leur premier effroi, en se dissipant, ferait place à un redoublement de zèle. Bien plus, la balie créée par le dernier parlement, quoiqu'elle eût renouvelé les listes de tous les magistrats, et rempli de noms choisis les bourses d'où l'on tirait au sort la seigneurie, n'avait pas pu ou n'avait pas voulu exclure du scrutin tous ceux qui étaient suspects au parti des Albizzi; elle aurait craint de porter au comble le mécontentement universel, en laissant voir à quelle étroite oligarchie on voulait réduire un gouvernement essentiellement populaire; Renaud, il est vrai, demandait avec instance à ses amis de fortifier leur parti, en y admettant les grands et l'ancienne noblesse, qui depuis longtemps étaient exclus de toutes les charges; mais il ne put jamais vaincre la jalousie des siens ou triompher de la répugnance du peuple, et il fut obligé d'attendre dans l'inaction les suites de l'irritation publique, qu'il voyait se prononcer toujours plus [1].

1434. — Il y avait déjà une année que Cosme de Médicis et ses amis étaient exilés, lorsque le sort appela Nicolas de Cocco Donati à être gonfalonnier pour les mois de septembre et d'octobre 1434, avec huit seigneurs qui tous aussi bien que lui s'étaient déclarés en faveur des Médicis. Trois jours devaient s'écouler entre le tirage des nouveaux magistrats et

simo de' Medici. p. 9, 10 et 11. — *Commentari di Neri di Gino Capponi,* p. 1180. — *Macchiavelli Hist. Fior.* L. IV, p. 70. — *Scipione Ammirato.* L. XX, p. 1090. — *Istor. di Giov. Cambi. Deliz. Erud.* T. XX, p. 183. — *Nerli Commentari.* L. II, p. 38. — [1] *Nicol. Macchiavelli, Ist. Fior.* L. IV, p. 72.

leur entrée en charge; Renaud des Albizzi voulut profiter de ce délai pour faire prendre les armes à ses amis, créer une nouvelle balie et exclure de la magistrature des hommes aussi dangereux pour lui; mais il ne trouva dans ses partisans que froideur et timidité. Palla Strozzi, sur lequel il avait compté, lui répondit qu'un bon citoyen devait attendre l'attaque de ses adversaires plutôt que de la provoquer, et sans persuader Renaud, il le contraignit à se tenir en repos.

Le nouveau gonfalonnier fut à peine entré en fonctions, qu'il intenta un procès criminel à son prédécesseur, pour avoir malversé dans l'administration des deniers publics. Bientôt après il cita les trois chefs du parti des Albizzi à comparaître au palais, de la même manière que Cosme avait été cité un an auparavant par le parti contraire. Mais, au lieu d'obéir, Renaud des Albizzi, Ridolfe Péruzzi et Nicolas Barbadori se rendirent en armes sur la place de San-Pulinari, avec tout ce qu'ils purent rassembler de gens armés [1]. Palla Strozzi et Jean Guicciardini, qu'ils attendaient aussi, craignirent de se compromettre et ne parurent point. Bientôt Ridolfe Péruzzi prêta l'oreille aux propositions d'accommodement que lui fit faire la seigneurie, et se rendit au palais; le courage de ceux qui avaient pris les armes se refroidit; les partisans de la seigneurie et ceux de Cosme, parmi lesquels se trouvait un propre frère de Renaud des Albizzi, s'enhardirent; le pape, enfin, qui vivait à Florence avec toute sa cour, offrit sa médiation, et acheva ainsi la ruine du parti des Albizzi.

Renaud n'osa point refuser la médiation du pape, et il fit retirer les gens armés qui occupaient la place sous les ordres de Nicolas Barbadori; cependant leur prise d'armes, dès qu'elle n'était pas suivie d'une victoire, ne pouvait plus être considérée que comme une révolte. Florence reprit une apparence

[1] *Comment. di Neri di Gino Capponi.* T. XVIII. *Rer. Ital.* p. 1182. — *Ricordi di Cosimo de' Medici.* T. III, p. 11.

de calme; mais la seigneurie profita du temps que ses adversaires perdaient en négociations, pour faire rentrer dans la ville les soldats dispersés sur son territoire; elle en remplit le palais et tous les lieux forts; après quoi elle appela le peuple au parlement: elle lui fit créer une nouvelle balie en entier favorable aux Médicis, et le premier acte de cette nouvelle assemblée fut de rappeler Cosme avec tous les siens, tandis qu'elle exila Renaud des Albizzi, Ridolfe Péruzzi, Nicolas Barbadori, Palla Strozzi, et tous les citoyens qui jusqu'alors avaient été à la tête de la république [1]. Ainsi fut renversé le gouvernement qui avait administré Florence avec le plus de gloire, dans le temps de la plus haute prospérité de cet état. Albizzi et ses amis partirent pour leur exil sans opposer aucune résistance; ils se dispersèrent dans des villes qui avaient longtemps redouté le ressentiment ou recherché la faveur de ces chefs habiles d'une puissante cité, tandis que Cosme de Médicis revint en triomphe prendre l'administration d'une république d'où il avait si récemment été proscrit.

[1] *Comment. di Neri Capponi*, p. 1188. — *Leonardi Aretini, Commentarii de suo tempore*, p. 937. — *Macchiavelli Ist.* L. IV, p. 77. — *Scipione Ammirato*. L. XX, p. 1101. — *Ricordi di Gio. Morelli*. T. XIX, p. 121. — *Neri Commentari*. L. II, p. 42.

FIN DU TOME CINQUIÈME.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DU TOME CINQUIÈME.

CHAPITRE II.

CHAPITRE V.

Les Génois se donnent au roi de France. — Tentative de Jean Galéaz sur San-Miniato ; la guerre se renouvelle. — Défaite des Milanais à Governolo ; trêve. — Gérard d'Appiano vend Pise à Jean Galéaz. — Sienne et Pérouse se donnent aussi à lui. 1396 — 1399. 113

CHAPITRE VI.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XII.

Concile de Constance; il termine le grand schis-

FIN DE LA TABLE DU TOME CINQUIÈME.



